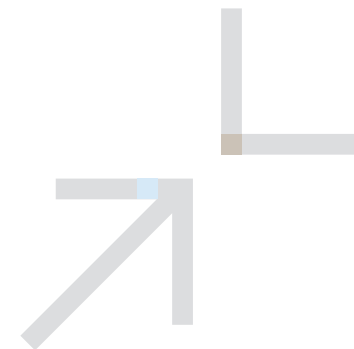


# Rapport de présentation



**SCOT**

Document approuvé  
par Le Comité Syndical  
du Pays de Saint-Brieuc  
le 27 février 2015  
et rendu exécutoire



# Sommaire

## 1 / LA DÉMARCHE DE REVISION DU SCOT 5

I.I - Qu'est-ce qu'un SCOT ? .....	6
I.II - Les grands objectifs d'un SCoT .....	6
I.III - Le contenu d'un SCoT.....	6
a. Le rapport de présentation .....	6
b. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) .....	8
c. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) .....	8
I.IV - Le périmètre du SCOT du Pays de Saint-Brieuc .....	10
I.V - La démarche de révision du SCOT .....	12
a. Le contexte de la révision du SCOT .....	12
b. Le syndicat mixte, maître d'ouvrage du SCOT .....	12
c. La mission confiée à un groupement de cabinet d'études .....	12

## 2 / L'ARTICULATION DU SCOT AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES 13

II.I - Le contexte législatif.....	14
a. Article L 122-1-2 du Code de l'Urbanisme .....	14
b. Article R 122-2 du Code de l'Urbanisme .....	14
c. Article L 111-1-1 du Code de l'Urbanisme .....	14
d. Article L 122-1-12 du Code de l'Urbanisme .....	14
e. Article L 122-1-13 du Code de l'Urbanisme .....	15
II.II - Documents avec lesquels le SCoT doit être compatible .....	16
II.III - Documents que le SCoT doit prendre en compte .....	18

## 3 / CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD ET LE DOO 22

III.I - Choix des scénarios .....	23
a. Scénarios étudiés .....	23
b. Analyse environnementale des scénarios étudiés .....	30
III.II - Justification des choix .....	38
a. Justification des choix en matière d'aménagement de l'espace .....	38
b. Justification des choix en matière de démographie .....	39
c. Justification des choix en matière de développement économique .....	40
d. Justification des choix en matière d'équilibre social de l'habitat .....	42
e. Justification des choix en matière de transports - déplacements .....	43
f. Justification des choix en matière d'équipements et services .....	44
g. Justification des choix en matière de modération de la consommation d'espace .....	44
III.III - Les modalités d'application de la loi littoral.....	46
a. Les Agglomérations, villages, hameaux .....	46
b. Les espaces remarquables .....	47
c. Les coupures d'urbanisation .....	48
d. Les espaces proches du rivage .....	50
e. La bande des 100 mètres .....	50
f. Le camping caravanning .....	51
g. La capacité d'accueil .....	51

# Sommaire

## 4 / RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 55

IV.I - Synthèse du diagnostic territorial .....	56
a. Le positionnement et la structuration du territoire .....	56
b. Les caractéristiques sociodémographiques .....	56
c. L'habitat .....	56
d. Le développement économique .....	56
e. La consommation d'espace .....	57
f. Les équipements et services .....	57
g. Les mobilités et les pratiques de déplacement .....	57
IV.II - Synthèse du diagnostic environnemental.....	57
a. Le milieu physique .....	57
b. Les milieux naturels et urbains .....	58
c. Le paysage et le patrimoine bâti .....	58
d. La gestion de l'eau .....	59
e. Les choix énergétiques.....	59
f. La gestion des déchets.....	59
g. Les risques et nuisances .....	60
IV.III - Articulation du schéma avec les plans et programmes .....	60
IV.III - Explications des choix retenus pour établir le PADD et le DOO .....	61
IV.III - Evaluation environnementale .....	62

## 5 / GLOSSAIRE 64



# I. LA DÉMARCHE DE RÉVISION DU SCOT

## I.1. Qu'est-ce qu'un SCOT ?

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document d'urbanisme de planification créé par la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000.

Outil d'urbanisme, il a pour buts :

- d'identifier les grands choix stratégiques du territoire ;
- de les traduire spatialement ;
- d'orienter les politiques structurantes conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés

Le SCoT a également pour vocation de proposer une organisation globale en matière d'habitat, de développement économique, de transports en prenant en compte l'environnement... c'est une démarche qui s'applique à un territoire, bassin de vie et espace de projet.

## I.2. Les grands objectifs d'un SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale a pour objectifs :

- de trouver un équilibre entre les espaces urbains, les espaces agricoles et les espaces naturels grâce à une utilisation économe en espace ;
- d'assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale;
- de rechercher une répartition géographiquement équilibrée entre habitat, emploi, commerce et services ;
- d'établir un lien entre urbanisation future et transports collectifs ;

- d'assurer la satisfaction des besoins des générations présentes et futures en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles... ;

...tout en visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité...

## I.3. Le contenu d'un SCoT

Conformément au code de l'urbanisme, le contenu du SCoT se décline en plusieurs documents :

### a. Le rapport de présentation

Il contient :

- le **diagnostic** prévu à l'article L.122-1-2 du code de l'urbanisme. Ce diagnostic est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services. Le diagnostic comprend également une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation d'espace compris dans le document d'orientation et d'objectifs ;
- **l'état initial de l'environnement** (E.I.E.) et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

Le diagnostic n'est pas une monographie du Pays de Saint-Brieuc mais une analyse stratégique du territoire. Il présente, analyse et croise les données utiles en matière d'aménagement du territoire.

Ce diagnostic a pour triple finalité :

- d'évaluer les principales caractéristiques environnementales, économiques et sociales du territoire ;
- de comprendre son fonctionnement ;
- d'identifier les besoins dans les domaines sur lesquels le SCoT peut avoir une influence.

Les études existantes, le porter-à-connaissance de l'Etat, les visites de terrain, l'écoute des acteurs locaux, ont permis de présenter une première lecture du territoire et de dégager des enjeux pour le Pays de Saint-Brieuc.

Le diagnostic constitue l'outil privilégié pour mener la concertation auprès des structures associées et de la population en vue notamment de l'élaboration du projet politique (PADD).

Le diagnostic territorial préalable est organisé en 7 grandes parties qui reprennent les éléments fondamentaux du territoire, incluses dans deux documents :

→ Le diagnostic prospectif qui comprend :

- le positionnement et la structuration du territoire ;

- les caractéristiques sociodémographiques ;
- l'habitat ;
- le développement économique ;
- la consommation d'espace ;
- les équipements et services ;
- les mobilités et pratiques de déplacement.

→ L'état initial de l'environnement, qui reprend :

- les grandes caractéristiques physiques du territoire ;
- le paysage et le patrimoine ;
- les ressources naturelles ;
- l'environnement biologique et les espaces naturels ;
- les risques, contraintes et nuisances.

- la **description de l'articulation du schéma** avec les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L.122-1-12 et L.122-1-13 du code de l'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte;
- une **analyse des incidences** notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement exposant les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 414-3 à R. 414-7 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;
- une **explication des choix retenus** pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs et, le cas échéant, il explique les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;
- une **présentation des mesures envisagées pour éviter**, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement, et des indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 122-14 du code de l'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'environnement ;
- Un **résumé non technique**.

## b. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :

Le projet d'aménagement et de développement durables comprend les éléments mentionnés à l'article L. 122-1-3 du code de l'urbanisme. Il fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale ou d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

## c. Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) :

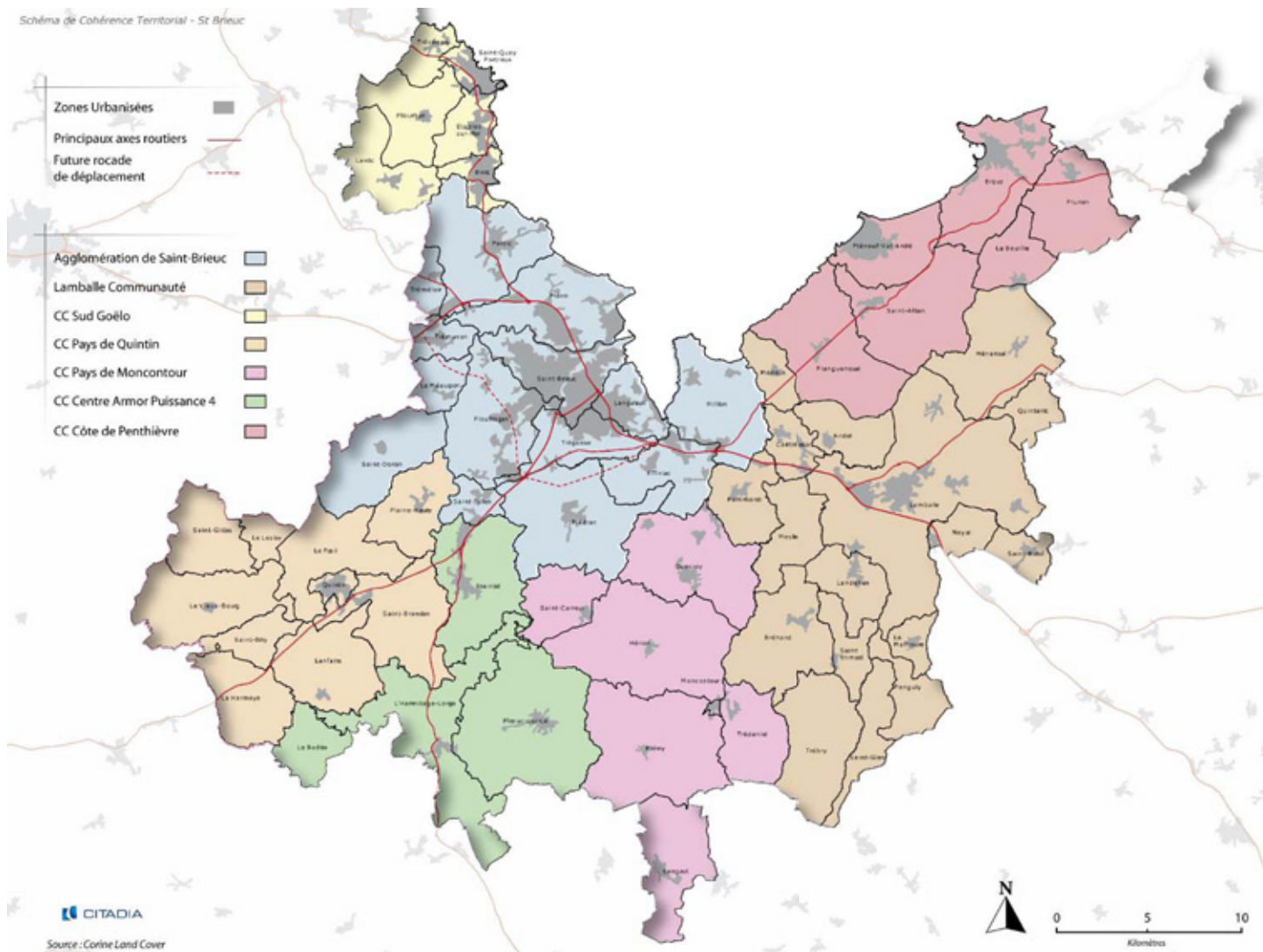
Le document d'orientation et d'objectifs comprend les éléments mentionnés aux articles L.122-1-4 à L. 122-1-10 du code de l'urbanisme. Il détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers.

Il comprend notamment un document d'aménagement commercial (DAC) dont le document graphique doit permettre d'identifier les terrains situés dans les zones d'aménagement commercial (ZACOM) délimitées en application de l'article L. 122-1-9 du code de l'urbanisme (article R\*122-3).

Lorsque les documents graphiques délimitent des espaces ou sites à protéger (en application du II de l'article L. 122-1-5) ou des secteurs à l'intérieur desquels la valeur en dessous de laquelle ne peut être fixée la densité maximale de construction résultant de l'application de l'ensemble des règles du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu (en application du VIII de l'article L. 122-1-5), ils doivent permettre d'identifier les terrains situés dans ces secteurs.

Lorsque le Schéma de Cohérence Territoriale comprend un chapitre valant schéma de mise en valeur de la mer, il mentionne les orientations relatives aux cultures marines et aux activités de loisirs. Il précise dans une perspective de gestion intégrée de la zone côtière, les vocations des différents secteurs de l'espace maritime, les conditions de la compatibilité entre les différents usages de ces derniers, et les conséquences qui en résultent pour l'utilisation des diverses parties du littoral qui sont liées à cet espace. Il précise les mesures de protection du milieu marin. Il définit les orientations et principes de localisation des équipements industriels et portuaires, s'il en est prévu. Il comprend également les dispositions prévues par le décret n° 86-1252 du 5 décembre 1986 relatif au contenu et à l'élaboration du schéma de mise en valeur de la mer lorsqu'elles ne sont pas prévues par ailleurs dans le document.

## I.4. Le périmètre du SCOT du Pays de Saint-Brieuc :



Fiche d'identité du territoire	
Nombre de communes	64 communes
Nombre d'EPCI	6 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération
Superficie	1 165 km <sup>2</sup>
Densité moyenne	168 hab / km <sup>2</sup> (INSEE 2008)
Population	195 681 habitants (INSEE 2008)
Population du Pays / population bretonne en 2008	6,2 %
Taux de croissance démographique annuel moyen entre 1999 et 2008	+ 0,9 % / an
Emploi	85 291 emplois (INSEE 2008)
Logement	105 615 logements, dont 15,4 % de résidences secondaires ou occasionnelles (INSEE 2008)
Occupation des sols	Terrains artificialisés : 8,57 % Surfaces agricoles : 82,28 % Forêts, zones humides, eau : 9,15 % (Corine Land Cover 2006)
Situation administrative	Le syndicat mixte du Pays de Saint-Brieuc a été créé en septembre 2002 et regroupe : - Saint-Brieuc Agglomération - CC Centre Armor Puissance 4

	- CC Côte de Penthièvre - CC de Lamballe Communauté - CC du Pays de Moncontour - CC de Quintin Communauté - CC du Sud Goëlo
Compétences du syndicat mixte dans son ensemble	- animation, coordination, contractualisation du Pays de Saint-Brieuc et mise en œuvre de ses opérations structurantes, - élaboration, approbation, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), - animation et gestion du Pays touristique de Saint-Brieuc, - élaboration, mise en œuvre, suivi, évaluation, révision du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Baie de Saint-Brieuc.

La commune de Langast s'est retirée de la Communauté de Communes du Pays de Moncontour emportant modification du périmètre du Pays de Saint-Brieuc et du SCOT le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les dispositions du présent SCOT ne s'y appliquent pas.

## I.5. La démarche de révision du SCOT

### a. Le contexte de la révision du SCOT

Trois ans après l'approbation du SCOT en janvier 2008, les élus du comité syndical ont décidé de lancer la révision du document en juin 2011 avec pour objectifs :

- de se conformer au contexte législatif et réglementaire qui a fortement évolué depuis 2008 avec le vote des lois dites « Grenelle de l'Environnement » (loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) qui proposent aux SCOT de mettre l'accent sur les enjeux nationaux de lutte contre le changement climatique, de protection de la biodiversité et des milieux naturels et de prévention des risques pour l'environnement et la santé...

- de prendre en compte et de traduire dans le SCOT les réflexions locales et les actions mises en œuvre sur le territoire depuis 2008 (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, réflexion sur l'aménagement commercial, l'énergie...).

### b. Le syndicat mixte, maître d'ouvrage du SCOT

Le Syndicat Mixte du Pays de Saint-Brieuc est compétent en matière de SCOT depuis 2002. Le comité syndical a confié à un comité de pilotage<sup>1</sup> le soin d'étudier et d'amender les documents proposés. C'est l'assemblée délibérante qui valide au final les orientations, arrête et approuve le SCOT.

---

<sup>1</sup> constitué de 23 élus représentant les 7 intercommunalités, d'un représentant du Conseil de Développement et des chambres consulaires

### c. La mission confiée à un groupement de cabinet d'études

La mission SCOT a fait l'objet d'un marché d'études signé le 17 octobre 2011. Les 5 cabinets de consultants intervenus sont les suivants :

- CITADIA CONSEILS (agence Grand-Ouest) dont le siège social est à TOULON et qui possède des agences régionales, dont une basée à ANGERS chargée du SCOT du Pays de Saint-Brieuc. Ce bureau d'études, également mandataire du groupement, est spécialisé dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.
- EVEN CONSEILS (agence Grand-Ouest - ANGERS) est intervenu dans le domaine de l'environnement avec un double rôle de coordination des cabinets spécialisés dans l'énergie et la biodiversité, et de réalisation de l'évaluation environnementale.
- BIOTOPE (agence Loire-Bretagne) est spécialisé dans les études relatives à la biodiversité. Ce bureau d'études est basé à REZE (44) et le siège social à MEZE (34).
- ENERGIES DEMAIN intervient sur les domaines liés à l'énergie et au réchauffement climatique. Le siège social est basé à MONTREUIL (93) mais c'est l'agence d'ANGERS qui est intervenu sur le SCOT du Pays de Saint-Brieuc.
- CVS (Cornet-Vincent-Ségurel) est un cabinet d'avocats basé à Nantes ; il a assuré l'assistance juridique sur la révision du SCOT.



## II. L'ARTICULATION DU SCOT AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

## II.1. Le contexte législatif

### a. Article L 122-1-2 du Code de l'Urbanisme

« Le rapport de présentation [...] décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 122-1-12 et L. 122-1-13, avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte. »

### b. Article R 122-2 du Code de l'Urbanisme

« Le rapport de présentation [...] »

2° Décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L. 122-1-12 et L. 122-1-13 et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; »

Le SCoT doit donc être compatible et prendre en compte les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L. 122-1-12 et L. 122-1-13 du code de l'urbanisme et à l'article L. 122-4 du code de l'environnement.

Par ailleurs, le SCoT doit respecter les principes énoncés aux articles L 110 et L 121-1 du Code de l'Urbanisme. La présente partie du rapport de présentation a pour objet de justifier la compatibilité du SCoT avec ces documents.

### c. Article L 111-1-1 du Code de l'Urbanisme

« Les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L. 146-9, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régional des régions d'outre-mer, le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Ils doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. »

### d. Article L 122-1-12 du Code de l'Urbanisme

« Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

- les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;
- les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent.

Ils sont compatibles avec :

- les directives de protection et de mise en valeur des paysages ;
- les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux ;

- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;
- les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

*d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. »*

*Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale, ce dernier est, si nécessaire, rendu compatible dans un délai de trois ans. »*

#### **e. Article L 122-1-13 du Code de l'Urbanisme**

*« Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation, mentionné à l'article L. 566-7 du code de l'environnement, est approuvé, les schémas de cohérence territoriale doivent être compatibles avec les objectifs de gestion des risques d'inondation et les orientations fondamentales définies par ce plan. Les schémas de cohérence territoriale doivent également être compatibles avec les dispositions des plans de gestion des risques d'inondation définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7.*

*Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans avec les éléments mentionnés au premier alinéa du présent article.*

*Dans ce cas, et par dérogation aux dispositions de l'article L. 122-1-12 du présent code, les schémas de cohérence territoriale n'ont pas à être compatibles avec les orientations fondamentales relatives à la prévention des inondations définies par les schémas directeurs*

## II.2. Documents avec lesquels le SCoT doit être compatible :

Document	Orientations / Objectifs	Compatibilité SCoT
<b>SDAGE Loire Bretagne</b> (arrêté préfectoral du 18 novembre 2009)	Le SDAGE Loire Bretagne définit 7 objectifs vitaux pour le bassin : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Gagner la bataille de l'alimentation en eau potable</li> <li>2. Poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux de surface</li> <li>3. Retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer</li> <li>4. Sauvegarder et mettre en valeur les zones humides</li> <li>5. Préserver et restaurer les écosystèmes</li> <li>6. Réussir la concertation notamment avec l'agriculture</li> <li>7. Savoir mieux vivre avec les crues</li> </ol>	Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc affirme sa volonté de promouvoir une exploitation durable des ressources en maîtrisant l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques dans le respect des orientations du SDAGE et des SAGE.
<b>SAGE Baie de Saint-Brieuc</b> (approuvé par arrêté préfectoral le 30/01/2014)	Il couvre la plus grande partie du Pays de Saint-Brieuc. Le SAGE s'appuie sur 5 programmes opérationnels de bassins-versants, portés par les collectivités locales, qui ont, depuis 2007, étendu leurs territoires d'action jusqu'à la Baie, anticipant le nouveau SDAGE et conformément à la Directive Cadre sur l'Eau. Il ne s'agit donc plus seulement pour ces programmes de garantir une eau potable de qualité, mais de travailler plus globalement au bon état de l'ensemble des masses d'eau de la source à la mer. Les 5 enjeux majeurs du SAGE sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation de la gestion de l'eau,</li> <li>- La qualité des eaux,</li> <li>- La qualité des milieux aquatiques,</li> <li>- La satisfaction des usages littoraux et de l'alimentation en eau potable,</li> <li>- Les inondations.</li> </ul>	Il entend ainsi limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau en contribuant à l'amélioration de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales et en limitant l'imperméabilisation des sols. Ainsi, le choix de localisation des projets urbains devra être conditionné à l'existence de réseaux à proximité (eau potable, eaux pluviales, eaux usées). La protection des zones humides et des cours d'eau promue par le SCoT permet également de limiter l'impact sur la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et évite toute accentuation des risques d'inondation.
<b>SAGE Vilaine</b> (2003, en révision)	Les principales actions du SAGE sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutter contre les pollutions diffuses</li> <li>- Protéger et sécuriser la distribution d'eau potable</li> <li>- Mieux épurer les rejets domestiques et industriels</li> <li>- Économiser l'eau potable</li> </ul>	Ces dispositions impliquent donc une volonté réelle d'une gestion raisonnée de la ressource en eau, d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contractualiser les raccordements industriels aux services publics d'eau potable,</li> <li>- Maîtriser le développement de l'irrigation,</li> <li>- Vivre avec les crues (assurer la prévention, renforcer la prévention et engager les travaux nécessaires)</li> <li>- Optimiser la gestion des grands ouvrages</li> <li>- Connaître et prendre en compte les eaux souterraines,</li> <li>- Préserver les zones humides</li> <li>- Améliorer la connaissance des ruisseaux et des rivières</li> <li>- Contenir la prolifération des étangs</li> <li>- Retrouver des poissons de qualité</li> <li>- Lutter contre les végétaux envahissants</li> <li>- Entretenir et valoriser la voie d'eau</li> <li>- Conduire le « Comité d'Estuaire »</li> <li>- Soutenir le tissu associatif, sensibiliser, diffuser et informer</li> <li>- Assurer une coordination générale des services de l'État sur l'ensemble du bassin.</li> </ul>	A noter que certaines dispositions du SDAGE et des SAGE ne peuvent pas être traduites dans le SCOT.
<b>SAGE Argoat Trégor Goëlo (en cours d'élaboration)</b>	Il concerne uniquement pour partie la commune de Lantic.	
<b>SAGE Blavet (approuvé par arrêté préfectoral du 15 avril 2014)</b>	Il s'applique à la commune du Vieux Bourg.	
<b>SAGE Arguenon, Baie de la Fresnaye (approuvé par arrêté préfectoral le 15/04/2014)</b>	Il touche partiellement les communes de Hénansal, Quintenic et Penguilly.	
<b>Plan de Prévention des Risques Littoraux d'Inondation (PPRli) de la Baie de Saint-Brieuc</b>	Un Plan de Prévention des Risques littoraux d'inondation (PPRli) de la Baie de Saint-Brieuc a été prescrit par arrêté préfectoral du 14 octobre 2011. Il concerne les communes de Saint-Brieuc, Plérin, Langueux, Yffiniac, Hillion, La Méaugon, Ploufragan et Trémuson.	Le SCOT fixe pour objectif la sécurisation des personnes, des biens et de l'environnement en faisant face à la pression foncière dans les zones à risque. Il préconise d'accompagner les usages dans ces zones.
<b>Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du Gouessant</b>	Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du Gouessant a été prescrit le 6 juillet 2011 et approuvé le 14 mars 2014.	

### II.3. Documents que le SCoT doit prendre en compte

Document	Orientations / Objectifs	Compatibilité SCoT
<b>Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) (en cours d'élaboration)</b>	La loi portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010, prévoit la création, au niveau régional, d'un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) qui sera la déclinaison à cette échelle de la trame verte et bleue. Ce schéma est co-élaboré par l'État et le Conseil Régional de Bretagne.	La révision du SCOT a fait l'objet d'une étude spécifique sur la thématique de la protection de la biodiversité qui a abouti à l'identification de la trame verte et bleue et la protection de ces espaces de la pression de l'urbanisation.
<b>Plan Climat Energie Territorial (PCET)</b>	Le Plan Climat Energie Territorial de Saint-Brieuc Agglomération a été lancé en avril 2012. Le Plan Climat Energie Territorial des Côtes d'Armor a été adopté en décembre 2012.	Le SCoT affirme sa volonté de promouvoir une exploitation durable des ressources en limitant les besoins en énergie et les émissions de gaz à effets de serre. Il a ainsi pour objectif : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de réduire les émissions de gaz à effets de serre liés à l'aménagement du territoire</li> <li>- de lutter contre la vulnérabilité énergétique des ménages et des entreprises en réduisant les besoins et en favorisant la production locale d'énergies renouvelables</li> <li>- d'adapter le territoire aux changements climatiques</li> </ul>
<b>Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (2008)</b>	Le PDEDMA des Côtes-d'Armor, en vigueur depuis le 3 novembre 2008, a été élaboré autour de 3 axes majeurs pour la période 2006-2015 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la poursuite de la dynamique engagée par le Conseil Général dans la gestion des déchets, notamment dans leur maîtrise et leur valorisation,</li> <li>- la prise en compte du développement durable, concrétisée par la mise en place d'un Agenda 21 local qui prévoit un renforcement des actions de prévention,</li> <li>- le recours à la démocratie participative par la mobilisation de tous les acteurs concernés dans des ateliers de travail préparatoires aux décisions.</li> </ul>	Le SCoT encourage les actions de sensibilisation des habitants et des entreprises dans le domaine de la réduction des déchets à la source et du tri sélectif.

<b>Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS)</b>	<p>Approuvé en 1995, le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS) est en cours de révision. Les objectifs portés par ce plan sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets (principes des technologies propres) ;</li> <li>- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume (principe de proximité) ;</li> <li>- Valoriser les déchets ;</li> <li>- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, ainsi que les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.</li> </ul>	
<b>Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD)</b>	<p>Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD) coordonne à l'échelle de la Bretagne les actions des organismes bretons qui produisent des déchets dangereux et ceux qui assurent leur élimination, ainsi que les actions des collectivités locales ou des administrations pouvant intervenir dans ce domaine.</p> <p>Les déchets dangereux sont d'origines très variées, produits par les industries, les artisans, les ménages, et les gisements peuvent être diffus ce qui rend l'exercice difficile. Ils regroupent les déchets de soins - anciennement gérés par le biais du plan d'élimination Predas – et les déchets industriels spéciaux – gérés auparavant par le Predis. On évalue à près de 177 000 tonnes le gisement actuel de déchets dangereux en Bretagne.</p> <p>Les objectifs de ce plan sont de contribuer à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la prévention et la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets produits ;</li> <li>- la limitation du transport de ces déchets ;</li> <li>- une meilleure valorisation ;</li> <li>- l'information du public sur le sujet.</li> </ul>	
<b>Schéma Départemental des Carrières (SDC)</b>	<p>Le Schéma Départemental des Carrières des Côtes d'Armor a été élaboré pour satisfaire à la loi du 4 janvier 1993 qui a modifié la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE). Il a été révisé en 2002.</p>	<p>Le SCoT demande aux communes de prendre en compte le Schéma Départemental des Carrières dans le but de préserver le sous-sol et de limiter</p>

	Aux termes de cette loi, le Schéma départemental des carrières a pour objet de définir les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux des Côtes d'Armor et des départements voisins, la protection des paysages, du voisinage et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Enfin, il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.	les impacts de son exploitation.
<b>Charte du Pays de Saint-Brieuc</b>	<p>Le Pays de Saint-Brieuc a approuvé en 2001 sa charte, qui se fonde sur les 5 orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ère orientation : « Vivre en intelligence » : développer la fonction technopolitaine</li> <li>- 2ème orientation : « Vivre au pays » : consolider une économie locale et diversifiée</li> <li>- 3ème orientation : « Vivre en harmonie » : mettre l'environnement au service d'une vie de qualité</li> <li>- 4ème orientation : « Vivre ensemble » unir et mobiliser pour mieux s'ouvrir</li> <li>- 5ème orientation : « Vivre en cohérence » : organiser et animer le Pays de Saint-Brieuc</li> </ul> <p>Une évaluation réalisée en 2005 a permis d'actualiser le projet de développement et notamment d'identifier 3 objectifs prioritaires pour 2006-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Asseoir le pôle d'excellence agroalimentaire</li> <li>- Renforcer l'attractivité du territoire et du centre-ville de Saint-Brieuc</li> <li>- Aménager le territoire de façon équilibrée et solidaire</li> </ul>	L'élaboration du SCoT de Saint-Brieuc s'inscrit dans la continuité des objectifs dégagés par l'évaluation de la charte de Pays.
<b>Programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates</b>	<p>Le programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine locale dans les Côtes d'Armor a été arrêté le 29 juillet 2009.</p> <p>Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles.</p> <p>La plus grande partie des communes est classée en zone vulnérable et est donc tenue de respecter des programmes d'actions spécifiques.</p>	Le SCoT encourage le développement durable de l'agriculture et en particulier l'agriculture qui valorise la qualité écologique et paysagère du territoire et l'agriculture biologique



<b>Directive Régionale d'Aménagement (DRA) et Schéma Régional d'Aménagement (SRA) des forêts domaniales</b>	<p>Les DRA et SRA concernent uniquement les forêts domaniales. Ils déclinent à l'échelle régionale les engagements nationaux et internationaux de la France en matière de gestion durables des forêts. Ils ont une portée à la fois politique et technique.</p> <p>La DRA et le SRA Bretagne sont en cours d'élaboration. Néanmoins, plusieurs enjeux ont été identifiés, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Optimiser la production de bois de qualité</li> <li>- Assurer une gestion environnementale performante et améliorer la qualité des milieux écologiquement intéressants, rares ou fragiles</li> <li>- Répondre aux attentes de la société en matière d'espace, de nature et de loisirs</li> <li>- Rendre conciliable les activités de récolte de bois avec les autres enjeux assignés aux forêts</li> <li>- Préserver la qualité de l'eau et les milieux humides</li> <li>- Assurer un bon équilibre faune/flore</li> <li>- Maintenir l'état boisé des massifs dans une région dont le taux de boisement est faible</li> </ul>	<p>Le SCoT répond aux objectifs des documents régionaux de gestion de la forêt. Il affirme la protection des espaces à forte valeur écologique au regard de la biodiversité (zonages patrimoniaux règlementaires et nature ordinaire identifiés dans la trame verte et bleue), favorise les continuités écologiques, en garantit leur fonctionnalité ainsi que la plurifonctionnalité de la trame verte et bleue (y compris les fonctions touristiques et de loisirs), tout en préservant sa vocation écologique.</p>
<b>Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées (SRGS) de Bretagne</b>	<p>Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées est élaboré par le Centre Régional de la Propriété Forestière. Il a pour objet de définir les règles de gestion durable des forêts privées. Il décrit ce qu'il est possible et souhaitable d'y faire.</p> <p>Le SRGS de Bretagne, approuvé en 2005, affiche comme objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver la biodiversité</li> <li>- Protéger les eaux et les sols</li> <li>- Favoriser l'obtention de l'équilibre sylvo-cynégétique</li> </ul> <p>Améliorer les conditions de fréquentation du public en forêt privée</p>	
<b>DOCOB des sites Natura 2000</b>	<p>Se référer au tome traitant de l'évaluation environnementale</p>	

### III. CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO

L'article R.122-2 du Code de l'Urbanisme indique que «*le rapport de présentation [...] explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs. Le cas échéant, il explique les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées.*».

Les orientations du projet d'aménagement et de développement durables et du document d'orientation et d'objectifs répondent aux principaux enjeux d'aménagement du Pays de Saint-Brieuc identifiés à l'occasion du diagnostic et de l'état initial de l'environnement

Les choix politiques ayant prévalu à l'établissement du projet d'aménagement et de développement durables résultent également de différentes approches prospectives du développement du Pays de Saint-Brieuc et respectent les grands principes d'équilibre entre développement et gestion économe et durable du territoire, préservation de son patrimoine et des ressources agricoles et naturelles énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1 et L. 121-1-3 du Code de l'Urbanisme.

### III.1. Choix des scénarios

Afin d'alimenter la réflexion prospective sur le PADD, plusieurs scénarios de développement ont été étudiés par le comité de pilotage. L'objectif étant de favoriser l'émergence d'un projet de territoire à long terme ... :

- > En analysant les conséquences des différents 'futurs' possibles (avantages/inconvénients)

- > En identifiant les souhaits du comité de pilotage pour le territoire (points à retenir de l'un ou l'autre des scénarios présentés), de manière à aboutir à un scénario « choisi », qui constitue la base du PADD du SCoT.

#### a. Scénarios étudiés

Les points suivants ont guidé la réflexion sur les 3 scénarios envisagés :

- > Equilibre interne (nord-sud / est-ouest de la Baie), dans les perspectives de développement (population + emploi), avec leurs conséquences sur les mobilités et l'accès aux services.
- > Développement résidentiel et économique différencié selon les différents pôles du territoire (urbains, ruraux, littoraux), sur les plans quantitatif et qualitatif (niveaux de densité urbaine).
- > Rôle de l'agglomération de Saint-Brieuc en termes d'image et de rayonnement (équipements structurants...).
- > Maîtrise de l'urbanisation, par rapport à l'impact du développement sur la consommation d'espaces agricoles et naturels, les continuités écologiques et paysagères et les émissions de gaz à effet de serre.

Dans un premier temps, le **scénario dit « au fil de l'eau »** a été étudié. Ce scénario correspond à la poursuite des tendances des dix dernières années. Une analyse des effets positifs et négatifs a été réalisée.

Deux scénarios « alternatifs », présentant des 'futurs' possibles contrastés, ont également été proposés :

- > Un scénario dit de « **l'intensification urbaine** », fortement tourné sur le renforcement des pôles urbains principaux, et limitant les possibilités de développement des parties les plus rurales et les moins équipées du territoire (services de transport collectif notamment) ;
- > Un scénario alternatif tourné autour du concept de « **ruralité moderne** » visant au développement d'une offre d'emplois et de services en milieu rural, permettant d'envisager un développement résidentiel de ces territoires.

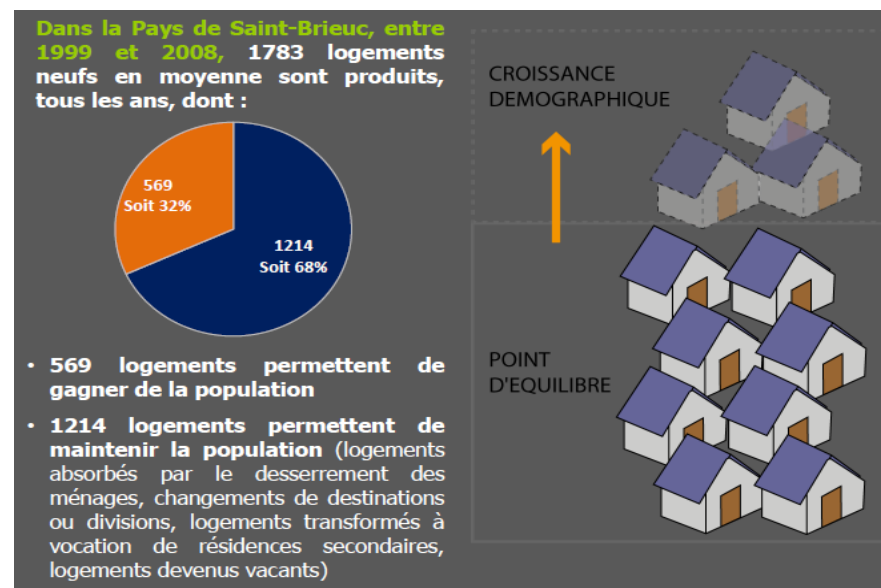
Les scénarios ont été étudiés sur la période 2014-2030. Considérant que les collectivités compétentes en matière d'urbanisme disposent, à ce jour, d'un délai de 3 ans (à partir de l'entrée en vigueur du SCoT) pour mettre leurs documents d'urbanisme (PLU, cartes communales...) et de planification (PLH, PDU...) en compatibilité avec les dispositions du SCoT, le délai de mise en compatibilité serait ainsi porté à 2017. Le SCoT donne donc des tendances et des orientations pour un peu plus de 10 ans pour ces documents.

Les scénarios présentés se sont appuyés sur plusieurs éléments de prospective, parmi lesquels les projections démographiques « OMPHALE » fournies par l'INSEE. Une analyse rétrospective a en outre permis de calculer le « point mort » de la construction observé sur le Pays de Saint-Brieuc.

#### Point mort de la construction 1999-2008

En règle générale, l'ensemble des logements construits ne permet pas systématiquement d'accueillir de nouveaux habitants. Aussi, le point mort de la construction est la mesure de la production de logements nécessaire à la stabilité démographique, compte tenu des évolutions structurelles dans le parc existant. Les 4 caractéristiques du parc de logements sur lesquelles il s'appuie sont : le desserrement des ménages, le renouvellement du parc

(destruction de logements/transformations d'usage) et la part de logements vacants et de résidences secondaires.



#### Le scénario du « fil de l'eau »

##### Effets sur la démographie

Le scénario du « fil de l'eau » mise sur une poursuite du rythme de construction observé sur la période 1999-2008 et des grandes tendances engagées (maintien de la représentation des logements vacants et secondaires dans les parcs de logements totaux des communes, poursuite des rythmes de construction en renouvellement urbain, poursuite du desserrement des ménages).

Ce scénario aboutit à un gain de population supplémentaire pour le Pays de Saint-Brieuc estimé à environ 29 000 habitants de 2008 à 2030, soit une population de 225 000 habitants et un taux de croissance annuel moyen de la population inférieur à celui de la période passée (0,6 % contre 0,8 % pour la période 1999-2008). Cette différence s'explique par le fait que la prolongation de la tendance du desserrement des ménages (hypothèse de - 0,2 personne par ménage pour l'ensemble du Pays) entraîne un « effet démographique » moins important que la construction de logements.

La population supplémentaire se répartit comme suit :

- 37% sur les pôles urbains de Saint-Brieuc et Lamballe,
- 8 % sur les polarités littorales,
- 10% sur les polarités rurales,
- 46% dans les communes situées « hors polarité ».

Ce scénario conduit à un vieillissement de la population. En appliquant les pourcentages des tranches de population envisagées dans le scénario médian de la projection OMPHALE de l'INSEE, l'évolution de la population s'envisage alors de la manière suivante :

	2008		2030	
Population totale	195681		225000	
Moins de 20 ans	47685	24%	51750	23%
20 à 60 ans	98548	50%	99000	44%
plus de 60 ans	49448	25%	74250	33%

#### Effets sur l'armature urbaine et le fonctionnement territorial

Ce modèle de développement aboutit, à terme, à affaiblir le poids démographique des pôles, au profit des communes plus résidentielles, qui ne bénéficient pas d'un niveau

d'équipements et de services suffisant pour répondre aux besoins quotidiens des habitants. Un accroissement des déplacements automobiles journaliers – et par conséquent des émissions de gaz à effet de serre – est donc à craindre.

Par ailleurs, ce scénario est celui de la poursuite du phénomène de périurbanisation, ayant pour conséquence une perte de vitesse et de puissance de la ville centre (le pôle urbain de Saint-Brieuc représentait en 2008 54% de la population du Pays et passerait à 51% en 2030 selon ce scénario).

Ce scénario présente également un risque d'amplification des contrastes internes, avec des spécialisations (territoires littoraux vieillissants à l'est de la Baie, en cours de résidentialisation à l'ouest ; agglomérations en développement et émergence de pôles ruraux) qui pourraient s'affirmer et nuire à la cohérence territoriale.

#### Effets sur la consommation d'espaces agricoles et naturels

Les tendances d'évolution démographique observées sur le territoire impliquent des besoins en logements importants (croissance forte de la population, desserrement des ménages...) sur l'ensemble des communes du territoire. Si l'on poursuivait les tendances observées entre 1999 et 2008, ce serait 1800 logements par an qu'il faudrait produire correspondant à une consommation foncière de 1 850 hectares entre 2014 et 2030.

Les zones d'activités se sont développées à un rythme d'environ 20 ha/an entre 2003 et 2011. Si ce rythme était poursuivi, l'espace consommé par les zones d'activités pourrait être fortement accru au cours des prochaines années : le besoin en foncier se situerait aux alentours de **400 hectares** entre 2014 et 2030.

Cette consommation d'espace se ferait au détriment des espaces naturels et agricoles et contribuerait à la diminution du potentiel productif du territoire. Les conséquences pour

l'environnement seraient multiples : perte de biodiversité par fragmentation des espaces, impact sur la qualité des milieux récepteurs et de l'eau, impacts paysagers...

### Effets sur l'armature économique

Le Pays de Saint-Brieuc présente la particularité d'avoir connu sur la dernière décennie une évolution plus importante du nombre d'emplois que du nombre d'actifs (110 emplois pour 100 actifs).

En poursuivant les tendances, et en posant l'hypothèse de répartition des emplois créés à hauteur de 60% dans les Zones d'Activités Economiques (40 % dans le « diffus »), et sur un ratio de 400 m<sup>2</sup> consommés par emploi dans les ZAE, on aboutirait à :

16 700 emplois supplémentaires sur la période 2014-2030 ;

400 hectares de ZAE nouvelles, consommant des espaces agricoles et naturels.

Ainsi, la poursuite de la tendance actuelle aboutit à une logique de développement de l'emploi principalement tournée vers les ZAE.

Concernant le commerce, la tendance est au développement des grandes surfaces et de leurs galeries, là aussi dans une logique de zone commerciale. L'absence de stratégie commerciale sur le Pays accentuerait les déplacements vers les grandes zones commerciales, au détriment de l'offre de proximité et affaiblirait le commerce de centre-ville et des bourgs.

### Effets sur l'environnement

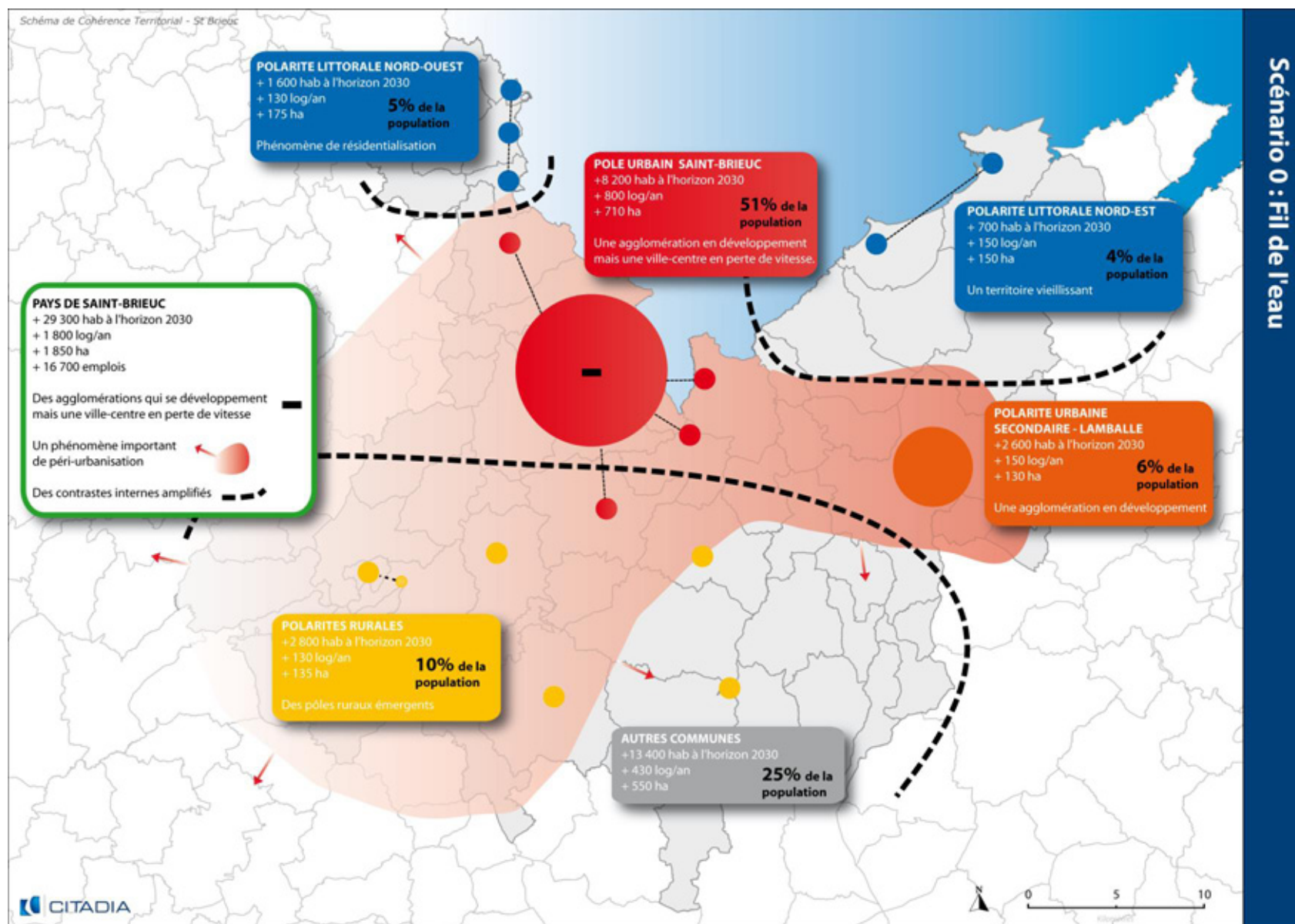
Le territoire du Pays de Saint Brieuc bénéficie de paysages diversifiés, notamment littoraux, ruraux et urbains, marqués par un chevelu hydrographique dense et un relief

vallonné. La tendance d'urbanisation le long des grands axes, l'étalement urbain (sous forme pavillonnaire) conduisent à une perte de qualité paysagère et à une banalisation des entrées de ville.

Le scénario du « fil de l'eau » induisant une diminution de la population sur les pôles aurait tendance à amplifier le phénomène d'étalement urbain. La gestion des eaux pluviales et usées sur le territoire devient plus complexe (multiplication des infrastructures de traitement, recours accru à l'assainissement non collectif, plus difficile à contrôler au niveau de ses impacts sur l'environnement...). De même, le coût de gestion des déchets serait susceptible d'augmenter (multiplication des points de ramassage).

Concernant les impacts sur le l'air et le climat (GES), ceux-ci sont fortement liés à l'intensification des déplacements et aux consommations liées au chauffage. La périurbanisation accroît les distances de déplacements (portées) et engendre pour ce secteur une forte hausse des consommations d'énergie et de rejet dans l'atmosphère. Le taux de renouvellement du parc de logement est faible et les réhabilitations thermiques dans le parc ancien, insuffisantes. L'utilisation toujours croissante de l'électricité ne permet pas de faire diminuer les consommations et les émissions de gaz à effets de serre dans les logements.

**La cartographie suivante synthétise les analyses quantitatives établies pour le scénario du « fil de l'eau ».**



Scénario 0 : Fil de l'eau

L'étalement urbain et la poursuite de la consommation d'espace au delà des enveloppes urbaines actuelles risquent de :

- se réaliser au détriment d'espaces agricoles productifs (possible accentuation des conflits d'usage),
- concerner des zones soumises aux risques majeurs ou à des nuisances, de manière diffuse et donc peu contrôlable,
- d'accentuer la pression sur des milieux naturels sensibles souvent limitrophes des zones d'urbanisation (sur fréquentation, multiplication de nouvelles ruptures de la trame verte et bleue et de dérangement pour la faune et flore locale).

#### Les scénarios alternatifs étudiés

Faisant suite à la présentation du scénario du « fil de l'eau » et de ses effets, deux scénarios alternatifs ont été étudiés :

→ Un scénario dit de « **l'intensification urbaine** », fortement orienté sur le renforcement des pôles urbains principaux, et limitant les possibilités de développement des parties les plus rurales et les moins équipées du territoire (services de transport collectif notamment) ;

→ Un scénario alternatif tourné autour du concept de « **ruralité moderne** » visant le développement d'une offre d'emplois et de services en milieu rural, permettant d'envisager un développement résidentiel de ces territoires.

Les principales différences par rapport au scénario du « fil de l'eau » développées par ces deux scénarios sont les suivantes :

#### → Pour le scénario dit de **l'intensification urbaine** :

- Limitation forte de la périurbanisation par un recentrage du développement résidentiel et économique au niveau de l'unité urbaine de Saint-Brieuc et de la Ville de Lamballe : développement de la « ville des courtes distances » ;
- Densités résidentielles différenciées selon les secteurs (application des objectifs de densité des PLH lorsque ceux-ci existent) ;
- Lien plus fort entre développement de l'urbanisation et desserte en transports collectifs en développant le recours aux modes de transports alternatifs à la voiture et notamment aux transports collectifs, et en conditionnant le développement des pôles :
  - ✓ Littoral Ouest par l'apport d'un service de transport collectif lié à l'agglomération;
  - ✓ Littoral Est par le développement d'une offre d'emplois locaux et à l'année ;
  - ✓ Quintin-Plaintel par une double dynamique de création d'emplois et de desserte en transports collectifs.

Les principaux aspects quantitatifs du scénario sont les suivants :

- 216 000 habitants en 2030, pour environ 60% dans les pôles urbains et moins de 40% dans les communes hors polarité
- TCAM = 0,5%
- 1600 logements par an



- Consommation d'espace par l'habitat = 1400 hectares (environ 88 hectares par an)
- Consommation d'espace par les activités économiques = 255 hectares (environ 16 hectares par an)

Plusieurs points sont apparus comme étant positifs en ce qui concerne l'application de ce scénario, notamment :

- La diminution de la consommation d'espace par le développement résidentiel, en appliquant des objectifs de densités pour les différents types de pôles ;
- Le renforcement du poids démographique des pôles, qui bénéficient ou sont susceptibles de bénéficier d'une offre en transports collectifs.

En revanche, le fait de bloquer les possibilités de développement des territoires littoraux a été rejeté, dans la mesure où ce choix présente un risque trop grand d'amplification des contrastes internes, avec un risque de ségrégation spatiale (agglomérations urbaines en développement, frein au développement des pôles littoraux et ruraux aujourd'hui en émergence; risque de perte de l'accès aux services de proximité en milieu rural).

#### → Pour le scénario dit de la « ruralité moderne » :

- Modèle de développement en milieu rural s'appuyant sur les possibilités de développement économique adapté (desserte en infrastructures de communication numérique de manière à développer le télétravail, développement d'une offre en hébergement touristique de type gîte, etc...);

- Compensation de l'amplification de la portée moyenne des déplacements automobiles journaliers par l'obtention d'objectifs de performance énergétique renforcés.

Les principaux aspects quantitatifs du scénario sont les suivants :

- 222 000 habitants en 2030, pour 40% dans les pôles urbains comme dans les pôles ruraux. Les 20% restant dans les communes hors pôles.
- TCAM = 0,6%, soit + 13% par rapport à 2008
- 1800 logements par an
- Consommation d'espace par l'habitat = 2240 hectares (environ 140 hectares par an)
- Consommation d'espace par les activités économiques = 520 hectares (environ 22 hectares par an)

Plusieurs points sont apparus comme étant négatifs dans la manière de présenter ce scénario, et notamment :

- ✓ La consommation d'espace par le développement résidentiel, en appliquant des objectifs de densités moindres pour les territoires ruraux ;
- ✓ Le risque d'effet pervers de périurbanisation amplifiée si le modèle économique dit de la « ruralité moderne » ne réussit pas.

En revanche, ce scénario – présenté de manière caricaturale – a permis de faire prendre conscience de la nécessité de conditionner le développement des pôles et des communes rurales à des objectifs de densité plus élevés que ceux connus aujourd'hui.

## b. Analyse environnementale des scénarios étudiés

L'analyse environnementale des scénarios de développement élaborés en préalable à la formalisation du PADD permet de vérifier dans quelle mesure les choix effectués pour le projet de territoire tiennent compte des objectifs de protection de l'environnement ainsi que des perspectives d'urbanisme durable des territoires.

Scénarios étudiés	<b>Scénario 0 : le fil de l'eau</b>  <div data-bbox="277 517 658 778"> <b>PAYS DE ST BRIEUC</b>            • 225 000 habitants en 2030            • + 29 300 hab            • + 0,6 % / an            • 30 300 logements construits            • + 1 800 log / an            • 1 850 ha         </div>	<b>Scénario 1 : la polarisation urbaine</b>  <div data-bbox="882 517 1263 778"> <b>PAYS DE ST BRIEUC</b>            • 216 000 habitants en 2030            • + 20 500 hab            • + 0,5 % / an            • 27 000 logements construits            • + 1 600 log / an            • 1 400 ha         </div>	<b>Scénario 2 : la ruralité moderne</b>  <div data-bbox="1503 517 1883 778"> <b>PAYS DE ST BRIEUC</b>            • 222 000 habitants en 2030            • + 26 000 hab            • + 0,6 % / an            • 30 300 logements construits            • + 1 800 log / an            • 2 240 ha         </div>
Eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>❗ Périurbanisation importante complexifiant la gestion des eaux usées</li> <li>❗ Augmentation des sols imperméabilisés nécessitant le développement de systèmes de traitement des eaux pluviales le plus à l'amont possible sur de grandes zones d'aménagement (récupération à la parcelle, noues, rétention douce par opération, maintien de surfaces végétalisées, systèmes de dépollution ponctuels)</li> <li>❗ Urbanisation de sites jouant un rôle dans la gestion de l'eau (eaux pluviales et inondation, zones humides, ...) : gestion de l'eau non facilitée</li> <li>➢ Optimisation et rationalisation des systèmes de collecte et de traitement des eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Globalement meilleure prise en compte des zones importantes pour la gestion de l'eau (zones humides...) du fait de la notion de trame verte et bleue</li> <li>➢ « ville des courtes distances » réduisant les besoins en extension de réseaux, permettant d'optimiser les structures existantes et limitant les besoins en assainissement non collectif</li> <li>❗ Augmentation des sols imperméabilisés nécessitant le développement de systèmes de traitement des eaux pluviales le plus à l'amont possible sur de grandes zones d'aménagement (récupération à la parcelle, noues, rétention douce par opération, maintien de surfaces végétalisées, systèmes de dépollution ponctuels)</li> <li>➢ Optimisation et rationalisation des systèmes de collecte et de traitement des eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Globalement meilleure prise en compte des zones importantes pour la gestion de l'eau (zones humides...) du fait de la notion de trame verte et bleue</li> <li>❗ Développement résidentiel en milieu rural : nécessité de développer l'assainissement collectif</li> <li>❗ Augmentation des sols imperméabilisés nécessitant le développement de systèmes de traitement des eaux pluviales le plus à l'amont possible sur de grandes zones d'aménagement (récupération à la parcelle, noues, rétention douce par opération, maintien de surfaces végétalisées, systèmes de dépollutions ponctuels)</li> <li>➢ Optimisation et rationalisation des systèmes de collecte et de traitement des eaux</li> </ul>

	Scénario 0 : le fil de l'eau	Scénario 1 : la polarisation urbaine	Scénario 2 : la ruralité moderne
Milieux naturels et agricoles – Trame verte et bleue	<ul style="list-style-type: none"> <li>⚠ Dégradation accentuée par une pression accrue sur des milieux naturels sensibles souvent limitrophes des zones d'urbanisation avec mise en péril de certains équilibres écologiques faune/flore</li> <li>⚠ Réduction rapide des espaces naturels et agricoles avec des risques importants de rupture des continuités écologiques</li> <li>⚠ Sur-fréquentation des espaces naturels périurbains</li> <li>⚠ Pression accentuée sur le foncier agricole</li> <li>⚠ Augmentation des conflits d'usage avec le secteur agricole (besoin en eau, accessibilité aux terres, etc...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✔ Limitation de l'étalement urbain avec préservation des milieux naturels et agricoles (besoins pour les logements estimés à 1400 ha)</li> <li>✔ Limitation des phénomènes de mitage et de banalisation du paysage, reconquête paysagère (replantation de haies, entretien du patrimoine, ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⚠ 2240 ha de besoins pour les logements estimés : même si une volonté de limitation de l'étalement urbain est manifestée, une consommation d'espaces agricoles et naturels est inévitable</li> <li>✔ Limitation des phénomènes de mitage et de banalisation du paysage, reconquête paysagère (replantation de haies, entretien du patrimoine, ...)</li> </ul>
Risques majeurs et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> <li>⚠ Nuisances urbaines en augmentation (bruits, pollutions)</li> <li>⚠ Augmentation de la pression urbaine dans les zones soumises aux risques majeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✔ Une urbanisation dont l'accueil se porte sur des espaces en continuité des pôles urbains structurants et en dehors des zones soumises aux risques</li> <li>✔ Politique de renouvellement active des sites abandonnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✔ Une urbanisation dont l'accueil se porte sur des espaces en continuité du tissu urbain existant et en dehors des zones soumises aux risques</li> <li>✔ Politique de renouvellement active des sites abandonnés</li> </ul>
Gestion des Déchets	<ul style="list-style-type: none"> <li>⚠ Augmentation du gisement des déchets et des coûts de collecte (besoins multipliés par une croissance urbaine éparse et mal contrôlée)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✔ La gestion des déchets s'appuie sur les grandes infrastructures d'agglomération (maîtrise des coûts de collecte) par une croissance accentuée en continuité des zones urbaines existantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⚠ Développement résidentiel en milieu rural nécessitant une forte adaptation de la gestion des déchets dans ces secteurs</li> </ul>

	Scénario 0 : le fil de l'eau	Scénario 1 : la polarisation urbaine	Scénario 2 : la ruralité moderne
Paysages et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> <li>❗ Fermeture des paysages (urbanisation en continu le long des routes, pertes des limites urbaines)</li> <li>❗ Poursuite de la diminution du maillage bocager</li> <li>❗ Banalisation du paysage et perte d'identité pour le territoire (habitat pavillonnaire standardisé).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'effort paysager est porté sur l'intégration des opérations d'extensions urbaines en limite des polarités (étude environnementale globale), la valorisation des entrées de ville, ... paysage en devenir</li> <li>➤ L'évolution est moindre sur le reste du territoire permettant une mise en valeur des villages et des sites liés à l'eau et au patrimoine</li> <li>➤ Intégration de la problématique paysagère à la réflexion de la trame verte et bleue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'effort paysager est porté sur l'ensemble du territoire (étude environnementale globale), la valorisation des entrées de ville, ... paysage en devenir</li> <li>➤ Intégration de la problématique paysagère à la réflexion de la trame verte et bleue</li> </ul>
Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>❗ La périurbanisation a accru les distances et déplacements et donc engendré pour ce secteur une forte hausse des consommations</li> <li>❗ Taux de renouvellement du parc faible, associé à une intensité des réhabilitations insuffisante et une utilisation toujours croissante de l'électricité, ne permettent pas de faire diminuer les consommations et les émissions du parc.</li> <li>➤ La production d'énergie renouvelable progresse depuis 2005 sous l'effet principalement du développement de la filière éolienne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En plus de l'énergie solaire, la valorisation des déchets organiques agricoles et industriels, le potentiel éolien et la filière bois énergie se développent.</li> <li>➤ Le développement des polarités permet l'accroissement d'équipements de proximité, de l'emploi local, ou le rabattement vers des lignes de transport en commun efficaces afin de réduire les émissions de GES liées aux déplacements.</li> <li>➤ Réhabilitations thermiques en augmentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Compensation de l'amplification de la portée moyenne des déplacements automobiles journaliers par l'obtention d'objectifs de performance énergétique renforcés</li> <li>➤ En plus de l'énergie solaire, la valorisation des déchets organiques agricoles et industriels, le potentiel éolien et la filière bois énergie se développent.</li> <li>➤ Réhabilitations thermiques en augmentation</li> </ul>
Air	<ul style="list-style-type: none"> <li>❗ Dégradation de la qualité de l'air liée à la hausse des déplacements du au développement des zones périurbaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Diminution des déplacements domicile/travail et baisse des rejets atmosphériques par une mise en cohérence des politiques économiques et urbaines (choix de localisation et quantification des zones).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❗ Amplification de la portée moyenne des déplacements automobiles journaliers impliquant une hausse de la pollution de l'air</li> </ul>

## L'outil GES SCOT : un outil d'aide à la décision

L'ADEME, le ministère du Développement Durable et le CERTU ont mis au point un outil d'évaluation des émissions de gaz à Effet de Serre (GES) des documents d'urbanisme « GES SCOT ». Il permet de comparer des scénarios d'aménagement du territoire, au niveau des thématiques sur lesquelles le Schéma de Cohérence Territoriale (mais aussi le PLU, un projet d'aménagement...) peut avoir un impact ou disposer de leviers d'actions pour réduire les émissions de GES. C'est un outil à visée pédagogique.

L'outil GES SCOT a été utilisé sur la base du pré-PADD. Ainsi, la comparaison entre les trois scénarios a été réalisée sur la base d'un même nombre d'habitants accueilli soit : 30 000 habitants supplémentaires à horizon 2030 correspondant à + 1800 log /an.

**Les 3 scénarios présentés ci-après sont distincts de ceux analysés précédemment et ils visent à mieux évaluer les leviers d'action du SCOT** dans le cadre de l'approfondissement du projet retenu et l'ambition à avoir pour atteindre les objectifs du Grenelle de l'Environnement:

- « Fil de l'eau » : il poursuit les tendances observées au cours de la dernière décennie (en matière de consommation d'espace, de répartition de l'habitat...)
- Pré- projet de PADD : il permet de voir les effets des choix apportés ou les pistes d'actions à renforcer dans le projet.
- Scénario « grenello-compatible » : il reprend les objectifs 3 X 20 des lois Grenelle, et constitue ici le modèle vertueux vers lequel tendre (objectif à viser).

L'outil s'appuie principalement sur une répartition de la population existante et future selon 4 typologies de territoire :

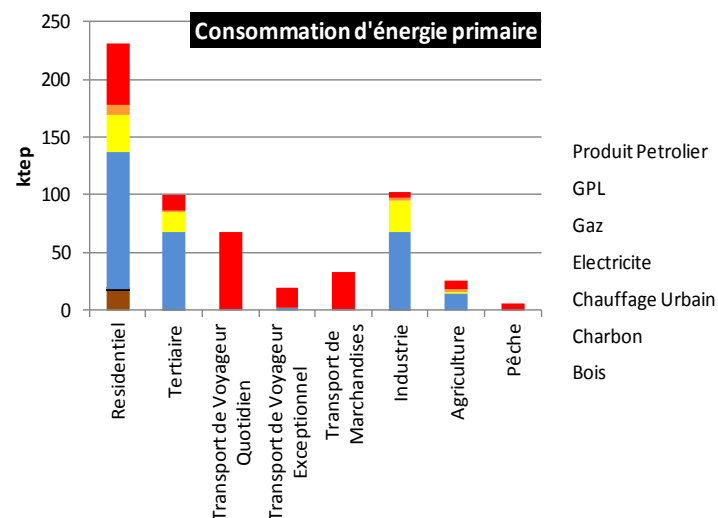
- Ville centre : Saint-Brieuc
- Banlieue agglomérée : pôle urbain de Saint-Brieuc

- Pôles urbains secondaires : toutes les « polarités » (Lamballe, polarités littorales et rurales)
- Périurbain et rural : communes hors polarités.

## Quelques rappels du diagnostic :

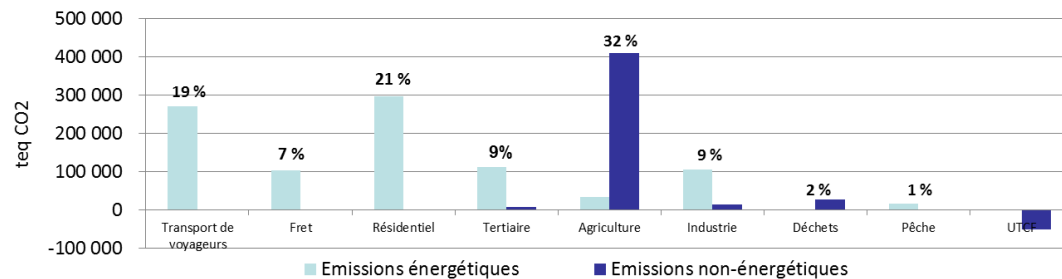
### > Consommations

Les consommations représentent 4873 GWh/an en énergie finale et sont issus de trois secteurs principaux: bâtiments, transports, industries.



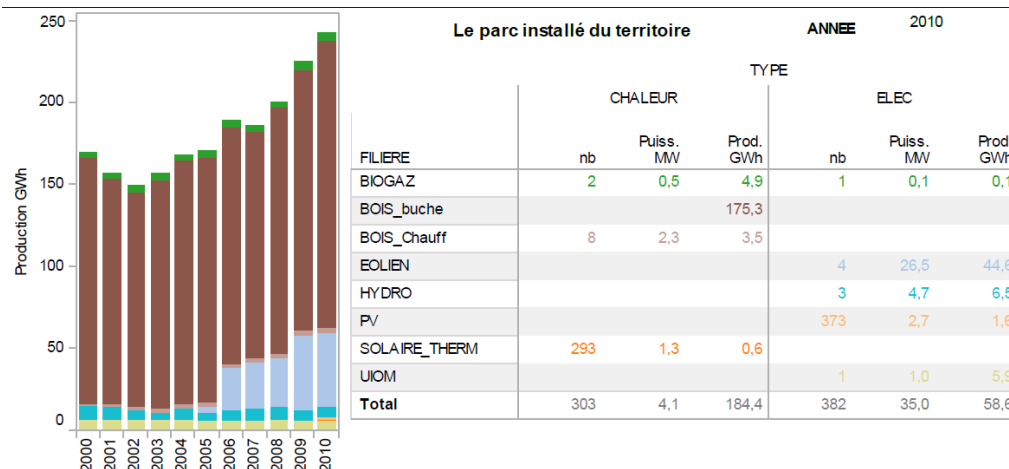
### > Emissions de GES

Les émissions GES ont été évaluées à 1404 milliers de teq CO<sub>2</sub>. Elles ont pour première cause notre manière d'habiter le territoire. En effet, le résidentiel et les déplacements représentent 40 % des émissions GES.

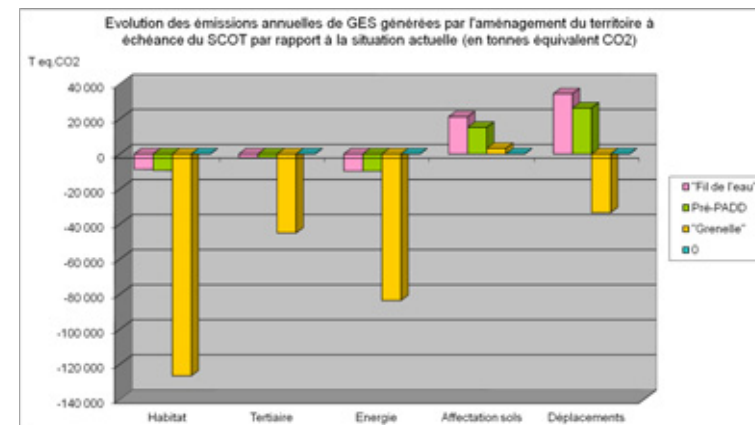


### > Production d'EnR

Les Energies Renouvelables couvrent actuellement 5% des consommations, elles se sont développées de + 65% depuis 2002 (notamment du fait du développement de la production éolienne).



### Détail des scénarios – Outil GES SCoT : Les résultats :



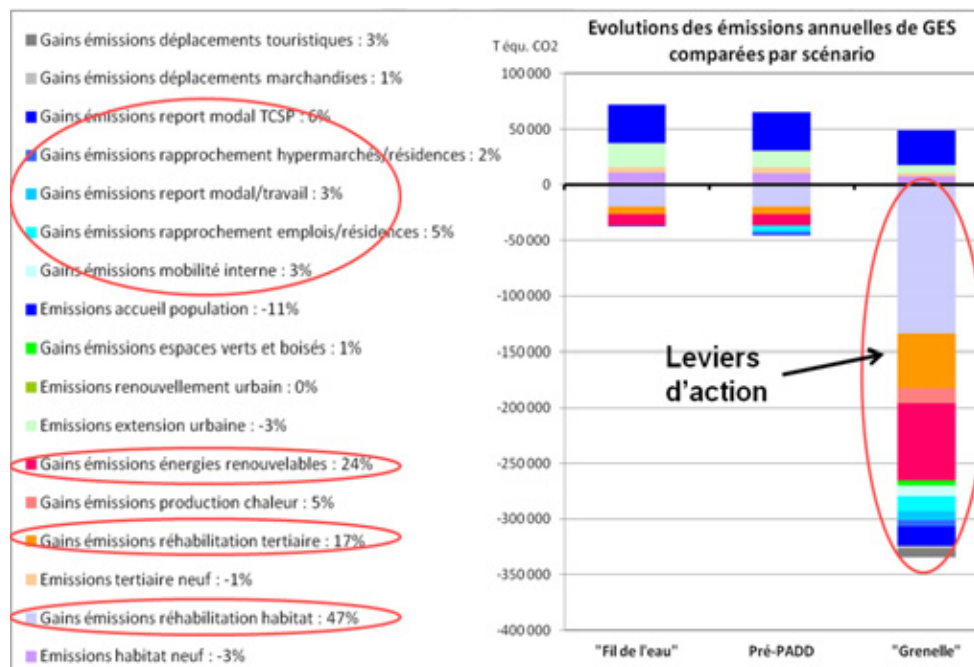
### > A propos des résultats globaux :

- En l'état, le projet de PADD ne permet pas d'avoir un impact positif sur le volume d'émission de GES, que l'analyse porte sur l'habitat, le tertiaire ou la production d'énergie : les tendances passées sont reproduites.
- Concernant l'affectation des sols et les déplacements, le PADD semble induire une baisse des émissions mais qui reste très marginale comparativement au scénario « Grenelle ».
- Les secteurs de l'habitat, du tertiaire et des déplacements offrent d'énormes potentiels de réduction (le scénario « Grenelle » prévoit une baisse des GES de 47 % par rapport au niveau actuel dans l'habitat, de 37 % dans le secteur tertiaire et de 10 % dans les déplacements) mais les indicateurs à renseigner dans l'outil ne relèvent pas de l'application du SCoT mais de politiques opérationnelles complémentaires.

Le tableau sur **l'évolution des émissions annuelles des GES comparées entre les 3 scénarios** permet d'identifier très clairement les secteurs sur lesquels le Schéma de Cohérence Territoriale est susceptible de générer de véritables gains :

- La réhabilitation de l'habitat : ce secteur arrive très largement en tête mais aussi la réhabilitation des bâtiments tertiaires
- Le développement des énergies renouvelables (notamment par le biais du développement des réseaux de chaleur)
- Le report modal des véhicules individuels vers les transports en commun sur site propre (TCSP)
- La mixité fonctionnelle permettant de rapprocher habitat, emplois, services et commerces
- La moindre artificialisation des sols (stockage du CO2).

L'analyse ici présentée du bilan des émissions de gaz à effet de serre a été établie sur la base de l'analyse du pré-PADD du SCoT. Cette analyse a permis des approfondissements en phase d'écriture définitive du projet, concernant les principaux leviers d'action identifiés. A titre indicatif, peuvent être cités : les efforts conséquents demandés en matière de renouvellement urbain ; les obligations faites aux collectivités de procéder à une étude de densification des zones déjà urbanisées dans le cadre de la révision des documents d'urbanisme ; les orientations relatives au développement de l'offre en transports collectifs et des déplacements doux ... Toutes ces orientations contribuent à diminuer des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire.





## Cohérence avec la capacité d'assainissement du territoire

Le diagnostic du SAGE, datant de janvier 2008, fait état de certains dysfonctionnements des stations d'épuration (STEP).

Le taux de raccordement à un réseau collectif est de 80 % de la population sur le bassin versant de l'ensemble du territoire du SAGE. La nouvelle station d'épuration de Saint-Brieuc, d'une capacité de traitement de 140 000 équivalent-habitants, représente environ 36 % des potentiels de traitement du bassin versant. En effet, 50% des installations traitent de petits flux (<1000 éq-hab ) par les ouvrages de type «lagunage». La capacité nominale des ouvrages d'assainissement collectif urbain présents sur le bassin versant est estimée à environ 389 200 éq-hab. Une population estimée à 152 000 habitants est actuellement raccordée à ces ouvrages auquel il faut ajouter l'usage industriel (environ 95 000 éq-hab) et l'accueil d'une population estivale non permanente.

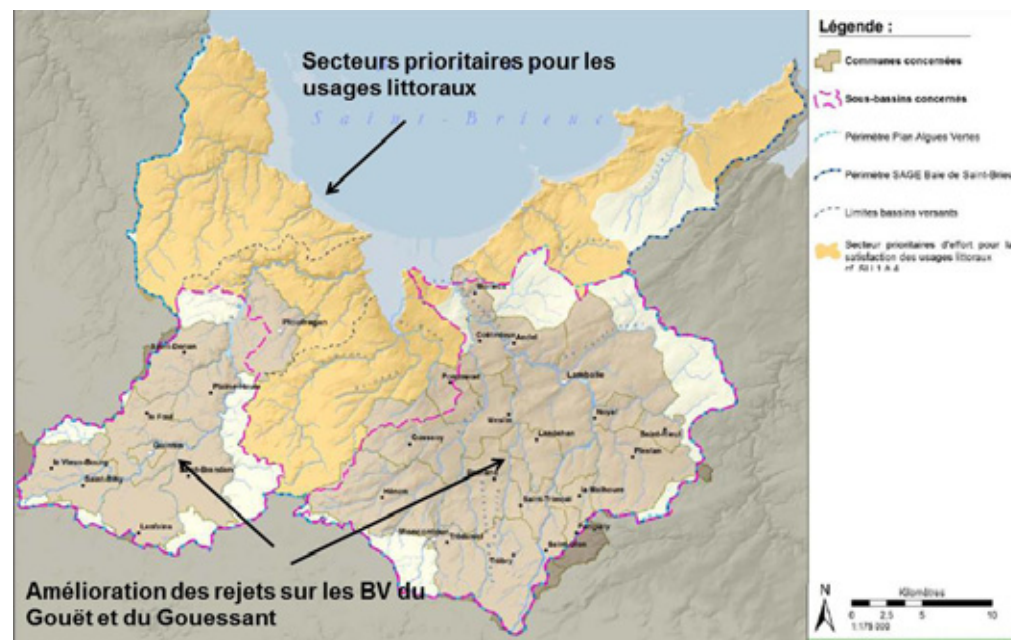
L'ensemble des scénarios étudiés dans le cadre du SCoT prévoit une augmentation de la population et donc des rejets à traiter entre 20 000 et 30 000 habitants supplémentaires d'ici à 2030 pour une population attendue de l'ordre de 225 000 habitants.

Pour cette problématique particulièrement sensible, le SAGE prévoit des dispositions particulières.

### Extrait du PAGD du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc :

*« La réduction des apports de phosphore suppose que les collectivités en charge de la compétence assainissement collectif engagent des actions pour améliorer l'assainissement de leurs eaux usées en termes de collecte, de transfert et de rejets. Elles doivent par ailleurs accompagner les particuliers dans leurs démarches de mise en conformité des infrastructures d'assainissement non collectif.*

*Compte tenu de la faible acceptabilité du milieu de certains cours d'eau du bassin versant du territoire du SAGE, des efforts spécifiques de réduction des rejets devront être réalisés sur ces secteurs ».*

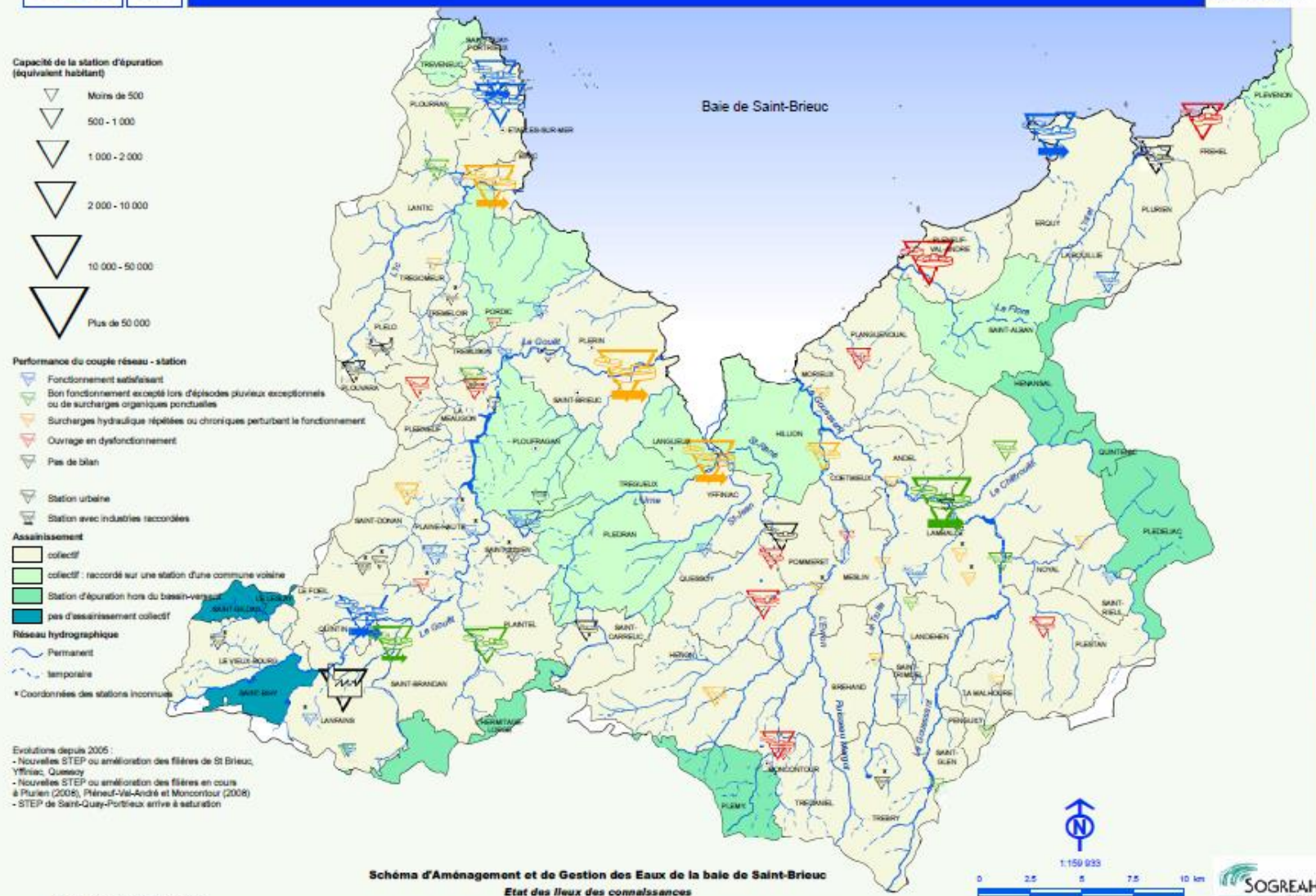


Le SAGE impose que des zonages et schémas directeurs d'assainissement des eaux usées collectifs, coordonnés à l'échelle des bassins versants, soient actualisés ou réalisés d'ici 2015 sur les collectivités des bassins versants du Gouët et du Gouessant.



## Sujet 8 8.2

## UNITES D'ASSAINISSEMENT - BILAN DU FONCTIONNEMENT DU COUPLE RESEAU - STATION



### III.2. Justification des choix

Le PADD et le DOO du SCoT du Pays de Saint-Brieuc proviennent du croisement des orientations des 3 scénarios de développement. Sur la base de réflexions entre élus, le PADD et le DOO visent à conjuguer l'attractivité du territoire et l'accueil de population nouvelle avec la préservation des espaces, du cadre de vie et des paysages qui font la richesse et l'identité du Pays de Saint-Brieuc :

- conforter l'organisation multipolaire du Pays et renforcer le poids des pôles en y recentrant le développement,
- accueillir de la population, promouvoir la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que l'attractivité du territoire vis-à-vis des jeunes,
- créer les conditions d'un développement économique valorisant les ressources du territoire,
- développer un parc de logement diversifié et socialement accessible et améliorer le parc existant,
- réduire la part modale de la voiture dans les déplacements et augmenter la part des modes de transports alternatifs,
- soutenir le rôle des pôles dans l'accueil des services et des équipements structurants,
- modérer la consommation d'espace,
- appliquer la loi littorale,
- préserver les richesses écologiques du territoire,
- respecter l'identité paysagère du territoire,
- promouvoir une exploitation durable des ressources en maîtrisant l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques,
- promouvoir une exploitation durable des ressources en limitant les besoins en énergie et les émissions de gaz à effets de serre,

- limiter la vulnérabilité du territoire face aux risques et aux nuisances.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables retenu est ainsi un projet de territoire équilibré reposant sur :

- Un développement démographique et la garantie d'une qualité de vie aux 225 000 habitants prévus en 2030 ;
- Un développement économique valorisant les ressources du territoire ;
- Le respect des équilibres environnementaux du territoire ;
- La mise en place d'outils et d'une gouvernance garantissant la mise en œuvre des orientations et des objectifs.

#### a. Justification des choix en matière d'aménagement de l'espace

Le Pays de Saint-Brieuc est caractérisé par sa multipolarité structurée par :

- la ville "phare" de Saint-Brieuc (son agglomération est considérée comme le 4<sup>ème</sup> centre urbain régional),
- le pôle secondaire de Lamballe,
- les pôles littoraux de Saint-Quay-Portrieux, Etables-sur-Mer, Binic, Pléneuf-Val-André et Erquy,
- les pôles ruraux de Quintin/Saint-Brandan, Plaintel, Ploeuc-sur-Lié, Quessoy et Moncontour-Trédaniel,
- les autres communes du territoire.

L'ambition retenue repose sur le choix de conforter l'organisation multipolaire du Pays et de renforcer le poids des pôles en y recentrant le développement. Cette armature servira de support à la politique de développement du territoire : accueil de la population, régulation de la production de logements, aménagement d'infrastructures et accueil des services et des équipements structurants.

Ainsi, le SCoT :

→ **affirme le rôle essentiel de la ville de Saint-Brieuc et de son agglomération dans l'organisation urbaine du territoire et vise à son renforcement** : développement d'une offre en logements adaptée aux besoins et répondant à la nécessaire maîtrise de la consommation d'espace, renforcement du caractère urbain du secteur en privilégiant un urbanisme resserré et bien connecté aux différents services, développement des transports collectifs performants ainsi que la pratique de l'intermodalité et accueil des équipements de niveau supérieur structurants pour le territoire et des activités tertiaires (autour de la gare notamment).

→ **confirme le rôle des pôles secondaires** : affirmation du pôle secondaire de Lamballe vis-à-vis de Saint-Brieuc et de son espace rural, organisation du développement de l'espace littoral à travers les pôles identifiés (accueil de population, polarisation des services et des équipements dans un contexte de sensibilité environnementale et de réglementation renforcée), organisation du développement de l'espace rural à travers les pôles identifiés.

→ **permet le développement de l'ensemble des communes rurales du territoire** (maintien des services et équipements de première nécessité...).

## b. Justification des choix en matière de démographie

En 2008, le Pays de Saint-Brieuc comptabilisait 195 681 habitants, soit 14 674 habitants de plus qu'en 1999 : une croissance qui s'explique notamment par un solde naturel positif (+ 0,2%) et un solde migratoire important (+1%). A l'échelle du Pays, les situations sont contrastées, avec des taux de croissances annuels moyens proches de 1% sur le Sud rural du Pays, et proches de 2% dans le Sud Goëlo et Lamballe.

L'accueil de la population, la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que l'attractivité du territoire vis-à-vis des jeunes s'avèrent être des enjeux prégnants pour le territoire. Ces derniers ont permis de guider les choix en matière de démographie sur le territoire à l'horizon 2030.

### Le choix du scénario démographique

Le scénario démographique retenu par les élus du SCoT a été guidé par la recherche de l'équilibre territorial et s'appuie sur plusieurs éléments de prospective, parmi lesquels on peut notamment citer les projections démographiques « OMPHALE » fournies par l'INSEE prévoyant une population de 225.000 habitants dans le Pays de Saint-Brieuc en 2030, soit une croissance annuelle de la population de 0,6% / an. Le choix se porte ainsi sur :

- le scénario de l'intensification urbaine pour les pôles de Saint-Brieuc et de Lamballe, et des objectifs proches du « fil de l'eau » au sud du Pays, en distinguant deux secteurs Est et Ouest. Il est rappelé qu'il ne s'agit pas là de construire plus mais de construire autant en consommant moins d'espace.
- le scénario alternatif de « littoralité moderne » pour les secteurs de Sud Goëlo et Côte de Penthièvre, avec des objectifs de développement plus ambitieux accompagnés d'équipements, de services et d'emplois.

Les objectifs de construction de logements sont évalués en regard de ces choix à 1800 logements par an (voir ci-après).

### **Les choix faits par rapport au scénario fil de l'eau**

Comme illustré dans la partie précédente, la poursuite des tendances de ces dix dernières années aurait abouti à terme à un mode de développement affaiblissant le poids démographique des pôles, au profit des communes plus résidentielles : une amplification des contrastes internes entre espaces littoraux, espaces ruraux et ville-centre et la poursuite du phénomène de périurbanisation entraînant une perte de vitesse et de puissance de la ville centre.

A contrario, le mode de développement choisi par les élus du territoire tend à renforcer le poids démographique des pôles tout en garantissant le développement des autres communes (notamment en termes d'emplois et de services). Le phénomène de périurbanisation tend à se limiter grâce au renforcement des pôles et à la mise en place d'opérations d'aménagements moins consommatrices d'espaces (utilisation des dents creuses, réhabilitations, formes urbaines plus denses...).

## **c. Justification des choix en matière de développement économique**

Le Pays de Saint-Brieuc présente un tissu économique diversifié (une industrie agro-alimentaire et une agriculture fortes, une très bonne couverture en espaces commerciaux, une offre foncière et immobilière pour l'accueil d'entreprises et un littoral permettant le développement d'activités variées et spécifiques...).

Malgré ces atouts, le territoire fait face à certaines difficultés questionnant son avenir en termes d'économie. En effet, le potentiel foncier destiné à l'activité économique recensé au

travers des zonages PLU à un instant T (2011 – étude C.A.D. 22) paraît conséquent au regard de la nécessaire maîtrise de la consommation d'espace (notamment agricole). La concentration des zones d'activités le long de la RN12 peut donner également une image peu qualitative du territoire. La périphérisation des activités commerciales questionne quant à elle l'avenir de la vitalité économique des centres-villes.

De ce fait, de nombreux enjeux économiques pèsent sur le territoire :

- l'accueil des entreprises : équilibre du territoire, consommation de l'espace par les activités, intégration paysagère, requalification des friches commerciales,
- le maintien de la fonction productive du territoire,
- l'intégration des projets à venir (LGV Bretagne...),
- la localisation des activités commerciales.

Face à ces enjeux, le SCoT s'engage à créer les conditions d'un développement économique valorisant les ressources du territoire. Il s'agit de revitaliser la fonction économique des centre-bourgs et des centres-villes d'un point de vue commercial et tertiaire tout en permettant l'accueil et le développement des entreprises sur des zones d'activités qualitatives et économes en espace.

La fonction productive agricole du territoire demeure une composante majeure de l'économie du Pays de Saint-Brieuc, également des points de vue paysager et identitaire. En ce sens, le SCoT soutient son maintien et son adaptation.

Enfin, la mise en valeur et le développement des éléments constituant l'attractivité économique de l'espace littoral, représentant un atout pour le Pays de Saint-Brieuc tant sur le plan résidentiel qu'économique, sont primordiaux afin de garantir la pérennité de sa fonction économique et sa diversité.

### - Revitaliser la fonction économique des centres-bourgs et des centres-villes :

Conformément à la volonté de modérer la consommation d'espace et de réduire les déplacements liés aux achats, le SCoT souhaite renforcer les centralités urbaines. D'un point de vue commercial, le SCoT souhaite mettre en place les conditions permettant le renforcement de l'offre commerciale que ce soit dans le centre-ville de Saint-Brieuc, les centralités des pôles ou dans les centres-bourgs des communes plus rurales. D'un point de vue tertiaire, et au regard de l'arrivée du BGV (Bretagne Grande Vitesse) à Saint-Brieuc, le SCoT œuvre en faveur de l'implantation préférentielle des activités tertiaires, d'offres de services et de bureaux autour de la gare.

### - Permettre l'accueil et le développement des entreprises sur des zones d'activités qualitatives et économes en espace :

Dans un double objectif de modération de la consommation d'espace et d'attractivité économique, le SCoT affirme la volonté du Pays de Saint-Brieuc de permettre aux entreprises créatrices de richesses et d'emplois de s'installer sur son territoire. Ce développement ne pourra se faire qu'en prenant en compte les principes de développement durable : gestion économe des ressources et de l'espace, préservation des paysages. En ce sens, le SCoT entend optimiser le foncier dans les zones d'activités existantes (réduction de la taille des parcelles, règlements assouplis, priorité au renouvellement urbain, densification des espaces existants, mise en place d'outils de maîtrise foncière...) en priorité.

### - Se fonder sur une localisation privilégiée des espaces d'activités économiques et commerciales :

Le SCoT identifie des zones d'intérêt de Pays de Saint-Brieuc, au regard de leur superficie minimale, de leur facilité d'accès à partir des principaux axes routiers et ferroviaires, de leur

bonne desserte par les réseaux, de leur possibilité d'extension, de leur engagement dans une démarche « qualité », de leur potentiel pour accueillir des entreprises à fort potentiel économique et de leur maîtrise d'ouvrage intercommunale :

- Le Grand Plessis à PLAINTEL
- Les Châtelets à PLOUFRAGAN – TREGUEUX – PLEDAN
- les zones de la Tourelle à LAMBALLE

auxquelles s'ajoutent 2 sites majeurs :

- le Technopole de Saint Brieuc Armor à PLOUFRAGAN, au regard de la vocation particulière de la zone et de sa renommée,
- la zone de Beaufeuillage, Ferdinand de Lesseps et Anatole France à SAINT BRIEUC, de par son importance et l'enjeu de requalification et de renouvellement urbain sous-tendu.

Le SCoT prévoit aussi une hiérarchisation des zones d'aménagement commerciales (ZACOM) du Pays de Saint-Brieuc ainsi que l'implantation des commerces et ensembles commerciaux :

- les ZACOM à vocation «départementale», «structurante» : leurs vocations témoignent d'une offre de services complète pour une zone de desserte de 50 000 à 200 000 habitants. Elles accueillent les commerces dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup>,
- les ZACOM dites «intermédiaires» : leur vocation confère au pôle, au-delà du service de proximité qu'il assure à sa zone proche, un rôle particulier au profit des communes voisines qui entretiennent avec ce pôle une fréquentation d'amplitude plutôt hebdomadaire, du fait de la présence d'un supermarché. Elles accueillent les commerces dont la surface de vente est supérieure à 250 m<sup>2</sup>,

- les ZACOM dites «de proximité» : leur vocation confère au pôle un rôle un service de proximité aux habitants de la commune et des communes limitrophes sur une zone de desserte de moins de 30 000 habitants. Elles accueillent les commerces dont la surface de vente est supérieure à 150 m².

En dehors des centralités et des ZACOM, l'évolution des activités commerciales existantes sera résiduelle (mise aux normes, accessibilité, extension mesurée...). Cependant, la commercialité d'un local situé hors centralité et hors ZACOM reste acquise (même en cas de déclaration de travaux ou de permis de construire).

**- Promouvoir une qualité urbaine, paysagère et durable des espaces d'activités et des entrées de ville :**

Le SCoT vise au développement de zones d'activités de qualité, attractives, ne défigurant pas les entrées de ville et répondant, au même titre que les autres composantes de la ville, aux principes du développement durable : en termes de fonctionnement de la zone (circulation, stationnement, éclairage, gestion des déchets...), d'intégration paysagère (environnement naturel, paysager, patrimonial, architectural, qualité des entrées de ville...), de performances énergétiques (bâtiment, énergies renouvelables...), de gestion de la ressource en eau (imperméabilisation des sols, gestion des eaux pluviales, des zones humides, des systèmes d'assainissement...), de desserte (modes alternatifs à la voiture individuelle).

## **d. Justification des choix en matière d'équilibre social de l'habitat**

L'habitat dans le Pays de Saint-Brieuc est caractérisé par un rythme de construction soutenu (en moyenne, 1783 logements neufs ont été construits chaque année entre 1999 et 2008) illustrant le dynamisme démographique dont profite le territoire (hausse de +12,4% de la construction entre 1999 et 2008 contre +9,8% entre 1990 et 1999).

Malgré ce dynamisme de la construction, des faiblesses sont identifiées : une offre immobilière pas toujours adaptée à la demande, un parc ancien et énergivore, des formes urbaines consommatrices d'espace... D'où la volonté de mettre en place les conditions favorables au maintien et à l'accueil de population (diversification de l'offre en logements...) et d'organiser le développement résidentiel de façon cohérente sur le territoire (recherche d'un équilibre territorial, modération de la consommation d'espace).

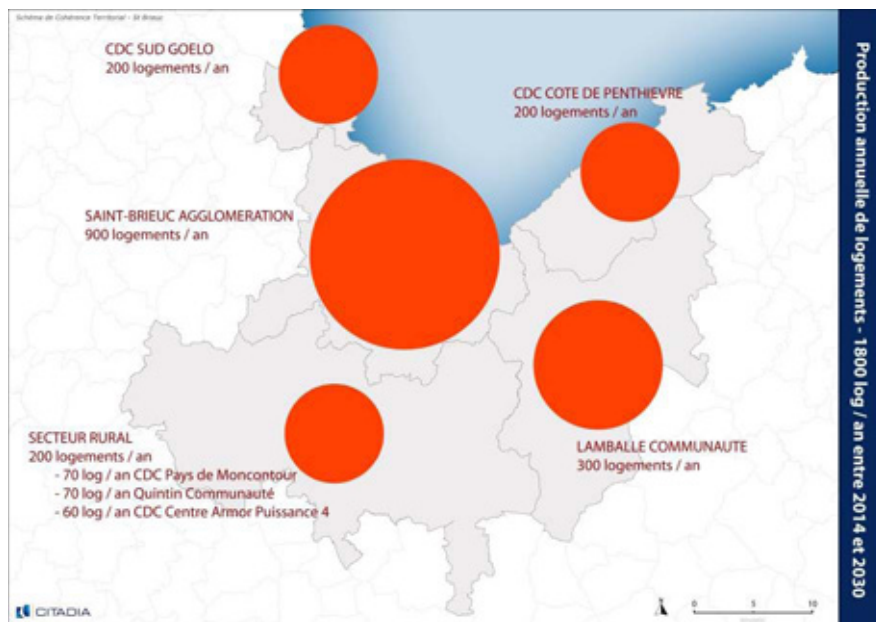
C'est pourquoi le SCoT propose une vision de développement cohérente sur tout le territoire notamment en termes de production de logements.

A l'échelle du Pays, le scénario démographique retenu prévoit à l'horizon 2030 une population d'environ 225.000 habitants (30.000 habitants de plus par rapport à 2008). Cette croissance démographique, associée au desserrement des ménages, induit la construction de 30.000 logements, soit 1.800 logements par an (comprenant à la fois la construction de nouveaux logements et les réhabilitations).

Afin de s'adapter au mieux aux besoins des populations résidant sur le territoire, le SCoT s'engage à développer un parc de logement diversifié et socialement accessible et à améliorer le parc existant (réhabilitation des habitations inconfortables dégradées, amélioration énergétique des logements, adaptation des logements à la perte d'autonomie



et au vieillissement, remise sur le marché des logements laissés vacants depuis longtemps...).



## e. Justification des choix en matière de transports - déplacements

Le Pays de Saint-Brieuc est caractérisé par un trafic routier dense concentré sur la RN12 et une organisation polycentrique diffuse rendant difficile la mise en place de transports collectifs performants. La concentration des zones d'emploi et la saturation du réseau routier autour des pôles urbains ainsi que l'inadaptation de l'offre en mobilité face aux déplacements quotidiens engendrent une utilisation massive de la voiture individuelle et un allongement des distances.

La réduction de la part modale de la voiture dans les déplacements et l'augmentation de la part des modes de transports alternatifs (transports collectifs, deux roues, marche à pied...) constituent les objectifs défendus dans le PADD.

Face à cela, le SCoT s'engage à :

**- Organiser les déplacements et les services selon la logique des pôles** identifiés dans le SCoT :

Il s'agit de renforcer les pôles en faisant de ces espaces les lieux privilégiés pour le développement des transports collectifs (structuration du réseau collectif dans l'agglomération de Saint-Brieuc, connexion des pôles entre eux, systèmes de rabattement autour des pôles ruraux pour irriguer l'espace rural). Le SCoT cherche également à promouvoir les relations interterritoriales en termes de transports. En ce sens, le SCoT soutient la mise en place de dessertes en transport en commun initiées par le Conseil Général des Côtes d'Armor.

**- Promouvoir un urbanisme de proximité :**

Il s'agit de renforcer les liens entre les espaces de vie (habitat, zones d'emploi, équipements, services) et les liens inter-quartiers grâce à l'utilisation des transports alternatifs à l'automobile, et d'aménager des espaces propices aux déplacements doux (pistes cyclables, circuits piétons...).

**- Se baser sur les points de mobilité et encourager l'intermodalité :**

Le SCoT soutient de manière prioritaire le développement de l'urbanisation dans les secteurs desservis par les transports collectifs dans un objectif d'efficience, afin de réduire les déplacements individuels et les effets induits (gaz à effet de serre, saturation du réseau routier...).

- **Intégrer les alternatives au tout-voiture dans les projets d'aménagement** afin de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- **Prendre en compte les infrastructures nécessaires au développement économique du territoire :**

Le SCoT soutient l'aménagement de la rocade de déplacements de Saint-Brieuc, de la déviation des Prés Calans à Binic, du contournement Est de Lamballe, l'amélioration de l'accessibilité et la mise en sécurité de certains axes et échangeurs ainsi que l'accessibilité du Port du Légué et des ports de pêche du Pays de Saint-Brieuc.

- **S'inscrire dans les démarches départementales et régionales d'accès au très haut débit** afin de constituer un véritable maillage d'infrastructures numériques sur l'ensemble du territoire.

## **f. Justification des choix en matière d'équipements et services**

Le Pays de Saint-Brieuc présente une offre de formations, une offre culturelle, de loisirs et de santé bien représentée et fournie, mais généralement mal répartie entre les communes (certaines souffrent de "carences"). Ainsi 28% des équipements se trouvent sur Saint-Brieuc, contre 8% sur Lamballe et 6% sur Plérin. La réflexion sur la localisation des projets d'équipements (équilibre du territoire, rayonnement du Pays, rayonnement de la ville-centre) et leur anticipation demeurent des enjeux importants pour le territoire.

Conformément aux choix retenus en termes d'aménagement de l'espace et d'organisation multipolaire du Pays, le SCoT soutient le rôle des pôles dans l'accueil des services et des équipements structurants.

Ainsi, l'agglomération et plus particulièrement la ville de Saint-Brieuc reçoivent de façon préférentielle les équipements de niveau supérieur et structurants pour le territoire.

Le pôle secondaire de Lamballe jouant son rôle d'appui par rapport à l'agglomération de Saint-Brieuc accueille des services et équipements complémentaires permettant aussi de polariser son espace rural.

Dans les pôles littoraux, le SCoT soutient le maintien et le développement de services et équipements intermédiaires entre ceux de l'Agglomération briochine et ceux des communes rurales.

Dans les pôles ruraux, le SCoT soutient le maintien et le développement des services et équipements de proximité nécessaires à la vie de ces communes. Les pôles offrent une gamme intermédiaire de services.

Dans les autres communes rurales du territoire, le SCoT favorise le maintien des services et équipements de première nécessité.

## **g. Justification des choix en matière de modération de la consommation d'espace**

Une des grandes préoccupations dégagées lors de l'élaboration du diagnostic territorial et des rencontres avec les acteurs du territoire, est l'étalement urbain et ses répercussions sur la (dé)structuration des espaces : limites ville-campagne floues, grignotage des espaces agricoles au profit des zones d'habitat ou d'activités, ou encore création de coupures territoriales par des infrastructures de transport lourdes :

- Entre 2000 et 2010, 1260 ha ont été consommés par l'habitat (soit 114 ha / an).
- Entre 2003 et 2010, 180 ha ont été consommés par les activités (soit 22 ha / an).



D'où l'ambition d'un projet de développement qui protège et qui exploite de façon optimale la ressource foncière du Pays au profit d'espaces et de paysages préservés. Afin de mettre en œuvre cette volonté, plusieurs actions sont évoquées dans le SCoT :

- la densification des espaces résidentiels et des espaces économiques (ZAE) grâce au comblement des dents creuses et à la mutualisation des espaces,
- la protection du foncier agricole et des espaces naturels vis-à-vis du développement urbain,
- la promotion de nouvelles pratiques d'urbaniser économes en foncier et d'aménagement de l'espace : ville de la proximité (rapprochement lieux d'habitat – travail – services; système de mobilité maillé), formes d'habitat alternatives au pavillon avec jardin.

**- Affirmer le renouvellement urbain comme mode de développement prioritaire :**

Il s'agit de reconquérir les logements vacants ou insalubres grâce à la réhabilitation, d'optimiser l'utilisation des dents creuses, de procéder à des opérations de renouvellement du bâti par des démolitions/reconstructions et de permettre le changement de destination de certains bâtiments.

**- Limiter l'urbanisation au-delà de l'enveloppe urbaine :**

Le SCoT œuvre pour limiter l'extension de l'urbanisation hors des bourgs et zones agglomérées afin de promouvoir une bonne intégration urbaine des extensions et de ne pas déstructurer l'organisation de la commune. Le SCoT entend également permettre l'extension de l'urbanisation en continuité des villages existants mais uniquement la densification dans les hameaux. Les extensions à partir d'habitat isolé sont quant à elles proscrites.

**- Encourager la densification de l'urbanisation :** le SCoT prévoit la production de 1 800 logements par an (30 600 sur la période) pour accompagner l'évolution démographique. Avec une densité moyenne sur le territoire de 22 logements par hectare, l'espace nécessaire pour les besoins en logements s'élève à 1 370 hectares (soit 80 hectares par an). Afin de s'adapter aux contextes locaux, les objectifs de densités<sup>2</sup> diffèrent : 35 logements / ha pour la ville de Saint-Brieuc ; 30 logements / ha pour la zone agglomérée de Lamballe ; 25 logements / ha pour les villes de Langueux, Trégueux, Yffiniac, Plérin, Ploufragan, Pordic et Plédran ; 22 logements / ha pour les villes de Saint-Quay-Portrieux, Etables sur Mer, Binic, Pléneuf Val André et Erquy ; 20 logements / ha pour les villes d'Hillion, Tréméloir, Trémusson, La Méaugon, Saint-Donan et Saint-Julien ; 18 logements / ha pour les villes de Quintin/St-Brandan, Plaintel, Ploeuc sur Lié, Moncontour/Trédaniel et Quessoy et 15 logements / ha pour les autres communes du territoire.

Pour les besoins liés aux activités économiques, le SCoT retient l'objectif de 15 hectares / an représentant une consommation totale maximale de 255 hectares d'ici à 2030.

Ainsi, en fixant ces objectifs, le SCoT permet de modérer la consommation d'espace liée au développement de l'habitat et des activités économiques.

Les objectifs plafonds de consommation foncière par l'habitat et de création de logements attribués par le DOO aux différents EPCI sont calculés sur les éléments chiffrés ci-dessus présentés. Ils résultent de la ventilation géographique des objectifs de production de logements, combinée aux densités minimales à respecter.

---

<sup>2</sup> Densités brutes calculées à l'échelle de la commune sur l'ensemble des zones AU et des zones U non bâties identifiées dans le PLU.

En ce qui concerne les activités économiques, le SCoT affiche une enveloppe globale maximum de 255 hectares, évaluée en tenant compte des projets structurants des communautés de communes et d'agglomération et d'une estimation des besoins d'intérêt plus local. Ce plafond permet de réduire la consommation moyenne annuelle de plus de 30% par rapport à celle constatée sur la période de référence (2003-2011)

**- Favoriser un urbanisme durable respectueux du site :**

Afin de respecter l'environnement et les paysages, le SCoT promeut la conception de projets respectueux de l'environnement et des ressources intégrant la maîtrise de l'énergie (innovations architecturales, énergies renouvelables, transports alternatifs à la voiture...) et la gestion de l'eau (capacité du milieu récepteur, gestion des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation des sols...).

### III.3. Les modalités d'application de la loi littoral

Dans le Pays de Saint-Brieuc, 15 communes sont soumises à loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite « loi littoral », codifiée dans le code de l'urbanisme aux articles L.146-1 à L.146-9.

Les communes concernées sont Tréveneuc, Saint-Quay-Portrieux, Etables-sur-mer, Binic, Pordic, Plérin, Saint-Brieuc, Langueux, Yffiniac, Hillion, Morieux, Planguenoual, Pléneuf-Val-André, Erquy, Plurien.

Ces dispositions concernent notamment :

- l'extension de l'urbanisation en continuité des agglomérations et des villages ou en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement (L146-4 I)
- les espaces remarquables (L146-6)
- les coupures d'urbanisation (L146-2)
- l'extension limitée de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage (L146-4 II)
- l'inconstructibilité dans la bande des 100m (L146-4 III)
- l'implantation des campings (L146-5)
- la capacité d'accueil (L146-2)

#### a. Les Agglomérations, villages, hameaux

##### L'agglomération :

C'est un ensemble urbanisé, caractérisé par une densité significative de constructions, comprenant habitat, services commerces, activités, équipements administratifs et scolaires.

L'agglomération excède la taille des villages et des hameaux. Il peut s'agir de villes ou de bourgs.

*Sont considérées comme agglomérations : le centre-ville des communes de Binic, Erquy, Etables sur mer, Hillion, Langueux, Planguenoual, Pléneuf Val André, Plérin, Plurien, Pordic, Morieux, Saint-Brieuc, Saint-Quay-Portrieux, Tréveneuc et Yffiniac ainsi que les quartiers des Rosaires, de Saint Laurent de la mer et du Légué à Plérin et le quartier de Saint-René à Hillion.*

Dans les agglomérations, les extensions de l'urbanisation ne peuvent être autorisées qu'en continuité des bâtis existants.

Le village :

C'est un ensemble d'habitations (caractérisé par une densité significative de constructions) organisé autour d'un noyau traditionnel, assez important pour avoir une vie propre, comportant ou ayant comporté un ou plusieurs lieux offrant ou ayant offert des services de proximité – administratifs, culturels ou commerciaux – tout au long de l'année, et qui donnent encore aujourd'hui à cet ensemble d'habitations une vie propre caractérisée par des traits spécifiques.

Ce qui caractérise le village en termes de composition, c'est son unité. Unité par la continuité du bâti, par son organisation et son implantation spatiale le long des voies et des espaces publics.

*Sont considérés comme villages : La Ville Jacob (Binic - Etables sur Mer), Le Sépulcre (Pordic – Plérin), Les Grèves (Langueux), La Croix Bertrand (Yffiniac), La Gare (Yffiniac), Fortville (Hillion), La Couture (Erquy), Saint-Pabu (Erquy), Les Hôpitaux (Erquy).*

Les extensions de l'urbanisation ne peuvent être autorisées qu'en continuité des villages existants. Dans les Espaces Proches du Rivage, les extensions des villages devra se faire de manière limitée sous réserve de s'accorder aux dispositions de protection de l'environnement, de la biodiversité et des paysages.

Le hameau :

Il s'agit d'un petit groupe d'habitations, pouvant comprendre d'autres types de constructions, isolé et distinct du bourg ou du village. Ce qui caractérise le hameau, c'est le regroupement des constructions dans une organisation spatiale relativement modeste mais dont la structure est clairement identifiée.

Il faut distinguer les hameaux des bâtiments isolés et implantés de façon diffuse (assimilés à du mitage) et/ou le long des voies.

L'extension de l'urbanisation dans les hameaux n'est pas possible. Seule une densification de l'urbanisation est permise : construction à l'intérieur du tissu urbain existant (dent creuse...), utilisation du foncier mutable (friche...).

Un écart, de l'habitat diffus, du mitage :

Il s'agit de bâtiments isolés implantés de façon diffuse et/ou le long des voies.

L'extension de l'urbanisation à partir de formes d'habitat isolé est proscrite. Aucune construction ne peut être autorisée dans les zones d'urbanisation diffuse, hormis l'adaptation et l'évolution du bâti existant.

**b. Les espaces remarquables**

La protection des espaces remarquables et caractéristiques est organisée par les articles L 146-6 et R 146-1 et R 146-2 du code de l'urbanisme. Ces dispositions font obligation aux documents d'urbanisme et aux décisions liées à l'occupation du sol de préserver les espaces terrestres et marins, remarquables et caractéristiques du patrimoine naturel, ou culturel, du littoral et nécessaires aux équilibres écologiques littoraux.

Rappel de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme

*« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux*

*temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive européenne n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et, dans les départements d'outre-mer, les récifs coralliens, les lagons et les mangroves. »*

#### Rappel de l'article R.146-6 du code de l'urbanisme

*En application du premier alinéa de l'article L. 146-6, sont préservés, dès lors qu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral, sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique :*

*a) Les dunes, les landes côtières, les plages et les lidos, les estrans, les falaises et les abords de celles-ci ;*

*b) Les forêts et zones boisées proches du rivage de la mer et des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 hectares ;*

*c) Les îlots inhabités ;*

*d) Les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps ;*

*e) Les marais, les vasières, les tourbières, les plans d'eau, les zones humides et milieux temporairement immergés ;*

*f) Les milieux abritant des concentrations naturelles d'espèces animales ou végétales telles que les herbiers, les frayères, les nourrisseries et les gisements naturels de coquillages vivants ; les espaces délimités pour conserver les espèces en application de l'article 4 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive européenne n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;*

*g) Les parties naturelles des sites inscrits ou classés en application de la loi du 2 mai 1930 modifiée et des parcs nationaux créés en application de la loi n° 60-708 du 22 juillet 1960, ainsi que les réserves naturelles instituées en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 ;*

*h) Les formations géologiques telles que les gisements de minéraux ou de fossiles, les stratotypes, les grottes ou les accidents géologiques remarquables ;*

*i) Les récifs coralliens, les lagons et les mangroves dans les départements d'outre-mer.*

*Lorsqu'ils identifient des espaces ou milieux relevant du présent article, les documents d'urbanisme précisent, le cas échéant, la nature des activités et catégories d'équipements nécessaires à leur gestion ou à leur mise en valeur notamment économique.*

Ainsi, un espace peut être considéré comme remarquable parce que le site ou le paysage est précisément remarqué et reconnu comme générateur d'aménités. Il peut aussi être générateur de biodiversité et contributeur à la richesse écologique.

Dans ces espaces, aucune urbanisation nouvelle n'est possible. Seuls les aménagements légers (au regard de l'article R146-2) peuvent y être implantés, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux sites et à la qualité des milieux, ou lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, mise en valeur, ou à l'ouverture au public.

## **c. Les coupures d'urbanisation**

Les coupures d'urbanisation permettent de séparer des parties agglomérées de la commune afin d'éviter que l'extension de l'urbanisation ne finisse par produire un front bâti continu. L'objectif réside donc en la définition des espaces à dominante naturelle que les PLU

devront traduire par la mise en œuvre d'une réglementation adaptée à l'objectif visé par la loi.

Les coupures suivantes ont été identifiées dans le DOO :

1. **TREVENEUC :**  
**Localisation :** De la plage du Palus à PLOUHA à Perhemeno – Les Rambours (parc du Château de Pommorio) à TREVENEUC  
**Caractéristiques :** Vallée boisée et ru  
**Vocation :** Coupure naturelle qui fait la limite avec le pays voisin
2. **SAINT QUAY PORTRIEUX :**  
**Localisation :** Le vallon des Fontaines, de la plage St Marc à TREVENEUC au lieu-dit les Fontaines à SAINT-QUAY PORTRIEUX  
**Caractéristiques :** Vallée agricole et boisée sur ses franges (proximité de la Pointe du Romeur)  
**Vocation :** Marquer la limite nord-ouest de la commune (structurer le tissu urbain).
3. **ETABLES SUR MER :**  
**Localisation :** De la plage des Moulins, la grève des Moulins.  
**Caractéristiques :** Vallée boisée  
**Vocation :** Maintenir une aération du tissu urbain entre les communes de SAINT QUAY PORTRIEUX et d'ETABLES-SUR-MER, pour éviter la constitution d'un front urbain continu.
4. **BINIC :**  
**Localisation :** Au nord de la commune, en limite de la commune d'ETABLES SUR MER  
**Caractéristiques :** Des espaces agricoles et naturels  
**Vocation :** Maintenir une agriculture littorale, un espace de respiration sur un secteur déjà fortement urbanisé de manière continue et conserver un espace ouvert sur la mer.
5. **BINIC :**  
**Localisation :** Au sud de la commune, entre la fin de l'aire urbaine et les hameaux de Quéré Courtel  
**Caractéristiques :** Des espaces agricoles  
**Vocation :** Contenir le développement de l'aire urbaine de BINIC, maintenir une agriculture littorale et un espace de respiration.
6. **PORDIC :**  
**Localisation :** du Vau Madec à la Ville Louais  
**Caractéristiques :** Vallée boisée et quelques espaces agricoles  
**Vocation :** Coupure naturelle qui a un rôle de liaison entre la mer et le bourg
7. **PORDIC – PLERIN :**  
**Localisation :** De la plage de Tournemine, la vallée du Parfond.  
**Caractéristiques :** Vallée boisée et ru.  
**Vocation :** Coupure naturelle qui a un rôle de liaison entre la mer et la terre et espace récréatif.
8. **PLERIN :**  
**Localisation :** Entre saint Laurent de la mer et la RN 12 – proche de la commune centre de PLERIN.  
**Caractéristiques :** Espaces agricoles  
**Vocation :** Contenir le développement de l'urbanisation de l'agglomération de St Laurent et maintenir un espace de respiration entre Plérin-centre et Saint Laurent de la mer.
9. **SAINT-BRIEUC - LANGUEUX :**  
**Localisation :** Vallée du Douvenant jusqu'à la Grèves des Courses  
**Caractéristiques :** Vallée et ruisseau  
**Vocation :** Coupure naturelle qui permet de maintenir un espace de respiration entre les deux communes
10. **HILLION – MORIEUX :**  
**Localisation :** La vallée du Gouessant, jusqu'au barrage de Pont Rolland  
**Caractéristiques :** Vallée et rivière  
**Vocation :** Coupure naturelle marquante entre les deux communes
11. **PLANGUENOUAL :**  
**Localisation :** Entre la Cotentin Glatinais et Teurtran  
**Caractéristiques :** Des espaces agricoles  
**Vocation :** Maintenir l'agriculture littorale et conserver des espaces ouverts sur la mer.
12. **PLENEUF VAL ANDRE :**  
**Localisation :** La vallée de la Flora (de l'étang du Moulin à marée au nord jusqu'au hameau du Temple au sud)

**Caractéristiques :** Vallée boisée

**Vocation :** Marquer naturellement la limite de l'agglomération de Pléneuf Val André

**13. PLENEUF VAL ANDRE :**

**Localisation :** Entre le Golf de Pléneuf et le Château de Nantois

**Caractéristiques :** Espace boisé et quelques espaces agricoles

**Vocation :** Marquer la limite de l'agglomération de Pléneuf Val André

**14. ERQUY :**

**Localisation :** Entre la plage de Saint Pabu et le village de Saint-Pabu

**Caractéristiques :** Espace (restreint) agricole et boisements

**Vocation :** Contenir l'extension limitée du village de Saint-Pabu

**15. ERQUY :**

**Localisation :** Du cap d'Erquy, le long de la plage du Portuais, contournant légèrement le bourg d'Erquy

**Caractéristiques :** Des landes et quelques terrains agricoles

**Vocation :** Maintenir un espace de respiration entre le bourg d'Erquy et le village des Hôpitaux

**16. ERQUY :**

**Localisation :** A proximité du marais des Sables d'Or, côté Erquy, la vallée Denis.

**Caractéristiques :** Espace boisé et quelques espaces agricoles

**Vocation :** Contenir l'urbanisation du village des Hôpitaux.

Aucune urbanisation nouvelle n'est possible dans les coupures d'urbanisation (hormis les infrastructures agricoles aux abords des sièges d'exploitation existant déjà dans l'espace concerné). Seuls les aménagements légers pourront y être implantés, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux sites et à la qualité des milieux, et n'entraînent pas une imperméabilisation importante des sols avec une artificialisation importante des milieux (aires naturelles de camping, espaces de jeux...), en particulier lorsque ces coupures d'urbanisation sont par ailleurs corridors écologiques.

## d. Les espaces proches du rivage

Cinq critères ont été mis en évidence par la jurisprudence pour définir les espaces proches du rivage (EPR) :

- La distance par rapport au rivage ;
- La covisibilité ou visibilité par rapport au rivage ;
- La nature de l'espace environnant (tel que l'influence maritime) ;
- La présence d'une zone urbanisée entre le rivage et le secteur concerné ;
- La topographie entre le rivage et le secteur concerné.

Dans les EPR, les extensions d'urbanisation peuvent s'apprécier de manière différenciée selon que le secteur concerné est une agglomération ou un village. Dans tous les cas, les extensions devront être limitées.

## e. La bande des 100 mètres

La préservation d'une bande littorale est fondamentale, puisque c'est la zone la plus soumise aux pressions liées à de multiples usages : baignade, nautisme, activités portuaires et de pêche, urbanisation. La bande littorale est l'espace susceptible d'être le plus affecté par l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la force et de la fréquentation des tempêtes.

Il n'est pas possible de construire dans la bande littorale de 100 mètres, en dehors des espaces urbanisés sauf pour les services publics ou activités exigeant la proximité immédiate de l'eau. A l'intérieur de l'espace urbanisé, il sera uniquement possible de remplir les dents creuses.

## f. Le camping caravaning

Le SCoT soutient l'évolution des équipements de camping et d'hôtellerie de plein air sur le littoral (modernisation, rénovation) dans le respect de la loi littoral et en suivant un objectif de qualité, de durabilité et d'insertion paysagère.

A ce titre, le SCoT interdit toute nouvelle construction de camping au sein d'une coupure d'urbanisation au sens de la loi Littoral, dans un secteur d'espace remarquable, dans un espace proche du rivage ou dans la bande littorale (définie à l'article L 146-4), ni dans un corridor écologique.

## g. La capacité d'accueil

Les choix retenus dans le PADD et le DOO ont été fortement influencés par la capacité d'accueil du territoire du Pays de Saint-Brieuc. Au regard des orientations retenues dans le PADD et le DOO, et au titre de l'article L 146-2 du Code de l'Urbanisme, le projet doit déterminer la capacité d'accueil du territoire et évaluer la compatibilité du projet avec cette dernière.

*« Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :*

- de la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 146-6 ;*
- de la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;*
- des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés. » (article L 146-2 du Code de l'Urbanisme) »*

La méthode retenue pour déterminer la capacité d'accueil du territoire se résume en 2 questions :

- Quelles ressources sont –elles impactées par les activités humaines ? quelles atteintes ?
- Quelles atteintes sont les plus préoccupantes et quelles réponses le projet peut-il apporter ?

Cette partie spécifique du rapport de présentation s'articule de manière forte avec la partie précédente relative aux « Enjeux, besoins et choix retenus dans le PADD ». Les tableaux ici présentés s'inspirent du guide méthodologique édité par la DREAL des Pays de Loire sur la définition de la capacité d'accueil d'un territoire.

La conclusion de l'analyse menée sur la capacité d'accueil rejoint pleinement la conclusion de l'évaluation environnementale : l'augmentation de la population et des activités envisagée par le SCoT aura des incidences positives mais également des incidences négatives. Ces dernières ne pouvant être évitées, des mesures de réduction ont été intégrées au PADD et au DOO. Une fois ces mesures prises en compte, il apparaît que le territoire est en mesure d'accueillir le développement envisagé dans le cadre de ce SCOT.

Ressource	Question posée en termes de capacité d'accueil supplémentaire de populations et d'activités permanentes ou saisonnières	Mesures apportées par le SCoT
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accueil de populations supplémentaires s'accompagnera-t-elle de difficultés de gestion des eaux?</li> <li>- La pression humaine en période estivale contraint-elle l'approvisionnement en eau des populations et des activités ?</li> <li>- La qualité de l'eau est- elle menacée par l'intensification des usages et/ou des activités polluantes qui limitent son partage ?</li> <li>- L'accueil de populations supplémentaires peut-il avoir un impact sur la qualité des eaux de baignade et des eaux maritimes ? sur les activités liées à celles-ci (pêche, tourisme ...) ?</li> </ul>	<p>L'augmentation de la population et des activités prévue par le SCoT a des incidences potentiellement négatives sur la thématique de l'eau, mais le SCOT prévoit des mesures pour éviter, réduire et compenser ces impacts négatifs.</p> <p>La gestion de l'eau représente un enjeu fort sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc, et particulièrement en matière d'assainissement. Afin d'y répondre, le projet de SCoT vise à une gestion anticipée des choix d'urbanisme (proximité des réseaux, mise en adéquation avec les capacités épuratoires du secteur, ...) et participe à l'amélioration de la qualité de l'eau par la limitation de l'imperméabilisation des sols, la gestion des eaux pluviales à la parcelle et la protection des zones humides.</p> <p>Par ailleurs, le SCoT rappelle que les collectivités disposent, dans un délai de 5 ans, d'un zonage et d'un schéma d'assainissement des eaux pluviales en adéquation avec les zonages et schémas directeurs d'assainissement des eaux usées. Ces schémas doivent tenir compte des enjeux et voies de transfert identifiées selon la méthode établie par le SAGE en vigueur et comprennent systématiquement un volet bactériologique pour les communes à enjeux littoraux. La priorité est donnée aux zones à risque identifiées par le SAGE en vigueur</p>
<b>Air / Climat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accroissement des activités est-il de nature à mettre en péril la qualité de l'air ?</li> <li>- La spécialisation touristique du territoire provoque-t-elle des nuisances sonores ?</li> </ul>	<p>Le SCOT s'inscrit dans les objectifs du développement durable. Dans cet esprit, dans un souci de réduction de la consommation d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et de développement des énergies renouvelables, le projet de SCoT favorise les aménagements en lien avec les modes de déplacements doux et les transports en commun. S'appuyant sur le renforcement des pôles, il tend également à rapprocher les logements des emplois, commerces, équipements et services afin de limiter les déplacements. Il incite à la production de bâtiments énergétiquement performants (création ou rénovation du parc</p>



		<p>existant) et permet les innovations architecturales, sources de gain énergétique.</p> <p>Les orientations du SCoT ne sont pas de nature à provoquer des nuisances sonores supplémentaires. Le SCoT demande aux communes d'éviter le développement de l'urbanisation en linéaire le long des routes et rappelle l'importance de la prise en compte des nuisances sonores dans les documents d'urbanisme ou dès la conception des projets. Les mesures compensatoires ne devront être mises en place qu'en dernier recours.</p>
<b>Sol</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intensité des pratiques touristiques sur certains espaces sensibles du littoral favorise-t-elle leur dégradation ?</li> <li>- L'accueil de nouvelles populations favorise-t-il la dégradation des milieux littoraux ?</li> </ul>	<p>Le SCoT vise à la préservation des richesses naturelles du territoire. Les modalités de préservation ont notamment été étendues par le SCoT par l'élaboration de la trame verte et bleue. La préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien des continuités écologiques permettent de limiter l'impact de l'urbanisation et de la fragmentation des habitats, y compris sur les milieux spécifiquement liés au littoral.</p>
<b>Biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les espèces faunistiques (notamment aquatiques), sont-elles mises en péril sous l'effet des pressions humaines (qualité du milieu menacée) ?</li> <li>- Les espèces floristiques sont-elles mises en péril sous l'effet des pressions humaines ?</li> </ul>	<p>Comme évoqué ci-dessus, le SCoT vise à la préservation des richesses naturelles du territoire. Les modalités de préservation ont notamment été étendues par le SCoT par l'élaboration de la trame verte et bleue qu'il convient de préserver de l'urbanisation en la traduisant dans les documents d'urbanisme locaux.</p>
<b>Risques naturels et technologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce qu'un plus grand nombre de personnes pourrait être sujet à des risques ?</li> <li>- Est-ce que l'accueil de nouvelles populations peut être à l'origine d'une accentuation des risques du territoire ?</li> </ul>	<p>Le SCoT rappelle aux documents d'urbanisme de rang inférieur la nécessité de prendre en compte les différentes dispositions liées à la connaissance des risques naturels et technologiques, limitant ainsi de fait les risques d'exposition des populations.</p> <p>Dans le but de sécuriser les personnes, les biens et l'environnement face aux risques, des mesures d'anticipation à la source et lors des choix d'aménagement sont prises dans le SCoT. Cette démarche s'accompagne de mesures de sensibilisation et d'information sur les risques à l'attention de la population et des acteurs locaux.</p>

<b>Paysage et formes urbaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les caractéristiques urbaines et paysagères traditionnelles sont-elles mises en péril par les nouvelles constructions ?</li> </ul>	<p>Afin de préserver et valoriser l'identité paysagère et patrimoniale du territoire, le SCoT prévoit le maintien des coupures paysagères identifiées et la prise en compte accrue du paysage et du patrimoine dans les documents d'urbanisme et au sein des projets urbains.</p> <p>Dans une optique de limitation de la consommation d'espaces agricoles et naturels et de maîtrise de la tâche urbaine le SCoT préconise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de renforcer la densité des opérations d'urbanisme</li> <li>- De soutenir les opérations de renouvellement urbain et renforcer le dynamisme des centres urbains ;</li> <li>- De maîtriser l'urbanisation sur le territoire</li> </ul>
<b>Mode de vie et habitat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les nouveaux arrivants trouveront-ils un logement adapté à leurs besoins ?</li> <li>- La pression qui s'exerce sur le littoral s'accompagne-t-elle d'un processus de vieillissement ?</li> <li>- La qualité de vie est-elle remise en cause par l'augmentation des déplacements ?</li> </ul>	<p>Le SCoT entend rééquilibrer la structure du parc de logements, pour répondre aux besoins des habitants, à la fois en termes de mixité sociale, de typologie et de taille de logements. Les objectifs de production de logements sont fixés par territoire et s'appuient sur le rôle structurant des pôles, dans un souci d'équilibre de l'offre en logements..</p> <p>Les futures opérations d'aménagement devront porter une attention particulière à la mixité des opérations d'urbanisme.</p> <p>Le SCoT privilégie les opérations d'ensemble évitant l'extension urbaine au gré des opportunités et surtout de garantir une maîtrise foncière des capacités résiduelles. Il répond aussi aux besoins spécifiques des différentes catégories de population (les jeunes, les personnes âgées, les saisonniers, les gens du voyage...).</p>
<b>Capital matériel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le capital matériel (équipements collectifs et infrastructures) répond-il en toute saison aux besoins évolutifs des populations en croissance ?</li> </ul>	<p>Le SCoT entend renforcer le rôle des pôles en matière de maillage des équipements et services sur le territoire, de manière à continuer à être en mesure de répondre aux besoins de la population en croissance.</p>

## IV. RESUME NON TECHNIQUE

## IV.1. Synthèse du diagnostic territorial

### a. Le positionnement et la structuration du territoire

Le Pays de Saint-Brieuc est un territoire multipolaire structuré par la ville "phare" de Saint-Brieuc, dont l'agglomération (4<sup>ème</sup> centre urbain régional) regroupe 54% de la population du Pays. Il se compose de 7 EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) et de 64 communes.

Caractérisé par son positionnement de carrefour au sein de la Bretagne, le Pays de Saint-Brieuc profite de l'axe de communication Nord-Bretagne reliant Rennes à Brest.

### b. Les caractéristiques sociodémographiques

En 2008, 195.681 habitants vivaient sur le Pays de Saint-Brieuc soit 14.674 habitants de plus qu'en 1999. La croissance démographique est principalement due au solde migratoire positif (+1,1%).

Malgré ce dynamisme démographique, le territoire doit faire face à de nombreux enjeux :

- L'équilibre territorial en termes de développement démographique ;
- L'accueil des actifs et des personnes âgées ;
- L'attractivité du territoire vis-à-vis des jeunes couples ;
- La mixité sociale et générationnelle de la population.

### c. L'habitat

Face à cette croissance démographique, le territoire connaît un rythme de construction soutenu : 1.783 logements neufs commencés chaque année entre 1999 et 2008.

Afin d'accueillir de nouvelles populations et de permettre aux habitants actuels de réaliser leur parcours résidentiel, le territoire doit faire face aux enjeux suivants :

- La diversification de l'offre en logements (formes, types, prix)
- Le coût du foncier ;
- L'équilibre territorial (pôles, risque d'une économie résidentielle sur le littoral) ;
- La modération de la consommation d'espace (optimisation du foncier disponible).

### d. Le développement économique

Le Pays de Saint-Brieuc présente un tissu économique diversifié : une agriculture très présente et une industrie agro-alimentaire à la base de l'emploi local, une très bonne couverture en zones d'activités économiques et commerciales, un espace littoral permettant le développement d'activités spécifiques et des paysages variés permettant le développement de pratiques touristiques.

Malgré ces atouts, le territoire présente certaines faiblesses (un potentiel de foncier – *au travers des zonages PLU recensés à un instant T en 2011* - destiné à l'activité économique conséquent au regard de la nécessaire maîtrise de la consommation d'espace ; une concentration peu qualitative des ZAE le long de la RN12 ; une agriculture devant faire face à la pression urbaine...), interrogeant sur l'avenir économique du Pays :

- L'accueil des entreprises : équilibre du territoire, consommation de l'espace par les activités, intégration paysagère, requalification des friches commerciales ;
- Le maintien de la fonction productive du territoire ;
- L'intégration des projets à venir (LGV Bretagne...) ;
- La localisation des activités commerciales.

### e. La consommation d'espace

Au cours de la dernière décennie, 114 ha / an ont été nécessaires pour le développement de l'habitat et 22 ha / an pour le développement des activités économiques. Ces espaces nouvellement artificialisés l'ont été principalement au détriment des terres agricoles, en particulier dans le cas de l'activité économique. La maîtrise de la consommation d'espace apparaît donc comme un enjeu primordial, afin de limiter l'étalement urbain et le grignotage des terres agricoles.

### f. Les équipements et services

Le Pays de Saint-Brieuc présente une offre de formations, d'équipements culturels, de loisirs et de santé bien représentée et fournie, mais généralement mal répartie sur les territoires communaux dont certains souffrent de "carences" : 28% des équipements se trouvent sur Saint-Brieuc, contre 8% sur Lamballe et 6% sur Plérin.

La prise en compte et l'anticipation des projets d'équipements, leur localisation (équilibre géographique, rayonnement du Pays et de la ville-centre) et l'accès aux services (notamment aux soins) demeurent des enjeux prégnants pour le territoire.

### g. Les mobilités et les pratiques de déplacement

Le positionnement du Pays de Saint-Brieuc sur l'axe Rennes-Brest et l'organisation de son réseau routier à partir de cet axe structurant confère au territoire une accessibilité optimale. La RN 12 est un axe concentrant le trafic routier (entre 50.000 et 66.000 voitures par jour circulent autour de l'agglomération de Saint-Brieuc) et autour duquel se greffent les espaces d'activités économiques et commerciaux.

L'organisation polycentrique et peu dense du territoire rend difficile la mise en place de transports en commun performants. C'est pourquoi la voiture reste le mode de transport privilégié pour les déplacements domicile-travail (75% des déplacements liés au travail sont effectués en voiture).

La réduction de la part de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens ainsi que la réduction des distances de déplacement pour certains motifs (achats, loisirs, emploi...) apparaissent comme des enjeux primordiaux.

## IV.2. Synthèse du diagnostic environnemental

### a. Le milieu physique

Le Pays de Saint-Brieuc présente un relief marqué par ses vallées, notamment celles du Gouët, du Gouëdic, de l'Urne et du Gouëssant. Le territoire présente une coupure physique allant de Trémuson au Nord-Ouest à Tréby au Sud-Est et séparant, un secteur littoral au relief peu marqué (de 0 à 120 m) au Nord, d'un secteur plus élevé au Sud (de 120 à plus de 340 m).

Le Pays de Saint-Brieuc appartient au domaine Domnonéen Nord Armoricaïn, qui compte parmi les formations géologiques les plus anciennes de France. La grande diversité géologique du territoire et l'alternance de formations très dures et plus tendres ont modelé les paysages.

Le territoire bénéficie d'un climat de type océanique dont les caractéristiques sont fortement liées à l'influence maritime : températures moyennes (environ 10,8°C sur l'année) ; pluviométrie moyenne (environ 697,6 mm/an). Le climat breton a déterminé le développement d'un tourisme plutôt orienté vers le tourisme vert et culturel. En effet, les conditions climatiques ont permis de limiter l'urbanisation massive de la frange côtière et ainsi de préserver des espaces naturels sauvages qui font aujourd'hui l'attraction touristique du Pays.

De même, ce climat aux températures modérées présente certains atouts pour l'agriculture et favorise le maintien de la biodiversité par une palette de végétaux très large.

## b. Les milieux naturels et urbains

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par une grande diversité de milieux naturels distingués par leur qualité et leur préservation, de l'arrière-pays bocager au littoral en passant par des milieux agricoles de transition. Le territoire est concerné par de nombreux périmètres environnementaux réglementaires et d'inventaires, qui abritent plusieurs espèces emblématiques.

22 espèces végétales de fort intérêt patrimonial ou protégées sont ainsi recensées sur le territoire.

Selon une approche éco-paysagère, le territoire est divisé en 7 grandes types de milieux naturels : les milieux bocagers (au sud et à l'ouest) ; les milieux ouverts ; les milieux humides et aquatiques (vallées) ; les landes ; les zones urbanisées (concentrées autour de la baie) et les milieux marins.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Trouver un équilibre entre le maintien des espaces naturels, le développement économique, touristique, les activités agricoles et de loisirs ;
- Protéger les zones humides et leurs fonctionnalités ;
- Participer à la reconquête de la continuité des cours d'eau ;
- Mettre en place une trame verte et bleue garante de la fonctionnalité et de la pérennité des milieux naturels sur l'ensemble du territoire.

## c. Le paysage et le patrimoine bâti

Le Pays de Saint-Brieuc présente également une grande diversité de paysages, du littoral à l'arrière-pays bocager. Il est ainsi découpé en six grandes unités paysagères que sont : le paysage littoral de la Baie de Saint-Brieuc ; l'agglomération de Saint-Brieuc ; la côte et l'arrière-pays du Goëlo ; la côte et l'arrière-pays de Penthièvre ; le pôle de Lamballe et l'arrière-pays bocager.

Le caractère exceptionnel du territoire repose également sur un patrimoine bâti abondant et réparti sur l'ensemble du Pays. En effet, on dénombre 8 sites classés et 13 sites inscrits.

L'organisation du bâti peut être faite selon trois grandes catégories de villes et villages : les villes et villages littoraux ; les villes et villages de l'arrière-pays et les villes et villages de type hétérogène.

Le territoire du SCoT possède également 3 ZPPAUP (Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager, désormais dénommées, depuis la Loi du 12 juillet 2010 dite Grenelle 2, Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)) que sont Quintin, Lamballe et Moncontour.

Les communes de Quintin et Moncontour adhèrent au réseau des « Petites cités de caractère » et Moncontour fait désormais partie des « Plus beaux villages de France ».

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Préserver la diversité paysagère, instaurer les conditions de préservation des sites particulièrement sensibles ;
- Traiter qualitativement les entrées de villes et la lisière urbaine ;
- Mettre en place des prescriptions et recommandations dans les documents d'urbanisme.

#### d. La gestion de l'eau

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc possède un réseau hydrographique dense réparti sur 5 bassins versants principaux (Gouëssant, Ic, Islet/Flora, Gouët et Urne). Les qualités physico-chimiques et écologiques des cours d'eau sont cependant moyennes, tout comme la qualité des eaux de baignade. Le territoire est couvert par des outils de gestion tels que le SAGE de la Baie de Saint-Brieuc, des programmes d'actions pour la gestion de l'eau sur tout le territoire...

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Gérer de manière intégrée la ressource en eau (implication de tous les acteurs concernés)
- Diminuer les consommations individuelles
- Maintenir des ressources diversifiées et la qualité des eaux littorales et continentales
- Réduire les apports en nitrates, pesticides et azote
- Réduire le phénomène de marée verte
- Informer et sensibiliser les acteurs (agriculteurs, industriels, consommateurs)

#### e. Les choix énergétiques

La quantité d'énergie consommée sur le territoire s'élève à 4873 GWh/an, répartis principalement entre le bâtiment (52%), les transports (28%) et l'industrie (15%). Les émissions de gaz à effets de serre (GES) représentent quant à elles 1404 milliers de teq CO2 (tonnes équivalent CO2) dont 32% proviennent de l'agriculture, 30% du bâtiment, 26% des transports et 9% de l'industrie.

La production d'énergies renouvelables représente environ 5% des consommations.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Diminuer l'impact énergétique des transports en diminuant les distances de déplacement, en développant les modes de transports en commun ou mutualisés (covoiturage), en favorisant les modes doux. Ces changements nécessitent la densification de l'urbanisation autour des pôles existants.
- Réhabiliter les bâtiments existants, accompagner la production de bâtiments neufs pour assurer leur performance et permettre un déploiement des énergies renouvelables, limiter le développement de l'usage de l'électricité en particulier pour le chauffage.
- Tenir compte des risques d'évolution des zones submersibles à long terme, de la réduction des ressources futures en eau dans la définition des zones d'aménagement et des principes d'aménagement.

#### f. La gestion des déchets

La quantité moyenne de production d'ordures ménagères brutes en Côtes d'Armor est relativement haute avec 415 kg/hab/an en 2007. Ce chiffre est cependant en légère baisse puisqu'il s'élevait à 361 kg/hab d'ordures ménagères en 2009. En ce qui concerne les déchets recyclables, la collecte se fait en apport volontaire (60%), en porte à porte (26%) ou en mixte (14%). Les déchets industriels banals (DIB) suivent les filières de traitement des collectivités.

A l'échelle du Pays de Saint-Brieuc, quatre syndicats mixtes interviennent pour le traitement des déchets.

L'agglomération de Saint-Brieuc s'est vue attribuer par l'ADEME il y a trois ans le label Qualitri et en 2011, le label Qualiplus reconnaissant les efforts de la collectivité en matière de traitement des déchets.

On dénombre sur le territoire : un centre de tri GENERIS à Ploufragan ; une usine de tri-compostage à Ploufragan et une à Lantic ; 16 déchetteries + 4 hors Pays ; un centre

technique d'enfouissement des déchets de classe II à Lantic et un à Ruca (hors Pays) et une usine d'incinération des ordures ménagères avec récupération d'énergie à Planguenoual.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Diminuer la quantité annuelle de déchets ménagers assimilés à traiter (d'environ 40 tonnes à horizon 2015 selon le PDEDMA de 2008)
- Prévenir et réduire la quantité et la nocivité des déchets produits
- Limiter le transport des déchets
- Sensibiliser la population.

### **g. Les risques et nuisances**

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est soumis à divers risques naturels ou technologiques : risques d'inondation et de submersion marine, de tempête (sur tout le territoire), d'érosion (sur la côte), de mouvement de terrain, de feu de forêt...

En ce qui concerne les risques technologiques, il existe une zone SEVESO (dépôt pétrolier), de nombreuses ICPE (élevages agricoles en particulier, stockage), des risques liés au transport des matières dangereuses, aux ruptures de barrage, aux marées noires...

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Prendre en compte les risques d'inondation même en cas d'enjeu faible
- Prendre en compte les risques de submersion marine
- Prendre en compte le caractère vulnérable de la côte face aux rejets maritimes (dégazage, déchets...).

## **IV.3. Articulation du schéma avec les plans et programmes**

Selon l'article R122-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation « décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L. 122-1-12 et L. 122-1-13 et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ».

### **Documents avec lesquels le SCoT doit être compatible**

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE Loire Bretagne)
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) : Baie de Saint-Brieuc / Vilaine / Argoar, Trégor, Goëlo / Blavet / Arguenon, Baie de la Fresnaye.
- Plan de Prévention des Risques Littoraux d'Inondation (PPRli) de la Baie de Saint-Brieuc
- Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du Guessant

### **Documents que le SCoT doit prendre en compte**

- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bretagne
- Le Schéma de mise en valeur de la mer de la Baie de Saint-Brieuc
- Les Plans Climat Energie Territoriaux (Saint-Brieuc Agglo + Côtes d'Armor)
- Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)
- Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux
- Le Plan Régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD)
- Le Schéma Départemental des Carrières



- La Charte du Pays de Saint-Brieuc
- Programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates
- La Directive Régionale d'Aménagement (DRA) et le Schéma Régional d'Aménagement (SRA) des Forêts Domaniales - Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées (SRGS)
- Les DOCOB des zones Natura 2000.

Les justifications de compatibilité et de prise en compte sont décrites dans la partie II (2 et 3)  
« Articulations du SCoT avec les plans et programmes ».

#### IV.4. Explications des choix retenus pour établir le PADD et le DOO

##### La réalisation de 3 scénarios de développement

Afin de construire un projet adapté aux réalités du Pays de Saint-Brieuc, trois scénarios reposant sur des approches diverses ont été étudiés, en vue de l'élaboration d'un scénario partagé par tous.

- Le scénario « fil de l'eau »
- Le scénario « polarisation urbaine »
- Le scénario « ruralité moderne »

L'utilisation de l'outil GES SCoT, sur la base d'un pré-projet a ensuite permis d'identifier les leviers d'action principaux pour agir sur la diminution des émissions de GES et d'approfondir le scénario retenu.

##### Justification des choix retenus pour établir le PADD et le DOO

Le PADD et le DOO du SCoT du Pays de Saint-Brieuc proviennent du croisement des orientations des 3 scénarios de développement. Sur la base de réflexions entre élus, le PADD et le DOO visent à conjuguer l'attractivité du territoire et l'accueil de population nouvelle avec la préservation des espaces, du cadre de vie et des paysages qui font la richesse et l'identité du Pays de Saint-Brieuc :

- conforter l'organisation multipolaire du Pays et de renforcer le poids des pôles en y recentrant le développement,
- accueillir de la population, promouvoir la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que l'attractivité du territoire pour les jeunes,
- créer les conditions d'un développement économique valorisant les ressources du territoire,
- développer un parc de logement diversifié et socialement accessible et à améliorer le parc existant,
- réduire la part modale de la voiture dans les déplacements et augmenter la part des modes de transports alternatifs,
- soutenir le rôle des pôles dans l'accueil des services et des équipements structurants,
- modérer la consommation d'espace,
- appliquer la loi littorale,
- préserver les richesses écologiques du territoire,
- respecter l'identité paysagère du territoire,
- promouvoir une exploitation durable des ressources en maîtrisant l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques,
- promouvoir une exploitation durable des ressources en limitant les besoins en énergie et les émissions de gaz à effets de serre,
- limiter la vulnérabilité du territoire face aux risques et aux nuisances,

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables retenu est ainsi un projet de territoire équilibré reposant sur :

- Un développement démographique et la garantie d'un qualité de vie aux 225.000 habitant prévus en 2030 ;
- Un développement économique valorisant les ressources du territoire ;
- Le respect des équilibres environnementaux du territoire ;
- La mise en place d'outils et d'une gouvernance garantissant la mise en œuvre des orientations et des objectifs.

## IV.5. Evaluation environnementale

### Analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du SCoT

L'évaluation environnementale du SCoT a permis de mettre en avant des incidences positives mais également des incidences négatives du projet. Ces dernières ne pouvant être évitées, des mesures de réductions ont été intégrée au PADD et au DOO. Les paragraphes suivants récapitulent ces informations.

#### Milieux naturels & Biodiversité

Le projet de SCoT vise à la préservation des richesses naturelles du territoire notamment par l'élaboration de la trame verte et bleue. La préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien des continuités écologiques permettent de limiter l'impact de l'urbanisation et de la fragmentation des habitats.

#### Paysage & Patrimoine

Afin de préserver et valoriser l'identité paysagère et patrimoniale du territoire, le SCoT prévoit le maintien des coupures paysagères identifiées et la prise en compte accrue du paysage et du patrimoine dans les documents d'urbanisme et au sein des projets urbains.

#### Ressource en eau

La gestion de l'eau représente un enjeu fort sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc, et particulièrement en matière d'assainissement. Afin d'y répondre, le projet de SCoT vise à une gestion anticipée des choix d'urbanisme (proximité des réseaux, mise en adéquation avec les capacités épuratoires du secteur, ...) et participe à l'amélioration de la qualité de l'eau par la limitation de l'imperméabilisation des sols et la protection des zones humides.

#### Energie

Dans un souci de réduction de la consommation d'énergies et de développement des énergies renouvelables, le projet de SCoT favorise les aménagements en lien avec les modes de déplacements doux ou les transports en commun, et incite à la production de bâtiments énergétiquement performants (création ou rénovation du parc existant).

#### Risques naturels et technologiques

Dans le but de sécuriser les personnes, les biens et l'environnement face aux risques, des mesures d'anticipation à la source et lors des choix d'aménagement sont prises dans le SCoT. Cette démarche s'accompagne de mesures de sensibilisation et d'information sur les risques à l'attention de la population et des acteurs locaux.

### Nuisances sonores

Tout comme pour les risques, le SCoT rappelle l'importance de la prise en compte des nuisances sonores dans les documents d'urbanisme ou dès la conception des projets. Les mesures compensatoires ne devront être mises en place qu'en dernier recours.

### Gestion des déchets

Dans un objectif de réduction et de valorisation des déchets, le SCoT du Pays de Saint-Brieuc encourage les actions en faveur de la réduction des ordures. De même, le SCoT souhaite une prise en compte précoce de la thématique au sein des projets.

### **Incidences sur les sites susceptibles d'être touchés**

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc est concerné par plusieurs projets d'envergure : projet de parc éolien off-shore, réaménagement du port du Légué, aménagement du PEM à Saint-Brieuc, développement du transport Est-Ouest entre Saint-Brieuc et Ploufragan et création d'un collège. L'état d'avancement de certains projets ne permet pas d'évaluer précisément leurs incidences sur l'environnement. Ces projets s'inscrivent globalement dans le cadre de la politique d'aménagement promue par le SCoT mais chacun d'entre eux devra faire l'objet d'une étude d'impact spécifique.

La localisation des ZACOM du Document d'Aménagement Commercial a également été analysée. Seuls 3 sites présentent une sensibilité environnementale particulière (ZNIEFF) dont il conviendra de prendre en compte lors de la mise en œuvre des projets.

### **Incidences sur les sites Natura 2000**

Le territoire du SCoT du Pays de Saint-Brieuc présente 6 sites Natura 2000 donc 4 concernent le domaine marin. L'évaluation des incidences conduit à l'absence d'impact sur ces sites.

En effet, le projet de SCoT affiche sa volonté de préservation de ces espaces naturels remarquables par :

- La réduction de la consommation d'espace : renforcement des pôles urbains, priorité au renouvellement urbain
- L'identification de ces espaces au sein de la trame verte et bleue, en évitant une isolation des sites : prise en compte forte au travers des documents d'urbanisme.

### **Indicateurs de suivi de la mise en œuvre du SCoT**

Afin d'évaluer l'effet du SCoT en matière environnementale, de transports ou encore de consommation d'espace, le SCoT retient 45 indicateurs, répartis en 12 thèmes (partie VI de l'évaluation environnementale (tome 4 du rapport de présentation)).

## V. GLOSSAIRE

ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie	TVB	Trame verte et Bleue
AVAP	Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine	ZAE	Zones d'Activités Economiques
CA	Communauté d'Agglomération	ZPPAUP	Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager
CC – C.d.C.	Communauté(s) de communes		
CERTU	Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques		
DIB	Déchets Industriels Banals		
DOCOB	Document d'Objectifs		
DOO	Document d'Orientatation et d'Objectifs		
DRA	Directive Régionale d'Aménagement		
EIE	Etat Initial de l'Environnement		
EnR	Energies Renouvelables		
EPCI	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale)		
GES	Gaz à Effet de Serre		
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement		
PAE	Parcs d'Activités Economiques		
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables		
PAGD	Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques		
PCET	Plan Climat Energie Territorial		
PDEDMA	Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés		
PDU	Plan de Déplacements Urbains		
PLH	Programme Local de l'Habitat		
PLU	Plan Local d'Urbanisme		
PPA	Personnes Publiques Associées		
PPRli	Plan de Prévention des Risques Littoraux d'Inondation		
PPRi	Plan de Prévention des Risques d'Inondation		
PREDD	Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux		
PREDIS	Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux		
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux		
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux		
SDC	Schéma Départemental des Carrières		
SRA	Schéma Régional d'Aménagement		
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Ecologique		
SRDAM	Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine		
SRGS	Schéma Régional de Gestion Sylvicole		
SRU	Solidarité et Renouvellement Urbains		
STEP	Stations d'Epuration		
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen		
TCSP	Transports en Commun en Site Propre		



Pour en savoir plus :



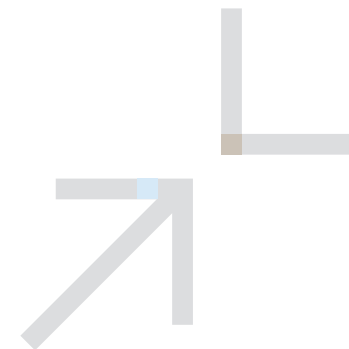
## Pour nous contacter :

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural  
du Pays de Saint-Brieuc

Centre HEMERA • CS 40532  
8 rue des Champs de Pies  
22035 SAINT BRIEUC  
Tél. • 02.96.58.08.08  
@ • [contact@pays-de-saintbrieuc.org](mailto:contact@pays-de-saintbrieuc.org)  
[www.pays-de-saintbrieuc.org](http://www.pays-de-saintbrieuc.org)



# Rapport de présentation



**SCOT**

Document approuvé  
par Le Comité Syndical  
du Pays de Saint-Brieuc  
le 27 février 2015  
et rendu exécutoire





# Sommaire

## 1 / POSITIONNEMENT ET STRUCTURATION DU TERRITOIRE

5

I.I - Un positionnement stratégique du Pays en Bretagne.....	5
1. Un territoire structuré en 7 intercommunalités .....	5
2. Un carrefour majeur au sein de la Bretagne .....	8
3. Un pays fortement tourné vers l'agriculture contrainte à évoluer .....	8
4. Un cadre de vie et des atouts à valoriser davantage .....	9
I.II - Des entités paysagères contrastées.....	9
1. Les paysages urbains .....	9
2. Les paysages ruraux .....	9
3. Les paysages maritimes .....	9
I.III - Le Pays de Saint-Brieuc, un espace multipolaire .....	11
1. Un Pays caractérisé par sa multipolarité .....	11
2. Une extension de l'aire urbaine de Saint-Brieuc qui dépasse les limites du pays .....	14

## 2 / CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

16

II.I - Une croissance démographique soutenue .....	16
1. Une population qui augmente fortement.....	16
2. Un solde naturel positif mais sur le déclin .....	18
3. Un développement lié à un solde migratoire important .....	18
4. Profil des nouveaux arrivants.....	19
II.II - Un Pays jeune malgré le vieillissement de la population .....	21
1. Un quart de la population du Pays a moins de 20 ans .....	21
2. Un indice de jeunesse en baisse et contrasté .....	21
3. Un vieillissement de la population principalement sur le littoral et en secteur rural .....	23
II.III - Des ménages dont la structure évolue.....	24
1. Le desserrement des ménages .....	24
2. Les ménages d'une ou deux personnes en augmentation .....	24
3. Un profil socioprofessionnel majoritairement composé d'ouvriers et d'employés.....	24

## 3 / L'HABITAT

26

III.I - Le parc de logements .....	26
1. Evolution du parc de logements depuis 1968 .....	26
2. Structure du parc de logements .....	26
3. Un parc de logements déséquilibré en faveur de la maison individuelle .....	28
4. Un parc de logements énérgivore .....	29
III.II - La construction neuve .....	29
1. Un rythme de construction soutenu .....	29
2. Une prédominance des logements individuels : .....	30
3. Des disparités fortes en taille et prix de lots (source : ADIL 22) .....	30

## 4 / DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

33

IV.I - Un tissu économique diversifié .....	33
1. Une progression de l'offre et de la demande d'emploi dans les pôles urbains .....	33
2. Une structure de l'emploi équilibrée spécialisée selon les intercommunalités .....	36
3. Une offre foncière et immobilière importante pour l'accueil d'activités économiques : .....	38
IV.II - L'agriculture, une activité structurante confrontée à de nouveaux enjeux .....	40
1. Une production à dominante animale .....	40
2. Une baisse de la SAU totale et une hausse de la SAU moyenne par exploitation : .....	40
3. Des difficultés dans le remplacement et le renouvellement des générations : .....	41
4. Un impact économique important .....	41
IV.III - Industrie et Agroalimentaire .....	43
1. Une tradition ancienne mais un tissu industriel fragilisé .....	43
2. L'agroalimentaire : la base de l'emploi local .....	44
IV.IV - Equipement commercial .....	45
1. Un maillage commercial relativement solide .....	45
2. L'offre commerciale traditionnelle présente .....	46
3. Une forte densité en Grandes Moyennes Surfaces (GMS) : .....	48

# Sommaire

IV.V - Une économie littorale qui tend à se développer .....	50
1. Le nautisme et la plaisance bien présents sur la côte ouest .....	50
2. La pêche et la conchyliculture : des ressources de plus en plus exploitées .....	50

IV.VI - Une image territoriale de qualité permettant le développement des activités touristiques .....	52
1. Un tourisme tourné vers la mer et une clientèle majoritairement française .....	52
2. Des pratiques et une lisibilité touristiques .....	53

## 5 / CONSOMMATION D'ESPACE 56

V.I - Un sol fortement artificialisé pour un étalement urbain contrasté : .....	56
1. La consommation d'espace liée à l'habitat .....	56
2. L'étalement urbain et ses multiples formes .....	57
3. La consommation d'espace liée aux activités économiques .....	59
4. La consommation d'espace globale .....	59
5. Les réserves foncières (zones AU) dans les PLU .....	61

## 6 / EQUIPEMENTS ET SERVICES 62

VI.I - Un pays polarisé avec Saint-Brieuc et Lamballe comme pôles d'équipements supérieurs .....	62
--	----

VI.II - L'offre de formation .....	64
1. La formation du primaire et du secondaire .....	64
2. L'enseignement supérieur et la recherche .....	65

VI.III - Des équipements culturels et de loisirs .....	65
1. Une offre culturelle dense .....	65
2. Des activités de loisirs variées, qui protègent du lien avec le littoral : .....	66

VI.IV - Les équipements et services de santé .....	67
1. Des équipements de santé en nombre satisfaisant .....	67
2. L'accès aux soins .....	67

VI.V - L'aménagement numérique : une intervention publique plus que jamais nécessaire pour le développement des territoires et leur attractivité .....	69
--	----

## 7 / MOBILITÉS ET PRATIQUES DE DÉPLACEMENT 71

VII.I - Une utilisation massive du véhicule individuel .....	71
1. Une profonde ance de la route et un allongement des distances : .....	71
2. Un réseau routier saturé autour des pôles urbains .....	74
3. Un bilan GES peu satisfaisant .....	75

VII.II - Un réseau de transports collectifs à encourager, mais qui ne bénéficie pas d'un contexte favorable .....	76
1. Un territoire peu propice à l'usage des transports collectifs .....	76
2. Une offre en mobilité mal adaptée aux déplacements quotidiens .....	76
5. Des projets d'envergure (sur la ville-centre) pour inciter à l'usage des transports collectifs .....	77

VII.III - Des déplacements doux à valoriser .....	78
1. Des politiques mises en place .....	78
2. Un réseau qui se structure .....	78

VII.IV - D'autres modes de transport terrestre et maritime disponibles .....	79
1. Un réseau ferroviaire en mal amorçage .....	79
2. Le Port du Languedoc - Projet du Grand Languedoc .....	80
3. L'aéroport de Saint-Brieuc, une plateforme de transports délaissée .....	80
4. Un large éventail de transports de marchandises .....	81

## 8 / GLOSSAIRE 83

## I. POSITIONNEMENT ET STRUCTURATION DU TERRITOIRE

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc rassemble 7 EPCI, soit 6 Communautés de Communes et 1 Communauté d'Agglomération. Au total, il comprend 64 communes.

Ces dernières ont des caractéristiques variées, au regard de la diversité des paysages présents sur le territoire, aussi bien urbains, littoraux que ruraux. Ce cadre de vie remarquable constitue une richesse pour le Pays et participe grandement à son attractivité.

Situé en Bretagne, le Pays de Saint-Brieuc est stratégiquement placé à la confluence de plusieurs grands axes routiers. L'agriculture est l'activité dominante, celle-ci connaît néanmoins aujourd'hui de profondes mutations.

La ville de Saint-Brieuc constitue le pôle central de ce territoire. Cependant, le Pays est caractérisé par sa multipolarité. Son territoire évolue, au point de voir son aire urbaine s'étendre largement vers l'Ouest ces dernières années, au contact de Guingamp.

### I.1. Un positionnement stratégique du Pays en Bretagne

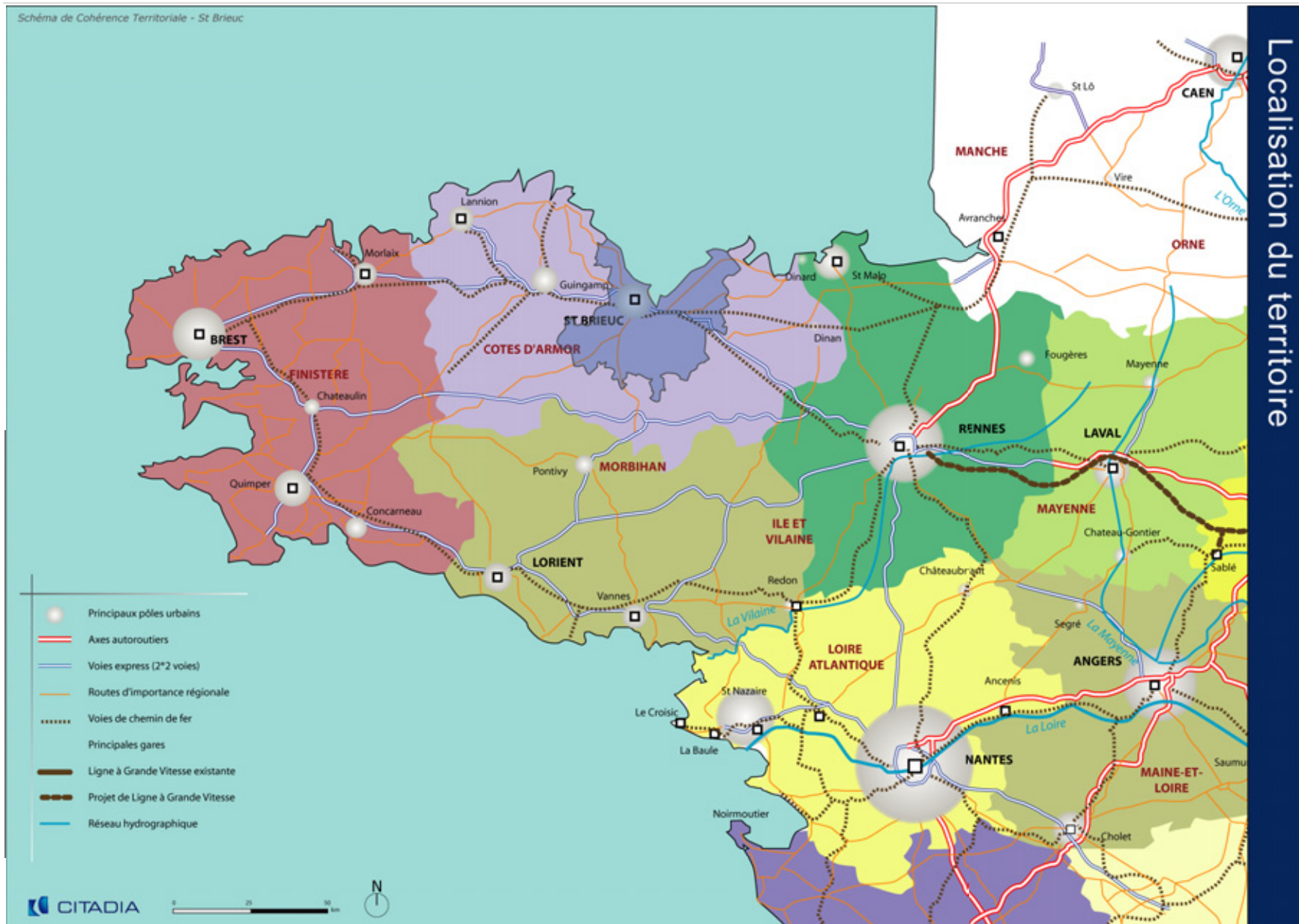
#### 1. Un territoire structuré en 7 intercommunalités :

Le Pays de Saint-Brieuc est organisé en Syndicat Mixte fermé conformément à l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012 portant statuts, modifié par arrêté du 26 juillet 2012. Son territoire comporte 64 communes, elles-mêmes regroupées en 7 EPCI : 1 communauté d'agglomération (Saint-Brieuc) et 6 communautés de communes (Cdc).

Saint-Brieuc Agglomération (SBA)	
Date de création	29 octobre 1999
Nombre de communes	14 communes
Population (INSEE 2008)	112 572 habitants
Densité	445,7 hab/km <sup>2</sup>
Lamballe Communauté	
Date de création	1er janvier 2001
Nombre de communes	17 communes
Population (INSEE 2008)	26 038 habitants
Densité	93,6 hab/km <sup>2</sup>
Cdc de la Côte de Penthièvre	
Date de création	15 décembre 1999
Nombre de communes	6 communes
Population (INSEE 2008)	13 654 habitants
Densité	97,9 hab/km <sup>2</sup>

<b>Cdc du Pays de Moncontour</b>	
Date de création	30 décembre 1993
Nombre de communes	7 communes
Population (INSEE 2008)	11 149 habitants
Densité	69,8 hab/km <sup>2</sup>
<b>Centre Armor Puissance 4</b>	
Date de création	24 décembre 1992
Nombre de communes	4 communes
Population (INSEE 2008)	7971 habitants
Densité	67 hab/km <sup>2</sup>
<b>Cdc du Sud Goëlo</b>	
Date de création	7 mai 2001
Nombre de communes	6 communes
Population (INSEE 2008)	13 719 habitants
Densité	232,9 hab/km <sup>2</sup>

<b>Quintin Communauté</b>	
Date de création	24 décembre 1992
Nombre de communes	10 communes
Population (INSEE 2008)	10 578 habitants
Densité	67,1 hab/km <sup>2</sup>



## 2. Un carrefour majeur au sein de la Bretagne :

Le Pays de Saint-Brieuc est un territoire relativement excentré. Néanmoins son positionnement géographique lui confère d'importants atouts pour son développement aussi bien démographique qu'économique au sein de la Bretagne. Le territoire se trouve en effet sur l'axe de communication de Nord-Bretagne à mi-chemin entre Brest et Rennes, les deux principaux pôles urbains de la région bretonne. Il se situe également au départ de la liaison Nord-Sud (dite 'Triskell'), qui traverse toute la péninsule bretonne et dessert les villes de Lorient et Vannes, en passant par les régions de Loudéac et de Pontivy. L'agglomération de Saint-Brieuc, autour de laquelle s'organise le Pays, se révèle être le quatrième centre urbain régional de par ses fonctions et services.

Sa situation le long du littoral breton est un atout supplémentaire pour son développement, l'attrait du cadre de vie étant aujourd'hui très recherché par les populations mais également par les entreprises. La proximité des flux maritimes de la Manche permet également au Pays de se positionner comme un territoire maritime stratégique.

La proximité immédiate de la Manche peut néanmoins impliquer des risques pour la baie et le Pays doit donc anticiper et minimiser leurs conséquences potentielles.

De plus, le territoire est desservi par :

- Deux gares TGV (Saint-Brieuc et Lamballe)
- Cinq ports : Erquy (pêche), Pléneuf-Val-André – Dahouët (pêche et plaisance), Binic (plaisance), Saint-Quay-Portrieux (pêche et plaisance), Saint-Brieuc-le-Légué (commerce, pêche, plaisance)
- Un aéroport (Tréguier).

Cette diversité d'infrastructures, et donc de moyens de desserte du territoire, laisse à penser que la mobilité des populations et des marchandises est assurée.

Par ailleurs, Le Pays de Saint Brieuc offre un environnement maritime et portuaire permettant d'accueillir à Saint-Quay Portrieux la structure de maintenance du parc éolien en mer géré par le consortium Ailes Marines.

## 3. Un pays fortement tourné vers l'agriculture contrainte à évoluer :

A l'image de la Région Bretagne, première région agroalimentaire nationale, le Pays de Saint-Brieuc est caractérisé par son agriculture. En effet, la surface du territoire est occupée à plus de 60% par les terres agricoles. La palette de production est large et recouvre aussi bien la viande bovine, le porc, la volaille que le lait et les légumes. Le système de production est majoritairement intensif.

Cependant, l'agriculture connaît aujourd'hui de profondes mutations qui suscitent de nombreuses interrogations. En effet, le nombre d'exploitants agricoles diminue constamment depuis plusieurs décennies (phénomène de concentration).

Le monde agricole a subi plusieurs crises économiques (lait, porc, volailles...). Le revenu des exploitants stagne. Cependant, ils sont contraints de respecter diverses normes européennes, nécessitant des investissements lourds et pesant sur la rentabilité des exploitations

Le mode de production agricole a été accusé en partie de contribuer à la détérioration de la qualité de l'eau en Bretagne. Désormais, des actions de protection sont mises en place, notamment dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) - Baie de Saint Brieuc, afin de reconquérir la qualité des eaux. Le plan préventif de lutte contre les algues vertes a été adopté en 2011 en Baie de Saint-Brieuc.

De nouvelles attentes de la société se manifestent envers le monde agricole : l'agriculture se doit de participer au cadre de vie en proposant une diversité de biens et de services, en s'intégrant harmonieusement au paysage ou encore en assurant une diversité et une qualité du milieu naturel.

L'agriculture a pour défi aujourd'hui d'être économiquement viable, socialement juste et de ménager l'environnement.

#### 4. Un cadre de vie et des atouts à valoriser davantage :

A l'image de la Bretagne, le Pays de Saint-Brieuc est doté d'un cadre de vie et de paysages remarquables, notamment grâce à son littoral et son arrière-pays. La côte a été préservée d'un bétonnage massif, lui conférant une attractivité non démentie par la forte fréquentation de touristes. La Baie de Saint-Brieuc offre un paysage unique du fait de l'ampleur de ses marnages. Le cadre de vie plaisant et le reflet d'une image positive constituent un facteur d'attractivité, tant vis-à-vis des entreprises que des populations.

Cependant, certains espaces de transition entre la ville et la mer, les entrées de ville, les zones d'activités le long des routes principales (RN12, RD700, RD786) bénéficient d'un traitement paysager, architectural et urbanistique relativement faible, nuisant à la qualité du paysage environnant.

##### I.2. Des entités paysagères contrastées

Les paysages du Pays de Saint-Brieuc sont très différenciés avec des paysages urbains, y compris littoraux, au nord et des paysages beaucoup plus ruraux au sud.

#### 1. Les paysages urbains :

Les paysages urbains sont atypiques et propres au Pays de Saint Brieuc, à l'image de ceux existants au sein de l'agglomération briochine. L'agglomération est marquée par ses vallées (de Gouédic et du Gouët) qui ont conditionné le développement urbain de la ville. Des infrastructures ont permis de s'adapter à cette difficulté, telles que les viaducs (d'Armor, de Toupin), et participent à son identité.

L'espace est fortement urbanisé avec d'importantes zones d'activités et commerciales (notamment en entrée de ville et le long des axes routiers structurants) ainsi que des équipements majeurs (gare, centre hospitalier...).

#### 2. Les paysages ruraux :

La moitié Sud du Pays de Saint-Brieuc est davantage rurale avec une prédominance forte du secteur primaire (agriculture alliant polyculture et élevage en pays de bocage) et accueille un habitat plutôt dispersé, avec des fermes regroupées en hameaux. Dans l'ensemble, trois entités de paysages ruraux se distinguent :

- Les forêts et boisements d'envergure : ces paysages, peu accessibles au public du fait de leur caractère souvent privé, tendent à diminuer.
- Les paysages agricoles bocagers : caractérisés par le relief accidenté et vallonné du Pays. Ils se présentent sous forme de petits champs et de haies / talus denses.
- Les paysages agricoles ouverts : ils sont constitués de terrains plats souvent dépourvus de haies et de talus et se multiplient sur le territoire du Pays.

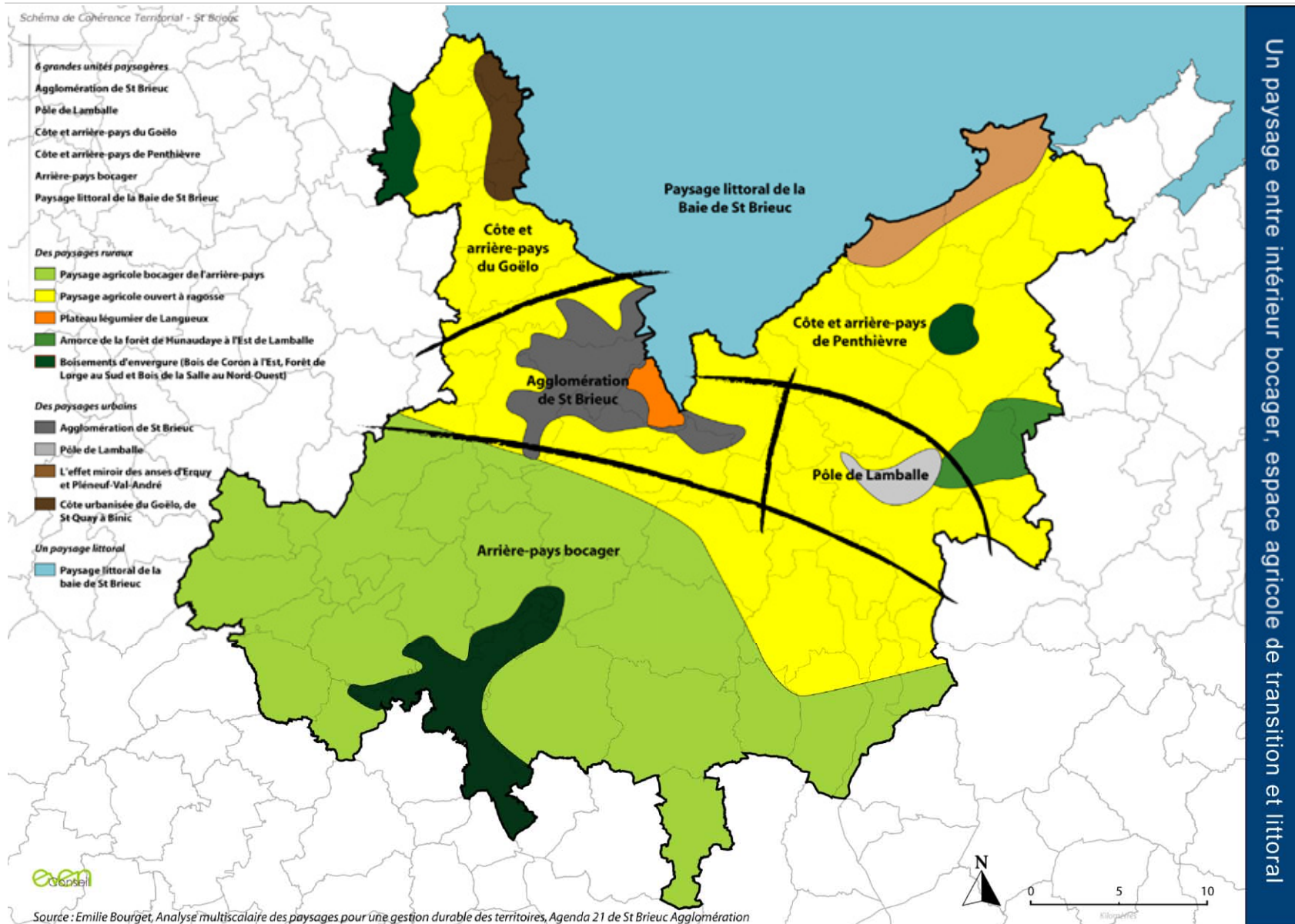
#### 3. Les paysages maritimes :

La façade littorale du Pays Briochin, constituée de 60 kilomètres de côte, est l'atout majeur du territoire de par son fort potentiel et l'image attractive qu'elle renvoie. La Baie offre une alternance de petites falaises, de zones de landes et de côtes sableuses. Elle est également fortement anthropisée de par ses différents ports de pêche et de plaisance (Erquy, Binic, Dahouët, Saint-Quay-Portrieux) et stations balnéaires (Pléneuf-Val-André, Étables-sur-Mer, Erquy). Le fond de la Baie accueille l'agglomération de Saint-Brieuc et le port du Légué. La Baie constitue l'élément identifiant du Pays, dont chaque commune se trouve positionnée à moins de 25 km. Quinze communes sur les 64 partagent ce littoral, dont 5 font partie du territoire de l'agglomération briochine.

Trois types de paysages caractérisent ce littoral :

- Le « grand large » : paysage dominé par l'eau et pratiqué par les bateaux. Ce périmètre n'est pas limité, en l'absence de périmètre maritime du SCoT.
- Les paysages de l'estran : ils sont sous l'influence des marées et sont caractérisés par de vastes étendues de sable. Ils possèdent des écosystèmes particulièrement riches et variés.
- Les paysages des caps et de la côte rocheuse : ils sont constitués de petites criques de sable et se caractérisent par la présence de nombreux oiseaux et plantes accolées au granit.







### I.3. Le Pays de Saint-Brieuc, un espace multipolaire :

#### 1. Un Pays caractérisé par sa multipolarité :

Le Pays de Saint-Brieuc est nettement caractérisé par sa multipolarité. Ce dernier peut se scinder en deux secteurs géographiques : au nord les pôles urbains et littoraux, et au sud les pôles ruraux, correspondant aux bourgs structurants.

Trois types de pôles peuvent être distingués sur le Pays :

##### Les pôles urbains :

Le Pays de Saint-Brieuc est nettement dominé par deux pôles structurants : un pôle principal qu'est la ville de Saint-Brieuc avec quelques communes satellites et un pôle secondaire : Lamballe.

##### > **Pôle aggloméré de Saint-Brieuc (Saint-Brieuc / Plérin / Ploufragan / Tréguen / Languen / Yffiniac) et les communes associées de Plédran, Hillion et Pordic :**

Le Pays de Saint-Brieuc est clairement structuré autour du pôle aggloméré de Saint-Brieuc, pôle identitaire du territoire.

Le territoire est marqué par ses vallées boisées, et son contact avec le littoral et la Baie grâce au port du Légué. Il est marqué par des infrastructures importantes (viaduc...) et un patrimoine conséquent ainsi que des sites inscrits dans le centre ancien de Saint-Brieuc. Les villes à l'ouest de Saint-Brieuc tendent progressivement à être intégrées dans le pôle aggloméré.

Le poids démographique **du pôle aggloméré** est conséquent puisqu'il comprend 89 646 habitants en 2008, soit 46% de la population du Pays. On compte également 46 246 logements en 2008, soit 44% du parc de logements du territoire. La construction est d'ailleurs en forte augmentation ces dernières années, avec 672 logements produits en moyenne, par an, entre 1999 et 2008. Ceux-ci sont majoritairement destinés à être des résidences principales puisqu'on recense seulement 3% de résidences secondaires.

Le pôle bénéficie d'une bonne accessibilité et desserte grâce à ses multiples infrastructures de transports :

- TGV et TER ;
- Réseau routier régional composé de la RN12, RD700 et RD 786 ;
- Rocade de déplacements briochine RD 222
- Réseau de bus : TIBUS (à l'échelle du département, 9 lignes), TUB (Transports Urbains Briochins), le projet TEO (Transport Est-Ouest) à venir en 2014, et un service de Transport à la Demande (TAD) ;
- Port (pêche, commerce et plaisance) ;
- Aéroport (même si celui-ci est actuellement très peu fréquenté – pas de ligne aérienne régulière).

Le pôle possède par ailleurs une diversité de services et équipements mixtes et structurants et est caractérisé comme pôle d'équipement de gammes supérieures et intermédiaires. Il regroupe également une forte proportion d'emplois, avec un indice de concentration<sup>1</sup> de l'emploi de 130% : 175% à Saint-Brieuc, 144% à Yffiniac et 137% à Ploufragan en 2008.

##### > **Pôle de Lamballe (ville de Lamballe) :**

Le pôle urbain de Lamballe, composé exclusivement de la ville du même nom, représente le pôle complémentaire de l'agglomération briochine. Situé à 20 km à l'est de Saint-Brieuc, il se positionne en entrée Est du territoire du SCoT. Il bénéficie d'une très bonne desserte grâce aux lignes TIBUS, à la gare SNCF, complétée par un service de Transport à la Demande (TAD) « Distribus », et au réseau routier (la RN 12 et la RD 768 vers Plancoët).

La population de Lamballe est de 11 705 habitants en 2008, soit 6% des habitants du territoire du Pays de Saint-Brieuc.

On dénombre 5 868 logements en 2008 soit 5,6% du parc de logements du territoire. Entre 1999 et 2008, 149 logements ont été construits par an en moyenne.

Ce pôle structurant est caractérisé par un bon dynamisme économique (davantage spécialisé dans les activités agroalimentaires), avec un statut de pôle d'équipement de gamme supérieure, et possède un indice de concentration de l'emploi de 187%. De nombreuses zones d'activités se sont développées le long de la RN12 et au nord de la commune.

<sup>1</sup> Le rapport entre le nombre d'emplois offerts sur un territoire donné et les actifs ayant un emploi qui résident dans ce même territoire permet d'établir un Indicateur de Concentration d'Emploi. Cet indicateur permet de définir le niveau de polarité que joue ce territoire par rapport à son bassin de vie.

**Les pôles littoraux :****> Pôle littoral Ouest (Binic/Etables-sur-Mer/Saint-Quay-Portrieux) :**

Ce pôle Ouest est formé en continuité urbaine le long du littoral sur la côte de Goëlo, relativement proche de l'agglomération. Il accueille une population de 9 584 habitants soit près de 5% de la population du Pays de Saint Brieuc.

Le territoire bénéficie d'une bonne desserte en transports :

- RD 786 ;
- Ligne TIBUS ;
- Ports de Saint-Quay-Portrieux et de Binic.

L'économie est principalement résidentielle et fortement liée au tourisme. Cet espace comporte des pôles d'équipements de gamme intermédiaire, et des zones d'activités développées le long de la RD 786. L'indice de concentration de l'emploi est de 89%.

On compte 8 418 logements en 2008, soit 8% du parc de logements du territoire. Dans ce pôle, 133 logements ont été construits, en moyenne, par an entre 1999 et 2008.

**> Pôle littoral Est (Erquy / Pléneuf-Val-André) :**

Situé sur la Côte de Penthièvre, ce pôle est composé des villes d'Erquy et de Pléneuf-Val-André. La population atteint 7 732 habitants en 2008, soit 4% de la population du Pays de Saint-Brieuc et comptabilise 9 127 logements en 2008, soit 8,7% du parc de logements du territoire. 148 logements ont été produits, en moyenne, par an entre 1999 et 2008. Le parc compte une forte proportion de résidences secondaires (54%).

L'indice de concentration de l'emploi s'élève à 106%, et le territoire est considéré comme pôle d'équipement de gamme intermédiaire.

Ce pôle est moins bien desservi contrairement au pôle littoral Ouest, avec une ligne TIBUS le reliant à Saint-Brieuc et à Lamballe, un réseau routier composé de la RD 786 et de la RD 791 (Pléneuf Val André – Lamballe) et les ports d'ERQUY et PLENEUF-VAL-ANDRE (Dahouët).

**Les pôles ruraux :****> Pôles ruraux Sud-Ouest (Quintin / Saint-Brandan / Plaintel / Plœuc-sur-Lié) :**

Ce pôle rural, au paysage principalement bocager, est situé à environ 15 km de la ville de Saint-Brieuc. Il est desservi par :

- Deux lignes de TIBUS (Saint-Brieuc - Plœuc-sur-Lié et Saint-Brieuc – Rostrenen) ;
- Un réseau routier composé de la RD700 de Saint-Brieuc à Malakoff puis de la RD790 de Malakoff à Quintin ;
- Une gare de marchandises proche, située à Plaintel, et la gare de Quintin ;
- Une desserte TER par bus à Plaintel et à l'Hermitage-Longe ;
- Le réseau de transport à la demande « Trans'com des 3 Monts ».

Sa population dénombre 12 175 habitants en 2008, soit 6% de la population du Pays de Saint-Brieuc. Seuls 84 logements, en moyenne, par an ont été construits entre 1999 et 2008, et son parc ne compte qu'une très faible proportion de résidences secondaires (5,7%).

Le pôle connaît un indice de concentration de l'emploi de 98% et est considéré comme un pôle d'équipement de gamme intermédiaire (Quintin et Plœuc-sur-Lié) et de proximité (Saint-Brandan et Plaintel). Une zone d'activité est présente autour de la gare de Quintin.

**> Pôles ruraux Sud-Est (Quessoy / Moncontour / Trédaniel)**

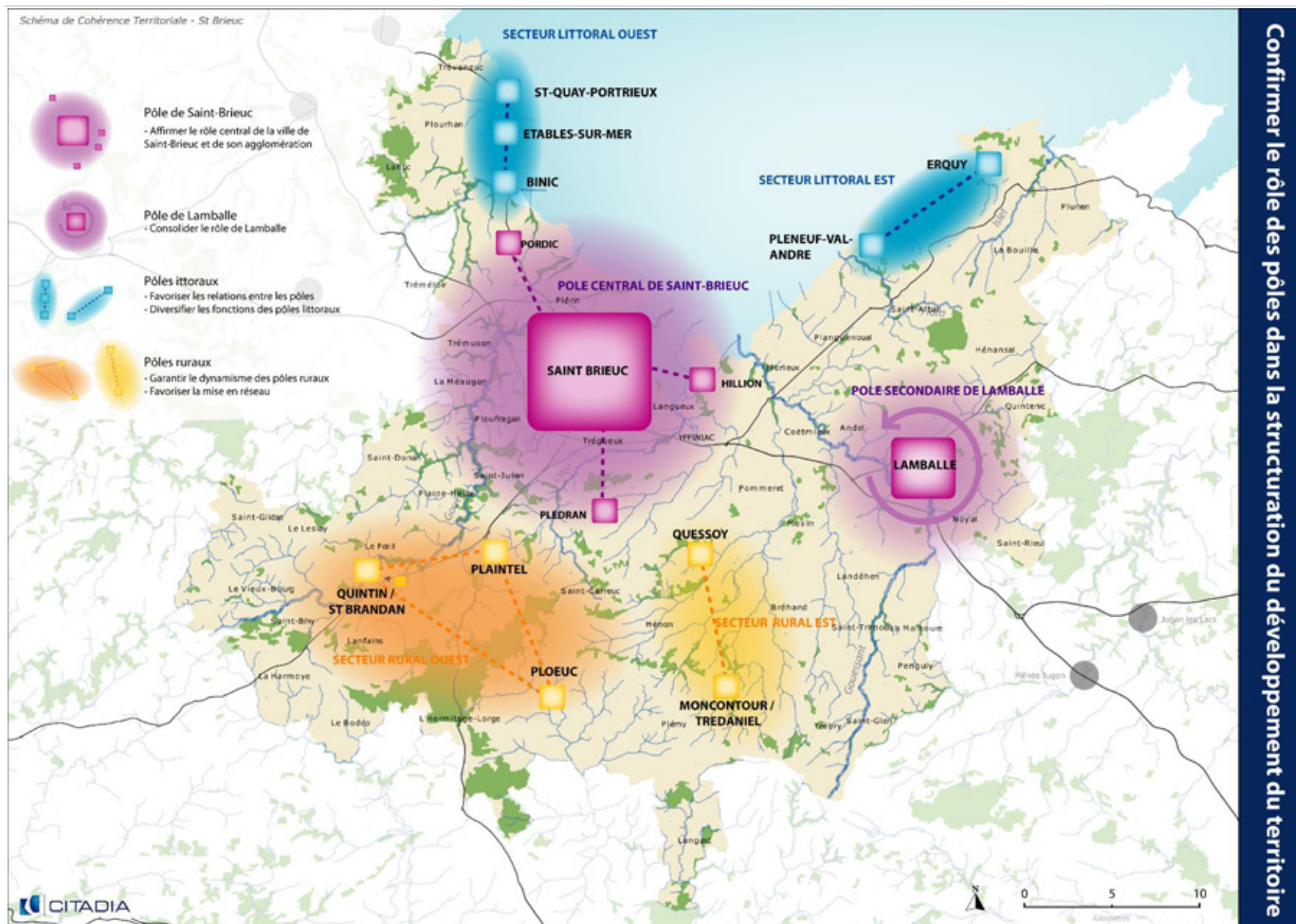
Ces pôles ruraux du Sud-Est du territoire sont desservis par :

- Une ligne de TIBUS (Saint-Brieuc - Moncontour) ;
- Un réseau routier principal situé à proximité et composé de la RD700 à l'Ouest et de la RN12 au Nord ;
- Un réseau secondaire depuis Moncontour et la RD14 de Lamballe à Pengilly ;
- Le réseau de transport à la demande « Trans'com des 3 Monts ».

Ils recensent à eux tous 5 307 habitants en 2008, répartis de façon homogène, soit 3% de la population du Pays de Saint Brieuc.

Entre 1999 et 2008, la dynamique de construction de logements a été plus importante à Quessoy (avec, en moyenne 23 logements par an à Quessoy), que dans le secteur de Moncontour/Trédaniel (8 logements par an). Le taux de résidences secondaires est, dans l'ensemble, faible (entre 3 et 7% par pôle).

Plœuc-sur-Lié constitue l'unique pôle d'équipement de gamme intermédiaire, tandis que Plaintel, Quessoy et le secteur Moncontour/Trédaniel sont des pôles d'équipement de proximité.



## 2. Une extension de l'aire urbaine de Saint-Brieuc qui dépasse les limites du pays :

Depuis 1999, l'aire urbaine<sup>2</sup> de Saint-Brieuc s'étend très nettement vers l'Ouest, au-delà des limites du Pays de Saint-Brieuc, au contact de celle de Guingamp. Cela marque la dynamique de périurbanisation à l'œuvre sur le territoire et le phénomène d'étalement urbain en couronnes successives.

Ainsi, en 1999, l'aire urbaine était composée de 22 communes ; en 2011, elle compte 48 communes. En un peu plus de 10 ans, l'aire urbaine a plus que doublé sa superficie.

L'aire urbaine de Saint-Brieuc se manifeste à l'Ouest en s'orientant vers le Pays de Guingamp et au Sud, vers celui de Loudéac. Cependant, son développement est rapidement contraint par l'aire urbaine rennaise à l'Est (12<sup>e</sup> aire urbaine nationale). Elle est exclusivement cernée par des communes multipolarisées, notamment entre Saint-Brieuc et Lamballe.

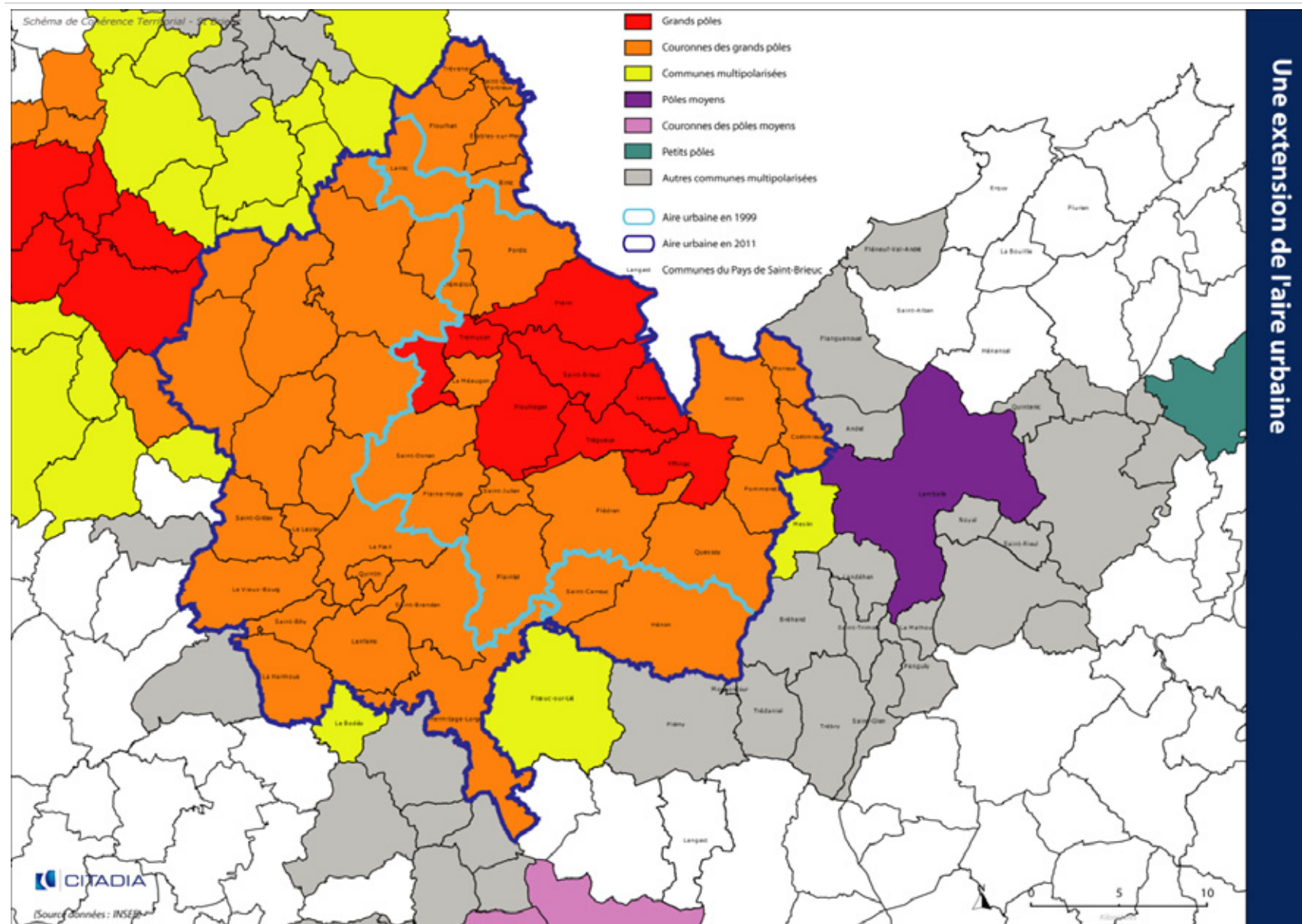
Cette multipolarisation est source de nombreux flux migratoires domicile-travail au sein du territoire. En effet, la division spatiale des activités due à l'étalement périurbain provoque des migrations pendulaires. Sont notamment concernés les actifs des intercommunalités du sud du Pays, du territoire Est (hors périmètre du SCoT) et entre Lamballe Communauté et Saint-Brieuc Agglomération.

### Ce qu'il faut retenir

Constats	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un pays multipolarisé structuré par la ville "phare" de Saint-Brieuc qui voit son agglomération considérée comme le 4<sup>ème</sup> centre urbain régional ;</li> <li>- Des situations et des densités très contrastées au sein du Pays ;</li> <li>- Des paysages diversifiés : urbains, littoraux, ruraux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un territoire composé de 7 EPCI, soit 64 communes.</li> <li>- 60 km de côte littorale, que 15 communes se partagent (dont 5 font partie de l'agglomération briochine).</li> </ul>
Atouts	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un positionnement géographique de "carrefour" au sein de la Bretagne (entre Brest et Rennes) ;</li> <li>- Une desserte directe par l'axe majeur de communication Nord-Bretagne ;</li> <li>- Un cadre de vie exceptionnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 ports, 2 gares TGV et un réseau routier performant desservent le Pays.</li> <li>- Le pôle urbain de Saint-Brieuc recense 46% de la population du Pays.</li> </ul>
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'agriculture en mutation : une relève difficilement assurée ;</li> <li>- Un étalement urbain important dû au phénomène de périurbanisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une aire urbaine passée de 22 communes en 1999 à 48 communes en 2011.</li> </ul>
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multipolarité et équilibre du territoire ; Périurbanisation et limitation de l'étalement urbain ; Avenir de l'agriculture sur le territoire.</li> </ul>	

<sup>2</sup> Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. (Définition INSEE)





## II. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Le Pays de Saint-Brieuc connaît une forte croissance démographique, due en partie à un solde naturel positif, mais principalement à un solde migratoire important. La population tend à vieillir, surtout sur le littoral.

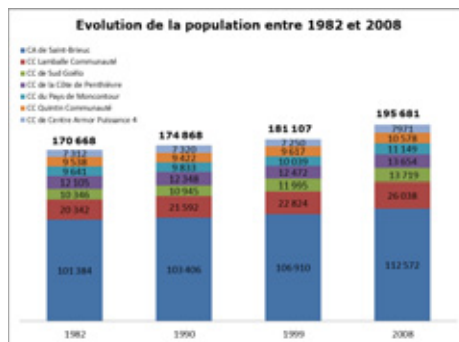
### II.1. Une croissance démographique soutenue

#### 1. Une population qui augmente fortement

Une croissance démographique soutenue, à l'image du Département des Côtes d'Armor et de la Région Bretagne

De 1999 à 2008, les Côtes d'Armor ont connu une forte croissance démographique, avec une augmentation d'environ 40 000 habitants. Cette croissance se fait particulièrement ressentir dans les aires urbaines de Saint-Brieuc et Lannion.

En 2008, le Pays de Saint-Brieuc compte 195 681 habitants, soit 14 574 habitants de plus qu'en 1999 (181 107 habitants). C'est le territoire 'pays' des Côtes d'Armor qui a connu la plus forte progression.

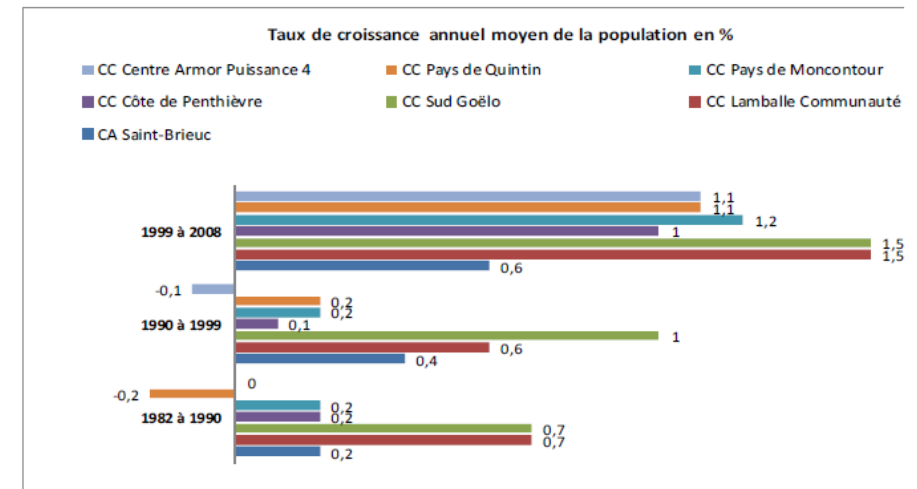


Source INSEE, RPG 1982 – 2008

Sur le Pays, hormis la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc qui a connu un taux de croissance annuel moyen de +0,6 %, les EPCI du territoire ont connu une croissance égale ou supérieure à 1 % sur la période 1999-2008.

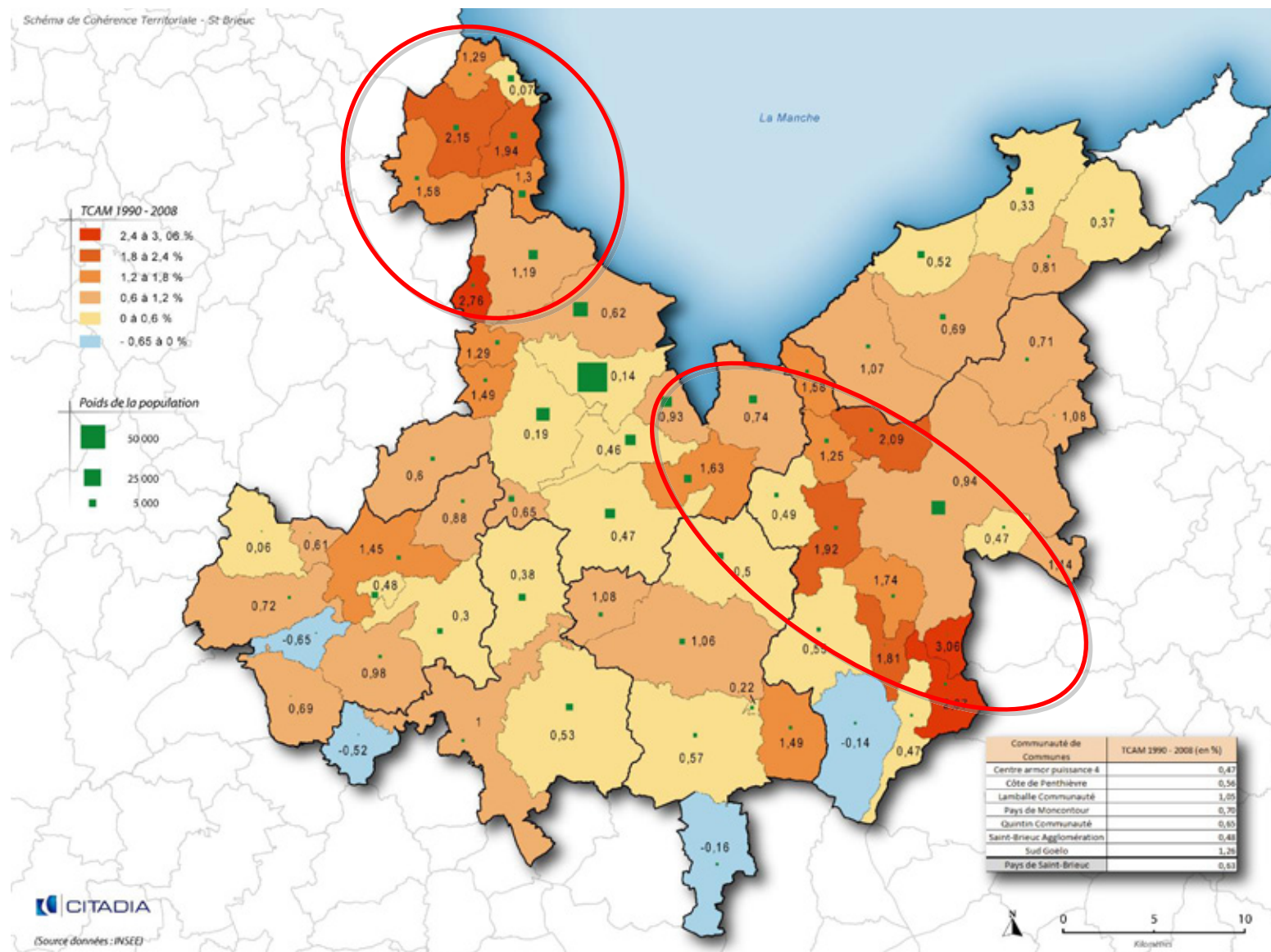
La croissance démographique est en nette accélération depuis 1999 (+0,9% par an) et évolue quasiment au même rythme que celles observées aux échelles départementale (+0,8 % par an) et régionale (+0,9 % par an).

Globalement, le développement démographique est contrasté, de part et d'autre de la ville de Saint-Brieuc. Bénéficiant d'une proximité immédiate de l'Agglomération briochine, la côte du Sud Goëlo connaît un développement démographique plus important que la côte Est de la Baie de Saint-Brieuc. Les communes multipolarisées entre Lamballe et Saint-Brieuc connaissent aussi une croissance soutenue. En effet, ces deux pôles étant les principaux bassins d'emplois du Pays, les arrivées sont avant tout liées à l'activité professionnelle. La situation est plus contrastée au sud du territoire.



Source INSEE, RGP 1982 – 2008

## Taux de Croissance Annuel Moyen ( 1990 - 2008 )



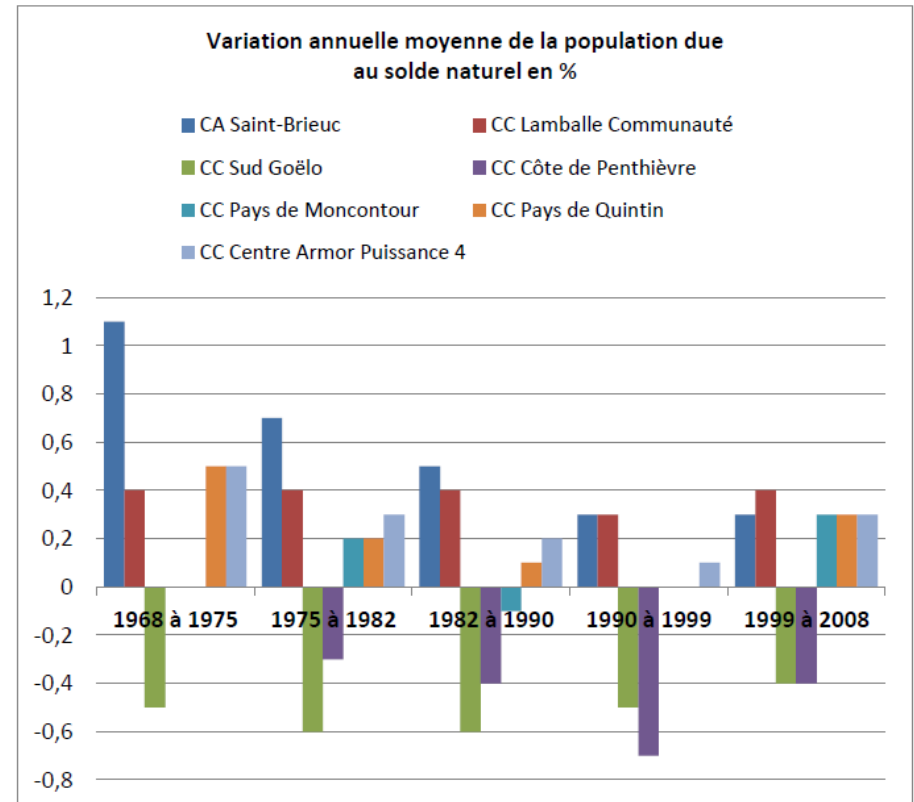
### Des disparités de densité de population

La densité de population du Pays de Saint-Brieuc est influencée par cette dynamique démographique. Son territoire compte environ 168 habitants/km<sup>2</sup>, ce qui dépasse la moyenne départementale et régionale.

Cette densité est cependant à nuancer, puisque de forts contrastes existent au sein du Pays. Ainsi, sous l'effet conjugué de la présence des principales agglomérations, d'infrastructures routières d'envergure ou ferroviaires et du littoral, certains territoires notamment au Nord du Pays présentent une densité très élevée. C'est le cas pour la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc (445,7 habitants/km<sup>2</sup>) ou la Communauté de communes de Sud Goëlo (232,9 habitants/km<sup>2</sup>).

## 2. Un solde naturel positif mais sur le déclin

Le solde naturel du Pays est positif, même si le déficit se creuse régulièrement depuis 40 ans. Le Pays possède un solde naturel très contrasté selon les territoires : les communautés littorales enregistrent un solde négatif (comme les Communautés de Communes du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre), dû à la forte concentration de personnes âgées sur leur territoire ; les autres territoires enregistrent un solde naturel positif.



Source INSEE, RPG 1968 – 2008

## 3. Un développement lié à un solde migratoire important

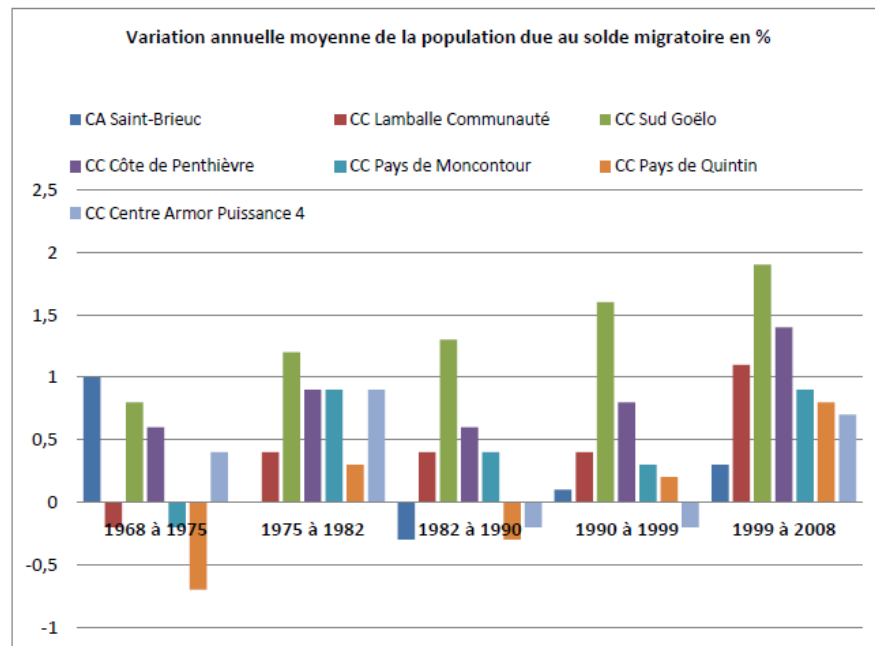
Alors qu'il était quasiment nul avant 1990, le solde migratoire est maintenant en forte augmentation et parvient à compenser largement les départs. En effet, bien que le solde naturel du Pays soit légèrement positif, l'essentiel de la croissance démographique est dû à un solde migratoire supérieur à 1%.

Ce solde migratoire positif s'explique en partie par l'activité professionnelle qui attire principalement des actifs, avec ou sans emploi, et leurs familles. Si les plus jeunes actifs



entre 20 et 29 ans, attirés par la ville, ont tendance à quitter le pays pour poursuivre leurs études ou trouver leur premier emploi, à partir de 30 ans, le mouvement s'inverse. Les jeunes retraités sont quant à eux souvent attirés par l'installation dans les communes littorales.

Les distinctions géographiques caractérisent le territoire, puisque les soldes migratoires positifs les plus importants sont présents dans les communautés littorales du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre, suivies de près par Lamballe Communauté. La Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc enregistre un taux faible (0,3%).



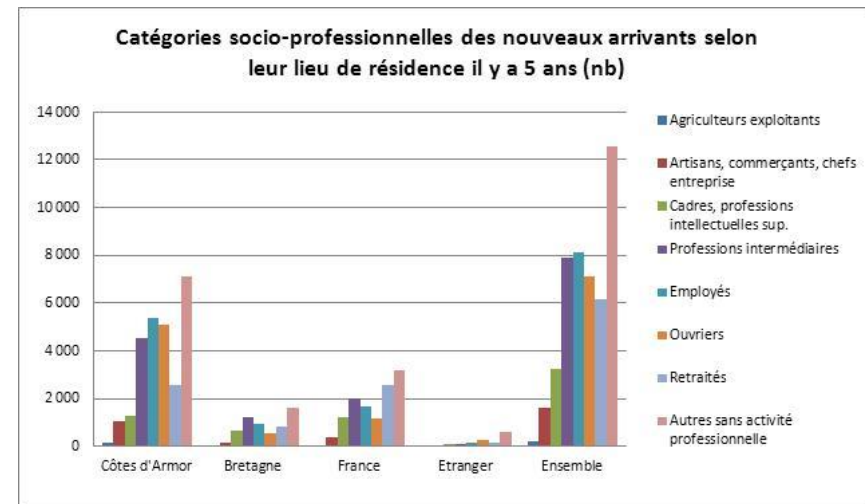
Source INSEE, RPG 1968 – 2008

#### 4. Profil des nouveaux arrivants

Les données font état de 46 927 « nouveaux arrivants » en 2008 sur le Pays de St Brieuc. Le graphique et le tableau ci-dessous exposent la répartition de cette population selon le croisement de deux critères : l'origine géographique des nouveaux arrivants et la catégorie socio-professionnelle à laquelle ils appartiennent.

##### Définition

Sont considérées comme nouveaux arrivants les personnes n'ayant pas le même lieu de résidence qu'il y a 5 ans (hors mouvement au sein de la même commune). Les données sont issues du recensement de l'INSEE de 2008.



		Provenance des nouveaux arrivants				
		Côtes d'Armor	Bretagne	France	Etranger	Ensemble
Catégorie socio-professionnelle des nouveaux arrivants	Agriculteurs exploitants	140	23	24	8	195
	Artisans, commerçants, chefs entreprise	1 031	161	409	35	1 636
	Cadres, professions intellectuelles sup.	1 304	637	1 222	94	3 257
	Professions intermédiaires	4 538	1 230	2 028	115	7 911
	Employés	5 358	920	1 679	171	8 128
	Ouvriers	5 093	547	1 153	298	7 091
	Retraités	2 582	835	2 578	154	6 149
	Autres sans activité professionnelle	7 134	1 590	3 212	620	12 556
	Ensemble	27 177	5 943	12 308	1 499	46 927

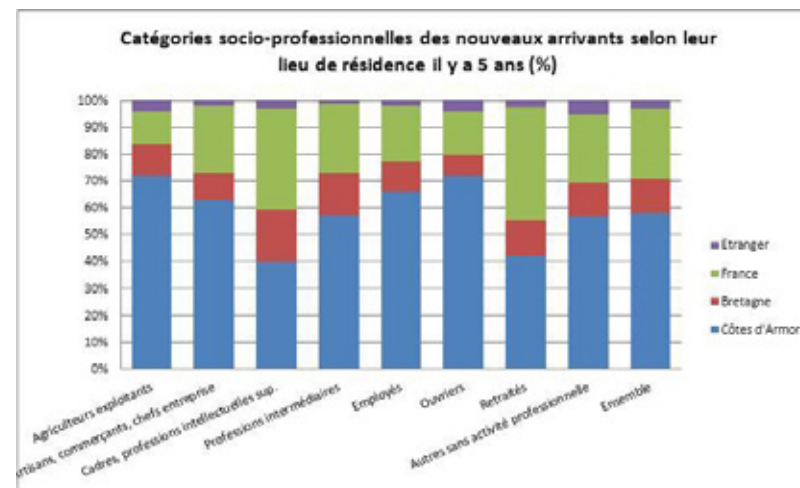
Source : INSEE 2008

Les nouveaux arrivants sont majoritairement originaires du département des Côtes d'Armor (27 177 personnes, soit 57.9% des nouveaux arrivants). Ce sont principalement des personnes sans activité professionnelle (7 134 personnes), des employés (5 358 personnes), des ouvriers (5 093 personnes) ou encore des professions intermédiaires (4 538 personnes). Cela démontre l'attractivité économique du Pays puisque ces nouveaux arrivants viennent sur le territoire pour y travailler.

Les données traitées en pourcentage distinguent chacune des catégories socio-professionnelles selon l'origine géographique des nouveaux arrivants.

Deux particularités émergent. Se démarque en effet une population de retraités à 42% originaire des Côtes d'Armor et à 42% originaire des régions françaises externes à la Bretagne montrant ainsi l'attractivité du territoire (retour au Pays ou nouvelle installation).

L'autre particularité concerne les cadres et autres professions intellectuelles supérieures : 37,5% proviennent des régions extérieures à la Bretagne.

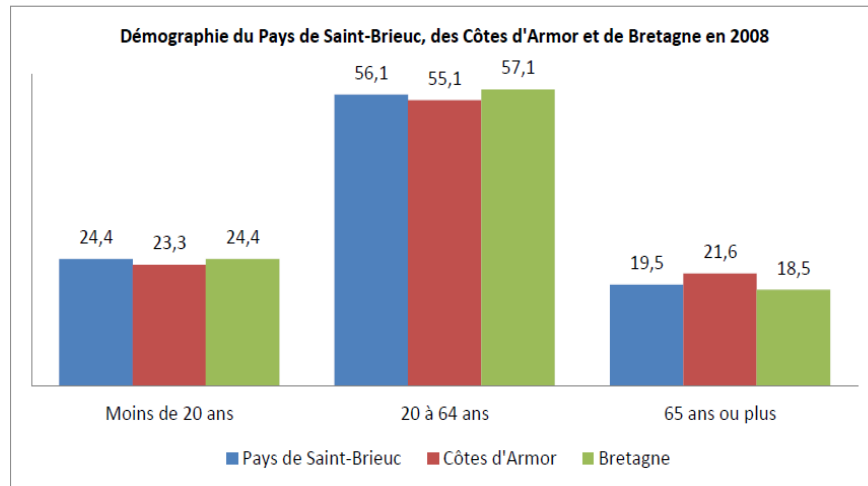


Source : INSEE 2008

## II.2. Un Pays jeune malgré le vieillissement de la population

### 1. Un quart de la population du Pays a moins de 20 ans :

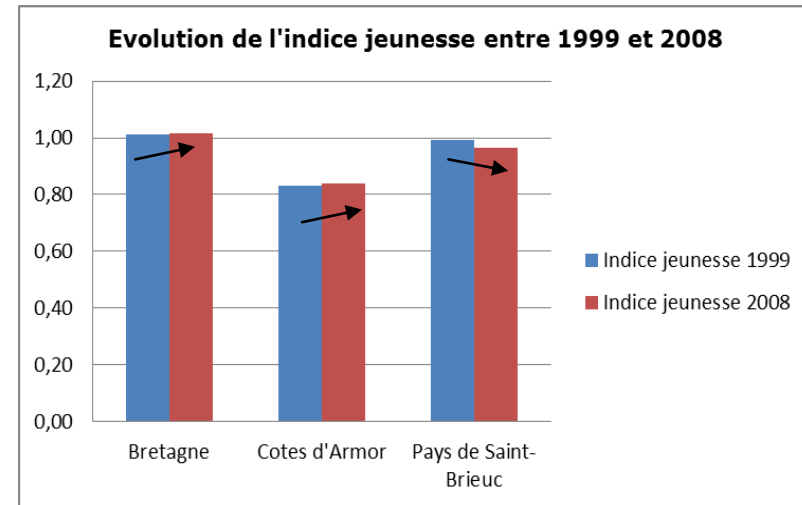
Le Pays de Saint-Brieuc compte une population relativement jeune puisque les moins de 20 ans en 2008 représentent 25% de la population du Pays, contre 19,5% pour la population des 65 ans et plus. Ce taux est sensiblement supérieur à celui des Côtes d'Armor (23,3%).



Source INSEE 2008

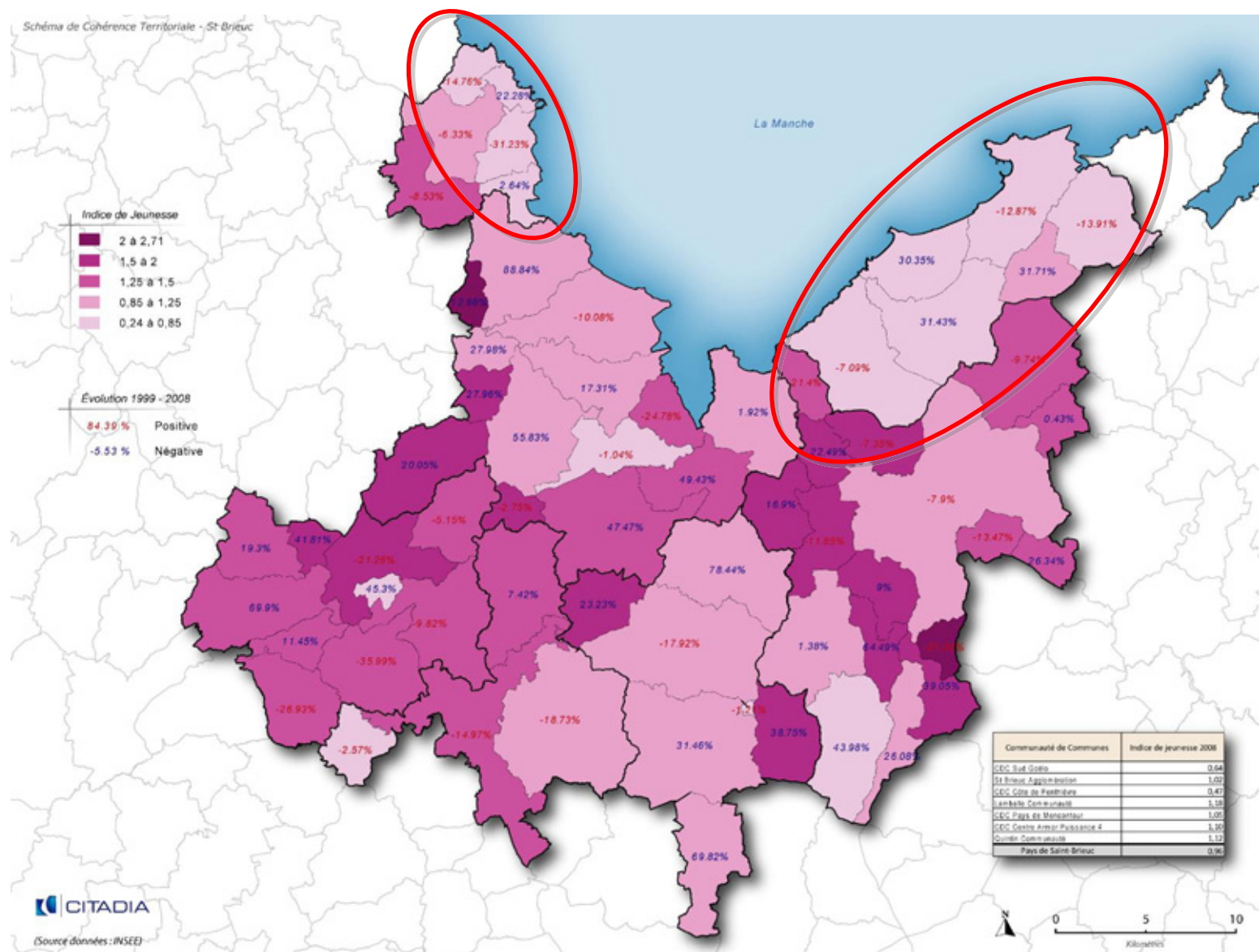
### 2. Un indice de jeunesse en baisse et contrasté :

L'indice de jeunesse (rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans) du Pays diminue entre 1999 et 2008, contrairement aux Côtes d'Armor ou à la Bretagne.



Source INSEE 1999 et 2008

## Indice de Jeunesse en 2008



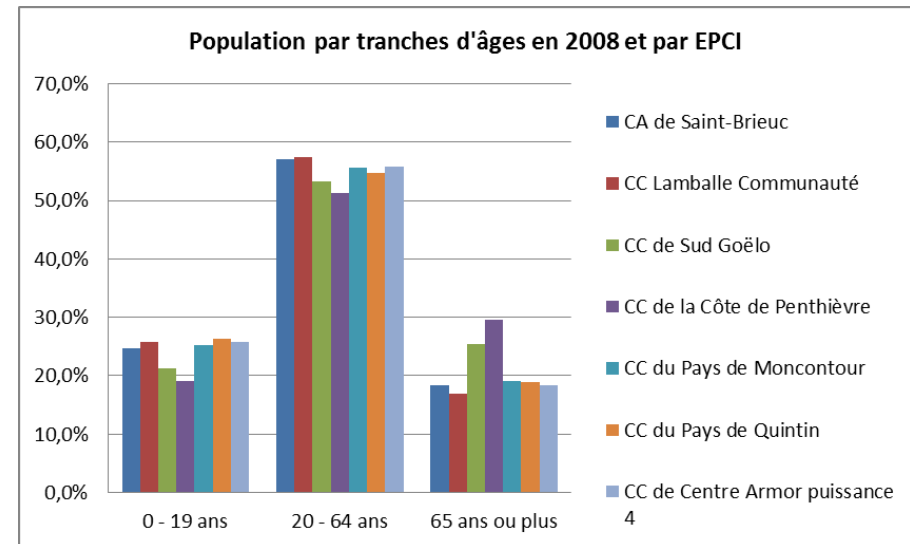
La situation est très contrastée au sein même du Pays. Toutes les communautés de communes et la communauté d'agglomération ont un indice de jeunesse supérieur à 1, mises à part les communautés de communes de la Côte de Penthièvre et du Sud Goëlo. En raison de leur situation géographique proche du littoral, elles attirent particulièrement les jeunes retraités et personnes âgées. C'est Lamballe Communauté qui connaît l'indice de jeunesse le plus fort (1,18). En effet, c'est un pôle d'emploi qui tend à concentrer les jeunes ménages, des jeunes également attirés par la « ville ».

De forts contrastes existent au sein des communes. Ainsi, ce sont des communes comprises dans la première couronne de l'agglomération de Saint-Brieuc, ou de Lamballe, qui semblent avoir l'indice de jeunesse le plus important en 2008 (Par exemple, Tréméloir et la Malhoure avec un indice supérieur à 2).

### 3. Un vieillissement de la population principalement sur le littoral et en secteur rural

Bien que l'indice de jeunesse soit positif, il a tendance à décliner depuis 1999. Il est ainsi passé d'une moyenne de 1,26 en 1999 à 1,25 en 2008. Le vieillissement de la population semble plus accentué que sur le reste du département.

Les communes du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre ont un indice de jeunesse très faible mais n'évoluent pas de la même façon : de 1999 à 2008, la communauté de communes du Sud Goëlo a vu le nombre de jeunes augmenter sur son territoire, tandis que c'est le contraire pour la communauté de communes Côte de Penthièvre (-3,3%) et l'agglomération briochine (-7,4%). Le rajeunissement de population constaté dans les communautés de communes voisines ne permet pas de contrebalancer la tendance générale.



Source INSEE 2008

En détaillant la répartition de la population par tranche d'âges dans chacune des intercommunalités du Pays, les communautés de communes du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre se détachent par leur surreprésentation des 65 ans et plus.

## II.3. Des ménages dont la structure évolue

### 1. Le desserrement des ménages

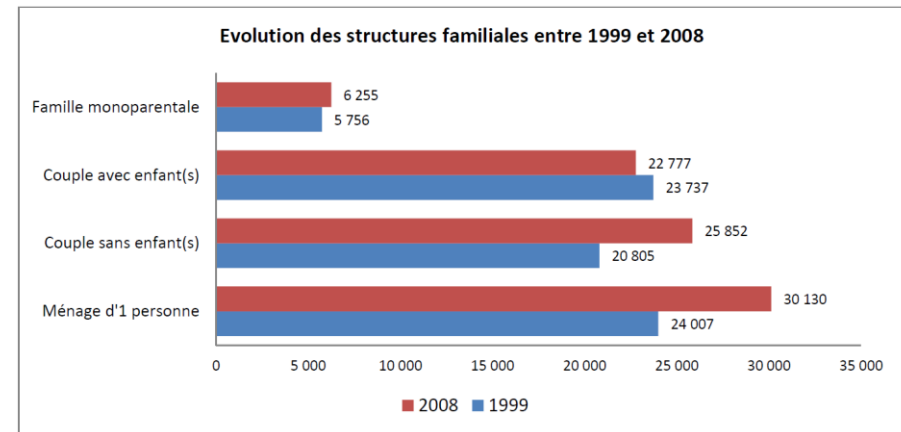
Le phénomène de desserrement des ménages (décohabitation tardive, familles monoparentales, vieillissement de la population...) que connaît le territoire du Pays de Saint-Brieuc est un phénomène global observé à l'échelle nationale. En effet, alors que la taille moyenne des ménages est relativement faible, sur les territoires littoraux notamment, la tendance depuis 1999 est encore à la baisse. Seules 3 communautés de communes n'ont pas connu une diminution de la taille moyenne de leurs ménages : le Sud-Goëlo et la Côte de Penthièvre ont maintenu la taille moyenne des ménages à 2,2 personnes entre 1999 et 2008, tandis que seule la communauté de communes de Centre Armor Puissance 4 a vu croître le nombre moyen de personnes par ménage.

Au total, le Pays de Saint-Brieuc compte en moyenne 2,3 personnes par ménage en 2008.

### 2. Les ménages d'une ou deux personnes en augmentation

Concernant la composition des ménages, ceux d'une personne sont passés de 31,8% en 1999 à 34,8% en 2008 et les couples sans enfant de 27,5% en 1999 à 29,9% en 2008. Les familles monoparentales connaissent, elles aussi, un essor (près de 500 familles supplémentaires depuis 1999), hormis dans la communauté de communes Côte de Penthièvre.

Les couples avec enfants sont de moins en moins nombreux, passant de 31,4% en 1999 à 26,3% en 2008. La situation du Pays de Saint-Brieuc suit le phénomène observé dans le département des Côtes d'Armor.



Source INSEE 1999, 2008

Les ménages d'une personne (presque 35% de la population) ou de deux personnes (presque 30% de la population) prennent le pas sur les couples avec enfants sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc.

Ces mutations au sein des ménages provoquent de nouveaux besoins en termes de logements, et notamment des logements plus petits.

### 3. Un profil socioprofessionnel majoritairement composé d'ouvriers et d'employés

Le Pays de Saint-Brieuc comptait, en 2008, une majorité d'ouvriers (Lamballe : 37,9 %, Quintin Communauté : 32,9 % et Centre Armor Puissance 4 : 32,6 %).

C'est dans la communauté d'agglomération et les communautés de communes du littoral que la concentration d'employés est la plus élevée (Communauté d'agglomération de Saint-Brieuc : 30,2 % ; CC du Sud Goëlo : 32,3 % contre 23,2 % pour Quintin Communauté et 23,5 % pour la CC du Pays de Moncontour).

Le Pays compte également une part importante d'agriculteurs et d'exploitants : ils atteignent en 2008 un taux de 5,9 % en moyenne contre 2 % pour la moyenne nationale. Ils sont majoritairement présents dans l'arrière-pays (CC du pays de Moncontour : 13,1 %, Quintin Communauté : 8,6 %), et beaucoup moins sur le littoral. La communauté de communes de la Côte de Penthièvre fait figure d'exception avec 7,5 % d'agriculteurs/exploitants.

### Ce qu'il faut retenir :

#### Constats

- Territoire le plus jeune du département mais vieillissant, avec des intercommunalités aux densités de population et aux profils sociodémographiques très contrastés ;

#### Atouts

- Une forte croissance démographique et un solde migratoire important ;

- Le Pays le plus jeune des Côtes d'Armor ;

#### Faiblesses

- Un solde naturel en diminution et une population vieillissante ;  
- Une répartition déséquilibrée de la population ;  
- Des dynamiques territoriales inégales ;

#### Enjeux

- Accueil des actifs et des personnes âgées  
  
- Attractivité du territoire vis-à-vis des jeunes couples  
  
- Mixité sociale et générationnelle de la population

#### Chiffres clés

- En 2008, 195 681 habitants sur le Pays de Saint-Brieuc, soit 14 574 habitants de plus qu'en 1999.

- Entre 1999 et 2008, la communauté d'agglomération de Saint-Brieuc connaît un taux de croissance de sa population de 0,6% quand les autres dépassent 1%.

- Une croissance liée à un solde migratoire (+1,1%) et un solde naturel (+0,2%) positifs.

- ¼ de la population a moins de 20 ans.

- En moyenne 2,3 personnes par ménage dans le Pays.

### III. L'HABITAT

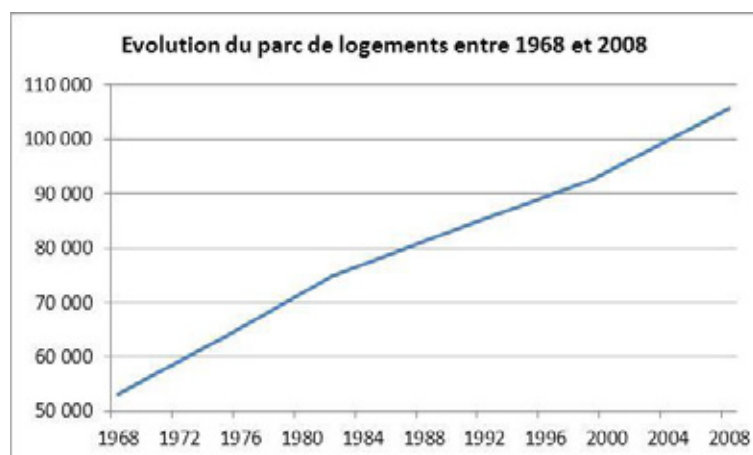
Au regard de son cadre de vie remarquable, le Pays connaît une forte pression foncière (inégaie selon les intercommunalités), et une artificialisation des sols élevée. La majorité du parc résidentiel est composée de résidences principales, hormis sur la côte où se concentrent les résidences secondaires, ainsi qu'une population plus aisée. Le pavillon individuel reste la forme urbaine la plus répandue et plébiscitée, tandis que les logements collectifs sont encore peu représentés.

#### III.1. Le parc de logements

##### 1. Evolution du parc de logements depuis 1968

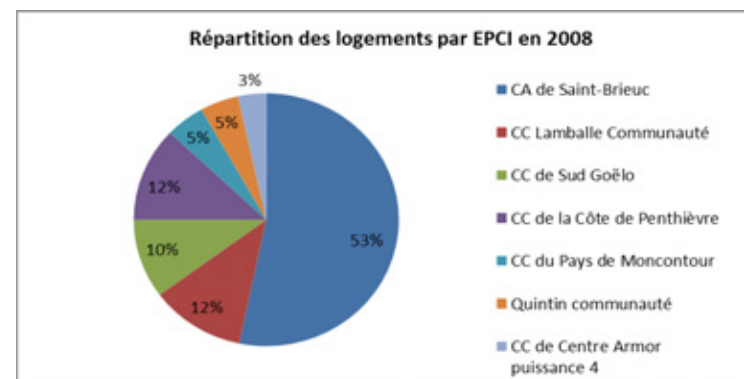
Le parc de logements compte 105 615 logements en 2008 contre 92 471 logements en 1999 soit une augmentation de 13 144 logements sur la période.

La dynamique de construction connaît une accélération depuis 1999 (+14,2 % de logements entre 1999 et 2008) même si la croissance est régulière depuis 1968.



Source : INSEE, RPG 1968 - 2008

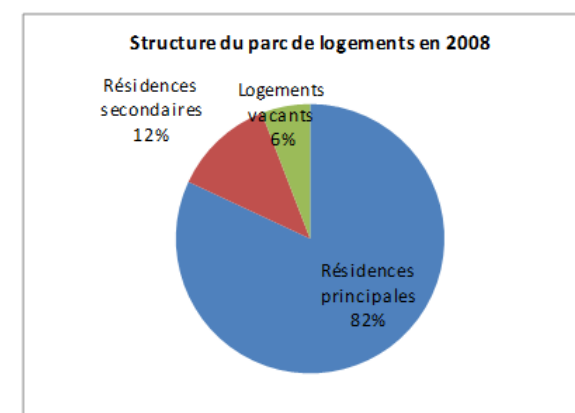
La répartition géographique des logements n'est pas homogène sur le territoire : 53,3 % des logements sont situés sur Saint-Brieuc Agglomération, les communautés de communes du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre en concentrant respectivement 10,1 % et 12,1 %.



Source : INSEE, RPG 2008

En termes d'évolution, tous les territoires communautaires connaissent une croissance de leur parc de logements.

##### 2. Structure du parc de logements



Source INSEE 2008



### Les résidences principales :

- Des disparités géographiques :

Les résidences principales constituent la typologie dominante sur le territoire, soit 81,9% de l'ensemble du parc. Ce taux est légèrement au-dessus des moyennes départementale (77,3%) et régionale (80,3%). Cette part grimpe à 90,5% sur la Communauté d'Agglomération alors qu'elle est de 49,7% sur la communauté de communes de la Côte de Penthièvre.

- En augmentation, mais pas forcément adaptées aux besoins :

La part des résidences principales a augmenté régulièrement au cours des dernières décennies (+23% entre 1990 et 2008, soit une croissance annuelle moyenne de +1,3%). Seule la Communauté d'Agglomération a connu une baisse du nombre de ses résidences principales au cours de cette période intercensitaire.

Bien qu'en augmentation, le parc de résidences principales n'est plus adapté aux besoins. Ce sont majoritairement de grands logements (environ 70% de T4 ou plus) inadaptés à la tendance démographique actuelle qui voit la part des ménages sans enfants et des familles monoparentales augmenter. D'ailleurs, le parc de résidences principales augmente plus vite que l'augmentation de la population.

- Un parc ancien :

Près de la moitié des résidences principales représente des logements achevés avant 1974 dont 28,7% avant 1949. Cependant, ce constat est à relativiser par rapport aux valeurs observées dans les Côtes d'Armor où plus de 30% des logements principaux ont été achevés avant 1949.

De fortes disparités sont observées sur le territoire ; les logements les plus anciens sont situés sur le sud du territoire (sur Quintin Communauté, 35,3% des logements ont été bâtis avant 1949). A l'inverse, la Communauté d'Agglomération se distingue par sa faible part de logements anciens, soit 18,5%. Ces chiffres reflètent les tendances régionales voire nationales ; les communes urbaines disposent d'un parc de logements plus récents que les communes rurales (qui, elles, connaissent un moindre dynamisme de la construction neuve et de la réhabilitation).

- Les propriétaires-occupants majoritaires :

La part des propriétaires-occupants représente 66,5% sur le Pays de Saint-Brieuc (contre 55% au niveau national). L'attachement à la propriété est une particularité culturelle bretonne qui persiste aujourd'hui. Malgré tout, le nombre des locataires progresse plus vite que le nombre des propriétaires depuis une vingtaine d'années.

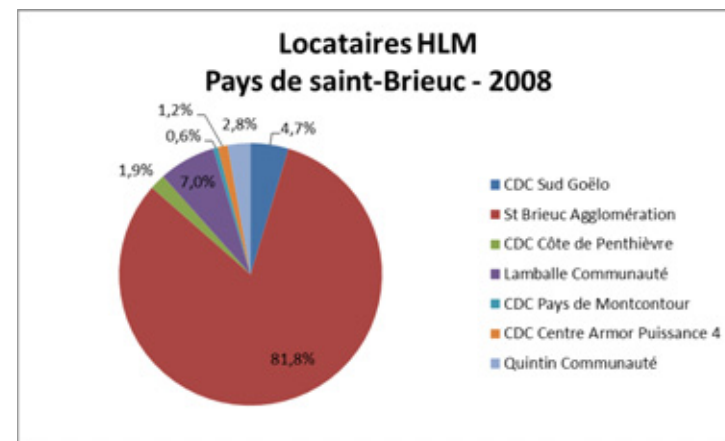
Le parc de logements locatifs, même si sa part, dans le parc total de logements, augmente, est peu conséquent, notamment sur les communes littorales et sur les communes rurales.

- Le locatif social :

Avec en moyenne 9,4% de logements locatifs sociaux en 2008 sur le territoire, l'offre est semblable à la moyenne régionale (10,1%). Même s'il manque des logements sociaux, l'offre progresse (+1% par rapport à 1999) suite aux efforts menés par les communes pour rattraper le retard et permettre l'accueil d'une population diversifiée.

L'offre est concentrée sur certaines parties du territoire. Le territoire de Saint-Brieuc Agglomération accueille 82% du parc HLM total (contre 84% en 1999). Une majorité se situe sur la ville-centre.

Malgré les enjeux, le contexte immobilier tendu rend difficile la réalisation d'opérations de par le difficile équilibrage financier des opérations et le manque de disponibilités foncières sur certaines communes.



Source INSEE 2008

### Programmes Locaux de l'Habitat et logements sociaux

Sur les 7 EPCI du territoire, 4 possèdent déjà un Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé ou en cours de révision. Chaque PLH fixe des objectifs chiffrés et localisés en matière d'habitat, et notamment de logements sociaux, pour une période de 6 ans :

- le PLH de la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc approuvé le 15 décembre 2011 prévoit notamment la production moyenne de 900 logements par an, en passant progressivement de 650 nouveaux logements en 2012 à 1 050 en 2017. Il prévoit aussi la création de 1 350 nouveaux logements locatifs sociaux (dont 240 logements à Saint-Brieuc, 217 à Ploufragan, 190 à Trégueux et 140 à Langueux et 140 à Plérin), soit une moyenne annuelle de 225 nouveaux logements sur l'ensemble de l'intercommunalité.  
Or, le rythme de construction de logements sociaux entre 2005 et 2009 a été de 89 logements par an en moyenne. Ce taux est inférieur aux objectifs du PLH (120 logements par an). Les bailleurs de logements sociaux du territoire ont été très mobilisés par les reconstructions dans le cadre du renouvellement urbain (ANRU et hors ANRU).
- Le PLH de de Lamballe Communauté, actuellement en révision, fixe les objectifs suivants : un total de 2 400 logements à construire sur la période 2005-2012 (soit une moyenne annuelle de 300 logements), dont 360 logements sociaux (et notamment 183 à Lamballe). Toutefois, entre 2002 et 2006, le parc de logement locatif social a augmenté seulement de 170 logements soit un rythme annuel de 34 logements par an.
- Le PLH de la Communauté de Communes du Sud-Goëlo prévoit la production, entre 2006 et 2012, de 1 473 logements (210 logements par an) dont 90% en construction et 10% en transformation/rénovation. Parmi cette nouvelle offre immobilière, la part des logements sociaux doit atteindre au moins 20% dans chaque zone d'habitat (soit 295 logements sociaux sur 6 ans).
- En 2001, le diagnostic du PLH de la Communauté de Communes Côte de Penthièvre estimait qu'une augmentation du parc immobilier de résidences principales de 1 011 logements pour la période 1999 – 2009 (soit 101 logements par an) serait nécessaire pour combler les besoins. Or seulement 796 logements ont été construits pendant la période 1999-2008, soit une moyenne de 88 logements par an.

### **Les résidences secondaires :**

Les résidences secondaires représentent 12,2% du parc total de logements. Essentiellement situées sur le littoral (85% d'entre elles se trouvent sur les communautés de communes de la Côte de Penthièvre et du Sud Goëlo), leur nombre témoigne de l'attractivité touristique de la côte. On note, ces dernières années, une légère tendance à la transformation des résidences secondaires en résidences principales pour de jeunes retraités venus s'installer définitivement.

### **Les logements vacants :**

En 2008, 6 203 logements vacants sont comptabilisés sur le territoire (une augmentation de 19,4% par rapport à 1999). Ceux-ci sont répartis de manière homogène et représentent 6% du parc total. On estime généralement qu'un taux de vacance mobilisable de 5% doit permettre de fluidifier le marché.

Cependant, bien que le pays de Saint-Brieuc soit proche de ce taux, les logements vacants sont majoritairement inutilisables du fait de leur ancienneté, de leur mauvaise situation (au-dessus des commerces et inaccessibles de l'extérieur) ou de leur taille inadaptée à la demande du marché.

## **3. Un parc de logements déséquilibré en faveur de la maison individuelle**

Les habitants du Pays de Saint-Brieuc n'échappent pas à la tendance bretonne en ayant une préférence marquée pour la maison individuelle qui représente, en 2008, 73,2% des logements du Pays de Saint-Brieuc. Cet attachement à ce type de logement pose problème en termes de consommation de foncier mais également en matière de diversification du type d'habitat nécessaire pour faire face au mouvement de réduction de la taille des ménages.

Entre 2001 et 2010, une nette majorité des logements autorisés concernait les maisons individuelles. Avec une moyenne annuelle de 968 logements autorisés, les maisons individuelles représentaient plus de la moitié des autorisations de construction. Toutefois, la part du logement collectif a tendance à augmenter notamment sur l'Agglomération et sur les communes littorales.

Selon une étude de l'ADIL 22 (Agence Départementale d'Information sur le Logement dans les Côtes d'Armor), l'accroissement de l'offre de logement locatif privé est dû principalement à la mise sur le marché de logements dits « défiscalisés » sur les agglomérations et les communes littorales. Cette offre abondante a désorganisé le marché local en entraînant une surproduction de petits logements inadaptés à la demande, des loyers trop élevés et une implantation parfois peu pertinente au regard de la desserte en transports collectifs notamment sur l'agglomération.

#### 4. Un parc de logements énergivore<sup>3</sup>

Le parc résidentiel du Pays de Saint-Brieuc est énergivore, en raison notamment du nombre important de maisons individuelles très consommatrices en énergies (78% des émissions de gaz à effet de serre dues à l'habitat provient de ces logements) et de résidences principales anciennes sur le territoire (plus de 28% du parc de logements a été construit avant 1949).

Les énergies utilisées sont majoritairement fossiles (fioul en zone rurale et gaz en zone urbaine), même si la part de l'électricité n'est pas négligeable, surtout dans les logements récents et ceux situés sur le littoral. L'utilisation du bois est retrouvée dans un parc de logements très anciens et situés dans les territoires les plus ruraux.

Les réglementations thermiques à partir des années 1970 ont eu un impact positif sur les émissions de gaz à effet de serre (GES); elles ont été divisées par deux, voire par trois, pour une même surface de logement après 1975.

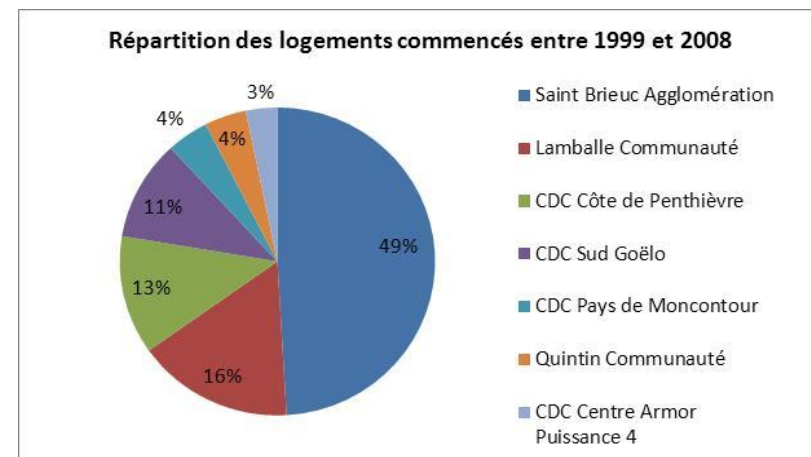
<sup>3</sup> Pour plus de détail voir l'Etat Initial de l'Environnement

### III.2 - La construction neuve

#### 1. Un rythme de construction soutenu :

La construction est particulièrement dynamique sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc avec une moyenne annuelle de 1 783 logements neufs mis en chantier chaque année entre 1999 et 2008 (source : Sitadel 2000 à 2008, extrapolation pour 1999).

Cependant, cette dynamique est inégale sur le Pays. Elle est en effet confortée sur les pôles urbains et le littoral, c'est-à-dire Saint-Brieuc Agglomération, Lamballe Communauté et la communauté de communes Côte de Penthièvre. A l'inverse, la dynamique est beaucoup moins soutenue sur les communautés de communes du sud du territoire.



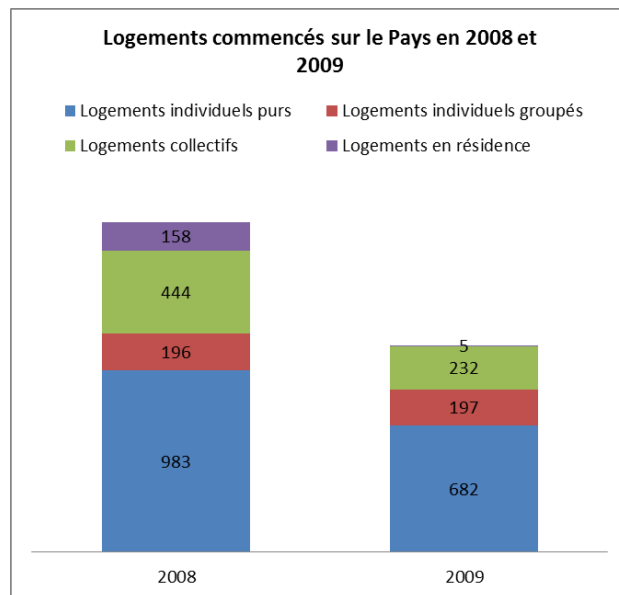
Source : Sitadel 2000 à 2008, extrapolation pour 1999

Ce phénomène témoigne en partie d'un faible attrait des communes plus rurales alors que le coût du foncier y est plus faible que dans les communes urbaines et littorales.

La forte attractivité du littoral accentue la pression foncière déjà très importante.

## 2. Une prédominance des logements individuels :

En 2009, les logements individuels (qu'il s'agisse de lotissements ou de constructions isolées) représentent près de 80% des logements mis en chantier. C'est beaucoup plus qu'en 2008 où ces derniers ne représentaient que 66% des logements commencés.



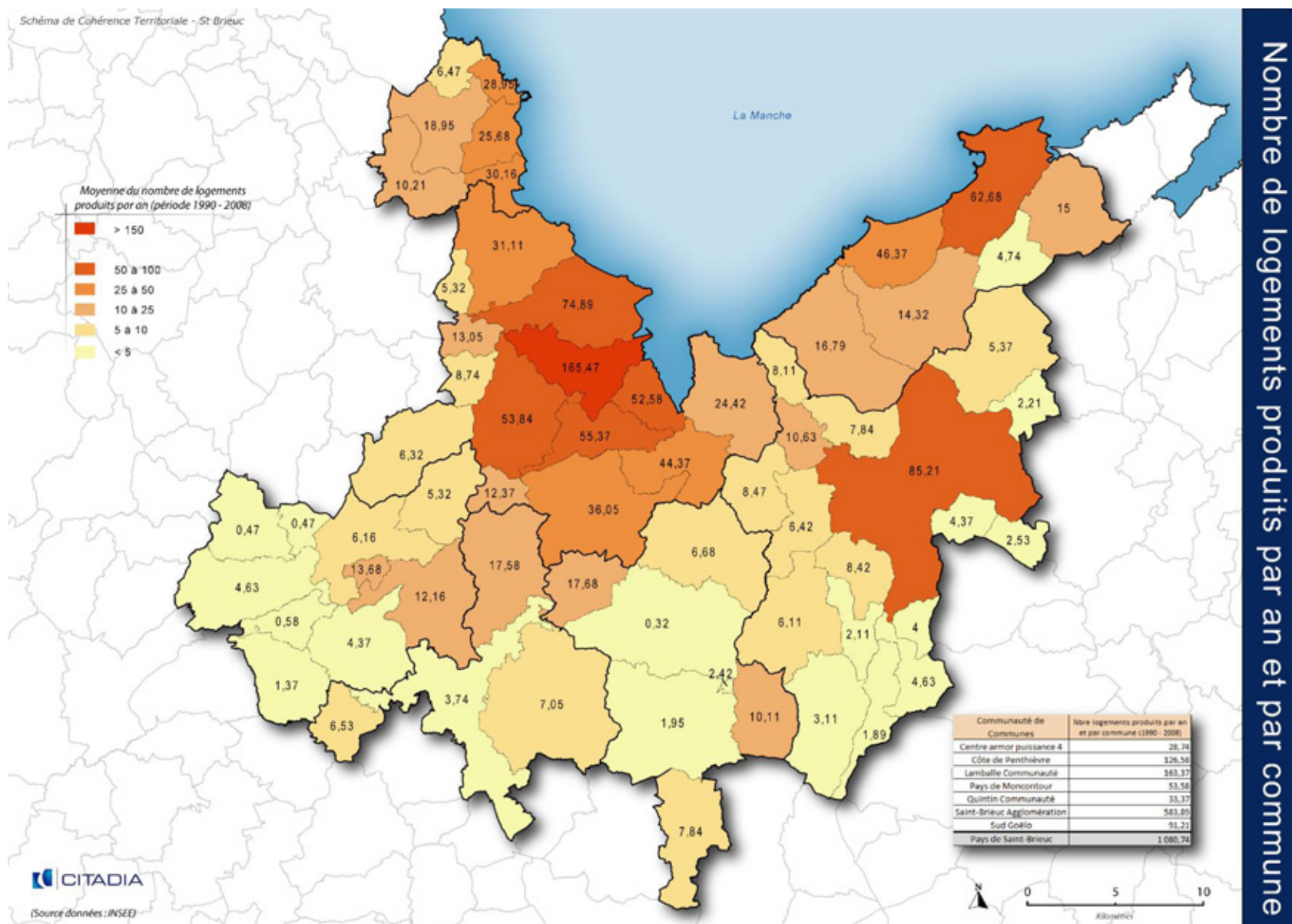
Source : Sit@del2 2008 – 2009

## 3. Des disparités fortes en taille et prix de lots (source : ADIL 22) :

En 2010, 450 lots ont été autorisés dans le Pays de Saint-Brieuc soit une hausse de 17% par rapport à 2009. Les surfaces moyennes des lots sont relativement basses à l'échelle du Pays (575 m<sup>2</sup>), et inférieures à la moyenne départementale (666 m<sup>2</sup>). Des disparités fortes sont cependant à noter : de 517 à 850 m<sup>2</sup> en moyenne.

Les prix moyens du foncier sont eux aussi très disparates (de 53 € à 108 € le m<sup>2</sup>), avec des prix relativement faibles en milieu rural afin d'attirer de nouvelles populations, et des prix plus élevés sur le secteur littoral et les centres urbains.

A l'échelle de la Bretagne, l'urbanisation est très rapide comparée au rythme national. Les offres des promoteurs attirent les propriétaires fonciers, d'où une valorisation résidentielle des terres et une hausse des prix. D'ailleurs, sur le Pays de Saint-Brieuc, 92% des stocks seraient vendus dans l'année selon le rythme des ventes actuelles, soit le plus fort taux du département.



**Ce qu'il faut retenir :**

Constats	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une offre de logements peu diversifiée et inadaptée aux besoins et à la tendance au desserrement des ménages.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En moyenne 1 783 logements neufs commencés chaque année entre 1999 et 2008.</li> </ul>
<b>Atouts</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un rythme de construction soutenu ;</li> <li>- Existence de 4 PLH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hausse de +14,2% de la construction entre 1999 et 2008 contre +9,8% entre 1990 et 1999.</li> </ul>
<b>Faiblesses</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un parc immobilier ancien et énergivore ;</li> <li>- Un manque de logements locatifs sociaux ;</li> <li>- Un fort attachement à la maison individuelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'agglomération briochine concentre 53,3% du parc résidentiel du Pays.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une forte pression foncière sur le littoral.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Près de 82% des logements sont des résidences principales.</li> </ul>
<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pavillon individuel représente plus de 78% du parc résidentiel.</li> </ul>
<b>Les conditions du maintien et de l'accueil de la population :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification de l'offre en logements (<i>formes, type, prix</i>);</li> <li>- Coût du foncier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 9.4% du parc de logements est destiné au locatif social et dont 82% se situent sur l'agglomération briochine.</li> </ul>
<b>L'organisation du développement, la localisation des nouveaux logements :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equilibre territorial (<i>identification de pôles, risque d'une économie résidentielle sur le littoral</i>) ;</li> <li>- Consommation d'espace (<i>optimisation du foncier disponible</i>)</li> </ul>	



## IV. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Le Pays de Saint-Brieuc, grâce à sa géographie faite d'un arrière-pays agricole de bocage, d'un linéaire côtier de caractère et d'un espace urbain dynamique, connaît une économie diversifiée fondée sur sa structure et ses spécificités.

Cela a permis le développement d'activités multiples assurant la stabilité du territoire et son attractivité : agriculture d'élevage dans l'arrière-pays, industries, commerces et administrations dans les centres urbains, activités liées à la mer et au tourisme sur le littoral.

La mise en place d'une politique économique performante et durable passe par l'appropriation de cette identité économique forte et spécifique qui fait la richesse du territoire.

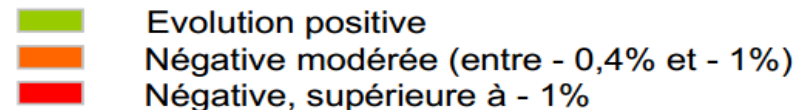
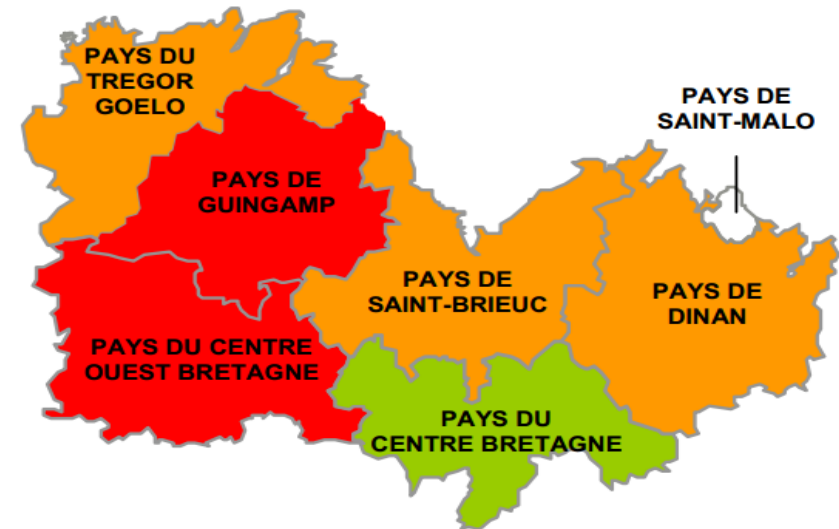
### IV.1. - Un tissu économique diversifié

#### 1. Une progression de l'offre et de la demande d'emploi dans les pôles urbains :

**Une croissance de l'emploi forte jusqu'en 2008 qui s'est ralentie ensuite**

Au cours de ces dix dernières années, l'emploi a connu une forte progression sur le territoire : création de 12 070 emplois entre 1999 et 2008 soit une croissance annuelle moyenne d'environ +1,7 %. Cette dynamique est supérieure à celle que connaît le département des Côtes-d'Armor (+1,4% par an) ou que connaît la région Bretagne (+1,6% par an).

### Evolution de l'emploi salarié 2009-2010 (hors agriculture et hors intérim) par Pays



Source : Pôle Emploi

Cette évolution, bien que majoritairement positive, n'est pas homogène sur le territoire. Entre 1999 et 2008, le nombre d'emplois n'a augmenté que de 134 unités sur Quintin Communauté et seulement de 10 dans la communauté de communes du Pays de Moncontour. De façon générale, les espaces ruraux sont moins créateurs d'emplois que les autres.

Depuis 2008, le nombre d'emplois augmente moins vite que les années précédentes. En effet, on a enregistré sur la période 2009 – 2010 un recul de 1,6% du nombre d'emplois salariés dans le secteur privé (hors agriculture et intérim) passant de 48 827 emplois salariés dans le secteur privé en 2008 à 48 071 en 2010 *(source CAD 22, données Pôle Emploi)*.

#### **Un taux de chômage en baisse jusqu'en 2008 malgré un contexte économique difficile**

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011, le taux de chômage de la zone d'emploi de Saint-Brieuc, qui couvre l'ensemble des communes du Pays, est de 7,9%, légèrement inférieur à celui que l'on peut observer aux niveaux départemental et régional (respectivement 8,3% et 8,1%).

Le contexte économique globalement défavorable, lié à un phénomène de crise économique, se traduit par une augmentation de 1,5% du taux de chômage entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2011.

#### **Un déséquilibre important en termes de revenu moyen**

Sur le Pays de Saint-Brieuc, le revenu net moyen déclaré par foyer fiscal est de 22 007 €<sup>4</sup>. Cette valeur se situe dans la moyenne régionale puisque le revenu net déclaré moyen par foyer fiscal breton est de 22 009 € en 2008, et au-dessus du revenu net déclaré moyen dans les Côtes-d'Armor (21 088 €).

Cependant, de fortes disparités territoriales sont observées à l'échelle du Pays. De façon générale, plus on s'éloigne du littoral, plus les revenus des foyers fiscaux diminuent. Seule la ville de Saint-Brieuc fait exception puisqu'elle présente un revenu moyen inférieur à celui des communes alentours. Ce constat peut s'expliquer de plusieurs façons : des ménages plus petits et plus jeunes, davantage de locataires de logements sociaux... On constate ainsi une différence de plus de 1 500 euros entre le revenu mensuel net moyen déclaré à Pléneuf-Val-André (2 444 €) et à Moncontour (1 000 €).

Ce sont les communes littorales qui contribuent à élever le niveau de revenu alors que les communes de l'arrière-pays briochin se situent nettement en dessous de la moyenne départementale.

#### **Une population active mobile : l'agglomération de Saint-Brieuc, lieu de destination privilégié du territoire**

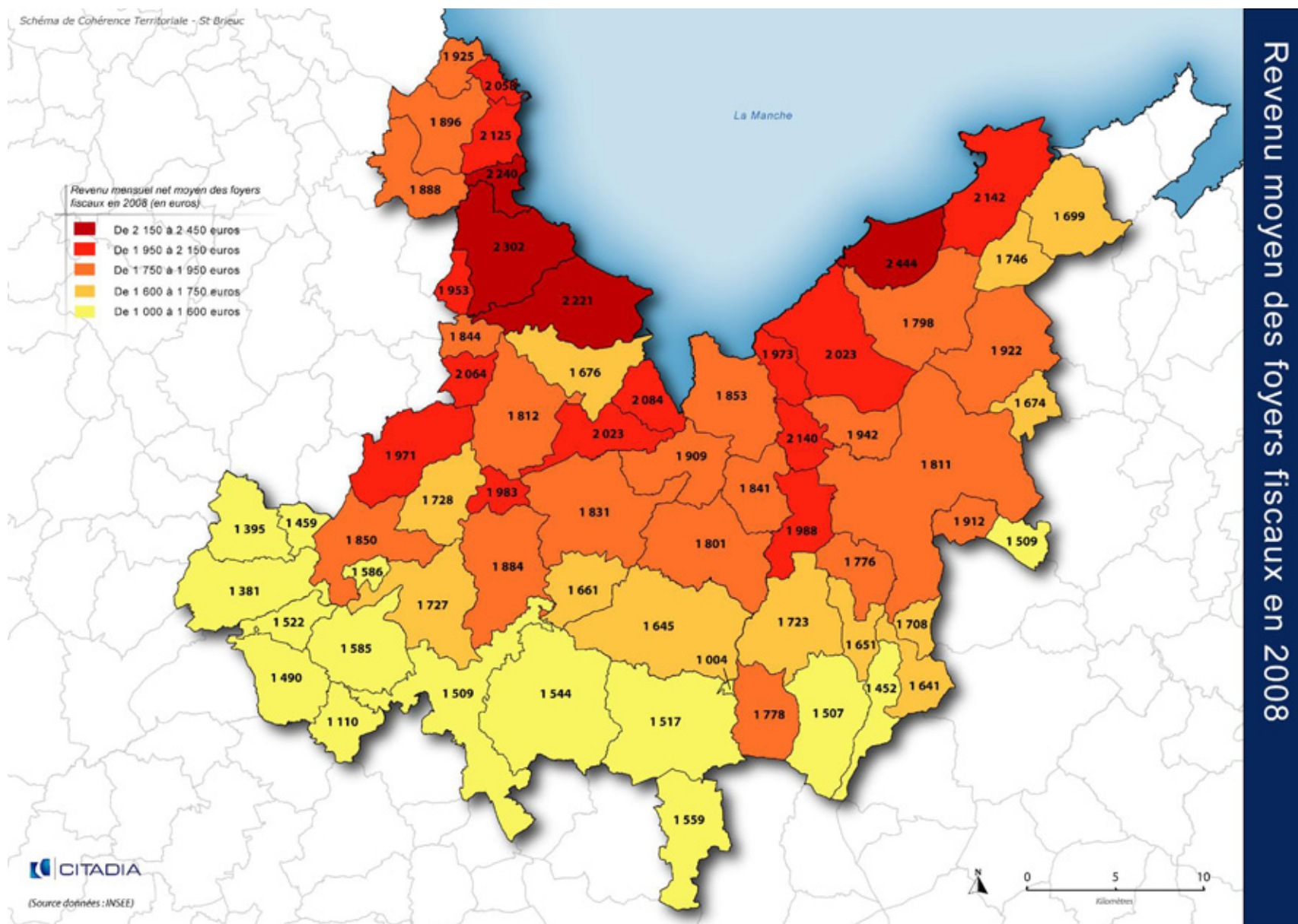
Les déplacements domicile-travail sont liés à la présence de pôles générateurs d'emplois dans un lieu donné. Ces déplacements sont une des principales sources de mobilité sur un territoire. Dans le Pays de Saint-Brieuc, ils sont largement polarisés par l'agglomération briochine (et par Lamballe Communauté dans une moindre mesure). Ces deux pôles économiques concentrent 81% des emplois salariés et la majorité des déplacements domicile-travail du territoire. Ces déplacements sont en très grande majorité effectués en voiture, puisque ce moyen de transport représente 82% des flux domicile-travail.

Il est à noter aussi l'importance des flux domicile-travail s'animant à l'intérieur de l'agglomération de Saint-Brieuc puisque 37% de la population active de l'agglomération de Saint-Brieuc travaille dans sa commune de résidence, donc a contrario, 63 % de la population « bouge ».

Bien que l'essentiel des flux soient localisés à l'intérieur du Pays, le territoire attire également de nombreux actifs en provenance d'autres pays voisins, notamment du Pays de Guingamp au Nord-Ouest du territoire : 1305 actifs.

<sup>4</sup> Sources INSEE 2008, impôt sur le revenu des foyers fiscaux.





## 2. Une structure de l'emploi équilibrée spécialisée selon les intercommunalités :

Composé d'identités géographiques distinctes, le Pays de Saint-Brieuc présente une spatialisation de l'emploi : l'agglomération briochine concentrant les emplois administratifs, commerciaux et industriels ; la frange littorale, sous l'influence bénéfique du tourisme ; et l'arrière-pays où la part des emplois industriels (dont l'agro-alimentaire) et agricoles est élevée.

	Nombre d'emplois selon le secteur d'activité (2008)													
	St. Brieuc Agglo		Lamballe Agglo		CC. Sud Goëlo		CC Côte de Penthièvre		CC Centre Armor Puissance 4		Quintin Communauté		CC Pays de Moncontour	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	57438	100,0%	11528	100,0%	3425	100,0%	3722	100,0%	2708	100,0%	3597	100,0%	2656	100,0%
Agriculture	818	1,4%	829	7,2%	209	6,1%	509	13,7%	206	7,6%	617	17,2%	437	16,5%
Industrie	6 449	11,2%	3 361	29,2%	300	8,8%	302	8,1%	400	14,8%	973	27,1%	195	7,3%
Construction	4 318	7,5%	1 113	9,7%	309	9,0%	480	12,9%	198	7,3%	219	6,1%	540	20,3%
Commerce, transports, services divers	24 138	42,0%	3 966	34,4%	1 569	45,8%	1 592	42,8%	1 068	39,4%	807	22,4%	587	22,1%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	21 715	37,8%	2 259	19,6%	1 038	30,3%	839	22,5%	836	30,9%	981	27,3%	897	33,8%

Attention : dans ce tableau, les emplois de l'industrie agro-alimentaire sont comptés dans l'industrie.

Source : INSEE 2008, emplois selon les secteurs d'activité

### Une agglomération concentrant les emplois administratifs et commerciaux

L'agglomération de Saint-Brieuc est caractérisée par une légère surreprésentation des emplois administratifs qui peut être expliquée par la présence de la ville de Saint-Brieuc qui, du fait de sa fonction de préfecture, regroupe l'essentiel des services publics du département. On dénombre 21 715 emplois administratifs,<sup>5</sup> soit 37,8% des emplois de l'agglomération briochine.

Les emplois liés à l'activité commerciale de l'agglomération sont eux aussi bien représentés, confortant le rôle central de Saint-Brieuc dans le territoire. Ils représentent 42% des emplois de l'agglomération soit 24 138 emplois.

Les emplois industriels représentent 11,2% des emplois de l'agglomération soit 6.449 emplois.

### Une frange littorale qui bénéficie de l'influence du tourisme

Les communautés de communes du Sud Goëlo et de la Côte de Penthièvre, de par l'attractivité touristique de leur littoral, profitent des emplois induits par ce secteur d'activités. Les emplois liés aux activités commerciales représentent 45,8% des emplois de la communauté de communes du Sud Goëlo (soit 1569 emplois) et 42,8% des emplois de la communauté de communes de la Côte de Penthièvre (soit 1592 emplois).

A noter que sur la Côte de Penthièvre, l'activité agricole représente 13,7 % des emplois.

### Un arrière-pays dominé par les emplois industriels et agricoles

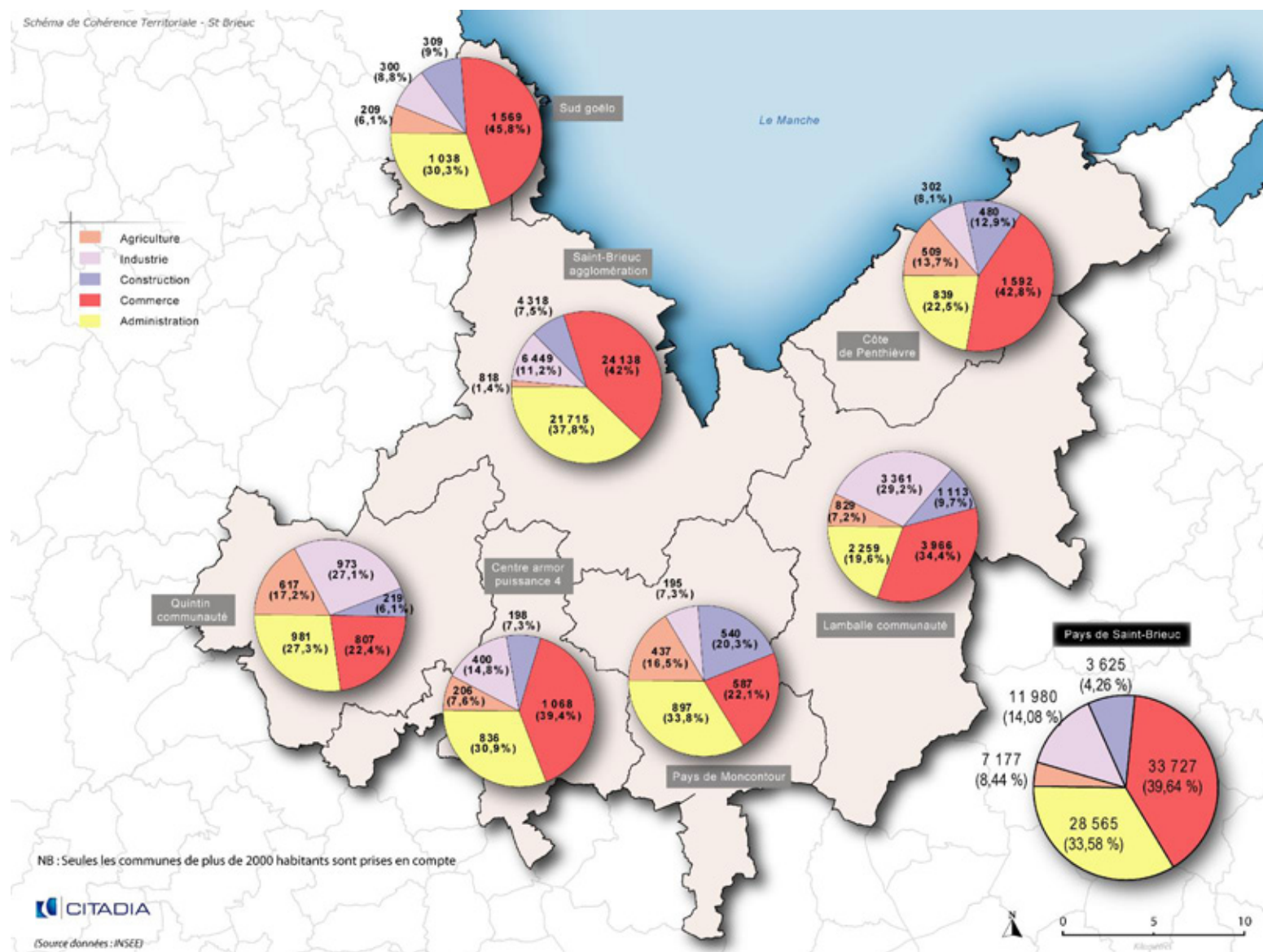
Composé de pôles ruraux, l'arrière-pays de Saint-Brieuc offre des emplois liés à la fois au secteur agricole et au secteur industriel dont l'agro-alimentaire, deux secteurs relativement plus représentés que dans le reste du territoire.

- Les activités agricoles représentent 17,2% des emplois de Quintin Communauté et 16,5% des emplois de la Communauté de Communes du Pays de Moncontour.
- Les activités industrielles représentent 27,1% des emplois de Quintin Communauté et 14,8% des emplois de la Communauté de Communes Centre Armor Puissance 4.

Lamballe Communauté concentre, en 2008, 11 528 emplois dont 34,4% issus du secteur du commerce, des transports et des services, et 29,2% issus du secteur industriel.

<sup>5</sup> Source : INSEE 2008, emplois selon le secteur d'activité

# Nombre et part des emplois en 2008



### 3. Une offre foncière et immobilière importante pour l'accueil d'activités économiques :

**Une augmentation du nombre d'espaces d'activités et de leur superficie (source : CAD 22)**

*Nota bene : Précision pour la compréhension des chiffres présentés :*

*Ces chiffres proposent une photographie de la situation du Pays de Saint-Brieuc en 2011 (enquête réalisée en 2010 – 2011) et reflètent l'ensemble des zonages présents à l'époque dans les documents d'urbanisme locaux (POS – PLU) accueillant d'ores et déjà, ou autorisant l'implantation d'activités économiques au sens large (commerce, artisanat, industrie, services selon les cas) sur les territoires. Certains documents d'urbanisme ayant été révisés depuis, des évolutions, parfois majeures, ont été recensées, comme par exemple la suppression pure et simple de zonages AUY de taille significative, pour mieux correspondre au schéma de développement économique initié par l'intercommunalité à laquelle la commune est rattachée.*

En 2011, le Pays de Saint-Brieuc se présente comme un territoire relativement bien doté en espaces d'activités. Alors qu'en 1988, on dénombrait 29 communes dotées d'espaces d'activités dans le Pays de Saint-Brieuc, on en compte aujourd'hui 49 (soit 77% des communes du territoire). Ces 49 communes regroupent les 173 espaces d'activités du territoire, représentant au total près de 1540 hectares, dont 53 sont considérés comme des monosites<sup>6</sup>, et représentent 130 hectares (8.4% de la superficie totale). La plupart des monosites n'ont pas de possibilités d'extension.

Bien qu'en croissance depuis la fin des années 80, la création ou l'extension des zones d'activités connaît un ralentissement depuis les années 2000 : croissance de 6,6% entre 1988 et 2000, croissance de 2,6% entre 2000 et 2011.

Depuis 1988, les intercommunalités possèdent de plus en plus la maîtrise foncière des espaces d'activités. Actuellement, les intercommunalités gèrent le tiers des sites et maîtrisent 56% des surfaces aménagées.

<sup>6</sup> Sont considérés comme monosites, les espaces occupés par une seule entreprise. Ils sont privés pour la quasi-totalité d'entre eux. (source : CAD 22 - 2011)

Ces espaces sont souvent de taille modeste, soit une superficie moyenne de 12,8 hectares en 2011 (superficie moyenne départementale : 12 hectares) contre 11,5 hectares en 2000. Cependant, les espaces d'activités de plus de 20 hectares représentent actuellement plus de la moitié des surfaces (soit 915 hectares) et 58% des disponibilités (soit 72 hectares) alors qu'ils représentent 11% des sites, les espaces les plus vastes étant principalement localisés autour de Saint-Brieuc et de Lamballe.

	Nombre de ZA		Superficie totale	
	Nb	%	Nb	%
< 5 ha	98	57%	226	13%
5 à 20 ha	55	32%	532	32%
20 à 50 ha	14	8%	403	24%
> 50 ha	6	3%	512	31%
Total	173	100%	1673	100%

Source : CAD22 - 2011

Avec un taux d'occupation global de 91,5%, les espaces d'activités sont attractifs, ce qui démontre que la majeure partie des investissements réalisés par les collectivités répond aux besoins réels des entreprises désireuses de s'implanter dans le Pays.

#### Une localisation privilégiée à proximité de la RN12 et des pôles urbains

Les trois quarts des superficies totales des espaces d'activités sont situées dans les pôles urbains : 58% dans la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc et 18,2% dans la Communauté de Communes de Lamballe.

Assurant une desserte rapide vers les territoires alentours et une irrigation Est-Ouest du Pays, la RN12 a, jusqu'ici, structuré le développement économique du territoire et l'implantation des espaces d'activités. Plus de 39% des superficies totales des espaces d'activités identifiées dans le cadre de cette étude (soit 602 hectares) se concentrent le long de cet axe routier.



Les autres axes routiers structurants possèdent, eux aussi, une large influence dans la localisation de ces espaces : 255 hectares le long de la RD 700, 88 hectares le long de la RD 790 et 71 hectares le long de la RD 786.

L'implantation de ces espaces d'activités le long des axes structurants engendre de forts impacts sur le territoire et les paysages : urbanisation continue et linéaire au détriment d'aménagements en profondeur ; qualité paysagère médiocre.

Vitrines du territoire, les axes routiers principaux possèdent de véritables enjeux en termes d'image et de développement nécessitant un travail sur la qualité urbaine et paysagère de ces sites et sur leur intégration.

#### Un travail nécessaire sur la lecture et la qualité des sites

En plus de la consommation foncière qu'ils génèrent, ces espaces d'activités sont porteurs d'impacts visuels négatifs sur le paysage, notamment en bordure de la RN 12 et des principales routes départementales.

- Pauvreté de la qualité urbaine : alignement de « boîtes » aux formes monotones et banales, diversité des enseignes...
- Qualité des transitions entre les espaces publics de la voirie et les espaces privés des entreprises : alignements, connexions...

Souvent sans identité ou spécialisation, ces espaces d'activités se traduisent par un manque de lisibilité malgré les efforts qui tendent à apparaître dans leur conception. Le label « **Bretagne Qualiparc** » a sans doute permis des réalisations plus qualitatives.

Depuis, peu, le nouveau référentiel « Bretagne Qualiparc » met davantage l'accent sur la gestion économe du foncier, de l'énergie et des ressources naturelles (eau notamment), le renforcement des services apportés aux entreprises et aux salariés, une meilleure insertion des parcs dans leur environnement urbain et naturel, le développement des modes d'accès alternatifs à la voiture et la préservation de la biodiversité sur sites aménagés.

#### Qualiparc : 7 objectifs

1. Fédérer l'ensemble des acteurs concernés du territoire.
2. Définir un projet s'inscrivant dans une stratégie globale de développement définie à la bonne échelle.
3. Mettre à niveau l'ensemble des parcs d'activités existants.
4. Répondre durablement aux besoins des entreprises.
5. Identifier les attentes des salariés (accessibilité, cadre de vie, services).
6. Le parc d'activités doit être conçu comme une véritable opération d'urbanisme.
7. La conception doit permettre de minimiser les impacts sur l'environnement

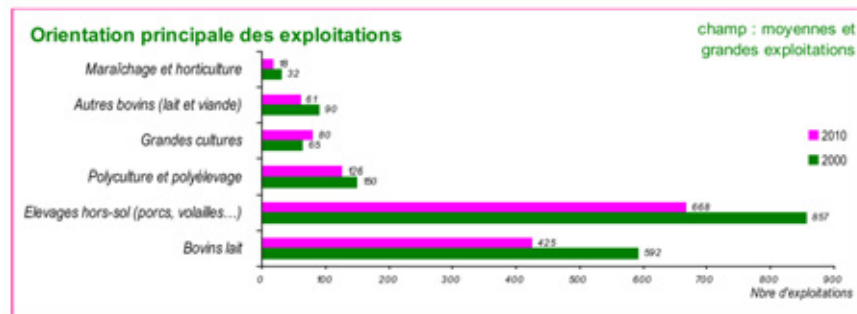
## IV.2 - L'agriculture, une activité structurante confrontée à de nouveaux enjeux

### 1. Une production à dominante animale :

En 2010, 43 % de la SAU (Surface Agricole Utile) du Pays de Saint-Brieuc est utilisée pour la production de céréales (1363 exploitations), 25% pour les prairies temporaires et artificielles (1023 exploitations), 19% pour la production de maïs fourrage et ensilage (806 exploitations).

La production animale concerne au total 1642 exploitations : 871 exploitations bovines, 530 exploitations porcines, 218 exploitations de volailles / œufs et 23 exploitations de lapines mères. Ces exploitations représentent un cheptel d'environ : 84 400 bovins dont 31.500 vaches laitières, 718 600 porcins, 2 millions de poules pondeuses, 1,7 millions de poulets de chair, 316 000 dindes / dindons et 8 000 lapines.

Le tableau ci-dessous issu de la note du recensement agricole de 2010 sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc expose les orientations principales des moyennes et grandes exploitations et illustre bien la part importante de la production animale sur le territoire par rapport à la production végétale.



Source : Recensement Agricole 2010

De la même façon, la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor a estimé que les productions animales représentent plus de 84% du chiffre d'affaires de l'agriculture dans le Pays de Saint-Brieuc soit 334 millions d'euros contre 63 pour les productions végétales.

Le Pays compte ainsi pour 20% du chiffre d'affaires des productions animales du département et pour 14% de celui des productions végétales.

	Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	
	dans les Côtes d'Armor	dans le Pays de Saint-Brieuc
Céréales	161,6	29,9
Plantes fourragères	147,9	22,5
Légumes, pommes de terre	90,5	3,9
Autres végétaux	38,2	6,9
<b>Total productions végétales</b>	<b>438,1</b>	<b>63,2</b>
Lait	338,3	65,0
Viande bovine	124,0	20,5
Veaux de boucherie	69,7	11,2
Porcs	583,7	156,2
Poulets	211,4	28,1
Œufs	249,3	50,0
Autres produits animaux	18,7	3,0
<b>Total productions animales</b>	<b>1 595,0</b>	<b>334,0</b>
<b>Total productions agricoles</b>	<b>2 033,1</b>	<b>397,2</b>

Source : Recensement Agricole 2010, extrapolation faite par la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor

### 2. Une baisse de la SAU totale et une hausse de la SAU moyenne par exploitation :

La SAU est passée sur le territoire de 74 664 hectares en 2000 à 71 461 hectares en 2010, soit une baisse de 4,3 % tandis que le nombre d'exploitations baissait de 27,7 % durant la même période, engendrant une hausse de la SAU moyenne (de 30,2 ha en 2000 à 39,9 ha en 2010). C'est dans les exploitations des communes littorales et celles du sud-ouest que

l'on observe les superficies moyennes les plus importantes<sup>7</sup>. Ce phénomène traduit une crise économique profonde du secteur agricole et une baisse de rentabilité des exploitations, qui obligent au regroupement des exploitations et à la mise en place d'outils mécanisés pour rester compétitif. Globalement, l'enjeu de la préservation du foncier agricole face aux « appétits » du développement urbain est crucial.

### 3. Des difficultés dans le remplacement et le renouvellement des générations :

Sur le Pays de Saint-Brieuc, l'âge moyen des chefs d'exploitations et des co-exploitants est en hausse depuis le recensement agricole de 2000 :

- En 2010, 25% des chefs d'exploitation et des co-exploitants ont plus de 55 ans alors qu'ils étaient 20% en 2000.
- De même, la part des moins de 40 ans, ceux assurant le renouvellement des générations, est passée de 32% en 2000 à 21% en 2010.

Cette répartition des âges des exploitants ne permet pas d'assurer le renouvellement des générations agricoles et le maintien des exploitations puisque, en moyenne, seul un quart d'entre-elles est repris.<sup>8</sup>

### 4. Un impact économique important :

Selon une étude de Jean Ollivro, géographe<sup>9</sup>, chaque exploitation agricole génère 5 emplois ; 2,5 directement dans les exploitations, 2 dans les industries agroalimentaires et

0,5 dans les activités de services directement liées aux exploitations (machinisme agricole, service de remplacement, centre de gestion...).

D'après le Recensement Général Agricole de 2010, 1 391 « moyennes et grandes exploitations »<sup>10</sup> se situent sur le Pays de Saint-Brieuc. En utilisant ce ratio, le Pays compterait donc 6 955 emplois agricoles, agroalimentaires et dans les services directement liés à l'agriculture. En comptabilisant également les petites exploitations, ce chiffre se monte alors à 8 950 emplois liés à l'agriculture.

Toutefois, d'après les études menées par l'Observatoire « emploi et formation de l'agriculture » de la Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne, ce nombre est sous-estimé. En effet, elles indiquent que les exploitations du Pays de Saint-Brieuc comptabilisent près de 3 950 emplois agricoles (2 399 actifs familiaux et 1 551 salariés en Equivalent Temps Plein). D'après les données CLAP (connaissance locale de l'appareil productif) de l'INSEE et des enquêtes, les industries agroalimentaires emploieraient 4 800 salariés (hors intérim) dans le Pays. Les services directement liés à l'agriculture représenteraient quant-à-eux (d'après le ratio de Jean Ollivro) 700 emplois. Les exploitations agricoles du Pays de Saint-Brieuc généreraient ainsi près de 9 450 emplois.

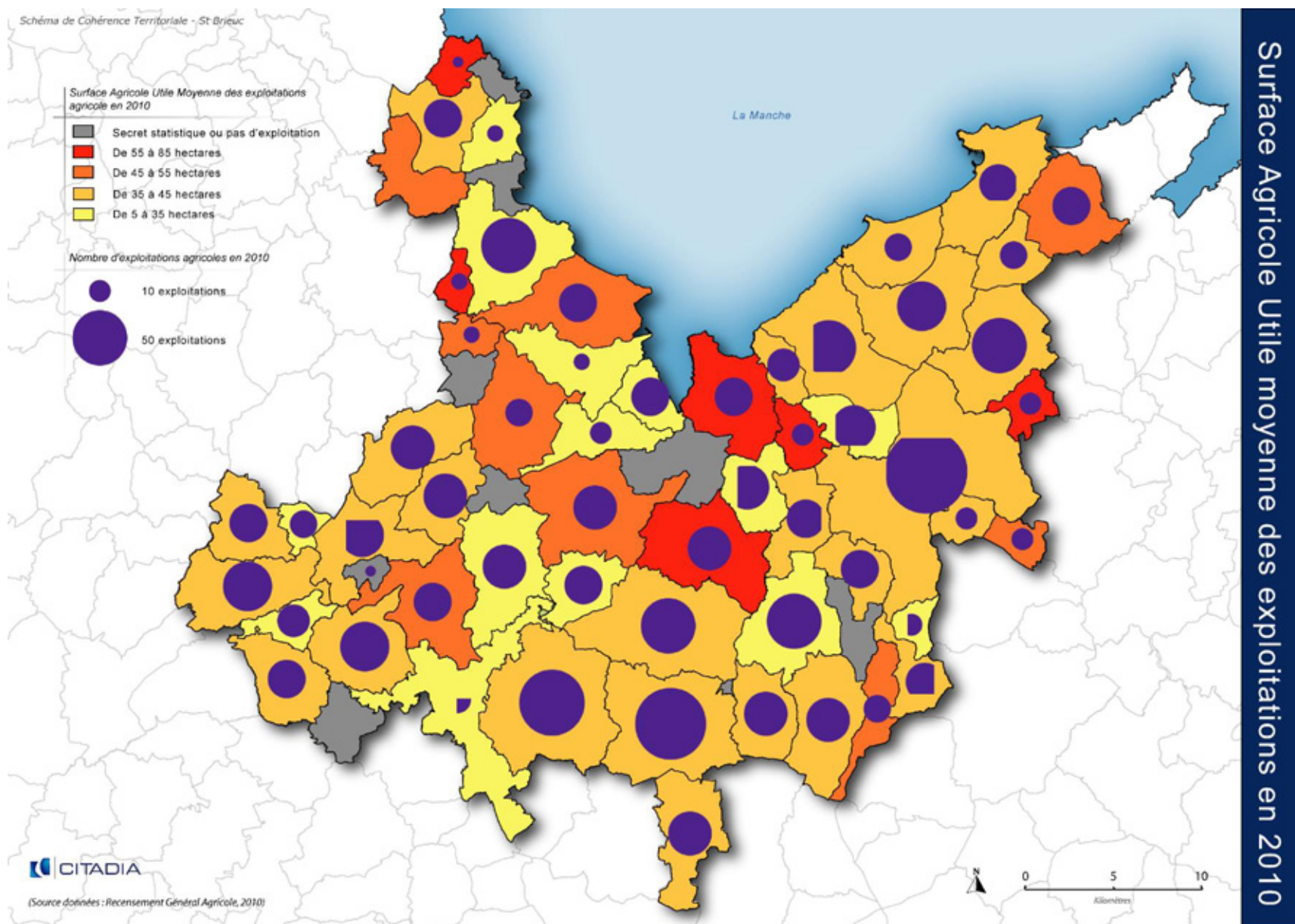
De plus, le secteur agricole participe grandement à l'économie locale puisqu'il représente près de 400 millions d'euros pour l'activité agricole à proprement parler et 1,46 milliards d'euros pour l'activité agroalimentaire.

<sup>7</sup> Source : MSA 2005, Rapport Pays de Saint-Brieuc 2006

<sup>8</sup> Source : MSA 2005, Rapport Pays de Saint-Brieuc 2006

<sup>9</sup> Etude « L'apport réel des activités agricoles en Bretagne : une approche géoéconomique » menée par Bretagne Prospective - 2008

<sup>10</sup> En 2010, le Recensement Général Agricole compte 1790 exploitations agricoles, soit 60% de moins qu'en 1988 (4368 exploitations)





## IV.3 - Industrie et Agroalimentaire

### 1. Une tradition ancienne mais un tissu industriel fragilisé :

#### Un nombre important d'emplois industriels :

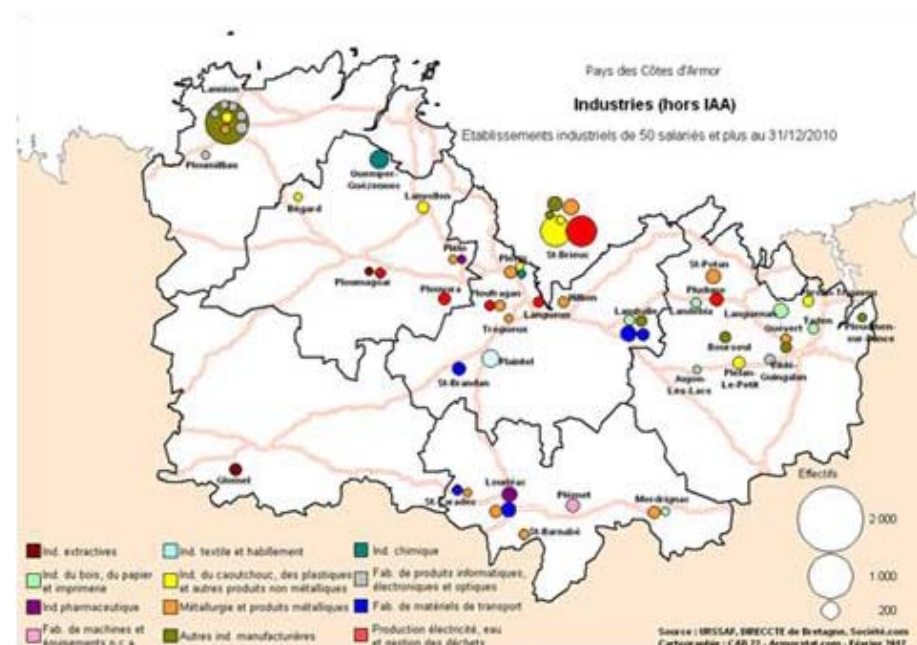
En 2009, Côtes d'Armor Développement (CAD22) comptait 5 421 emplois issus du secteur industriel (hors IAA) dont 3 126 emplois dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Ces emplois se répartissaient dans 334 établissements soit 4,8% des établissements du territoire.

	Emplois salariés			
	Industries	Hors IAA	Hors IAA (%)	Part Territoire (%)
CA Saint Brieuc	5 752	3 765	65,46%	69,45%
CC Lamballe	3 035	869	28,63%	16,03%
CC Pays de Moncontour	123	105	85,37%	1,94%
CC Penthièvre	146	75	51,37%	1,38%
CC Puissance 4	397	251	63,22%	4,63%
CC Quintin	917	256	27,92%	4,72%
CC Sud Goelo	202	100	49,50%	1,84%
<b>Pays</b>	<b>10 572</b>	<b>5 421</b>	<b>51,28%</b>	<b>100,00%</b>
Cotes d'Armor	29 429	14 746	50,11%	36,76%
Bretagne	175 654	106 678	60,73%	5,08%

Source : CAD22 - 2009

Avec 3 765 emplois industriels hors IAA, Saint-Brieuc Agglomération est le territoire du Pays qui concentre le plus d'emplois dans ce domaine (69%). Suivie par Lamballe Communauté qui concentre 16% des emplois industriels du Pays hors industries agroalimentaires.



#### Une baisse des emplois salariés industriels du secteur privé :

Entre 2000 et 2009, on observe, sur le Pays de Saint Brieuc, une diminution de 14 %<sup>11</sup> du nombre total de salariés dans le secteur industriel principalement portée par les branches industrielles de la fabrication (équipements électriques et électroniques ; produits en caoutchouc, plastique et produits minéraux non métalliques ; travail du bois, papier et imprimerie).

<sup>11</sup> Source : CAD 22, L'emploi industriel en Côtes d'Armor

## 2. L'agroalimentaire : la base de l'emploi local :

### Un secteur industriel tourné vers la viande :

Avec 47 % des emplois industriels en 2006 consacrés à l'agroalimentaire, le Pays de Saint-Brieuc est le 3<sup>ème</sup> pôle de Bretagne en la matière. C'est la base de l'emploi industriel local.

Les industries agroalimentaires du territoire se caractérisent par une prédominance d'entreprises liées à l'industrie de la viande avec près des deux tiers des emplois des entreprises de plus de 20 salariés.

Le secteur de l'abattage porcin suscite des inquiétudes, liées au nombre élevé d'équipements et au fait que les entreprises ont des difficultés à répercuter l'ensemble de leurs coûts sur les prix de vente.

### Des entreprises localisées près des centres urbains :

Ces entreprises sont principalement localisées à proximité des villes où elles peuvent trouver une main d'œuvre immédiate et des infrastructures performantes (transports, logistique, commerce). En effet, 80 % des emplois de ce secteur d'activités se répartissent entre Saint-Brieuc Agglomération et Lamballe Communauté. Le pourcentage s'élève à 93 % en ajoutant Quintin Communauté.

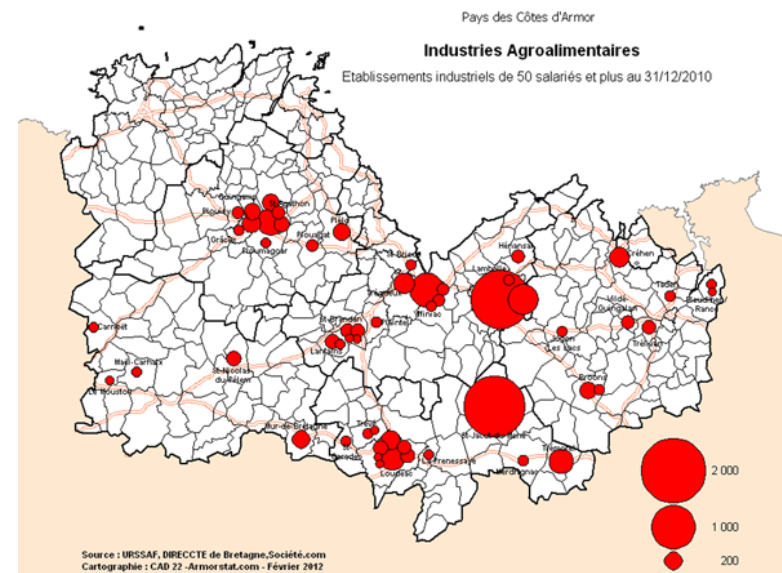
Alors que l'économie de l'agglomération de Saint-Brieuc est relativement diversifiée, celle de Lamballe Communauté et celle de Quintin Communauté ont une spécialisation de l'emploi beaucoup plus forte avec 1 actif sur 5 vivant du secteur agroalimentaire.

Source CAD22 - 2009

	Emplois salariés			
	Industries	Dont IAA	Dont IAA (%)	Part Territoire (%)
CA Saint Brieuc	5 752	1987	34,54%	38,58%
CC Lamballe	3 035	2166	71,37%	42,05%
CC Pays de Moncontour	123	18	14,63%	0,35%
CC Penthièvre	146	71	48,63%	1,38%
CC Puissance 4	397	146	36,78%	2,83%
CC Quintin	917	661	72,08%	12,83%
CC Sud Goelo	202	102	50,50%	1,98%
<b>Pays</b>	<b>10 572</b>	<b>5151</b>	<b>48,72%</b>	<b>100,00%</b>
Cotes d'Armor	29 429	14683	49,89%	35,08%
Bretagne	175 654	68976	39,27%	7,47%

### 10 principales entreprises agroalimentaires du Pays de Saint-Brieuc

- Cooperl Hunaudaye - Lamballe (production porcine)
- Euralis (Ex-Stalaven) – Yffiniac (plats préparés)
- Beldis – Saint-Brandan (transformation et conservation de la viande de volaille)
- La Paysanne – Hénansal (aliments pour animaux)
- Epi Bretagne Œufs – Plaintel (fabrication d'ovoproduits)
- Guyader – Saint-Brandan (préparation industrielle de produits à base de viande)
- Le Men – Saint-Brandan (aliments pour animaux)
- Hameon – Saint-Brieuc (préparation industrielle de produits à base de viande)
- Inariz – Lamballe (travail du grain)
- L'Armoricaine laitière – Lanfains (fabrication de lait liquide et de produits frais)



Source CAD22 – 2010

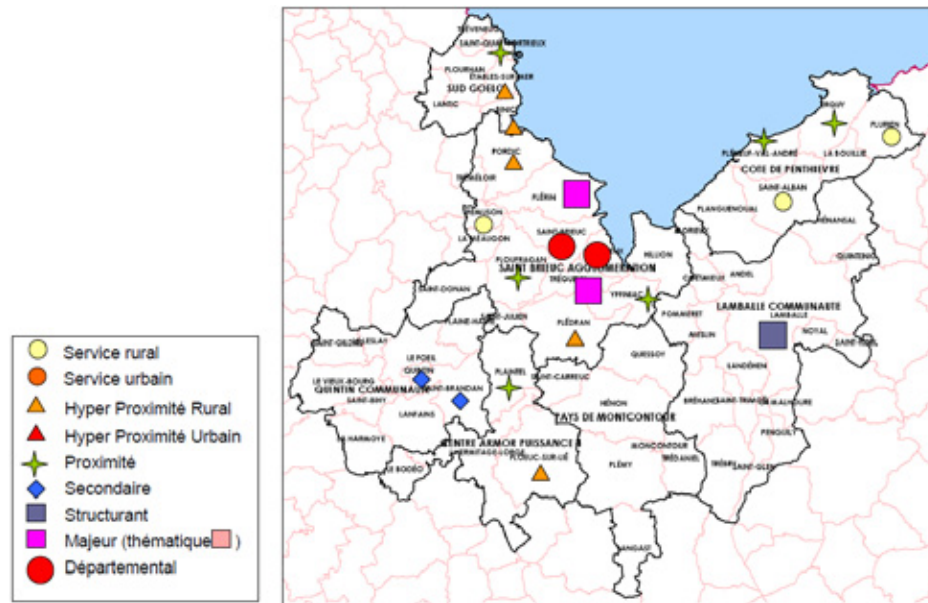
## IV.4 - Equipement commercial

### 1. Un maillage commercial relativement solide :

Les zones commerciales se répartissent de façon assez cohérente sur le territoire, situées autour des pôles urbains structurants. L'agglomération de Saint-Brieuc concentre les zones les plus grandes et les plus attractives (Langueux / Tréguieux / Plérin).

Des commerces sont également bien présents en centralité.

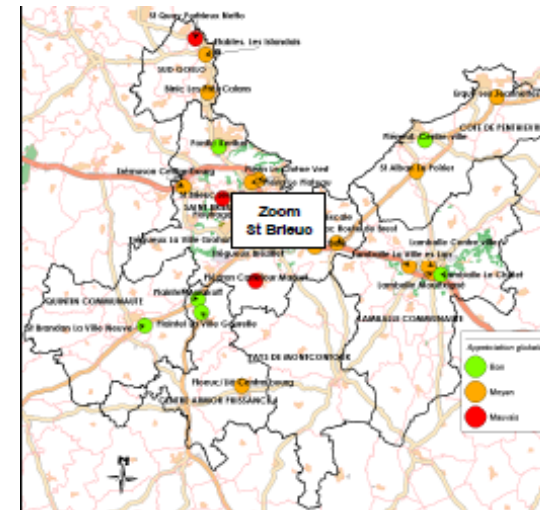
Typologie des pôles commerciaux



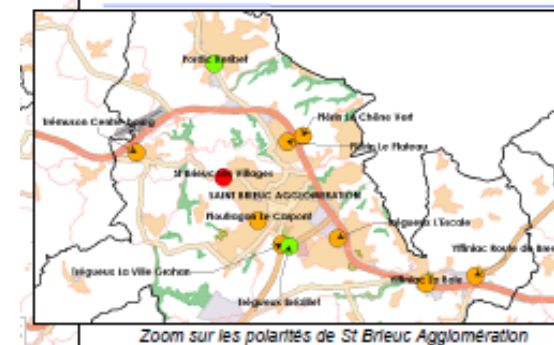
Source : Etude de prospective commerciale – Cibles et Stratégies – Septembre 2010

Un enjeu déterminant réside dans la qualité des aménagements des espaces commerciaux situés en entrée de villes et en périphérie, et leur intégration dans l'espace urbain et le paysage. Ainsi, une appréciation urbaine et architecturale des pôles a été réalisée prenant en compte :

- la qualité de l'intégration urbaine des commerces dans le paysage et dans leur environnement bâti
  - la qualité des apports en termes d'espaces verts et de fleurissement
  - la qualité de l'appel visuel auprès des consommateurs
  - la qualité de l'accès automobile, piéton, cycliste ou par transports en commun.
- Les pôles ont ainsi été classés en 3 catégories (vieillissante, classique, nouvelle génération).



L'appréciation globale des polarités commerciales



Source : Etude de prospective commerciale Cibles et Stratégies – Septembre 2010

## 2. L'offre commerciale traditionnelle présente :

**Une augmentation de l'offre commerciale principalement dopée par le secteur non alimentaire :**

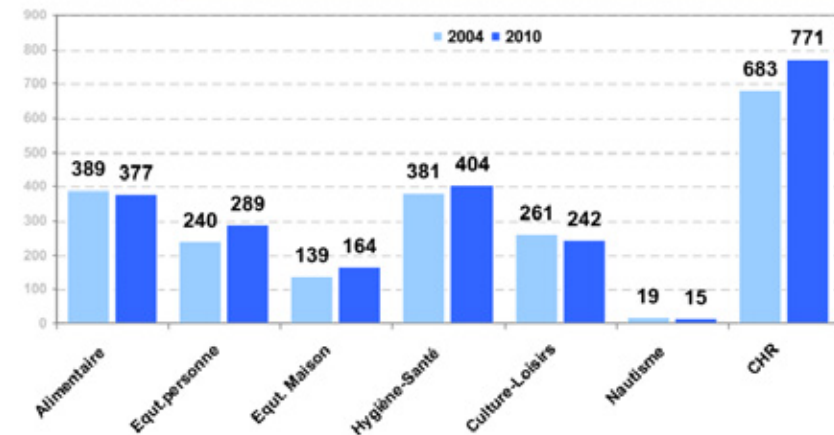
On dénombre en 2010 sur le territoire 2 262 commerces répartis entre les commerces traditionnels (1 491) et les Cafés-Hôtels-Restaurants (771) soit une augmentation de 7 % depuis 1999. Cette augmentation suit la croissance démographique du Pays de Saint-Brieuc : +7 % entre 1999 et 2007.

Entre 2004 et 2010, l'armature commerciale du Pays a connu une évolution inégale selon le secteur d'activité. Globalement, on a enregistré sur le territoire une baisse de l'offre alimentaire (de 3 %) dont la moitié s'explique par le passage du circuit traditionnel au circuit Grandes Moyennes Surfaces (GMS) des petites surfaces alimentaires de type hard discount.

L'offre commerciale non alimentaire a, quant à elle, enregistré une hausse de 7 %. En décomposant cette catégorie, on observe une forte croissance du secteur de l'équipement de la personne (+20 %), du secteur de l'équipement de la maison (+18 %), une croissance plus modérée du secteur 'hygiène – santé' (+6 %) et une baisse du secteur culture – loisirs (-7 %) (s'expliquant par le fait que les commerçants de détail de type librairies, fleuristes, cadeaux.... ont du mal à résister face à la consommation croissante de ce type d'achat en grandes surfaces spécialisées ou sur internet).

L'offre en Cafés-Hôtels-Restaurants (CHR) a enregistré une croissance de 13 %. Dans ce secteur, on observe un turn-over important. Depuis 2004, 62 % de l'ensemble des CHR du Pays se sont renouvelés. Le secteur le plus touché est celui de la restauration rapide avec un taux de renouvellement de 80 % depuis 2004. Ces taux démontrent, entre autre, la difficulté des entrepreneurs à pérenniser leurs activités.

Evolution de l'offre commerciale par secteur d'activité  
En globalité



Source : CCI 2004 – 2010  
Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies – sept 2010

**Une augmentation de l'offre commerciale principalement localisée dans l'est du territoire :**

Si cette croissance a été positive sur le territoire, les situations locales sont plus contrastées. En effet, en se référant aux données de 2004 et de 2010, cette croissance a surtout profité aux communautés de communes de Lamballe Communauté (+14%) et de la Côte de Penthièvre (+13%). En revanche, cette croissance a été plus faible dans les autres territoires, voire en baisse sur Quintin Communauté (-7%).

**Des situations locales variées**

- **Saint-Brieuc Agglomération : + 5%**
  - + 19% pour l'équipement de la personne
  - +19% pour l'équipement de la maison
  - + 14% pour les CHR
- **Lamballe Communauté : + 14%**
  - + 33% pour les CHR
  - + 31% pour l'équipement de la maison
  - + 17% pour l'équipement de la personne
- **CdC Côte de Penthièvre : + 13%**
  - + 100% pour l'équipement de la personne
  - +56% pour l'équipement de la maison
  - - 16% pour le secteur culture / loisirs
- **CdC du Sud Goëlo: stabilisation**
  - + 30% pour le secteur hygiène / santé
  - +13% pour le secteur alimentaire
- **CdC Centre Armor Puissance 4 : +9%**
  - + 31% pour le secteur hygiène / santé
  - + 21% pour les CHR
- **CdC du Pays de Moncontour : stabilisation**
  - + 15% pour les CHR
- **Quintin Communauté : -7%**
  - + 16% pour le secteur culture / loisirs
  - + 16% pour les CHR
  - Négatif dans les autres secteurs

*Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies – sept 2010*

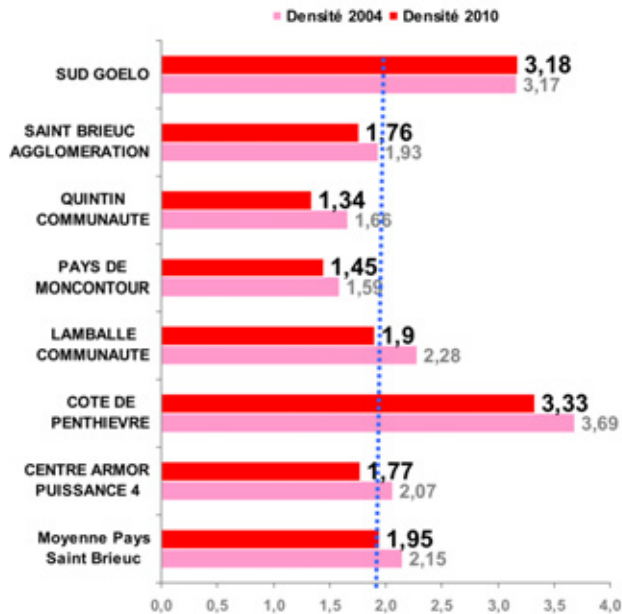
**Un affaiblissement de la densité commerciale alimentaire « traditionnelle » :**

La densité moyenne de ce type de commerces tend à s'affaiblir passant de 2,15 commerces pour 1 000 habitants en 2004 à 1,95 commerces pour 1 000 habitants en 2010. Cette baisse de la densité commerciale s'explique notamment par une croissance généralisée de la population sur l'ensemble du pays de Saint-Brieuc, combinée à une absence ou une faiblesse de création d'entreprises commerciales dans le secteur alimentaire.

Cela s'explique aussi par le changement de statut de certains établissements passant de Grandes et Moyennes Surfaces à supérettes alimentaires de type hard discount.

**Evolution de la densité commerciale alimentaire par EPCI**

(Nombre de commerces alimentaires traditionnels pour 1000 habitants)

**L'avenir des centres-villes face à la périphérisation des commerces traditionnels :**

Outre l'aménagement de larges espaces commerciaux en entrées de ville, le long des axes routiers structurants, on assiste progressivement dans ces mêmes espaces au développement des commerces traditionnels habituellement situés dans les centres-villes (boulangeries, boucheries...).



De nombreux éléments interviennent dans ces choix de localisation en entrées de ville : flux de circulation, forte visibilité, offre de stationnement facile et abondante, absence de cellules adaptées dans les centres-villes...

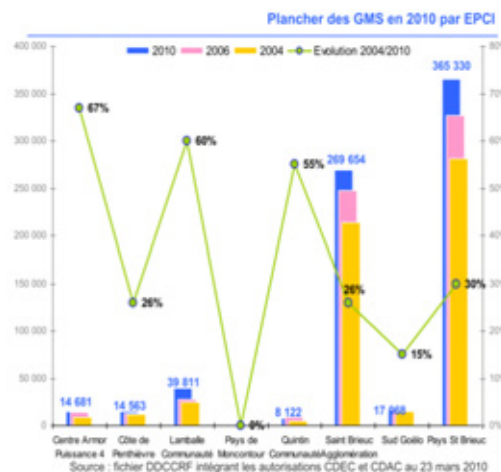
Cependant, le départ des commerces du centre des bourgs vers les entrées de ville (ou leur installation directe dans ces espaces) engendre une perte d'attractivité et de vitalité des centres-villes. Se pose alors la question de l'avenir de ces centralités.

### 3. Une forte densité en Grandes Moyennes Surfaces (GMS) :

#### Une très bonne couverture en Grandes Surfaces Alimentaires (GSA) :

On note sur le territoire que près de 97% de la population vit à moins de 10 minutes d'une offre alimentaire de type supérette ou super/hypermarché. Cependant, on observe une desserte moins affirmée d'une partie des ménages de Quintin Communauté, de la communauté de communes du Pays de Moncontour et du sud de Lamballe Communauté.

#### Une croissance généralisée du plancher Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) :

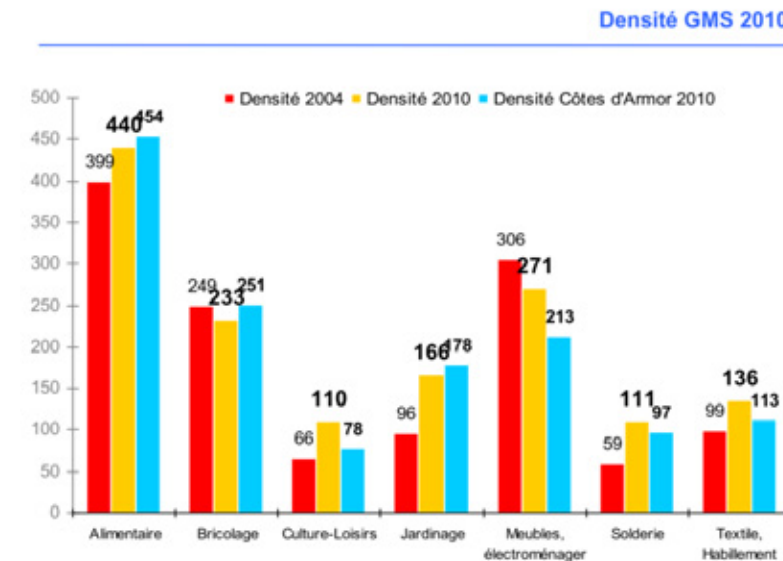


Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies septembre 2010

Cette évolution de la surface de plancher peut être mise en parallèle à l'augmentation de la population. Ainsi, alors que la surface plancher a augmenté de 4,5% par an entre 2004 et 2010, la population a augmenté de 0,9% par an entre 1999 et 2008.

#### Une croissance importante en culture – loisirs et jardinage :

Sur l'ensemble du Pays de Saint-Brieuc, on observe que les densités qui ont connu les plus fortes croissances entre 2004 et 2010 appartiennent aux domaines du jardinage (96 m<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2004 à 166 m<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2010 soit une augmentation de 73%) et de la culture – loisirs (66 m<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2004 à 110 m<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2010 soit une augmentation de 66%).



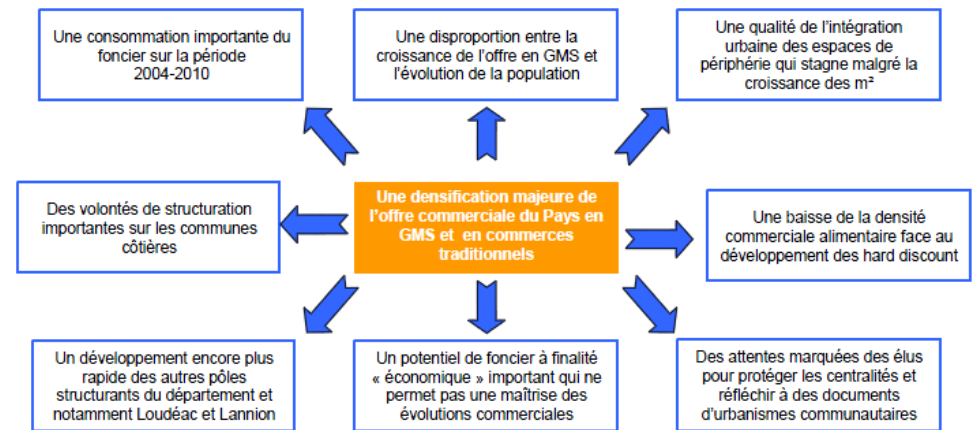
Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies – sept 2010

#### Des disparités selon les territoires :

Des différences peuvent être observées entre les EPCI du territoire, tant en termes de plancher commercial qu'en termes de densités commerciales. Ainsi, on peut noter entre 2004 et 2010 :

## Des évolutions contrastées en termes de surface de plancher entre 2004 et 2010

- **Saint-Brieuc Agglomération :**
  - + 156% pour le secteur des solderies
  - + 99 % pour le secteur du jardinage
  - + 77% pour le secteur culture / loisirs
  - +66% pour le secteur de l'habillement
- **Lamballe Communauté : + 52%**
  - +128% pour le secteur textile / habillement
  - + 73 % pour le secteur du bricolage
  - +23% pour le secteur alimentaire
- **CC Côte de Penthièvre : légère augmentation**
  - +48% pour le secteur du bricolage
  - +35% pour le secteur alimentaire
- **CC du Sud Goëlo: peu d'évolutions**
  - + 42% pour le secteur du bricolage
- **CC du Centre Armor Puissance 4 : la plus forte augmentation du Pays (+66%)**
  - +36% pour le secteur alimentaire
  - +26% pour le secteur des solderies
- **Quintin Communauté : + 68%**
  - + 63% pour le secteur alimentaire
- **CC du Pays de Moncontour : pas d'évolution**



*Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies – sept 2010*

Pour synthétiser, le Pays de Saint Brieuc est caractérisé par une densification majeure de l'offre commerciale en Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) et en commerces traditionnels. Il en découle un découplage entre la croissance et l'offre en GMS d'une part, et l'évolution de la population d'autre part. Le Pays de Saint-Brieuc a connu une baisse de la densité commerciale alimentaire avec le développement du hard discount. Le territoire dispose d'un potentiel de foncier à finalité « commerciale » qui ne permet pas une maîtrise des évolutions commerciales. La qualité de l'intégration urbaine des espaces périphériques stagne, malgré l'augmentation des m<sup>2</sup>. Enfin, on assiste à une consommation foncière importante entre 2004 et 2010 par l'activité commerciale.

## Enjeux pour l'avenir

- **Equilibre à trouver entre développement commercial périphérique et maintien du commerce dans les centre-bourgs.**
- **Maîtrise du développement urbain et du grignotage du foncier estimé à 16,9 ha<sup>12</sup> entre 2004 et 2010 par les activités commerciales.**
- **Qualité urbaine et insertion paysagère des zones commerciales existantes et futures.**

<sup>12</sup> Source : Etude de prospective commerciale, Cibles et stratégies – sept 2010, méthodologie : chaque mètre carré créé ou agrandi a été multiplié par 2 pour obtenir le foncier consommé.



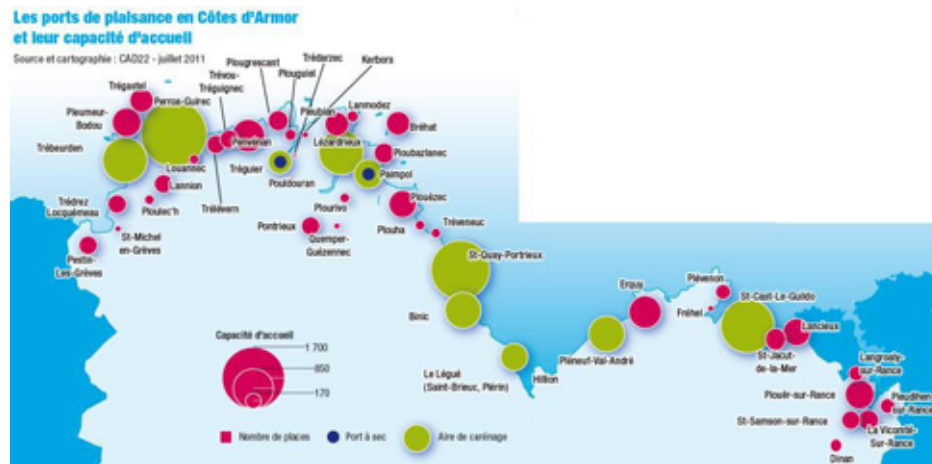
## IV.5. Une économie littorale qui tend à se développer

### 1. Le nautisme et la plaisance bien présents sur la côte ouest :

Les communes de Saint-Quay-Portrieux, d'Etables-sur-mer, de Binic, Plérin et de Saint-Brieuc concentrent la majeure partie des activités liées au nautisme et à la plaisance : Pôle Nautique du Sud Goëlo, Centre Départemental d'entraînement et de promotion de la Voile Habitable en Côtes d'Armor (CDVH22), ports de plaisance...

La côte Est du Pays est moins bien dotée en équipements nautiques. On peut cependant noter la présence d'équipements créés plus récemment :

- la Maison de la Mer à Erquy qui regroupe diverses activités liées à la mer (centre nautique, club de voile, club de plongée, balade en mer...)
- le centre nautique de Pléneuf-Val-André.



Source : CAD.22 – 2011



Source : CAD 22 – 2008 - 2010

### 2. La pêche et la conchyliculture : des ressources de plus en plus exploitées :

#### La pêche et le mareyage

La filière pêche est importante dans le Pays de Saint-Brieuc. On y trouve, en effet, la majeure partie de la flotte de pêche et les deux principaux ports de débarquement des Côtes-d'Armor, c'est-à-dire (en 2010) :

- à Saint-Quay-Portrieux : 96 navires (dont 13 de plus de 18 m), 267 marins, 11 165 tonnes vendues en criées et plus de 5 000 tonnes de produits traités en ateliers de mareyage et de transformation.
- à Erquy : 62 navires (dont 13 de plus de 18 m), 218 marins, 11 906 tonnes vendues en criées et environ 6 500 tonnes de produits traités en ateliers de mareyage et de transformation.
- à Pléneuf-Val-André-Dahouët : 5 navires et 15 marins.

Les dix principales entreprises de la filière pêche des Côtes-d'Armor se situent également sur le littoral briochin :

- Armement Dahouët (Saint-Alban) : pêche hauturière, 120/150 salariés

- Armement Acarmor (Saint-Quay-Portrieux) : pêche hauturière, 50/70 salariés
- Celtarmor (Saint-Quay-Portrieux) : atelier de décorticage de coquillages, 50/70 salariés
- Pêcheries d'Armorique (Erquy) : mareyage et atelier de transformation, 50/70 salariés
- Armement Eouzan (Plérin) : pêche hauturière, 30/50 salariés
- Armement Dolédec (Saint-Brieuc) : pêche hauturière, 20/30 salariés
- Viviers St Marc (Tréveneuc) : mareyage, 20/30 salariés
- Furic (Erquy) : mareyage, 10/20 salariés
- Gallen (Erquy) : mareyage, 10/20 salariés
- Louis et Georges (Saint-Quay-Portrieux) : mareyage, 10/20 salariés.

La filière est bien structurée sur le territoire avec des flottes de pêche, des criées d'importance régionale voire nationale (Erquy et Saint-Quay-Portrieux) et des ateliers de transformation proches des lieux de débarquements permettant une bonne compétitivité et un réel dynamisme.

Cependant le secteur est soumis à des contraintes de plus en plus fortes avec notamment :

- une politique européenne contraignante visant à protéger les ressources (diminution des flottes, plan de gestion),
- une pression de la société en termes de respect de l'environnement,
- une augmentation du prix du carburant,
- la prolifération de crépidules, néfastes au développement des coquilles Saint-Jacques en particulier,
- l'adaptation des activités de pêche à la mise en place du futur parc éolien offshore en Baie de Saint-Brieuc.

### La Coquille Saint-Jacques

La Baie de Saint-Brieuc dispose d'un gisement naturel classé de coquilles Saint-Jacques, qui a permis le développement économique de la filière conchylicole depuis les années 60. Ce gisement produit environ 7 000 tonnes de coquilles par an, soit 90% de la production bretonne et 50% des apports nationaux.

La filière de la coquille Saint-Jacques représente :

- 225 bateaux, 462 emplois embarqués
- 12,8 millions d'euros dans les criées des Côtes d'Armor (essentiellement à Erquy et Saint-Quay-Portrieux)
- 11 ateliers d'expédition et de transformation et 170 emplois directs

De plus, il existe une Indication Géographique Protégée (IGP) sur la « coquille Saint-Jacques des Côtes d'Armor » depuis 1995, qui contribue au développement et à la renommée de la filière. Sur les 8 ports autorisés à débarquer la coquille, 4 se situent dans le Pays de Saint-Brieuc. Il s'agit des ports de Dahouët (Pléneuf-Val-André), d'Erquy, du Légué (Saint-Brieuc) et de Saint-Quay-Portrieux. Le gisement semble aujourd'hui bien géré et permet de favoriser le maintien de la flotte de pêche en période hivernale.

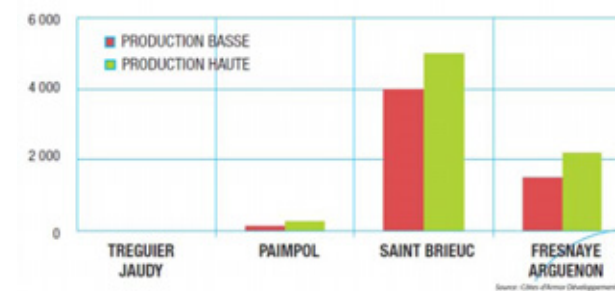
Cependant, malgré ces points positifs et un stock conséquent (évalué à plus de 27 500 tonnes en 2010 par IFREMER), la production de coquilles Saint-Jacques est soumise à des aléas forts et variables d'une année sur l'autre nécessitant une adaptation constante des mesures de gestion afin de préserver la pérennité du gisement et la stabilité des marchés.

La coquille Saint-Jacques est aujourd'hui un maillon important de l'activité économique des Côtes d'Armor mais également un élément identitaire fort du Pays de Saint-Brieuc.

### La mytiliculture

La production de moules, essentiellement sur bouchots, est très importante puisqu'elle représente entre 4 000 et 5 000 tonnes par an, soit la grande majorité de la production départementale (entre 5 500 et 7 500 tonnes par an).

Production de moules en tonnes



Source CAD22 – 2009

## IV.6. Une image territoriale de qualité permettant le développement des activités touristiques

### 1. Un tourisme tourné vers la mer et une clientèle majoritairement française

#### Une offre touristique essentiellement localisée sur le littoral :

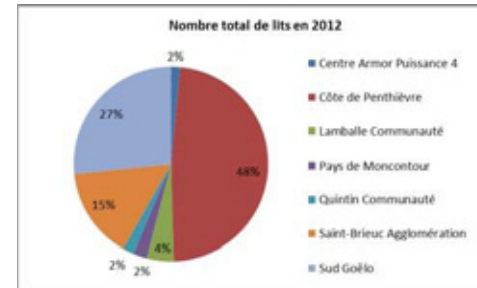
Le Pays de Saint-Brieuc est un territoire propice au développement du tourisme, du fait notamment de la grande diversité de ses paysages : maritime, urbain et rural.

Celui-ci comporte en effet de nombreux atouts touristiques : réserve naturelle de la Baie de Saint-Brieuc, stations balnéaires, paysages ruraux, Petites Cités de Caractères (Quintin et Moncontour), centre historique de Saint-Brieuc, Haras National de Lamballe, etc... Néanmoins, il existe un contraste important entre ces espaces en termes d'offre touristique.

L'offre en hébergement touristique se monte à 86 354 lits (marchands et non marchands) et est très nettement localisée à proximité de la côte puisque près de 75% des lits sont situés sur les communes littorales :

- 48% sur la Côte de Penthièvre (avec 21 000 lits, Erquy est la 1<sup>ère</sup> commune du pays de Saint-Brieuc en termes de capacité d'hébergements et la seconde du département)
- 27% sur le Sud-Goëlo

Cette répartition est notamment liée à l'importance et à la renommée des stations balnéaires d'Erquy, de Pléneuf-Val-André, de Binic et de Saint-Quay-Portrieux, qui accueillent la majeure partie des hébergements touristiques.



Source : Côtes d'Armor Tourisme - 2012

Le Pays de St-Brieuc représente un quart des lits touristiques des Côtes d'Armor pour un tiers de la population. En haute saison, la population peut augmenter de 44% grâce à l'arrivée de touristes.

Le territoire accueille une clientèle touristique majoritairement française (82%), et en particulier parisienne (42%)<sup>13</sup>, et pour partie étrangère (20%). La clientèle « locale », issue de Bretagne ou des Pays de Loire, est relativement équivalente en part (respectivement 6,5% et 6,2%) à celle des régions extérieures.

#### Des structures de plaisance :

Le littoral étant un espace attractif pour le tourisme, les collectivités ont favorisé son développement par des éléments de loisirs spécifiques comme les ports de plaisance. On en dénombre 4 principaux sur le territoire :

- Le port de plaisance de Binic : 450 emplacements de bassins et 170 d'échouage (port lauréat du label environnemental Pavillon Bleu 2011)
- Le port de Pléneuf-Val-André-Dahouët : 329 places sur ponton et 170 à l'échouage
- Le port de Saint-Quay-Portrieux : port en eau profonde de 1030 places (port lauréat du label environnemental Pavillon Bleu 2011)
- Le port de Saint-Brieuc-Le-Légué : 230 places et site de réparation navale.

<sup>13</sup> Source : Morgoat enquête tourisme 2005 – TNS SOFRES

## 2. Des pratiques et une lisibilité touristiques :

**Une structure de l'hébergement touristique déséquilibrée mais en évolution** (source : Côtes d'Armor Tourisme) :

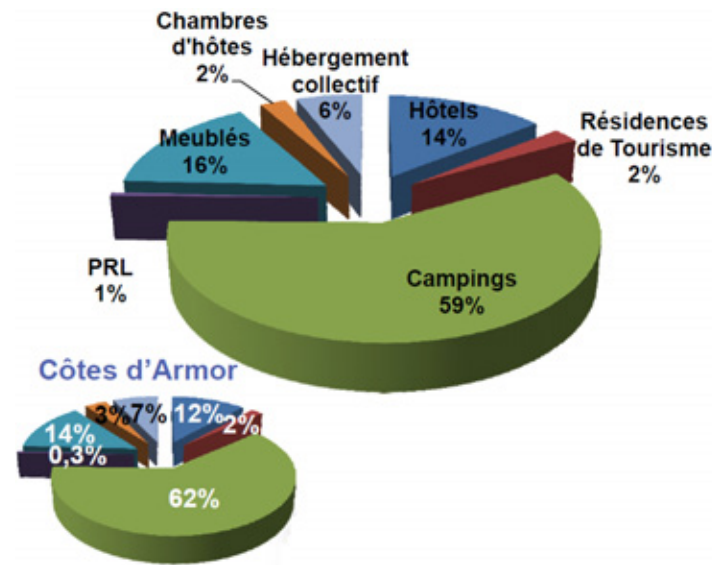
En 2012, l'offre de lits touristique dans le Pays de Saint-Brieuc est de 86 534 lits, dont 25% de lits marchands et 75 % de lits non marchands.

La majeure partie de l'hébergement touristique est en effet constituée de résidences secondaires. Ces dernières sont ainsi au nombre de 12 870 représentant 64 350 lits. La répartition géographique du parc immobilier secondaire est très hétérogène puisqu'il a tendance à se concentrer sur l'agglomération briochine et les communes littorales. Entre 1999 et 2008, le nombre de résidences secondaires augmente de 8,7% à l'échelle du Pays, une hausse nettement moins rapide que dans les Côtes d'Armor (12,9%). Si cette forte présence des résidents secondaires comporte quelques avantages (séjours plus nombreux et plus étalés dans l'année, présence d'une économie résidentielle), elle présente également des inconvénients (clientèle peu variée, essentiellement composée de retraités, hausse des prix du foncier rendant difficile l'installation des actifs et des activités productives...).

L'offre en hébergements touristiques du secteur marchand (campings, hôtels, résidences de tourisme, hébergement collectif, meublés de tourisme, chambres d'hôtes...) apparaît assez limitée. En effet, les emplacements de campings représentent 59% des lits touristiques marchands avec 4 294 emplacements en 2012 soit 12 882 lits contre seulement 1 571 chambres hôtelières soit 3142 lits. Cependant, le département des Côtes-d'Armor présente une structure similaire de sa capacité d'accueil touristique.

### Répartition des lits marchands en 2012 dans le Pays de Saint-Brieuc

Source : Côtes d'Armor Tourisme – 2012



Cependant, depuis 2007 le parc immobilier touristique se diversifie. En effet, sur l'ensemble du territoire, le nombre d'emplacements de camping est en augmentation de 4,9%. Cette moyenne est bien supérieure à la dynamique départementale (+1,7%) et même inverse par rapport à la dynamique régionale (-2,1%)<sup>14</sup>. Le parc hôtelier de plein-air progresse sur les territoires côtiers de Sud-Goëlo (+10,6%) et de Côte de Penthièvre (+4,4%) mais stagne sur le reste du Pays.

Le nombre de chambres d'hôtels progresse de 24,9% entre 2007 et 2011 dans le Pays de Saint-Brieuc amenant un certain rééquilibrage entre hôtellerie classique et hôtellerie de plein air. Cette évolution n'est toutefois pas homogène sur le territoire briochin. D'un côté, on peut noter le développement de l'offre hôtelière dans les territoires de Centre Armor Puissance 4 (+37,4%), du Pays de Moncontour (pas de chambre en 2007 - 9 chambres en 2011), de l'agglomération briochine (+34,3%) tout comme celle de la Côte de Penthièvre

<sup>14</sup> Source : INSEE 2008,

(+34,3%, notamment dû à l'ouverture d'un centre de thalassothérapie à Pléneuf-Val-André d'une capacité de 95 chambres).

	evolution 2007-2011	
	chambres	emplacements
CDC Sud Goëlo	-29,8%	10,6%
St Brieuc Agglomération	34,3%	-0,2%
CDC Côte de Penthièvre	39,2%	4,4%
Lamballe Communauté	0,0%	0,0%
CDC Pays de Montcontour	-	0,0%
CDC Centre Armor Puissance 4	37,5%	0,0%
Quintin Communauté	0,0%	-16,7%
PAYS DE SAINT-BRIEUC	24,9%	4,9%
COTES-D'ARMOR	3,0%	1,7%
BRETAGNE	1,7%	-2,1%

Source INSEE 2007-2011

### Le tourisme rétro-littoral

En complément du littoral, l'arrière-pays de Saint-Brieuc offre des sites touristiques variés. Afin de mettre en valeur le patrimoine des communes, notamment rurales, les collectivités se sont organisées et inscrites dans des réseaux et labels afin d'offrir une meilleure lisibilité de l'offre touristique. Parmi ceux-ci, le Pays compte :

- deux « Petites Cités de Caractère » : Moncontour (également labellisé « Plus beau village de France ») et Quintin. En adhérant à ce label, les communes s'engagent à valoriser et animer leur patrimoine architectural exceptionnel.
- une « Commune du Patrimoine Rural de Bretagne » (CPRB) : Saint-Alban (bourg).

Déjà mentionné précédemment, le tourisme lié à l'agriculture représente une opportunité de développement : découverte de techniques et de savoir-faire, de produits locaux... Des

réseaux cherchant à rapprocher les acteurs du monde agricole et les touristes sont déjà en place (Bienvenue à la ferme, Accueil Paysan...).

Les collectivités ont également misé sur des activités phares telles que la randonnée, et le développement des itinéraires « vélos routes voies vertes » pour attirer des clientèles spécifiques (randonneurs, familles...).

### L'effet TGV et le développement du tourisme d'affaires

Avec le raccourcissement des distances lié notamment à l'aménagement de la ligne BGV, le territoire souhaite se positionner comme un espace attractif pour le développement d'un tourisme d'affaires.

Le quartier de la gare de Saint-Brieuc devrait, dans les années à venir, faire l'objet d'un réaménagement complet afin de proposer à une clientèle d'affaires, un espace de travail fonctionnel : création de bureaux et confortement de la capacité hôtelière, en lien avec le palais des congrès et des expositions et la salle Hermione.

### Le tourisme de thalassothérapie

Un important centre de thalassothérapie a ouvert ses portes, début 2011, sur la commune de Pléneuf-Val-André : le SPA Marin du Val-André Thalasso Resort. Ce centre est orienté vers une clientèle haut de gamme et permet ainsi de diversifier l'offre touristique du Pays.

**Ce qu'il faut retenir :**

<p><b>Constats</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un dynamisme économique malgré une stabilisation du nombre de création d'emplois depuis la crise de 2008</li> <li>- Une spatialisation de la structure de l'emploi avec une agglomération concentrant les emplois administratifs et commerciaux ; un arrière-pays dominé par les emplois industriels et agricoles et un littoral qui bénéficie du tourisme.</li> <li>- Une offre foncière et immobilière importante pour l'accueil d'activités économiques</li> </ul> <p><b>Atouts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un tissu économique diversifié</li> <li>- Une croissance de l'emploi positive malgré un contexte économique difficile</li> <li>- Une industrie agroalimentaire base de l'emploi local</li> <li>- Une très bonne couverture en espaces commerciaux</li> <li>- Un espace littoral permettant le développement d'activités spécifiques</li> <li>- De multiples paysages permettant le développement de pratiques touristiques variées</li> </ul> <p><b>Faiblesses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un potentiel de foncier destiné à l'activité économique préoccupant au regard de la consommation d'espace</li> <li>- Une concentration peu qualitative des zones d'activités le long de la RN12</li> <li>- Une agriculture fragilisée</li> <li>- Une périphérisation des activités commerciales questionnant l'avenir des centres-villes</li> </ul>	<p><b>Chiffres clés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 070 emplois créés entre 1999 et 2008</li> <li>- Concentration du nombre d'exploitations agricoles entre 2000 et 2010</li> <li>- Hausse du chômage de 3,4% entre 2010 et 2011</li> <li>- 12814 demandeurs d'emplois en 2011.</li> </ul>
---	--

**Enjeux**

- Accueil des entreprises : équilibre du territoire, consommation de l'espace par les activités, intégration paysagère, requalification des friches commerciales
- Maintien de la fonction productive du territoire
- Intégration des projets à venir (LGV Bretagne...)
- Localisation des activités commerciales
- Enjeu du développement touristique, image du Pays

## V. CONSOMMATION D'ESPACE

Le Pays de Saint-Brieuc connaît une consommation foncière due majoritairement à l'habitat et qui se concentre principalement dans l'agglomération briochine, sur le littoral et à Lamballe.

De son côté, l'artificialisation liée à l'activité concerne principalement la périphérie des pôles urbains principaux à savoir Saint-Brieuc et Lamballe.

Enfin, le Pays de Saint-Brieuc disposerait, au travers du recensement effectué en 2010 – 2011 dans les PLU, de nombreux terrains dont le zonage leur confère la vocation d'accueillir des activités économiques, sachant que des évolutions (suppression de zonages AUy dans des PLU récents) seraient à prendre en compte.

### V.1. Un sol fortement artificialisé pour un étalement urbain contrasté :

Une étude réalisée par le laboratoire COSTEL de l'université de Rennes indique que le Pays de Saint-Brieuc a connu entre 1985 et 2005 une consommation moyenne annuelle de 311 hectares. Cela représente près de 750 m<sup>2</sup> artificialisés par habitant contre 623 m<sup>2</sup> en moyenne en Bretagne.

Une analyse des fichiers fonciers du cadastre (MAJIC) et d'une base de données d'occupation biophysique des sols (Corine Land Cover) a permis d'affiner ces résultats.

#### Méthode employée

La méthode mise en place pour analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2000 et 2009 sur le Pays de Saint-Brieuc croise trois sources d'informations :

- **La base de données MAJIC** : Les données issues des fichiers fonciers de la

Direction Générales des Finances Publiques (DGFIP, base de données « MAJIC ») renseignant la date de première construction sur chacune des parcelles (seules les constructions à destination d'habitat sont renseignées dans cette base de données). Cette base de données permet de définir les parcelles construites sur la période 2000 / 2009 (ou autres périodes souhaitées) au sein du périmètre du SCoT ou PLU.

- **La base de données Corine Land Cover** : C'est une base de données européenne d'occupation biophysique des sols. Elle est produite par photo-interprétation humaine d'images satellites d'une précision de 20 à 25 mètres.
- **Orthophotographies** : Les photographies aériennes permettent d'estimer la consommation d'espace par le développement des zones d'activités.

### 1. La consommation d'espace liée à l'habitat

Entre 2000 et 2010, l'espace consommé par l'urbanisation pour les seules besoins de l'habitat (hors infrastructures) est évalué à 1 263 hectares soit 114 hectares par an, dont 62% sur des terres agricoles.

Une moyenne annuelle d'environ 1 783 logements ayant été mis en chantier sur la même période, la densité moyenne de l'urbanisation sur le Pays de Saint-Brieuc s'élève à 14 logements par hectare, ce qui est peu élevé. De fortes disparités existent néanmoins entre les communes.

Nomenclature Corine Land Cover (2000)	Espace consommé par l'habitat entre 2000 et 2011 par rapport au CLC	
	Surface (en ha)	%
Territoires artificialisés	432,84	34%
Territoires agricoles	779,06	62%
Forêts et milieux semi-naturels	9,79	1%
Autres espaces	41,21	3%
<b>Total</b>	<b>1262,9</b>	<b>100%</b>



## 2. L'étalement urbain et ses multiples formes

L'évolution des extensions pavillonnaires est contrastée selon les périodes de construction, la localisation ainsi que le contexte territorial (urbain, rural, littoral...). L'urbanisation se fait généralement, dans un premier temps, de manière concentrique autour du centre-bourg puis s'éloigne progressivement de celui-ci. Ceci n'est pas le cas pour les communes littorales du Pays, notamment à l'Ouest de la Baie, pour lesquelles l'urbanisation s'est faite le long de la côte.

Puis, l'extension de l'urbanisation se fait soit en lisière de l'enveloppe urbaine, soit de façon linéaire (le long des grands axes de communication) mais tient compte du contexte géographique et du relief en place. Toutefois, certaines extensions urbaines relativement récentes sont complètement déconnectées du bourg et leur trame urbaine est indépendante.

Quant aux densités résidentielles, elles sont plus faibles dans les extensions urbaines que dans les centre-bourgs. Cette faible densité dans les extensions est constatée quelle que soit la période de construction et la commune concernée.

### Panoramas des formes de l'étalement urbain dans le Pays de Saint-Brieuc

#### ► Pôle urbain - Lamballe / rue Waldeck Rousseau

22 logements à l'hectare – collectifs le long de la voie principale et maisons individuelles le long des voies de desserte du quartier  
Des parcelles d'environ 500m<sup>2</sup>  
Pas de voies en impasse

Comparaison avec le centre-ville : centre-ville dense et animé présentant quelques opérations de collectifs, bâti en front continu et à l'alignement de la voie



► **Commune rurale – Saint-Brandan / Rue du Manoir**

Une extension en continuité du bourg  
10 logements à l'hectare – maisons individuelles  
Des maisons individuelles non mitoyennes en retrait de la voie  
Des parcelles d'environ 600m<sup>2</sup>  
Une place importante donnée à la voiture avec de nombreuses places de stationnement

Comparaison avec le centre-ville : centre-ville peu dense conservant un caractère rural marqué



► **Commune à proximité de la côte : Saint-Alban / Rue du Chemin Ferré**

14 logements à l'hectare – maisons individuelles  
Des parcelles rectangulaires d'environ 600m<sup>2</sup>  
Peu de voies en impasse  
Des rues larges le long desquelles les bâtiments sont édifiés en retrait laissant un espace paysager de part et d'autre de la rue pour les cheminements doux  
Orientation des maisons par rapport à l'espace public

Comparaison avec le centre-bourg : centre-ville peu dense, certains cas de mitoyenneté, trottoirs peu larges



### 3. La consommation d'espace liées aux activités économiques

Entre 2003 et 2011 (sur une période 8 ans), l'implantation d'activités économiques sur le Pays de Saint-Brieuc a nécessité la consommation 180 hectares (soit une moyenne de 22,5 hectares par an sur la période). Plus de la moitié de cette consommation foncière s'est faite dans la communauté d'agglomération de Saint-Brieuc (57 %) et 23 % dans le territoire de Lamballe Communauté, représentant à eux deux, 80% de la consommation totale. Plus des trois quarts des espaces consommés ont été prélevés sur des terrains agricoles.

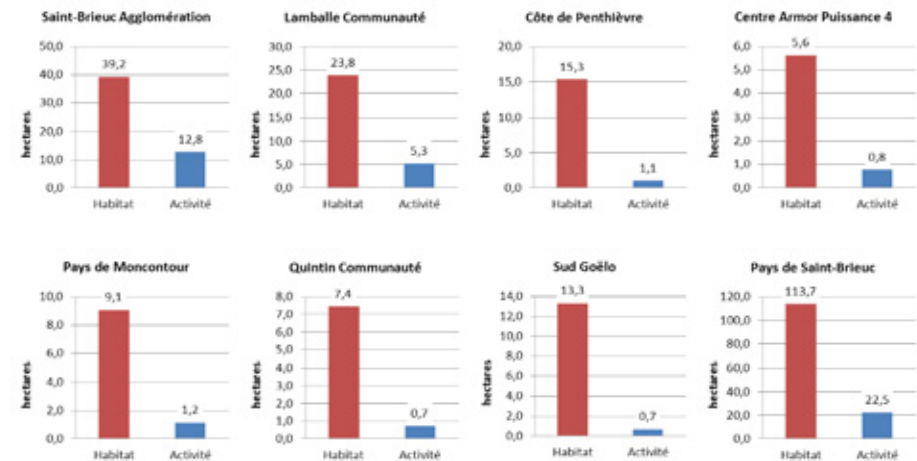
Nomenclature Corine Land Cover (2000)	Espace consommé par l'activité économique entre 2003 et 2011 par rapport au CLC	
	Surface (en ha)	%
Territoires artificialisés	19,14	11 %
Territoires agricoles	137,27	76 %
Forêts et milieux semi-naturels	1,8	1 %
Autres espaces	21,69	12 %
<b>Total</b>	<b>179,9</b>	<b>100%</b>

### 4. La consommation d'espace globale

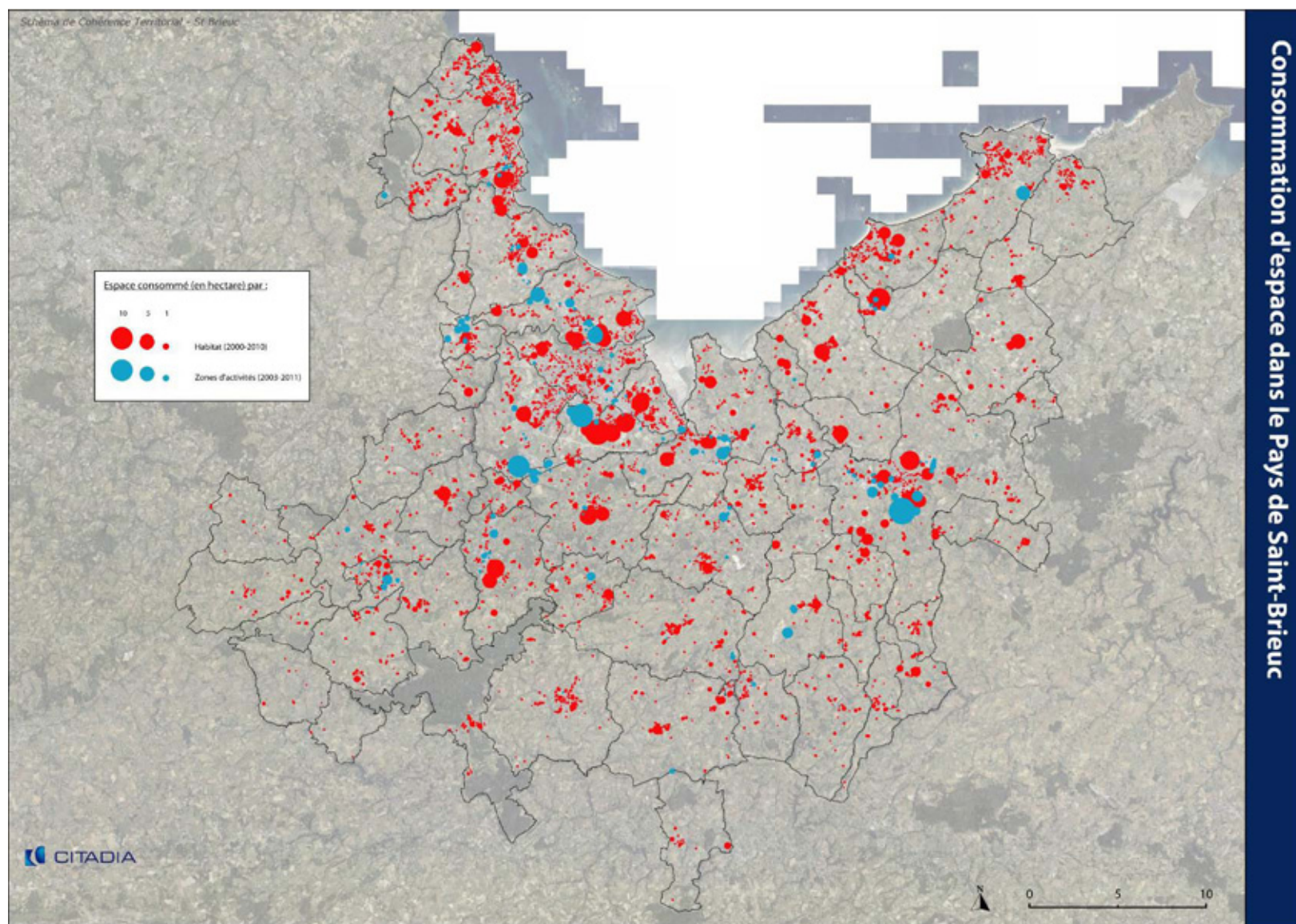
Depuis 2000, chaque année, le Pays de Saint-Brieuc a consommé 155 hectares (soit sur la période 2000-2010, 1 587 hectares) dont les trois quarts sont des espaces agricoles. Les besoins pour l'habitat et les activités économiques représentent à peu près 88% de la consommation totale, soit 136 hectares par an.

Le reste de la consommation foncière concerne les équipements (3 hectares par an), les infrastructures (6,2 hectares par an), les carrières (3,1 hectares par an) et les exploitations agricoles (5,9 hectares par an).

#### Consommation annuelle d'espace

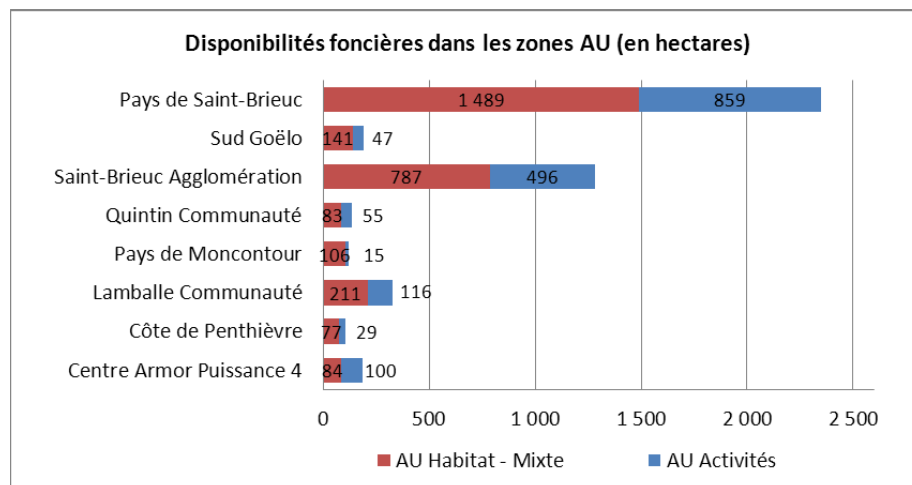






## 5. Les réserves foncières (zones AU) dans les PLU :

En 2010 dans les PLU du Pays de Saint-Brieuc, près de 2 350 hectares sont recensées en zone AU dont 37% (859 hectares) pour les zones AU à destination « activités » et 63% (1 490 hectares) pour les zones AU à destination « habitat-mixte ».



Les difficultés d'interprétation de ces chiffres résident dans le fait :

- d'une part, que certaines zones AU sont urbanisées, donc ne sont plus des réserves foncières,
- d'autre part, que les PLU sont en constante évolution et des suppressions pures et simples de zones AU ont eu lieu depuis 2010.

Le rythme d'urbanisation des réserves foncières (zones AU) est différent selon la destination des zones, Habitat ou Activités économiques, à savoir plus rapide dans le 1<sup>er</sup> cas.

### Ce qu'il faut retenir :

#### Constats

- Une consommation globale annuelle de 155 hectares en moyenne
- Les espaces nouvellement artificialisés sont principalement prélevés sur les terres agricoles, en particulier dans le cas de l'activité.

#### Atouts

- Une consommation d'espace liée à l'activité relativement modérée

#### Faiblesses

- Une densité résidentielle plutôt faible
- Le foncier consommé l'est majoritairement sur les zones agricoles

#### Enjeux

- Maîtriser la consommation d'espace pour limiter l'étalement urbain
- Encourager une urbanisation plus dense

#### Chiffres clés

- 136 ha consommés par an dont 114 pour l'habitat et 22 pour l'activité.
- 14 logements par ha en moyenne dans les surfaces consommées pour l'habitat
- 62% des espaces artificialisés pour l'habitat l'ont été sur des terrains agricoles (75% dans le cas de l'activité)

## VI. EQUIPEMENTS ET SERVICES

Le Pays de Saint-Brieuc connaît une répartition inégale des équipements sur son territoire, en faveur des pôles urbains (Saint-Brieuc et Lamballe). L'Agglomération de Saint-Brieuc en concentre la majeure partie, tandis que des territoires aux spécificités marquées, comme en bord de mer, proposent des équipements spécialisés, tels que la thalassothérapie ou les équipements sportifs liés à la mer.

L'offre de loisirs bénéficie de la présence d'une multiplicité de paysages, littoraux comme ruraux, ce qui laisse le champ libre à une variété d'activités.

L'offre culturelle est également assez concentrée, bien que les événements culturels se multiplient dans les communes du territoire. Participer à la vie culturelle du territoire nécessite néanmoins des déplacements obligatoires pour la population en marge de ces équipements.

Enfin, l'offre de formation est fournie sur le Pays, et se situe majoritairement sur la ville de Saint-Brieuc. L'enseignement supérieur forme de nombreux étudiants dans le domaine tertiaire, mais sa structuration connaît des déséquilibres.

### VI.1. Un pays polarisé avec Saint-Brieuc et Lamballe comme pôles d'équipements supérieurs

Selon la définition de la base permanente des équipements de l'INSEE (destinée à fournir le niveau d'équipement et de services rendus par un territoire à la population), un pôle d'équipement se dit d'une commune qui possède au moins la moitié des équipements d'une gamme. La classification des équipements en gammes a pour objectif de réunir des équipements qui présentent des logiques d'implantation voisines. Pour la base d'équipements 2010, 95 équipements sont ainsi retenus qui se répartissent en trois gammes :

- Gamme de proximité (29 équipements dont école maternelle, pharmacie, poste...) ;
- Gamme intermédiaire (31 équipements dont collège, supermarché, trésor public...) ;
- Gamme supérieure (35 équipements dont lycée, maternité, hypermarché...).

#### Deux pôles urbains<sup>3</sup> qui concentrent la majorité des équipements

Saint-Brieuc et Lamballe représentent les deux pôles d'équipement supérieurs du Pays, avec une nette différence entre les deux puisque le premier abrite 28% des équipements (1 471 équipements) et le second 8%.

Les communes polarisées autour de Saint-Brieuc ne sont effectivement pas en reste, considérées pour la plupart comme des pôles d'équipements intermédiaires. Plérin suit notamment de près Lamballe, avec un taux de 6% d'équipements. D'autres communes littorales (Erquy, Pléneuf-Val-André, Pordic, Binic, Etables-sur-Mer, Saint-Quay-Portrieux) connaissent aussi un taux conséquent en équipements, considérées pour beaucoup comme pôles intermédiaires.

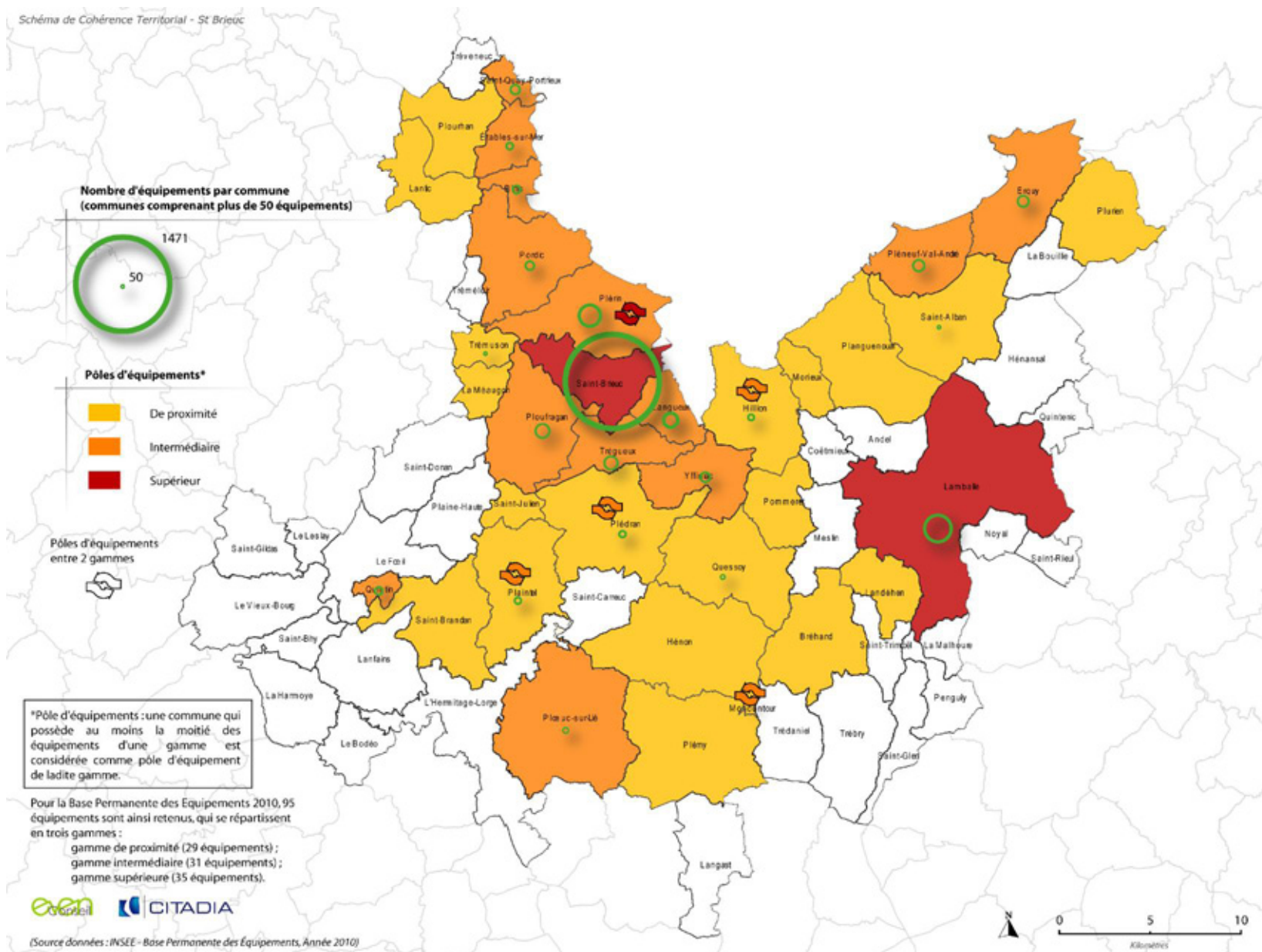
Globalement, les communes présentant un panel diversifié dans les gammes d'équipements et services sont celles dont la population est égale ou supérieure à 3 000 habitants.

---

<sup>3</sup> Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne d'un autre pôle urbain. (Source INSEE)



Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc



Pôles d'équipements



## VI.2. L'offre de formation

### 1. La formation du primaire et du secondaire

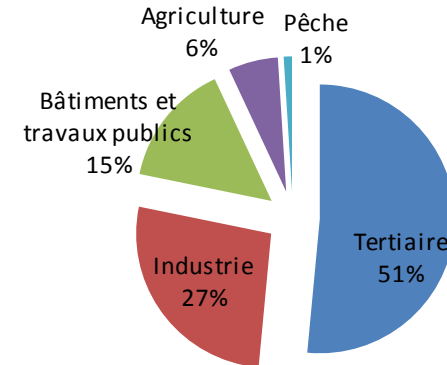
Souvent présentes dans la plupart des communes, les écoles représentent la première étape dans l'instruction des enfants. Environ 120 écoles primaires et élémentaires publiques sont comptabilisées dans le Pays de Saint-Brieuc. Ce dispositif est complété par une cinquantaine d'écoles privées.

Les collèges et les lycées proposent :

- des formations techniques (CAP-BEP) dans les secteurs du bâtiment, de la mécanique, de la production alimentaire et du paramédical. Ils regroupent la moitié des effectifs lycéens.
- des formations générales menant au BAC, qui regroupent un tiers des effectifs lycéens.
- des enseignements technologiques suivis par le reste des effectifs lycéens.
- des formations professionnalisantes (BTS) développées en relation avec les pôles de développement économique (agroalimentaire, mécanique, matériaux, commerce...)
- des classes préparatoires aux grandes écoles (hypokhâgne, khâgne ouverte en 2009, classes scientifiques).

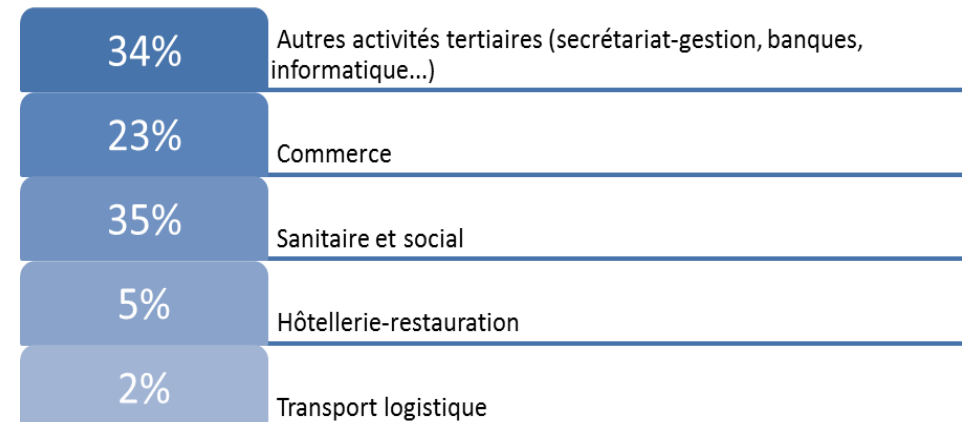
Dans ces formations professionnalisantes, on note une surreprésentation de ces dernières dans le secteur tertiaire. Or, elles sont très généralistes et manquent d'adéquation avec les besoins des entreprises du tissu local. En 2009, on compte 5 950 formés dans le secteur tertiaire, et « seulement » 3 010 dans la filière industrielle.

### Répartition des formés en formations professionnelles et technologiques dans le Pays de Saint-Brieuc en 2009



Source GREF Bretagne

Dans la filière tertiaire, les formés se répartissent comme suit :



Source GREF Bretagne

## 2. L'enseignement supérieur et la recherche

### Une offre en formations diversifiée :

Les formations de l'enseignement supérieur dans le Pays de Saint-Brieuc se répartissent entre :

- Un pôle universitaire, dont font partie : L'Institut Universitaire Technologique (IUT), des antennes de Rennes 1 et Rennes 2 et l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM).
- Le Technopôle Saint-Brieuc Armor qui offre des formations initiales par la recherche jusqu'à des formations professionnelles spécialisées répondant aux spécificités du tissu économique local
- Le complexe de la Chambre des Métiers
- Des fonctions de recherche structurées autour de trois sites : l'IUT, le Véhipôle (labellisé au niveau national comme pôle d'innovation technologique) et le Technopôle Saint-Brieuc Armor (un des 7 technopôles bretons et des 41 technopôles français).

### Une structuration de l'enseignement supérieur en déséquilibre :

Le Pays de Saint-Brieuc connaît un fort déséquilibre en termes de formations.

En effet, l'offre de formation entre le 1<sup>er</sup>, 2<sup>nd</sup> et 3<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur est inégale. Il existe une carence de formations de 2<sup>nd</sup> et 3<sup>e</sup> cycle. Ce phénomène a tendance à perdurer et même à s'accroître.

De même, l'enseignement supérieur est morcelé géographiquement, ce qui n'entraîne pas d'effet de cohésion du pôle d'enseignement supérieur et ne favorise pas les synergies. En effet, il est réparti entre les trois sites du pôle universitaire (IUFM, IUT et Campus Mazier) et les huit lycées du territoire. Le fait de fonctionner en « antennes » avec l'Université de Rennes semble aussi constituer un frein au développement du pôle de Saint-Brieuc. La dépendance vis-à-vis de ces universités « mères » (Rennes 1, Rennes 2) ne crée pas de véritable projet pour le développement du site.

## VI.3. Des équipements culturels et de loisirs :

### 1. Une offre culturelle dense :

#### Une offre culturelle riche :

Les initiatives et équipements culturels sont nombreux sur le territoire dépassant même la ville-centre. L'offre est riche, entre les centres culturels qui programment de nombreux spectacles, des dizaines de structures qui permettent les pratiques culturelles, des associations en nombre qui organisent des manifestations parfois connues à l'échelle régionale, voire nationale (le festival Art Rock à Saint-Brieuc en est un exemple).

D'un point de vue géographique, la répartition de l'offre culturelle se fait principalement dans les centres urbains (généralement, 50% du public est issu de la commune où le centre culturel est installé, les 50% restant viennent des communes environnantes) et particulièrement sur l'agglomération. Néanmoins, la dynamique culturelle dans les autres communes du territoire reste forte. En effet, un recensement d'avril 2009 faisait état de plus d'une centaine de manifestations ou événements culturels sur le Pays ; 70 avaient lieu hors de Saint-Brieuc, dans 26 communes du Pays (Lamballe, Quessoy, Langueux, Pordic, Plérin et Plaine Haute étant particulièrement dynamiques).

#### Un « suréquipement » en salles culturelles sur l'agglomération de Saint-Brieuc :

Les centres culturels se situent très majoritairement sur l'agglomération de Saint-Brieuc (7 sur 9 équipements) : La Passerelle (Saint-Brieuc), scène nationale qui se distingue par son dimensionnement important, Bleu Pluriel (Trégueux), La Salle Victor Hugo (Ploufragan), Le Cap (Plérin), La Ville Robert (Pordic), Le Grand Pré (Langueux) et la Salle Horizon (Plédran). Cette polarisation n'est pas étonnante dans la mesure où près de 58% de la population du pays vit dans l'agglomération briochine. Cependant, cette concentration, au sein du même espace, engendre des problèmes de concurrence entre ces différentes salles.

Deux autres centres culturels se situent en dehors de l'agglomération briochine : un à Lamballe (Quai des Rêves) et un à Erquy (l'Ancre des mots).

### Une compétence culturelle communale avant d'être communautaire :

Sur le Pays de Saint-Brieuc, la culture reste encore une compétence communale, même si les initiatives intercommunales se développent. Les équipements y sont particulièrement nombreux, y compris pour des communes de taille moyenne, qui sont dotées d'un centre culturel. Il convient toutefois de distinguer les équipements disposant d'une programmation spécifique (Langueux, Trégueux, Lamballe...), de ceux qui n'en ont pas (Binic, par exemple).

De plus, quasiment toutes les communes possèdent une bibliothèque, pour la plupart municipales : 57 bibliothèques en 2010 (dont 42 municipales) équipent les 64 communes. Elles fonctionnent à 75% grâce au bénévolat.

Mais les intercommunalités interviennent aussi dans la thématique culturelle (via souvent la jeunesse ou l'animation). En outre, deux écoles de musique peuvent vivre grâce à la mutualisation des moyens de plusieurs communautés. Elles sont gérées par un syndicat mixte intercommunal à vocation unique : les communautés de communes de la Côte de Penthièvre et Lamballe Communauté, d'une part ; Centre Armor Puissance 4, Quintin Communauté et Pays de Moncontour, d'autre part. En tout, le Pays compte 16 écoles de musique qui accueillent environ 2 500 élèves.

L'acquisition de la compétence culturelle en 2010 a permis à l'Agglomération de Saint-Brieuc de développer une politique culturelle communautaire et de faciliter l'accès la culture, par la mutualisation de moyens existants et la coordination des actions, sans toutefois produire d'offre nouvelle.

## 2. Des activités de loisirs variées, qui profitent du lien avec le littoral :

### Les activités sportives :

- La plaisance qui se pratique autour des ports de Saint-Quay-Portrieux (eau profonde), de Binic, de Saint-Brieuc (Le Légué), de Pléneuf-Val-André et d'Erquy.
- La plongée, le kite-surf, la planche à voile, le surf, le scooter des mers, qui se développent sur la côte engendrant cependant des conflits d'usages avec les activités traditionnelles.

- Les sports collectifs (football, basketball, handball...). Ces activités relativement classiques participent au maintien d'un lien social dans les communes. La demande est parfois plus importante que l'offre et difficile à gérer car très fluctuante. L'existence d'associations ou clubs sportifs et d'équipements est importante dans les zones rurales, pour l'identité du territoire que cela véhicule.
- L'équitation dont les installations sont prédominantes dans les communes périurbaines et rurales.
- La natation, activité sportive dont la gestion est intercommunale. Le Pays dispose de 7 piscines : 3 à Saint-Brieuc, et 4 à Lamballe, Moncontour, Quintin et Binic. Bien que ces équipements soient généralement extrêmement coûteux (en fonctionnement comme en investissement), le territoire bénéficie d'une desserte de proximité.
- Les « nouvelles » pratiques (polo, squash, escalade) se développent dans la ville et sur la côte, et impliquent une demande de plus en plus spécialisée en équipements.

### Les autres activités de loisirs

En ce qui concerne les activités de loisirs, deux équipements « haut-de-gamme » favorisent particulièrement le tourisme hors saison et attirent une clientèle aisée : les casinos de Pléneuf-Val-André et de Saint-Quay-Portrieux, tous deux positionnés sur la côte. A noter, l'ouverture en 2011 d'un centre de thalassothérapie à Pléneuf-Val-André, positionnant ainsi le Pays dans le secteur du bien-être. Le littoral est donc le lieu privilégié pour cette demande.

Les golfs, présents dans quelques communes du territoire, viennent enrichir les équipements de loisirs du Pays (Pléneuf-Val-André, Lantic, Morieux...).

## VI.4. Les équipements et services de santé

### 1. Des équipements de santé en nombre satisfaisant :

#### Une bonne couverture à l'échelle du Pays :

Le principal établissement de santé de la Ville de Saint-Brieuc est le Centre Hospitalier Yves Le Foll de Saint-Brieuc, pôle de référence du secteur sanitaire Saint-Brieuc-Lannion-Guingamp. Il est composé du site de l'hôpital Yves Le Foll et du centre gériatrique des Capucins. Il constitue, par sa capacité et son activité, le troisième établissement public de santé breton, après les CHU de Brest et Rennes. Il dispense des soins spécialisés et fait office d'hôpital de proximité pour la population de Saint-Brieuc et des communes limitrophes.

Le Pays recense également :

- 2 hôpitaux locaux à Lamballe et Quintin ;
- 4 cliniques à Saint-Brieuc ;
- un centre post-cure à Saint-Brieuc ;
- un centre hélio-marin de réadaptation fonctionnelle à Plérin ;
- une maison de repos (soins de suite) à Ploufragan.

Au niveau des soins psychiatriques, le Pays dispose :

- de 2 cliniques de santé mentale à Tréguen et Yffiniac ;
- de Centres Médico-Psychologiques pour adultes ou enfants ;
- d'hôpitaux de jour ;
- de Centres d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel.

L'ensemble de ces établissements assure des activités de court séjour comme des soins de longue durée. Par ailleurs, le Pays présente, au-delà du Centre Hospitalier de Saint-Brieuc, 2 hôpitaux locaux à l'Est et à l'Ouest du Pays (Lamballe et Quintin) permettant d'assurer une meilleure prise en charge hospitalière de proximité.

#### Le projet de regroupement des sites du Centre Hospitalier privé de Saint-Brieuc à Plérin :

La ville-centre de Saint-Brieuc voit son poids administratif « décliner » en raison du départ de certains équipements vers de nouvelles zones d'activités en périphérie, notamment le Centre Hospitalier Privé.

En effet, le regroupement des 3 sites (du Littoral, de la Gare, et de Jeanne d'Arc) à Plérin est prévu à l'horizon 2015. Le rapprochement entre le groupe Hospi Grand Ouest (regroupement de mutuelles et d'opérateurs dans le domaine de la santé) et du Centre Hospitalier Privé de Saint-Brieuc s'est opéré en début d'année 2012. Ainsi, le CHP de Saint-Brieuc se verra délocalisé sur un site extérieur à la ville de Saint-Brieuc, et positionné en bordure de l'axe routier RN12, donc facilement accessible. Cette position stratégique est due au fait que le futur établissement vise une clientèle venue de Guingamp, Lannion ou encore Paimpol. Le projet dépasse donc le simple périmètre de SCOT, et s'ouvre largement à l'Ouest.

Le nouvel établissement hospitalier proposera 300 lits, des pôles de cancérologie, de chirurgie et de maternité. Il accueillera près de 700 salariés et 120 médecins. On peut espérer qu'un projet d'une telle envergure puisse attirer des médecins sur le territoire, même si la question de l'équitable répartition de ces derniers se pose toujours.

Il est enfin important de noter que le projet va laisser vacants les vastes locaux des anciennes cliniques, disséminées en plusieurs points de Saint-Brieuc.

### 2. L'accès aux soins :

#### Un accès aux soins plus difficile dans l'arrière-pays :

Le problème de la répartition géographique de l'offre de soins se pose sur le Pays de Saint-Brieuc, avec un littoral et des centres urbains bien plus attractifs pour les professionnels de santé que l'arrière-pays rural.

En 2007, les cantons de Quintin et Moncontour ont été déclarés par l'Agence Régionale de Santé Bretagne « zones fragiles », c'est-à-dire, là où il est nécessaire d'améliorer la répartition géographique des professionnels de santé. Ils ne sont pas les seuls : ceux de Ploufragan, Lamballe (notamment en raison de son large espace rural) et dans une moindre mesure Plœuc-sur-Lié et Languen se positionnent en dessous de la moyenne départementale. En revanche, les cantons littoraux enregistrent des densités bien supérieures, comme celles de Pléneuf-Val-André. Les médecins sont aussi surtout concentrés dans les villes-centres (notamment Quintin et Lamballe).

Ainsi, la raréfaction des médecins sur certains secteurs engendre une suractivité de ceux qui y sont présents (surcharge de travail de jour, augmentation des gardes...). Cette situation n'incite pas à l'installation de jeunes médecins sur ces territoires. De plus, la désaffectation

de médecins généralistes dans certains secteurs, la fermeture des cabinets médicaux de ville le soir (à partir de 19h) et le samedi, et l'insuffisance du système de garde influent sur l'engorgement des services d'urgence.

Enfin, la population étant vieillissante sur l'ensemble du territoire du Pays, la demande ne se fait que plus pressante.

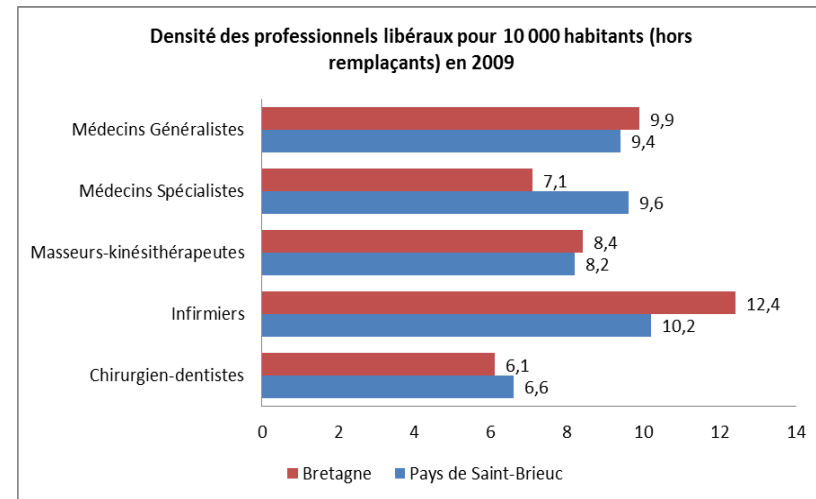
#### Une offre libérale de services et de soins bien représentée :

Au niveau des pharmacies, le Pays est aussi bien doté que la Région. Il compte, en 2009, une pharmacie pour 2 629 habitants contre une pour 2 641 habitants pour la Région. Les secteurs Sud et Est du pays sont moins bien dotés.

Les laboratoires d'analyses quant à eux, sont en proportion légèrement supérieure à la Bretagne, avec un laboratoire pour 15 994 habitants, contre un pour 19 217 pour la Région. Le Sud et la côte Est du pays en sont mal pourvus.

Les professionnels de santé étaient composés, en 2009, de 181 médecins généralistes libéraux et de 185 médecins spécialistes libéraux sur le territoire du Pays, soit une densité de médecins généralistes comparable à la densité régionale. La densité de médecins spécialistes est en revanche plus élevée.

Enfin, le ratio de chirurgiens-dentistes et de masseurs-kinésithérapeutes est à peu près égal à celui observé en Bretagne. Cependant, la densité d'infirmiers libéraux est moindre.



Source ORS Bretagne 2010

En résumé, le Pays de Saint Brieuc se situe globalement dans la moyenne régionale en matière de services et de personnels de santé. Il enregistre des densités plus faibles au niveau des médecins généralistes et des pharmacies.

#### La prise en charge des personnes âgées : une offre proche du niveau régional :

8 services de soins infirmiers à domicile sont répartis sur le territoire du Pays. Ils totalisent une capacité de 344 places, soit 18 places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus. Cela place le Pays à un niveau comparable à celui de la Bretagne, qui compte 20 places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus. Les densités du nombre de lits ou des places en foyers logements, des maisons de retraite, des hébergements temporaires et des accueils de jour sont aussi très proches de la moyenne régionale.

De plus, le Pays compte deux Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC)<sup>4</sup> de niveau 3 situés à Saint-Brieuc et à Lamballe, ainsi que plusieurs permanences réparties dans le Pays.

<sup>4</sup> CLIC : guichet d'accueil, d'information et de coordination. Considéré comme une structure de proximité, il accueille les personnes âgées, retraitées et leur entourage, ainsi que les professionnels de gérontologie et du maintien à domicile.

## VI.5. L'aménagement numérique : une intervention publique plus que jamais nécessaire pour le développement des territoires et leur attractivité

La multiplication des services, à destination des professionnels (bureau virtuel, échange de données, stockage externalisé de données, e-éducation, e-santé, e-administration...) comme des particuliers (communication, e-administration, maison connectée...), implique d'accompagner les usages (mise à disposition d'accès publics à internet via les espaces publics numériques, formation des publics les plus éloignés de l'internet...), d'augmenter le niveau du débit, et par conséquent, de développer des réseaux plus performants.

La stratégie de développement du Très Haut Débit (THD) retenue, à l'échelle nationale, s'appuie sur une complémentarité des investissements publics et privés (les zones les plus denses et donc les plus rentables - *les zones dites « AMII »* - ayant été «préemptées» par les opérateurs privés). Dans ce contexte, on comprend bien que l'action publique se trouve particulièrement légitimée et justifiée. Le risque de fracture numérique, territoriale et sociale, s'avère plus que jamais élevé, faute d'une intervention publique volontariste. Rappelons qu'à ce jour, la couverture Haut Débit n'est, elle-même, pas assurée partout.

C'est la raison pour laquelle les collectivités publiques bretonnes se sont dotées, courant 2011, d'une stratégie commune, le Schéma de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique du territoire breton (SCORAN), qui vise les principaux objectifs suivants :

- la création d'un réseau pérenne d'infrastructures en capacité de supporter tous les services et innovations numériques
- une couverture « 100 % Très Haut Débit » à tarif pertinent et accessible à l'horizon 2025
- le support fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) pour tous à l'horizon 2030

Cette stratégie est, en 2012, en phase de mise en œuvre à travers différents outils et démarches dont le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique du Département des Côtes d'Armor (SDTAN) validé en janvier 2012, et la réflexion partenariale Bretagne Très Haut Débit (BTHD). Les besoins en futurs déploiements du Très Haut Débit ont été répartis selon 4 priorités, déclinés à différentes échelles territoriales (départements et

EPCI), et selon des phases de déploiement successives (la 1<sup>ère</sup> couvrant la période 2013-2017) d'ici à 2030 :

- axe « équilibre » visant les villes moyennes (dont Lamballe pour le Pays de Saint Briec)
- axe « cohésion » visant les communes rurales bénéficiant des débits les plus faibles (la priorité étant donnée aux territoires les moins bien desservis)
- axe « économie – connaissance - services » visant les services publics/au public, les parcs d'activités, les établissements de recherche, d'enseignement...
- axe « montée en débit (MED) » uniquement en 1<sup>ère</sup> phase de déploiement 2013 – 2017 (dont Planguenoual pour le Pays de Saint Briec).

Pour sa part, le territoire du Pays de Saint Briec a décidé de s'engager dans une réflexion pour imaginer précisément le tracé du futur réseau de desserte en fibre optique (en complémentarité du réseau de collecte «Armoric » porté par le Conseil Général des Côtes d'Armor et du réseau à créer par l'opérateur privé sur les 14 communes de l'agglomération briochine situées en zones AMII) à créer d'ici à l'échéance 2030, sur les espaces relevant de fait d'un déploiement public.

En matière d'usages, le territoire, grâce notamment au dispositif régional Cybercommunes initié par le Conseil Régional de Bretagne, a amélioré, durant la dernière décennie, sa couverture territoriale en matière d'espaces d'accès publics numériques. Le développement des usages reste toutefois encore un vaste chantier.

Quels seront les nouveaux usages de demain ? Quel avenir par exemple du télétravail, de la visioconférence (à répartir sur tout le territoire) ? Quelle gouvernance et quelle maîtrise d'ouvrage ?

**Ce qu'il faut retenir :**

<p><b>Constats</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une offre de formation, culturelle, de loisirs et de santé bien représentée et fournie, mais généralement mal répartie sur les territoires communaux dont certains souffrent de "carences".</li> </ul> <p><b>Atouts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un enseignement secondaire riche et performant ;</li> <li>- Une diversité de formations post-bac, professionnalisantes" et continues ;</li> <li>- Présence du Technopôle Saint-Brieuc Armor et du Véhipôle (pôle d'innovation technologique) ;</li> <li>- Une diversité de paysages propice à de multiples activités sportives ;</li> <li>- Une scène nationale à Saint-Brieuc : "La Passerelle" ;</li> <li>- Une vie culturelle riche et de nombreuses salles multiculturelles bien équipées ;</li> <li>- Un réseau de bibliothèques bien réparti et satisfaisant ;</li> <li>- Une offre de santé riche et variée, avec des infrastructures médicales à rayonnement régional.</li> <li>- Une stratégie régionale et départementale pour le déploiement du très haut débit</li> </ul> <p><b>Faiblesses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'adéquation de l'offre de formation avec le tissu économique local ;</li> <li>- Un enseignement supérieur encore peu développé ;</li> <li>- Une part trop importante de l'enseignement généraliste ;</li> <li>- Un solde migratoire des 16-25 ans négatif sur le Pays ;</li> <li>- Des conflits d'usage sur le littoral dus à la multiplicité des activités sportives ;</li> </ul>	<p><b>Chiffres clés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 28% des équipements se trouvent sur Saint-Brieuc, contre 8% sur Lamballe et 6% sur Plérin.</li> <li>- Le pays concentre plus de 8% des effectifs étudiants de la Région.</li> <li>- 86% des élèves en formation initiale (9800) et 14% en formation professionnelle (1500).</li> <li>- 51% des formés dans le secteur tertiaire.</li> <li>- Part des élèves, étudiants et stagiaires passée de 11,2% en 1999 à 8,3% en 2008.</li> <li>- Sur les 9 centres culturels du Pays, 7 sont implantés sur l'agglomération de Saint-Brieuc.</li> <li>- 57 bibliothèques réparties sur les 64 communes.</li> </ul>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une offre culturelle trop concentrée dans les pôles urbains.</li> <li>- Une desserte en haut débit encore insuffisante sur certaines communes</li> </ul> <p><b>Enjeux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte et anticipation des projets d'équipements ;</li> <li>- Réflexion sur la localisation des projets d'équipements : équilibre du territoire, rayonnement du Pays et de la ville-centre ;</li> <li>- Accès aux soins.</li> <li>- Accessibilité numérique et attractivité du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 16 écoles de musiques.</li> <li>- 181 médecins généralistes libéraux et 185 médecins spécialistes libéraux sur le territoire.</li> </ul>
---	---



## VII. MOBILITES ET PRATIQUES DE DEPLACEMENT

Multipolaire et attractif, le Pays de Saint-Brieuc doit faire face à la croissance de sa population et de ses emplois. Cette croissance entraîne une hausse du nombre de déplacements et nécessite la mise en place de modes de transports performants capables de répondre aux besoins de la population.

### VII.1. Une utilisation massive du véhicule individuel

Le pays de Saint-Brieuc n'est pas équipé et aménagé de façon homogène partout. Les espaces urbains (Saint-Brieuc et dans une moindre mesure Lamballe) ainsi que les espaces littoraux font face à une intensification voire à une saturation du trafic routier alors que les espaces ruraux sont confrontés à la question de l'accès à la mobilité.

#### 1. Une prépondérance de la route et un allongement des distances :

##### Un réseau routier en étoile depuis Saint Brieuc :

Primaire ou secondaire, le réseau routier s'étire en étoile depuis Saint-Brieuc vers les autres communes du territoire. Le réseau primaire, convergeant vers Saint-Brieuc, assure les liaisons transversales Est-Ouest et Nord-Sud ainsi que les relations entre les principales villes tandis que le réseau secondaire assure les liaisons avec les espaces ruraux. Ce réseau s'articule autour de :

- la route nationale 12, infrastructure à 2x2 voies qui traverse le territoire d'Est en Ouest et contourne l'agglomération de Saint-Brieuc par le Nord ;
- de routes départementales dont le gabarit permet une desserte rapide des communes littorales et du Sud en direction de Loudéac : la RD 786 en direction de Saint-Quay-Portrieux à l'Ouest et d'Erquy à l'Est, la RD 700 en direction de Loudéac ;

- d'un maillage dense de routes départementales permettant d'irriguer l'ensemble du pays de Saint-Brieuc.

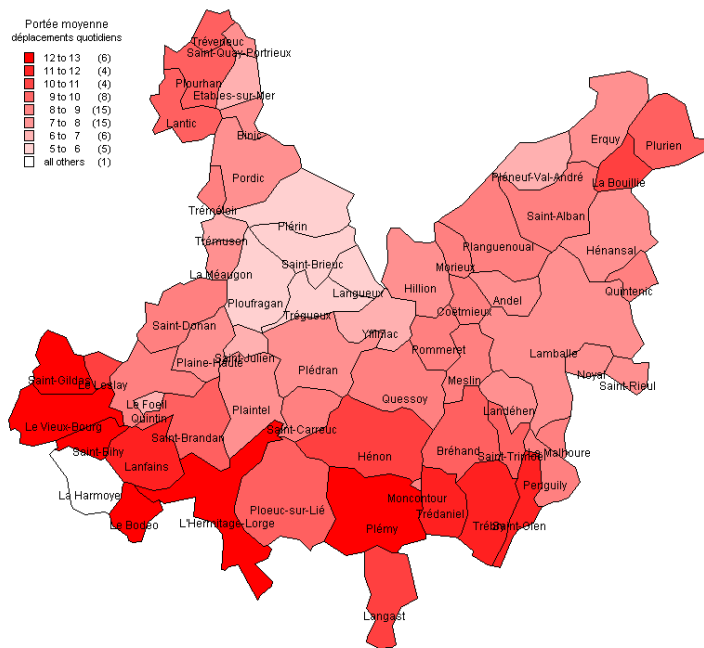


Source IGN – Géoportail

##### Des distances de trajet plus élevées pour les habitants du Sud du territoire :

Eloignés des pôles urbains de Saint-Brieuc et de Lamballe qui concentrent la majorité des emplois du territoire, les habitants des communes du Sud du territoire travaillant dans ces zones d'emplois supportent quotidiennement des déplacements importants. La moyenne des déplacements quotidiens issus des communes de la frange Sud du territoire est supérieure à 11 km.

Il existe une certaine dépendance des communes du Sud du territoire par rapport aux villes concentrant les emplois.

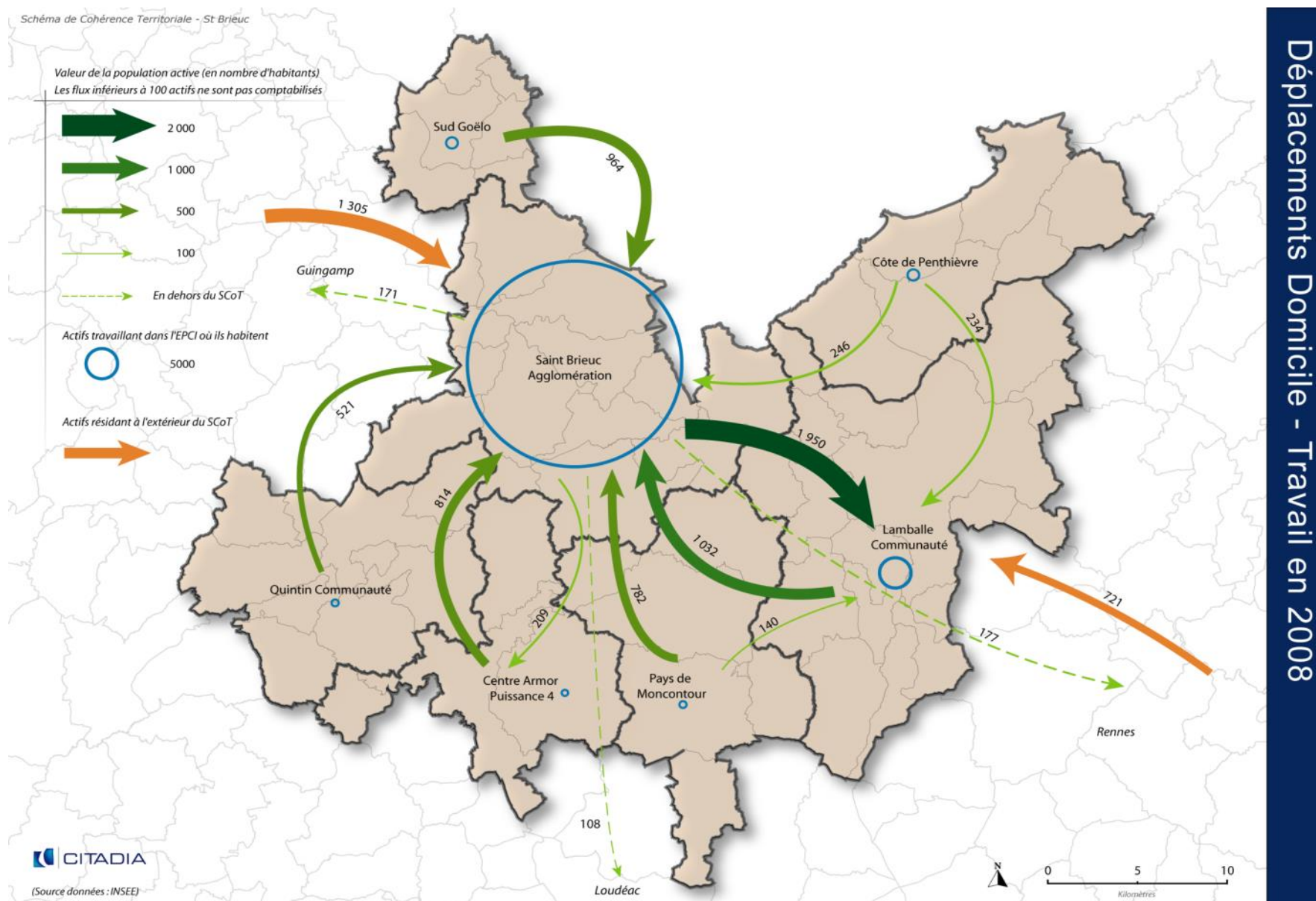


territoires situés à l'Ouest du pays et 721 déplacements en provenance des territoires situés à l'Est du Pays.

### Une polarisation des flux domicile – travail par l'agglomération de Saint-Brieuc :

Regroupant la majorité des emplois, l'agglomération de Saint-Brieuc (et la ville de Lamballe dans une moindre mesure) concentre les plus forts flux de déplacement domicile – travail du territoire. D'après la carte ci-dessous illustrant les données issues du recensement de 2008, la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc est la destination privilégiée de 5 655 navetteurs (soit 72% des destinations du territoire). A noter que les déplacements à destination de Lamballe Communauté tiennent eux aussi une place d'importance dans les flux domicile-travail du territoire puisque 1 950 actifs résidents dans la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc travaillent dans la Communauté de Communes de Lamballe.

Les flux provenant des territoires extérieurs notamment de l'Ouest et de l'Est du Pays sont à prendre en considération puisqu'on dénombre 1 305 déplacements en provenance des



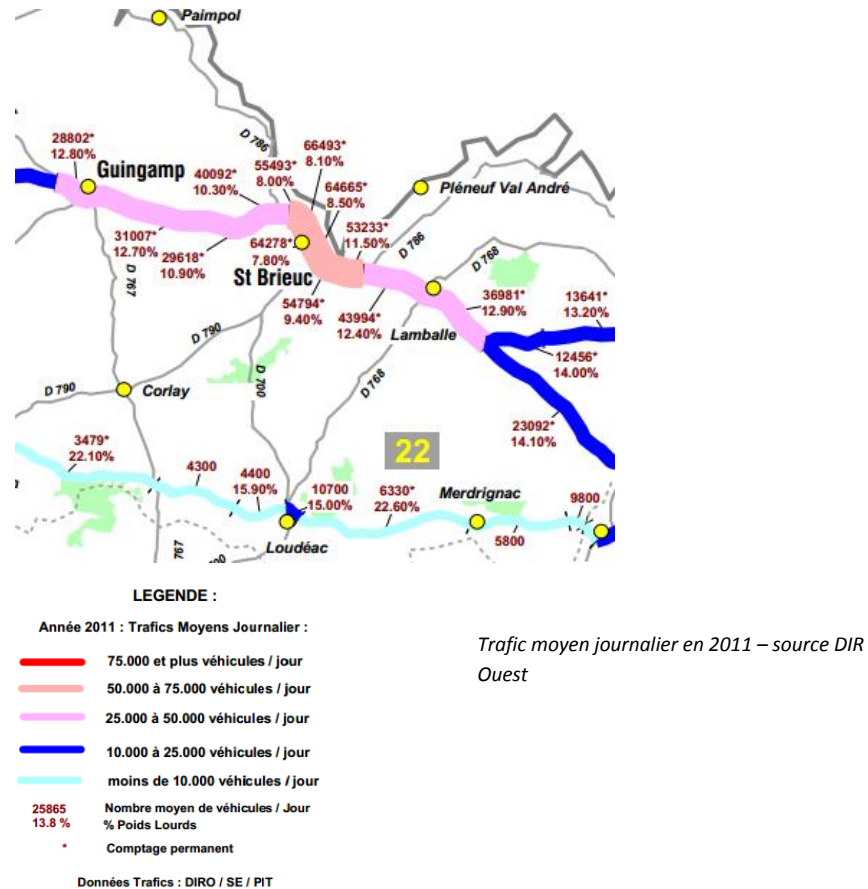
Déplacements Domicile - Travail en 2008



## 2. Un réseau routier saturé autour des pôles urbains :

### Un trafic concentré sur la nationale 12 :

La route nationale 12, épine dorsale routière du territoire, concentre des flux journaliers importants : entre 50 000 et 65 000 véhicules par jour autour de Saint-Brieuc ; entre 30 000 et 50 000 véhicules par jour entre Saint-Brieuc et Lamballe et Saint-Brieuc et Guingamp.



L'une des principales causes de l'encombrement de la nationale 12 est la concentration des activités au sein des principaux pôles urbains alors que de plus en plus de ménages s'installent dans des communes périurbaines. De plus, l'augmentation du trafic routier expose les habitants aux nuisances induites par la circulation automobile : pollution sonore, de l'air, dégradation des entrées de ville...

### Des aménagements susceptibles d'améliorer la situation :

Il existe un projet majeur sur le territoire : la rocade de déplacements de Saint-Brieuc, censée désengorger la partie la plus urbaine de la nationale 12 et desservir notamment les zones d'activités des Châtelets et du Technopôle Saint-Brieuc Armor.



Tracé de la rocade de déplacements de Saint-Brieuc. Source : Conseil général des Côtes d'Armor

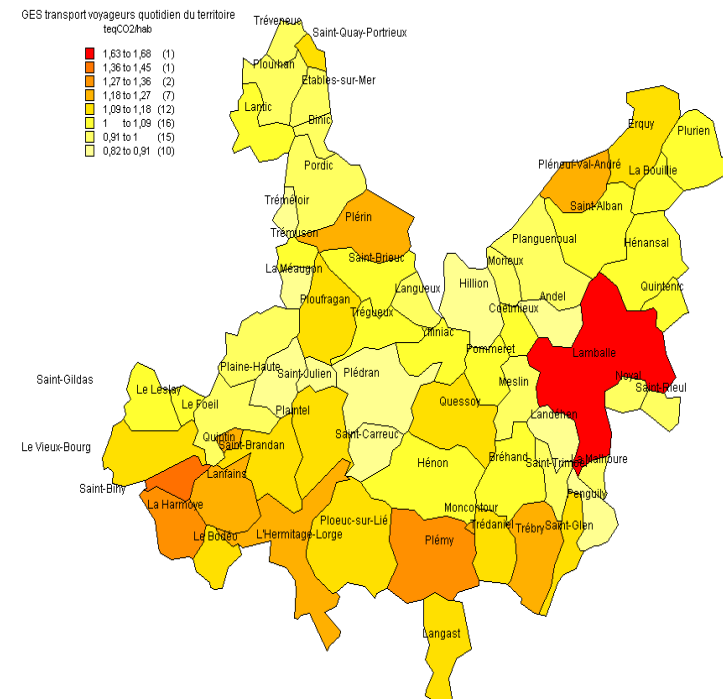
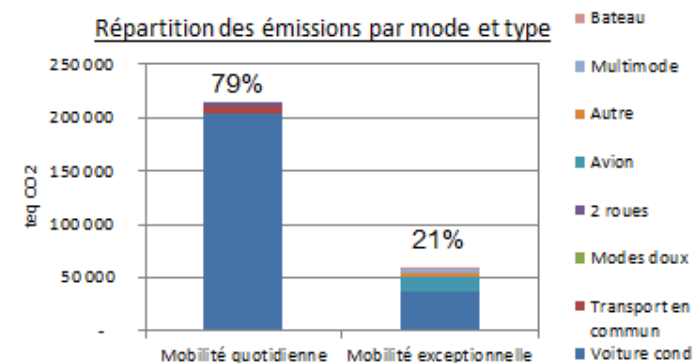
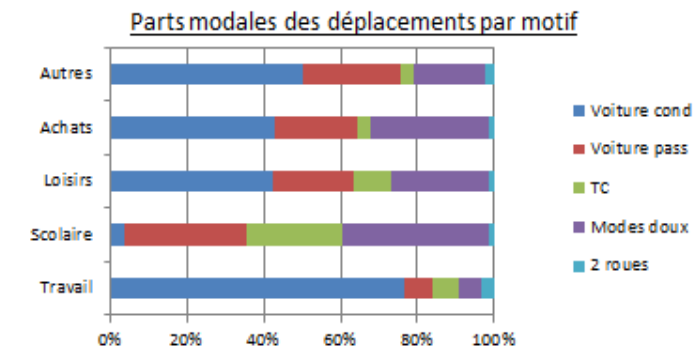
Concernant la commune de Binic, la route départementale est régulièrement confrontée à des problèmes d'embouteillage au niveau du carrefour à feux de Binic : la déviation permettant le contournement de Binic devrait permettre de fluidifier les flux de transit.

### 3. Un bilan GES peu satisfaisant

L'utilisation de la voiture est prégnante dans les déplacements liés au travail puisqu'elle représente plus de 75% des flux.

La mobilité quotidienne automobile est responsable de 79% des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements.

Ces flux automobiles se répercutent dans le bilan des gaz à effet de serre communaux (en fonction des flux entrants ou sortants) ; les communes les plus éloignées des pôles d'emploi ont des taux d'émission de gaz à effet de serre supérieurs aux autres.



Source : INSEE 2008

Carte des émissions de gaz à effet de serre des déplacements quotidiens (flux entrants, sortants et internes).

## VII.2. Un réseau de transports collectifs à encourager, mais qui ne bénéficie pas d'un contexte favorable

Les transports en commun présentés comme l'alternative principale à l'automobile et de ses effets négatifs induits (engorgement des voies, pollution élevée...) sont souvent encouragés pour irriguer de façon durable un territoire. Cependant, ce mode de déplacement se heurte parfois aux spécificités même du territoire. Il faut donc trouver des alternatives afin de répondre le plus globalement possible aux besoins de la population.

### 1. Un territoire peu propice à l'usage des transports collectifs :

La configuration du territoire et le développement polycentrique du Pays de Saint-Brieuc rendent difficile la mise en place de transports en commun performants capables de répondre aux attentes de la population et de contrecarrer l'usage massif du véhicule personnel.

La faible densité de certaines parties du territoire et la dispersion des lieux de vie, d'emploi, de loisirs... encouragent la population à privilégier les modes de transports individuels, plus flexibles et plus souples. De plus, le réseau de transports collectifs à l'échelle du Pays peut être perçu comme compliqué par les usagers (difficultés en termes de lisibilité des lignes et des itinéraires, horaires compliqués...), préférant ainsi, s'ils le peuvent, l'usage de la voiture.

### 2. Une offre en mobilité mal adaptée aux déplacements quotidiens :

#### Le réseau départemental « Tibus »

Dix lignes de bus départementales irriguent le Pays de Saint-Brieuc. Ce réseau, géré par le Conseil Général des Côtes d'Armor, permet de desservir la majorité des pôles du territoire et de les connecter aux pôles alentours : Guingamp, Paimpol ou encore Loudéac. Afin

d'optimiser les déplacements, il s'accompagne d'une centrale de mobilité (Ticoto), espace d'informations multimodale sur les transports en Côtes d'Armor.



Source : réseau des transports interurbains des Costarmoricains - 2012

#### Les lignes de transport à la demande

L'offre en transport en commun est complétée par un système de transports à la demande (TAD). Quelques lignes sont déjà en service sur le territoire et permettent des liaisons dans les espaces mal desservis où l'aménagement de lignes régulières de transports en commun est difficile. Ce système de déplacement constitue une opportunité pour les territoires ruraux ou mal desservis car s'adaptant plus facilement aux caractéristiques de ces espaces peu denses. Ils se substituent aisément aux lignes régulières (souvent insuffisamment fréquentées dans ces territoires) et présente une alternative pour les dessertes vers les équipements particuliers (gares, marché, lieux publics...).

Déjà plusieurs TAD sont en service sur le territoire :

- le réseau « TaxiTub » dans la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc pour rejoindre la ligne de bus la plus proche du domicile. Ce réseau est complété par le service « Mobitub », service de transport adapté collectif, à la demande, et de porte à porte. Ce service est destiné aux personnes dont le handicap ne permet pas d'accéder aux Tub.
- le réseau « Distribus » dans la Communauté de communes de Lamballe : une ligne urbaine, 2 lignes desservant les espaces d'activités, 4 navettes à la demande
- le réseau « Trans'com des Trois Monts » dans les Communautés de communes du Pays de Moncontour, de Quintin communauté et de Centre Armor Puissance 4. Ce système permet les déplacements sur ces 3 territoires et vers la CIDERAL (Communauté de Communes de Loudéac).

#### Le réseau urbain de la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc

La Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc, qualifiée d'Autorité Organisatrice des Transports Urbains (AOTU) gère à travers son réseau 17 lignes de bus principales dont 4 lignes structurantes offrant des prestations de services différentes tant en termes de fréquence de passage qu'en termes de desserte.



Source : Transports Urbains Briochins – 2012

### 3. Des projets d'envergure (sur la ville-centre) pour inciter à l'usage des transports collectifs

#### Le pôle d'échanges multimodal de la gare de Saint-Brieuc (PEM) :

Dans la perspective de la mise en service de la LGV Bretagne, la gare de Saint-Brieuc fait l'objet d'études en vue de l'aménagement d'un pôle d'échanges multimodal. Ayant pour objectifs principaux de faciliter les échanges entre les différents modes de transport et favoriser le développement des transports collectifs, ce projet porte des enjeux urbains et territoriaux forts : projet urbain d'aménagement et de développement du quartier de la gare afin de relier les quartiers sud avec le centre-ville.

#### Le Transport en Commun en Site Propre « TEO » (Transport Est Ouest) :

Le Plan de Déplacements Urbains de l'Agglomération de Saint-Brieuc prévoit la mise en service de TEO : un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à l'horizon 2014. Ce transport en commun, qui desservira 21 stations sur 8 kilomètres, relira l'Est de la ville aux nouveaux quartiers de l'Ouest (pôle universitaire, zone des Plaines Villes). Deux parkings relais de 200 places seront créés aux Plaines Villes et à Chaptal.

Un programme de requalification et de mise en valeur de l'espace urbain sera conduit parallèlement à la mise en service de TEO. Un partage équilibré de la voirie favorable aux modes doux (vélos, piétons) sera également étudié.



### VII.3. Des déplacements doux à valoriser

#### 1. Des politiques mises en place :

La découverte du Pays de Saint-Brieuc par les modes doux grâce à l'aménagement de cheminements de qualité est un enjeu d'attractivité territoriale et touristique.

C'est dans ce contexte qu'ont été mis en place :

- le schéma européen « cycle west », ayant pour but la réalisation d'un itinéraire cyclable continu entre la Bretagne, la Normandie et le Sud-Ouest de l'Angleterre à l'horizon 2013.
- le schéma régional des vélos routes<sup>15</sup> voies vertes<sup>16</sup>
- décliné au niveau départemental dans le cadre du schéma vélo des Côtes d'Armor dès 2004 et qui propose déjà 415 kilomètres d'itinéraires cyclables sur le département.

L'itinéraire reliant Hillion à Pordic en est issu et propose 40 kilomètres de vélo-routes dont 10 kilomètres de voies vertes. Il traverse 6 communes du Pays de Saint-Brieuc (Hillion, Yffiniac, Langueux, Saint-Brieuc, Plérin et Pordic).

Par ailleurs, le Plan de Déplacements Urbains (PDU) mis en place par Saint-Brieuc Agglomération sur la période 2006 – 2016 a pour but d'explorer toutes les alternatives à l'utilisation de la voiture. Il a donné naissance à un schéma directeur cyclable et à un service de location de vélos classiques et électriques « Rou'Libre » qui vient d'être mis en place en 2012 sur l'agglomération.

#### 2. Un réseau qui se structure :

A une échelle plus fine, l'aménagement de dispositifs autour et vers les équipements structurants ou de proximité est essentiel afin de garantir la sécurité des usagers et de

promouvoir des déplacements doux. Ceci permettant d'encourager le report modal entre les différents moyens de transport, notamment autour des lieux-transports (gares routières et ferroviaires).

Le schéma directeur cyclable de l'agglomération de Saint-Brieuc dont l'objectif est d'organiser un réseau cohérent et attractif a été adopté en 2009. Il propose diverses liaisons cyclables connectant les communes de l'agglomération entre elles (espaces de loisirs, lieux touristiques, pôles générateurs de déplacements).

La présence de nombreux chemins vicinaux rend possible l'extension de ce réseau cyclable tant pour des déplacements de proximité que pour des déplacements lointains (liés aux loisirs).



<sup>15</sup> Itinéraire cyclable de moyenne ou longue distance, continu (sans interruption, y compris dans les villes), jalonné et sécurisé. Les vélos routes empruntent tous types de voies sécurisées dont les voies vertes.

<sup>16</sup> Voie de communication autonome réservée aux déplacements non motorisés, développée dans un souci d'aménagement intégré.

## VII.4. D'autres modes de transport terrestre et maritime disponibles

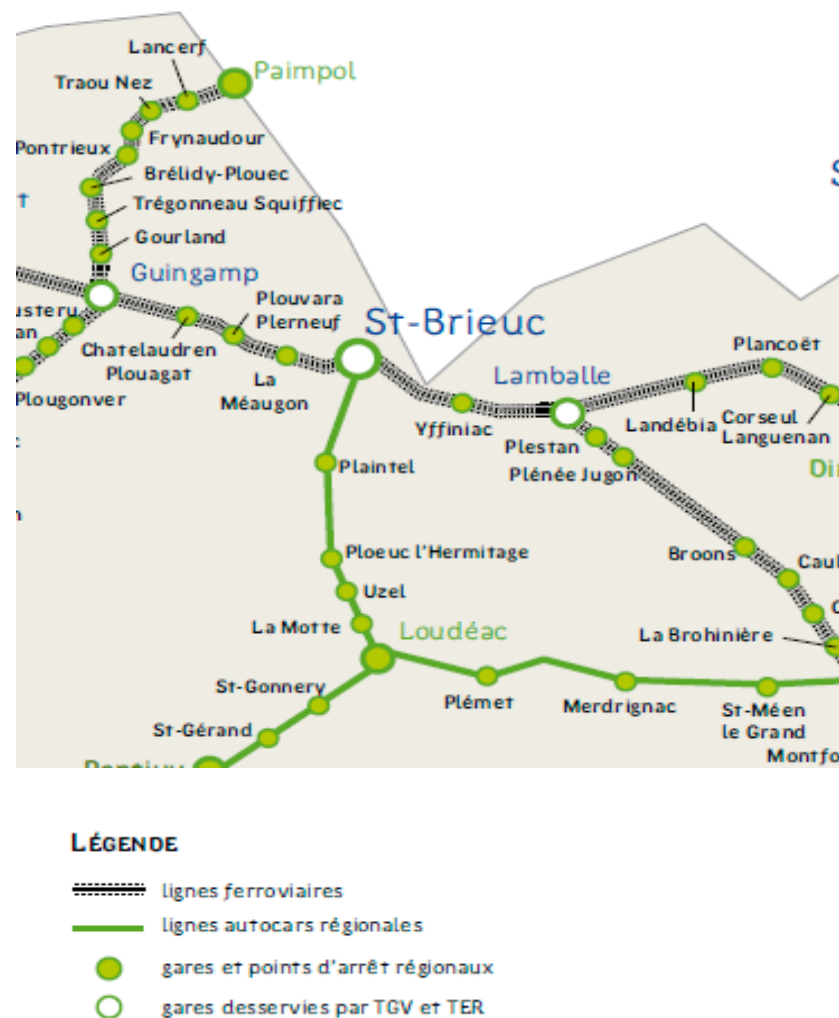
### 1. Un réseau ferroviaire en métamorphose :

**Le transport ferré de voyageurs TER et TGV :** Le Pays de Saint-Brieuc est desservi par les gares de Saint-Brieuc et de Lamballe et les haltes TER d'Yffiniac et de La Méaugon. Les fréquentations par trajet sont les suivantes :

**Nombre de voyages par Origine-Destination sur TER Bretagne**  
(trajets supérieurs à 10 000 voyages par an seulement)

	2013	2012	2011
Rennes ↔ St Brieuc	308 768	323 773	320 893
Lamballe ↔ St Brieuc	134 123	141 616	138 999
St Brieuc ↔ Guingamp	109 351	113 803	110 870
St Brieuc ↔ Lannion	33 787	38 616	31 429
St Brieuc ↔ Dinan	30 465	30 057	23 288
Yffiniac ↔ St Brieuc	23 242	22 359	20 054
St Brieuc ↔ Brest	22 352	22 452	20 225
St Brieuc ↔ Morlaix	21 078	21 167	19 910
St Brieuc ↔ Plouaret Trégor	14 323	12 951	11 921
St Brieuc ↔ Plancoët	13 432	12 909	9 204
Plénée Jugon ↔ St Brieuc	9 750	9 688	11 092
<b>Source : Région Bretagne et SNCF</b>			

Source : Région Bretagne et SNCF



Fermée au transport de voyageurs depuis 2003, la ligne ferroviaire du Sud du territoire en direction de Loudéac a été remplacée par une ligne routière régionale. Cette ligne desservant les haltes de Saint-Julien, Plaintel, Quintin et l'Hermitage offre des liaisons routières vers Vannes et Lorient.

Ce réseau TER est complété par un réseau TGV desservi quotidiennement depuis ou vers Paris : 8 TGV dans le sens Paris – Saint-Brieuc et 9 TGV dans le sens Saint-Brieuc – Paris ; 3 TGV en direction ou en provenance de Paris depuis Lamballe.

#### La LGV Bretagne :

Le projet « Bretagne à Grande Vitesse » est caractérisé par la poursuite de la mise en service de la ligne LGV Ouest : Paris – Rennes (mise en LGV de la portion Le Mans – Rennes) dont les travaux seront achevés en 2017.

La mise en service de cette ligne à grande vitesse, s'inscrit dans un plan régional plus large : le « plan ferroviaire breton » qui vise à prolonger l'« effet d'accélération » LGV sur l'ensemble du territoire régional en jouant sur la multimodalité des transports et la modernisation des lignes existantes (notamment la ligne Rennes-Brest et la ligne Rennes-Quimper). Ce plan prévoit aussi l'aménagement de dix gares TGV en pôles d'échanges multimodaux dont la gare de Saint-Brieuc.

#### Les gares, lieux privilégiés de l'intermodalité :

Les « pôles gare » sont des lieux de rabattement identifiés comme des espaces potentiels pour faire naître des projets de structuration urbaine voire de développement urbain. L'amélioration de la qualité urbaine des gares et de leur accessibilité sont des enjeux stratégiques que le SCoT doit prendre en compte. L'amélioration et la création de parkings-relais autour des gares constituent un enjeu majeur dont l'objectif est de favoriser le report modal de la voiture au train. La gestion des potentiels fonciers autour de ces lieux de transport est donc essentielle.

## 2. Le Port du Légué – Projet « Grand Légué » :

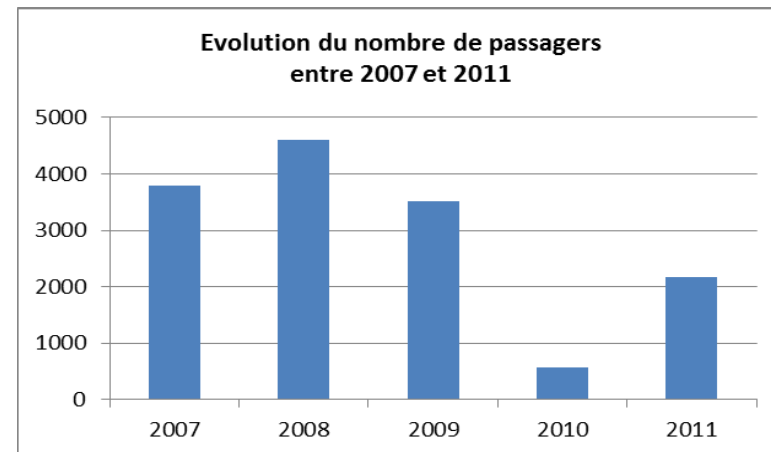
Implanté à l'embouchure du Gouët, le port du Légué constitue le seul port de commerce du Pays. Il fait l'objet d'un projet d'aménagement tendant à affirmer la dimension économique, touristique et urbaine de cet équipement majeur :

- requalification du pôle nautique autour du Quai Armez
- aménagement de la Maison des Cultures de Bretagne
- poursuite de la réhabilitation du Carré Rosengart : pôle technique (réparation nautique, stockage, entretien...) et centre d'affaires (bureaux et commerces)
- aménagement d'une plateforme dédiée à l'hivernage et la maintenance des bateaux de plaisance.

## 3. L'aéroport de Saint-Brieuc, une plateforme de transports délaissée :

#### Un aéroport peu fréquenté et en déclin :

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est aussi desservi par voie aérienne grâce à l'aéroport de Saint-Brieuc-Armor. Il était fréquenté en 2011 par 2074 passagers soit 15 999 mouvements aériens dont 433 mouvements commerciaux. Ce trafic est en baisse régulière depuis plus de 10 ans : diminution du nombre de passagers de 13% entre 2007 et 2011 malgré une quasi stabilisation du nombre de mouvements (+0,5% au cours de la même période).



Source : Union des Aéroports français – 2007 – 2011

#### 4. Un large éventail de transports de marchandises :

##### Par voie routière :

Situé à l'écart des grandes lignes ferroviaires qui structurent les flux continentaux, le transport routier reste le principal mode d'acheminement ou d'expédition des marchandises dans le Pays de Saint-Brieuc.

##### Par voie ferroviaire :

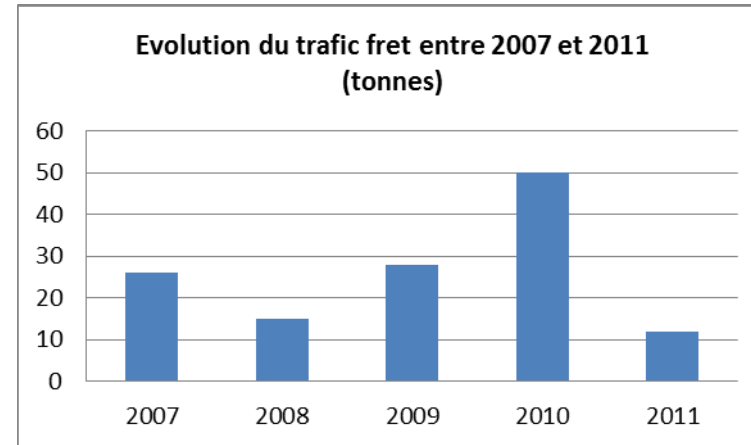
Bien que peu performant, le fret ferroviaire est présent sur le territoire grâce aux lignes ferrées existantes (ligne Saint-Brieuc – Rennes notamment).

La ligne ferroviaire Saint-Brieuc – Loudéac fermée au transport de voyageurs depuis 2003 est aujourd'hui exclusivement utilisée pour le transport de marchandises. Cette ligne unique non électrifiée dessert les parcs d'activités du Grand Plessis à Plaintel et des Châtelets à Ploufragan.

La réutilisation de cette voie de chemin de fer menant au port du Légué – Saint-Brieuc a été évoquée en lien avec le projet d'aménagement d'un quatrième quai au port. Elle pourrait représenter un atout pour le territoire en favorisant le report modal du trafic fret du réseau ferré vers le maritime (axe de développement préconisé par la région Bretagne : complémentarité « port - fer »).

##### Par voie aérienne :

L'aéroport de Saint-Brieuc propose également un transport de fret. Evalué à 12 tonnes en 2011, il a diminué de 17,6% sur la période 2007 – 2011.



Source : Union des Aéroports français – 2007 -2011

##### Par voie maritime :

En 2011, ont transité dans le port du Légué – Saint-Brieuc 364 170 tonnes<sup>17</sup> de marchandises (environ 180 navires) soit une progression de 5,28 % par rapport à 2010.

Le secteur de l'agro-alimentaire génère la part la plus importante du trafic (35% du trafic en 2011), suivi par le bois (12,5% du trafic en hausse de 48% par rapport à 2010). La ferraille, qui représente 12.5% du trafic de marchandises, a vu quant à elle son trafic diminuer de 13% en un an.

Les aménagements successifs en vue de son amélioration ont permis au port d'asseoir sa position dans le commerce maritime de la Bretagne : création d'un nouveau poste à quai afin de faciliter les chargements et les déchargements des bateaux, construction de deux quais permettant aux navires de 180 mètres et de 8 000 tonnes d'accoster.

Aussi, le port est, depuis 2006, l'un des sites les plus importants de Bretagne Nord pour la réparation navale.

<sup>17</sup> Observatoire des Transports en Bretagne

**Ce qu'il faut retenir :**

<b>Constats</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un territoire polycentrique et peu dense rendant difficile la mise en place de transports en commun performants</li> <li>- Un trafic routier dense concentré sur la RN12</li> <li>- Une utilisation massive de la voiture individuelle pour les déplacements quotidiens et un allongement des distances</li> </ul> <b>Atouts</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau routier performant et en évolution</li> <li>- Des offres en transports en commun tant dans les espaces urbains que dans les espaces ruraux (sous forme de TAD)</li> <li>- L'intensification des flux TGV grâce à l'aménagement de la LGV Bretagne</li> <li>- La présence de ports permettant le transport de marchandises</li> </ul> <b>Faiblesses</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une concentration des zones d'emploi engendrant des déplacements nombreux et une saturation du réseau routier autour des pôles urbains</li> <li>- Une offre en mobilité mal adaptée aux déplacements quotidiens</li> <li>- Une faible mise en réseau des différentes offres en transports en commun</li> <li>- Des flux automobiles qui pèsent dans le bilan d'émission des gaz à effet de serre</li> <li>- Un aéroport à l'arrêt.</li> </ul>	<b>Chiffres clés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entre 50 000 et 65 000 véhicules par jour sur la RN12 autour de Saint-Brieuc</li> <li>- 75% des déplacements liés au travail sont effectués en voiture</li> <li>- 79% des gaz à effet de serre sont liés à la mobilité quotidienne</li> <li>- Une progression de 5,28% de marchandises en transit dans le port du Légué par rapport à 2010</li> <li>- Un nombre de passagers en baisse de 13% à l'aéroport de Saint-Brieuc entre 2007 et 2011</li> </ul>
--	--

**Enjeux**

- Réduction de la part de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens
- Réduction des distances de déplacement pour certains motifs (achats, loisirs, emploi...)

## ANNEXE / GLOSSAIRE



**Densité commerciale alimentaire**

Nombre de commerces alimentaires traditionnels pour 1 000 habitants.

**Indice de concentration de l'emploi :**

Le rapport entre le nombre d'emplois offerts dans un territoire donné et les actifs ayant un emploi qui résident dans ce même territoire permet d'établir un Indicateur de Concentration d'Emploi.

Cet indicateur permet de définir le niveau de polarité que joue ce territoire par rapport à son bassin de vie.

**Logement autorisé**

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

**Logement commencé**

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises.

**Plancher commercial**

Somme des surfaces de chaque niveau d'un bâtiment commercial clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades. Il se compose des surfaces de ventes, des réserves et locaux techniques.

**Pôle d'équipement**

Selon la définition de la base permanente des équipements de l'INSEE (destinée à fournir le niveau d'équipement et de services rendus par un territoire à la population), un pôle d'équipement se dit d'une commune qui possède au moins la moitié des équipements d'une gamme. La classification des équipements en gammes a pour objectif de réunir des équipements qui présentent des logiques d'implantation voisines.

Pour la base d'équipements 2010, 95 équipements sont ainsi retenus qui se répartissent en trois gammes :

- Gamme de proximité (29 équipements dont école maternelle, pharmacie, poste...);
- Gamme intermédiaire (31 équipements dont collège, supermarché, trésor public...);
- Gamme supérieure (35 équipements dont lycée, maternité, hypermarché...).





Pour en savoir plus :



## Pour nous contacter :

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural  
du Pays de Saint-Brieuc

Centre HEMERA • CS 40532  
8 rue des Champs de Pies  
22035 SAINT BRIEUC  
Tél. • 02.96.58.08.08  
@ • [contact@pays-de-saintbrieuc.org](mailto:contact@pays-de-saintbrieuc.org)  
[www.pays-de-saintbrieuc.org](http://www.pays-de-saintbrieuc.org)



# Rapport de présentation

Tome 3 : état initial de l'environnement



**SCOT**

Document approuvé  
par Le Comité Syndical  
du Pays de Saint-Brieuc  
le 27 février 2015  
et rendu exécutoire



# Sommaire

<b>1 / CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DU TERRITOIRE</b>	<b>5</b>
I.I - Topographie et hydrologie .....	7
a. Un relief marqué par les vallées .....	7
b. Un réseau hydrologique dense .....	9
I.II - Un socle géologique ancien : le domaine Domnonéen.....	12
I.III - Un climat océanique.....	13

<b>2 / PAYSAGE ET PATRIMOINE</b>	<b>14</b>
II.I- Un Paysage entre arrière-pays bocager, espace agricole de transition et littoral .....	16
a. La perception du paysage .....	16
b. La connaissance actuelle des paysages du SCOT de St Brieuc.....	17
c. Les unités paysagères du territoire du SCOT de St Brieuc .....	26
d. Analyse paysagère des principales voies du territoire .....	35
e. Des typologies de villes et villages hétérogènes : des enjeux paysagers, environnementaux urbanistiques multiples ? ....	44
II.II - Patrimoine abondant et reparté sur l'ensemble du territoire .....	49
a. Eléments reconnus et protégés du patrimoine .....	49
b. Patrimoine archéologique .....	53
c. Actions de valorisation du patrimoine non protégé .....	56

<b>3 / LES RESSOURCES NATURELLES</b>	<b>60</b>
III.I - L'eau : une ressource importante mais menacée .....	63
a. Une qualité des cours d'eau dégradée .....	69
b. Des eaux littorales sous surveillance .....	74
III.II - L'alimentation en eau potable .....	78
III.III - L'assainissement.....	89
III.IV - Les sources de pollutions de la ressource en eau .....	92
III.V - Les carrières .....	95
III.VI - L'air .....	99
III.VII - Le profil climatique du pays de St Brieuc.....	103
a. Contexte .....	103
b. Bilan global énergie et GES du territoire.....	104
c. Cartographie des émissions .....	107
d. Emissions liées au logement .....	108
e. Emissions du secteur tertiaire .....	111
f. Emissions liées aux déplacements de voyageurs .....	111
g. L'artificialisation des surfaces naturelles et agricoles .....	115
h. Production d'énergie renouvelable du territoire .....	116



# Sommaire

## 4 / L'ENVIRONNEMENT BIOLOGIQUE ET LES ESPACES NATURELS 122

IV.I - Périmètres de protection et d'inventaires .....	124
a. Les zonages réglementaires .....	125
b. Les zonages d'inventaires .....	137
c. Les sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 .....	143
d. Les communes concernées par la « Loi Littoral » .....	143
e. La portée des différents « zonages » .....	143
IV.II - La biodiversité en pays de St Brieuc – Les enjeux majeurs.....	145
a. La flore .....	145
b. Les milieux naturels .....	149
IV.III - Fonctionnalité écologique du territoire du Pays de Saint-Brieuc – La Trame Verte et Bleue .....	168
a. Principes généraux de la fonctionnalité écologique .....	168
b. Application au territoire du SCOT du Pays de Saint-Brieuc .....	171

## 5 / LES RISQUES, CONTRAINTES ET NUISANCES 192

V.I - Des risques naturels majeurs présents sur l'ensemble du territoire .....	196
a. Le risque inondation .....	196
b. Le risque mouvement de terrain .....	198
c. Le risque sismique .....	200
d. Le risque feu de forêt et de landes.....	201
e. Le risque tempête .....	201
f. Les autres risques.....	202
V.II - Les risques technologiques .....	202
a. Rupture de barrage .....	202
b. Le risque Transport de Matières Dangereuses .....	203
c. Le risque industriel .....	205
V.III - Sites et sols pollués .....	208
V.IV - Nuisances sonores .....	209
V.V - Gestion des déchets .....	211
a. Les plans régionaux et départementaux de gestion des déchets .....	211
b. Situation départementale .....	212
c. La collecte des déchets sur le territoire du SCoT .....	213
d. Le traitement des déchets sur le Pays de St Brieuc .....	216

# 1.

## Caractéristiques physiques du territoire

*Topographie et hydrographie*

*Géologie*

*Climat*

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est fortement marqué par la présence de l'eau du fait des multiples vallées. Il est traversé par de nombreux cours d'eau dont les principaux sont le Gouëssant, le Gouët, l'lc, l'Urne, la Flora et l'Islet. Ainsi, le chevelu hydrographique, composé également d'une multitude de ruisseaux, est très dense.

Le territoire se situe sur le domaine Domnonéen, une des formations géologiques les plus anciennes de France. Il est composé d'orthogneiss métamorphisés recouvert par des formations sédimentaires briovériennes. De plus, le Pays est marqué par un volcanisme très ancien.

Le climat est caractérisé par l'influence maritime et présente des températures et une pluviométrie moyennes. Ce climat océanique permet la réalimentation de la ressource en eau.

## I. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU TERRITOIRE

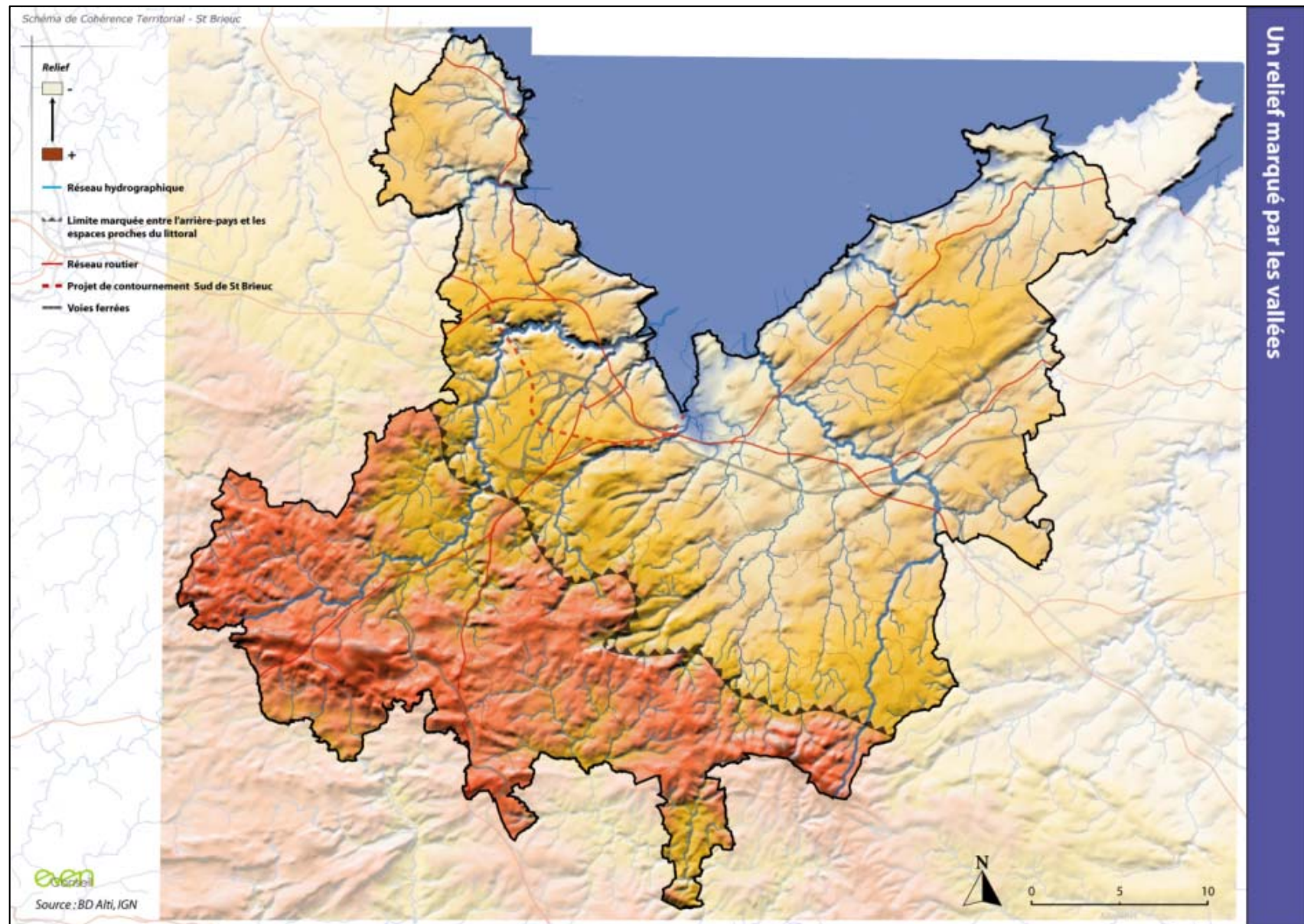
### I.1. TOPOGRAPHIE ET HYDROLOGIE

#### a. Un relief marqué par les vallées

Le territoire du SCoT du Pays de Saint Brieuc se caractérise par un relief plutôt **contrasté** et marqué par les **vallées** notamment celle du **Gouët, du Gouëdic, de l'Urne et du Gouëssant**.

Deux secteurs se distinguent dans la zone d'étude, de part et d'autre d'une ligne allant de Trémuson au Nord-Ouest à Trébry au Sud Est :

- Un secteur au relief peu élevé au Nord de cette ligne : secteur littoral s'étendant du niveau de la mer à un peu plus de 120 mètres.
- Un secteur plus élevé au Sud, compris entre 120 et plus de 340 mètres.



## b. Un réseau hydrologique dense

Le réseau hydrographique des Côtes d'Armor est constitué d'un ensemble de **petits cours d'eau côtiers** indépendants. Le département est ainsi un véritable château d'eau pour une partie importante de la Bretagne. Conditionnés par des situations topographiques, pluviométriques et géologiques contrastées, les cours d'eau présentent des caractéristiques variées déterminant une richesse et une diversité remarquables de milieux aquatiques.

Le Pays de Saint-Brieuc illustre parfaitement l'hydrographie des Côtes d'Armor avec les multiples cours d'eau qui le traversent avant d'aller se jeter dans la Baie. L'agglomération de Saint-Brieuc est marquée depuis des siècles par ses vallées (vallée du Gouédic et vallée du Gouët). Le développement de la ville et surtout les infrastructures a été obligé de s'adapter à cette contrainte. L'acharnement des ingénieurs a permis à la ville de franchir les vallées par des ponts qui sont devenues des éléments identitaires de l'agglomération de Saint-Brieuc.

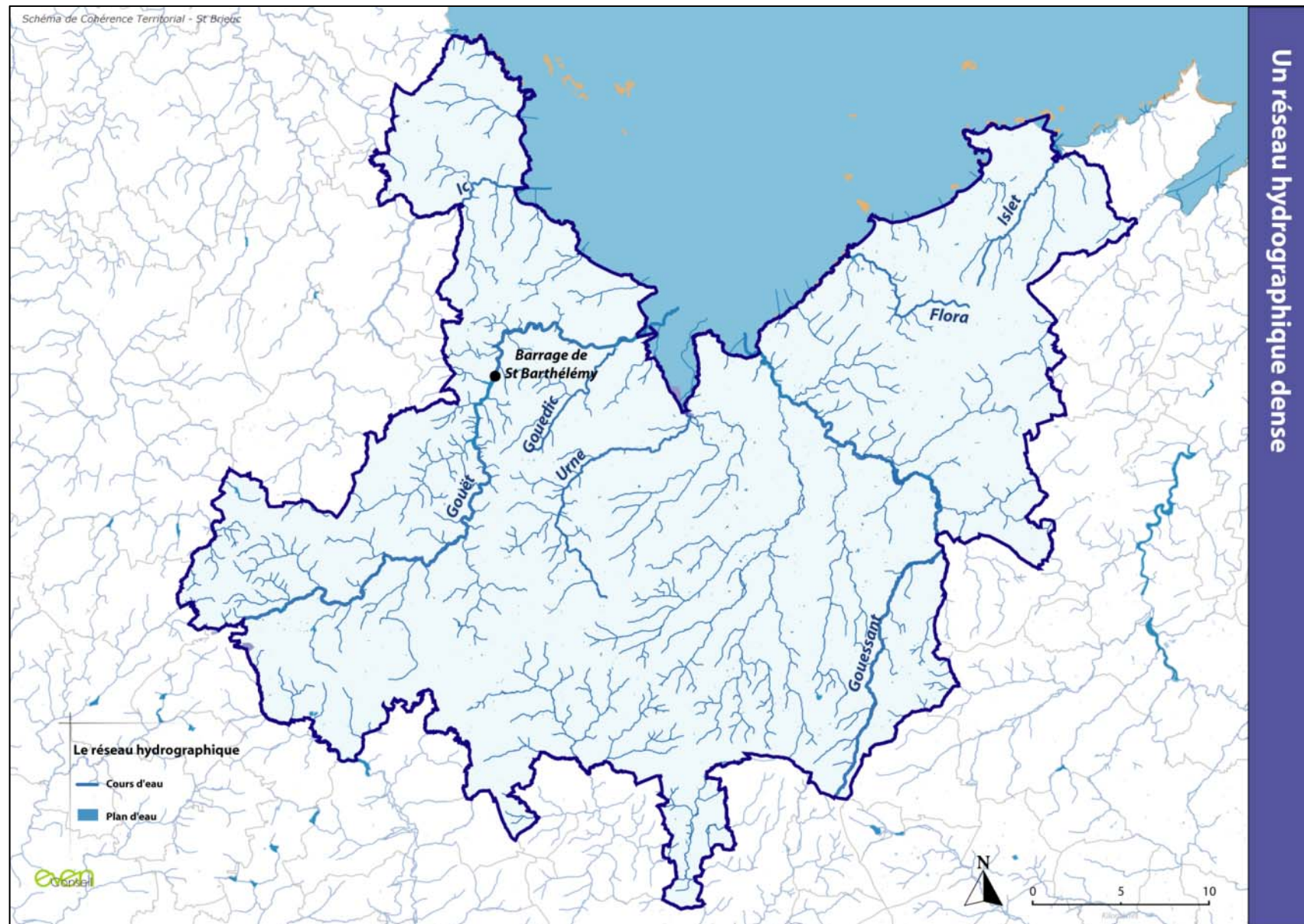
Les principaux cours d'eaux structurant le territoire et se jetant dans la baie de Saint-Brieuc sont les suivants (voir carte page 10) :

- **Le Ponto** et ses affluents (Saint-Quay-Portrieux),
- **L'Ic** et ses affluents (Binic),
- **Le Leff**,
- **Le Gué Esnard** (Binic),
- **Le Parfond du Gouët** (Plérin),
- **La Ville Rault** (Tournemine),
- Ruisseau se jetant sur la plage des Rosaires,
- **Le Bachelet**,
- **Le Gouët** et ses affluents, draine le massif granitique de Quintin et alimente Saint-Brieuc avant de se jeter au fond de la baie de Saint-Brieuc, au Légué (rivière de première catégorie piscicole).
- **le ruisseau Le Gouédic** : le ruisseau de l'Etang des Châtelets, le ruisseau de la Prée et le ruisseau du Château Billy se regroupent aux « Villes Moisan » pour former le Gouédic. Le Gouedic se jette dans l'anse d'Yffiniac à « Sous la Tour » sur les communes de Saint-Brieuc et Plérin.
- Le ruisseau de Douvenant se jette également dans l'anse d'Yffiniac à la « Grève des Courses » sur la commune de Saint-Brieuc.
- le ruisseau de **l'Urne** avec son affluent rive gauche le ruisseau du Creac'h. L'exutoire de l'Urne se situe dans l'anse d'Yffiniac sur la commune du même nom. Il est de première catégorie piscicole.
- Le ruisseau de la **Touche**,
- **Le Saint-René**,
- Ruisseau de **Bon Abri**,
- **Le Gouessant** et ses affluents,



- **Le Dahouët,**
- **La Flora** et ses affluents,
- **Les Vallées** (Pléneuf-Val-André),
- **La Ville Berneuf,**
- Ruisseau de **Caroual,**
- **L'Evron**
- **L'Islet**
- **Le Lehen.**

**Le barrage de Saint-Barthélémy** sur le Gouët a permis de constituer la retenue de La Méaugon utilisée pour l'alimentation en eau potable du Centre Nord du département. Cette retenue est eutrophe : il s'agit d'un milieu encombré de matières nutritives en surabondance, ne pouvant être totalement utilisées par le peuplement normal d'un biotope (prolifération végétale et bactérienne). Ainsi, des systèmes de déphosphatation ont été mis en place sur le bassin versant et une réoxygénation des eaux profondes est effectuée sur la retenue. La superficie totale de la retenue de La Méaugon est de 82 hectares à sa côte maximale (87 m N.G.F.), ce qui correspond à un volume d'eau de 7.9 millions de mètres cubes pour une profondeur moyenne de 9.7 m. Le niveau du plan d'eau varie selon la saison hydrologique, le volume minimum stocké étant de 4 millions de mètres cubes. Le temps de séjour moyen des eaux est de 40 jours. C'est un lac étroit avec une ligne de rive développée sur 17 km.



## I.2. UN SOCLE GEOLOGIQUE ANCIEN : LE DOMAINE DOMNONEEN

Le pays de Saint-Brieuc appartient au domaine Domnonéen, nord Armorica, qui compte parmi les formations géologiques les plus anciennes de France.

Le socle est constitué par des formations **d'ortho gneiss** d'âge précambrien (2000 MA), très fortement métamorphisés, qui subsistent en lentilles cristallines sous les formations sédimentaires briovériennes plus récentes.

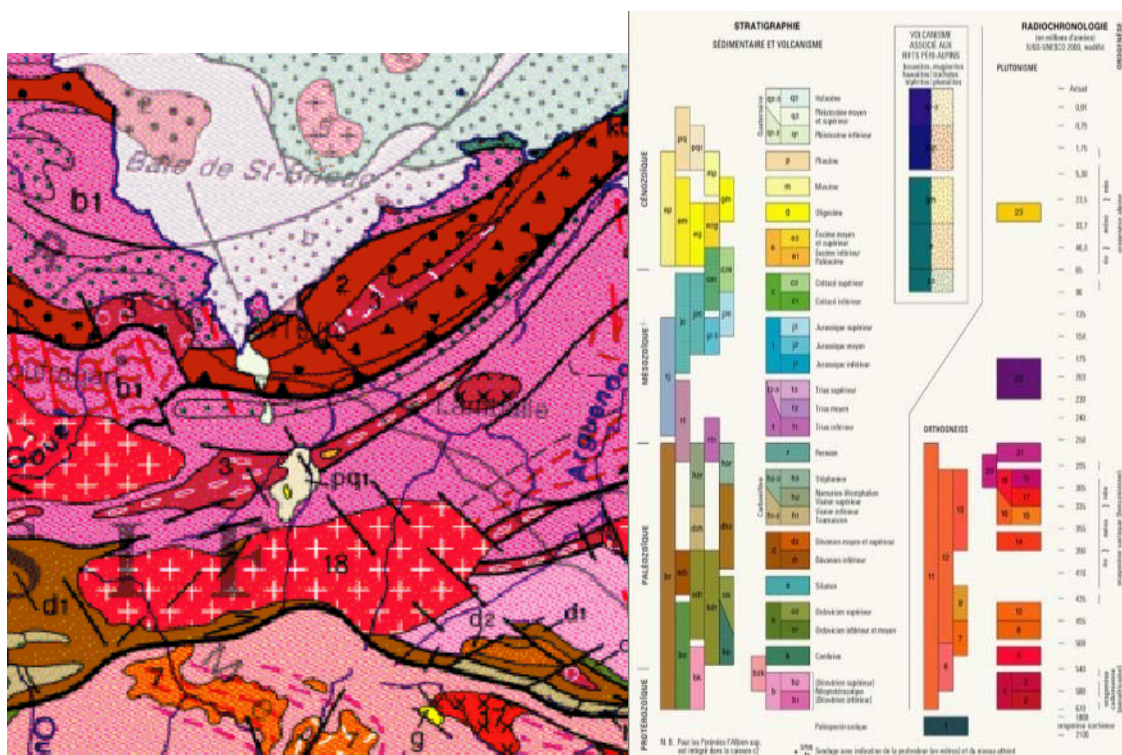
Le territoire est marqué par un **volcanisme très ancien**. On observe un arc de diorites et granodiorites, (dites de Saint-Brieuc), d'origine plutonique, mis en place pendant le cycle cadomien. Cette formation est intercalée entre des formations **micaschisteuses et migmatitiques** métamorphiques.

L'ensemble des formations est injecté d'intrusions filoniennes injectées au paléozoïque d'orientation générale nord / sud.

On observe de façon localisée des dépôts de **limons** de type éolien mis en place beaucoup plus récemment et des sédiments modernes de très faible épaisseur et d'extension latérale généralement modeste, dans toutes les vallées des très nombreux ruisseaux et rivières qui quadrillent le paysage et convergent vers la baie.

Le fond de la baie de Saint-Brieuc est constitué du **socle cristallin ante permien**, surmonté de sédiments d'épaisseur variable.

La très grande diversité géologique du territoire et l'alternance de formations très dure et de formations plus tendres ont modelé les paysages.



Carte géologique du Pays (Source brgm.fr)

### I.3. UN CLIMAT OCEANIQUE

Le Pays de Saint-Brieuc, comme le reste de la Bretagne, bénéficie d'un **climat de type océanique**, dont les caractéristiques du climat sont fortement liées à l'influence maritime.

Ce climat océanique se caractérise par :

- des **températures moyennes**, de l'ordre de 10.8 °C sur l'ensemble de l'année (période 1981 – 1997), qui s'échelonnent entre 5.5 °C en février et 16.9 °C en juillet.
- une **pluviométrie moyenne** annuelle de 697.6 mm (période 1968 – 1997).

Le bilan hydrique (différence entre la pluviométrie et l'évapotranspiration potentielle : ETP) pour la zone d'étude est présenté dans le tableau ci-après :

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
<b>P</b> (mm)	77.6	62.2	59.8	46.6	55.1	45.7	37.9	35.6	50.7	72.3	82.7	71.4	697.6
<b>ETP</b> (mm)	13.7	18.3	40.8	51.2	75.1	75.6	84.7	78.2	54.1	32	15.4	11.9	551
<b>P-ETP</b> (mm)	63.9	43.9	19	-4.6	-20	-29.9	-46.8	-42.6	-3.4	40.3	67.3	59.5	146.6

Source : Météo France

Une période d'excédent hydrique intéresse le Pays de Saint-Brieuc durant les mois hivernaux (d'octobre à mars). Cet excédent est de 293.9 mm.

L'excédent hydrique hivernal est obtenu à partir du bilan hydrique auquel on soustrait la lame d'eau nécessaire à la réalimentation des sols en fin de période estivale (estimée à 100 mm).

Cet excédent hydrique participe à la **réalimentation de la ressource en eau** par infiltration dans les sols ou par ruissellement vers le réseau hydrographique. Une période de déficit hydrique intéresse quant à elle le Pays de Saint-Brieuc durant les mois estivaux (d'avril à septembre) : le déficit hydrique est de 147.3 mm.

Le climat breton a déterminé le développement d'un tourisme plutôt orienté vers le tourisme vert et culturel. En effet, les conditions climatiques ont permis de limiter l'urbanisation massive de la frange côtière, telle qu'on peut la voir sur la côte méditerranéenne et préserver ainsi des espaces naturels sauvages, qui font aujourd'hui l'attraction touristique du Pays.

De même, ce climat océanique aux températures modérées présente certains atouts pour l'agriculture et favorise le maintien de la biodiversité par une palette de végétaux très large (période de végétation quasiment sans interruption).

## 2.

## Paysage et patrimoine

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par une grande diversité de ses paysages. Ceux-ci se distinguent par leur qualité et leur préservation depuis l'arrière-pays bocager jusqu'au littoral en passant par des paysages agricoles de transition.

A ces paysages remarquables s'ajoute un patrimoine bâti abondant réparti sur l'ensemble du territoire. Ces vestiges sont les témoins de l'Histoire du territoire. Il s'agit notamment de sites mégalithiques ... 5000 ans d'histoire sont retracés dans la baie de St Brieuc grâce aux différents vestiges architecturaux : allées couvertes de Ploufragan (3000 ans av.JC), croix monolithiques et notamment le camp de Péran à Plédran qui daterait de l'époque des Vikings... mais aussi de manoirs, châteaux, chapelles, cidreries, moulins, ...

La qualité et l'attractivité du territoire du SCOT de St Brieuc reposent sur ses paysages et son patrimoine remarquables. La préservation et la mise en valeur de ces éléments sont garants du maintien du caractère exceptionnel du territoire ...



## II. PAYSAGE ET PATRIMOINE

### II.1 UN PAYSAGE ENTRE ARRIERE-PAYS BOCAGER, ESPACE AGRICOLE DE TRANSITION ET LITTORAL

#### a. La perception du paysage

##### **Vers une prise en compte de plus en plus globale du Paysage...**

Le droit du Paysage s'est développé tout au long du XXème siècle. De la loi de 1930 sur la protection des monuments naturels et sites de caractère, en passant par la loi «Paysage» de 1993 pour finir dernièrement par la loi SRU et le développement durable en 2000, il est en effet très vite apparu la nécessité de distinguer « l'exceptionnel » que l'on désire maintenir en l'état et « l'ordinaire » qui tout en méritant une certaine protection s'inscrit dans une démarche évolutive respectueuse et maîtrisée. Depuis une dizaine d'années, la législation en matière de paysage s'est orientée vers une prise en compte globale de la richesse et de la protection des paysages et de l'environnement.

##### **Une « Economie du Paysage »**

L'évaluation économique des espaces libres (naturels et agricoles) et du paysage sert dorénavant la prise de décision en matière de choix d'aménagement à long terme.

Le Paysage qui est issu d'une complicité ancienne entre l'homme et la nature représente un héritage. Le paysage a de ce fait une valeur patrimoniale puisqu'il révèle d'une compilation des pratiques anciennes et d'aujourd'hui. Il demeure cependant en perpétuelle évolution, sa valeur est fragile et sans cesse remise en question. Il possède aussi une valeur économique, une valeur marchande qu'il est difficile de mesurer directement mais qui s'appréhende aisément au travers de la valorisation touristique, du cadre de vie offert ou encore de l'image de marque véhiculée (ex : valeur croissante de l'immobilier dans certains secteurs plus recherchés pour la qualité de leurs paysages).

##### **Rôle de chacun et prise en charge financière des actions en faveur du paysage**

Qui de l'entreprise, de l'agriculteur, de l'urbain ou de la collectivité supporte le coût de l'entretien et de la protection des Paysages? Existe-t-il un rapport de causalité entre ceux qui profitent et jouissent du paysage et ceux qui l'entretiennent et le façonnent ? Il est mis en évidence une attente sociale de plus en plus forte de la part des urbains voire des rurbains qui nouvellement arrivés dans les campagnes souhaitent allier qualité des services urbains et cadre de vie privilégié. Aujourd'hui, le déséquilibre est criant : 5% des actifs (les agriculteurs) s'occupent de 90% du territoire, il y a de moins en moins de personnel et de main d'œuvre et une perte des savoir-faire du monde agricole et de la valorisation des ressources (ex : la filière bois). Demain, le paysage résultera-t-il d'une volonté politique et d'une action accentuée des collectivités ?

##### **Une accélération des changements du paysage mais un travail qui aura des impacts sur le long terme**

Une modification rapide des perceptions du paysage s'est engagée au cours du dernier siècle. Du fait, de nouveaux comportements et de la généralisation de l'usage de la voiture individuelle, l'unité d'espace/temps s'est radicalement raccourcie. En effet, la distance parcourue en une seule journée est passée de la lieue à plus de 500km, modifiant en 1 ou 2 générations nos références, nos modèles et notre appréhension du paysage. La mise en pratique des décisions d'aujourd'hui mettra 1 génération à se mettre en place. Elle nécessite en préalable l'appropriation des démarches, l'adaptation des moyens technologiques, etc. De ce fait, il existe un décalage dans les actions sur le Paysage à anticiper. La



nature garde la même temporalité : un arbre mettra toujours autant de temps à pousser. Les efforts de reconstitution et de restauration des paysages remarquables demeurent un travail de longue haleine.

### **L'articulation entre les différentes réflexions sectorielles sur le paysage**

Les questions de l'échelle d'intervention et de la superposition des limites opérationnelles et administratives ont été soulevées lors des débats. Il existe d'ors et déjà des initiatives locales, des partenariats engagés, des opérations pilotes qui s'organisent à différentes échelles d'appréhension du territoire et servent d'exemple et de moteurs (à l'échelle de bassins versants, à l'échelle des intercommunalités, à l'échelle communale, dans le cadre d'opérations d'ensemble ou bien encore lors d'interventions ponctuelles sur le domaine privé). L'objectif du SCOT est bien de définir des orientations cadres qui se déclineront par la suite dans les territoires inclus dans le périmètre. Des analyses à une échelle plus large que le SCOT ont été menées en préalable et enrichissent le diagnostic proposé ci-après.

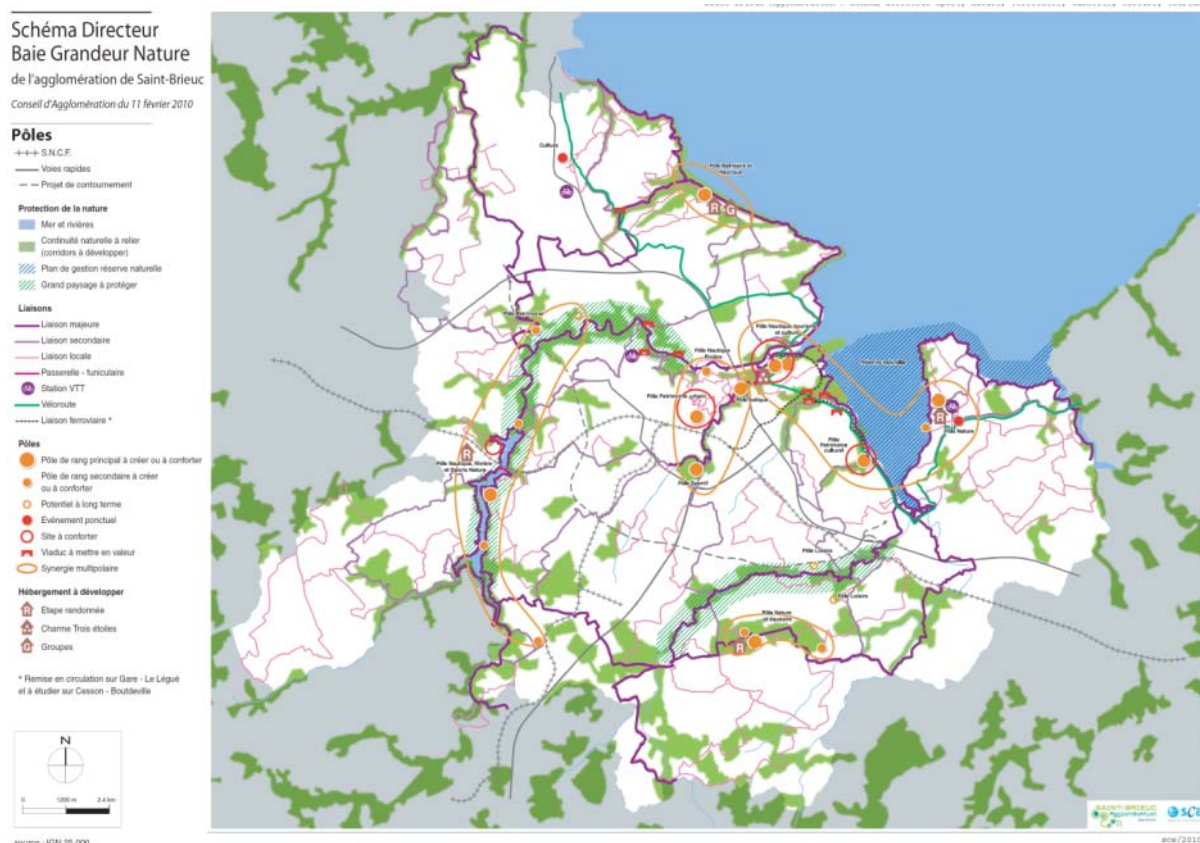
## **b. La connaissance actuelle des paysages du SCOT de St Brieuc**

### **Schéma directeur Baie Grandeur Nature :**

Le Schéma directeur Baie Grandeur Nature de l'agglomération de St Brieuc a été approuvé en février 2010. Il a pour objectif de développer des orientations pour l'Agglomération sur les thématiques enjeux suivantes - sports, nature, territoire, identité, culture et tourisme - dans un souci de cohérence entre elles. Les 4 axes stratégiques du document (les chemins, la terre, l'eau, la pierre) ont été décliné en actions. Parmi celles-ci certaines concernent directement le paysage :

- Action 1.1 : Aménagement de liaisons notamment pour mettre en valeur certains paysages
- Action 1.3 : Panneaux pédagogiques sensibilisant au paysage
- Action 2.4 : Qualifier les paysages d'entrée de ville et réhabiliter à terme certaines carrières, soutien logistique aux visites guidées
- Action 3.2 : aménagements paysagers du port de de Saint-Brieuc / Le Légué, requalification paysagère et amélioration de la signalétique d'accès aux vallées (Gouët, Gouëdic) et au sentier du littoral

Le Schéma directeur Baie Grandeur Nature définit également des éléments du patrimoine naturel à protéger : mer et rivières, continuités naturelles à relier, plan de gestion réserve naturelle et **grand paysage à protéger** (voir carte ci-dessous).



### Plan de gestion de la réserve naturelle Baie de St Brieuc :

5ème baie au monde pour l'amplitude de ses marées (plus de 13 mètres de marnage), la baie de Saint-Brieuc fait partie des trois plus grandes baies de la côte nord de la Bretagne. La mer peut se retirer à plus de 7 kilomètres, découvrant un paysage marin entre terre et mer est à chaque marée remodelé, modifié. Les rives de la côte est sont formées par des falaises rocheuses dont l'altitude n'excède pas 40 à 60 m. En fond de baie, cinq types morphologiques de paysage sont représentés : les falaises rocheuses, les falaises limoneuses du quaternaire, les dunes, les marais maritimes et les estuaires.

Une analyse de la perception de la réserve naturelle par le public a été réalisée en 2003 (Gicquel, 2003). La baie est appréciée pour sa tranquillité et son caractère "authentique". L'intérêt de la baie pour une majorité de personnes interrogées réside dans les paysages qu'elle offre. Malgré le caractère très urbanisé du site, la baie apparaît "sauvage". Elle est essentiellement perçue comme un paysage pour les promeneurs. Pour les trois quarts des visiteurs, la Baie de Saint-Brieuc est avant tout "un lieu de découverte où la nature est protégée" (Ponsero, 2000).

Sur la commune d'Hillion, un sentier d'interprétation composé de 10 pupitres et une table de lecture du paysage (pointe des Guettes) ont été mis en place dans le cadre du plan vert et bleu de la Cabri.

### Agenda 21 de St Brieuc Agglomération

D'après l'Agenda 21 de St Brieuc Agglomération, les paysages du territoire sont riches, variés mais insuffisamment connus pour être bien préservés.

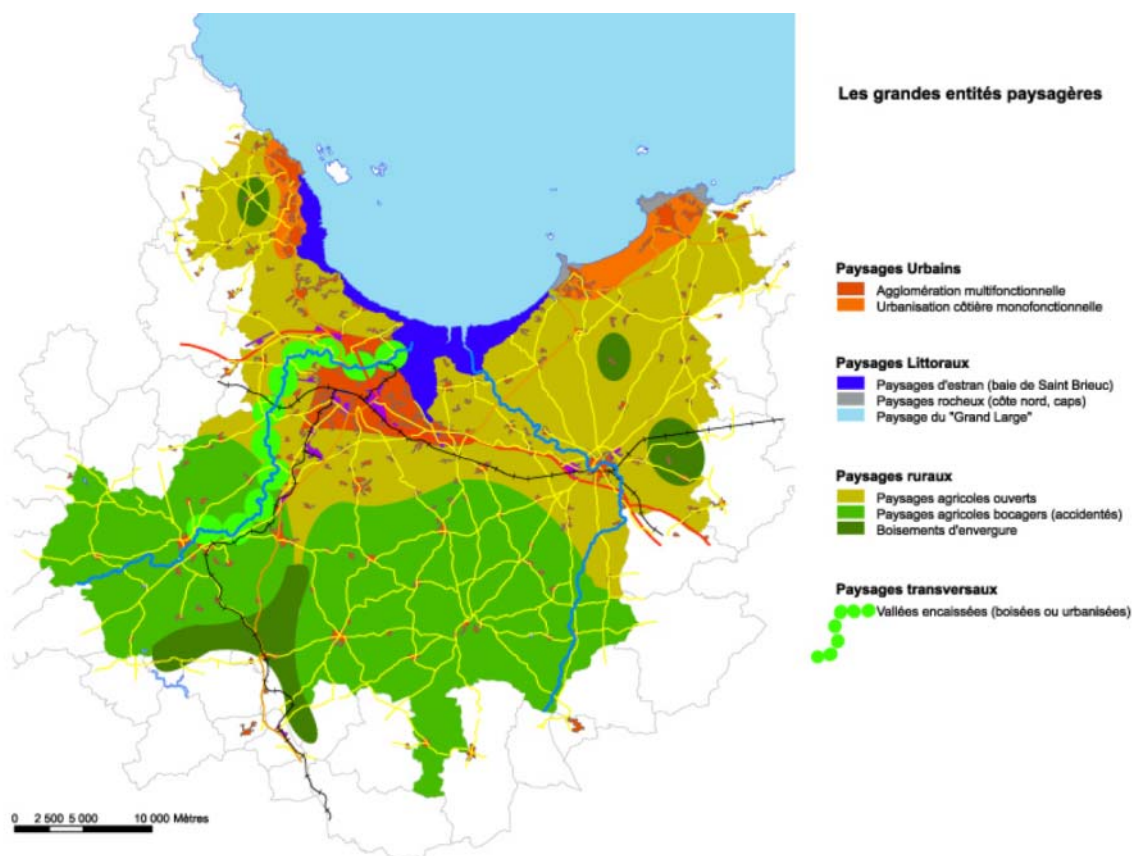
Le territoire de l'agglomération est marqué par des paysages caractérisés par :

- Leur diversité : urbain, littoral, rural
- 40 km de façade littorale très variée
- Un arrière-pays de vallées encaissées assez particulier qui traversent différentes entités paysagères

Les connaissances de ces paysages semblent ponctuelles (analyses paysagères dans des projets opérationnels) ou, au contraire, très globales (les grands paysages à l'échelle du département).

Les entités paysagères urbaines et rurales sont fragilisées et soumises à un risque de banalisation par le développement de certaines pratiques agricoles, de l'habitat, des zones d'activités et des grandes surfaces.

Le territoire connaît une densité bocagère moyenne. Les remembrements ont dégradé les paysages qui font aujourd'hui l'objet du programme *Breizh bocage* lequel est destiné à implanter et entretenir des haies et talus en rupture de pente pour lutter contre les phénomènes d'érosion et reconquérir la qualité des eaux bretonnes.



*Carte des unités paysagères, Agenda 21 de St Brieuc Agglomération (Source : diagnostic de l'agenda 21, carte issue de l'état initial de l'environnement du SCOT St Brieuc approuvé en 2008)*

L'Agenda 21 a défini l'enjeu prioritaire suivant relatif aux zones d'activités : « hausser le niveau d'exigence environnementale des Zones d'activités, dont le renforcement du caractère contraignant du Schéma d'Orientation Stratégique des Parcs d'activités : maîtrise des réattributions de lots et établissements de chartes paysagères ayant un pouvoir contraignant ».

L'Agenda 21 énonce la volonté d'approfondir les liens entre maintien de l'agriculture, des paysages et de la biodiversité et gestion des zones d'activités.

Enfin, 3 actions sont concernant spécifiquement le paysage :

- Action 11 : élaborer un référentiel foncier agricole en prenant en compte le paysage
- Action 24 : agir contre l'affichage publicitaire sauvage pour un paysage apaisé, laissant plus de place à la nature, Mener une réflexion sur les paysages d'entrée d'agglomération.

- Action 25 : développer le tourisme et les loisirs verts et en faire une composante de l'identité de l'Agglomération, Préserver, entretenir et valoriser les paysages, les milieux naturels et les continuités écologiques

### **Observatoire des paysages**

En 1991, le Ministère de l'Environnement, en charge de la politique des paysages, engage la création de l'Observatoire photographique du paysage. Cette démarche a pour objectif de «constituer un fonds de séries photographiques qui permet d'analyser les mécanismes et les facteurs de transformations des espaces ainsi que les rôles des différents acteurs qui en sont la cause de façon à orienter favorablement l'évolution du paysage».

Dans les Côtes d'Armor, un comité de pilotage est constitué à l'initiative du CAUE 22 pour mettre en place un Observatoire du paysage sur le territoire du département. 42 prises de vues ont été sélectionnées selon les thèmes suivants :

- Entrées de ville
- Urbanisation du littoral
- Exploitation agricole
- Activité économique
- Centre-ville

Chaque année, les 42 points de vue d'origine sont re-photographiés. Cet outil permet de mesurer l'évolution des paysages et la transformation des territoires.

# Exemple Observatoire des paysages – Îlot St Michel à Erquy



1996



1999



2000



2003



2007



2011

(Source : Observatoire des paysages de Côtes-d'Armor)



L'Observatoire photographique du paysage a également permis de réunir des photographies anciennes de certains sites qu'il est possible de comparer avec une photographie actuelle.



*Comparaison de photographies de 1904-1908 et 2010 montrant l'urbanisation de la côte, Pléneuf-Val-André (Source : archives départementales, Flavie Barry)*



*Comparaison de photographies de 1910 et 2010 montrant les impacts de l'arrivée de la voiture, l'évolution des aménagements urbains, la signalétique, Ploëc-sur-Lié (Source : archives départementales, Flavie Barry)*



*Comparaison de photographies de 1904-1908 et 2010 montrant les impacts de la suppression de la circulation des voitures, augmentation de l'emprise des terrasses de café ... Saint-Brieuc, la rue Saint-Guillaume (Source : archives départementales, Flavie Barry)*



*Comparaison de photographies de 1922 et 2010 montrant les impacts de la disparition des mines enfrichement, hameau autour des anciens baraquements de mineurs, Trémuson (Source : archives départementales, Flavie Barry)*



*Comparaison de photographies de 1906-36 et 2010 montrant la propagation de la végétation, l'urbanisation du plateau (grands ensembles), le nouveau viaduc (RN12), St Brieuc, vallée du Gouédic, pont de Toupin (Source : archives départementales, Flavie Barry)*

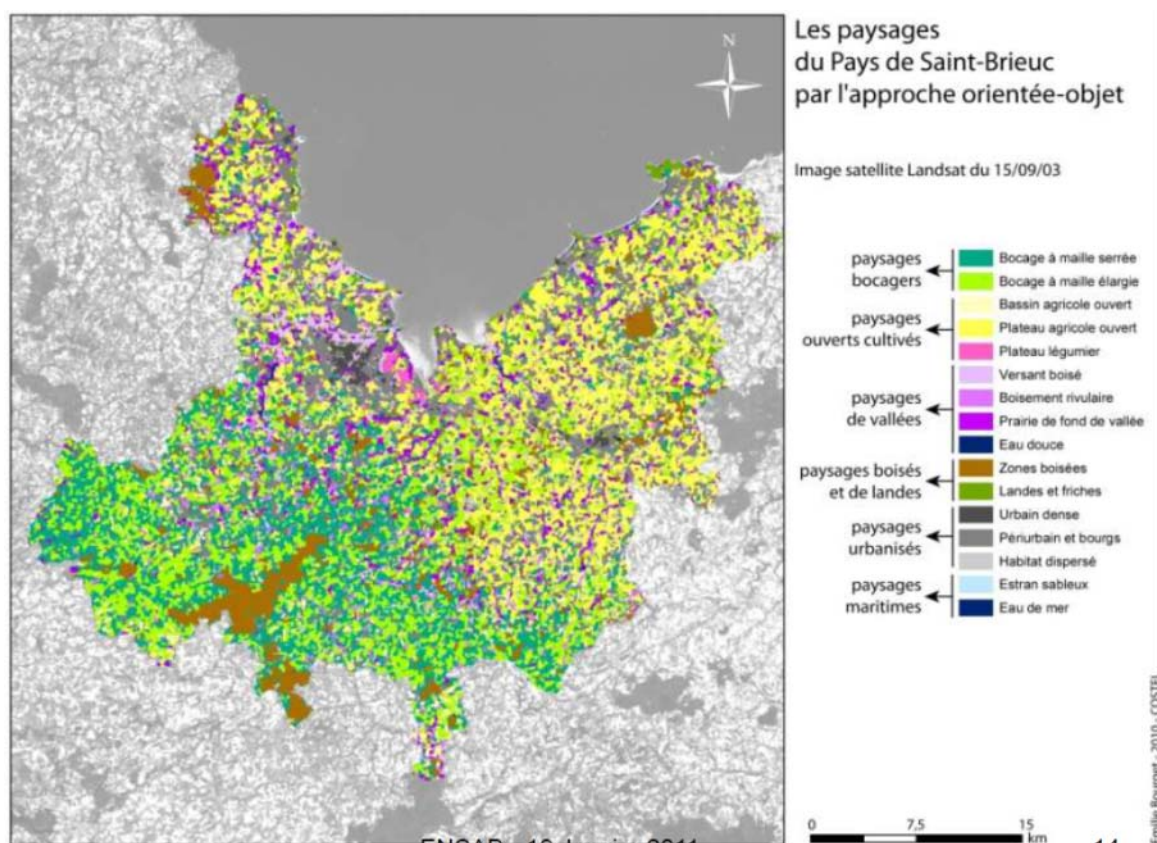
Le Pays de Saint-Brieuc est engagé dans un projet d'observatoire photographique du paysage en partenariat avec l'Université Rennes 2, le Conseil Régional et la DREAL. Une quarantaine de clichés seront reconduits pour suivre les évolutions du Paysage dans le temps. Le Pays de Saint-Brieuc réalisera ces clichés qui seront, par la suite, intégrés à une plateforme régionale gérée par la DREAL. Ce projet de plate-forme a été acté par le comité régional du paysage le 15 juin 2011. Cet outil devrait être développé en 2013.

### **Paysages du Pays de St Brieuc et trame verte et bleue**

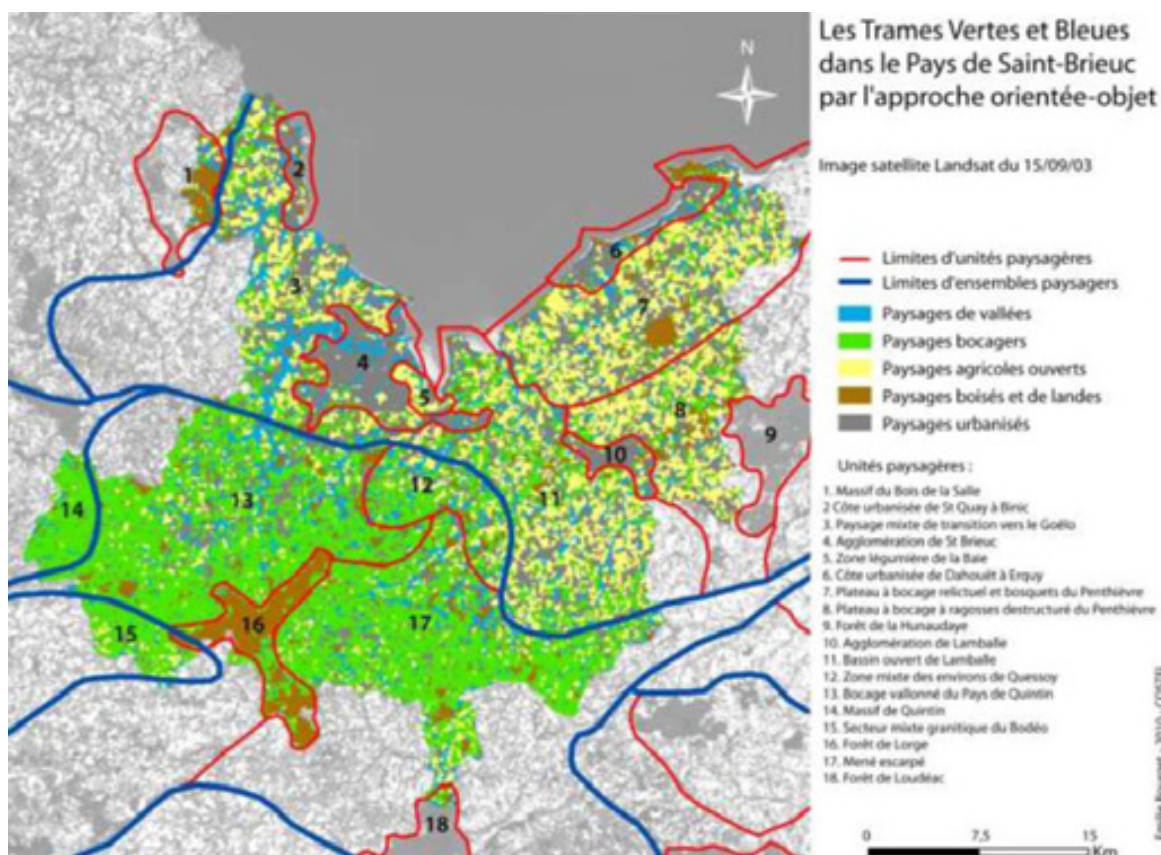
Emilie Bourget et Laurence Le Dû-Blayo de l'université de Rennes 2 ont analysé les paysages du Pays de St Brieuc dans le cadre de leurs recherches sur la trame verte et bleue.

Elles ont commencé par définir les unités paysagères du territoire. Une unité paysagère correspond à une portion de territoire avec des composantes homogènes qui en font sa singularité par rapport aux unités voisines.





Cartes de l'occupation du sol du territoire (Source : Emilie Bourget)



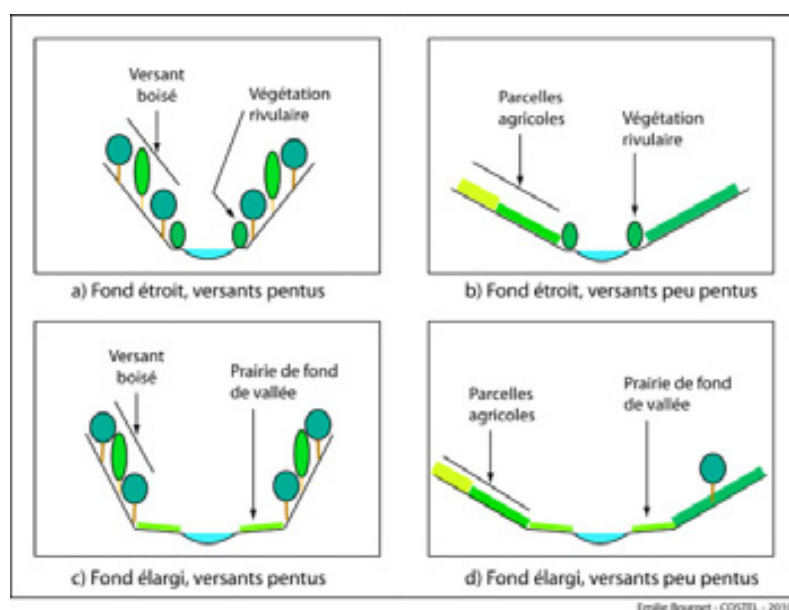
Cartes des unités paysagères du territoire (Source : Emilie Bourget)



*Photographies représentant les différentes unités paysagères du territoire (Source : Emilie Bourget)*

En tant qu'éléments des paysages, les trames vertes et bleues participent à la construction et l'évolution des paysages. Il faut noter que le concept de trame verte et bleue ne contient pas, au sens strict, de dimension paysagère ; cependant, les éléments constituant une trame verte ou bleue (haie bocagère, bosquet, prairie permanente, chemin creux, ruisseau ou rivière, boisement rivulaire, fond de vallée...) sont pleinement constitutifs du paysage.



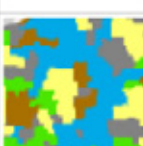
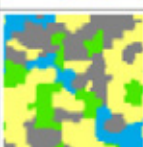
#### Exemple des vallées :



*Typologies des vallées du Pays du Saint-Brieuc (Source : Emilie Bourget)*

Les vallées des deux principaux cours d'eau du Pays de Saint-Brieuc, le Gouët et le Gouessant, sont en amont à fond large et à versants peu pentus en traversant des roches granitiques dures et peu érodables ; en aval, ces fleuves traversent des roches plus tendres (schistes, gneiss) et les ont davantage érodées pour former des vallées encaissées, avec des fonds plus ou moins larges.

D'après la carte des types de paysages, le rôle de chaque type de vallée dans la trame verte et bleue peut être précisé :

	Extraits	Lieux	Rôle dans la TVB
1		Gouët aval, agglomération de Saint-Brieuc	Corridor Zone refuge
2		Gouët amont, Nord de Quintin	A la fois corridor, tache et matrice, en fonction des espèces
3		Gouessant aval, Nord-Ouest de Lamballe	Corridor entre différentes zones bocagères
4		Gouessant médian, Nord de Lamballe	Faible présence de la végétation spécifique au cours d'eau ; TVB subsiste sous forme de taches

*Rôle des vallées dans la trame verte et bleue du Pays de Saint-Brieuc (Source : Emilie Bourget)*

### c. Les unités paysagères du territoire du SCOT de St Brieuc

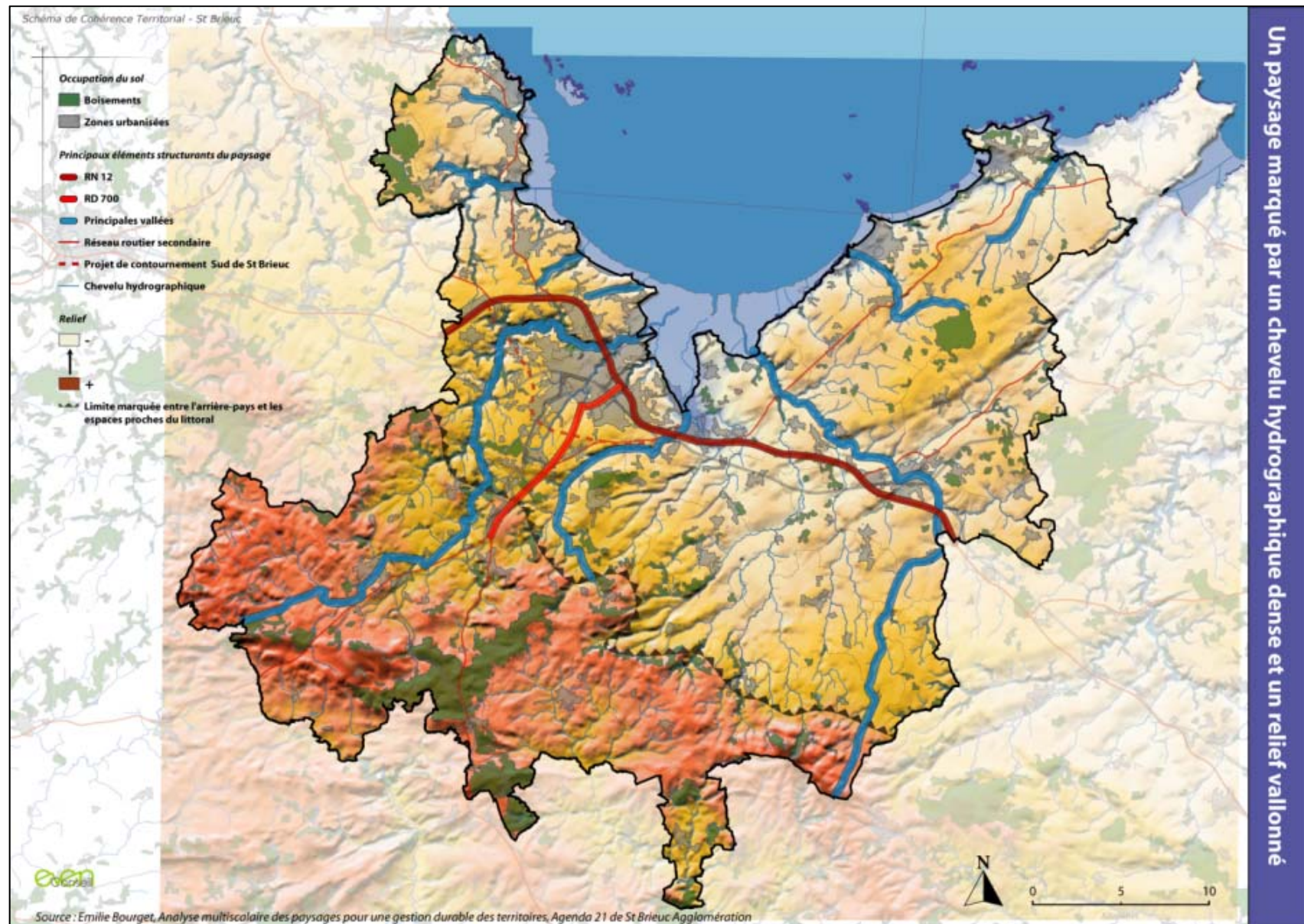
Une unité paysagère correspond à une portion de territoire avec des composantes homogènes qui en font sa singularité par rapport aux unités voisines.

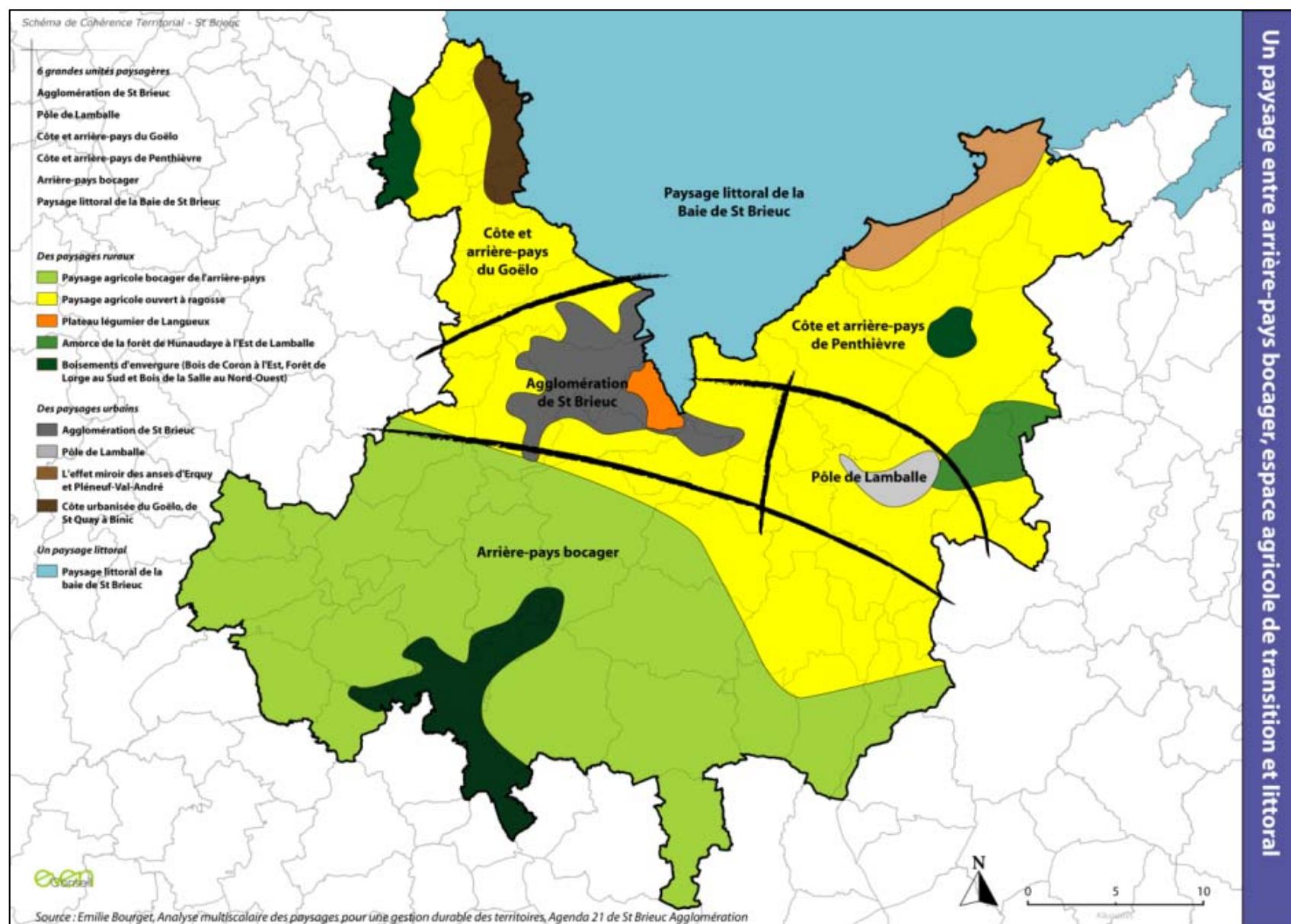
La carte ci-contre présente les **éléments structurants** du territoire du SCOT. Ces éléments marquent les paysages et forment bien souvent les limites des unités paysagères.

A partir de ces éléments structurants du paysage et des études présentées précédemment, **six grandes unités paysagères peuvent être distinguées sur le Pays de Saint-Brieuc** :

- Le paysage littoral de la Baie de St Brieuc
- L'Agglomération de St Brieuc
- La côte et l'arrière-pays du Goëlo
- La côte et l'arrière-pays de Penthièvre
- Le pôle de Lamballe
- L'arrière-pays bocager









Le paysage littoral de la Baie de St Briec		
<b>Caractéristiques</b>	<b>Relief</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paysage d'estran variant avec la marée</li> <li>- Paysage rocheux (ex : les roches de St Quay, caps, falaises rocheuses)</li> <li>- Paysage de grand large</li> </ul>
	<b>Occupation végétale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Biotope spécifique de l'estran (sables, roselières, vasières, prés salés et dunes) accueillant certaines espèces végétales protégées au niveau national ou régional sont présentes sur le site à l'image de la Statice à feuilles ovales (<i>Limonium ovulifolium</i>)</li> </ul>
	<b>Occupation humaine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation économique et touristique de la Baie</li> </ul>
	<b>Infrastructures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs ports de plaisance, stations balnéaires</li> <li>- Port du Légué : commerce, plaisance, réparation navale</li> </ul>
	<b>Perceptions visuelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vues lointaines</li> <li>- Paysage variant avec la marée</li> <li>- Covisibilités de part et d'autre de la Baie et au niveau des anses</li> </ul>
	<b>Motifs caractéristiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mer</li> <li>- Rochers saillants</li> <li>- Côte urbanisée et cultivée</li> </ul>
<b>Tendances d'évolution</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Urbanisation de la côte</li> <li>- Fréquentation accrue</li> <li>- Détérioration des milieux naturels (estran et marins)</li> </ul>
<b>Enjeux</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver le patrimoine naturel exceptionnel de la Baie de St Briec</li> <li>- Gérer la fréquentation humaine du site</li> <li>- Associer conservation du patrimoine naturel et maintien des activités humaines (tourisme, activités professionnelles, ...)</li> <li>- Gérer l'urbanisation de la côte pour maintenir les vues vers la Baie et garantir des paysages de qualité</li> </ul>

L'Agglomération de St Brieuc		
<b>Caractéristiques</b>	<b>Relief</b>	- Vallées fortement marquées notamment le Gouët et le Gouédic
	<b>Occupation végétale</b>	- Vallées boisées - Plateau légumier de Langeux - Parcelles agricoles à ragoisse autour de l'agglomération - Nature en ville avec les espaces verts, jardins, ...
	<b>Occupation humaine</b>	- Unité paysagère fortement urbanisée avec d'importantes zones d'activités et commerciales, des équipements majeurs (gare, centre hospitalier, ...)
	<b>Infrastructures</b>	- Voies routières : RN12, RD700 et projet de contournement Sud - Voies ferrées + gares : fret et voyageurs - Port du Légué
	<b>Perceptions visuelles</b>	- Vues lointaines sur la Baie et vues lointaines depuis les points hauts autour de l'agglomération - Covisibilités de part et d'autre des vallées
	<b>Motifs caractéristiques</b>	- Urbanisation avec centre-ancien, quartier pavillonnaires périphériques plus ou moins récents, immeubles, zones d'activités et commerciales - Vallées très encaissées et urbanisées - Effet vitrine des voies routières et murs anti-bruit préservant les zones habitées
<b>Tendances d'évolution</b>		- Etalement urbain - Développement des zones activités et commerciales le long des axes principaux - Une forme urbaine qui s'homogénéise - Ponts et vallées boisées
<b>Enjeux</b>		- Gérer l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels exceptionnels, les espaces agricoles à fort intérêt agronomique et la qualité paysagère de l'agglomération - Préserver le plateau agricole légumier de Langeux - Limiter l'urbanisation linéaire de part et d'autre de la RN12 et garantir la qualité des zones d'activités - Concevoir des formes urbaines de qualité et adaptées au territoire - Préserver l'important patrimoine bâti du territoire



La côte et l'arrière-pays du Goëlo		
<b>Caractéristiques</b>	<b>Relief</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vallées marquées notamment celle de l'Ic</li> <li>- Plateau arrière-pays</li> </ul>
	<b>Occupation végétale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prairie en fonds de vallées</li> <li>- Espaces agricoles cultivés avec un bocage plus ou moins dense et des ragosses</li> <li>- Landes le long de la côte</li> <li>- Boisement important du Bois de la Salle en limite de SCOT</li> </ul>
	<b>Occupation humaine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Urbanisation quasi-continue de la côte, plusieurs vallées viennent « couper » cette continuité</li> </ul>
	<b>Infrastructures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- RD786 longeant la côte et réseaux routier secondaire desservant l'arrière-pays</li> <li>- Ports de plaisance accompagnant les stations balnéaires</li> </ul>
	<b>Perceptions visuelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vues lointaines vers la Baie</li> <li>- Perceptions visuelles de l'arrière-pays variant en fonction de la densité du maillage bocager</li> </ul>
	<b>Motifs caractéristiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Côte urbanisée</li> <li>- Espace agricole cultivé et maillage bocager</li> <li>- Bois de la Salle</li> <li>- Vallées boisées</li> </ul>
<b>Tendances d'évolution</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Urbanisation de la côte encore plus continue et urbanisation vers l'arrière-pays</li> <li>- Développement de lotissements, forme urbaine homogénéisée</li> <li>- Diminution du maillage bocager</li> </ul>
<b>Enjeux</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels exceptionnels, les espaces agricoles à fort intérêt agronomique et la qualité paysagère</li> <li>- Limiter l'urbanisation continue de la côte : préserver les coupures formées par les vallées</li> <li>- Préserver les perspectives visuelles vers la Baie</li> <li>- Concevoir des formes urbaines de qualité et adaptées au territoire</li> <li>- Préserver le maillage bocager de l'arrière-pays</li> </ul>

La côte et l'arrière-pays de Penthièvre		
Caractéristiques	Relief	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vallées et vallons marqués</li> <li>- Plusieurs anses</li> <li>- Plateau arrière-pays</li> </ul>
	Occupation végétale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prairie en fonds de vallées</li> <li>- Espaces agricoles cultivés avec un bocage plus ou moins dense et des ragosses</li> <li>- Landes le long de la côte notamment au niveau d'Erquy</li> <li>- Petits boisements répartis sur le territoire et un boisement plus important : Bois de Coron</li> </ul>
	Occupation humaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux principales zones côtières urbanisées : Erquy et Pléneuf-Val-André</li> <li>- Plusieurs gros villages dans l'arrière-pays : développement notamment le long de la RD786</li> </ul>
	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- RD786 en arrière de la côte (à environ 2,5/3 km)</li> <li>- Ports de plaisance (stations balnéaires d'Erquy et Pléneuf-Val-André)</li> </ul>
	Perceptions visuelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vues lointaines vers la Baie</li> <li>- Effet miroir des anses d'Erquy et Pléneuf-Val-André</li> <li>- Covoisibilité au niveau de la Baie entre Hillion et l'agglomération de St Brieuc</li> <li>- Perceptions visuelles de l'arrière-pays variant en fonction de la densité du maillage bocager</li> </ul>
	Motifs caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stations balnéaires patrimoniales</li> <li>- Côte naturelle et agricole</li> <li>- Espace agricole cultivé et maillage bocager</li> <li>- Vallées et vallons boisés</li> </ul>
Tendances d'évolution		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des deux stations balnéaires et des principaux villages notamment le long de la RD786</li> <li>- Développement de lotissements, forme urbaine homogénéisée</li> <li>- Diminution du maillage bocager</li> </ul>
Enjeux		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels exceptionnels, les espaces agricoles à fort intérêt agronomique et la qualité paysagère</li> <li>- Garantir un développement équilibré du territoire (pas uniquement à vocation touristique)</li> <li>- Concevoir des formes urbaines de qualité et adaptées au territoire</li> <li>- Préserver le maillage bocager de l'arrière-pays</li> </ul>

Le pôle de Lamballe		
Caractéristiques	Relief	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vallées fortement marquées venant s'insérer dans le plateau agricole</li> <li>- Coteaux urbanisés et fonds de vallées</li> </ul>
	Occupation végétale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Espace de transition entre le Sud du territoire bocager et le Nord de type agricole ouvert</li> <li>- Chapelet de boisements en direction de la forêt de la Hunaudaye</li> <li>- Vallées plus ou moins boisées</li> </ul>
	Occupation humaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pôle de Lamballe fortement urbanisé avec de nombreuses zones d'activités et commerciales le long de la RN12 et RD768</li> <li>- ZPPAUP de Lamballe</li> </ul>
	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Voies routières : RN12 (urbanisation plus ou moins continue avec de nombreuses zones d'activités et commerciales) et RD768</li> <li>- Gare SNCF : voyageurs</li> </ul>
	Perceptions visuelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception visuelle dépendant de la densité du maillage bocager</li> <li>- Des vues sur Lamballe et la vallée du Gouessant depuis les hauts du plateau</li> </ul>
	Motifs caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pôle de Lamballe avec centre-ancien, coteaux urbanisés, quartiers pavillonnaires périphériques plus ou moins récents, zones d'activités et commerciales le long des principales voies</li> <li>- Effet vitrine de la RN12 et murs anti-bruit préservant les zones habitées</li> <li>- Espace agricole alentour bocager et boisements</li> </ul>
Tendances d'évolution		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etalement urbain</li> <li>- Développement des zones activités et commerciales le long des axes principaux</li> <li>- Une forme urbaine qui s'homogénéise</li> </ul>
Enjeux		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels exceptionnels, les espaces agricoles à fort intérêt agronomique et la qualité paysagère de l'agglomération</li> <li>- Limiter l'urbanisation linéaire de part et d'autre de la RN12</li> <li>- Concevoir des formes urbaines de qualité et adaptées au territoire</li> <li>- Préserver l'important patrimoine bâti du territoire</li> </ul>

L'arrière-pays bocager		
Caractéristiques	Relief	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite physique orientée Nord-Ouest/Sud-Est marquée entre l'arrière-pays sur plateau et les espaces plus proches du littoral</li> <li>- Importance des vallées et vallons</li> </ul>
	Occupation végétale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiples boisements et forêts de Lorge (notamment sur coteaux)</li> <li>- Espace agricole à maillage bocager plus ou moins dense</li> </ul>
	Occupation humaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombreux villages et pôles multifonctionnels</li> <li>- Patrimoine exceptionnel : ZPPAUPs, cités de caractère, ...</li> </ul>
	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- RD700 et réseau routier secondaire</li> <li>- Voies ferrées : fret et voyageurs desservant l'Ouest du territoire</li> </ul>
	Perceptions visuelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perceptions visuelles variant en fonction de la densité du maillage bocager</li> <li>- Des vues lointaines ponctuelles au niveau des points haut et en fonction du maillage bocager et boisements</li> </ul>
	Motifs caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bocage</li> <li>- Boisements</li> <li>- Villages</li> </ul>
Tendances d'évolution		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution du maillage bocager et des boisements</li> <li>- Développement des lotissements au niveau des principaux villages</li> <li>- Habitations isolées ponctuelles</li> </ul>
Enjeux		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels exceptionnels, les espaces agricoles à fort intérêt agronomique et la qualité paysagère</li> <li>- Concevoir des formes urbaines de qualité et adaptées au territoire</li> <li>- Eviter le mitage des paysages en recentrant le développement</li> <li>- Préserver le maillage bocager de l'arrière-pays</li> </ul>

#### d. Analyse paysagère des principales voies du territoire

La découverte du Pays de Saint-Brieuc se réalise notamment au travers des grands axes de circulation qui traversent le territoire. Certains paysages perçus sont particulièrement remarquables comme la vue sur la Baie de Saint-Brieuc depuis le viaduc (franchissement du Gouët et du Gouédic), d'autres secteurs présentent des zones d'activités économiques en linéaires le long des voies qui banalisent le paysage perçu (effet vitrine) et empêchent les perspectives visuelles sur les paysages.

Cette première analyse permet l'identification des fenêtres paysagères existantes, un travail de hiérarchisation et de validation a ensuite eu lieu afin de déterminer les fenêtres paysagères à préserver. Ces fenêtres sont intégrées en annexe du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT.

Ainsi, une analyse des paysages a été réalisée sur les axes suivants :

- Voie express : RN12 entre Noyal et Trémuson
- Voie de desserte de l'intérieur du Pays : RD 700 de Tréguen à La Harmoye
- Voies de desserte du Littoral : RD786 de Hillion à Plurien (section Est du territoire), RD786 de Plérin à Plouha (section Ouest du territoire)

Les éléments observés ont permis de croiser les critères suivants :

- Relief et ouverture/fermeture visuelle depuis l'axe (présence de talus, vue lointaine dégagée, vue dégagée depuis un point haut du relief - crête)
- Occupation du sol et projets envisagés (zone AU, réserves foncières, zones d'activités)
- Lien avec les continuités écologiques (trame verte et bleue, passage de ruisseaux, de coulées vertes) et prise en compte des sensibilités patrimoniales (vue sur des monuments historiques, site classé)

*Remarque : les analyses de la RN12, RD700 et RD786 (entre Tréveneuc et RN12 et entre RN12 et Erquy) sont présentées ci-dessous*

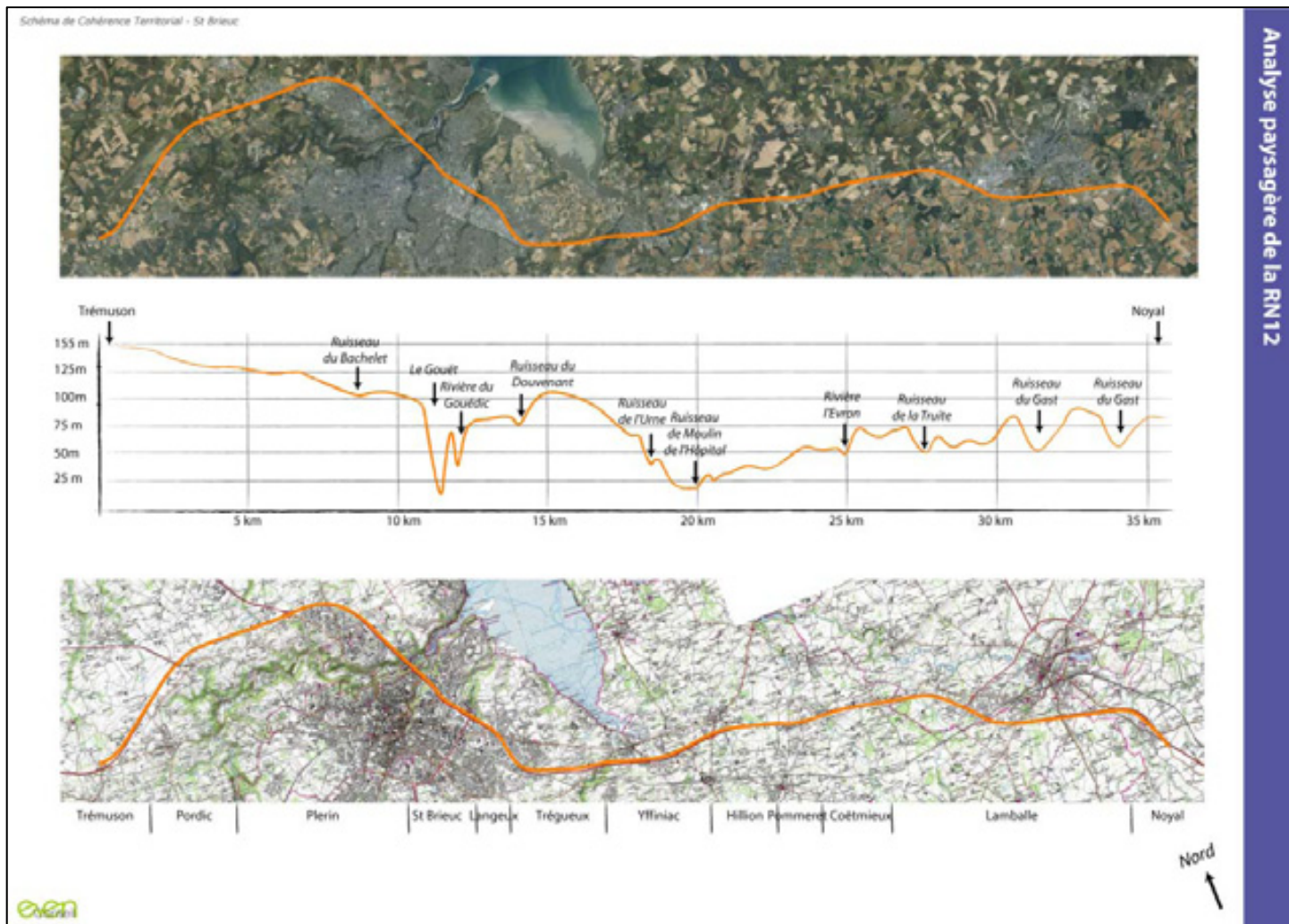




Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc

## Occupation du sol et projets

- Route
- Projet de contournement
- Cours d'eau
- Zone d'activités, industrielle ou commerciale
- Zone à urbaniser à vocation d'activités économiques
- Zone à urbaniser à vocation autre qu'économie (habitat, équipements, tourisme, indéterminé)

## Occupation du sol et projets

- Trame verte et bleue

## Sensibilités patrimoniales

- Périmètre 500m, monument historique
- ZPPAUP
- Site inscrit

## Analyse paysagère

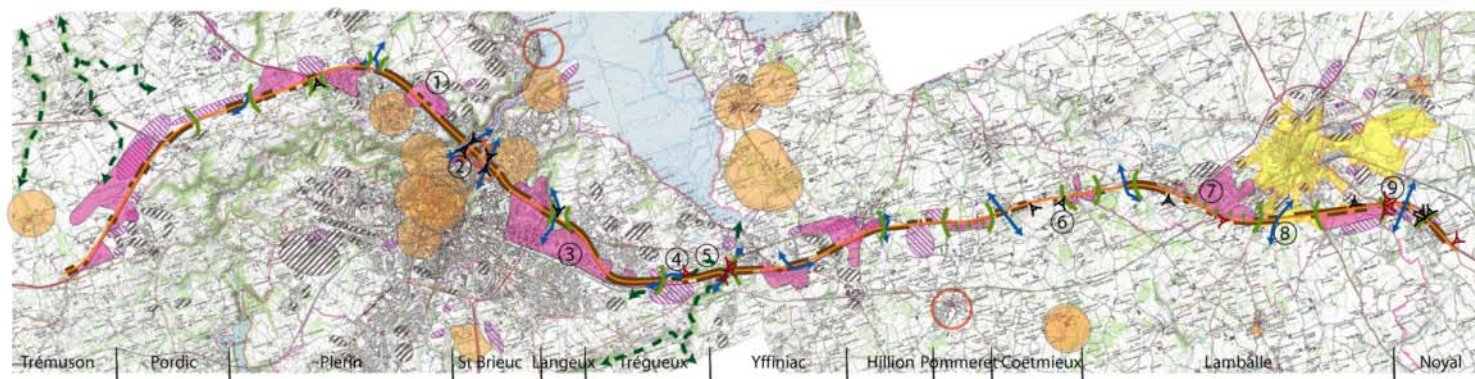
- Pas de perspective visuelle (talus et/ou végétation)
- Perspective visuelle lointaine
- Perspective visuelle lointaine sur crête
- Coupure paysagère

Nord

## Une voie caractérisée par ses nombreuses vallées, vallons et zones d'activités existantes et en projet

## Enjeux généraux :

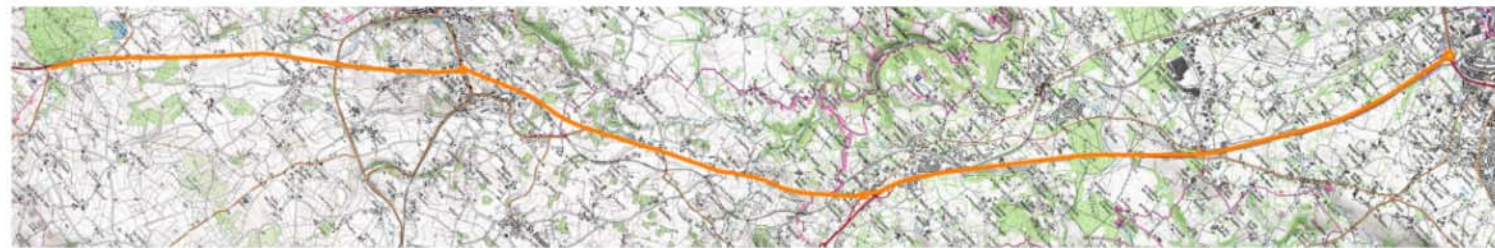
- limiter l'urbanisation linéaire continue de part et d'autre de la voie (coupures paysagères)
- conserver les ouvertures visuelles existantes et les valoriser notamment au niveau des nombreuses vallées et vallons
- veiller à la qualité paysagère des zones d'activités existantes et futures le long de la voie (effet vitrine, panneaux publicitaires en entrée de ville, ...)
- veiller à limiter les nuisances sonores pour les riverains



Analyse paysagère de la RN12



Schéma de Cohérence Territorial - St Brieuc



La Hamoye | Lanfains | St Brandan (limite communale avec Quintin) | Plaintel | St Julien | Plédran | Trégueux



Analyse paysagère de la RD700

## Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc

## Occupation du sol et projets

- Route
- Projet de contournement
- Cours d'eau
- Zone d'activités, industrielle ou commerciale
- Zone à urbaniser à vocation d'activités économiques
- Zone à urbaniser à vocation autre qu'économie (habitat, équipements, tourisme, indéterminé)

## Occupation du sol et projets

Trame verte et bleue

## Sensibilités patrimoniales

- Périmètre 500m, monument historique
- ZPPAUP
- Site inscrit

## Analyse paysagère

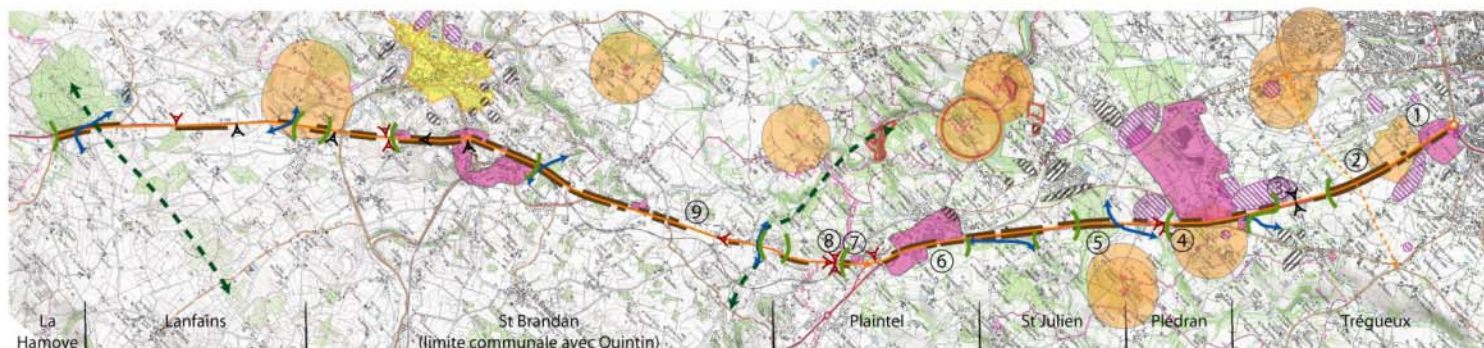
- Pas de perspective visuelle (talus et/ou végétation)
- Perspective visuelle lointaine
- Perspective visuelle lointaine sur crête
- Coupure paysagère

Nord

### Une voie caractérisée par peu d'ouvertures visuelles du fait de son encaissement et de la végétation la bordant

## Enjeux généraux :

- conserver les ouvertures visuelles existantes et les valoriser notamment les vues sur les crêtes
- veiller à la qualité paysagère des zones d'activités existantes et futures le long de la voie (effet vitrine) notamment à proximité de l'agglomération de St Brieuc
- veiller à limiter les nuisances sonores pour les riverains

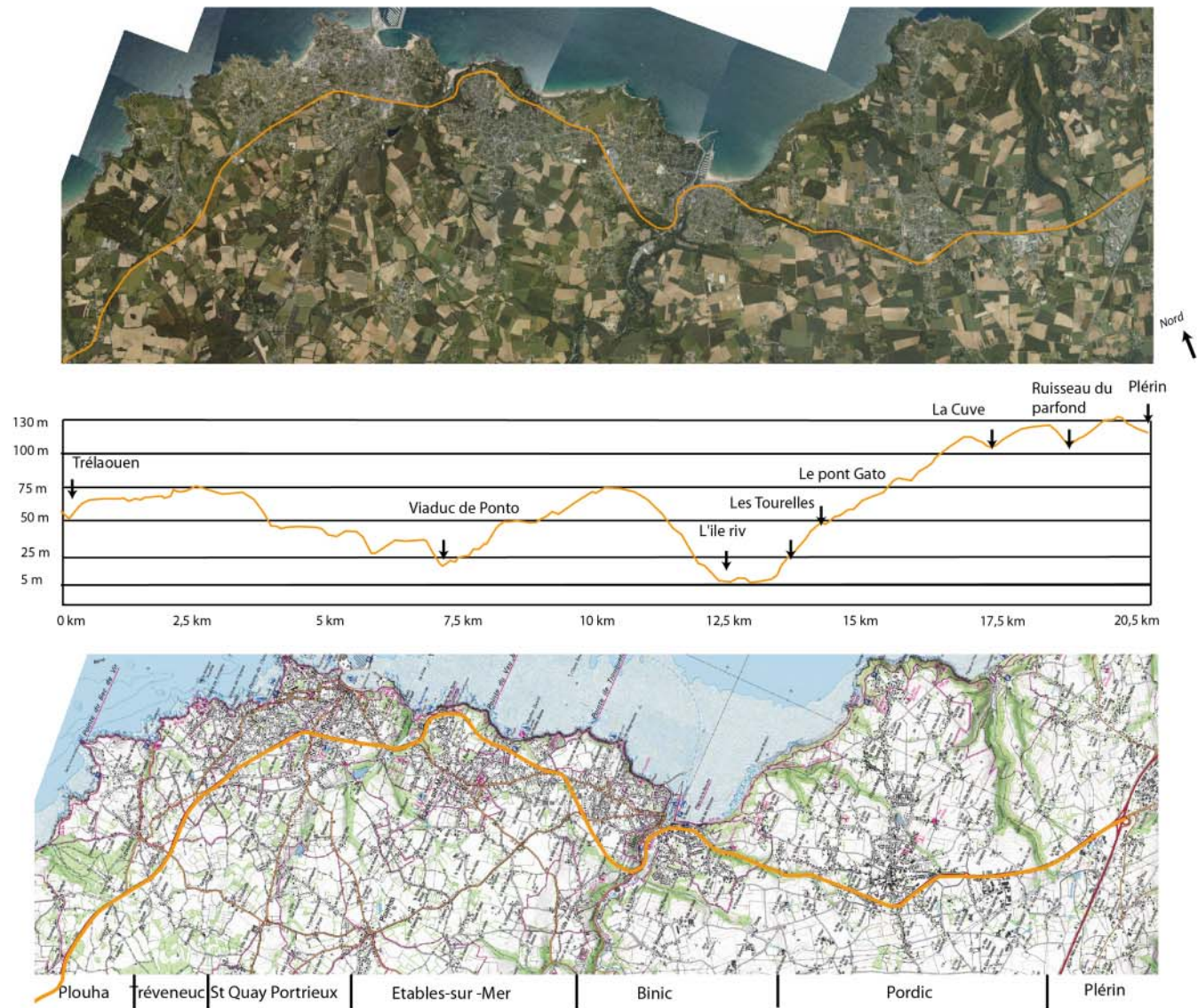


even conseil

Analyse paysagère de la RD700



Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc



Analyse paysagère de la RD 786

Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc

## Occupation du sol et projets

- Route
- - - Projet de contournement
- Cours d'eau
- Zone d'activités, industrielle ou commerciale
- Zone à urbaniser à vocation d'activités économiques
- Zone à urbaniser à vocation autre qu'économie (habitat, équipements, tourisme, indéterminé)

## Occupation du sol et projets

← Trame verte et bleue

## Sensibilités patrimoniales

- Périmètre 500m, monument historique
- ZNIEFF classe 2
- Site classé
- Site inscrit

## Analyse paysagère

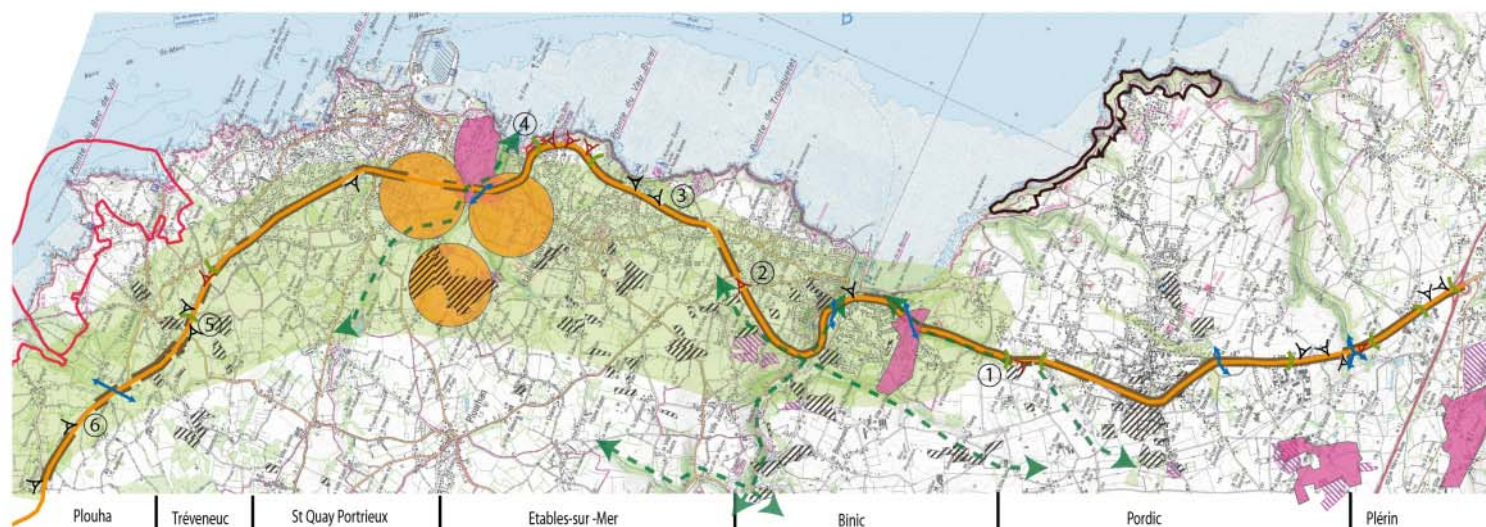
- Pas de perspective visuelle (talus et/ou végétation)
- Perspective visuelle lointaine
- Perspective visuelle lointaine sur crête
- Coupure paysagère

Nord  
↑

### Une voie longeant le littoral mais caractérisée par peu de percées visuelles

## Enjeux généraux :

- limiter l'urbanisation linéaire continue de part et d'autre de la voie (coupures paysagères)
- conserver les ouvertures visuelles existantes et les valoriser notamment au niveau des nombreuses vallées et vallons
- veiller à la qualité paysagère des zones d'activités existantes et futures le long de la voie (effet vitrine, panneaux publicitaires en entrée de ville, ...)
- veiller à limiter les nuisances sonores pour les riverains



Source : Google Street

Analyse paysagère de la RD 786



Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc

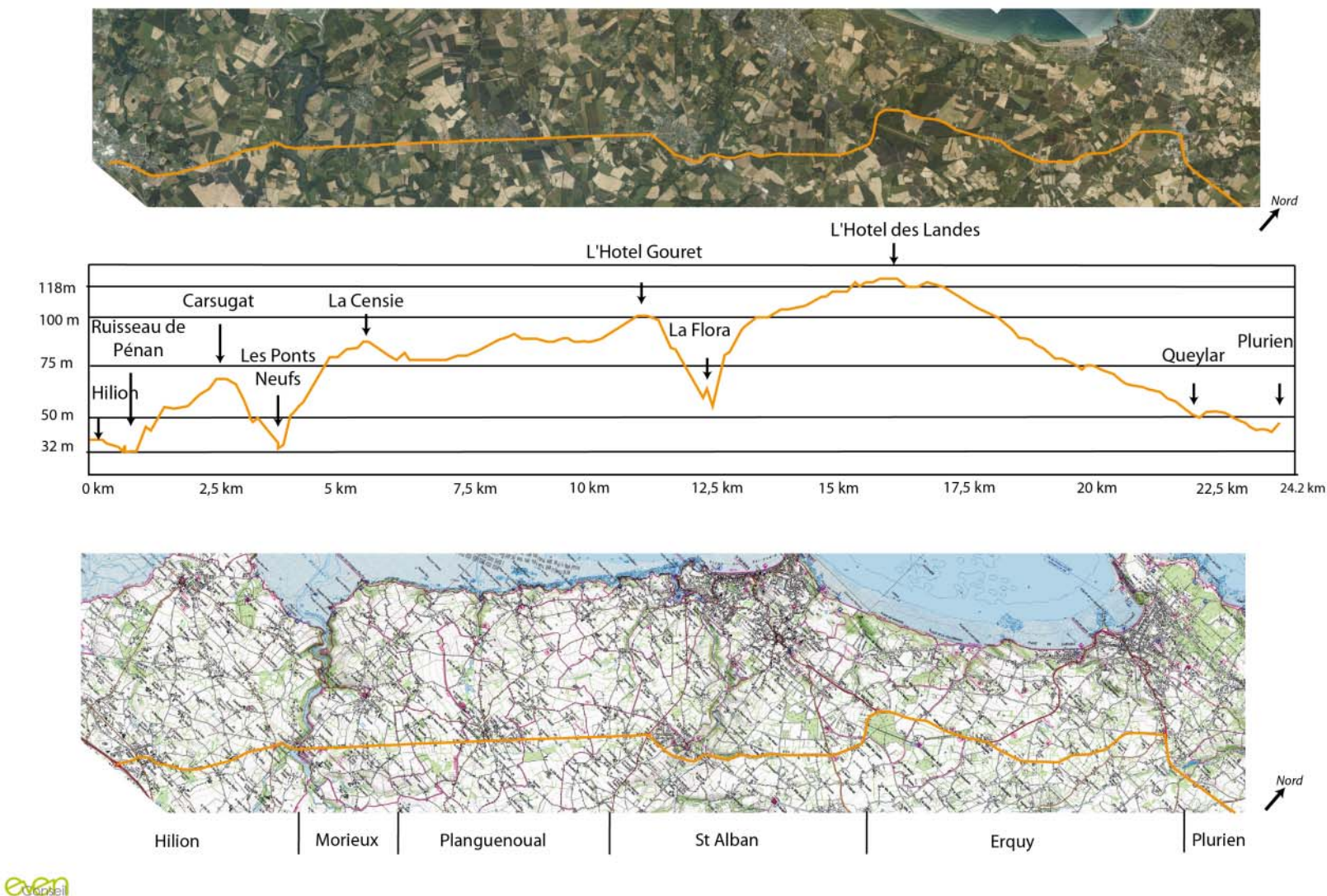


Schéma de Cohérence Territoriale - St Brieuc

## Occupation du sol et projets

- Route
- Projet de contournement
- Cours d'eau
- Zone d'activités, industrielle ou commerciale
- Zone à urbaniser à vocation d'activités économiques
- Zone à urbaniser à vocation autre qu'économie (habitat, équipements, tourisme, indéterminé)

## Occupation du sol et projets

- Trame verte et bleue

## Sensibilités patrimoniales

- Périmètre 500m, monument historique
- ZNIEFF classe 2
- Site classé

## Analyse paysagère

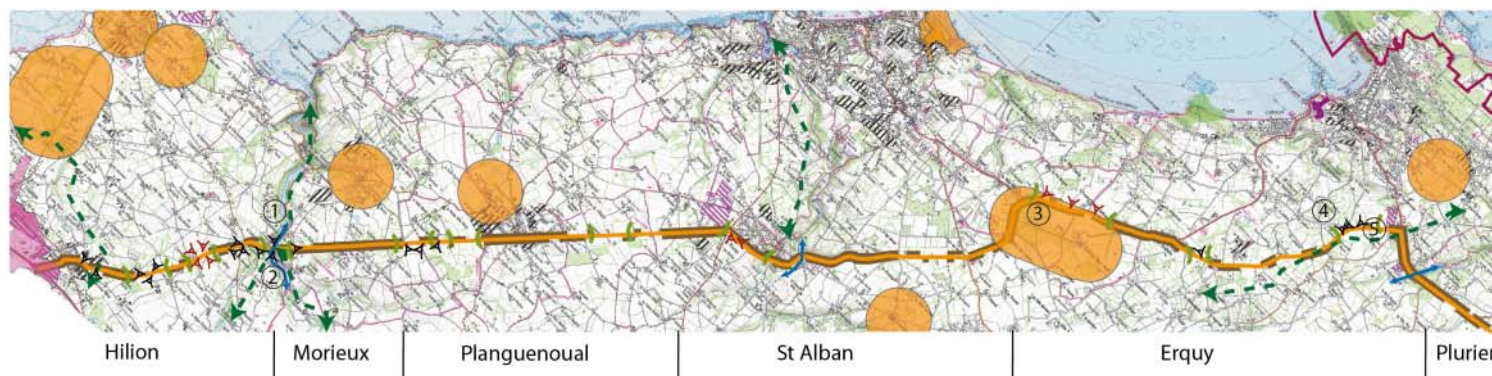
- Pas de perspective visuelle (talus et/ou végétation)
- Perspective visuelle lointaine
- Perspective visuelle lointaine sur crête
- Coupure paysagère

Nord

## Une voie caractérisée par de nombreuses ouvertures visuelles

## Enjeux généraux :

- conserver les ouvertures visuelles existantes et les valoriser notamment les vues sur les crêtes
- veiller à la qualité paysagère des zones d'activités existantes et futures le long de la voie (effet vitrine) notamment à proximité de l'agglomération de St Brieuc
- veiller à limiter les nuisances sonores pour les riverains



even

Source : Google Street

Analyse paysagère de la RD 786



## e. Des typologies de villes et villages hétérogènes : des enjeux paysagers, environnementaux et urbanistiques multiples ?

Une typologie des villes et villages en fonction des caractéristiques physiques et géographiques permet de comprendre les évolutions, les enjeux et les objectifs de leur développement urbain.

L'état des lieux sur le territoire du Pays de St Brieuc montre l'existence 4 grandes catégories de villes et villages

### - Les villes et villages littoraux

Deux types de villes et villages composent cette catégorie.

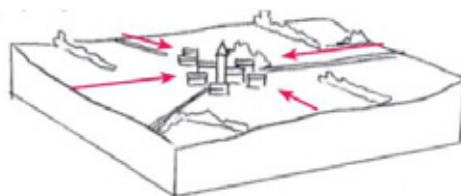
Les villes et villages de **bas de falaise** caractérisent les villes côtières les plus étendues du Pays de St Brieuc (Saint-Quay-Portrieux, Yffiniac, Pléneuf Val-André, Erquy) Historiquement, ces villes se sont développées grâce aux activités maritimes (port, pêches..) et aujourd'hui elles profitent de l'essor du tourisme balnéaire. On observe une tendance à l'urbanisation linéaire le long des côtes. Celle-ci peut induire des impacts négatifs sur l'environnement et une dégradation des paysages. L'urbanisation future de ces villes peut s'envisager de trois manières différentes: extension linéaire le long de la côte, extension vers l'arrière-pays ou en renouvellement urbain associé à une urbanisation des dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine existante.

Le second type de cette catégorie est celui des villes et villages de **haut de falaises** (ex : Etables-sur-Mer). Il est minoritaire sur le territoire du Pays de St Brieuc. Les enveloppes urbaines de ces villes et villages sont plus restreintes. Présentant des qualités paysagères et des points de vue remarquables, ces espaces sont à qualifier et à protéger.

### - Les villes et villages de l'arrière-pays

#### Les villes et villages de plaines ou de plateaux

Ils se concentrent en majorité autour de la ville de St Brieuc et leur croissance urbaine correspond à l'essor de la ville. Les villes et villages de plateaux ou plaines de plus grandes importances se situent immédiatement en arrière du littoral. Le Sud du territoire se compose d'enveloppes urbaines plus restreintes. Malgré un relief peu marqué qui permettrait des vues lointaines, le maillage bocager vient limiter les perspectives. Les principaux enjeux pour ce type de villes et villages est celui de la maîtrise de l'étalement urbain induisant des objectifs de compacité urbaine. En effet, n'ayant aucune contrainte physique forte, le développement urbain peut facilement s'étendre au détriment des espaces agricoles alentours.



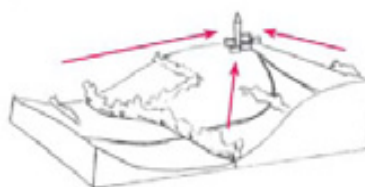
*Les villes et villages de plateaux ou plaines (Source : Charte urbanistique et paysagère Pays de Loiron)*



*Les villes et villages de plateaux ou plaines (Source : Comment maîtriser le développement des bourgs villages et hameaux, IAU Ile de France)*

#### Les villages ou villes de butte

Ils sont regroupés principalement dans les plaines et plateaux de l'arrière-pays ouest du Pays de St Brieuc. L'urbanisation généralement circulaire est liée à l'implantation historique des châteaux sur les espaces les plus hauts des plaines. « Ces villes promontoires » sont visibles de loin et servent de repères paysagers (point appel visuel). Le relief en butte permet une vue surplombante et dominante sur les plaines. Quintin par exemple s'est bâtie autour de son château implanté sur une butte. La préservation et la qualification des vues de l'extérieur et de l'intérieur de ces espaces urbanisés est l'objectif premier pour ces types de villes ou villages. Il peut être réalisé par une maîtrise des hauteurs de construction et de l'urbanisation sur les flancs des buttes.

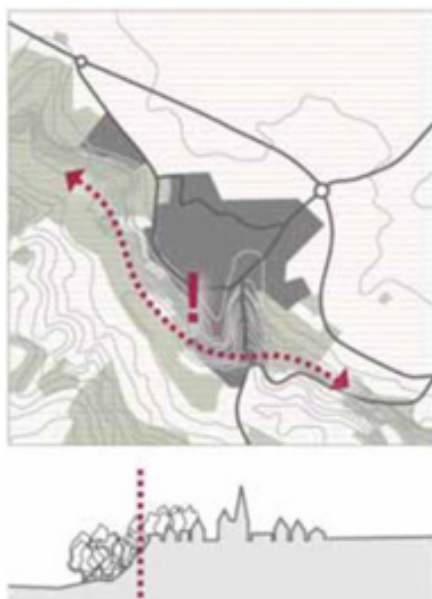


*Les villes et villages de butte (Source : Charte urbanistique et paysagère Pays de Loiron)*

#### Les villes et villages des rebords de plaines ou plateaux

Leurs particularités sont une urbanisation et une morphologie urbaine contraintes par des obstacles physiques comme les buttes et des éléments hydrographiques. Diffus sur l'ensemble du territoire du Pays de St Brieuc, ces villes et villages suivent fréquemment le réseau hydrographique et le surplombe. Les enjeux qui lui sont associés sont de préserver les

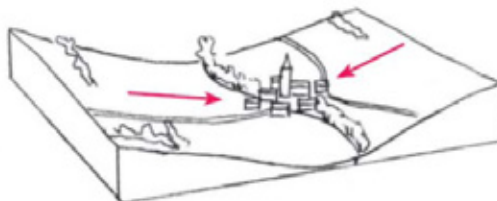
vallées et vallons. L'objectif est de limiter la pression urbaine sur les habitats écologiques et de conserver les perspectives visuelles le long des vallées/vallons. L'urbanisation devra prioritairement s'effectuer en direction des plaines et plateaux.



*Les villes et villages de rebord de plaines ou plateaux (Source : Comment maîtriser le développement des bourgs villages et hameaux, IAU Ile de France)*

#### Les villes et villages de vallées

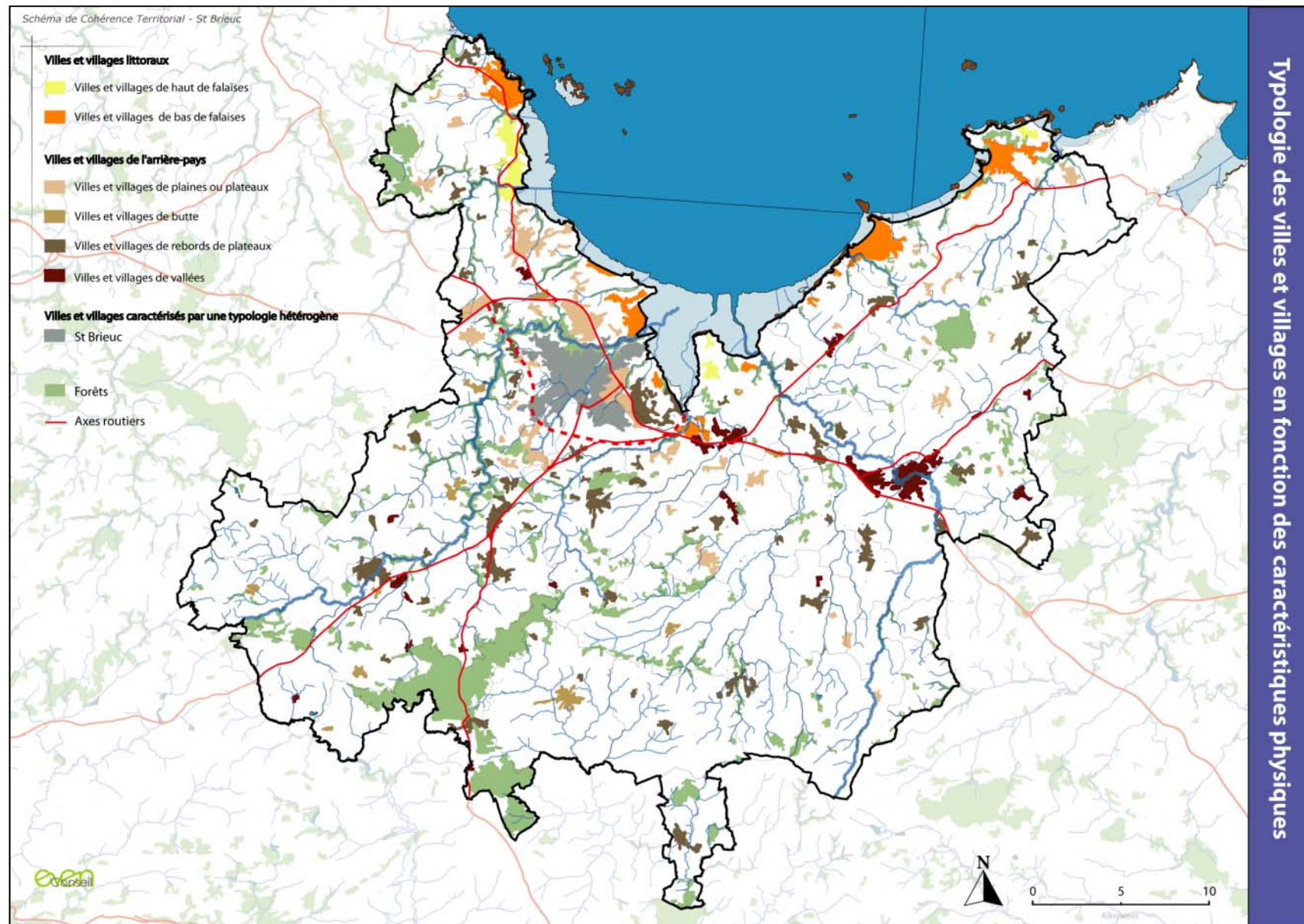
Ils sont des espaces urbanisés encaissés entre deux versants. Peu de villes ou villages appartiennent à cette catégorie dans le Pays de St Brieuc. Cependant, des villes de relative importance aujourd'hui comme Lamballe et une partie d'Yffiniac se sont développées dans ces espaces profitant de l'accès à une rivière. Aujourd'hui, l'urbanisation de ces villes se prolonge vers les coteaux, notamment Lamballe. L'enjeu pour ces espaces est tout d'abord de maîtriser les ruissellements et les risques d'inondations. De plus, il est nécessaire de veiller à la protection du paysage puisque ces villes ou villages sont largement visibles depuis les versants.



*Les villes et villages de vallées (Source : Charte urbanistique et paysagère Pays de Loiron)*

### **- Les villes et villages de type hétérogène**

Les villes ou villages de type hétérogène doivent faire face à plusieurs contraintes. St Brieuc est la seule ville classée dans cette catégorie. Tout d'abord, St Brieuc borde le littoral. La ville est aussi traversée par une rivière. Elle doit également prendre en compte l'intégration paysagère et environnementale de son urbanisation sur les versants et dans les vallées. Enfin, la ville s'étend vers les plaines de l'arrière-pays et son urbanisation nécessite d'être maîtrisée.



## II.2 PATRIMOINE ABONDANT ET REPARTI SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

### a. Eléments reconnus et protégés du patrimoine

#### Patrimoine inscrit ou classé au titre de la loi 1913 sur les monuments historiques

Un monument historique est un monument ou un objet recevant, par arrêté, un statut juridique destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique et architectural. Deux niveaux de protection existent : un monument peut être classé ou inscrit comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection. La protection concerne, dans le cas d'immobilier, tout ou partie de l'édifice extérieur, intérieur et ses abords.

Considérant que la valeur patrimoniale et aménitaire d'un monument, c'est aussi « *l'impression* » que procurent ses abords, la loi de 1943, modifiée par l'article 40 de la loi SRU de décembre 2000 impose une forme de vigilance à l'égard des projets de travaux dans le « *champ de visibilité* » des monuments historiques. Un périmètre de protection de 500 mètres, à compter de la base de l'élément protégé est ainsi appliqué. Depuis la loi SRU, ce périmètre peut être modifié (élargi ou rétréci), sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, avec l'accord du conseil municipal. C'est ainsi que tout paysage ou édifice situé dans ce champ est soumis à des réglementations spécifiques en cas de modification. Toute construction, restauration, destruction projetée dans ce champ de visibilité doit obtenir l'accord préalable de l'architecte des bâtiments de France (avis conforme, c'est-à-dire que le Maire est lié à l'avis de l'architecte des bâtiments de France), ou d'un avis simple s'il n'y a pas de co-visibilité (l'autorisation du Maire n'est pas liée à celui de l'architecte des bâtiments de France).

Le SCOT regroupe **133 édifices inscrits et/ou classés aux Monuments Historiques sur 35 des 64 communes du territoire**. A ces monuments historiques s'ajoutent de nombreux bâtiments repérés au titre de l'inventaire général : ancienne cidrerie Julou de Binic, ancien moulin à farine de Meno de Plourhan, phare du Grand-Léon à St Quay Portrieux, digue de Pissaison à Hillion, Usine de préparation de produit minéral dite laverie à Trémuson, centrale hydroélectrique des Ponts Neufs de Morieux ... On peut noter que l'inventaire général a particulièrement été poussé sur la commune de Erquy avec, en plus des 2 monuments historiques, 345 édifices inventoriés. Ces éléments sont disponibles sur le portail internet des patrimoines de Bretagne « Glad ».



Commune	Monument historique		
	Classé	Inscrit	Classé et Inscrit
Binic			
Etables-sur-Mer	1	2	
Lantic	1		
Plourhan			
St Quay Portrieux		1	
Tréveneuc			
Hillion	1	2	
La Méaugon			
Langueux			
Plédran	3	3	
Plérin		1	
Ploufragan	2	1	
Pordic			
St Brieuc	5	20	1
St Donan			
St Julien	1		
Trégueux		1	
Trémeloir			
Trémuson			
Yffiniac			
La Bouillie			
Erquy	1	1	
Planguenoual	1		
Pléneuf-Val-André	1	1	
Plurien			
St Alban	1		
Andel			
Bréhand			
Coëtmieux			
Hénansal		1	
Lamballe	5	13	
Landéhen			
La Malhoure			
Meslin		1	1

Morieux			1
Noyal			
Penguily			
Pommeret			
Quintenic			
St Glen			
St Rieul			
St Trimoël			
Tréby		1	
Langast	2		
Moncontour	1	8	
Plémy		2	
Quessoy	2	3	1
St Carreuc		1	
Trédaniel		1	
Le Bodéo			
Hénon		3	
L'Hermitage Lorge		2	
Plaintel	1		
Ploeuc-sur-Lié			
Le Foeil	2	2	
La Harmoye			
Lanfains			
Le Leslay		1	
Plaine-Haute		2	
Quintin	6	7	1
St Bihy		1	
St Brandan			
St Gildas		2	
Le Vieux Bourg	5	2	
Sous-totaux	42	86	5
TOTAL	133		



Carte des périmètres monuments historiques (en rose) (Source : Atlas des patrimoines)

### Sites inscrits ou classés loi 1930 sur la protection des sites et des monuments naturels, légendaires ou pittoresques

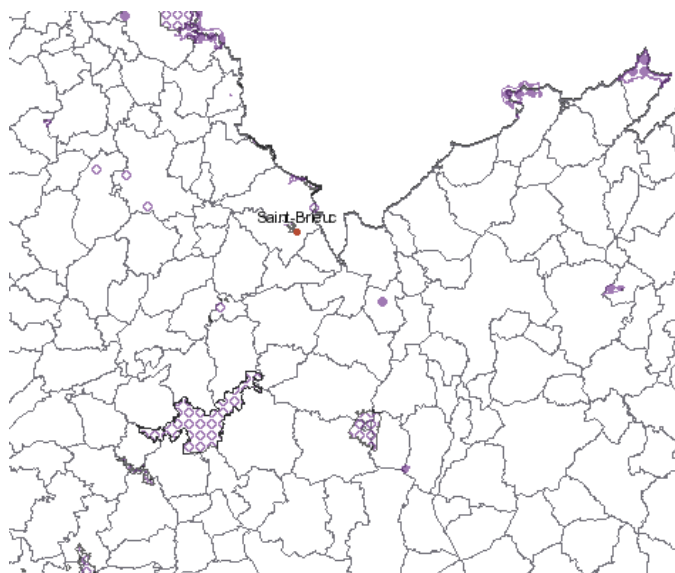
La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Elle comprend 2 niveaux de servitudes :

- les sites classés dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du Ministre de l'Écologie, ou du Préfet de Département après avis de la DREAL, de l'Architecte des Bâtiments de France et, le plus souvent de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.
- les sites inscrits dont le maintien de la qualité appelle une certaine surveillance. Les travaux y sont soumis à l'examen de l'Architecte des Bâtiments de France qui dispose d'un avis simple sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme.

De la compétence du Ministère de l'Écologie, les dossiers de proposition de classement ou d'inscription sont élaborés par la DREAL sous l'égide du Préfet de Département. Limitée à l'origine à des sites ponctuels tels que cascades et rochers, arbres monumentaux, chapelles, sources et cavernes, l'application de la loi du 2 mai 1930 s'est étendue à de vastes espaces formant un ensemble cohérent sur le plan paysager tels que villages, forêts, vallées, gorges et massifs montagneux.

Sur le territoire du SCOT de St Brieuc, on compte au total **8 sites classés et 13 sites inscrits**.



*Carte des périmètres sites inscrits ou classés (Source : Atlas des patrimoines)*

Commune(s)	Code DREAL	Nom du site	Inscrit	Classé
Le Bodéo, <i>Allineuc, Merléac, Saint-Martin-des-Prés</i>	1430301SIA01	Etang de Bosmeleac	✓	
Erquy	1520402SCA01	Falaise de la Roche-Jaune, entre Ker-Armel et le Goulet		✓
Erquy	1781016SCD01	Cap d'Erquy, ses abords et DPM		✓
Etables-sur-Mer	1220215SCA01	Parc, situé au bourg		✓
Etables-sur-Mer	1640131SIA01	Chapelle Notre-Dame de l'Espérance et ses abords	✓	
L'Hermitage-Lorge	1660915SIA01	Forêt	✓	
Hénon, Moncontour, Plémy, Trédaniel	1661115SIA01	Site de Moncontour et vallées avoisinantes	✓	
Pommeret	1670301SCA01	Manoir de Frecheclos et son parc		✓
Plérin	1750612SCA01	Propriété du manoir des Rosaire		✓
Plaine-Haute, St Julien	1331227SIA01	Lieu-dit Chaos du Gouet	✓	
Plérin	1351127SIA02	Parcelle au sommet de la falaise	✓	
Plérin	1420616SIA01	Pointe du Roselier	✓	
Plérin	1420916SIA03	Rocher Martin-en-Mer, grève de Martin et pointe des Tablettes	✓	
Plaine-Haute, St Julien	1430706SIA01	Vallon de St Anne-du-Houlin	✓	
Pordic	1431025SIA01	Pointe de Pordic	✓	
St Brieuc	1251217SCA01	Tertre au be		✓
St Brieuc	1330826SIA01	Vallées de Gouet et de Bas Gouedic	✓	
St Brieuc	1331227SIA03	Vallées de Gouet et de Bas Gouedic (parcelle n°378, section B)	✓	
Trébry, Trédaniel	1600203SCA01	Site de Bel-Air		✓
Trébry	1600209SIA01	Site de Bel-Air (parcelle n°765, section E4)	✓	
Tréveneuc, <i>Plouézec, Plouha</i>	1790801SCD01	Falaises de Plouha et DPM		✓

Remarque : les communes hors périmètre SCOT sont en italique

### ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager

La ZPPAUP est une création de la loi du 7 janvier 1983 portant décentralisation des compétences. Elle se matérialise par un document contractuel qui ne peut s'élaborer qu'avec la volonté expresse des municipalités. Quant à la décision finale de la créer, elle appartient au préfet de région qui s'entoure des conseils d'une instance juridique et scientifique : la Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS).

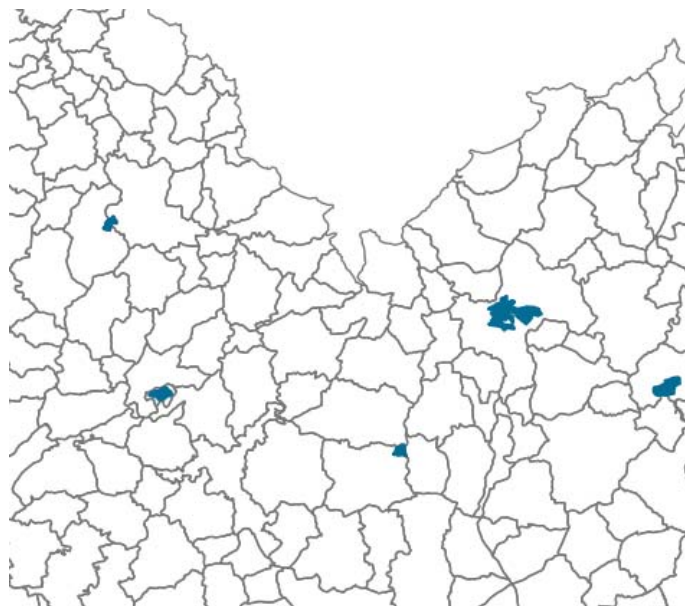
Elle est aussi une réponse globale aux multiples questions de protection et de mise en valeur du patrimoine puisqu'elle suspend sur le périmètre adopté tant les effets des "abords" des Monuments historiques que ceux engendrés par les sites inscrits.

Enfin, la ZPPAUP s'impose aux particuliers (l'enquête publique prime sur le plan d'occupation des sols) mais également à l'état puisque dès sa création, l'architecte des bâtiments de France (ABF) a pour mission de vérifier que les demandes d'autorisation de travaux soient conformes aux dispositions de la ZPPAUP.

### Le territoire du SCOT possède trois ZPPAUP :

- **Quintin**

- **Lamballe**
- **Moncontour**



*Carte des périmètres ZPPAUP (en bleue) (Source : Atlas des patrimoines)*

Le 12 juillet 2010, suite à la promulgation de la loi dite Grenelle 2, les ZPPAUP deviennent des Aires de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). L'AVAP est élaborée selon les mêmes principes que la ZPPAUP. Les objectifs du développement durable et l'intégration des problématiques énergétiques sont renforcés. Un décret publié au JO du 21 décembre 2011 «*définit le contenu et la procédure d'établissement d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et précise les modalités de délivrance d'une autorisation de travaux dans cette aire*».

Dans la mise en place des AVAP, le texte amorce une transition. Ainsi, «*les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager mises en place avant le 14 juillet 2010 continuent à produire leurs effets de droit, au plus tard jusqu'au 14 juillet 2015, jusqu'à ce que s'y substituent les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, conformément à l'article L. 642-8 du code du patrimoine*».

## **b. Patrimoine archéologique**

Sur l'ensemble du territoire du SCoT, la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire relève du Code du patrimoine et des dispositions du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive pris pour l'application du livre V du Code du patrimoine.

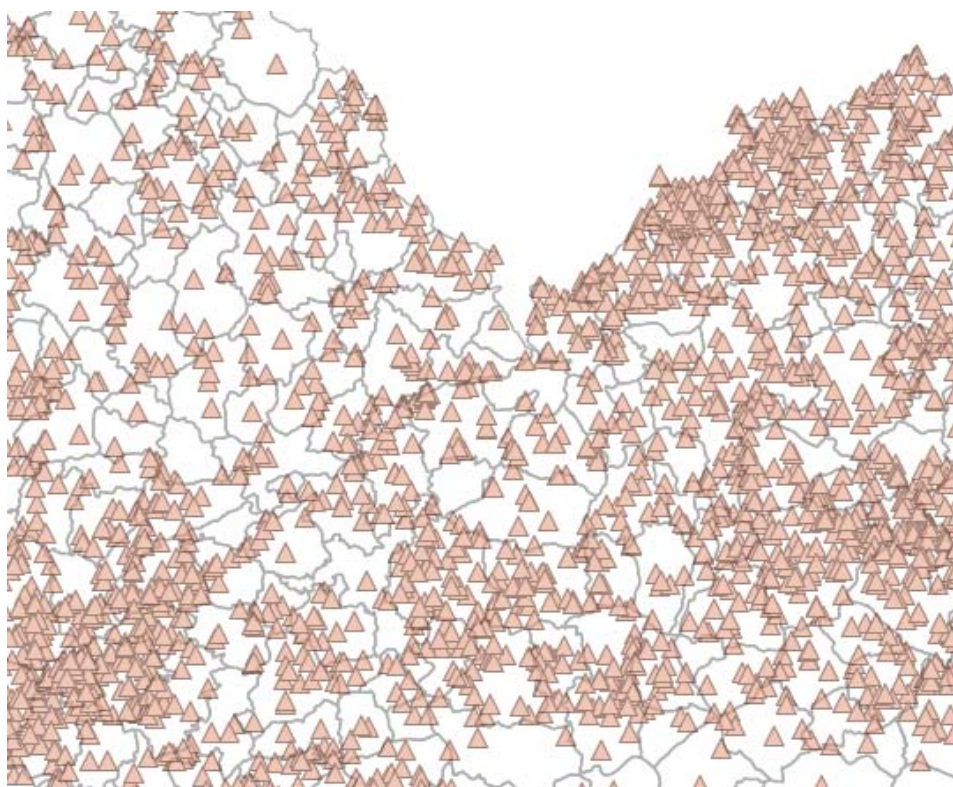
Hors des zones arrêtées pour saisine, le Préfet de Région – le service régional de l'archéologie – sera saisi systématiquement pour les dossiers de réalisation de Z.A.C. et les opérations de lotissements affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares, les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R.442-3-1 du Code de l'urbanisme, les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, ainsi que les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques

soumis à autorisation en application du Livre VI du Code du patrimoine relatif aux monuments historiques, sites et espaces protégés.

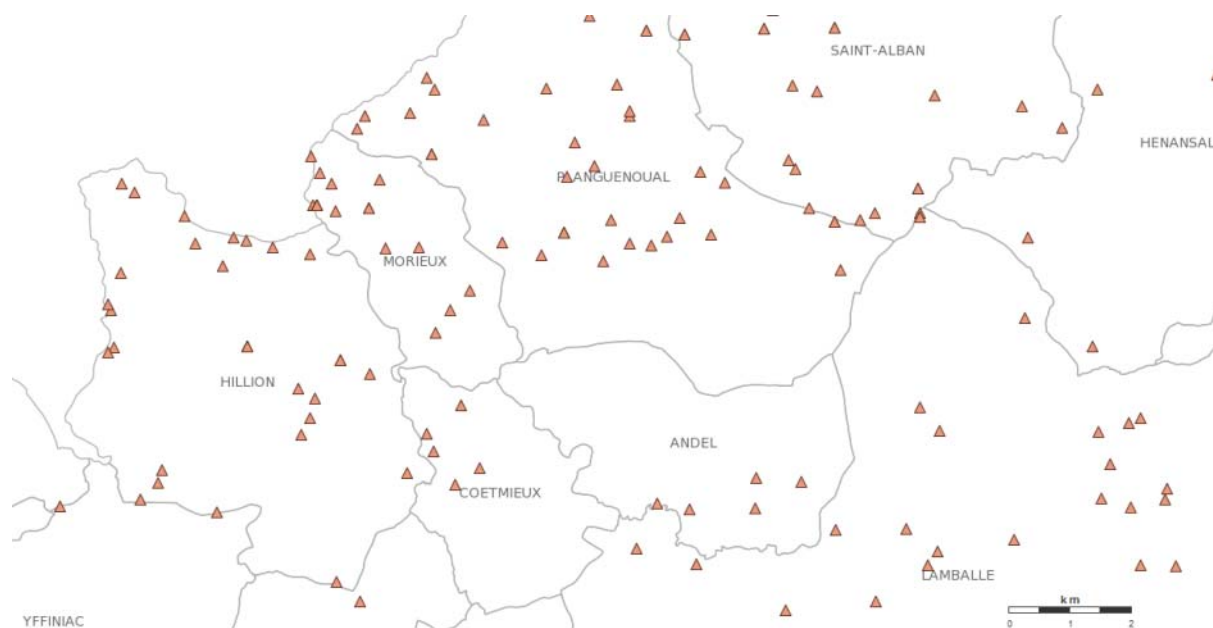
Les dispositions du Livre V, titre III, relatif aux fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites, notamment l'article L.531-14 sur la déclaration des découvertes fortuites s'appliquent sur l'ensemble du territoire national. La protection des sites archéologiques est inscrite dans la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance.

Le patrimoine architectural, paysager et archéologique est à la fois à prendre en compte comme vecteur promotionnel pour le territoire du SCoT, mais aussi et surtout, doit faire l'objet de procédures d'identification et de préservation afin d'assurer une transmission en l'état aux générations futures.

A l'échelle du SCOT, de très nombreuses entités archéologiques sont connues et localisées. Il s'agit notamment de sites mégalithiques ... 5000 ans d'histoire sont retracés dans la baie de St Brieuc grâce aux différents vestiges architecturaux : allées couvertes de Ploufragan (3000 ans av.JC), croix monolithiques et notamment le camp de Péran à Plédran qui daterait de l'époque des Vikings...



*Carte des entités archéologiques connues (Source : Atlas des patrimoines)*



*Zoom et extrait, carte des entités archéologiques connues (Source : Atlas des patrimoines)*



### c. Actions de valorisation du patrimoine non protégé

Particulièrement fragile, ce patrimoine très souvent situé en zones rurales est exposé aux profondes mutations de ces espaces, à l'urbanisation et au développement des infrastructures de communication. Sa prise en compte dans le SCoT est étroitement liée au souci de préservation des paysages et de la mémoire paysanne de ce territoire.

Conformément à l'article 8 du décret 2005-837 du 20 juillet 2005, « le patrimoine rural non protégé au titre des monuments historiques est constitué par les édifices publics ou privés, qui représentent un intérêt du point de vue de la mémoire attachée au cadre bâti des territoires ruraux ou de la préservation des savoir-faire ou qui abritent des objets ou décors protégés au titre des monuments historiques, situés dans des communes rurales ou des zones urbaines de faible densité ».

Sur le territoire du SCOT, ce patrimoine couvre un champ important, tant chronologique que par les typologies architecturales représentées :

- patrimoine industriel varié : cidreries, ouvrages hydrauliques ...
- chapelles
- maisons bourgeoises, belles demeures
- petit patrimoine (encore appelé patrimoine vernaculaire) : lavoirs, fontaines, croix ...

De nombreuses associations participent à la mise en valeur du patrimoine dans plusieurs communes du territoire, notamment Les Amis de Mathurin-Méheut, Les Amis de Lamballe et du Penthievre, l'Hôtié d'Potier, la SPREV, l'Association des Amis des lavoirs, .... A leur actif on peut souligner l'existence de plusieurs musées : Musée Mathurin Méheut, musée d'Arts et Traditions Populaires, musée de la Poterie. (Source : agenda 21 Lamballe)

Concernant les musées, la Briqueterie à Langueux peut également être citée. Ce musée est dédié à la découverte des activités humaines en Baie de Saint-Brieuc au 19e siècle (pêche à pied, maraîchage, les salines...). Toujours à Langueux, l'Association des Chemins de Fer des Côtes du Nord (ancienne appellation des Côtes-d'Armor) travaille à redonner vie à l'histoire des Chemins de Fer des Côtes du Nord apparus en 1905 puis interrompus en 1956.

## Petites cités de caractère

Sur le territoire du SCOT, **deux petites cités de caractère** sont répertoriées :

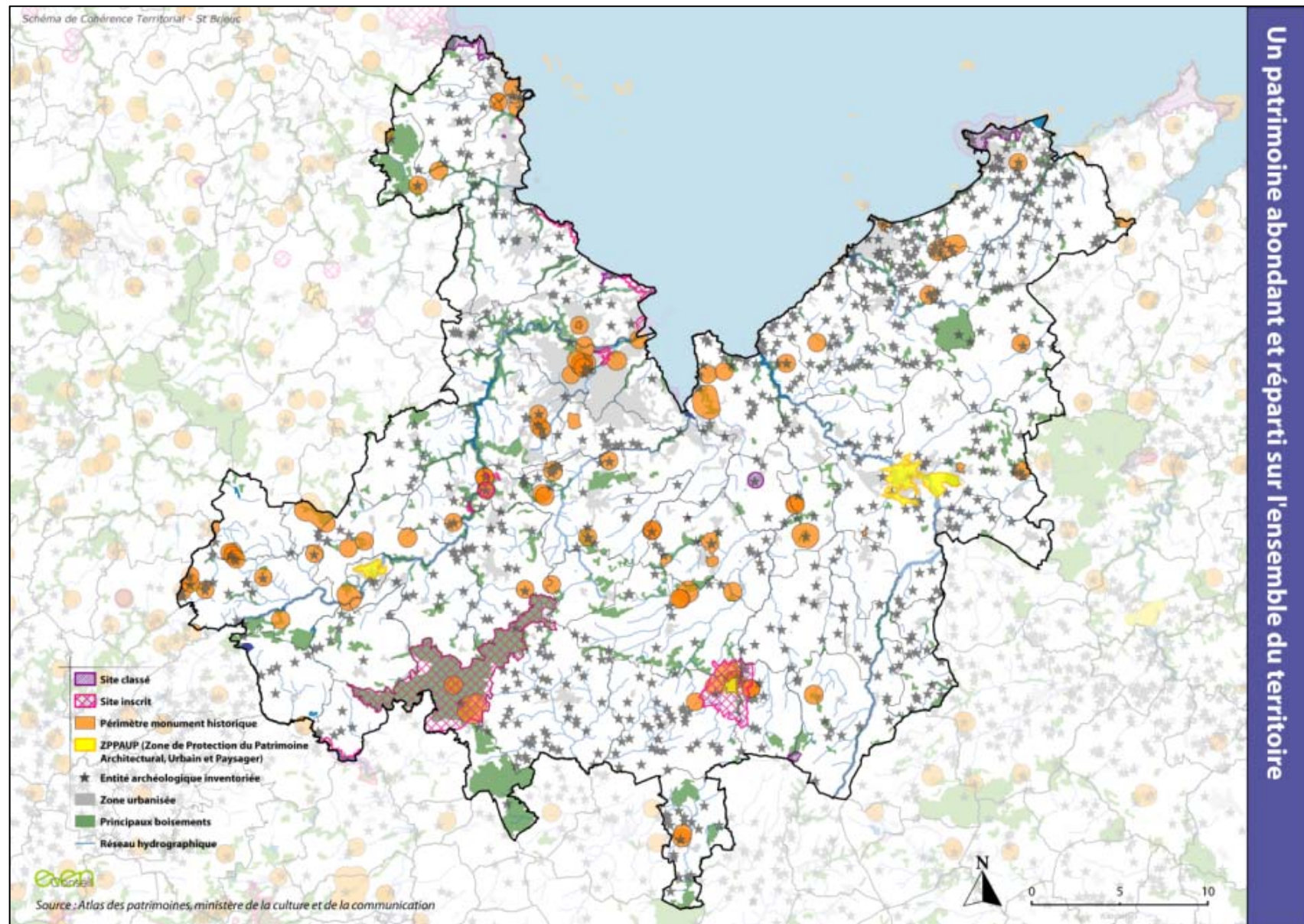
- Quintin
- Moncontour

Ce label national est attribué aux communes de moins de 3 000 habitants qui possèdent un patrimoine bâti ou naturel remarquable. Chaque commune s'engage à mettre en valeur, animer, restaurer et promouvoir ses richesses naturelles, historiques, architecturales et humaines en mettant en avant ses particularités.

Il faut noter que Lamballe est caractérisée comme ville historique.



Carte des communes concernées par le label national « Petite cité de caractère » (Source : Les petites cités de caractère de Bretagne)



II. PAYSAGE et PATRIMOINE		
	II.1. PAYSAGE	II.2. PATRIMOINE
<b>Etat actuel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paysages diversifiés et relativement bien préservés</li> <li>- Des paysages naturels protégés à proximité de zones urbanisées</li> <li>- 15 communes sur 64 possèdent des paysages valorisants d'interface entre mer et terre</li> <li>- 6 grandes unités paysagères identifiées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le paysage littoral de la Baie de St Brieuc</li> <li>- L'Agglomération de St Brieuc</li> <li>- La côte et l'arrière-pays du Goëlo</li> <li>- La côte et l'arrière-pays de Penthièvre</li> <li>- Le pôle de Lamballe</li> <li>- L'arrière-pays bocager</li> </ul> </li> <li>- Schéma directeur Baie Grandeur Nature : des Grand Paysage à préserver identifiés</li> <li>- Un observatoire des paysages pour analyser les évolutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un patrimoine bâti abondant et réparti sur l'ensemble du territoire</li> <li>- Des actions de préservation et de sensibilisation déjà menées (cités de caractère, ZPPAUP, musées ...)</li> <li>- 133 édifices inscrits et/ou classés aux Monuments Historiques</li> <li>- 8 sites classés et 13 sites inscrits</li> <li>- 3 ZPPAUP</li> <li>- De nombreuses entités archéologiques localisées</li> <li>- 2 petites cités de caractère</li> </ul>
<b>Evolution depuis 5 à 10 ans</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transformation progressive des paysages bocagers : maillage bocager de plus en plus lâche, vers des paysages agricoles ouverts</li> <li>- Etalement urbain et urbanisation de la côte accrue</li> <li>- De nouvelles infrastructures de transport qui fragmentent les paysages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation au patrimoine remarquable (ZPPAUP, ...)</li> <li>- Perte progressive du petit patrimoine</li> </ul>
<b>Tendance récente</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Banalisation des paysages (zones d'activités, ...)</li> <li>- Des paysages peu analysés et mis en perspective</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte progressive du petit patrimoine</li> </ul>
<b>Forces du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des paysages de qualité, diversifiés et encore bien préservés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un patrimoine bâti reconnu et protégé</li> <li>- Des actions de sensibilisation et de préservation engagées</li> <li>- Une valorisation touristique du patrimoine</li> </ul>
<b>Faiblesses du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une problématique paysagère qui pourrait être plus abordée lors des études et projets du territoire</li> <li>- Des transitions espaces urbains, espaces agricoles et naturels qui pourraient être embellies (notamment zones d'activités)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelle connaissance du petit patrimoine ? (croix, lavoir, ...)</li> </ul>
<b>Opportunités, si ...</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travail sur la qualité des paysages</li> <li>- Choix d'implantation des futures zones urbanisées (en fonction des perspectives paysagères, lignes du grand paysage, ...)</li> <li>- Intégration de la problématique paysagère à la réflexion de la trame verte et bleue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Valorisation de l'architecture locale (petit patrimoine, ... article L123-1-5-7 du CU)</li> <li>- Préservation et entretien du patrimoine face notamment à la fréquentation touristique</li> </ul>
<b>Menaces, si ...</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la diminution du maillage bocager</li> <li>- Dégradation de la qualité des paysages urbains / futures extensions (activités et habitat)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte progressive des éléments du petit patrimoine</li> <li>- Dénaturation des cœurs de bourg et villages (réhabilitations inadaptées, démolitions/reconstructions...)</li> </ul>
<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver la diversité paysagère : instaurer des conditions de préservation des sites particulièrement sensibles</li> <li>- Traiter qualitativement les entrées de ville et la lisière urbaine</li> <li>- Mettre en place des prescriptions et recommandations dans les documents d'urbanisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire connaître, entretenir et valoriser le patrimoine du territoire (tourisme, nouveaux usages ...)</li> <li>- Développer des villes et villages dans le respect de l'architecture vernaculaire et poursuivre les efforts de restauration du bâti ancien (selon la morphologie des centres et des hameaux, la préservation des matériaux ainsi que les volumes et le choix des sites d'implantation)</li> </ul>
<b>Indicateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mètres linéaires de coupures d'urbanisation sur la RN12, RD700 et RD786</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de monuments historiques</li> <li>- Nombre de sites classés et/ou inscrits</li> <li>- Nombre de ZPPAUP / AVAP</li> <li>- Nombre de petites cités de caractère</li> </ul>

## 3.

# Les ressources naturelles

*L'eau : une ressource importante mais menacée*

*Les carrières*

*L'air*

*L'énergie*



## L'EAU

L'eau est un élément naturel très présent sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc. Cependant, cette ressource souffre d'une altération de sa qualité en raison des fortes pressions urbaines (rejets stations d'épurations, pollutions industrielles) et agricoles (prélèvements, pollution par les produits phytosanitaires).

La qualité des eaux littorales est également un aspect important du territoire. Le phénomène des marées vertes touche la baie de Saint-Brieuc et la côte aux alentours depuis plusieurs années. Même si les efforts engagés ont permis de diminuer les volumes d'algues ramassés, la poursuite des actions reste essentielle.

L'élaboration récente du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc qui s'appliquera sur la majeure partie du territoire permet la centralisation des enjeux et oriente les décisions sur la gestion intégrée de la ressource (qualité écologique des cours d'eau, qualité physico-chimique, pollutions potentielles, sensibilisation des acteurs, ...).

En matière d'assainissement, la mise en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est effective sur l'ensemble du territoire.

## L'AIR

La qualité de l'air est globalement bonne sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc.

L'évolution des modes de vie combinée au développement urbain a mis en évidence l'impact des consommations d'énergies sur la qualité de l'air et d'une manière plus globale sur les changements climatiques.

La mise en œuvre d'une stratégie visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre est aujourd'hui importante, tant au niveau de l'habitat que des transports.



## L'ÉNERGIE

L'aménagement du territoire a un impact majeur sinon prépondérant sur les émissions de gaz à effet de serre et leur maîtrise. La manière d'organiser le développement territorial est aussi cruciale pour anticiper les risques et augmenter la résilience des territoires aux évolutions attendues ou potentielles du climat. Ce rôle a été reconnu par les lois Grenelle qui a enjoint aux documents d'urbanisme de tenir compte des enjeux spécifiques énergie-climat dans le cadre de leur élaboration et révision. Ainsi, le code de l'urbanisme demande dorénavant dans son article L110 aux collectivités publiques « d'harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace afin [...] de réduire les émissions de GES, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles ».

Le SCoT n'a que très peu d'impact sur les modes de production et donc les consommations d'énergie et les émissions de GES qui leur sont liées. A contrario, la manière d'organiser l'occupation de l'espace, de positionner et desservir les différents secteurs, impactera sur les émissions liées aux transports de voyageurs et de marchandises, aux possibilités de valorisation des énergies renouvelables et de récupération, de limiter l'artificialisation et favoriser le stockage de carbone... Le SCoT pourra aussi prescrire ou inciter à accroître la performance environnementale des bâtiments.

Aujourd'hui l'urbanisation du Pays de St Brieuc s'est traduite par un mitage du territoire, un étalement de l'activité et des logements qui, s'il se poursuit, obérera encore plus fortement sa capacité à s'adapter aux évolutions prévisibles du climat et du prix des énergies rendant la population et l'environnement toujours plus fragiles.

Le territoire possède cependant de nombreux atouts qu'il est possible de valoriser pour atténuer son impact sur le climat et augmenter sa résilience : des énergies renouvelables à exploiter, des entreprises du bâtiment pouvant s'organiser pour relever le défi de la réhabilitation, des polarités fortes et d'autres points d'appuis répartis sur le Pays permettant de structurer et optimiser son développement... Le SCoT permet d'activer de nombreux leviers pour encadrer de manière réglementaires ou incitative une évolution cohérente du Territoire permettant de répondre aux enjeux de l'énergie et du climat.

### III. LES RESSOURCES NATURELLES

#### III.1 L'EAU : UNE RESSOURCE IMPORTANTE MAIS MENACEE

##### L'eau, un enjeu supra-SCOT

Les enjeux concernant l'environnement, et particulièrement l'eau, sont singulièrement importants dans le département des Côtes d'Armor et pour le Pays de Saint-Brieuc. Ils concernent, non seulement l'alimentation en eau potable, mais aussi les activités de pêche et d'aquaculture, ainsi que le tourisme, la qualité des milieux aquatiques, riches en espèces animales et végétales d'eaux douces ou marines.

Aujourd'hui, la **prise de conscience de tous les acteurs** en faveur de la préservation de ce patrimoine est réelle. C'est aussi l'une des priorités majeures du **Plan Départemental pour l'Environnement**, qui a été reprise dans le **Schéma départemental d'Alimentation en eau Potable** adopté par le Conseil Général en 1996. De nombreuses initiatives ont été prises par les collectivités pour mettre en place des actions concrètes de préservation et de reconquête de l'eau en accompagnement des mesures réglementaires arrêtées par l'Etat.

Des opérations pilotes ont ainsi été initiées sur quelques bassins versants depuis les années 1980. Puis, à la demande du Conseil général et de l'Etat, certains bassins versants ont été inscrits au **Programme Bretagne Eau Pure**, notamment ceux alimentant les retenues départementales. Le Conseil Général a mis en place en 1997 un nouveau programme d'aides pour des actions à mener dans les autres bassins versants.

##### Le contexte réglementaire et les outils de planification

###### La Directive Cadre sur l'Eau

Adoptée le 23 octobre 2000, la Directive Cadre sur l'Eau – DCE entend impulser une réelle politique européenne, en posant le cadre d'une gestion et d'une protection des eaux par district hydrographique équivalent aux « bassins hydrographiques » à savoir le bassin Loire Bretagne pour la région Bretagne.

Cette directive cadre a été transposée en droit français le 21 avril 2004.

Elle fixe un objectif clair et ambitieux : le bon état des eaux souterraines, superficielles et côtières en Europe en 2015, butoir pour obtenir l'objectif.

La directive se veut un véritable outil de planification, intégrateur des différentes politiques sectorielles, pour mieux maîtriser les investissements ayant un impact direct ou indirect sur l'eau.

Les trois volets, participation du public, économie et objectifs environnementaux font de la directive l'instrument d'une politique de développement durable dans le domaine de l'eau.

###### Loi sur l'Eau

La **Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992** précise l'appartenance de l'eau en tant que patrimoine commun de la nation. Elle confère un caractère d'intérêt général à la protection des équilibres naturels et pose les principes d'une gestion de la ressource en eau équilibrée entre la préservation des milieux aquatiques et la satisfaction des usages économiques.

Elle conforte le bassin versant en tant qu'unité géographique cohérente et territoire pertinent de définition de cette gestion équilibrée des eaux superficielles.

Pour définir les principes et les règles de cette gestion équilibrée, deux outils de planification ont été instaurés :

- les **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**, par grand bassin hydrographique,
- les **Schémas d'Aménagement et de Gestion des eaux (SAGE)**, au niveau des bassins versants ou sous-bassins.

#### Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)

La **Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)** du 30 décembre 2006 a renouvelé le cadre global défini par les lois sur l'eau du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992 qui avaient bâti les fondements de la politique française de l'eau : instances de bassin, redevances, agences de l'eau. Les nouvelles orientations qu'apporte la LEMA sont :

- de se donner les outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ;
- d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente ;
- de moderniser l'organisation de la pêche en eau douce.

Enfin, la LEMA tente de prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.

#### Le SDAGE Loire Bretagne

Les SDAGE sont développés au niveau des 6 grands bassins hydrographiques français, dont le bassin Loire Bretagne comprenant le périmètre du SCOT du Pays de Saint-Brieuc, et sont menés par l'Agence de l'Eau. Ils fixent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de l'eau.

Le SDAGE Loire Bretagne définit **7 objectifs** vitaux pour le bassin :

- 1- gagner la bataille de **l'alimentation en eau potable**,
- 2- poursuivre l'amélioration de la **qualité des eaux de surface**,
- 3- retrouver des **rivières vivantes** et mieux les gérer,
- 4- sauvegarder et mettre en valeur les **zones humides**,
- 5- préserver et **restaurer les écosystèmes**,
- 6- réussir la concertation notamment avec **l'agriculture**,
- 7- savoir mieux vivre avec les **crues**

Le SDAGE 2010-2015 a été adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le **15 octobre 2009** et arrêté par le Préfet coordonnateur le 18 novembre 2009.

Il fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs pour un bon état de l'eau à **l'horizon 2015**. Il indique les moyens pour y parvenir exprimés sous la forme d'orientations et de dispositions :

- les orientations donnent la direction dans laquelle il faut agir,

- les dispositions précisent pour chaque orientation les actions à mener et fixent le cas échéant des objectifs quantifiables.

Le programme de mesures associé au SDAGE identifie les actions clefs à mener par sous-bassin.

Les **SAGEs**, d'initiative locale, mettent en œuvre le SDAGE. Ils déclinent les orientations et les dispositions, en les complétant ou en les adaptant si nécessaire aux contextes locaux.

Collectivités et organismes publics doivent se conformer au SDAGE dans toutes leurs décisions d'aménagement. La police de l'eau s'y réfère dans la délivrance des autorisations.

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) doivent être **compatibles avec le SDAGE**.

L'objectif du SDAGE 2010-2015 est de **61 % des eaux de surface en bon état écologique d'ici 2015** (contre 30 % aujourd'hui).

Une eau en bon état est une eau qui :

- permet une **vie animale et végétale** riche et variée,
- est exempte de **produits toxiques**,
- est disponible en **quantité suffisante** pour satisfaire tous les usages.

Le SDAGE Loire Bretagne a ensuite identifié **36 SAGEs prioritaires**, dont 11 en Bretagne : la Baie de Saint-Brieuc en fait partie et a été identifiée comme zone nodale avec des objectifs de reconquête de la qualité des eaux de baignade et de la conchyliculture.

Les objectifs applicables à la Baie de Saint-Brieuc et fixés par le SDAGE concernent les 3 critères suivants :

- le phénomène des **marées vertes** : objectif inférieur à **7 000 tonnes / an**
- la **conchyliculture** : objectif de classement B
- la **baignade** : objectif de classement de l'activité baignade A

Ceci implique des efforts à mener en matière d'assainissement des collectivités.

Le Pays de Saint-Brieuc est principalement concerné par le **SAGE Baie de Saint-Brieuc** (86 % du périmètre du SAGE). Ainsi, une vingtaine de commune n'ont qu'une partie de leur territoire touché par le SAGE Baie de Saint-Brieuc (carte Périmètre du SAGE de la baie de Saint-Brieuc page suivante).

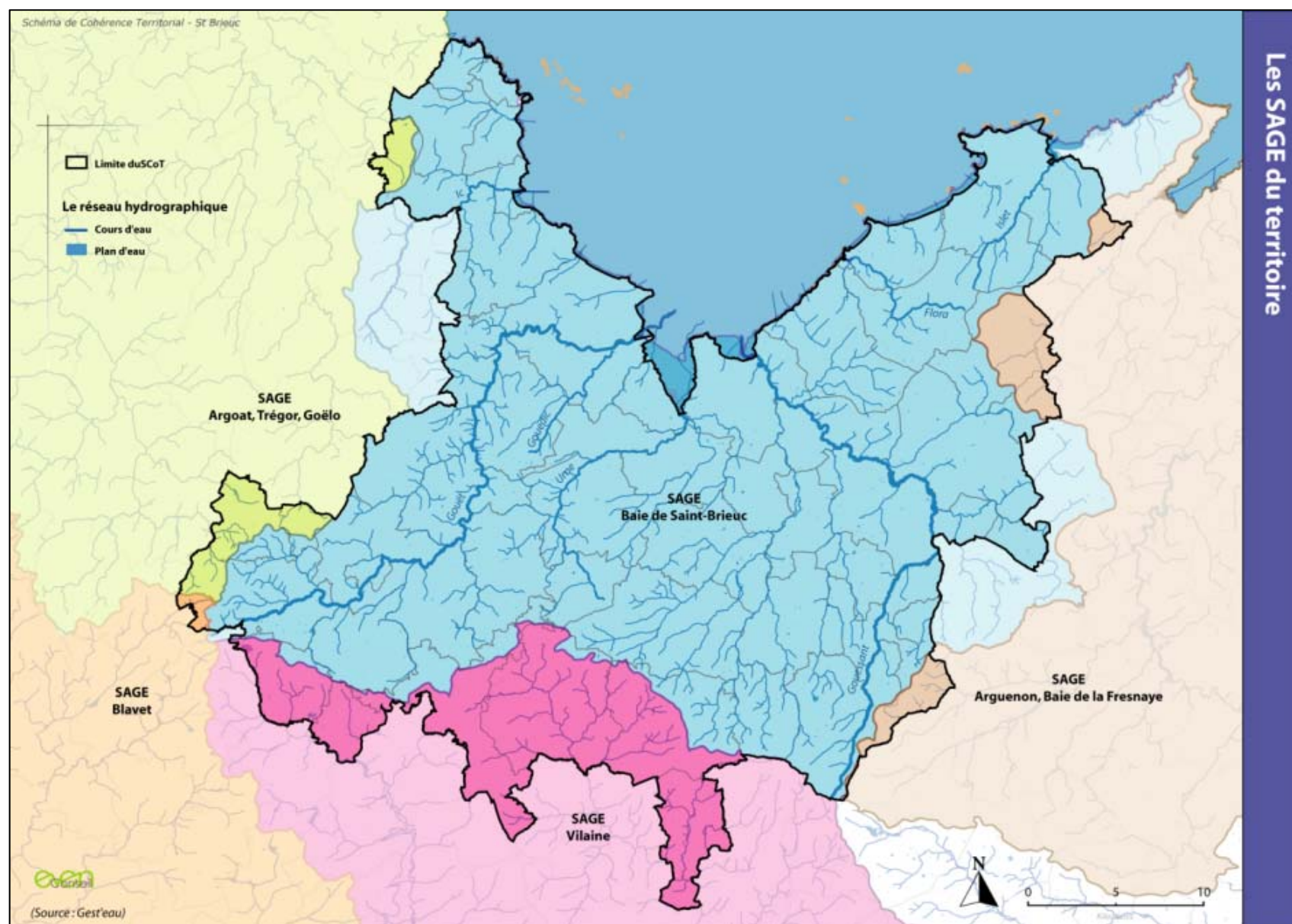
Le **SAGE Vilaine** s'applique au sud du Pays pour les communes de L'Hermitage-Lorge, Le Bodéo, Ploeuc-sur-Lié, Plémy, Langast, Trédaniel, Trébry, Saint Brandan, Lanfains et La Harmoye.

Le **SAGE Argoat Trégor Goëlo** à l'Ouest, concerne en partie la commune de Lantic.

Le **SAGE Blavet** au Sud-Ouest s'applique pour la commune du Vieux Bourg.

Le **SAGE Arguenon, Baie de la Fresnaye** à l'Est touche partiellement les communes de Hénansal, Quintenic et Pengilly.

Les SAGE Argoat, Trégor, Goëlo et Arguenon, Baie de la Fresnaye sont en cours d'élaboration alors que les SAGE Vilaine et Blavet sont arrêtés (*Agence Loire Bretagne au 07/2011*).





## Le SAGE Pays de Saint-Brieuc

Le SAGE Baie de Saint-Brieuc a été approuvé par arrêté préfectoral le 30 janvier 2014.

Le bassin-versant de la baie (1 100 km<sup>2</sup>) correspond à peu de choses près au territoire du Pays de Saint-Brieuc, c'est pourquoi la mission d'animer et d'appuyer techniquement l'élaboration du SAGE lui a été confiée

La Commission Locale de l'Eau a la responsabilité légale de la mise en œuvre du SAGE.

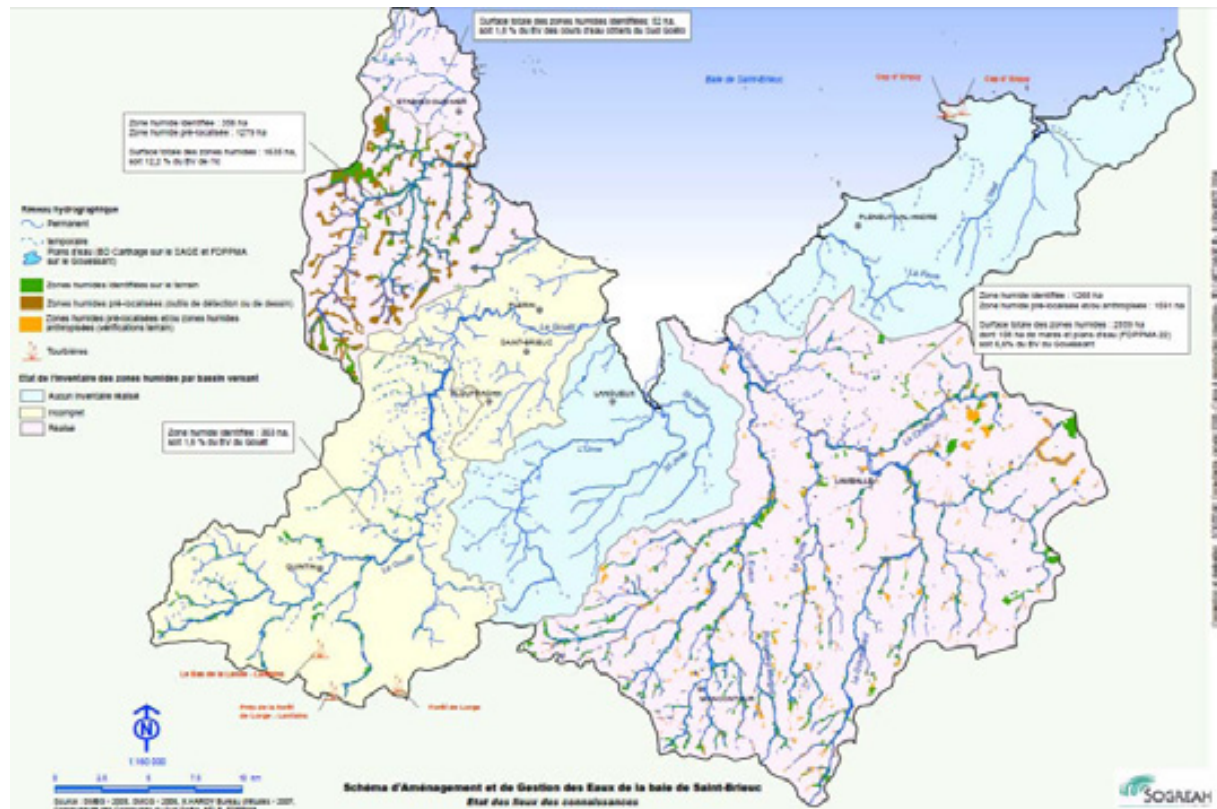
Le SAGE s'appuie sur **6 programmes opérationnels de bassins-versants**, portés par les collectivités locales, qui ont, depuis 2007, étendu leurs territoires d'action jusqu'à la baie, anticipant le nouveau SDAGE et conformément à la Directive Cadre sur l'Eau.

Les 5 enjeux majeurs identifiés dans le SAGE de la Baie de Saint-Brieuc sont :

- L'organisation de la gestion de l'eau,
- La qualité des eaux,
- La qualité des milieux aquatiques,
- La satisfaction des usages littoraux et de l'alimentation en eau potable,
- Les inondations.

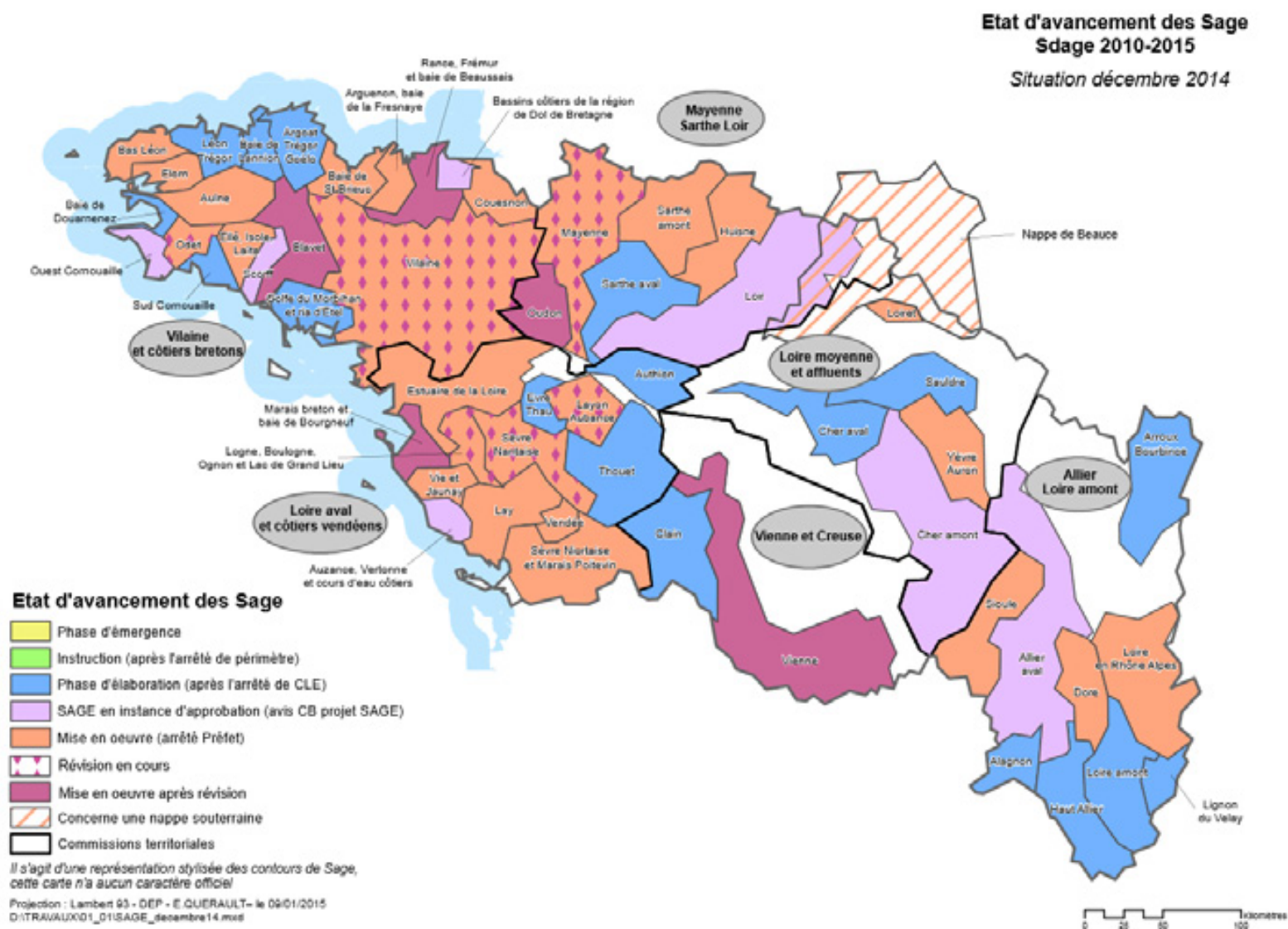
Il ne s'agit donc plus seulement pour ces programmes de garantir une eau potable de qualité, mais de travailler globalement au bon état de l'ensemble des masses d'eau de la source à la mer.

L'inventaire des zones humides du SAGE du Pays de Saint-Brieuc est prévu pour 2012. D'ores et déjà un travail de pré-localisation des « zones à très forte probabilité de présence des zones humides » a été réalisé. Cette approche a été complétée par une approche paysagère d'insertion des vallées dans la TVB, réalisée en 2011 (BOURGET, 2011).



Carte zones humides (Source : Atlas cartographique - SAGE de la Baie de St Brieuc)





carte

## a. Une qualité des cours d'eau dégradée

(Source Agence de l'Eau Loire-Bretagne, SAGE Baie de Saint-Brieuc)

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc comporte un réseau hydrographique dense, constitué de plusieurs cours d'eau côtiers indépendants, qui subissent d'importantes agressions des activités environnantes.

### Qualité physico-chimique

Depuis 1991, l'agence de l'eau avec la collaboration de tous ses partenaires (Conseil Général, DREAL, ONEMA, Services de l'Etat,...) collectent des données sur la qualité des cours d'eau du bassin. Les échantillons sont analysés au travers du système d'évaluation de la qualité des eaux (Seq eau).

Du point de vue physico-chimique, la qualité des eaux de surface s'établit en référence au système d'évaluation de la qualité de l'eau des cours d'eau SEG-Eau.

### Les matières organiques

Les MOOX (matières organiques et oxydables) permettent de visualiser à travers l'analyse des paramètres, oxygène (O2 dissous et % de saturation), DBO5, oxydabilité au KMn4, COD, la présence de matières organiques dans les eaux, matières organiques susceptibles de consommer, par oxydation, l'oxygène dissous.

La qualité globale de ce paramètre sur le territoire du SCoT est **moyenne**.

Quelques tronçons de cours d'eau sont déclassés en qualité médiocre :

- le Gouët amont sous l'influence de l'agglomération de Quintin ;
- la Noé Sèche ;
- le Gouessant en aval de Lamballe ;
- la Flora, pour laquelle une amélioration est cependant notée par rapport à la période 2000-2002.

### Les matières azotées

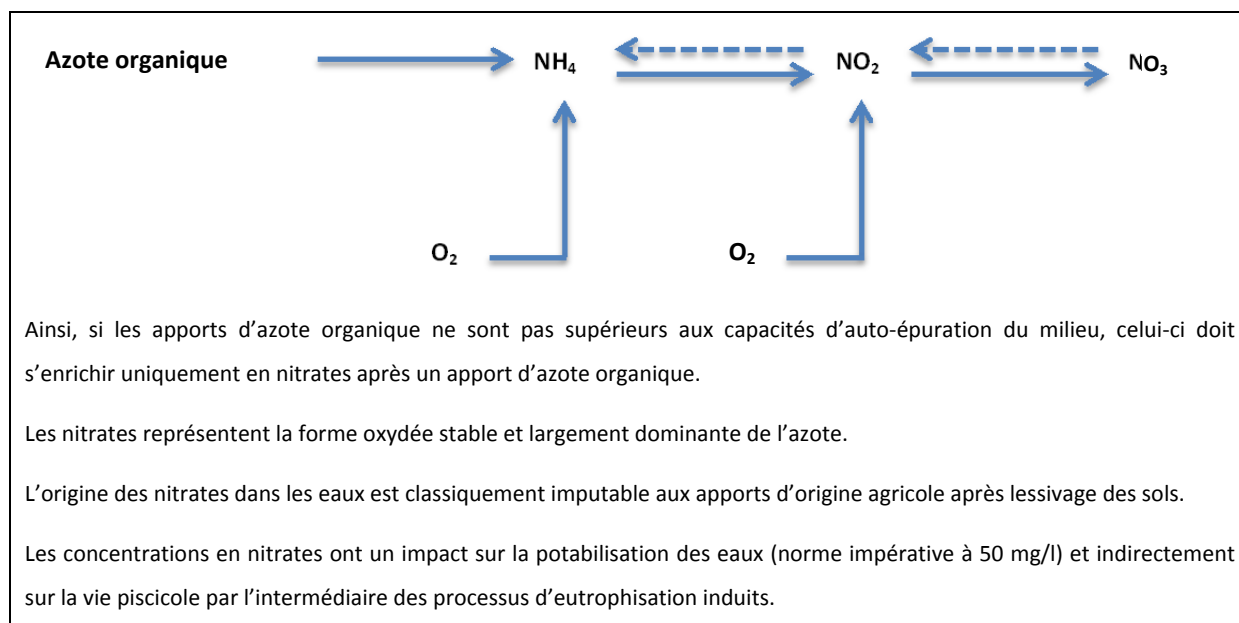
Comme pour les MOOX, **une dégradation est observable** (perte d'une classe de qualité) sur le Gouessant en aval de Lamballe.

Le Gouët est de bonne qualité hormis entre les confluences avec le Pas et le Saint Germain où la qualité est médiocre et en aval de Saint Brieuc où elle est mauvaise.

La Flora et l'Islet sont de qualité moyenne pour ce paramètre.

### Les nitrates

Le cycle de l'azote peut très sommairement être schématisé comme suit :



**La mauvaise qualité pour le paramètre Nitrates** est quasi générale sur le bassin versant en lien direct avec les activités agricoles dominantes sur le bassin versant. Seuls le Gouessant amont et le Gouët sur la majorité de son linéaire, présentent une qualité médiocre.

### Les matières phosphorées

Le phosphore présent dans les cours d'eau a pour origine, soit l'érosion des sols (phosphore particulaire), soit les rejets directs (phosphore soluble).

Les nuisances potentielles générées par des teneurs excessives en phosphore, se répercutent via les développements phytoplanctoniques dans les eaux. Il est admis que le paramètre phosphore est le facteur limitant à l'eutrophisation dans les eaux douces.

Contrairement aux nitrates, pour lesquels les plus fortes concentrations sont observées en période de hautes eaux (période de lessivage), les plus fortes concentrations en phosphore sont classiquement observées en étiage, en raison de la baisse des coefficients de dilution.

Le phosphore étant un paramètre conservatif, celui-ci est un bon marqueur des rejets ponctuels.

Sur le bassin versant la qualité des eaux, au regard du paramètre phosphore, varie de **bonne à mauvaise**.

Les variations qualitatives pour ce paramètre traduisent les rejets ponctuels observés :

- Pour le Gouessant : bonne qualité en amont de Lamballe, puis qualité médiocre et moyenne en aval.

- Pour le Gouët : qualité bonne à moyenne sur le linéaire amont, puis mauvaise en aval de Saint Briec.
- Les affluents amont du Gouët (Noé Sèche) et l'Islet se distinguent également par une mauvaise qualité.

On soulignera que pour les retenues, l'évolution qualitative des eaux au regard des phénomènes d'eutrophisation (dépendant de la disponibilité de phosphore) est plus liée aux flux de phosphore (le phosphore pouvant être stocké dans les sédiments, puis relargué) qu'aux concentrations.

#### Effet des proliférations végétales

La présence de phytoplancton dans les eaux est caractérisée par la mesure de la chlorophylle « a » (concentration exprimée en µg/l).

Cette mesure a tendance à croître avec les apports en nutriments et la stagnation des eaux au sein des retenues, le réchauffement des eaux, qui favorisent les développements phytoplanctoniques.

La qualité des eaux est **satisfaisante** pour ce paramètre sur le Gouët.

Les dégradations liées aux proliférations végétales sont en revanche quasi systématiques au sein des retenues/plans d'eau présents sur le bassin versant.

Sur le Gouessant, une dégradation qualitative (qualité moyenne) est observée en aval de Lamballe).

#### Les pesticides

Certaines molécules rentrant dans ce cadre sont identifiées comme substances dangereuses prioritaires par Décision n° 2455/2001/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant la liste des substances dangereuses prioritaires dans le domaine de l'eau : Annexe 10 de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).

Ces produits sont utilisés dans de nombreux secteurs, agriculture, collectivités (espaces verts, voirie, ...), infrastructures de transport (routière et ferroviaire) et les particuliers.

Les pesticides peuvent contaminer le milieu soit par pollution ponctuelle (débordement de cuve, mauvaise gestion des fonds de cuves, ...) soit de manière diffuse (ruissellement, persistance dans le milieu, ...).

La présence de pesticides dans les cours d'eau est de nature à compromettre la potabilisation des eaux et leur potentialité à héberger des populations animales ou végétales suffisamment diversifiées.

Sur le territoire, les principales molécules détectées sont représentées par les Triazines, le Diuron, le Glyphosate et sa molécule de dégradation l'AMPA.

L'Atrazine interdite depuis plusieurs années est toujours détectée ponctuellement.

L'apparition récente (recherche de la molécule depuis le début des années 2000) du Glyphosate et sa molécule de dégradation l'AMPA est généralisée sur tous les cours d'eau.

Sur le territoire, les résultats suivants sont retenus (*Rapport état des lieux SAGE Baie de Saint-Brieuc*) :

- La présence de pesticides est **régulièrement détectée** sur le bassin du **Gouët**. Il n'existe cependant pas de réel problème de potabilisation des eaux de la retenue de Saint Barthelemy.  
Une augmentation récente des teneurs en AMPA/Glyphosate est observée depuis quelques années.
- Sur l'**Urne**, des **pics de concentrations** parfois au-delà des seuils de potabilisation ( $> 5 \mu\text{g/l}$ ) sont observés (pic d'atrazine en Avril 2002, cumul des molécules en Juillet 2006).
- Sur le **Gouessant**, également, les **pics de concentrations** observés « traditionnellement » sur l'atrazine sont remplacés par des pics de concentrations en glyphosate (sans déclassement de la prise d'eau).  
Une **tendance à l'amélioration** semble se dessiner (tendance à confirmer).
- **Flora / Islet** : sur ces cours d'eau, la **problématique pesticides est toujours présente**. Il s'agit manifestement des sous bassins versants les plus concernés par la « problématique pesticides ». Sur ces bassins, des pics de concentrations d'anciennes molécules apparaissent en période estivale (Triazine). Dans ce cas, l'influence des particuliers peut être largement suspectée.

### Qualité biologique des cours d'eau

La qualité d'un cours d'eau peut également être évaluée à l'aide d'indicateurs biologiques :

- **Indice Biologique Global Normalisé (IBGN)** reposant sur l'analyse de macro-invertébrés benthiques ;
- **Indice Biologique Diatomées (IBD)** basé sur la pollu-sensibilité des espèces recensées ;
- **Indice Poissons en Rivière (IPR)** donné pour la composition et la structure des peuplements piscicoles.

Ces différents indicateurs, utilisés pour évaluer la qualité du milieu et son évolution, présentent l'avantage (contrairement aux analyses physico-chimiques ponctuelles) de mieux intégrer l'évolution qualitative du milieu sur le long terme, en s'affranchissant des phénomènes ponctuels.

### IBGN

L'IBGN permet d'évaluer la santé de l'écosystème d'une rivière par l'analyse des macro-invertébrés benthiques ou benthos (organismes vivant au fond des lacs et des cours d'eau, tels que les mollusques, les larves d'insectes, les vers, etc...). Cet indice constitue une expression synthétique de la qualité du milieu, toutes causes confondues, à la fois en terme de qualité physico-chimique des eaux et en terme de diversité des habitats (morphologie des cours d'eau).

12 points bénéficient sur le bassin versant d'un suivi régulier de l'IBGN.

A l'Ouest du territoire, les bassins versants de l'Urne, le Gouët et l'Ic, présentent une qualité bonne à très bonne, pour ce paramètre (1 seul classement en qualité moyenne en 2001 sur le Gouët à Ploufragan).

A l'Est, la très bonne qualité n'est observée que ponctuellement en tête du Gouessant.

Les autres cours d'eau présentent une qualité globalement bonne avec des déclassements ponctuels en qualité moyenne.

Le point le plus dégradé est positionné sur le Gouessant à Noyal ; sous l'influence directe des rejets de la lagune de Noyal, ce point n'est pas représentatif de la qualité générale du cours d'eau. On soulignera en revanche que celui-ci permet de confirmer les impacts ponctuels significatifs que peuvent avoir les rejets directs sur les cours d'eau.

Plus ponctuellement, des analyses IBGN ont été réalisées afin de mettre en avant une problématique spécifique. Ainsi, l'APPMA de Saint Briec-Quintin-Binic a réalisé en 2002 un profil en cinq points sur le Gouët aval.

Les résultats obtenus ont mis en avant l'**impact très significatif des rejets des boues de traitement** de l'usine de Saint Barthelemy sur le Gouët aval.

#### IBD

Les diatomées sont des algues brunes, microscopiques unicellulaires dont le squelette est siliceux. Elles représentent une composante majeure du peuplement algal des cours d'eau et des plans d'eau qui est considéré comme la plus sensible aux conditions environnementales.

Dans les eaux douces, les diatomées sont connues pour réagir, entre autres, aux pollutions organiques. Elles représentent un complément intéressant aux macro-invertébrés qui renseignent essentiellement sur la qualité du milieu (qualité et diversité des habitats).

Le calcul (note sur 20) de l'IBD est basé sur la polluo-sensibilité des espèces. Il traduit ainsi la plus ou moins bonne qualité de l'eau.

Les indices diatomées ne sont suivis qu'en trois points du bassin versant.

La qualité est bonne sur le Gouët amont, en revanche, les résultats sont moyens en aval du barrage du Gouët traduisant l'influence de la retenue, au sein duquel se développe des proliférations d'algues.

De même, les résultats sont médiocres sur le Gouessant à Coëtmieux, point sous l'influence de l'agglomération de Lamballe.

#### IPR

« L'indice poissons » est un indice biologique de l'état des milieux aquatiques basé sur l'analyse de la composition et de la structure des peuplements piscicoles. Le concept de base repose sur une comparaison entre un peuplement de référence défini à partir des caractéristiques de milieu de la station et le peuplement en place échantillonné par pêche électrique. L'indice est évalué ensuite au travers de treize paramètres fondés sur des critères écologiques avérés (richesse spécifique, densité, état trophique, habitat, polluo-sensibilité). Ces treize paramètres reçoivent une note de 0 à 5 et sont ensuite sommés pour aboutir à un indice global sur 65 points. L'état du peuplement est ensuite défini par un découpage de la note globale en 5 classes.

Il n'existe qu'un seul point de suivi de l'indice poissons : le Gouessant à Coëtmieux. Sur ce point la qualité varie de mauvaise à moyenne ; les résultats sont **moyens** sur les dernières années.

D'une manière générale, et comme pour les paramètres physico-chimiques, les cours d'eau de l'Ouest du bassin versant semblent présenter une meilleure qualité globale que les cours d'eau de la partie Est du bassin versant, vraisemblablement en lien avec des débits plus soutenus qui favorise une meilleure acceptabilité du milieu.



## b. Des eaux littorales sous surveillance

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc étant constitué essentiellement de cours d'eau côtiers ; le littoral est donc le réceptacle final des pollutions des eaux continentales. Les enjeux sont importants puisque le linéaire côtier accueille de nombreuses activités (tourisme, loisirs, pêche, ...).

### ➤ Un réseau de surveillance bien développé

#### Réseau DDE - CQEL

Depuis 1988, la Cellule de Qualité des Eaux Littorales (CQEL) de la DDE effectue des suivis mensuels en aval des cours d'eau côtiers sur les nutriments et les paramètres bactériologiques.

#### Réseau Ifremer REMI

Les contrôles effectués par les services de l'IFREMER s'intéressent plus particulièrement à la qualité des coquillages.

- Réseau REMI (microbiologie), destiné à aider au classement et au suivi microbiologique des zones de production conchylicoles.

Les analyses destinées à rechercher les témoins de contaminations fécales (E. coli), sont effectuées sur un broyat (chair et liquide inter valvaire des coquillages).

- Réseau REPHY (phytoplancton et phytotoxines)

Ce réseau a pour objectif de surveiller les efflorescences et les proliférations d'espèces nuisibles et/ou toxiques pour la faune marine. Une attention particulière est donnée sur les espèces produisant des toxines dangereuses pour les consommateurs de coquillages (Dinophysis, Alexandrium, ...).

- Réseau RNO (Réseau National d'Observation)

Ce réseau se fixe pour objectif l'évaluation des niveaux et des tendances des contaminations métalliques (Cd, Cu, Pb, Zn, Hg) et organiques (HAP, PCB, DDT, ...).

#### Réseau Agence Régionale de Santé

- Qualité des eaux de baignade

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade effectué par les services de l'ARS répond à l'obligation fixée par la Directive Européenne n° 76/160. La surveillance porte sur l'ensemble des zones où la baignade est habituellement pratiquée.

En fin de saison, cette surveillance aboutit à un classement de la qualité des eaux de baignade.

Les critères d'évaluation de la qualité des eaux, reposent principalement sur le contrôle des paramètres microbiologiques (E. coli), mais également sur les paramètres physico-chimiques.

- Qualité des gisements de coquillages sauvages

Basé sur le même principe que le réseau REMI de l'IFREMER, l'ARS effectue un classement sanitaire des gisements sauvages (hors concessions conchylicoles).

### ➤ Qualité des eaux littorales par secteur

### La côte du Goëlo et le bassin versant de l'Ic

Le bilan réalisé par la DDE-CQEL met en évidence les principales perturbations suivantes pour ce secteur :

- Contamination bactérienne épisodique des baignades et des zones de pêche à pied par les rejets et ruisseaux côtiers
- Eutrophisation des eaux marines : marées vertes à Binic (2 000 – 5 000 m<sup>3</sup>/an d'algues ramassées)
- Fonctionnement des STEP : surcharge hydraulique pour certaines stations, qualité du rejet satisfaisante.
- Qualité de la zone conchylicole : qualité globalement moyenne
- Qualité des baignades : globalement, les plages présentent des eaux de bonne qualité (Classe A).

### La Baie de Saint-Brieuc, réceptacle de multiples pollutions

La baie de Saint-Brieuc souffre de pollution récurrente et présente une zone de coques très sensible.

L'Ifremer a réalisé en 2004 une étude sur les rejets en baie de Saint-Brieuc, qui met en évidence un flux de pollution équivalent à 132 000 E.H. après un épisode pluvieux important mais pas exceptionnel, dont les 90 % proviennent du déversoir du Gouët, 8 % venant d'Yffiniac et 2 % du Gouessant.

Le problème ne se situe pas dans la partie amont des ruisseaux mais principalement aux abords de Saint-Brieuc, laissant sous-entendre la présence de branchements défectueux et le fonctionnement de la station d'épuration en by-pass.

Ces mêmes mesures effectuées en juin mettent en évidence les mêmes proportions de pollutions entre ces 3 secteurs avec de flux nettement plus bas, de l'ordre de 210 E.H. Le rejet de 17 E.H. au niveau de Planguenoual est toutefois inquiétant de par la présence à proximité d'activités d'ostréiculture. Il faudrait avoir en permanence les rejets mesurés en été pour avoir un classement de la baie correct (A) ; ce qui signifie réduire par 1000 les polluants.

Une étude plus précise a ensuite été réalisée sur la baie d'Yffiniac à la demande du SIVOM de la baie : on observe un impact direct de la pollution rejetée sur le gisement de coques. L'étude a montré que l'influence des rejets en baies d'Yffiniac était forte sur les gisements de coques et sur les bouchots et cela indépendamment des rejets de Saint-Brieuc.

La dynamique de la baie ne permet pas aux courants d'évacuer au large les pollutions : tout rejet en baie a donc des conséquences importantes du fait des courants résiduels très faibles.

Le bilan réalisé par la DDE-CQEL met en évidence les principales perturbations suivantes pour le secteur de fond de baie, entre Dahouët et la pointe du Roselier :

- Contamination bactérienne chronique du gisement de coques et épisodiques des bouchots (partie ouest avec une tendance à l'amélioration depuis 1995) et des plages de Saint-Brieuc et Plérin
- Eutrophisation littorale : une des zones les plus touchées par les marées vertes (5 000 à 10 000 m<sup>3</sup>/an)
- Fonctionnement des STEP : des dysfonctionnements importants sur les réseaux des communes d'Yffiniac et de Saint-Brieuc entraîne de dépassements de la charge hydraulique et des by-pass.
- Qualité de la zone conchylicole : la zone de coques d'Yffiniac est classée C (pêche autorisée mais pas de consommation directe possible). Les zones de coques et moules en baie de Morieux sont classées A et la zone de moule du Rocher Martin est de bonne qualité.
- Qualité des baignades : globalement, les plages présentent des eaux de qualité moyenne (Classe B).

### La Côte de Penthièvre

Le bilan réalisé par la DDE-CQEL met en évidence les principales perturbations suivantes :

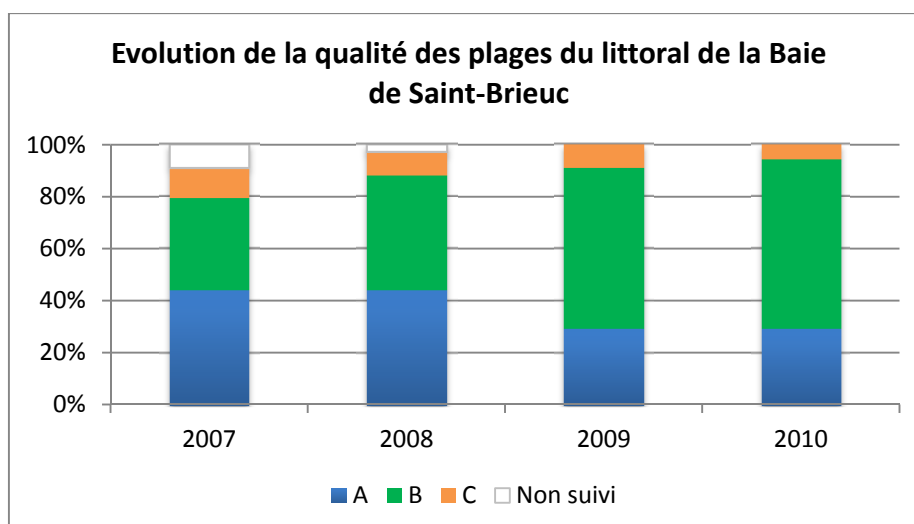
- Contamination bactérienne épisodique de la frange littorale liée aux systèmes d'assainissement des communes littorales par rejets directs ou par les petits ruisseaux côtiers.
- Eutrophisation épisodique des eaux marines (micro marées vertes)
- Fonctionnement des STEP : on note d'importants dysfonctionnements de réseaux (réseau unitaire entraînant des charges hydrauliques supérieur à la capacité nominale) et une qualité de rejet parfois médiocre.
- Qualité de la zone conchylicole : classement A, B (qualité bonne à moyenne)
- Qualité des baignades : classement des différentes plages en A ou B (qualités des eaux bonnes ou moyennes)

### ➤ Qualité des eaux de baignade

Le tableau ci-après établit les résultats des prélèvements effectués entre 2007 et 2010 par l'ARS Bretagne :

<b>A</b> Bonne qualité	<b>B</b> Qualité moyenne	<b>C</b> Momentanément polluée	<b>D</b> Mauvaise qualité
Le nombre situé avant la lettre correspond aux nombres de prélèvements effectués dans l'année.			

Commune	Point de prélèvement	Type d'eau	2007	2008	2009	2010
BINIC	AVANT PORT	mer	7B	7B	7B	7B
BINIC	BANCHE	mer	7B	8C	7B	7B
BINIC	CORPS DE GARDE	mer			7A	7A
BINIC	PISCINE DU QUAI	mer	7A	8C	7B	7B
ERQUY	CAROUAL (CENTRE)	mer	7A	7A	7A	7A
ERQUY	CAROUAL NORD	mer	7A	7B	7A	7A
ERQUY	LE BOURG	mer	21C	8C	7B	7A
ERQUY	LE GUEN-LANRUEN	mer	7A	7A	7A	7A
ERQUY	LE PORTUAIS	mer	7A	7A	7A	7A
ERQUY	LOURTUAIS	mer	7A	7A	7A	7A
ERQUY	SAINT MICHEL	mer	7A	7A	7A	7A
ERQUY	SAINT PABU	mer	7A	7A	7A	7A
ETABLES SUR MER	LE MOULIN	mer	8B	7B	7B	7B
ETABLES SUR MER	LES GODELINS	mer	7B	7A	7B	7B
HILLION	LERMOT	mer	7B	7B	8C	7B
MORIEUX	BÉLIARD	mer		7B	7B	7B
MORIEUX	SAINT MAURICE	mer	5B	7B	5B	7B
PLANGUENOUAL	PORT MORVAN	mer	7B	7B	8C	8C
PLENEUF VAL ANDRE	CASINO SUD	mer	7A	7A	7B	7B
PLENEUF VAL ANDRE	LE PISSOT	mer		7B	8C	7B
PLENEUF VAL ANDRE	LE VAL ANDRE: CASINO ROTONDE	mer	7A	7B	7B	7B
PLENEUF VAL ANDRE	LES VALLEES	mer	7A	7B	7B	7B
PLENEUF VAL ANDRE	PIEGU	mer	7A	7A	7B	7B
PLENEUF VAL ANDRE	VILLE BERNEUF	mer	7A	7A	7A	7A
PLERIN	ANSE AUX MOINES	mer	8C	7A	7B	7B
PLERIN	LES ROSAIRES	mer	7A	7A	7B	7B
PLERIN	LES ROSAIRES EST	mer	7A	7A	7B	7B
PLERIN	MARTIN	mer	7B	7A	7B	7B
PLERIN	SAINT LAURENT: LES NOUVELLES	mer	7B	7B	7B	8C
PLERIN	TOURNEMINE	mer	8C	7A	7B	7B
FORDIC	LE PETIT HAVRE	mer	7B	8B	7A	7B
SAINT BRIEUC	LE VALAIS	mer	7B	7B	7B	7B
TREVENEUC	PORT GORET	mer	7B	7B	7B	7B
TREVENEUC	SAINT MARC	mer	8C	7B	7B	7B



(Source : ARS Bretagne)

Les résultats font apparaître une **dégradation de la qualité des eaux de baignade**, avec une diminution régulière du pourcentage de baignades classées en A au profit de la classe B qui représentait environ 60 % des sites en 2010.

Sur la période étudiée, on note l'amélioration des eaux de baignade pour les communes de Binic, Erquy, Etables-sur-Mer et Hillion alors qu'on observe une baisse de la qualité pour la commune de Planguenoual (classe C depuis 2009).

#### Le phénomène des marées vertes

Les marées vertes qui affectent le littoral breton et la côte du Pays de Saint-Brieuc correspondent à des proliférations d'algues vertes de type *Ulva*. Elles se développent au printemps et en été par croissance et multiplication végétative d'algues dérivantes. Celles-ci sont maintenues en suspension dans la colonne d'eau agitée et peu profonde du très proche littoral, au niveau de baies sableuses à pente douce où elles forment un rideau flottant de bas de plage et peuvent assurer un maximum de croissance. Le phénomène conduit localement à des échouages importants d'algues vertes, couvrant des estrans entiers et pouvant être définitivement rejetés en haut de plage où leur dégradation constitue une nuisance olfactive et visuelle.

D'une manière générale, les marées vertes se reproduisent dans les secteurs enclavés du linéaire côtier où tend à régner une conjoncture d'apports excessifs en sels nutritifs (zones d'exutoires des rivières), de faibles profondeurs (favorables à la croissance des algues) et de conditions d'hydrodynamisme favorables à la rétention de ces sels nutritifs.

Une centaine de secteurs de plage ou de vasières a été touchée au moins une fois par un phénomène de marée verte en Bretagne depuis 1997.

La prolifération d'algues vertes concernent principalement 6 sites littoraux : Binic / Etables sur Mer, Plérin, Saint-Brieuc, Hillion, Morieux et Erquy.

Plusieurs moyens de lutte existent :

- programme Prolittoral (1998-2007) : Agence de l'eau Loire-Bretagne et Conseil régional de Bretagne
- contrat de projet 2007-2013 : grand projet 5
- volet littoral du SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015
- Grenelle de la mer
- plan de lutte contre les algues vertes 2010-2015, charte de territoire Baies de St Brieuc (SAGE)

## III.2 L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

### **Rappel**

#### Le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable

En 2003, le Conseil Général a adopté le nouveau Schéma départemental d'alimentation en eau potable, avec un certain nombre de grandes orientations :

- priorité aux **actions préventives** pour la qualité des ressources en eaux (brutes),
- constat de la **stabilité des besoins** : optimisation des rendements des réseaux d'adduction, renforcement des économies d'eau,
- **maintien du potentiel de production** local et structurant,
- **conformité de l'eau** distribuée aux normes de qualité : traitements locaux (élimination des pesticides), abaissement des teneurs en nitrates,
- amélioration de la **sécurité de l'approvisionnement** au niveau local (stockage d'eau) et poursuite de l'interconnexion des réseaux existants (maîtrise d'ouvrage SDAEP).

Les principaux travaux à réaliser :

- sécurisation de l'approvisionnement (interconnexion, sécurisation électrique),
- mises à niveau des usines de traitement,
- travaux locaux de sécurisation de l'approvisionnement avec dispositifs d'alertes, stockage d'eaux brutes et d'eaux traitées.

Le Schéma départemental d'alimentation en eau potable est mis en révision et a pour objectif d'être approuvé fin 2014.

#### **CARACTERISTIQUES DE LA RESSOURCE ET DES STRUCTURES DE GESTION SUR LE PAYS DE SAINT-BRIEUC**

##### Situation départementale

L'alimentation en eau potable dans les Côtes d'Armor, c'est :

- **1 Syndicat départemental** d'alimentation en eau potable (SDAEP)
- **3 syndicats mixtes** en charge de la production (SMAP, SMKU et le syndicat mixte de kerjaulez)
- 47 syndicats « primaires » de production et/ou de distribution, 56 communes assurent la production et/ou la distribution
- **87 stations de traitement d'eau** dont 19 d'une capacité supérieure à 2.000 m<sup>3</sup>/jour
- En 2008, **47 millions de m<sup>3</sup>** d'eau produits chaque année dont 21 millions par les 3 plus importantes stations de traitement de Pléven (SMAP), Ploufragan (Ville de Saint-Brieuc) et Lanrivain (SMKU)
- Origine de l'eau : 80 % d'origine superficielle et 20 % d'origine souterraine
- Rendement moyen du réseau : **80 %**
- **Volume d'eau consommé** : 35,5 millions de m<sup>3</sup>/an
- Nombre d'abonnés : **319.000**

### Sur le territoire du SCoT

La compétence concernant l'alimentation en eau potable et l'assainissement (collectif et SPANC) revient aux 7 communautés de communes et au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable le Pont Rolland (réduit aux 2 communes Planguenoual et Saint-Alban au 01/01/2012).

### Origine de la ressource

Comme présenté précédemment au paragraphe I.1.b « Un réseau hydrographique dense », le Pays de Saint-Brieuc s'étend sur **5 principaux bassins versants**, qui assurent l'alimentation en eau potable de la population du Pays et de certaines communes limitrophes à travers 6 prises d'eau superficielle et 24 captages d'eaux souterraines.

### **Les eaux de surface**

Les cours d'eau sont l'exutoire naturel des eaux pluviales et de ruissellement mais aussi des effluents domestiques, industriels ou agricoles parfois insuffisamment épurés. En conséquence, les eaux de rivière sont le plus souvent de qualité physico-chimique et bactériologique médiocre et sujettes à des variations importantes et brutales.

La production d'eau potable à partir des eaux de surface implique donc le recours à des filières lourdes de prétraitement, coagulation, floculation, décantation, filtration et désinfection finale, qui doivent de plus en plus souvent être complétées par des dispositifs spécifiques d'élimination des pesticides, et parfois même des nitrates.

### **Les eaux souterraines**

Les eaux des nappes souterraines, utilisées de façon quasi-systématique pour l'approvisionnement des réseaux de petite et moyenne taille en zone rurale, sont souvent de bien meilleure qualité physico-chimique et bactériologique que les eaux de surface soumises aux effets des rejets des stations d'épuration et des eaux de ruissellements. Si certaines de ces eaux sont distribuées sans traitement, pour d'autres, des traitements correctifs sont nécessaires, en rapport avec les caractéristiques géologiques locales (déferrisation, démanganisation, neutralisation, ...), la sensibilité de la ressource (désinfection) ou son état de dégradation (élimination des nitrates et/ou des phytosanitaires notamment).

### Les principaux bassins versants du Pays de Saint-Brieuc

#### **Le Gouëssant**

Le Gouëssant s'étend sur 48 km depuis sa source à 307 m d'altitude (commune de Trébry), jusqu'à la mer (pente d'environ 6,5 ‰). Il draine les eaux d'un bassin versant d'environ 426 km<sup>2</sup>.

Ses 3 principaux affluents sont d'amont en aval, le Chiffrouet (qui draine un bassin de 34 km<sup>2</sup>) en rive droite, la Truite et l'Evron, tous deux en rive gauche.

Le barrage du Pont Rolland (usage hydroélectrique) marque la fin de la partie fluviale. Puis, à l'aval de celui-ci, le cours d'eau dessine des méandres dans une vallée aux pentes très abruptes (environ 1,5 km) et le lit majeur s'élargit jusqu'à l'entrée du cours d'eau dans la baie.



Le barrage de Pont Rolland est équipé d'une unité de pompage destinée à la production d'eau potable. Cette unité a été mise hors service en 1974.

### **Le Haut Gouessant**

Le Haut Gouessant est marqué par la présence de la prise d'eau de St-Trimoël (2 400 m<sup>3</sup>/j). Ce petit bassin (20 km<sup>2</sup>) présente également des concentrations en nitrates au-delà des objectifs fixés. Des apports d'eau brute à partir de l'Arguenon permettent d'assurer une dilution en période de concentrations excessives en nitrates sur le Gouessant amont.

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de la région de Lamballe a été créé en 1966 et possède comme compétence la gestion de l'adduction d'eau. Il a évolué début 1997 en Syndicat Eau et Assainissement du Gouessant (SEAG). Depuis 2007, c'est Lamballe Communauté qui gère l'adduction d'eau et d'assainissement les 17 communes de son territoire.

1 680 000 m<sup>3</sup> ont ainsi été distribués en 2003 : 50 % était destiné à la consommation de la population (13 900 habitants) et les 50 % restant à celle des établissements et industries agroalimentaires très présents sur le secteur.

L'eau distribuée provient de 3 sources d'approvisionnement sur le territoire :

- l'eau du Gouessant, captée et traitée à l'usine d'eau potable de Saint Trimoël,
- l'eau du captage de La Perchais à Trébry, traité à la station du même site,
- l'eau du captage du Bréha à Saint-Glen, traitée à la station du même site.

### **L'Ic**

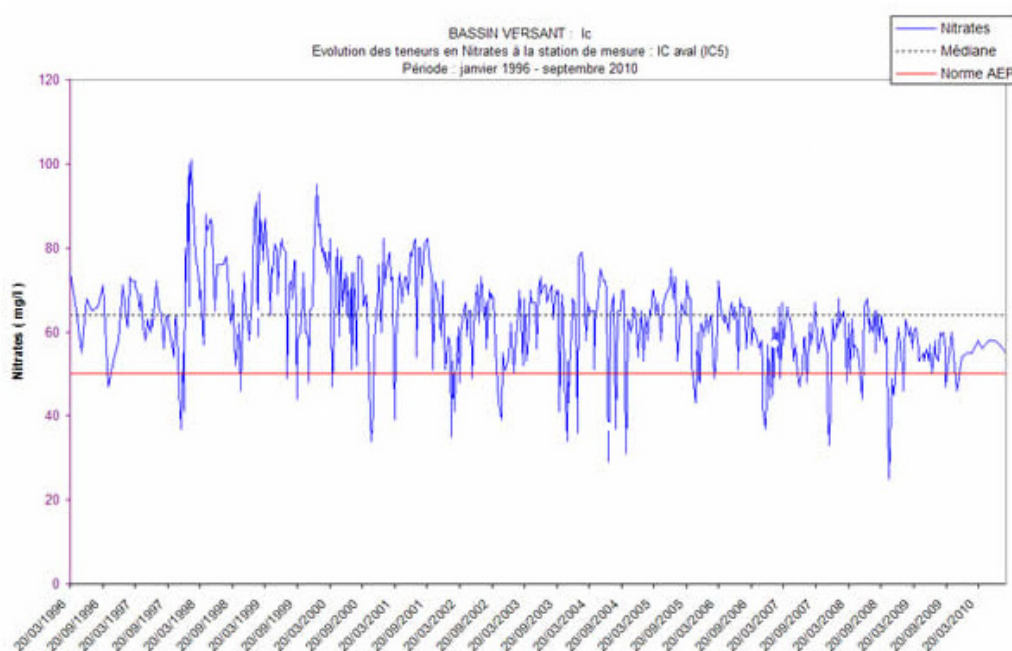
Le bassin versant de l'Ic couvre une superficie de 85 km<sup>2</sup> (92 km<sup>2</sup> en y associant le ruisseau du Gué Esnart qui se jette également dans le port de Binic).

Le bassin versant comporte un captage destiné à la production en eau potable de surface (prise d'eau du Chien Noir sur la commune de Binic).

La prise d'eau du Chien Noir s'approvisionne dans une eau où les concentrations en nitrates sont systématiquement supérieures à 65 mg/l. Ces fortes concentrations ont justifié la mise en œuvre d'une unité de dénitratation sur l'usine de production, afin de distribuer une eau conforme.

Depuis 2009, l'activité de l'usine de production d'eau potable alimentée par la prise d'eau du Chien Noir est à l'arrêt. Ne bénéficiant pas d'un périmètre de protection, procédure obligatoire, cette prise d'eau doit être déplacée plus en amont lors de sa remise en service.

## L'Ic (janvier 1996 à juin 2010)



Evolution de la teneur en nitrates sur l'Ic sur la période 1996 – 2010 (Source SMEGA)

### L'Islet-Flora

Situés au Nord du bassin versant de la baie, les bassins de l'Islet et la Flora drainent respectivement des bassins versants de ~ 24 et 15 km<sup>2</sup>.

Les bassins versants de l'Islet et de la Flora sont aujourd'hui les seuls sans enjeu de production d'eau potable (usines fermées en 1992 et 1993 pour cause de pollutions par les nitrates et les pesticides). Les actions de reconquêtes de la qualité de l'eau sur ces bassins visent à long et moyen termes de disposer d'une ressource en eau potable de proximité.

### Le Gouët

Le Gouët, qui s'écoule sur environ 50 km de long, prend sa source à 255 m d'altitude, lieu-dit « cimes de Kerchouan » sur la commune du Haut Corlay et draine un bassin versant de 250 km<sup>2</sup>.

La présence du barrage de St-Barthélémy a permis la constitution de la retenue de Méaugon d'une superficie de 85 ha, pour un volume d'eau stocké de ~ 8 millions de m<sup>3</sup>. L'usage de la retenue est prioritairement dédié à la production d'eau potable. L'enjeu de la qualité de l'eau est d'importance puisque 80 000 abonnés reçoivent chaque année l'eau du Gouët.

Les eaux de la retenue présentent une tendance à l'eutrophisation.

Le haut bassin versant du Gouët est également marqué par la présence de la prise d'eau de St-Brandan (Le Grand Gué, pour une production autorisée de 1 785 m<sup>3</sup>/j).

La compétence eau potable, auparavant remplie par le Syndicat Mixte du Barrage du Gouët (SMBG) est désormais exercée par Saint-Brieuc Agglomération (après transfert de la Ville de Saint-Brieuc). Il en est de même pour le SIVOM de la Baie qui a

été intégré à Saint-Brieuc Agglomération depuis 2012. Quant au SMTM dissous en 2012, la compétence transport d'eau potable a été reprise par le SDAEP.

## L'Urne

L'Urne draine un bassin versant de  $\sim 118 \text{ km}^2$  (hors bassin versant des ruisseaux de St-Jean et St-René). D'une longueur de 30 km, l'Urne prend sa source à 220 m d'altitude.

Le bassin versant de l'Urne alimente la prise d'eau de Magenta à Trégueux (2 600 m<sup>3</sup>/j). Mise en service en Décembre 2000, l'unité de Magenta fonctionne sur le principe de la nanofiltration (traitement spécifique des pesticides et des nitrates). Cette prise d'eau sert au SIVOM de la Baie pour l'alimentation en eau potable des habitants des 5 communes qui le compose : Hillion, Langueux, Plédran, Trégueux et Yffiniac.

Compte tenu des capacités de la rivière en période d'étiage, le SIVOM doit acheter un complément d'eau aux syndicats de production voisins : Syndicat Mixte du Barrage du Gouët (SMBG) et Syndicat du Tertre Montorin (SDTM).



Localisation des 5 bassins principaux bassins versants (Source Pays de Saint-Brieuc)

Les principales caractéristiques des bassins versants sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Bassin versant	Structure porteuse	Superficie	Communes	Ressource en eau
<b>Haut-Gouëssant</b>	Lamballe Communauté	2 078 ha	4	1 680 000 m <sup>3</sup> Prise d'eau de Saint Trimoël
<b>Ic</b>	Syndicat Mixte Environnemental du Goëlo et de l'Argoat	9 200 ha	3	1 300 000 m <sup>3</sup> Prise d'eau du Chien Noir - Binic
<b>Islet / Flora</b>	Communauté de communes de la Côte de Penthièvre	11 760 ha	6	2 prises d'eau de surface fermées depuis 1992 et 1993
<b>Gouët</b>	Saint-Brieuc Agglomération (SMBG auparavant)	20 000 ha	21	8 000 000 m <sup>3</sup> Retenue de Saint Barthélémy
<b>Urne</b>	Saint-Brieuc Agglomération (SIVOM de la Baie auparavant)	4 816 ha	5	1 313 877 m <sup>3</sup> Prise d'eau de Magenta

L'ensemble des sites de prélèvements en eau potable dispose d'une capacité de prélèvements d'environ **45 000 m<sup>3</sup>/j** dont 90% provient des eaux de surface et les 10% restant étant répartis entre puits et forages pour les eaux souterraines.

Sur le territoire, le Gouët, par l'intermédiaire de la retenue de Saint Barthélémy est la principale source en eau du bassin.

#### UNE QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE CONTRASTEE *(Source ARS Bretagne)*

##### La réglementation en vigueur

La directive 98/83/CE fixe au niveau européen des exigences à respecter au sujet de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette directive a été transposée en droit français dans le code de la santé publique, aux articles R. 1321-1 à R. 1321-66.

L'arrêté du 11 janvier 2007 fixe des normes de qualité à respecter pour un certain nombre de substances dans l'eau potable dont le chlore, le calcaire, le plomb, les nitrates, les pesticides et les bactéries.

##### Les nitrates

Résidus de la vie végétale, animale et humaine, les nitrates sont présents dans le sol à l'état naturel. Mais ils sont surtout présents en forte concentration dans les lisiers et certains engrais minéraux.

La norme européenne (50 mg/l) a été fixée en fonction des risques encourus par les catégories de population les plus vulnérables (nourrissons et femmes enceintes), sur la base des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les agences régionales de santé doivent assurer l'information des populations en cas de dépassement des 50 mg/l.

### **Les pesticides ou produits phytosanitaires**

Ces substances chimiques (plus de 300 types dénombrés à ce jour) sont destinées à protéger les végétaux contre les insectes, les champignons ou les adventices, et peuvent pénétrer dans le sol pour atteindre les eaux souterraines ou se déverser directement dans les cours d'eau.

Dans les eaux destinées à la consommation humaine, la norme fixe à 0,1 µg/l la limite de qualité pour chaque type de pesticide et à 0,5 µg/l la limite de qualité pour la concentration totale en pesticides.

Les maîtres d'ouvrage qui utilisent une prise d'eau non conforme doivent :

- mettre en place un plan de gestion de la ressource en eau pour en reconquérir la qualité,
- substituer, diluer ou traiter pour distribuer une eau ne dépassant pas la norme de 50 mg/l,
- informer la population de la qualité de l'eau distribuée et des risques sanitaires éventuels,
- solliciter une autorisation exceptionnelle d'exploiter une ressource superficielle non conforme, qui doit faire l'objet d'une instruction auprès du Conseil Supérieur d'hygiène Publique de France.

### **Sur le territoire du SCoT :**

Deux prises d'eau sont concernées par ces règles : celle du Chien Noir à Binic et la prise d'eau de Saint Trimoël. Deux autres prises d'eau ont été fermées en 1992 et 1993 pour cause de pollutions par les nitrates et les pesticides pour le bassin versant de l'Islet Flora.

Ces résultats confirment **la forte vulnérabilité de certaines prises d'eau superficielles vis à vis des pesticides** et la nécessaire reconquête et protection des ressources. La diversité des molécules pouvant être présentes confirme la nécessité, en l'état actuel, du traitement curatif pour assurer la distribution d'une eau conforme.

En 2003, dans le cadre du contrôle sanitaire, deux stations ont présenté respectivement un dépassement ponctuel des exigences réglementaires sur les pesticides dans l'eau traitée et notamment la station Saint Barthélémy à Saint-Brieuc (maxima mesuré 0.11 g/l en AMPA le 17/02/03).

### Protection de la ressource

Les périmètres de protection (PP) sont destinés à prévenir les contaminations ponctuelles ou accidentelles par des substances polluantes autour des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités publiques.

On distingue trois types de périmètre :

1. **Le périmètre de protection immédiate (PPI)** dans lequel toutes les activités sont interdites en dehors de celles qui sont en liaison directe avec l'exploitation du captage. Les terrains compris dans ce périmètre doivent être acquis en pleine propriété par le bénéficiaire du périmètre. Sa surface est de 1 000 m<sup>2</sup> en moyenne.
2. **Pour les eaux souterraines, le périmètre de protection rapprochée (PPR)** dont l'étendue est calculée après l'évaluation des caractéristiques hydrogéologiques du secteur (nature de la roche, fissure, ...), de la vulnérabilité de la nappe et des risques de pollution. Pour les eaux de surface l'étendue est définie sur la base d'un temps de transfert des pollutions véhiculées par le cours d'eau. Il s'agit de quelques kilomètres en amont de la prise d'eau. Les terrains compris dans ces périmètres font l'objet de servitudes. Certaines activités sont interdites, d'autres sont réglementées, soumises à des conditions d'exploitation ou des prescriptions destinées à la protection des eaux (techniques d'assainissement des eaux usées, stockage de produits dangereux, épandages, ...).
3. **Le périmètre de protection éloignée** renforce le précédent contre les pollutions permanentes ou diffuses, à des distances plus éloignées du lieu de captage, mais il n'est que facultatif.

Au 01/01/2010, 98 % des captages d'eau des Côtes d'Armor étaient protégés, plaçant ainsi le département au 1er rang du bassin Loire-Bretagne.

Les périmètres de protection sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc :

- Autour de la retenue du Gouët depuis une dizaine d'années. Son efficacité est discutée (respect des prescriptions dans les projets de modification des PLU, prise en compte insuffisante des risques liés aux transports, voie ferrée, D45). Cette question a été sélectionnée avec la mise en service en 2012 de 3 bassins de retenue en cas de pollution par ruissellement. De plus, dans le prolongement de ces travaux, il est prévu des travaux de sécurisation du trafic routier et des piétons sur la RD45 (réalisation d'une passerelle piétonne, réduction de largeur de route et dispositifs de sécurité),
- Sur le Grand Gué depuis 1994,
- Sur la prise d'eau de Magenta depuis 2000,
- En projet sur l'Ic,
- En cours sur la prise d'eau de Saint-Trimoël.

Concernant les eaux souterraines, seul le captage « Les Salles » (commune de Hénon) ne dispose pas à ce jour de périmètre de protection (en projet).

Sur 731 captages d'eau en Bretagne utilisés pour produire de l'eau potable, 19 vont faire l'objet de mesures de protection renforcée. Ils font partie d'une liste comptant 507 captages d'eau français identifiés comme prioritaires car menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires. La diffusion de cette liste par les ministères en charge du Développement Durable, de la Santé et de l'Agriculture est une étape majeure dans l'objectif fixé par le Grenelle Environnement de protéger l'aire d'alimentation de ces captages d'ici 2012.

Ces captages ont été sélectionnés en fonction de l'état de la ressource vis-à-vis des pollutions par les nitrates ou les pesticides, du caractère stratégique de la ressource par rapport à la population desservie et de la volonté de reconquérir certains captages abandonnés. Des programmes d'actions spécifiques, financés notamment par les Agences de l'eau, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche et l'Europe, vont permettre cette protection effective.



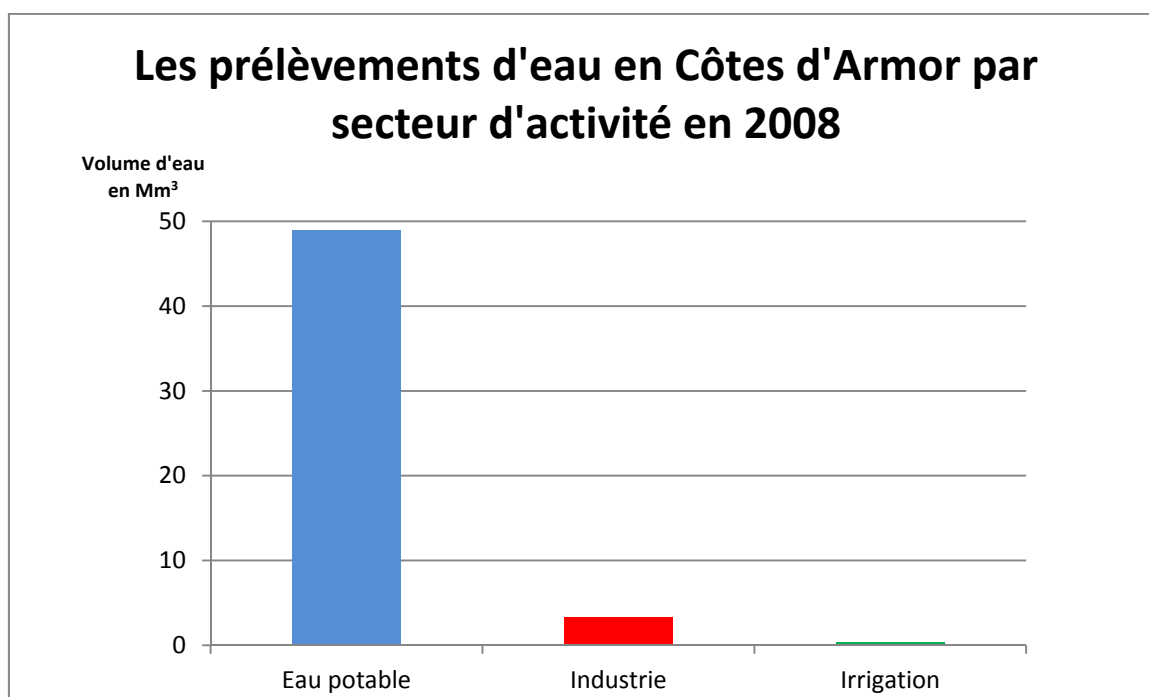
Cet outil viendra en complément du dispositif des périmètres de protection mis en place par le ministère de la Santé pour lutter contre les pollutions ponctuelles et accidentelles. En Bretagne, sur les 19 captages retenus, 17 bénéficient déjà de périmètres de protection.

Sur le territoire du SCoT, les captages du **Gouessant à Saint-Trimoël, de l'Urne à Tréguen et de l'Ic à Binic** bénéficient de cette protection renforcée.

#### Des prélèvements d'eau industriels et agricoles

(Source AELB, rapport Etat des lieux SAGE Baie de Saint-Brieuc)

A l'échelle départementale, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne fournit les données suivantes :



*Les volumes sont estimés à partir des déclarations des usagers de l'Agence de l'eau.*

Largement dominé par les prélèvements destinés à **l'eau potable (93%)**, les volumes d'eau prélevés dans le département servent également à l'irrigation (6%) et très faiblement à l'irrigation (moins de 1%).

#### **Prélèvements industriels**

Sur le bassin versant de la Baie de Saint-Brieuc, les volumes prélevés à des fins industrielles sont de l'ordre de 1,45 M m<sup>3</sup>/an dont 60% en période estivale. Ces prélèvements se répartissent en fonction de la ressource de la manière suivante

(Source AELB, rapport Etat des lieux SAGE Baie de Saint-Brieuc, année 2005) :

	Prélèvements annuels (m <sup>3</sup> )	Prélèvements réalisés en période estivale (m <sup>3</sup> )
Nappe profonde	388 200	205 000
Nappe alluviale	18 600	11 700
Cours d'eau naturel	29 700	18 700
Retenue alimentée par cours d'eau	963 200 <sup>(1)</sup>	611 100 <sup>(1)</sup>
	<b>1 400 000</b>	<b>846 500</b>

Ces résultats montrent que la majorité des volumes prélevés proviennent de **retenues alimentées par cours d'eau**. Ces prélèvements en retenue ne concernent en fait qu'une seule entreprise implantée à Saint-Brieuc (Fonderie) et le réseau industriel de la ville.

De manière globale, le prélèvement en nappe profonde reste cependant la pratique la plus commune (2/3 des industriels prélevant de l'eau le font en nappe profonde).

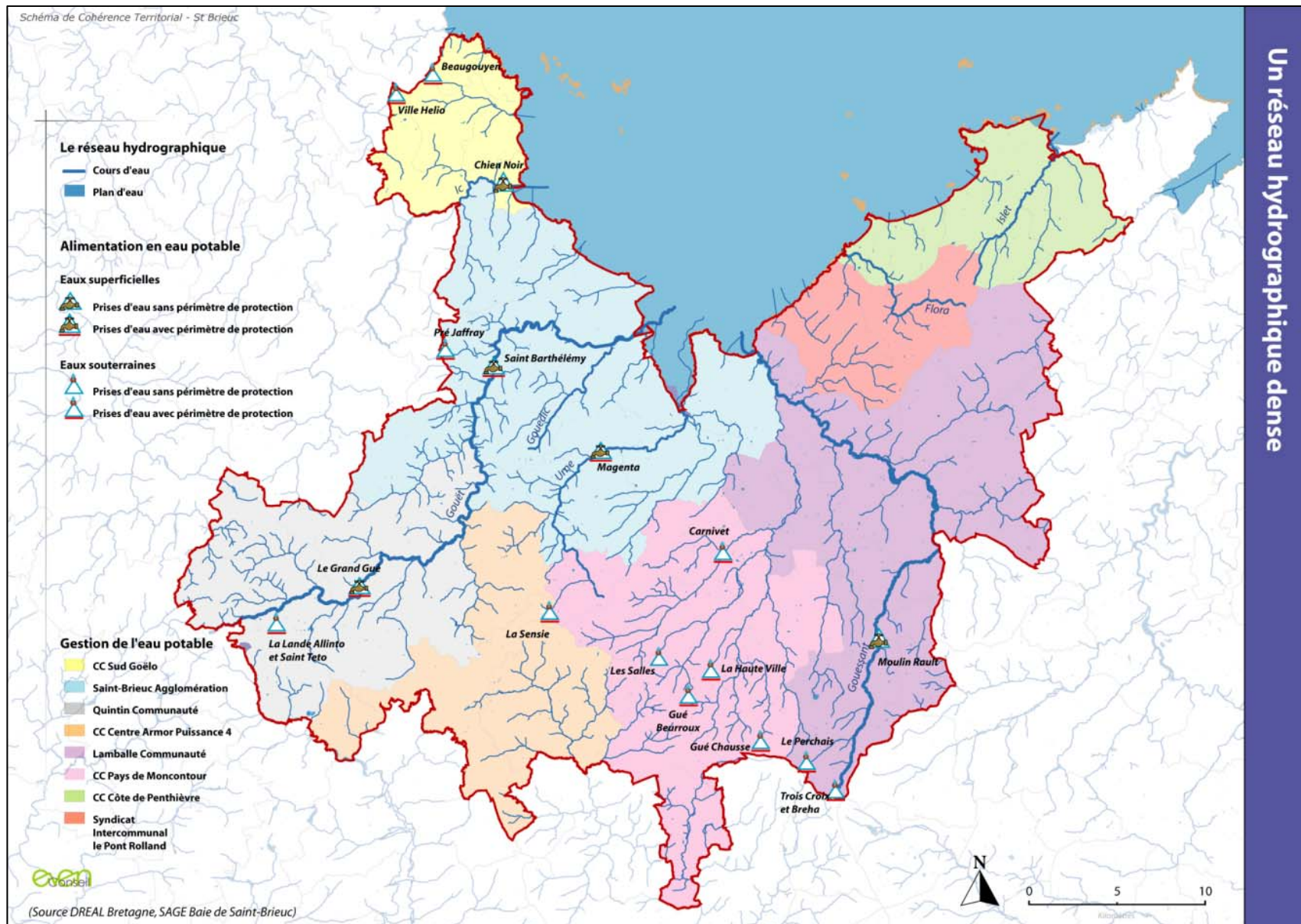
### Prélèvements agricoles

Les prélèvements agricoles déclarés sur le bassin versant ont été estimés à partir des fichiers redevances de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Sur le bassin versant, les prélèvements agricoles déclarés pour irrigation ne sont pas significatifs. Ces prélèvements se limitent à 30 300 m<sup>3</sup>/an, l'ensemble des prélèvements étant effectué en période estivale. Ces prélèvements agricoles permettent l'irrigation d'une surface d'environ 23 ha.

Les prélèvements agricoles, par puits/forage ou prélèvements directs dans les cours d'eau dédiés en particulier à l'alimentation en eau du bétail ne sont pas comptabilisés ici. Or un nombre significatif d'élevages est autonome au niveau de sa ressource en eau (estimation de 50 à 60 % des élevages). A titre d'information, les volumes totaux prélevés dans le milieu pour l'alimentation en eau du bétail peuvent être évalués à ~ 2 M m<sup>3</sup>/an. En première approche et en l'absence de données fiables, la part respective entre eaux de surface et eaux souterraines a été estimée comme identique (50 %).

Il semblerait cependant que pour cet usage d'alimentation en eau du bétail, les prélèvements souterrains soient vraisemblablement dominants.



### III.3 L'ASSAINISSEMENT

#### **Rappel**

En application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les collectivités doivent définir :

- **Les zones d'assainissement collectif** (où elles doivent assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées)
- **Les zones d'assainissement non collectif**, ces dernières représentant les parties du territoire d'une commune pour lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne présente pas d'intérêt pour l'environnement ou parce que son coût serait excessif. Dans ces zones ; les communes sont seulement tenues d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement. Si elles le décident elles peuvent assurer également l'entretien de ces dispositifs.

La directive européenne du 21 mai 1991 sur les eaux résiduaires urbaines, retranscrite dans le décret du 3 juin 1994, impose aux Etats membres de veiller à ce que toutes les agglomérations soient équipées de **système de collecte et de traitement des eaux usées**.

Les communes ne faisant pas partie d'agglomérations urbaines d'au moins 2 000 habitants ne sont pas tenues de mettre en place un assainissement collectif. Il en est de même pour les autres communes en ce qui concerne les parties de leur territoire non densément urbanisées.

La circulaire européenne du 8 décembre 2006 prévoit qu'en l'absence de mise en conformité des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées, aucun nouveau secteur ne pourra être ouvert à l'urbanisation.

Concernant l'assainissement non collectif, les communes ont l'obligation du **contrôle du fonctionnement des installations individuelles** (article L2224-8 et 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

#### L'assainissement collectif urbain

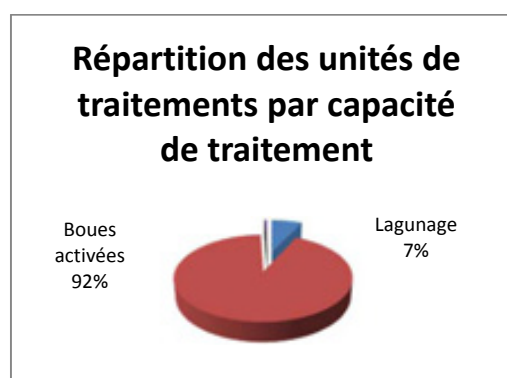
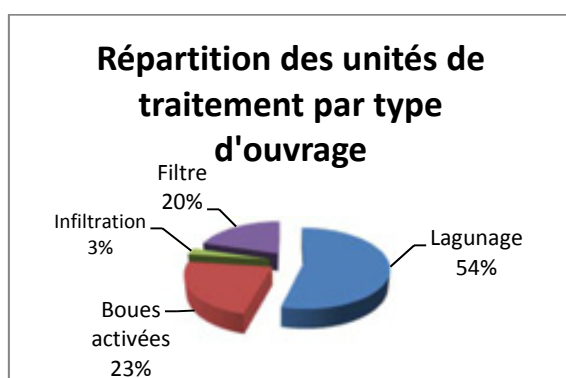
##### **Le parc épuratoire**

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc compte **74 stations d'épuration** (51 communes équipées sur les 64 du territoire).

Le parc épuratoire représente une capacité nominale totale de traitement d'environ **430 000 éq-hab.** (Source AELB).

Type d'ouvrage	Nombre	Capacité (en éq-hab.)
Lagunage	40	29 661
Boues activées	17	399 655
Filtre biologiques	15	2 630
Infiltration	2	120

Sur la capacité nominale de traitement disponible, la station de Saint-Brieuc, d'une capacité de traitement de **140 000 éq-hab.** accapare plus d'**1/3 des potentiels de traitement** du territoire.



Le parc épuratoire est dominé par les ouvrages de **type « lagunage »** (plus de 50% des ouvrages). Ce type d'ouvrage classiquement utilisé pour le traitement des petits flux (< à 1 000 éq-hab.) est largement utilisé pour l'assainissement des petits bourgs. Les stations d'épuration de type « lagunage » ne représentent que **7 % de la capacité de traitement** installée ; de même les stations de type « boues activées » ne représentent que 23% du parc épuratoire de près de 95% de la capacité installée.

Les filières de type « filtre » (20 % des ouvrages répertoriés) sont des stations de taille extrêmement réduite (quelques dizaines d'équivalents habitants) utilisées pour l'assainissement des écarts en « semi-collectif ». Ce type de filière connaît un développement croissant depuis la mise en œuvre des études de zonage d'assainissement.

#### L'assainissement non collectif

(Source Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transport et des Logements)

#### **Rappel**

Les eaux usées de nos habitations nécessitent d'être évacuées puis restituées dans le milieu naturel tout en préservant la santé publique et l'environnement.

Il convient donc de **traiter les polluants** véhiculés par nos eaux usées (essentiellement matière organique, azote et phosphore) afin de limiter leur impact sur nos milieux aquatiques.

L'assainissement non collectif (**ANC**), aussi appelé assainissement autonome ou individuel, constitue la solution technique et économique la mieux adaptée en **milieu rural**. Ce type d'assainissement concerne les maisons d'habitations individuelles non raccordées à un réseau public de collecte des eaux usées, soit 10% de la population française.

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 31 décembre 2006 a introduit de nouvelles dispositions sur l'assainissement non collectif (ANC), un mode d'épuration des eaux usées qui touche 5.4 millions de logement. Elle a donné une nouvelle impulsion à la politique de l'ANC, en renforçant **les compétences des communes** et **les obligations des propriétaires**, et en fixant des objectifs en terme de calendrier et de qualité. Après deux ans de négociations avec les acteurs de l'ANC et après accord de la commission européenne, le dispositif réglementaire composé de trois arrêtés relatifs à l'assainissement non collectif a été signé le 7 septembre 2009 et publié au Journal Officiel le 9 octobre 2009.

Ainsi, les collectivités (communes, communauté d'agglomérations, syndicats, ...) doivent mettre en place un **Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)**. Le SPANC est un service public local chargé de :

- **Conseiller et accompagner** les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- **Contrôler** les installations d'assainissement non collectif.

Comme pour l'assainissement collectif, ce service public fait l'objet d'une **redevance** qui en assure ainsi l'équilibre financier.

Sur le territoire du SCoT, les compétences pour l'assainissement non collectif revient aux **7 communautés de communes ou agglomération**.

#### Gestion des eaux pluviales

Les débordements de collecteurs représentent la source principale de nuisances liées à l'eau en ville. Les techniques alternatives au traditionnel système avaloir+tuyau+stockage/dépollution permettent une collecte en surface des eaux pluviales, et une valorisation paysagère de cet élément : zones inondables multi-usages, noues engazonnées (fossé large et peu profond). Il convient de penser le système de gestion des eaux pluviales avant d'implanter un nouveau projet.

Plusieurs techniques alternatives peuvent être étudiées :

- Voiries drainantes ou filtrantes
- Aire de stationnement en ever-green
- Réseau de collecte à ciel ouvert qui s'intègre à l'environnement naturel (type bassin, fossés, noues végétales)
- Bassin d'infiltration ou de stockage
- Toitures terrasses végétalisées



### III.4 LES SOURCES DE POLLUTIONS DE LA RESSOURCE EN EAU

(Rapport état des lieux SAGE Baie de Saint-Brieuc, 2008)

L'analyse des foyers de pollution sur le bassin versant a permis d'appréhender par grandes masses l'origine des flux de pollution transitant sur le bassin du SAGE.

Ont successivement été répertoriés les flux d'origine **urbaine, industrielle et agricole**.

On soulignera que si les flux imputables aux stations d'épuration urbaines, aux industriels et à l'assainissement individuel peuvent être considérés comme directement restitués au réseau hydrographique (rejets directs), les flux liés au cheptel sont un « potentiel restituable » vers les cours d'eau.

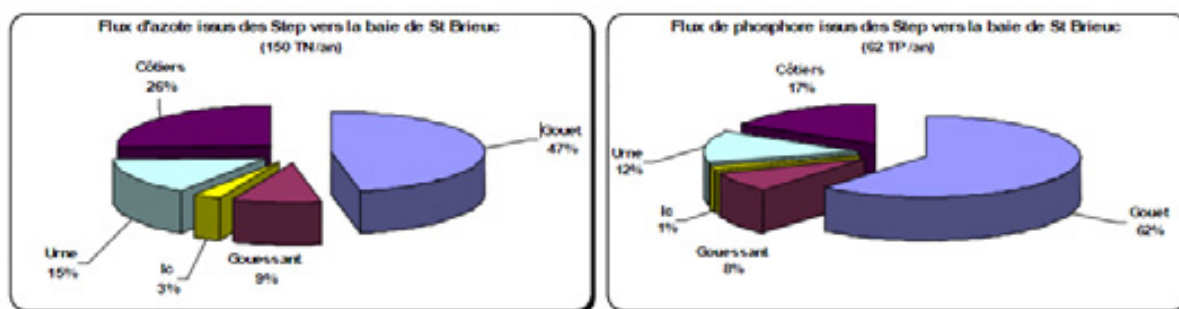
#### Estimation des rejets directs des stations d'épuration urbaines vers les milieux récepteurs

Une estimation des flux rejetés par les stations d'épuration présentes sur le bassin versant a été réalisée à partir des données fournies par l'AELB et les bilans réalisés par le SATESE.

A partir de cette approche, les flux totaux générés par les stations d'épuration urbaines rejetant leurs effluents traités sur le périmètre du SAGE ont été estimés à :

- MO : ~ 445 T/an
- MES : ~ 415 T/an
- N : ~ 150 T/an
- P : ~ 62 T/an

Ces flux intègrent une part non quantifiable d'effluents issus d'industriels raccordés aux stations d'épurations urbaines (station mixte).



Répartition par sous bassin versant des flux issus des stations d'épuration urbaines (Source : SAGE Baie de Saint-Brieuc)

Ces graphiques montrent que le bassin versant du **Gouët est la source principale des rejets** issus des STEP en baie de Saint-Brieuc.

#### Estimation des rejets liés à l'assainissement

L'assainissement de la population, qu'il soit de type individuel ou collectif, génère des flux polluants vers le milieu récepteur.

Les flux polluants issus des structures d'assainissement ont fait l'objet d'une estimation pour les paramètres classiques que sont **les MOOX, le phosphore et l'azote** (les chiffres annoncés doivent être considérés comme des ordres de grandeurs).

- MOOX : ~640 T/an
- Phosphore : ~ 62 T/an (0 T/an pour l'assainissement individuel)
- Azote : ~ 182 T/an.

#### Les rejets industriels

L'identification des sources de pollutions industrielles strictes repose sur le recensement des industries redevables de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Sur le bassin versant, 47 industries/activités redevables sont recensées par les services de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne :

- 39 sont raccordées à un système d'assainissement collectif ;
- 6 disposent d'un système d'assainissement privé ;
- 2 ne sont raccordées à aucun système d'assainissement (privé ou public).

Les entreprises agroalimentaires sont très largement majoritaires ; seules 4 entreprises soumises à redevance produisent des metox (entreprise mécanique ou de traitement de surface).

L'ensemble des industries redevables (identifiées ci-dessus) génère des flux de pollution mesuré en matières azotées (MA), matières phosphorées (MP), matières en suspension (MES), matières inhibitrices (MI), matières organiques (MO) et métaux et métalloïdes (METOX).

Selon les industries, ce flux brut de pollution peut être :

- soit acheminé vers un système d'assainissement collectif,
- soit traité par un système d'assainissement privé puis rejeté vers le milieu naturel,
- soit rejeté directement au milieu naturel sans traitement.

Les flux industriels résultant peuvent donc être estimés à :

- MES : 30,7 T/an
- MO : 53,3 T/an
- MI : 0,5 T/an
- MA : 8,1 T/an
- MP : 1,7 T/an

#### Les rejets agricoles

Le recensement du cheptel du bassin versant, couplé à l'estimation **du flux d'azote et de phosphore** de chaque espèce, permet d'évaluer la pression organique liée à l'élevage.

Le calcul des flux d'azote et de phosphore résulte de l'addition des flux d'animaux présentant des rejets polluants très différents. Les coefficients (kg de N ou de P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>/an/individu), attribués à chaque espèce et individu, prennent en compte ces spécificités.

L'estimation des pressions agricoles a été basée sur les effectifs RGA et ICPE/ARSOE.

Ces deux types de flux, directement corrélés aux effectifs d'élevage, ont une répartition similaire, une large partie des charges étant localisées à l'Est du bassin versant de la baie.

Sur le périmètre global de la baie, les flux potentiels d'origine animale représentent :

- ~ 10 870 T N/an ;
- ~ 6 580 T P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>/an ;

Le bassin versant du Gouessant (42 587 ha dont 60% de surfaces agricoles) est celui qui contribue le plus aux flux en azote et phosphore issus de l'élevage. En effet, la quantité des rejets est corrélée de manière positive avec la superficie du bassin versant.

Les pratiques agricoles induisent également des apports d'**engrais minéraux** :

- engrais simples apportant de l'azote (N), du phosphore (P), ou du potassium (K) ;
- engrais composés binaires apportant deux de ces éléments fertilisants ;
- engrais composés ternaires qui contiennent les trois éléments.

#### **Le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole – PMPOA**

La lutte contre la pollution par les nitrates est fondée sur 2 arrêtés préfectoraux dans les Côtes d'Armor :

- arrêté préfectoral du 20/07/2002
- arrêté préfectoral du 01/08/2002

##### **PMPOA 1**

Le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Animale est un programme incitatif qui a été mis en place au plan national pour répondre aux objectifs fixés par la Directive Nitrates.

La première partie du programme consiste pour l'agriculteur à réaliser un diagnostic d'exploitation et de ses bâtiments d'élevage (DEXEL).

Dans une seconde phase, l'agriculteur présente un projet de travaux qui peut être réalisé dès lors qu'il a été agréé et financé.

##### **PMPOA 2**

Le PMPOA 2 est le programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage, dont les conditions sont définies par le décret n°2002-26 du 4 janvier 2002 et l'arrêté du 26 février 2002.

Le nouveau PMPOA s'adresse à l'ensemble des exploitants situés en zone vulnérable, c'est à dire à l'ensemble des exploitations d'élevages bretonnes, sauf si elles ont déjà bénéficié d'aides au titre du premier PMPOA. Les très grandes exploitations sont exclues du programme d'aides. Le DEXEL est désormais accompagné d'un projet agronomique.

### **Le programme de résorption des excédents d'azote**

Toute exploitation agricole d'un canton situé aussi en ZES que hors ZES a obligation de respecter sur ses terres le ratio des directives nitrates de 170 kg d'azote d'origine animale par hectare. Le premier arrêté définissant les ZES date de décembre 1994. En août 2002, de nouveaux arrêtés préfectoraux ont été signés en Bretagne, pour tenir compte de l'évolution des effluents d'animaux et des dernières références sur les rejets azotés des animaux. Dans les ZES, il existe en particulier un seuil de traitement au-dessus duquel toutes les déjections doivent être éliminées par le traitement.

Au cours de l'année 2003, la résorption des excédents d'azote organique a régressé de 2 600 tonnes sur le département des Côtes d'Armor. Elle représentait 16 100 tonnes d'azote fin décembre 2003, soit 37 % de l'objectif de résorption à atteindre dans les zones d'excédent structurel (ZES). Le transfert à distance des effluents, l'utilisation d'une alimentation biphase en production porcine et le traitement des effluents constituent toujours les trois voies privilégiées de résorption, en progression régulière. 244 stations de traitement biologique de lisier étaient en service fin 2003, soit 74 unités de plus sur un an. Il convient de noter l'augmentation sensible de la part de la résorption par cessation d'activité ou réduction d'effectifs, qui passe de 1 à 6 % du total de la résorption.

## **III.5 LES CARRIERES**

### Schéma Départemental des Carrières

Le Schéma Départemental des carrières des Côtes d'Armor a été élaboré pour satisfaire à la loi du 4 janvier 1993 qui a modifié la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour l'Environnement. Il a été révisé en 2002.

Aux termes de cette loi, le Schéma départemental des carrières a pour objet de définir les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux des Côtes d'Armor et des départements voisins, la protection des paysages, du voisinage et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Enfin, il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Dans les Côtes d'Armor, ce sont près de 150 unités qui extraient, fabriquent ou assurent une prestation ressortissante de la filière ; elles emploient un millier de salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 102 millions d'euros.

En ce qui concerne les matériaux extraits des carrières du département, on peut distinguer de la manière suivante : les granulats, les roches ornementales ou pierres de taille (granit, ardoise, grès), les matériaux pour l'agriculture (falun) et les minéraux destinés à un usage industriel (andalousite, kaolin).

### L'impact des carrières sur l'environnement

L'impact des carrières sur leur environnement varie fortement selon la substance extraite et sa destination. L'intensité de l'activité est, elle aussi, à prendre en compte même si elle amplifie plus les nuisances qu'elle n'en crée de nouvelles.

On classe en général l'impact des installations selon le milieu « récepteur » :

#### **Impacts sur l'air**

L'impact des carrières sur l'air vient des poussières de roche provenant des pistes du forage ou du concassage des matériaux. Il est surveillé, pour les installations les plus importantes, par la mise en place d'un réseau de mesure.

#### **Impacts sur l'eau**

Les carrières peuvent avoir un impact direct sur les cours d'eau par leurs rejets et les écoulements. Le risque principal est d'avoir des rejets en teneur trop élevée en MES ce qui provoquerait un colmatage du cours d'eau et nuirait au développement de la faune et de la flore. Pour certains sites, il existe un risque de rejeter des eaux trop acides.

Les dispositifs de traitement des eaux avant rejet doivent donc être mis en place. Leur efficacité est vérifiée grâce à une surveillance effectuée sous la responsabilité de l'exploitant.

Mais une carrière peut aussi avoir un impact sur l'eau par sa présence même, par exemple en supprimant une zone humide ou en modifiant l'écoulement des eaux souterraines. Ceci montre l'importance de l'étude d'impact préalable à l'autorisation de l'exploitation.

#### **Impacts sur la faune et la flore**

De par sa consommation de l'espace, une carrière a toujours un impact direct sur la faune et la flore. C'est pourquoi il convient d'interdire leur installation sur certaines zones « sensibles ».

#### **Impacts sur le paysage et le patrimoine**

L'impact sur le paysage est inévitable. Cependant, des mesures telles que la mise en place d'écrans pendant l'exploitation et une remise en état bien pensée peuvent le rendre acceptable.

Les carrières sur le territoire du SCoT (Source *installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr*)

On dénombre **15 carrières** en activité sur le Pays de Saint-Brieuc. Sont concernées les communes de Andel, Binic, Bréhand, Erquy, Hénansal, Lamballe, Langast, Plérin, Quessoy, Saint Alban, Saint Brandan, Saint Carreuc, Trédaniel et Trégueux.

NOM	COMMUNE	AP_AUTO	Echéance	Roches	Production annuelle max en T/an	Superficie (ha)
<b>Carrières HELARY</b>	ANDEL	06/05/2009	2029	Schiste	100 000	3,4
<b>SARL Carrières de BINIC</b>	BINIC	01/03/1990	2020	Schiste	150 000	5,5
<b>GOUVIARD</b>	BREHAND	19/10/2006	2036	Grès	1 400 000	91,8
<b>Grès d'ERQUY</b>	ERQUY	30/04/1991	2011	Grès	2 00	0,5
<b>Carrières de FREHEL</b>	HENANSAL	14/03/2006	2026	Schiste	100 000	3,25
<b>STE RHOEGINEENNE</b>	LAMBALLE	01/04/1999	2019	Gneiss	90 000	7,12
<b>GOUVIARD</b>	LANGAST	16/07/1987	2017	Amphibolite	150 000	4,98
<b>RAULT</b>	PLERIN	24/12/2004	2011	Schiste	530 000	13,7
<b>SOKA</b>	QUESSOY	23/06/1997	2017	Kaolin	320 000	54
<b>SOKA</b>	QUESSOY	31/18/2002	2022	Kaolin	200 000	18,4
<b>STE RHOEGINEENNE</b>	SAINT-ALBAN	11/06/2010	2013	Arène granitique	50 000	3,7
<b>SA BIDAULT</b>	SAINT-BRANDAN	19/10/2006	2036	Arène granitique	30 000	9,64
<b>GRANIOUEST</b>	SAINT-CARREUC	15/03/1977	2007	Granite altéré	2 500	0,52
<b>EIFPAGE TP OUEST</b>	TREDANIEL	14/03/2006	2026	Granite	100 000	5,15
<b>HELARY</b>	TREGUEUX	05/10/2006	2021	Diorite	270 000	16,69

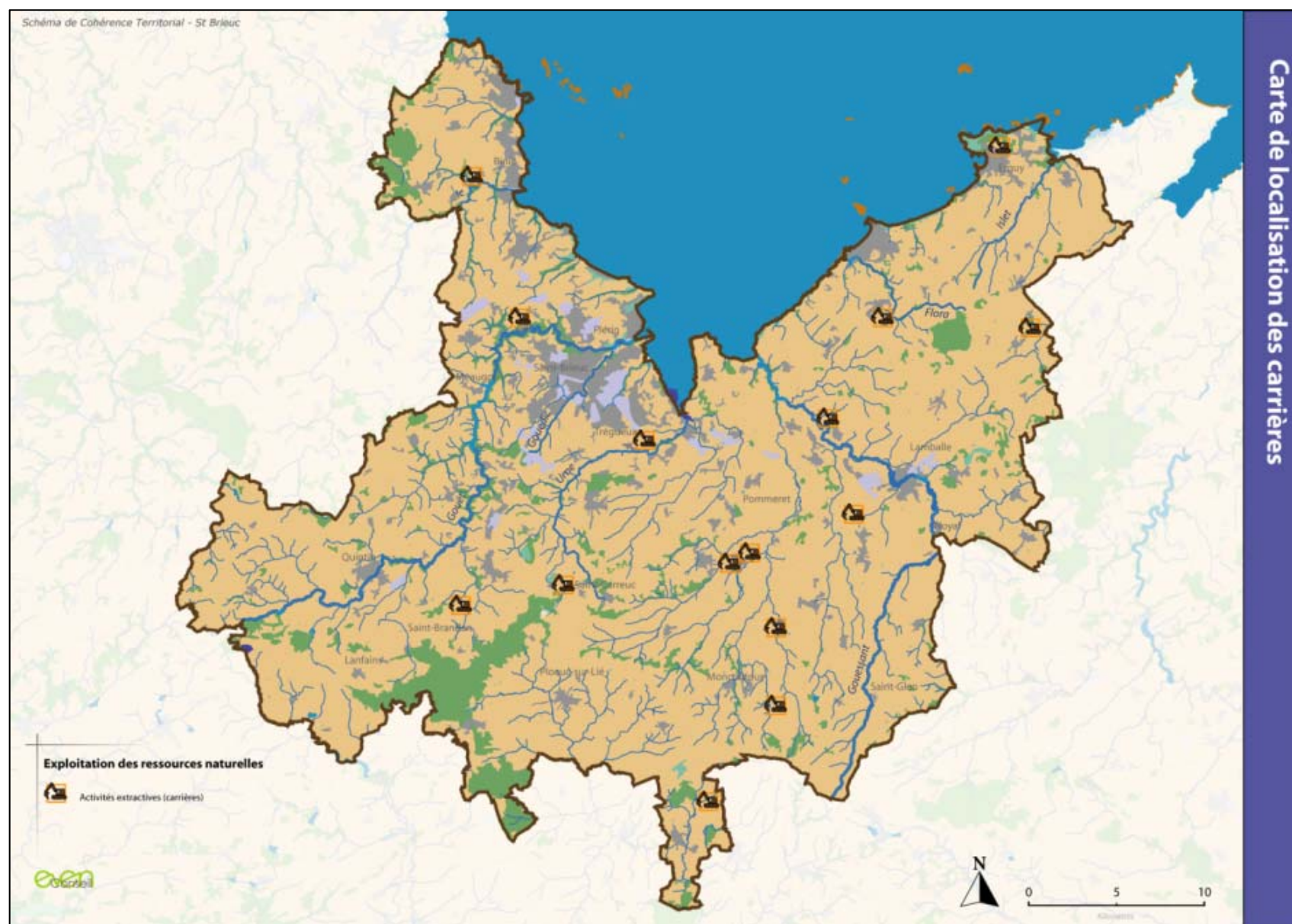
Liste des carrières du Pays de Saint-Brieuc (Source *brgm*)

Il existe également une exploitation marine de maërl, d'une superficie de 1,6 km<sup>2</sup> au large de la commune d'Erquy.

Les carrières du Pays exploitent des roches métamorphiques et des altérites. La production annuelle maximale autorisée représente un total de plus de 3 000 000 tonnes/an sur une superficie globale de plus de 230 ha. Leur répartition sur le territoire est plutôt homogène, il n'y a pas de secteur préférentiel d'exploitation.

Les carrières présentes à TREGUEUX sur l'Urne et à PLERIN sur le Gouët, en raison de leur proximité avec le réseau hydrographique semblent les plus impactantes.





### III.6 L'AIR

Les activités humaines (industries, transports, production d'énergie thermique, agriculture) sont largement à l'origine de diverses émissions de polluants dans l'air.

On recense notamment en tant que polluants de l'air et leurs principales sources associées :

- **le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)** : la principale source d'émission est la combustion d'énergie fossile (centrales thermiques et installations de chauffage domestique) suivi du secteur industriel,
- **les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>)** : essentiellement sous forme de monoxyde d'azote (NO) et de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Ils apparaissent dans tous les processus de combustion à hautes températures et sont principalement émis par les véhicules automobiles,
- **les composés organiques volatils (COV)** : ils regroupent notamment les hydrocarbures, les solvants... Ils proviennent des sources mobiles et de procédés industriels,
- **le monoxyde de carbone (CO)** : produit d'une combustion incomplète de carbone (ou substance carbonée), il provient notamment du trafic routier, mais également des installations de chauffage,
- **les particules** : elles concernent de nombreuses sources d'émissions : combustions industrielles, chauffage domestique, incinération,
- **l'ozone (O<sub>3</sub>)** : il s'agit d'un polluant dit « secondaire » ce qui signifie qu'il n'est pas directement émis dans l'air. Il se forme à partir d'espèces précurseurs (notamment NO<sub>2</sub> et COV) sous l'influence de rayonnements ultraviolets et de températures élevées. De ce fait, c'est un polluant typiquement estival,
- **le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>)** : il est considéré comme polluant car l'augmentation de sa concentration dans l'atmosphère contribue à amplifier l'effet de serre. Ses principales sources sont les transports routiers et le secteur industriel.

#### La qualité de l'air en Bretagne

En Bretagne, la surveillance et l'information sur la qualité de l'air sont assurées par Air Breizh, une association du réseau ATMO, agréée par le Ministère de l'Environnement. Les paramètres mesurés par le réseau sont : le dioxyde de carbone, le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone, l'ozone et les particules (PM<sub>10</sub>).

Les valeurs relevées par ce réseau permettent de dresser l'état des lieux suivants en Bretagne :

- la **pollution industrielle** (SO<sub>2</sub>) est très faible,
- la **pollution d'origine automobile** est devenue prépondérante en zone urbaine,
- la **pollution photochimique** est particulièrement surveillée (cas de dépassement des objectifs de qualité en matière d'ozone),
- la **pollution d'origine agricole** mérite beaucoup d'attention : l'ammoniac (élevage) et les produits phytosanitaires sont des polluants préoccupants,
- la **radioactivité naturelle** est très importante en raison de la nature du sous-sol breton.

### Plan Régional pour la Qualité de l’Air en Bretagne

La région s’est également dotée d’un **Plan Régional pour la Qualité de l’Air en Bretagne** en partenariat avec la Direction Régionale de l’Industrie, de la Recherche et de l’Environnement (DRIRE) de Bretagne et le Ministère de l’Environnement pour la période 2008 – 2013.

Il dresse un diagnostic pour la région Bretagne sur la base d’un inventaire spatialisé des émissions de polluants par secteur économique.

Il trace également les grandes orientations pour prévenir ou réduire la pollution de l’air, à savoir :

- Mieux connaître les émissions liées à l’usage de produits phytosanitaires et les réduire ;
- Penser l’aménagement du territoire et les politiques de déplacement afin de réduire les émissions liées à l’usage des véhicules ;
- Réduire les émissions des secteurs résidentiel et tertiaire ;
- Poursuivre la limitation des émissions liées aux activités économiques (agriculture, industrie et artisanat) ;
- Approfondir les connaissances liées à la qualité de l’air ;
- Renforcer l’information et la sensibilisation des publics.

Parmi les nombreux champs d’actions à explorer, deux orientations prioritaires sont retenues dans le Plan : la question des émissions liées à l’usage des phytosanitaires et celle liée aux déplacements motorisés.

- **La réduction des émissions liées aux déplacements motorisés**

Les effets de la pollution liée au trafic sur la santé sont avérés par des études régionales, et ce même pour des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires. Sur le plan environnemental, le trafic contribue également de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre. Face aux perspectives d’augmentation de la population bretonne, génératrice de nouveaux besoins de déplacements, cet enjeu va croître dans les prochaines années. Le renforcement des principes d’aménagement permettant d’économiser l’espace, de limiter les déplacements motorisés et de développer une offre performante de transports collectifs et de marchandises est une contribution indispensable pour limiter les émissions associées.

- **L’amélioration de la connaissance sur les émissions de produits phytosanitaires dans l’air et la limitation de leurs émissions.**

Les émissions de produits phytosanitaires dans l’air concernent l’ensemble du territoire régional. Les points de mesure existants confirment leur présence, même en milieu urbain. En vertu du principe de précaution, il est de la responsabilité collective d’agir sans attendre pour réduire les émissions de produits phytosanitaires, tout en poursuivant l’amélioration de la connaissance de leurs impacts.

D’autres secteurs d’activités font aussi l’objet de recommandations :

- **l’agriculture** : compte-tenu du poids de ce secteur dans l’économie régionale, l’agriculture est fortement contributrice sur les émissions d’ammoniac, de méthane, de protoxyde d’azote. Ce secteur d’activité doit poursuivre activement les mesures engagées en faveur de la réduction de ses émissions.

- **le secteur de l’habitat, de l’artisanat...**

Des propositions spécifiques sont enfin établies pour que le plan contribue à améliorer la connaissance et l'information de tous sur la qualité de l'air en Bretagne.

L'ensemble des données qualitatives et quantitatives présentées dans cette partie proviennent du Plan Régional sur la Qualité de l'Air en Bretagne, de l'association AIR BREIZH et de l'ADEME.

#### La qualité de l'air en Pays de Saint-Brieuc

Pour le département des Côtes d'Armor, la surveillance de la qualité de l'air est assurée sur le site urbain de l'école Balzac à Saint-Brieuc depuis août 2000 pour les Nox et novembre 2000 pour l'ozone.

L'indicateur de la qualité (IQA) de l'air, déterminé à partir du dioxyde d'azote et de l'ozone, est calculé depuis le 2 janvier 2002.

Le suivi réalisé par la station de mesure de Saint-Brieuc donne les résultats suivants :

- l'IQA a été bon (indicateur 2) 24 jours et bon (indicateur 3 et 4) 271 jours en 2003. Il a été moyen (indicateur 5) 35 jours et médiocre (indicateur 6 ou 7) 15 jours à cause de l'ozone entre mars et septembre. L'ozone est responsable de l'indice mauvais (indicateur 8) le 9 août à cause de concentration exceptionnelle due à la période caniculaire connue en 2003.
- Concernant le dioxyde d'azote, la moyenne annuelle 2003 est de 24 g/m<sup>3</sup>, pour un seuil toléré de 40 ; aucun dépassement des seuils de recommandation et d'information du public et des seuils d'alerte n'a été recensé sur l'année.
- Par contre, plusieurs dépassements des seuils de protection de la santé humaine et des seuils de protection de la végétation ont été comptabilisés au cours de l'année 2003. Le seuil de recommandation et d'information du public de 180 g/m<sup>3</sup> d'ozone sur une heure a été atteint le 9 août.

Air Breizh réalise également des mesures ponctuelles sur des thématiques particulières. Deux études ont ainsi été menées en 2003 :

- **une campagne de mesures au Port du Légué à Saint-Brieuc du 7 au 25 mars 2003 à la demande de la St Brieuc Agglomération**

Les concentrations en Nox se sont avérées légèrement inférieures à celles de la station urbaine de Balzac de Saint-Brieuc pendant la campagne. Les concentrations en So<sub>2</sub> et en CO ont été très faibles tout au long de l'étude. Les niveaux en PM<sub>10</sub> ont été du même ordre de grandeur que ceux mesurés dans les stations urbaines bretonnes, bien que légèrement supérieurs. Ils ont largement respecté les valeurs de référence, tout comme l'ensemble des polluants ayant fait l'objet de mesure.

- **une campagne de mesures de l'ammoniac sur une zone d'élevage intensif des Côtes d'Armor à la demande de Lamballe Communauté**

Trois sites ont fait l'objet de mesures en juillet et août : le centre équestre de Lamballe ; l'estuaire de la plage de Morieux recouverte d'algues vertes, et Maroué, village entouré d'élevages.

Les concentrations moyennes en ammoniac relevées pendant la campagne sont les suivantes :

- Morieux : 37 g/m<sup>3</sup> :
- Lamballe : 58 g/m<sup>3</sup>

Ces deux sites ont été soumis à un niveau moyen de pollution à l'ammoniac relativement élevé représentatif de la situation de fond pour chaque secteur.

- Maroué : 76 g/m<sup>3</sup> : le site correspond à un site de forte émission.

A titre comparatif, dans une ville industrielle de Bavière, on a trouvé une moyenne de 28 g/m<sup>3</sup> et entre 164 et 248 dans un tunnel d'autoroute suisse.

On dénombre, par ailleurs, 5 établissements soumis à la taxe générale sur les activités polluantes Air (TGAP – Air) sur le Pays de Saint-Brieuc, dont l'usine d'incinération des ordures ménagères de Planguenoual.

#### Risque sanitaire lié à l'altération de la qualité de l'air

Les différentes études menées dans ce domaine aux niveaux national et international montrent que l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique est décelable, même lorsque les valeurs limites réglementaires de concentration des principaux polluants sont respectées et que, la pollution est susceptible d'aggraver certaines pathologies respiratoires préexistantes. Les effets à long terme sont moins bien connus car, plus difficiles à mettre en évidence.

Des campagnes de mesure, menées à l'échelle nationale, ont révélé que la Bretagne est l'une des régions françaises où les concentrations moyennes en radon dans les logements sont les plus élevées. Le caractère cancérigène pulmonaire a été établi par le Centre International de Recherche sur le cancer en 1987.

Les effets des concentrations d'ammoniac sur la santé humaine sont mal connus mais restent préoccupants, notamment pour le milieu professionnel agricole et les populations non agricoles proches des lieux d'élevage.

Air Breizh précise que l'exposition répétée ou prolongée à l'ammoniac peut favoriser l'apparition d'infections broncho-pulmonaires. Elle est incriminée dans l'apparition de l'asthme, de la bronchite chronique, aussi bien chez l'homme que chez l'animal et peut avoir également un impact de l'ammoniac sur les plantes.

Les pollens considérés comme des polluants biologiques sont susceptibles de provoquer des crises d'asthme et des rhinites allergiques. En Bretagne, ce sont les graminées qui représentent la source prépondérante des pollens allergisants. On observe par ailleurs que la pollinisation globale est plus faible sur les secteurs situés en bord de mer qu'à l'intérieur des terres.

### III.7 LE PROFIL CLIMATIQUE DU PAYS DE ST BRIEUC

#### a. Contexte

Il ne semble plus nécessaire de rappeler aujourd'hui l'enjeu que représente la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) afin de limiter le réchauffement climatique global et ses répercussions locales. Cet enjeu se traduit par un certain nombre d'engagements internationaux et nationaux dont les fameux « 3x20 » en 2020 et « facteur 4 » en 2050.

#### **Les objectifs énergie-climat**

*Objectif 2050 dit « facteur 4 » : contrainte pour les pays industrialisés de réduire de 75% leur émissions de GES par rapport à 1990 à afin de limiter à 2°C l'ampleur du réchauffement global.*

*Objectifs 2020: déclinaison nationale du « paquet énergie-climat » ou « 3 x 20 » européen :*

- Réduire de 14 % les émissions de gaz à effet de serre non couvertes par le Plan National d'Affectation des Quotas par rapport à leur niveau de 2005 ;*
- Réduire de 20 % les consommations d'énergie par rapport au scénario de référence ;*
- Porter à 23% la part de production d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale totale (33% pour usages thermiques – 27% électricité – 10,5 % transport).*

*Des objectifs spécifiques par secteur :*

- Réduire de 38% la consommation d'énergie des bâtiments existants par rapport à 2005 ;*
- Bâtiments de l'Etat : réduire de 40 % les consommations d'énergie et de 50 % les émissions de GES ;*
- Obligation de réduction de la consommation des bâtiments tertiaires et publics (décret à paraître : gain de 2 classes pour les bâtiments classés H et I et d'une classe pour les bâtiments classés de D à G) ;*
- Plan Performance Energétique des exploitations agricoles 2009-2013 : 30 % d'exploitations agricoles à faible dépendance énergétique (bilan à mi-parcours : moins de 10% des objectifs).*

Dans ce contexte, l'aménagement du territoire a un impact majeur sinon prépondérant sur les émissions de gaz à effet de serre et leur maîtrise. La manière d'organiser le développement territorial est aussi cruciale pour anticiper les risques et augmenter la résilience des territoires aux évolutions attendues ou potentielles du climat. Ce rôle a été reconnu par les lois Grenelle qui a enjoint aux documents d'urbanisme de tenir compte de des enjeux spécifiques énergie-climat dans le cadre de leur élaboration et révision. Ainsi, le code de l'urbanisme demande dorénavant en son article L110 aux collectivités publiques « d'harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace afin [...] de réduire les émissions de GES, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles ». A cette fin, l'article L 121-1 du même code impose que « les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable [...] la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables [...] et la prévention des risques naturels prévisibles [...] »



Afin de tenir compte de cet impératif il est nécessaire au préalable d'affiner la connaissance du territoire du point de vue de son impact actuel en termes d'émissions de GES et d'en analyser ses caractéristiques au regard de sa vulnérabilité au changement climatique. Le profil énergie-climat consiste donc en premier lieu à établir un bilan de consommations d'énergies et des émissions de gaz à effet de serre par secteurs : bâtiments résidentiel et tertiaires, déplacements des personnes et transport de marchandises, agriculture, industrie, déchets. Il vise aussi à identifier les vulnérabilités du territoire face aux effets attendus ou potentiels du changement climatique. L'établissement de ce profil doit in fine permettre d'identifier les principaux enjeux du territoire.

Le SCoT ne pourra à lui seul à intervenir sur l'ensemble des secteurs mais il est important d'évaluer quelle part des émissions les objectifs et orientations du SCoT peuvent impacter directement ou indirectement.

Le bilan des consommations et des émissions de gaz à effet de serre est établi à partir de la base de données Ener'GES (observatoire régional ADEME/Région, année de référence 2007) élaborée à l'échelle de l'ensemble des EPCI de la Bretagne<sup>1</sup>. Energies demain dispose par ailleurs de données aux échelles communales qui sont ici exploitées afin d'identifier plus finement les spécificités de territoriales au-delà des limites administratives des regroupements communaux.

Par ailleurs, la Bretagne dans son ensemble et le Pays de st Brieuc en particulier, connaissent une fragilité toujours croissante de l'approvisionnement électrique. Afin d'y faire face, l'état et les acteurs régionaux se sont engagés dans un « Pacte électrique » visant à :

- Diviser par 2 puis par 3 la croissance des consommations d'ici 2025 (passer de 2,6% à 1%/an) ;
- Porter à 3600 MW en 2020 la production d'électricité renouvelable (multiplication par plus de 4 par rapport à 2010).

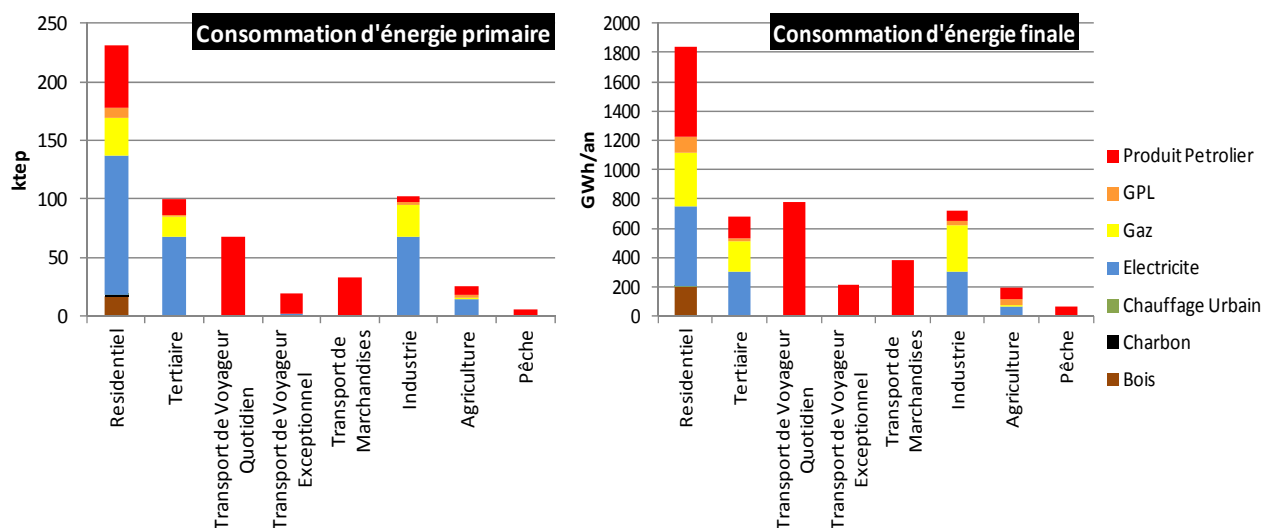
Le Pays de Saint Brieuc se veut dans ce contexte un territoire pilote et s'est engagé depuis 2008 dans l'opération Vir'Volt qui a déjà permis d'engager de nombreuses actions partenariales dans plusieurs secteurs (résidentiel public et privé, patrimoine communal, industrie, agriculture...).

## **b. Bilan global énergie et GES du territoire**

Les bilans sectoriels des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre sont présentés ci-dessous :

---

<sup>1</sup> La base Ener'GES résulte de simulations qui partant des déterminants de la consommation (surface des bâtiments âge des constructions, surfaces cultivées, taille des cheptels, emploi sectoriel...) permettent de calculer les consommations d'énergie et les émissions de GES. Selon les secteurs, les déterminants sont connus de manière plus ou moins fine, tant par leur niveau de précision que de désagrégation géographique. Certains résultats, en particulier sur des territoires où la représentativité sectorielle est réduite, peuvent donc connaître un niveau d'incertitude plus ou moins important. Par ailleurs ces estimations diffèrent des bilans d'émissions de type cadastral qui comptabilisent les émissions générées sur un territoire. La méthodologie Ener'GES s'appuie quant à elle sur un périmètre de responsabilité qui tient compte des émissions pouvant être générées par les « utilisateurs » du territoire en dehors de celui-ci. C'est notamment le cas des émissions liées à la production de l'électricité importée par le territoire qui représente plus de 95% de la consommation, ou celles générées par les déplacements des habitants du Pays en dehors de celui-ci (celles-ci étant alors réparties à niveau égal entre le Pays et le Territoire de destination, de la même façon que pour les émissions des visiteurs extérieurs au Pays).



La quantité d'énergie consommée par le territoire s'élève à 4873 GWh/an en énergie finale et 585 ktep (millier de tonnes équivalent pétrole) en énergie primaire. L'énergie primaire est calculée de manière conventionnelle en tenant compte pour l'électricité de l'énergie totale nécessaire à la production en tenant ainsi compte des pertes de génération et de transport de cette énergie. Par rapport au bilan en énergie finale, la part des secteurs les plus consommateurs d'électricité (bâtiments résidentiels et tertiaires et industrie) est donc gonflée. Le secteur du résidentiel reste dans tous les cas très largement le plus consommateur avec un bilan plus de 2 fois supérieurs à celui du secteur tertiaire, de l'industrie et des déplacements de voyageurs. A noter que les produits pétroliers sont en très grande majorité consommés par les transports.

Le bilan pour les trois principaux grands secteurs consommateurs d'énergie (95% des consommations totales) s'établit ainsi:

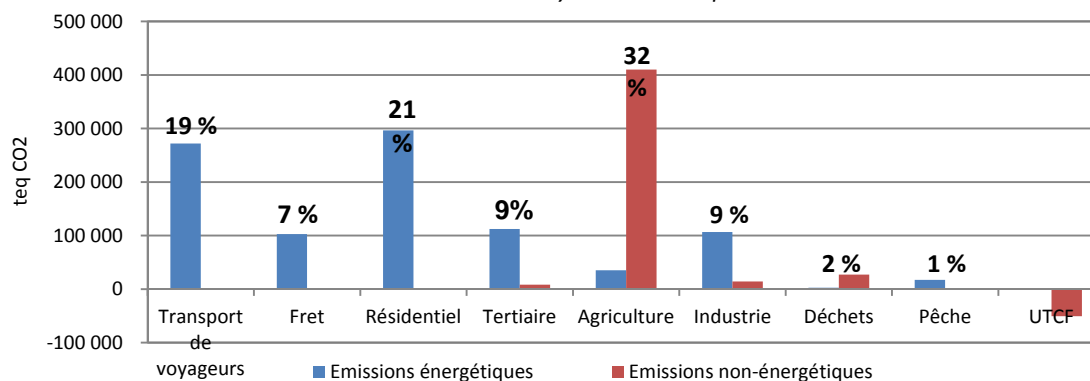
- Le bâtiment : 52 % de l'EF – 57 % de l'EP
- Le transport : 28 de l'EF – 21 % de l'EP
- L'industrie : 15 % de l'EF – 18 % de l'EP

L'agriculture ne consomme quant à elle que 4% de l'énergie totale.

Par énergie, le bilan est le suivant :

- Energie finale : produits pétroliers 48 % - électricité 25% - gaz 18%
- Energie primaire : électricité 47 % - produits pétroliers 34% - gaz 13%

Les émissions de GES du Pays de St Brieuc par secteur



Les émissions globales sont évaluées à 1404 milliers de teq CO2 (tonnes équivalent CO2). Ce bilan qui se répartit de la manière suivante reflète bien le profil socio-économique du territoire :

- Le poids des activités productives : 41 % des GES
  - o L'agriculture : 32 % constitué à 92 % d'émissions non énergétiques - 80 % liés à l'élevage (principalement fermentation entérique et stockage avant épandage) et 4 % à la culture (utilisation d'engrais synthétiques et organiques)
  - o L'industrie : 9 %
- Le poids des autres activités : 16% des GES
  - o Tertiaire : 9 %
  - o Frêt : 7 %
- Le poids de notre manière d'habiter le territoire (résidentiel + déplacements) : 40 % des GES

Parmi ces émissions celles liées aux activités productives n'entrent pas directement dans le champ d'intervention du SCoT. Celui-ci n'aura ainsi que peu voire aucun impact sur les émissions agricoles et industrielles.

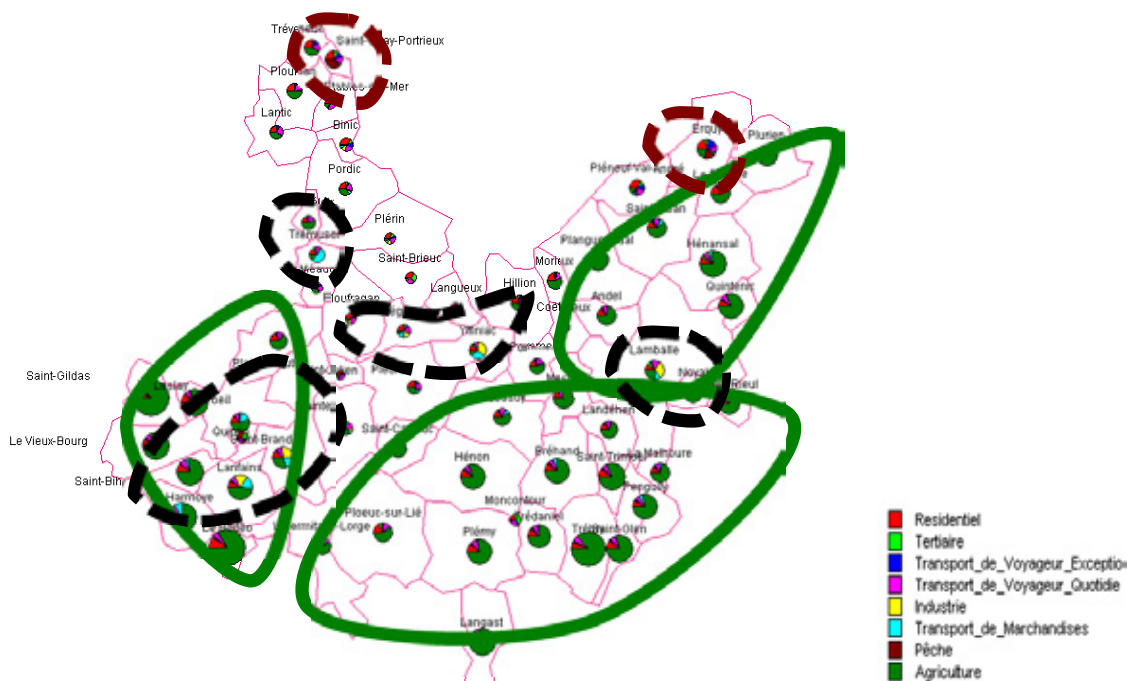
Les émissions des bâtiments et du transport seront par contre plus ou moins directement impactées par les choix d'urbanisation découlant des orientations du SCoT.

### c. Cartographie des émissions

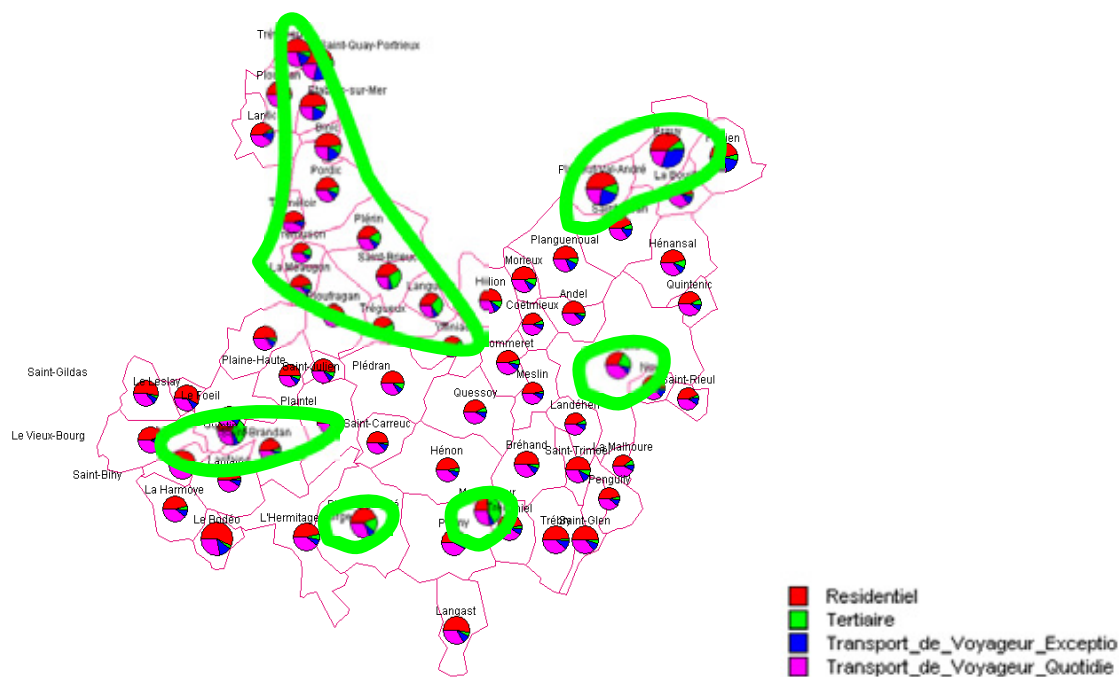
La carte suivante permet de visualiser les caractéristiques communales des émissions de GES.

Les émissions spécifiques communales (ratio « tepCO2/habitant+emploi ») sont marquées, en volume et en proportion, de manière différenciée par les activités productives :

- Agriculture (périphérie sud & est)
- Industrie et transport de marchandises (zone centrale)
- Pêche (Erquy, St Quai Portrieux)



Comme indiqué précédemment le SCoT ne dispose pas de réel levier pour impacter les activités productives. Afin de visualiser les variabilités territoriales du point de vue des émissions sur lesquelles le SCoT peut agir, il est nécessaire de cartographier ces émissions sur les seuls secteurs concernés. La carte ci-après présente donc les émissions communales sans les parts industrielles, agricoles et le transport de marchandises.



Là encore le bilan est fortement impacté par le poids des activités tertiaires sur les communes urbaines où celles-ci sont développées. Il est bien évident que cette caractéristique ne permet pas de porter un quelconque jugement permettant de caractériser les émissions.

On constate par ailleurs que les émissions relatives sont plus importantes sur les zones côtières pour une double raison :

- d'une part le transport exceptionnel de voyageur y est plus important qu'ailleurs en raison de l'attractivité touristique
- d'autre part, les résidences secondaires représentent un poids non négligeable intégré au bilan résidentiel total.

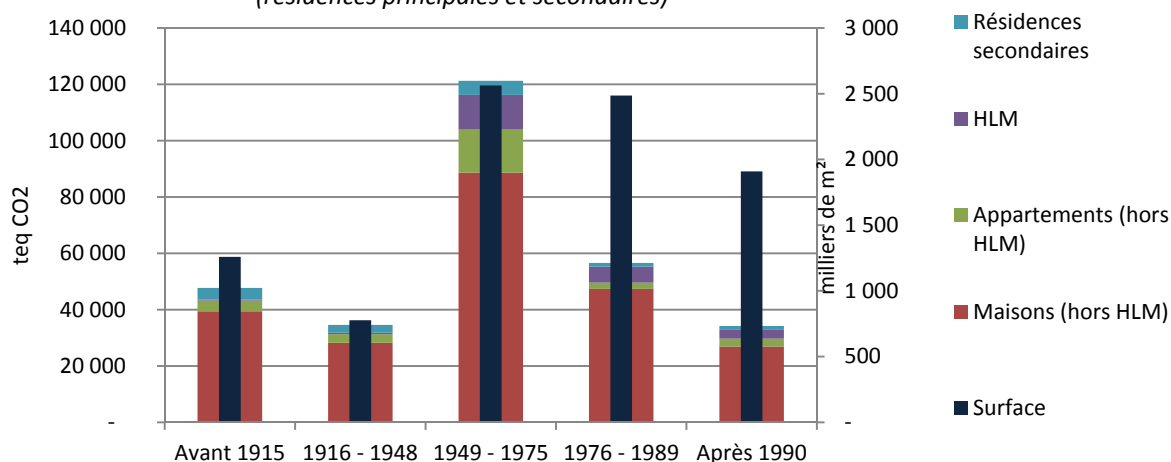
Par ailleurs les émissions des communes les plus rurales sont aussi souvent plus importantes malgré l'absence de secteur tertiaires, tant pour les émissions de l'habitat que celles des transports.

Afin d'identifier plus clairement les émissions relatives des habitants des différentes communes sont étudiées ci-après les émissions liées aux logements et aux déplacements de voyageurs de manière distincte.

#### d. Emissions liées au logement

L'histogramme ci-après présente les émissions du secteur résidentiel par typologie d'habitat et d'occupation. Les résidences secondaires bien que nombreuses sur la zone côtière, ne représentent au final qu'une faible part des consommations, leur occupation étant plus faible et essentiellement estivale entraînant de faibles besoins de chauffage. Pour autant, le chauffage de ces dernières étant essentiellement électrique, celui-ci peut avoir un impact non négligeable sur la demande en période de pointe contribuant ainsi à la fragilité de l'alimentation électrique du territoire.

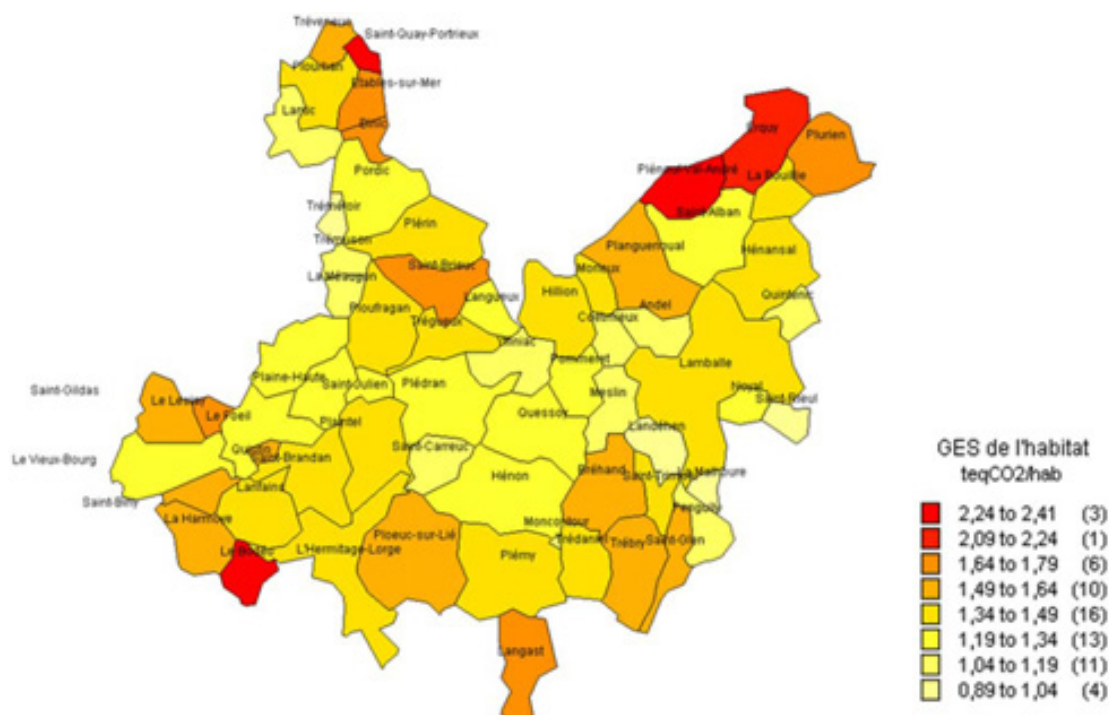
*Emissions et surface des logements selon leur typologie  
(résidences principales et secondaires)*



Globalement les principales caractéristiques des émissions du résidentiel sont les suivantes :

- 88 % des émissions de GES sont issues des logements construits avant 1990 (70 % avant 1975)
- 78 % des émissions de GES proviennent des maisons individuelles, essentiellement pour l'usage chauffage

Ces émissions, ramenées à l'habitant pour chaque commune, ne sont pas homogènes sur l'ensemble du territoire comme le montre la carte suivante.



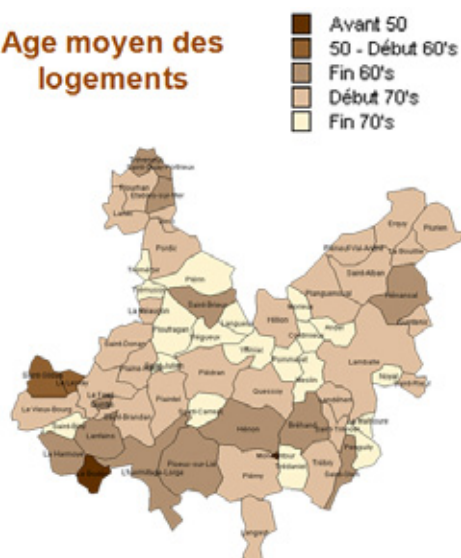


Celles-ci sont en effet à l'image du parc de logement qui se caractérise par :

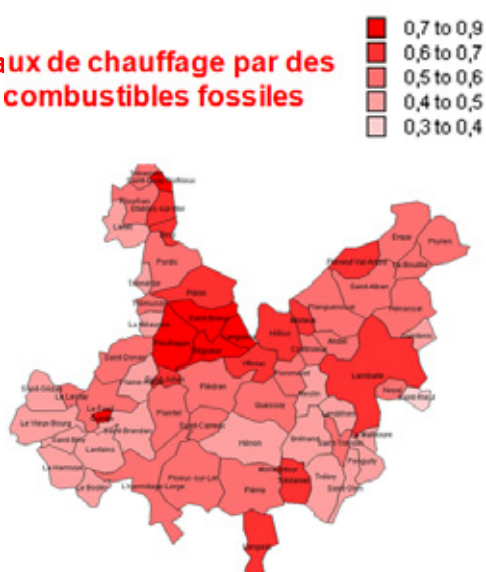
- Des résidences secondaires nombreuses sur les zones côtières ;
- Un parc important de résidences principales (80 000) ancien et énergivore ;
- Les énergies fossiles très majoritaires avant 1er choc pétrolier (fioul en zone rurale, gaz en urbain) mais une part non négligeable de l'électricité surtout sur les logements récents et sur la côte d'Emeraude ;
- Une utilisation marquée du bois pour les logements très anciens surtout dans les territoires ruraux et rétro littoraux.

Les cartes suivantes permettent de mettre en évidence ces spécificités du parc résidentiel des communes du Pays.

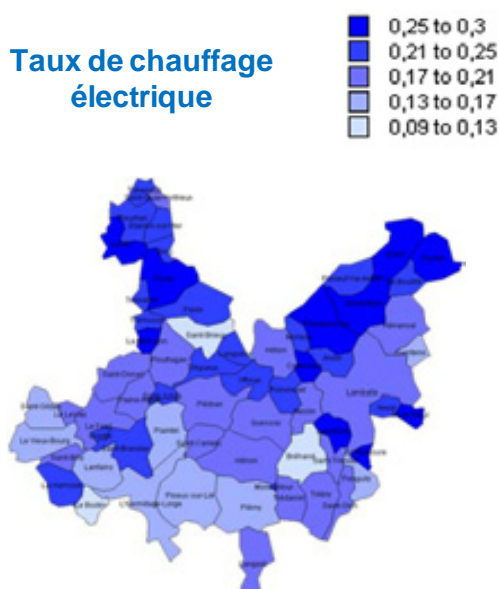
**Age moyen des logements**



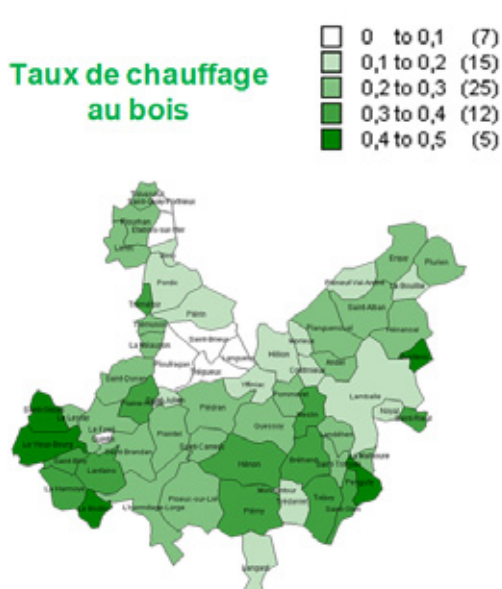
**Taux de chauffage par des combustibles fossiles**



**Taux de chauffage électrique**



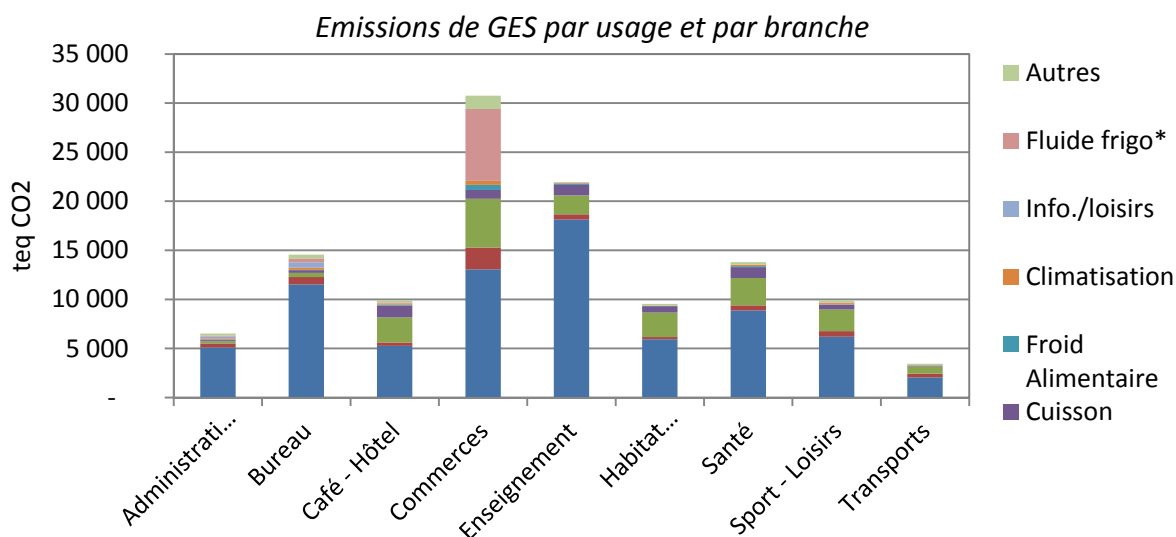
**Taux de chauffage au bois**



Le logement neuf représente en moyenne annuellement moins de 1% du parc existant, le taux de destruction sur ce dernier étant de plus relativement faible (moins de 0,3%/an). Il est bien évidemment primordial de chercher à réduire les consommations d'énergie et les émissions des constructions neuves puisque les choix réalisés aujourd'hui impacteront durant des décennies. L'amélioration de leur performance est cependant largement prise en compte par l'évolution des réglementations thermiques et même si la collectivité dispose de marges de manœuvre non négligeables pour inciter à aller au-delà des niveaux réglementaire ou favoriser l'utilisation d'énergies propres, la réduction des consommations et émissions du « stock » des bâtiments existants est l'enjeu principal.

#### f. Emissions du secteur tertiaire

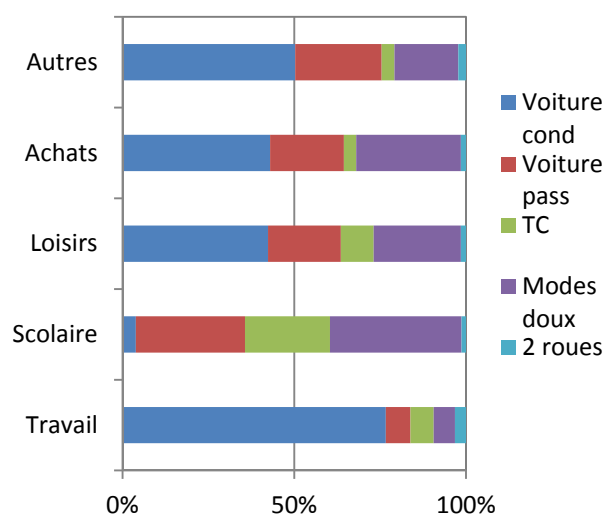
Les émissions du secteur tertiaires résultent majoritairement, comme pour le logement, du chauffage des bâtiments. Les branches du commerce et de l'enseignement, en lien direct avec les surfaces concernées, sont les plus émettrices, une particularité du commerce résidant dans l'impact des équipements de production de froid qui provoquent d'importantes émissions de fluides frigorigènes au très fort pouvoir de réchauffement.



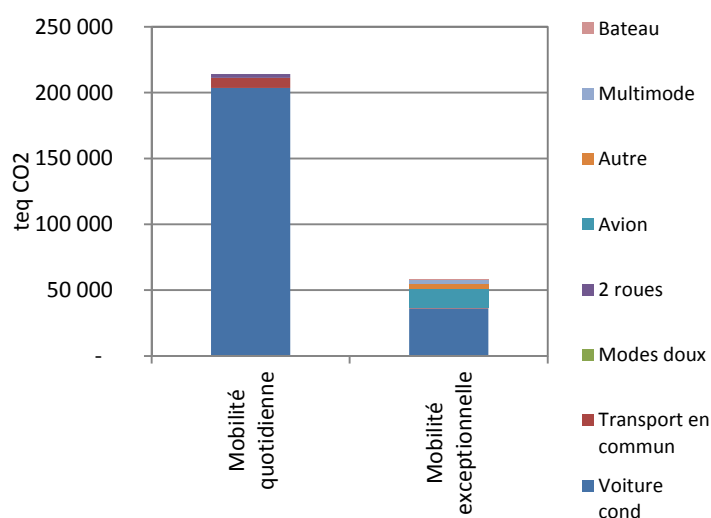
#### g. Emissions liées aux déplacements de voyageurs

L'analyse des déplacements sur le territoire montre une utilisation très largement majoritaire de la voiture particulière, en particulier pour la mobilité quotidienne. Pour ces déplacements quotidiens, les émissions de gaz à effet de serre résultent ainsi pour leur quasi-totalité de la consommation de carburant des voitures. Pour les déplacements domicile-travail l'usage est en très grande majorité autosoliste, puisque moins de 10% des voitures sont occupées par 2 personnes ou plus pour ce motif. Les transports en commun, mis à part pour les déplacements scolaires, sont très faiblement utilisés.

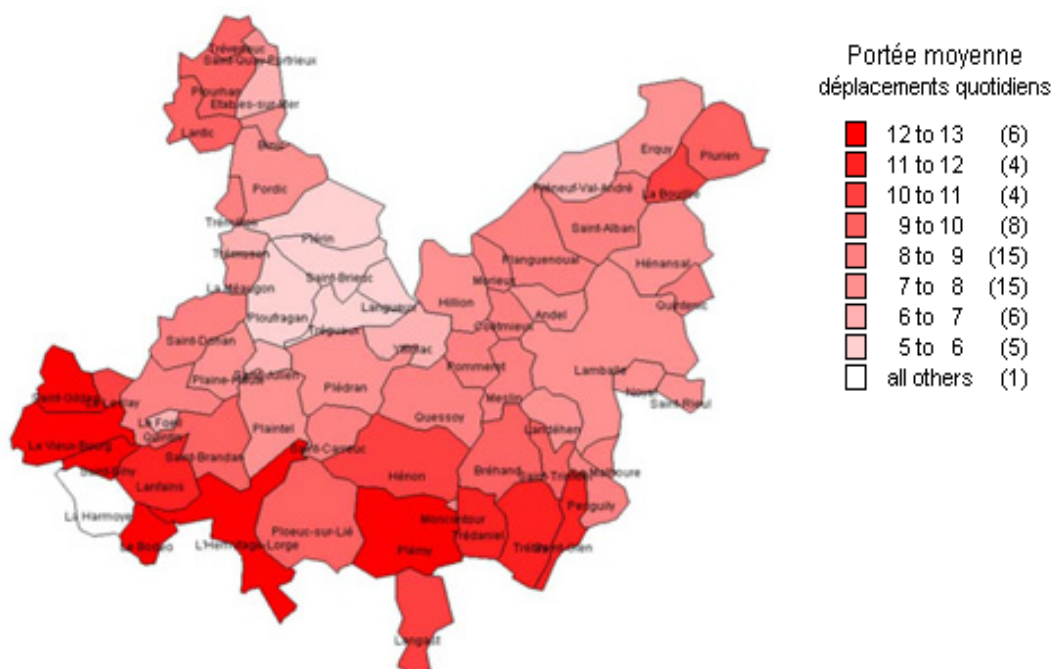
Parts modales des déplacements par motif



Répartition des émissions par mode et type



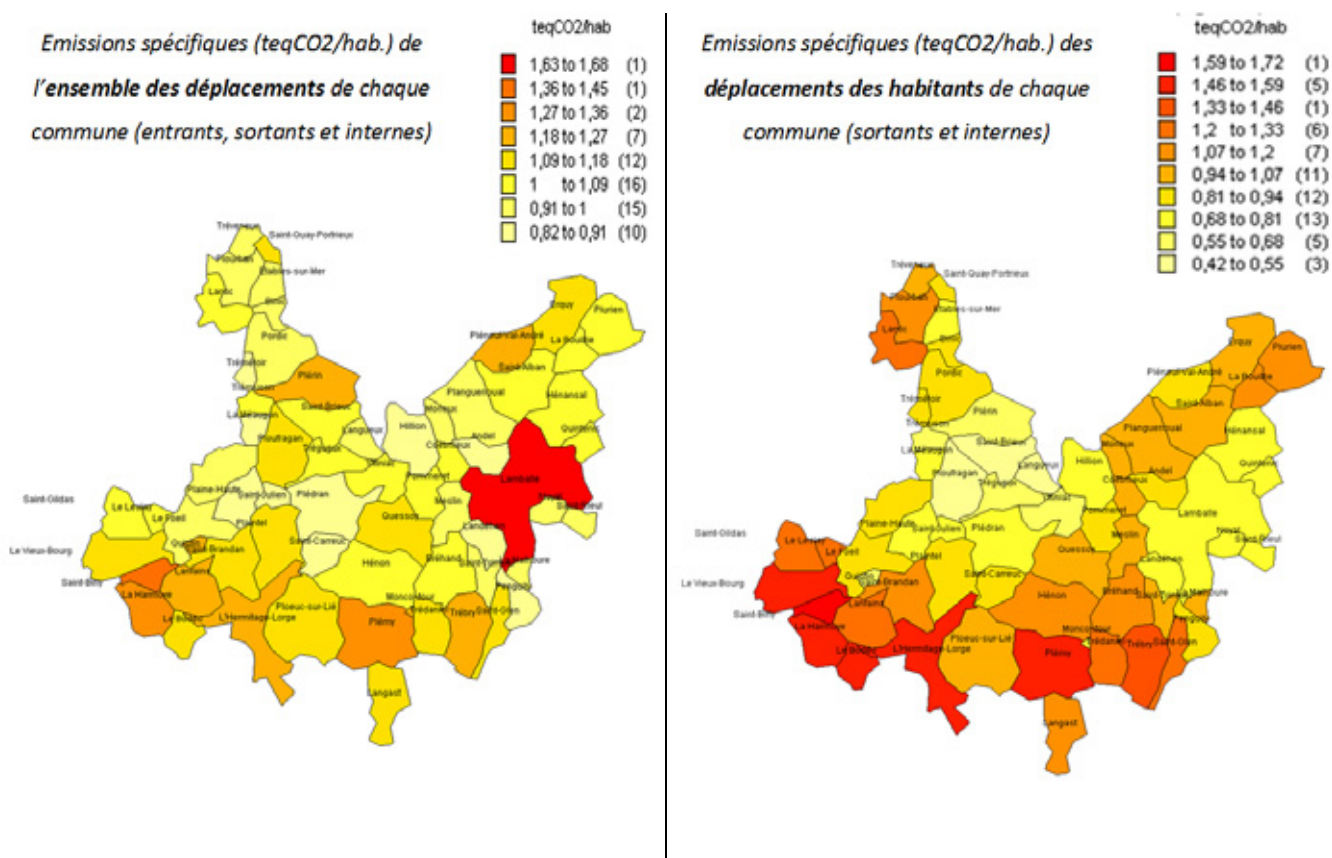
Lorsque l'on étudie les distances moyennes par commune des déplacements quotidiens, on constate que celle-ci, reflétant l'éloignement des zones d'emplois, des services et des équipements, est beaucoup plus importante pour les communes rurales du sud du Pays ou les extrémités nord-est et nord-ouest que pour les zones urbaines de l'agglomération (le rapport pouvant aller du simple au double).



Ces distances impactent directement les émissions de GES liées à la mobilité quotidienne qui peuvent être représentées de deux manières :

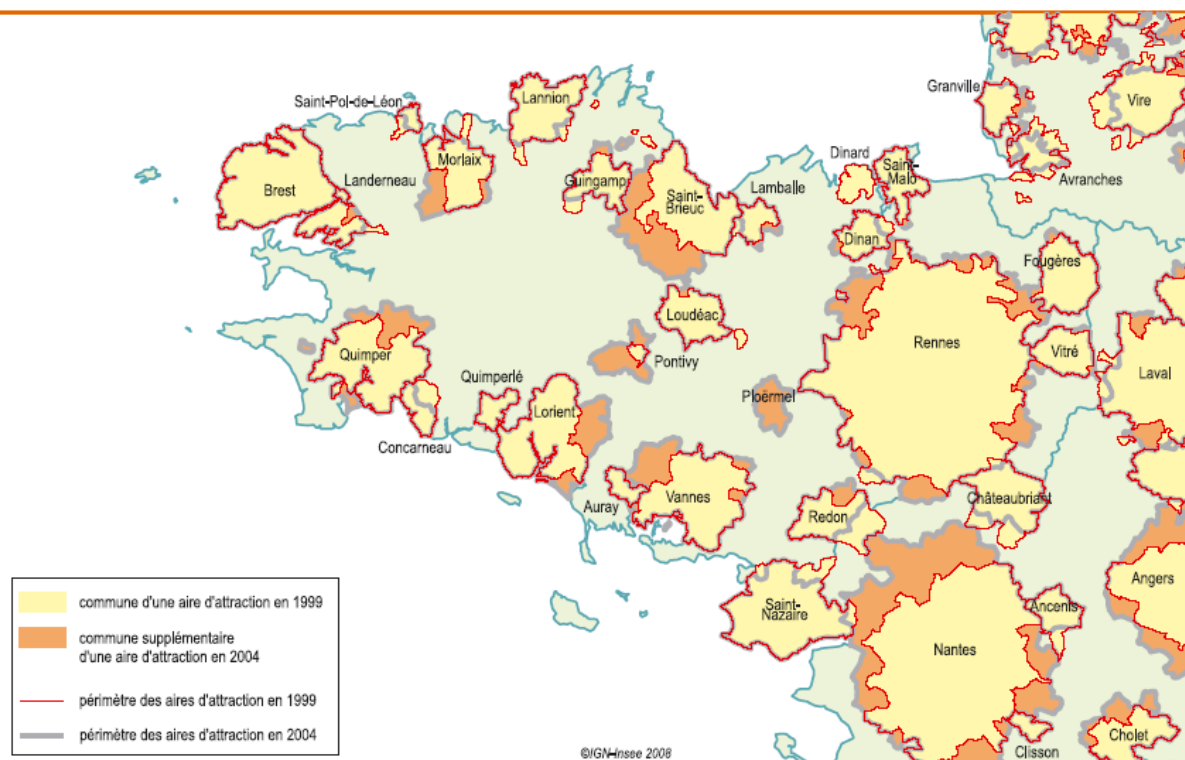
- en tenant compte de l'ensemble des émissions générées par les habitants et les « usagers » des territoires (employés des pôles d'activités, usagers des commerces et des équipements...) ;
- en ne tenant compte que des émissions des habitants.

Dans le premier cas (figure de gauche ci-dessous), les émissions spécifiques (en  $\text{teqCO}_2/\text{hab.}$ ) peuvent être importantes lorsque la zone est relativement attractive par rapport à sa population (cas de Lamballe), les émissions vers les territoires extérieurs se trouvant atténuées puisque en partie affectées à ceux-ci. Dans le second cas (figure de droite), on voit clairement apparaître les zones dont les habitants sont à l'origine des émissions spécifiques les plus importantes en corrélation avec les portées moyennes évoquées précédemment.

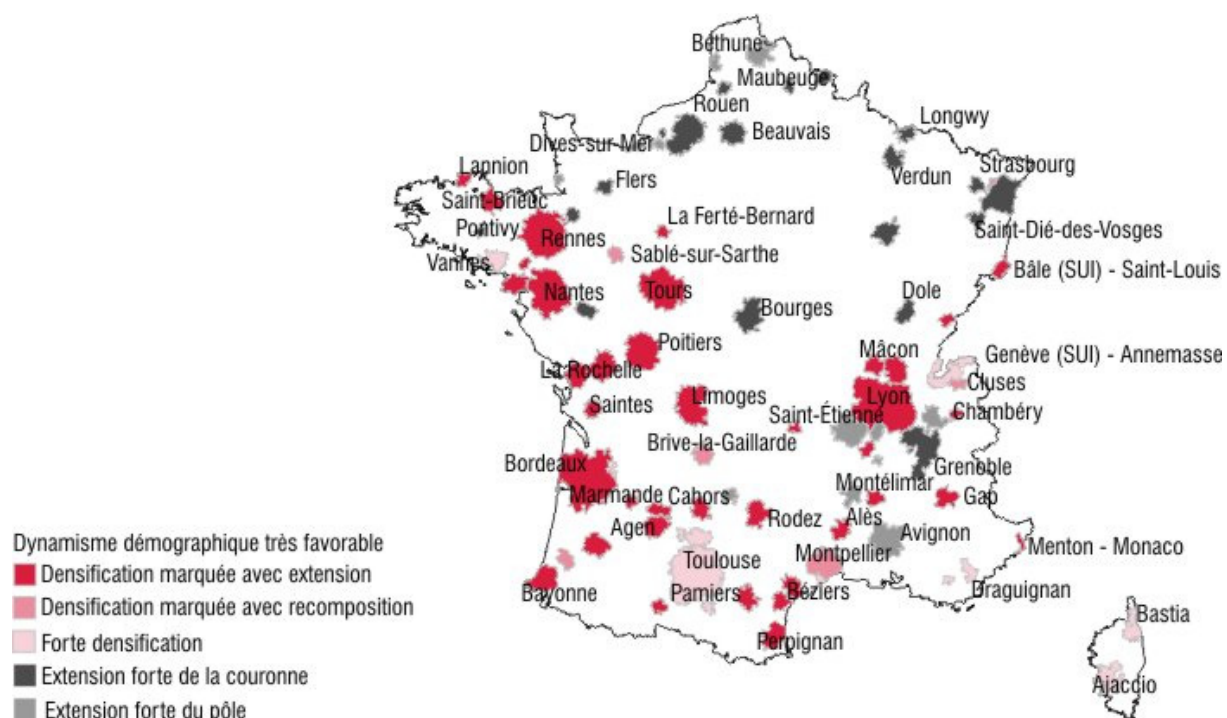


Du point de vue de la maîtrise de émissions de GES, il est primordial de limiter le développement de l'urbanisation sur ces zones où l'usage des transports en commun est rendu difficile et peu performant du point de vue environnemental et économique par la faible densité de l'occupation du territoire et qui sont éloignées des pôles d'attractivité générant ainsi une dépendance forte à la voiture et des déplacements longs. Il est donc nécessaire d'inverser la tendance qui perdure depuis de nombreuses années où l'on peut constater que la forte croissance démographique se traduit, certes par une densification des zones urbanisées mais aussi une forte extension de l'aire d'attractivité de St Brieuc. Ainsi, entre 1999 et 2008, tandis que la population des communes du pôle urbain n'augmentait que de 7,8% celle de la couronne périurbaine augmentait de 100,8% ! Avec une augmentation globale de 36% de la population de l'aire urbaine de St Brieuc sur cette période, la superficie de la zone a quant à elle augmentée de 113%. St Brieuc fait ainsi partie du « top 10% » des aires urbaines françaises présentant le plus fort coefficient d'extension.

## Évolution des aires d'attraction dans l'Ouest entre 1999 et 2004



Source : Insee, recensement de population 1999, DADS 2004



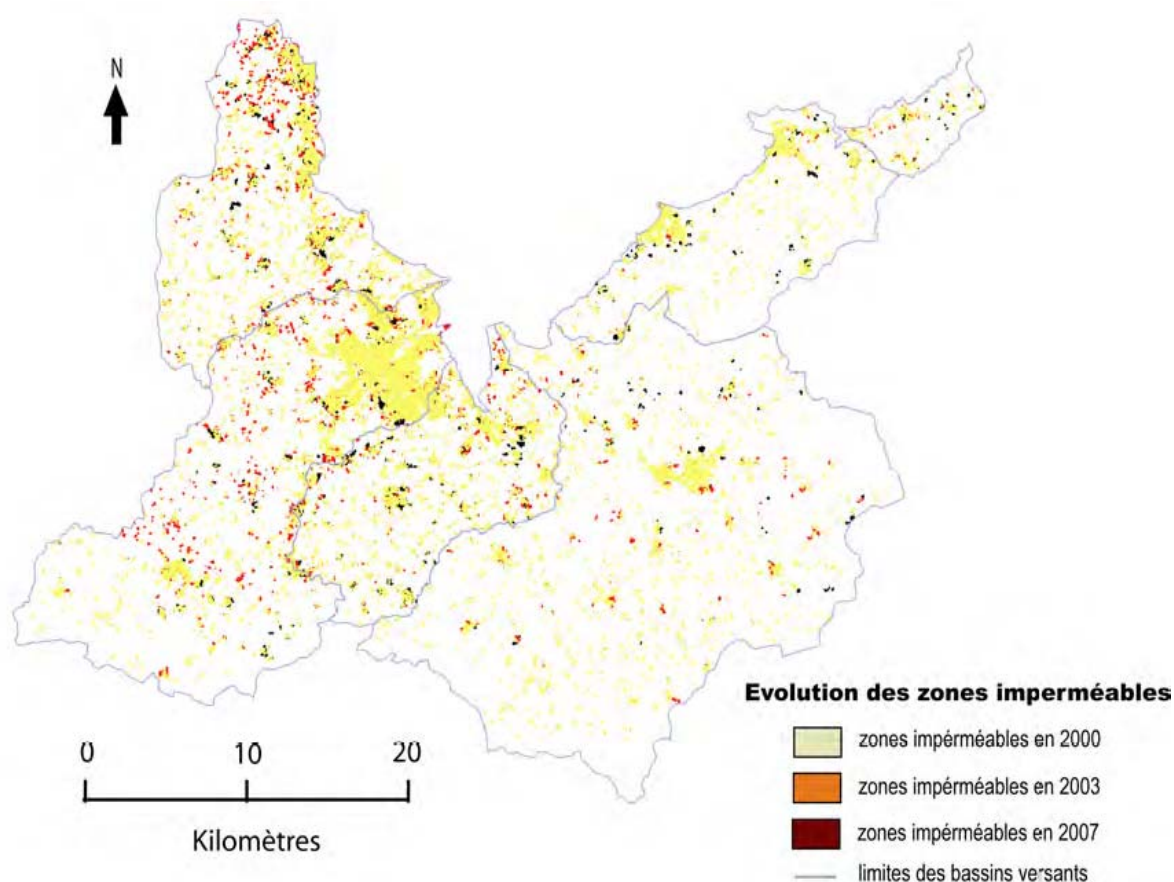
Source : Insee, recensements de la population de 1999 et 2008.



## h. L'artificialisation des surfaces naturelles et agricoles

Au-delà des impacts environnementaux tels que la perte de biodiversité par l'artificialisation des surfaces naturelles (traitée dans le cadre de la trame verte et bleue) ou de la réduction des capacités de production alimentaire par le grignotage permanent des surfaces agricoles, l'extension des surfaces urbanisées a aussi un impact sur les émissions de GES et la capacités de stockage du CO<sub>2</sub>, en particulier si cette artificialisation concerne des forêts ou dans une moindre mesure des prairies.

*Evolution des surfaces bâties du SAGE de la Baie de Saint Brieuc de 2000 à 2007 – COSTEL 2009*



Les surfaces artificialisées ont augmenté de 24% entre 2000 et 2007 (3,8%/an), soit 300 ha/an (l'équivalent de 4200 terrains de football en 10 ans), essentiellement par conversion de surfaces agricoles. Cette urbanisation est de plus très largement diffuse conduisant à des difficultés de desserte efficace par les transports collectifs, un éloignement des équipements et des coûts importants pour la création et l'entretien des infrastructures (réseaux, voiries).



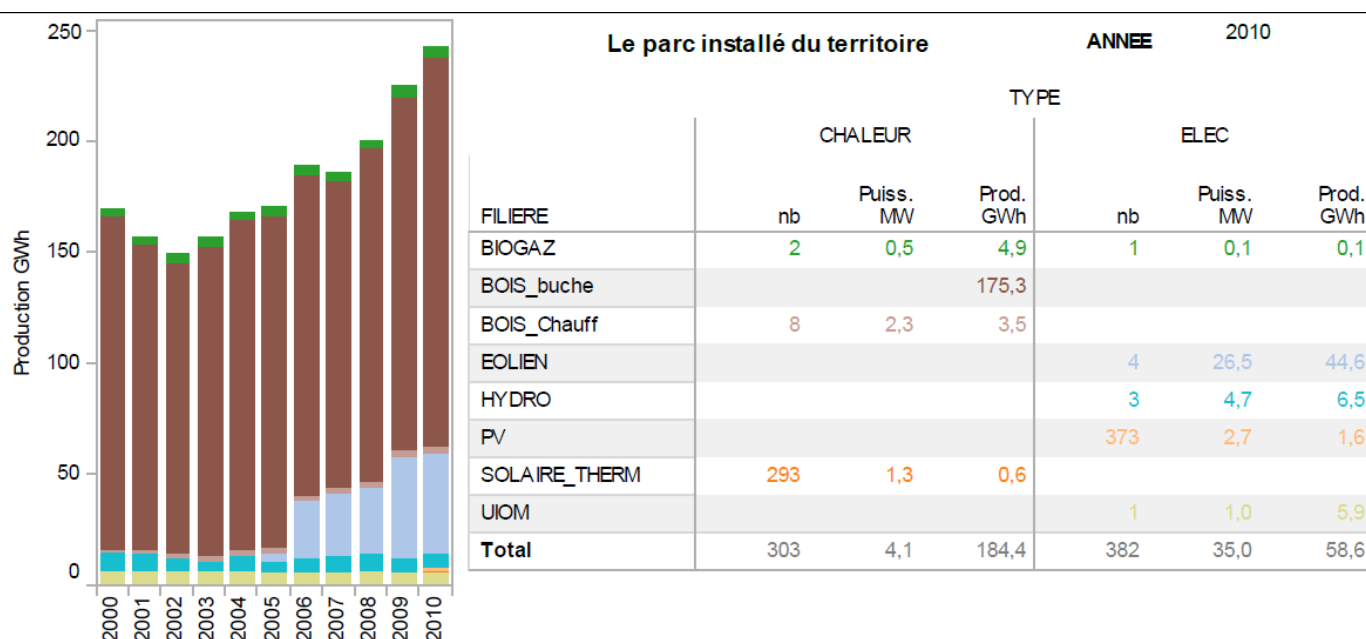
## i. Production d'énergie renouvelable du territoire

Jusqu'au début des années 2000 la production d'énergie renouvelable (EnR) sur le territoire du Pays de St Brieuc était essentiellement limitée à la consommation de bois bûche par les particuliers.

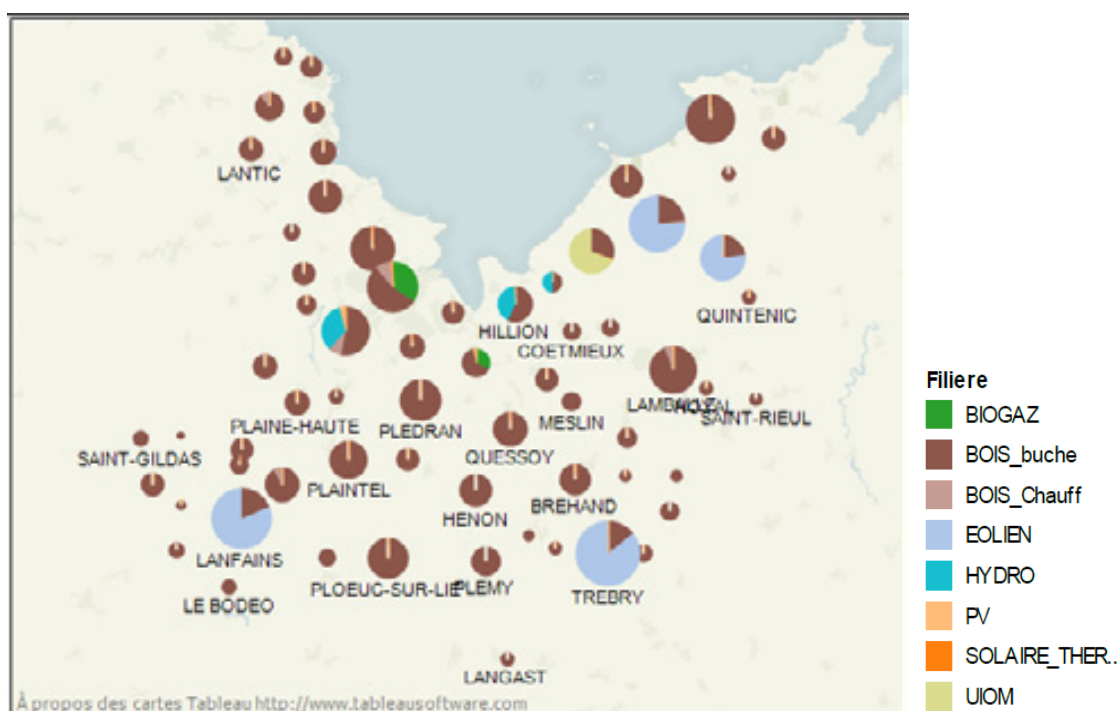
Celle-ci représente toujours 72% de la part d'énergie renouvelable mais dans un contexte de croissance forte de la production globale puisqu'une augmentation de 65% est constatée depuis 2002 portée principalement par la production éolienne.

La production d'EnR du Pays de St Brieuc, constituée pour 24% d'électricité renouvelable, représente 4,1% de la production bretonne.

Environ 30% du potentiel de production identifié sur les Zones de Développement Eolien (ZDE) validées (sous réserve des modifications réglementaires récentes) étaient en service en 2010<sup>2,2</sup>, le gisement restant s'élevant à plus de 60 MW.



<sup>2,2</sup> St-bihy : 3.2 MW ; Lanfains : 7.5 MW, Trébry : 9 MW, St-Alban : 10 MW (source DREAL)



Source : Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre en Bretagne (GIP Bretagne environnement)

<http://www.observatoire-energie-ges-bretagne.fr/Indicateurs-et-bilans/Indicateurs/Production-d-EnR-des-communes>

La production d'EnR sur le territoire du Pays permet de couvrir :

- 5,0% de la consommation finale d'énergie
- 4,8% de la consommation d'électricité

Ces valeurs sont à comparer aux objectifs nationaux de couvrir d'ici 2020 par des EnR 27% des consommations d'électricité et 33% des usages thermiques.

III. LES RESSOURCES NATURELLES		
	IV.1. L'EAU	IV.2. L'AIR
Etat actuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseau hydrographique dense, 5 bassins versants principaux : Gouessant, Ic, Islet/Flora, Gouët et Urne</li> <li>- SAGE Baie de Saint-Brieuc (sur presque tout le territoire)</li> <li>- Qualités physico-chimique et écologique des cours d'eau moyennes</li> <li>- Réseau de surveillance des eaux littorales développé</li> <li>- Qualité des eaux de baignade moyenne</li> <li>- Littoral touché par les marées vertes</li> <li>- Eau potable : 1 syndicat départemental, 4 syndicats d'eau, 5 prises d'eau principales, 24 captages souterrains, 90% provient des eaux de surface</li> <li>- Eaux usées : 74 STEP, schéma départemental d'assainissement en 2008</li> <li>- Les 7 communautés de communes ou agglomération compétentes pour le SPANC</li> <li>- 54% de lagunage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseau de surveillance AirBreizh</li> <li>- Suivi régulier sur Saint-Brieuc et données consultables sur internet</li> <li>- PRQA Bretagne révisé pour la période 2008-2013</li> </ul>
Evolution depuis 5 à 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Phénomène des marées vertes toujours présent mais diminution du volume d'algues ramassé</li> <li>- Amélioration de la qualité de l'eau distribuée (teneur en nitrates, baisse du nombre de dépassements du seuil des 50mg/l)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Changement climatique et effet de serre : prévision d'une hausse de 1 à 2 °C d'ici la fin du 21<sup>ème</sup> siècle et augmentation des vagues de chaleur et sécheresses estivales</li> </ul>
Tendance récente	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création du SAGE Baie de Saint-Brieuc</li> <li>- Poursuite de l'effort sur les nitrates</li> <li>- Grenelle de la Mer : - 40% de flux de nutriments pour 2012-2014</li> <li>- Plan de Lutte contre les algues vertes en 2010</li> <li>- Création de nouvelles STEP, extension de celle de Saint-Brieuc</li> <li>- Mise à jour et projet de périmètres de protection des captages d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision du PRQA pour la période 2008-2013</li> </ul>
Forces du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programmes d'actions pour la gestion de l'eau sur tout le territoire (prise de conscience)</li> <li>- Ressources importantes : eaux de surface et eaux souterraines</li> <li>- Mise en place du SAGE baie de Saint-Brieuc</li> <li>- Territoire bien équipé en STEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité de l'air globalement satisfaisante</li> </ul>
Faiblesses du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des cours d'eau moyenne : exposition aux rejets divers (agriculture, agro-alimentaire)</li> <li>- Non-atteinte des objectifs européens DCE pour 2015 sur tous les cours d'eau</li> <li>- Qualité de l'eau distribuée encore fragile : présence de nitrates, pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution d'origine agricole : ammoniac (élevage), produits phytosanitaires</li> <li>- Pollution d'origine automobile prépondérante en milieu urbain</li> <li>- Radioactivité naturelle</li> </ul>
Opportunités, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des efforts dans la protection de la ressource en eau (périmètres de protection)</li> <li>- Amélioration de la qualité des eaux continentales et littorales</li> <li>- Poursuite du développement du réseau de surveillance de la qualité des eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information et sensibilisation des usagers des transports, des agriculteurs</li> <li>- Changement des comportements et développement des modes de transport collectifs et doux ainsi que des mobilités de courtes distances</li> </ul>
Menaces, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement urbain supérieur à la capacité de traitement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement urbain non cohérent avec les services de proximités et les transports en commun en desserte</li> </ul>
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion intégrée de la ressource en eau (implication de tous les acteurs concernés)</li> <li>- Gestion quantitative et qualitative (diminution des consommations individuelles, disparités géographiques des besoins)</li> <li>- Maintien de ressources diversifiées</li> <li>- Maintien du bon état de la retenue de Saint-Barthélémy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des émissions polluantes liées aux déplacements motorisés</li> <li>- Favoriser une meilleure utilisation des transports en commun et des réseaux ferroviaires</li> <li>- Amélioration des connaissances sur les émissions de produits phytosanitaires dans l'air et la limitation de leurs émissions</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des eaux littorales et continentales</li> <li>- Réduction des apports en nitrates, pesticides et azote</li> <li>- Réduction du phénomène des marées vertes</li> <li>- Information et sensibilisation des acteurs (agriculteurs, industriels, consommateurs)</li> </ul>	- Poursuite des efforts du secteur agricole (réduction des émissions) par l'amélioration des pratiques (injections des lisiers dans le sol par exemple)
Indicateurs	Teneur en nitrates, pesticides/Volume algues vertes/Classement des eaux en Baie de Saint-Brieuc/Nombre de STEP/Capacité de traitement/Flux polluants	Teneur en dioxyde de carbone, dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, ozone, ammoniac et particules (PM10)

III. LES RESSOURCES NATURELLES	
	IV.3. L'ÉNERGIE
Etat actuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La quantité d'énergie consommée par le territoire s'élève à 4873 GWh/an répartie principalement entre les bâtiments (52%), le transport (28%), l'industrie (15 %).</li> <li>- Les émissions de GES représentent 1404 milliers de teq CO<sub>2</sub> (tonnes équivalent CO<sub>2</sub>), dont 32% pour l'agriculture (essentiellement non énergétiques), 30% pour les bâtiments, 26% pour les transports et 9% pour l'industrie.</li> <li>- La production d'énergie renouvelable représente environ 5% des consommations.</li> </ul>
Evolution depuis 5 à 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- On ne dispose pas d'évaluation permettant de connaître précisément les évolutions des consommations d'énergie et des émissions de GES sur le territoire. Cependant, la périurbanisation qui a marqué la dernière décennie a accru les distances de déplacements et donc engendré pour ce secteur une forte hausse des consommations. Pour les bâtiments, bien que les réglementations thermiques aient permis de réduire les consommations unitaires des constructions neuves, le taux de renouvellement du parc faible associé à une intensité des réhabilitations insuffisante et une utilisation toujours croissante de l'électricité spécifique ne permettent pas de faire diminuer les consommations et les émissions du parc.</li> <li>- La production d'énergie renouvelable progresse depuis 2005 sous l'effet principalement du développement de la filière éolienne.</li> </ul>
Tendance récente	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un point de vue quantitatif, on ne dispose pas d'éléments permettant d'apprécier les évolutions récentes. Sous l'effet de l'évolution du coût de l'énergie on voit cependant apparaître une évolution des comportements comme la pratique toujours plus importante du covoiturage où une évolution de la demande vers des logements moins énergivores et plus proches des équipements. Les incitations financières diverses ont aussi permis de dynamiser la réhabilitation thermique et de développer, encore timidement, la production d'énergie renouvelable telle que le solaire thermique ou photovoltaïque.</li> </ul>
Forces du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le territoire dispose d'atouts à valoriser tant pour la production d'énergie renouvelable que pour la maîtrise de consommations d'énergie : au-delà de l'énergie solaire valorisable comme sur tout territoire, des gisements existent dans la valorisation des déchets organiques agricoles et industriels, le potentiel éolien n'est pas encore totalement exploité, la filière bois énergie peut se structurer en particulier autour de l'exploitation du bocage...</li> <li>- La structure actuelle du territoire permet à l'urbanisation future de s'appuyer sur plusieurs pôles de proximité qui rendent possible le développement d'équipements de proximité, de l'emploi local, ou le rabattement vers des lignes de transport en commun efficaces afin de réduire les émissions de GES des déplacements.</li> <li>- Le territoire dispose par ailleurs d'un vivier d'entreprises du bâtiment sur lequel il est possible de s'appuyer pour engager une véritable reconversion énergétique du parc bâti en créant localement de la richesse.</li> </ul>
Faiblesses du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'inversement des dynamiques engagées est confronté à certaines résistances assez fortes : les coûts du foncier poussent les ménages à s'éloigner des pôles d'attractivité pour répondre à leur désir d'acquiescer un typologie d'habitat pavillonnaire, consommateur de foncier et induisant des déplacements, la réhabilitation énergétique ou les constructions énergétiquement performantes nécessitent la montée en compétences d'entreprises aujourd'hui peu formées, les énergies renouvelables ne sont pas à ce jour jugées suffisamment compétitives au regard des investissements qu'elles nécessitent...</li> <li>- Du point de vue des risques liés au changement climatique, la partie côtière du territoire est soumise à un aléa de submersion amplifié par l'élévation prévisible du niveau de la mer. La raréfaction de la ressource en eau pourrait accroître les problèmes de qualité aujourd'hui observés et entraîner une insuffisance de disponibilité pour l'eau potable ou l'irrigation, en particulier en période estivale.</li> </ul>
Opportunités, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La réhabilitation thermique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables représentent de formidables opportunités de développer une activité locale dans de nombreux secteurs et créer ainsi des liens forts dans le cadre d'une dynamique territoriale : agriculteurs, industriels, entreprises du bâtiment</li> </ul>
Menaces, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'augmentation du coût des énergies peut entraîner une forte augmentation de la précarité énergétique des ménages, accentuée lorsque des revenus modestes se cumulent avec des besoins liés à un logement déperditif et des déplacements longs et contraints à l'usage du véhicule particulier. Cette augmentation entraînera aussi une réduction de la performance économique de l'ensemble des secteurs si leur dépendance n'est pas réduite.</li> <li>- Le territoire du Pays est par ailleurs fortement menacé par des ruptures de l'approvisionnement électrique en raison de la faiblesse des infrastructures existantes, du faible niveau de</li> </ul>

	production locale et de l'augmentation toujours croissante de cette énergie.
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transport : Réduire les distances de déplacement, développer les modes de transports en commun ou mutualisés tels que le covoiturage, faciliter les modes doux ; l'ensemble de ces enjeux nécessitant une densification de l'urbanisation autour des principaux pôles existants.</li> <li>- Réhabilitation des bâtiments existants, accompagnement de la production de bâtiments neufs pour assurer leur performance et permettre/ne pas obérer un déploiement des EnR, limiter le développement de l'usage de l'électricité en particulier pour le chauffage entraînant une augmentation des pointes de puissance.</li> <li>- Tenir compte des risques d'évolution des zones submersibles à long terme, de la réduction des ressources futures en eau dans la définition des zones d'aménagement et des principes d'aménagement.</li> </ul>
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation d'énergie totale et spécifique du territoire par secteur : kWh/an ; kWh/(an.habitant) ;</li> <li>- Production d'énergie renouvelable (puissance et production par filière) et couverture énergétique par les EnR (chaleur et électricité) : kWh/an par filière ; %EnR élec/conso élec ; %EnR th/conso th ;</li> <li>- Emissions de GES totales et spécifique du territoire par secteur : teqCO2/an ; teqCO2/(an.habitant) ;</li> <li>- Surface bâtie par typologie de territoire (ville centre, zone agglomérée, pôles secondaires, pôle ruraux, hors pôle)</li> <li>- Surface artificialisée et surface bâtie en extension « pure » – surface bâtie en extension dans des « dents creuses » - surface bâtie en renouvellement urbain</li> <li>- Parts modales et portée des déplacements</li> <li>- Nb de km de lignes TC (BHNS / TC urbain / TC interurbain), fréquentation</li> <li>- Nb de parkings de covoiturage</li> <li>- Nombre de PDE/PDIE/PDA/Pedibus... mis en place</li> <li>- Nombre de bâtiments (logements/bureaux...) réhabilités</li> <li>- Nombre de bâtiments neufs de performance supérieure à la réglementation (BEPAS ; BEPOS)</li> </ul>



## 4.

# L'environnement biologiques et les Espaces naturels

## LES MILIEUX NATURELS

Le Pays possède de nombreux périmètres de protection et d'inventaire mettant en évidence la richesse de ses milieux naturels. Ces milieux diversifiés sont constitués principalement des milieux littoraux et intertidaux, des cours d'eau, des zones humides (dont des tourbières, dans landes humides), des zones boisées, ainsi que d'une trame bocagère préservée à l'ouest du territoire.

Ces milieux abritent de nombreuses espèces végétales et animales possédant un caractère patrimonial, parfois rares à l'échelle européenne. Divers outils et dispositifs de protection et de gestion existent d'ores et déjà sur le territoire (Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles, Loi littoral, etc.) et permettent de mettre en valeur ce patrimoine naturel).

Cette richesse constitue de fait un atout du territoire et participe à son attractivité pour les estivants et pour les résidents permanents, en complément de l'attractivité du littoral.

La pression touristique et urbanistique impose cependant une contrainte majeure à ces éléments naturels et plus particulièrement sur le littoral. Le reste du territoire est lui confronté à d'autres problématiques telles que la déprise ou l'intensification agricole, mais aussi la pression urbanistique (étalement de l'habitat individuel). L'expansion d'espèces invasives constitue de plus une contrainte importante pour le territoire en se faisant au détriment d'espèces à forte valeur patrimoniale.

Les milieux aquatiques et notamment les vallées encaissées de l'ouest du territoire sont envahis par des espèces comme la Jussie. De nombreux obstacles sont présents sur l'ensemble des cours d'eaux qui compromettent la circulation des espèces aquatiques.

## IV. L'ENVIRONNEMENT BIOLOGIQUE ET LES ESPACES NATURELS

Territoire littoral fortement polarisé vers une zone humide d'importance nationale (la baie de St-Brieuc), le Pays de Saint-Brieuc présente des enjeux majeurs en termes de milieux naturels, de faune et de flore. La forte diversité des milieux (littoraux, intertidaux, marins, agricoles, boisés, bocagers) présents participe aussi à l'intérêt du territoire en ce qui concerne la biodiversité.

Le SCOT se doit d'appréhender les grands équilibres entre développement économique et préservation des milieux, des sites et des ressources naturelles

Se posera particulièrement la problématique du maintien des continuités naturelles ou écologiques au travers des grandes orientations d'aménagement proposées dans le cadre du SCOT. Les continuités ou « corridors » écologiques les plus évidents sont ceux représentés par les vallées (cours d'eau et milieux associés). D'autres continuités écologiques seront à identifier et à préserver : liens en têtes de bassins versants, coupures d'urbanisation en milieu agricole et périurbain etc.

Le caractère remarquable et patrimonial du territoire se mesure notamment au travers du nombre très important de périmètres réglementaires et d'inventaires liés au patrimoine naturel. Ces derniers sont en effet définis au regard des espèces ou des milieux « patrimoniaux », c'est-à-dire présentant un caractère de rareté ou de dynamique défavorable aux échelles locales, régionales ou nationales, voire européennes.

### IV.1 PERIMETRES DE PROTECTION ET D'INVENTAIRES

Les périmètres administratifs concernant les milieux naturels, le patrimoine écologique, la faune et la flore sont de deux types :

- **Les zonages réglementaires** : ce sont les sites classés ou inscrits, les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les réserves naturelles, les sites du réseau NATURA 2000, les (Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et Zones de Protection Spéciale (ZPS) (ou Sites d'Importances Communautaires).

On recense sur le territoire du SCOT :

- Un Site d'Importance Communautaire (SIC) et trois Zones spéciales de conservation (ZSC) - Sites du réseau Européen Natura 2000;
- deux Zones de Protection Spéciale (ZPS) ;
- Une réserve naturelle nationale (RNN) ;
- Un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB).

- **Les zonages d'inventaires** : ce sont les Zones d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) à l'échelon national et certains zonages internationaux comme les Zones Importantes pour la Conservation pour les Oiseaux (ZICO) à l'échelle européenne. Les ZNIEFF sont de deux types :
  - les ZNIEFF de type II, qui sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère. ;
  - les ZNIEFF de type I, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rares ou menacés, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ; ou ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local.

On recense sur le territoire du SCOT :

- 38 Zones d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF de types 1 et 2) ;
- deux Zones d'importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO).

### a. Les zonages réglementaires

*Cf. planche graphique « La réserve naturelle et les arrêtés préfectoraux de protection de biotope du Pays de Saint-Brieuc »*

- **La réserve naturelle nationale de la Baie de Saint-Brieuc**

La réserve naturelle nationale de la baie de Saint-Brieuc s'étend sur une superficie de 1 140 hectares compris dans le domaine public maritime, et sur une partie terrestre couvrant 7,9 hectares. La réserve est gérée par St Brieuc en partenariat avec Viv'armor. Le plan de gestion s'étend sur une période allant de 2009 à 2013.

Cette réserve a été créée en 1998. Il s'agit de la plus grande réserve nationale de Bretagne, classée en premier lieu en raison de son intérêt ornithologique. La baie de Saint-Brieuc est la 5<sup>ème</sup> baie mondiale pour l'amplitude de ses marées. Ces variations d'amplitude, les apports des rivières côtières, la faible profondeur de la baie et la température des eaux sont autant de paramètres favorisant une importante productivité primaire sur le site. Cette richesse attire notamment en période d'hivernage de nombreux oiseaux migrateurs qui viennent s'alimenter dans l'estran.

L'ensemble des milieux associés aux baies est représenté : sables, roselières, vasières, prés salés et dunes. Les marais maritimes de l'anse d'Yffiniac et de l'estuaire du Gouessant sont constitués par de nombreux habitats d'intérêt communautaires. Plusieurs espèces végétales protégées au niveau national ou régional sont présentes sur le site à l'image de la Statice à feuilles ovales (*Limonium ovalifolium*).



*Limonium ovalifolium* (photo : Biotope)

La réserve accueille 7 espèces d'amphibiens, dont le Triton palmé (*Triturus helveticus*) dans le bois de Saint-Ilan à Languex, la rainette verte (*Hyla arborea*).

Sont aussi présents quatre reptiles protégés au niveau national, dont la vipère péliade (*Vipera berus*).

Cette réserve est un site d'hivernage d'importance internationale pour la Bernache cravant à ventre sombre (*Branta bernicla bernicla*) mais aussi pour un nombre important de limicoles (Barge rousse, Bécasseau maubèche, entre autres).



Bernache cravant *Branta bernicla bernicla* (photo : Biotope)

Les objectifs de conservation du patrimoine naturel sur la réserve naturelle sont (plan de gestion 2009-2013) :

- Maintenir la diversité biologique et le rôle fonctionnel de l'estran
- Favoriser l'hivernage et la halte des espèces migratrices et la nidification des oiseaux
- Maintenir la diversité biologique et le rôle fonctionnel des prés salés
- Maintenir la diversité et le rôle fonctionnel du massif dunaire de Bon abri
- Maintenir le patrimoine géologique
- Gérer la fréquentation humaine
- Tendre vers une compatibilité optimale entre la conservation du patrimoine et les activités humaines dont l'accueil du public

• **Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope**

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est concerné par un unique APPB du 29 décembre 1989, situé sur les landes de la poterie. Le site en question représente une superficie de 54 hectares. Les trois espèces qui ont motivée la mise en place de cette protection sont :

- Le Triton de blasius (*Triturus cristatus* x *T. marmoratus*)
- La Pilulaire (*Pilularia globulifera*)
- La Spiranthe d'été (*Spiranthes estivalis*)

Ce site est géré par Vivarmor.



La pilulaire (*Pilularia globulifera*) (photo : Biotope)



- **Les sites acquis par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres**

Le Conservatoire du Littoral a acquis 6 sites inclus dans le périmètre du SCOT.

SITES ACQUIS PAR LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL		
Nom	Surface ha	Communes concernées
COTE DE PENTHIEVRE	24	HILLION, PLENEUF-VAL-ANDRE, PLANGUENOUAL, MORIEUX
POINTE DU ROSELIER	14	PLERIN
FALAISES DE PLOUHA/BEC DE VIR	52	TREVENEUC

**Au total se sont 80 hectares qui sont propriétés du conservatoire du littoral**

- **Les « Espaces Naturels Sensibles »**

15 Espaces Naturels Sensibles (ENS) départementaux, concernent le territoire du pays de Saint-Brieuc. Ces sites sont protégés et gérés par le Conseil Général des Côtes d'Armor :

SITES ACQUIS PAR LE CONSEIL GENERAL (ENS)		
Nom	Surface m²	Communes concernées
POINTE DE LERMOT	12149	HILLION
BON ABRI	64358	HILLION
MAISON DE LA BAIE	8518	HILLION
LA VILLE BERNEUF	100787	PLENEUF-VAL-ANDRE
LE CAP	1711193	ERQUY
SAINT-MICHEL	28513	ERQUY
LES HOPITAUX / VALLEE DENIS	34797	ERQUY
POLDER DE LA COTIERE	6057	ERQUY
LA VILLE LOUAIS	8645	PORDIC
POINTE DE PORDIC	26726	PORDIC
LANDES DE LA POTERIE	402061	LAMBALLE
PORT ES LEU	13297	ETABLES SUR MER
VAU CHAPERON	25954	ETABLES SUR MER

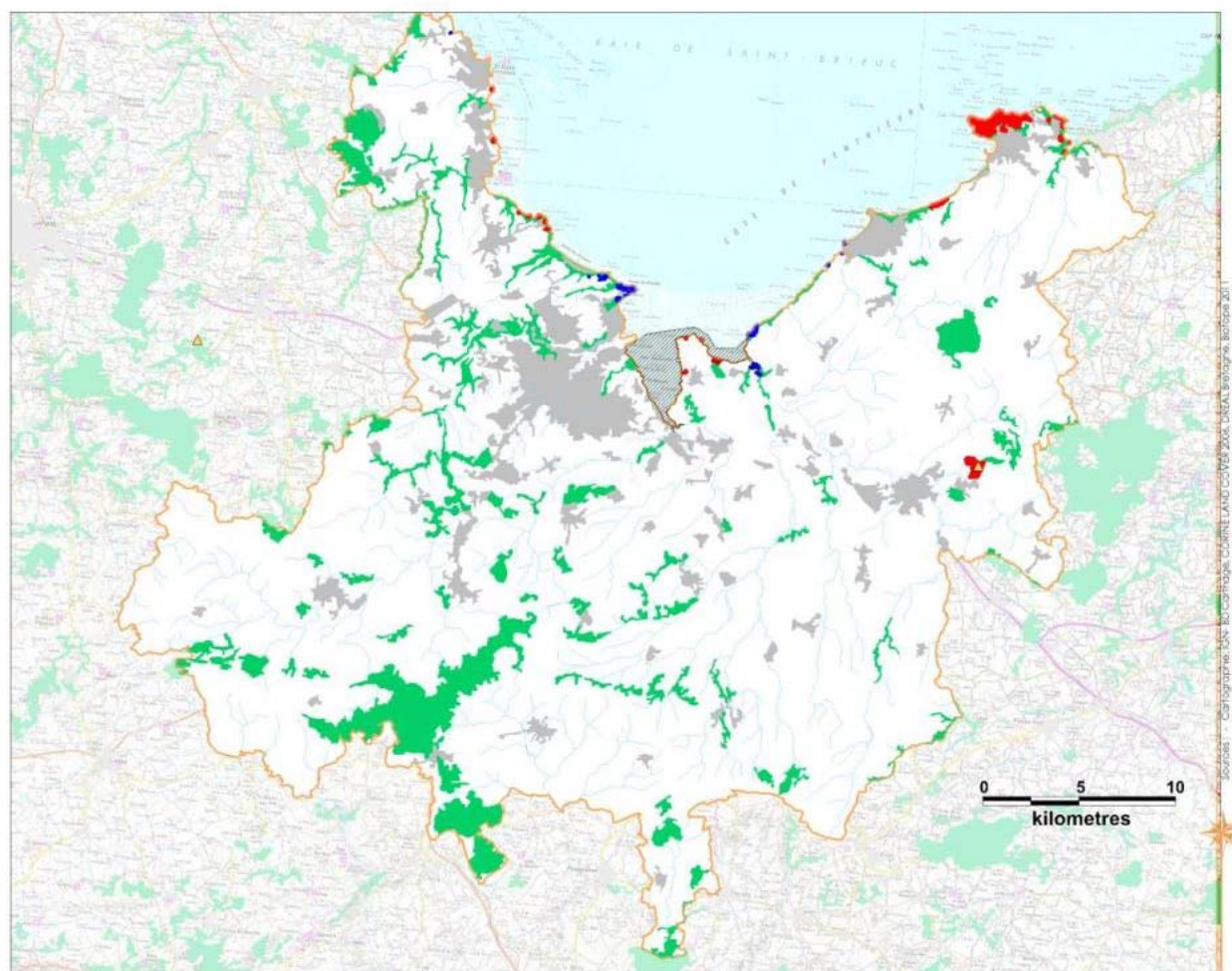
**Ainsi ce sont 244 hectares qui sont la propriété du Conseil général**



## La réserve naturelle, les APPB, ENS et sites du CSL du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc



### Légende

- Limite du Pays de Saint-Brieuc
- Zone urbanisée
- Zone boisée
- ▲ Arrêté préfectoral de protection de biotope
- Réserve Naturelle Nationale
- ENS
- Sites du Conservatoire du littoral

## • Le réseau Natura 2000

*Cf. planche graphique « Le réseau Natura 2000 du Pays de Saint-Brieuc »*

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est concerné par le réseau Natura 2000 qui est composé des sites relevant des directives européennes Oiseaux et/ou Habitats, datant respectivement de 1979 et 1992. L'objectif du réseau Natura 2000 est d'aboutir à une protection et une gestion globale des oiseaux et des habitats au niveau européen. On répertorie ainsi 1 Site d'Importance Communautaire (SIC) (futur ZSC) et 3 Zones spéciales de conservation au titre de la directive « habitat ».

Ce réseau est complété par 2 Zones de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive « Oiseaux ».

- au nord, la partie sud de la ZSC FR5300011 « **Cap d'Erquy – cap Fréhel** » et la ZPS FR5310095 s'étendent sur la partie nord de la commune d'Erquy ;
- le SIC FR5300066 et la ZPS FR5300066 « **Baie de Saint-Brieuc est** » intéressent les parties côtières d'Erquy, Pléneuf-Val-André, Planguenoual, Hillion, Saint-Brieuc. Plus largement la SIC s'étend aussi sur les communes de Plérin, Saint-Donan, Plaine haute et Ploufragan. Cette partie plus terrestre a été intégrée au site en 2005 et correspond aux rives de Gouët (fond de l'étang du barrage de Saint-Barthélémy).

Ces zonages sont constitués d'une partie marine majoritaire (97% de surface marine).

- À l'est du territoire, la commune de Lamballe abrite la ZSC FR5300036, « **landes de la poterie** »;
- au sud -ouest du territoire, les communes de Saint-Bihy, La Harmoye, Lanfains et L'Hermitage-Lorge chevauchent la ZSC FR5300037 « **Forêt de Lorge, landes de Lanfains, cîme de Kerchouan** ».

Les sites « Cap-d'Erquy- cap Fréhel » et « Landes des poteries » ont fait l'objet de Documents d'Objectifs (DOCOB).

Ci-après sont présentées les principales caractéristiques de ces sites et les enjeux qui s'y rattachent tels que décrits dans les DOCOB ou dans les fiches Natura 2000 (DREAL Bretagne). Les cartes ci-après présentent les zonages concernés.

## • Le site des caps d'Erquy et Fréhel

Ce site est d'une richesse faunistique, floristique et paysagère exceptionnelle. Les habitats naturels sont principalement représentés par des massifs dunaires, les coteaux de l'estuaire de l'Islet, des marais dont le marais des sables d'or, des falaises et îlots rocheux, des landes littorales. Ce site regroupe 20 habitats naturels, d'intérêt communautaire, dont les pelouses aérohalines sur falaises de grès ou cristalline ou des landes sèches littorales climaciques à *Ulex gallii* var. *humilis* (écotype prostrée). Une espèce végétale d'intérêt communautaire est connue sur le site : l'Oseille des rochers (*Rumex palustris*). D'autres espèces protégées sont également présentes : la *Drosera rotundifolia*, *Eryngium maritimum*, l'*Ophrys apifera*...



*Eryngium maritimum* (photo : Biotope)

Par ailleurs, le site présente une grande richesse ornithologique en accueillant la nidification d'oiseaux marins (Guillemot de Troïl, Pingouin torda...).

Plusieurs espèces animales d'intérêt communautaire sont également présentes :

- le Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), qui hiberne dans les bunkers du cap Fréhel et dont les effectifs ont fortement diminués depuis les années 60, la commune de Fréhel présence d'un gîte de mise à bas (*Bretagne vivante, Site internet : Observatoire des chiroptères de Bretagne, 2011*).
- le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) qui hiberne aussi dans les bunkers du cap Fréhel où la présence d'au moins un gîte de mise à bas est signalée (*Bretagne vivante, Site internet : Observatoire des chiroptères de Bretagne, 2011*) ;
- le Grand Murin (*Myotis myotis*), la présence de l'espèce est signalée sur la commune de Fréhel (*Bretagne vivante, Site internet : Observatoire des chiroptères de Bretagne, 2011*).



*Le Grand Murin, espèce protégée présente au cap Fréhel* (photo : Biotope)

D'après le DOCOB du site plusieurs activités ont un effet « défavorisant » sur le site.

Les zones agricoles font face à un risque d'abandon d'entretien par déprise agricole, ou à un risque d'homogénéisation par conversion en cultures. Les activités de loisirs telles que le camping, le stationnement sauvage et le manque de canalisation du public engendrent la dégradation de certains habitats tels que les milieux arrière dunaires.

- **Le site de la Baie de Saint-Brieuc Est**

Il intéresse la baie d'Yffiniac et l'anse de Morieux. 79% de la pSIC concerne le domaine public maritime. Ce site est constitué de zones humides littorales d'importance (pré-salés Atlantiques, vasières, marais maritimes). Ces zones humides littorales accueillent de nombreux limicoles, et les effectifs de certaines espèces sont d'importance nationale, voire internationale. De plus, ce site englobe une grande partie des massifs dunaires départementaux. Une extension du site a été proposée en 2005 pour protéger le Coléanthe subtil (*Coleanthus subtilis*) espèce végétale qui se développe sur les bords limoneux des étangs et parfois des rivières. Cette espèce se développe exclusivement à la limite des basses eaux dans la zone de marnage, les variations de niveaux d'eau sont indispensable à cette espèce.



*Les Dunes grises (photo : Biotope)*

Sur les 20 habitats présents, ce site comporte entre autres une proportion notable de zones humides soumise à marées (48%). Les dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises, code Natura 2000 2130), les lagunes côtières (code Natura 2000 1150), les eaux stagnantes oligotrophes à mésotrophes à Littorelles (code Natura 2000 3130) et les forêts de pentes, éboulis ou ravin (code Natura 2000 9180) sont autant d'habitats naturel prioritaire au titre de la Directive européenne.



*Littorella uniflora (photo : Biotope)*

En plus du Coléanthe subtil, l'Oseille des rochers (*Rumex rupestris*), est également connue sur le site. Cette espèce est sur le littoral français protégée et d'intérêt communautaire. Elle est très localisée (1 station sur le site).

Plusieurs espèces d'intérêt patrimonial sont également remarquables citons les Sérapias à petites fleurs (*Serapias parviflora*), le chou marin (*Crambe maritima*) le Panicaut maritime (*Eryngium maritimum*).





*Serapias parviflora* (photo : Biotope)

Parmi les espèces animales de la Directive, plusieurs amphibiens et reptiles ont été recensés.

Tableau 1 : Les reptiles et amphibiens d'intérêt communautaire recensés sur le site Natura 2000 de la baie de Saint-Brieuc Est (DOCOB Baie de Saint-Brieuc est, 2009)

Nom	Nom vernaculaire	Directive habitat	
		Annexe IV	Annexe V
<b>Bufo calamita</b>	Crapaud calamite	x	
<b>Hyla arborea</b>	Rainette verte	x	
<b>Rana dalmatina</b>	Grenouille agile	X	
<b>Podarcis muralis</b>	Lézard des murailles	x	
<b>Lacerta viridis</b>	Lézard vert	x	
<b>Rana esculenta</b>	Grenouille verte		x

Pour la Directive « oiseaux », le site accueille en hivernage 19 espèces d'intérêt communautaire dont 5 inscrites en annexe I de la directive :

Nom	Nom vernaculaire
<b><i>Philomachus pugnax</i></b>	Combattant varié
<b><i>Egretta garzetta</i></b>	Aigrette garzette
<b><i>Falco peregrinus</i></b>	Faucon pèlerin
<b><i>Limosa lapponica</i></b>	Barge rousse
<b><i>Alcedo atthis</i></b>	Martin pêcheur

Tableau 2 : L'avifaune hivernante d'intérêt communautaire recensé sur le site Natura 2000 de la baie de Saint-Brieuc Est (DOCOB Baie de Saint-Brieuc est, 2009)

Le site est fortement soumis à la pression des activités de loisirs qui perturbent l'avifaune et portent atteinte aux milieux fragiles, notamment aux dunes. Un des enjeux principaux réside cependant pour les dunes dans la préservation face aux effets de la fréquentation touristique



- **Le site des landes de la Poterie**

L'arrière-pays recèle aussi des sites de grand intérêt comme celui des landes de la Poterie sur la commune de Lamballe.

Autrefois exploitées pour l'extraction d'argile, ce site est composé malgré sa surface réduite, de plusieurs milieux d'intérêt imbriqués les uns aux autres. Les habitats les plus remarquables sont les tourbières, les landes humides à Bruyère à quatre angles, les landes mésophiles à Bruyère ciliée et les landes sèches à Bruyère ciliées et Callune.

Les 60 hectares protégés abritent des espèces végétales d'intérêt communautaires comme le Flûteau nageant (*Luronium natans*) ou des espèces animales comme le Triton crêté (*Triturus cristatus*) visées à l'annexe II de la directive Habitat.



**Le Triton crêté (photo : Biotope)**

Deux espèces d'intérêt patrimonial sont également remarquables (liste rouge nationale), le Triton de Blasius (*Triturus x blasii*) et le Sympetrum noir (*Sympetrum danae*).

Le maintien de la biodiversité de ces landes passe par le maintien du caractère ouvert de ces milieux.

- **Le site de la forêt de Lorge, landes de Lanfains, cîme de Kerchouan**

Le site est caractérisé par un complexe de landes sèches sur sol superficiel, landes humides tourbeuses (habitat prioritaire), de tourbières et d'hêtraie (notamment hêtraie de l'Asperulo-Fagetum). Onze habitats d'intérêt communautaire sont présents sur ce site et une espèce animale est citée en annexe II, l'Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*)



**L'Ecaille Chinée (photo : Biotope)**

Plusieurs espèces d'intérêt patrimonial comme les Drosera (*Drosera intermedia* et *rotundifolia*), le Triton marbré (*Triturus marmoratus*) sont présentes sur le site...



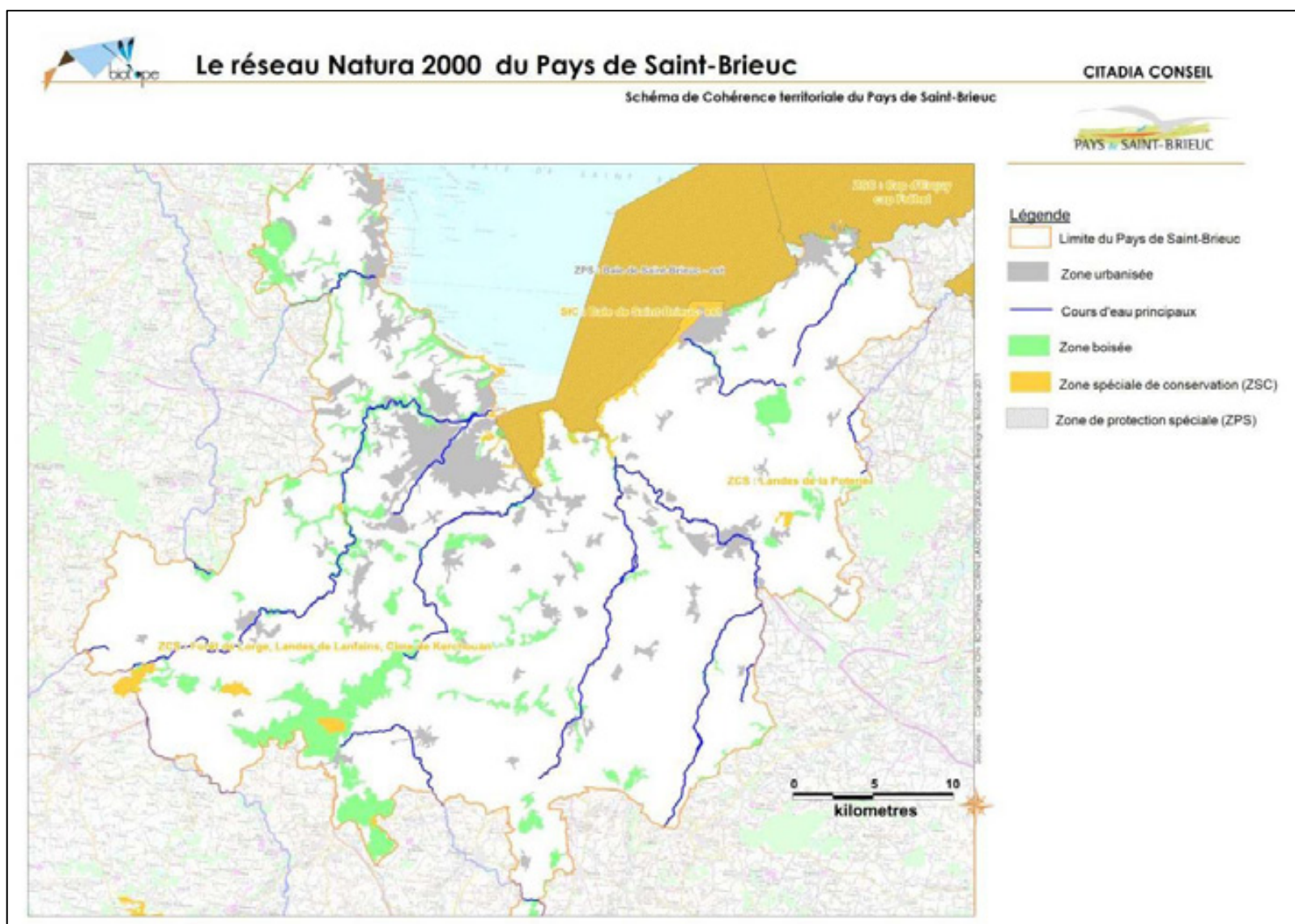
La Drosera intermédiaire (photo : Biotope)

La conservation de la biodiversité du site passe par :

- un entretien approprié (fauche)
- la restauration de certains milieux (landes),
- le maintien du fonctionnement hydrologique naturel en amont et au sein des milieux tourbeux

Les sites Natura 2000		
Nom	Type	Milieu dominant
Landes de la poterie	ZSC	Landes
Forêt de Lorge, Landes de Lanfains, Cîme de Kerchouan	ZSC	Zone boisée
Cap d'Erquy- cap Fréhel	ZSC et ZPS	Littoral
Baie de Saint-Brieuc - Est	ZSC et ZPS	Littoral
Baie de Saint-Brieuc – Est (extension)	ZSC	Eau courante

Tableau 3 : Les sites Natura 2000 et les milieux dominant



## b. Les zonages d'inventaires

*Cf. planche graphique « Les zonages d'inventaires et réglementaires »*

- **Les ZICO : Zone Importantes pour la Conservation des Oiseaux**

On dénombre une ZICO, inventaires qui désignent des sites ornithologiques remarquables au niveau européen et qui ont été à l'origine des propositions françaises des Zones de Protection Spéciales (ZPS).

La ZICO BT n°01 "Baie de Saint-Brieuc" : elle concerne les communes de Hillon, Morieux, Planguenoual, Plérin, Languieux et Saint-Brieuc.

- **Les ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique**

Le territoire se caractérise par sept ZNIEFF de type 2 (grands secteurs d'intérêt) au sein desquels se trouvent trente-deux ZNIEFF de type 1 (secteurs de premier plan)

Les ZNIEFF de type II, correspondant à des grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes. Au sein de celles-ci ou en complément, existent aussi 32 ZNIEFF de type I qui sont des secteurs de superficie en général limitée et caractérisés par leur intérêt biologique remarquable. L'ampleur des zones naturelles d'intérêt patrimonial de ce territoire, lui confère un important enjeu de conservation de la biodiversité.

Ces zonages ont fait l'objet d'une mise à jour en ZNIEFF de 2<sup>e</sup> génération.

ZNIEFF PRESENTES DANS LE PERIMETRE DU SCOT			
Nom de la ZNIEFF	Surface totale (ha)	Communes concernées	Intérêt
<b>Type I</b>			
TOURBIERE DU SUD DE LANFAINS	7	LANFAINS	Site comprenant tourbières avec présence de Droseras, sphaignes, landes. Intérêt floristique. Bassin versant du Gouët.
CIME DE KERCHOUAN	284	LA HARMOYE, SAINT-BIHY	Landes diversifiées parsemées de pinède avec présence de Fauvette Pitchou, et lézard vivipare. Zone favorable à la nidification d'oiseaux menacés (Courlis cendré, Busard cendré et Vanneau huppé). Présence de tourbières
DUNE DE CAROUAL	3	ERQUY	Milieux dunaires
ETANG DU PAS	4	LANFAINS	Petit étang en contexte bâti avec présence historique de plantes rares ( <i>Menyanthes trifoliata</i> , <i>Osmunda regalis</i> ). Site de nidification de plusieurs espèces : Grèbe castagneux, Bergeronnette des ruisseaux...
ESTUAIRE DE SABLES D'OR LES PINS	128	ERQUY, PLURIEN	Marais saumâtres et salés, espèces végétales protégées, odonate, et orthoptères.
DE LA POINTE DE SAINT GUIMONT A LA POINTE DU GROUIN	17	HILLION	Landes et côtes rocheuses abritant une grande variété d'espèces végétales d'intérêt patrimonial, englobé dans le périmètre de la réserve naturelle
CHAOS DU GOUET	52	PLAINE-HAUTE, SAINT-JULIEN, PLAINTREL	Chaos granitique de la moyenne vallée du Gouët avec des populations importante de Bistortes et une densité exceptionnelle de Bergeronnette des ruisseaux. La mulette perlière y est recensée (probablement à l'état de population relictuelle)
LE BOIS DE BOISSEL	31	SAINT-BRIEUC, PLERIN	Zone enclavé dans la zone urbaine, pentes abruptes et boisée sur le versant de la vallée du Gouët. Dominance de la Chênaie-Charmaie, avec plusieurs espèces rares dont <i>Doronicum plantagineum</i> et <i>Polygonum bistorta</i>
TOURBIERE DE LA MARE AUX CHEVREUILS	2.5	L'HERMITAGE-LORGE	Tourbières de bord d'étang.
ETANG AU BAS DU BOURG DE SAINT-BIHY	11.5	SAINT-BIHY, LE VIEUX-BOURG	Étang abritant des plantes rares de bords d'étang ( <i>viola palustris</i> , <i>potentilla palustris</i> ...). Zone d'hivernage pour le Canard siffleur, le Grand Cormoran, héron cendré et Grèbe à cou noir.
LANDES DE LA	116	LAMBALLE	Landes, tourbières basses alcalines milieux terrestres et

ZNIEFF PRESENTES DANS LE PERIMETRE DU SCOT			
Nom de la ZNIEFF	Surface totale (ha)	Communes concernées	Intérêt
POTERIE			palustres, importante diversité végétale (Choin noirâtre), Fauvette Pitchou, triton de Blasius.
HERBUS DE L'ANSE D'YFFIGNAC	81	HILLION, YFFINIAC, LANGUEUX	Domaine public maritime, réserve naturelle
POINTE DE SAINT-MARC	16	TREVENEUC, SAINT-QUAY-PORTRIEUX	Pelouses littorales et fourrés sur falaise. Intérêt botanique (Cranson du Danemark, Perce neige, Jasione montana)
POINTE OUEST DU PETIT HAVRE	2.5	PORDIC	Lande arbustive et falaises rocheuses Intérêt floristique présence de plusieurs espèces d'intérêt patrimonial
POINTE DU ROSELIER	30	PLERIN	Pointe rocheuse couverte d'une lande arbustive. Intérêt floristique présence de plusieurs espèces d'intérêt patrimonial, compris dans le périmètre de la réserve naturelle
BEC DE VIR	15	TREVENEUC	Falaises maritimes Intérêt floristique présence de plusieurs espèces d'intérêt patrimonial
BOIS DE LIZANDRE	199.5	PLOURHAN	Zone forestière, nombreuses plantes d'intérêt signalées dans la littérature
POINTE DU VAU BUREL	34.5	ETABLES-SUR-MER	Intérêt floristique présence de plusieurs espèces d'intérêt patrimonial associées à la côte rocheuse
POINTE DE LA HOUSSAIE - LA ROCHE JAUNE	19	ERQUY	Landes et pelouses ...intérêt floristique (présence de plantes rares)
CAP D'ERQUY	224	ERQUY	Mosaïque de milieux (falaises, landes sèches à humides, tourbières) Fort intérêt faunistique (amphibiens, insectes) et floristique
TOURBIERE DE CARADEUC	14	LA HARMOYE	Richesse spécifique (faune et flore) associée aux milieux tourbeux
ETANG DE LA TOUCHE-TREBRY	5	TREBRY	Espèces végétales et animales associées aux eaux stagnantes
ETANG DU BODEO	74	LE BODEO	Étang très encaissé à fortes pentes, intérêt botanique et ornithologique (nidification de Grèbes huppées, Martin pêcheurs...)
LANDE DU GRAS	7.5	MESLIN	Landes
COTE ROCHEUSE D'HILLION	47.5	HILLION	Compris dans le périmètre de la réserve naturelle ce vaste ensemble de landes littorales regroupe des groupements végétaux d'intérêt et des espèces végétales remarquables (Chardon perché, petit Buglosse)
VILLE BERNEUF EN SAINT-PABU	11	PLENEUF-VAL-ANDRE	Milieux dunaires, fort intérêt floristique (Orchidées rares à très rares ( <i>Ophrys apifera</i> ), <i>Crambe maritima</i> ))



ZNIEFF PRESENTES DANS LE PERIMETRE DU SCOT			
Nom de la ZNIEFF	Surface totale (ha)	Communes concernées	Intérêt
MARAIS DE BON ABRI	10.5	HILLION	Milieux dunaires et zone humide littorale, présence de rainette verte, de la Bouscarle de Cetti, Pipit farlouse, phragmite des joncs. Des espèces d'amphibiens y sont recensées dont 3 d'intérêt communautaire (annexe IV) inclus dans le périmètre de la réserve naturelle.  Grand intérêt mycologique.
ETANG DU BOIS DE QUERCY	6	SAINT-BIHY, LANFAINS	Zone humide intérieure, zone d'hivernage et de reproduction pour plus espèces avicoles.
TOURBIERE DU HAUT QUETEL (ENTRE UZEL ET GAUSSON)	5	L'HERMITAGE-LORGE	Tourbière intérêt floristique ( <i>Drosera</i> , <i>Narthecium ossifragum</i> )...
POINTE DE PLENEUF	33	PLENEUF-VAL-ANDRE	Landes, pelouses et côte rocheuse
FALAISES DE PLANGUENOUAL	60	MORIEUX, PLANGUENOUAL	Falaises ponctuées de landes rases climaciques présentant des espèces végétales rares ou peu communes dans la région.
LANDES DE LANFAINS	86	LANFAINS	Landes sèches, mésophiles et humides. Présence d'espèces végétales protégées ( <i>Drosera</i> , <i>Narthecium ossifragum</i> ...).  Site de nidification du Busard cendré et du courlis cendré
<b>Type II</b>			
FORET DE LA PERCHE	728 ha	PLOEUC-SUR-LIE, L'HERMITAGE-LORGE	Massif forestier dominé par le Hêtre, présence de tourbières. 1 espèce végétale de très grand intérêt patrimonial. Site de nidification de rapaces, Buses variables et Autour des palombes
FORET DE LORGE	2062 ha	LE BODEO, SAINT-BRANDAN, LANFAINS, L'HERMITAGE-LORGE PLOEUC-SUR-LIE, PLAINTTEL SAINT-CARREUC	Zone forestière qui abrite entre autre des lichens d'intérêt patrimonial, l'escargot de Quimper, des milieux tourbeux, des étangs et une flore rare et diversifiée
FORETS DE LA HUNAUDAYE ET DE SAINT AUBIN	2505 ha	QUINTENIC	Massif forestier de grande taille. Intérêt botanique (Prêle d'hiver. Site de nidification de 44 espèces d'oiseaux.
FALAISES DE PLOUHA	4258 ha	TREVEVEUC, PLOURHAN ETABLES-SUR-MER, SAINT-QUAY-PORTRIEUX, BINIC	Falaises qui ont un intérêt pour le paysage, site de reproduction pour plusieurs colonies d'oiseaux marins

ZNIEFF PRESENTES DANS LE PERIMETRE DU SCOT			
Nom de la ZNIEFF	Surface totale (ha)	Communes concernées	Intérêt
BAIE DE SAINT BRIEUC	2003 ha	PLERIN, LANGUEUX, MORIEUX, SAINT-BRIEUC, YFFINIAC	Présence de prés salés atlantiques, site d'importance nationale à européen pour l'hivernage de nombreux limicoles (Barge rousse, Huitrier pie)
POINTE DE PORDIC	124 ha	PORDIC, BINIC	Intérêt floristique dont <i>Scrophularia scorodonia</i> (aire française essentiellement armoricaine)
POINTE DE SAINT-PABU - DUNE DE CAROUAL	64 ha	ERQUY	Zone d'hivernage pour plusieurs oiseaux marins (Bernache cravant, Cormoran huppé...)



### c. Les sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930

Les sites naturels du pays concernés par cette servitude sont présentés en tant que sites naturels d'intérêt majeur :

SITES CLASSES		
PROPRIETE DU MANOIR DES ROSAIRES	PLERIN	classé par arrêté du 16 juin 1975
FALAISE DE LA ROCHE-JAUNE, ENTRE KER-ARMEL ET LE GOULET	ERQUY	classé par arrêté du 16 octobre 1978
CAP D'ERQUY, SES ABORDS ET DPM	ERQUY	classé par arrêté du 16 octobre 1978
TERTRE AU BE	SAINT-BRIEUC	classé par arrêté du 17 décembre 1925
FALAISES DE PLOUHA ET DPM CORRESPONDANT	TREVEUEC SAINT-QUAY-PORTRIEUX	classé par décret du 1 <sup>er</sup> août 1979
SITE DE BEL-AIR	TREDANIEL TREBRY	classé par arrêté du 3 février 1960
PARC, SITUE AU BOURG	ETABLES-SUR-MER	classé par arrêté du 15 février 1922

### d. Les communes concernées par la « Loi Littoral »

Au titre de la Loi Littoral et notamment en appui sur les sensibilités environnementales et paysagères, 15 communes du territoire sont concernées :

Plurien, Erquy, Pléneuf-Val-André, Planguenoual, Morieux, Hillion, Yffiniac, Langueux, Saint-Brieuc, Plérin, Pordic, Binic, Etables-sur-mer, Saint-Quai-Portrieux et Tréveneuc.

Les communes en question sont donc l'objet des dispositifs de protection institués par la loi littoral et la loi SRU. En particulier, les « coupures d'urbanisation » et les « espaces naturels » du L.146-6 et autres zonages du L.146-4 et L.146-5. Les zones d'espaces remarquables (L.146-6) et d'espaces proches du rivage (L.146-4-2) et les coupures d'urbanisation (L.146-2).

### e. La portée des différents « zonages »

Parmi les zonages aujourd'hui primordiaux à mettre en œuvre étant donné leur caractère décisif pour la gestion durable de la biodiversité, le **réseau Natura 2000** offre l'opportunité, d'engager une gestion rationnelle avec la participation des usagers et des propriétaires, privés ou publics, par le biais de conventions de gestion ou de contrats.

Le classement en **réserve naturelle** est une protection forte qui interdit toute destruction ou modification des lieux de nature à altérer le paysage et les sites. Le règlement de la réserve (arrêté préfectoral) interdit ou soumet à autorisation certaines activités pouvant porter atteinte aux milieux naturels ou aux espèces en présence. Dans le cas de la RNN de la

baie de Saint-Brieuc, plusieurs activités de loisir sont réglementées. Au-delà de la réglementation le classement en réserve naturelle nationale permet de mettre en place des actions de conservation et de gestion.

Le classement en **arrêté préfectoral de protection** de biotope interdit les activités susceptibles de porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux et/ou à la survie des espèces protégées y vivant. Aucune action de gestion n'est prévue dans le cadre des APPB.

Les **ZNIEFF** sont quant à elles des zonages d'inventaires faisant donc état de la connaissance de certains écosystèmes ou milieux plus restreints liés à la présence d'une espèce végétale ou animale particulière, rare et/ou révélatrice d'un biotope particulier également.

En ce qui concerne **les zones humides**, définies au code de l'environnement, leur altération ou transformation sont soumises aux dispositions du même code à partir d'une surface de 1000 m<sup>2</sup>.

Le **classement au titre de la loi du 2 mai 1930** est une protection forte qui régit toute modification des lieux de nature à altérer le paysage et les sites.

Les dispositions de la « **loi littoral** » et des textes subséquents sont également contraignantes, directement opposables pour l'élaboration des PLU et des SCOT.

La gestion des terrains acquis par le département au titre des **Espaces Naturels Sensibles**, ou par le **Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres** (CELRL), leur appartient et, pour le second, fait l'objet de plans de gestion pluriannuels. Les sensibilités naturelles et paysagères des sites y sont prises en compte.

## IV.2 LA BIODIVERSITE EN PAYS DE ST BRIEUC – LES ENJEUX MAJEURS

Au regard des différents périmètres d'inventaires et de protection liés au patrimoine naturel existant, les principaux enjeux relatifs à la biodiversité du territoire du pays de Saint-Brieuc découlent

- du caractère littoral du territoire et de la présence d'une vaste zone intertidale (estran) d'intérêt majeur pour les oiseaux d'eau notamment. Les falaises, les pelouses littorales, les prés salés et les dunes au niveau de la zone littorale sont le siège d'une diversité unique liée à des conditions de développement rythmées entre autre par les marées et la présence des embruns.
- de la présence d'une mosaïque de milieux parmi lesquels les landes et les zones humides apparaissent comme les plus remarquables (10 ZNIEFF de type 1 sont associées à des landes et 9 à des zones humides).
- de la qualité de certains tronçons de cours d'eau, qui accueillent des espèces emblématiques comme le Saumon atlantique ou l'Ecrevisse à pattes blanches

### a. La flore

Le conservatoire national botanique de Brest a édité en 2006 l'Atlas de la flore des Côtes d'Armor (PHILIPPON, 2006). Cette ouvrage décline par commune les espèces végétales rares et /ou protégées. Les espèces rares sont celles qui ont été trouvées dans 10 mailles ou moins du département. Seules les espèces rares et considérées par le Conservatoire National Botanique de Brest à très forte valeur patrimoniale pour la Bretagne (plantes endémiques, armoricaines les plus rares, subendémiques de France dont les seules stations sont en Bretagne, menacées sur leur aire de répartition, ou présentes dans moins de 5 stations en Bretagne) sont listées dans le tableau présenté en page suivante.

La flore d'intérêt patrimonial sur le territoire du pays de Saint-Brieuc (PHILIPPON, 2006)					
Nom commun	Nom Latin	Communes	Protection	Très forte valeur patrimoniale (CBNB, 1998)	Milieus associés
<i>Coléanthe subtil</i>	<i>Coelanthus subtilis</i>	Le Bodéo, Plaine Haute	Nationale	x	Bords limoneux des étangs ou parfois rivières dans les zones à niveau d'eau variable
<i>Orchis grenouille</i>	<i>Coeloglossum viride</i>	Erquy, Hillion, Pléneuf-Val-André	Régionale		Pelouses plus ou moins humide, arrières-dunes et coteaux maritimes
<i>Chou marin</i>	<i>Crambe maritima</i>	Hillion Morieux Pléneuf-Val-André Plérin	Nationale		Cordons de galets ou grèves en pied de falaise

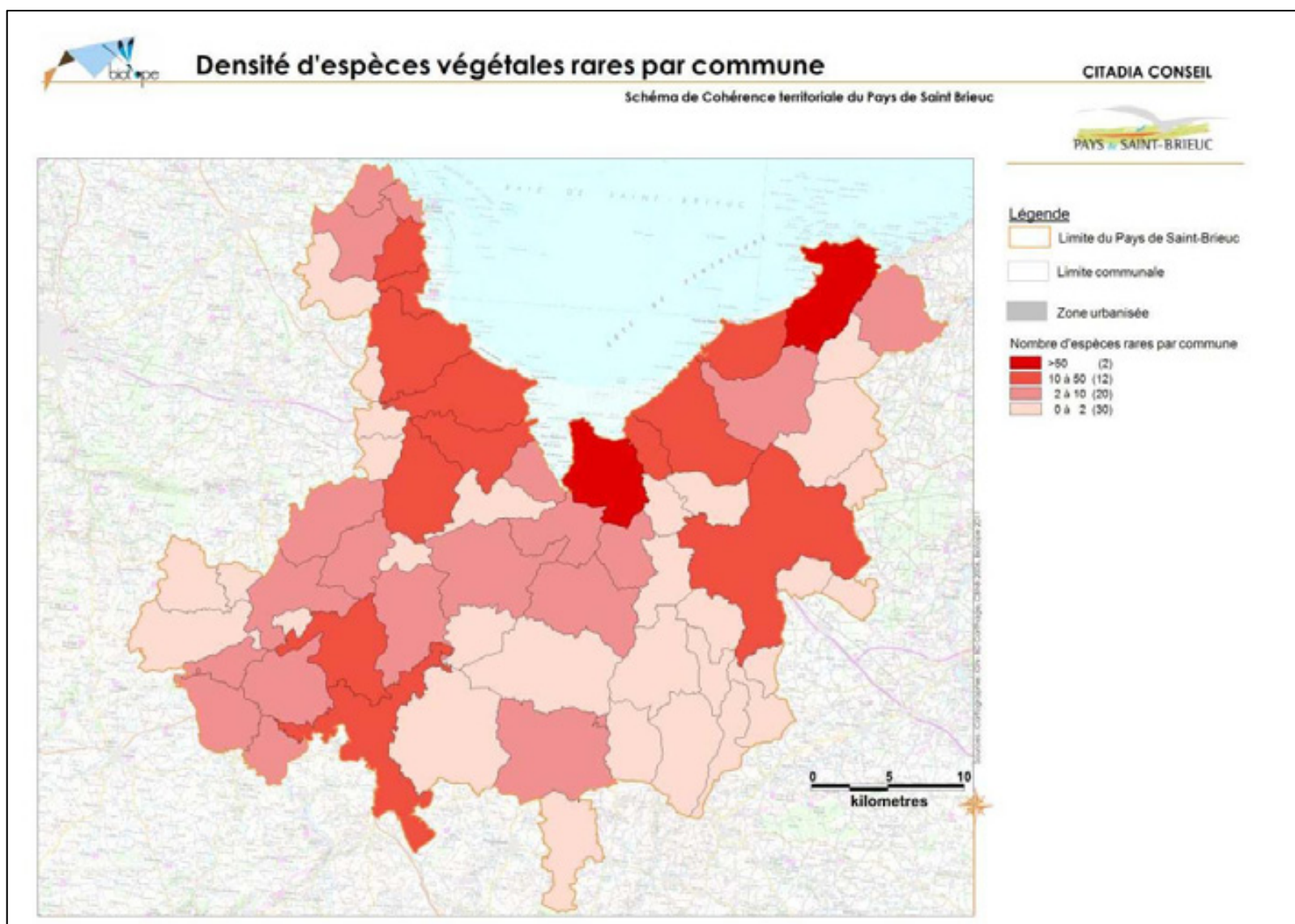


La flore d'intérêt patrimonial sur le territoire du pays de Saint-Brieuc (PHILIPPON, 2006)					
Nom commun	Nom Latin	Communes	Protection	Très forte valeur patrimoniale (CBNB, 1998)	Milieus associés
<i>Rossolis intermédiaire</i>	<i>Drosera intermedia</i>	La Hermoye, Lanfains, Saint-Bihy	Nationale		Tourbières
<i>Rossolis à feuilles rondes</i>	<i>Drosera rotundifolia</i>	La Hermoye, Lanfains, L'Hermitage –Lorge, Plaintel, Plédran Plemey	Nationale		Tourbières
<i>Dyoptéris atlantique</i>	<i>Dyopteris aemula</i>	L'Hermitage –Lorge	Nationale		Forêts et bois humides
<i>Prêle d'hiver</i>	<i>Equisetum hyemale</i>	Saint-Alban	Régionale		Dépressions humides en forêt
<i>Panicaut de mer</i>	<i>Eryngium maritimum</i>	Erquy, Hillion, Plérin	Régionale		Sables dunaires et cordons de galets ensablés
<i>Hélianthème vulgaire</i>	<i>Helianthemum nummularium</i>	Erquy, Pléneuf Val André	Régionale		Pelouses dunaires fixées
<i>Littorelle</i>	<i>Littorella uniflora</i>	Lamballe, Le Bodéo, L'Hermitage-Lorge, Saint-Bihy, Saint-Donan, Saint-Gildas	Nationale		Mares ou étangs
<i>Flûteau nageant</i>	<i>Luronium natans</i>	Lamballe, Lanfains, L'Hermitage-Lorge, Saint-Bihy, Saint-Donan	Nationale		Étangs et mares
<i>Lycopode inondé</i>	<i>Lycopodiella inundata</i>	L'Hermitage-Lorge	Nationale		Landes et tourbières
<i>Ophioglossum vulgaire</i>	<i>Ophioglossum vulgatum</i>	Erquy et Pléneuf-Val-André	Régionale		Dépressions humides voir inondées en hivers

La flore d'intérêt patrimonial sur le territoire du pays de Saint-Brieuc (PHILIPPON, 2006)					
Nom commun	Nom Latin	Communes	Protection	Très forte valeur patrimoniale (CBNB, 1998)	Milieus associés
<i>Ophrys araignée</i>	<i>Ophrys sphegodes</i>	Erquy, Hillion, Pléneuf-Val-André	Régionale		Pelouses sur sables calcaires
<i>Bartsie à feuilles larges</i>	<i>Parentucellia latifolia</i>	Binic, Erquy, Étables-sur-mer, Hillion, Morieux, Planguenoual, Pléneuf-Val-André, Plérin, Pordic	Régionale		Sables et pelouses rases littorales (mais aussi à l'intérieur)
<i>Pilulaire</i>	<i>Pilularia globulifera</i>	Lamballe	Nationale		Bordures de mares et d'étang Landes humides
<i>Polystic à aiguillons</i>	<i>Polystichum aculeatum</i>	Ploufragan	Régionale		Sous-bois des vallons frais
<i>Oseille des rochers</i>	<i>Rumex rupestris</i>	Erquy, Étables-sur-mer, Planguenoual	Nationale		Falaises maritimes
<i>Séneçon à feuilles spatulées</i>	<i>Senecio helenitis</i>	Saint-Alban	Régionale		Bois frais et coteaux maritimes
<i>Sérapias à petites fleurs</i>	<i>Serapias parviflora</i>	Pléneuf-Val-Saint-André	Nationale		Pelouses sur sables calcaires
<i>Spiranthe d'été</i>	<i>Spiranthes aestivalis</i>	Lamballe	Nationale		Landes humides, bordures d'étangs et dépressions arrière-dunaires
<i>Trichomanes</i>	<i>Trichomanes speciosum</i>	Binic Étables-sur-mer		x	Vieux puits mais aussi dans les chaos granitiques

Ainsi 22 espèces végétales de fort intérêt patrimonial ou protégées sont connues sur le territoire. Une grande majorité est localisée sur le littoral. La moitié d'entre elles concerne des zones humides.

La carte suivante illustre, à partir des données de l'atlas de la flore des Côtes-d'Armor, le nombre d'espèces végétales rares ou protégées recensées sur les communes du Pays de Saint-Brieuc.



## b. Les milieux naturels

### Occupation des sols

Le pays de Saint-Brieuc est composé de deux grandes entités éco-géologiques, qui marquent un fort contraste entre les parties est et ouest du territoire :

- À l'est les sols sont schisteux, les paysages ouverts, agricoles et cultivés ;
- À l'ouest le contexte pédo-géologique est granitique, les paysages plus bocagers et plus boisés, les vallées plus encaissées.

Le territoire du pays de Saint Brieuc peut être divisé en 7 grandes unités (approche éco-paysagère) (Cf. Carte de l'occupation des sols) (BOURGET, 2011) :

- les milieux bocagers (au sud et à l'Ouest)
- les milieux ouverts
- les milieux humides et aquatiques (vallées)
- les milieux boisés
- les landes
- les zones urbanisées (concentrés autour de la baie)
- les milieux marins

Le travail effectué pour définir ces entités a été réalisé en 2011, à partir de l'analyse des images satellitaires hautes définition (pixels de 30 mètres), LANDSAT. Les images datent de 2003 (BOURGET, 2011).

L'évolution de l'occupation des sols sur le territoire du Pays de Saint Brieuc entre 2000 et 2006 peut être analysée à partir des données Corine Land Cover. Les changements relatifs aux milieux naturels sont reportés dans le tableau ci-dessous :

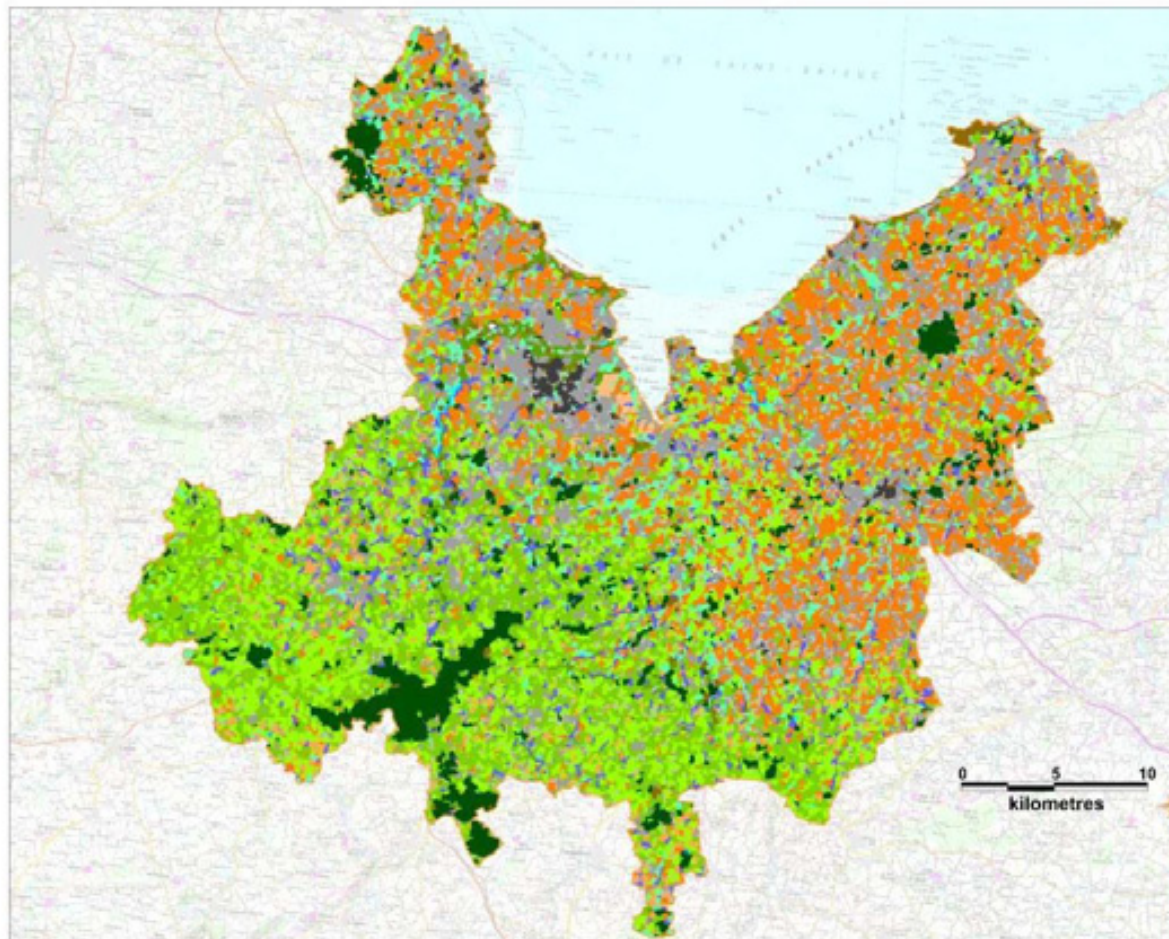
Changements d'occupation du sol entre 2000 et 2006 (CLC, 2006)			
Occupation en 2000	Occupation en 2006	Surface concernée (ha)	% du territoire
Terres arables	Territoire artificialisé	195	0,16%
Terres arables	Prairies	16	0,02%
Prairies	Territoire artificialisé	26	0,02%
Prairies	Terres arables	46	0,04%
Systèmes culturaux parcellaires complexes	Territoire artificialisé	231	0,19%
Systèmes culturaux parcellaires complexes	Terres arables	28	0,02%



## Occupation des sols du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL



### Légende

Limite du Pays de Saint-Brieuc

Limite communale

Zone urbanisée

### Occupation des sols

- Urbain dense
- Périurbain et bourg
- Habitat dispersé
- Bassin agricole à ragosse
- Plateau agricole à ragosse
- Plateau légumier
- Lande et friche
- Bocage à maille élargie
- Bocage à maille serrée
- Versant boisé
- Zone boisée
- Prairie en fond de vallée
- Boisement rivulaire
- Eau douce
- Estran sableux
- Eau de mer



### **Milieux aquatiques : cours d’eaux et zones humides**

*Cf. planche graphique « Milieux aquatiques »*

#### **Description et répartition**

Le réseau hydrographique est caractérisé par les principaux cours d’eau suivants : le Gouët, l’Urne, l’Ic, le Gouessant, la Flore et l’Islet.

Une zone humide d’importance nationale est recensée par l’observatoire national des zones humides (ONZH). Il s’agit de la zone FR 521001 « Baie de Saint-Brieuc » sur les communes de Plérin, Saint-Brieuc, Tréguex, Yffiniac, Hillion, Morieux et Planguenoual.

La création de cet observatoire répond à cinq objectifs :

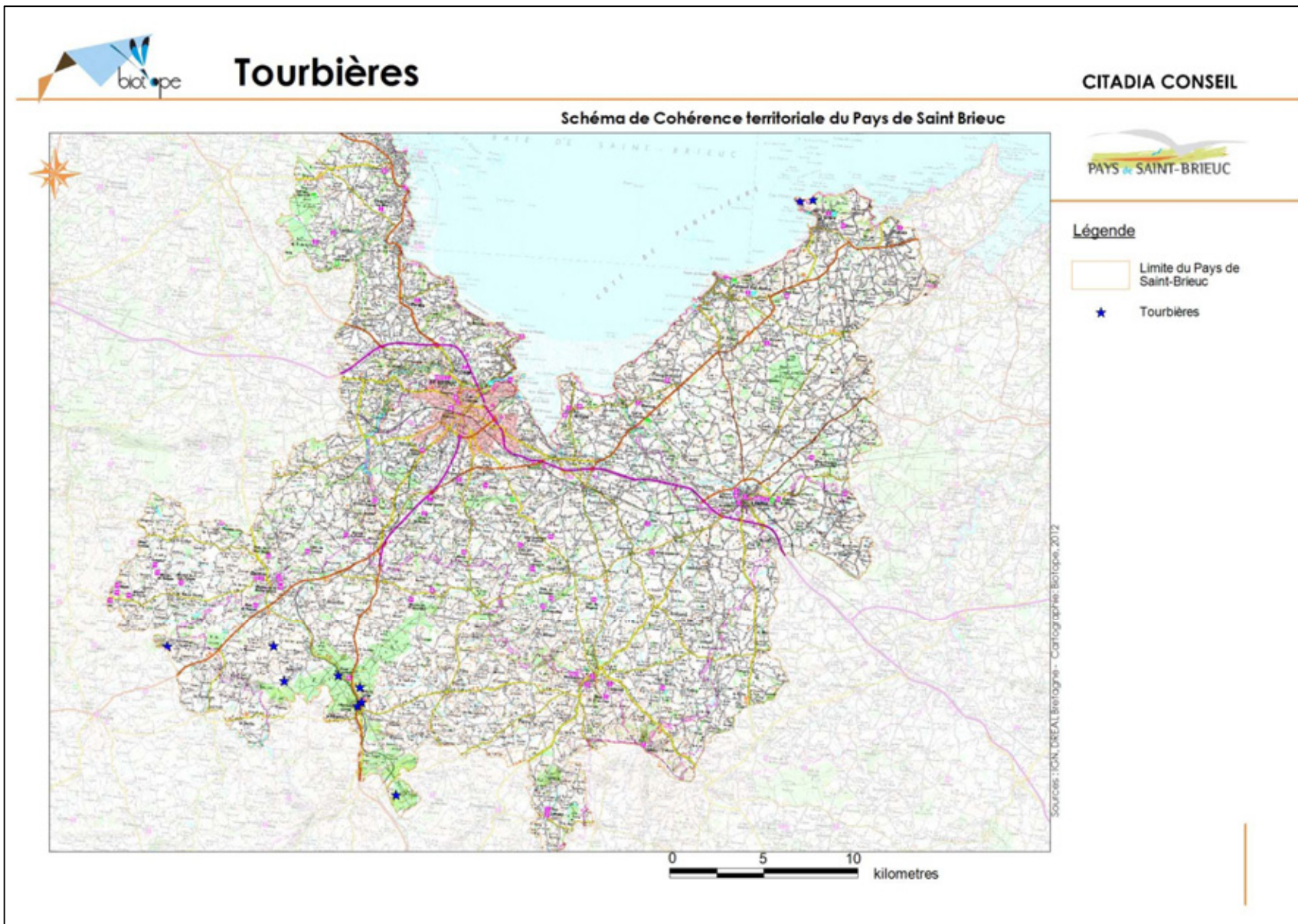
- dresser un état zéro de la situation des zones humides,
- assurer le suivi de leur évolution,
- développer la capacité d’expertise du ministère chargé de l’environnement,
- permettre à ce même ministère d’influer sur les politiques sectorielles (agriculture, équipement, tourisme, ...) et d’orienter les politiques de préservation,
- diffuser l’information.

Plusieurs tourbières sont recensées sur le territoire (voir carte page suivante). Les tourbières sont des zones humides particulières. En effet, ce sont des milieux où le bilan hydrique est toujours excédentaire, c’est-à-dire que les apports en eau sont toujours supérieurs aux pertes. Le substrat est alors engorgé d’une eau stagnante, acide et pauvre en oxygène. Ceci empêche toute activité des micro-organismes décomposeurs de la matière organique qui s’accumule alors pour former, après un long processus, la tourbe. Dix tourbières ont été recensées dans le Pays de Saint-Brieuc (DREAL BRETAGNE, 1994). Leur densité est plus importante au sud-ouest du territoire.

L’étude paysagère sur le Pays de Saint-Brieuc (BOURGET, 2011) a permis de cartographier les vallées présentes sur le territoire grâce à divers outils comme la télédétection (analyse d’images satellites) associée aux valeurs de pente et à l’analyse de l’occupation des sols (image Landsat 2003). La cartographie des « vallées » (cf. carte Les vallées du Pays de Saint-Brieuc) regroupe les entités suivantes :

- Les cours d’eau ;
- les versants boisés ;
- les prairies de fond de vallon.



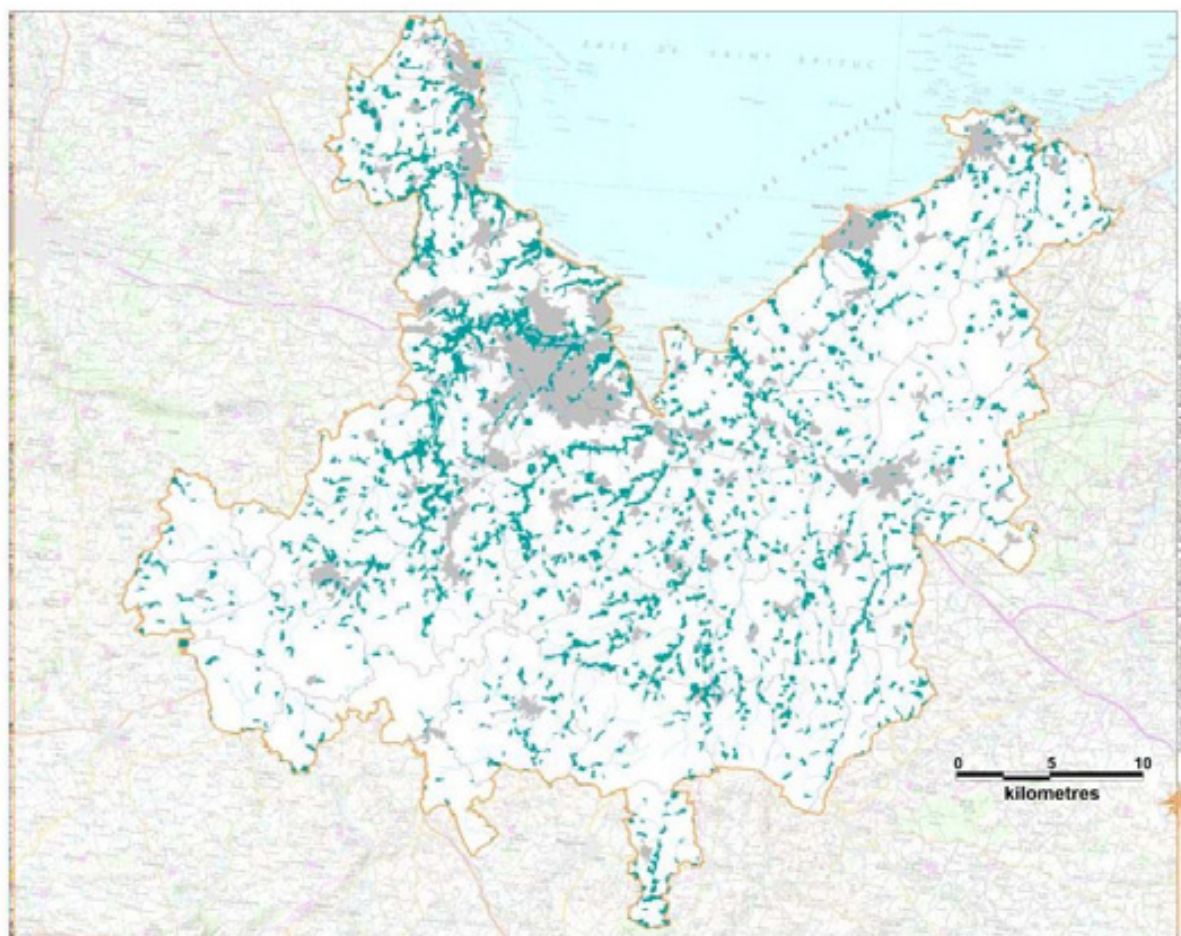




## Les vallées du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL



### Légende

-  Limite du Pays de Saint-Brieuc
-  Limite communale
-  Zone urbanisée
-  Vallée

Depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, deux outils de planification en faveur de la gestion des eaux ont été mis en place. Il s'agit des SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et des SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Les premiers sont élaborés sur les grands bassins hydrographiques français (ici Loire-Bretagne) et les seconds sont réalisés à une échelle plus locale (exemple SAGE Blavet). Les SDAGE s'imposent aux politiques de l'eau et aux politiques locales dont les SCoT. Les SAGE doivent être conformes aux SDAGE. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2010-2015 a été approuvé par arrêté le 18 novembre 2009.

Le SDAGE préconise notamment à l'égard des zones humides et la biodiversité :

- que les SAGE doivent établir l'inventaire et la cartographie des zones humides comprises dans leur périmètre en tenant compte de leur valeur biologique et de leur intérêt pour la ressource en eau. Ils en analysent le lien fonctionnel avec le réseau hydrographique et définissent les conditions de leur gestion.
- que les SCoT et les PLU doivent prendre en compte les zones humides, notamment celles qui sont identifiées par le SDAGE et les SAGE, en édictant des dispositions appropriées pour en assurer la protection.

De plus, la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 a réformé les classements issus de la loi de 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et de l'article L432-6 du code de l'environnement pour donner une nouvelle dimension à ces outils réglementaires en lien avec les objectifs de la directive cadre sur l'eau, et en tout premier lieu l'atteinte ou le respect du bon état des eaux. Ainsi l'article L. 214-17 du code de l'environnement précise que le Préfet coordonnateur de Bassin établit deux listes :

Liste 1 : Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux parmi ceux :

- qui sont en très bon état écologique,
- ou identifiés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant,
- ou dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs est nécessaire sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.

Sur ces cours d'eau, le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou d'assurer la protection des poissons grands migrateurs.

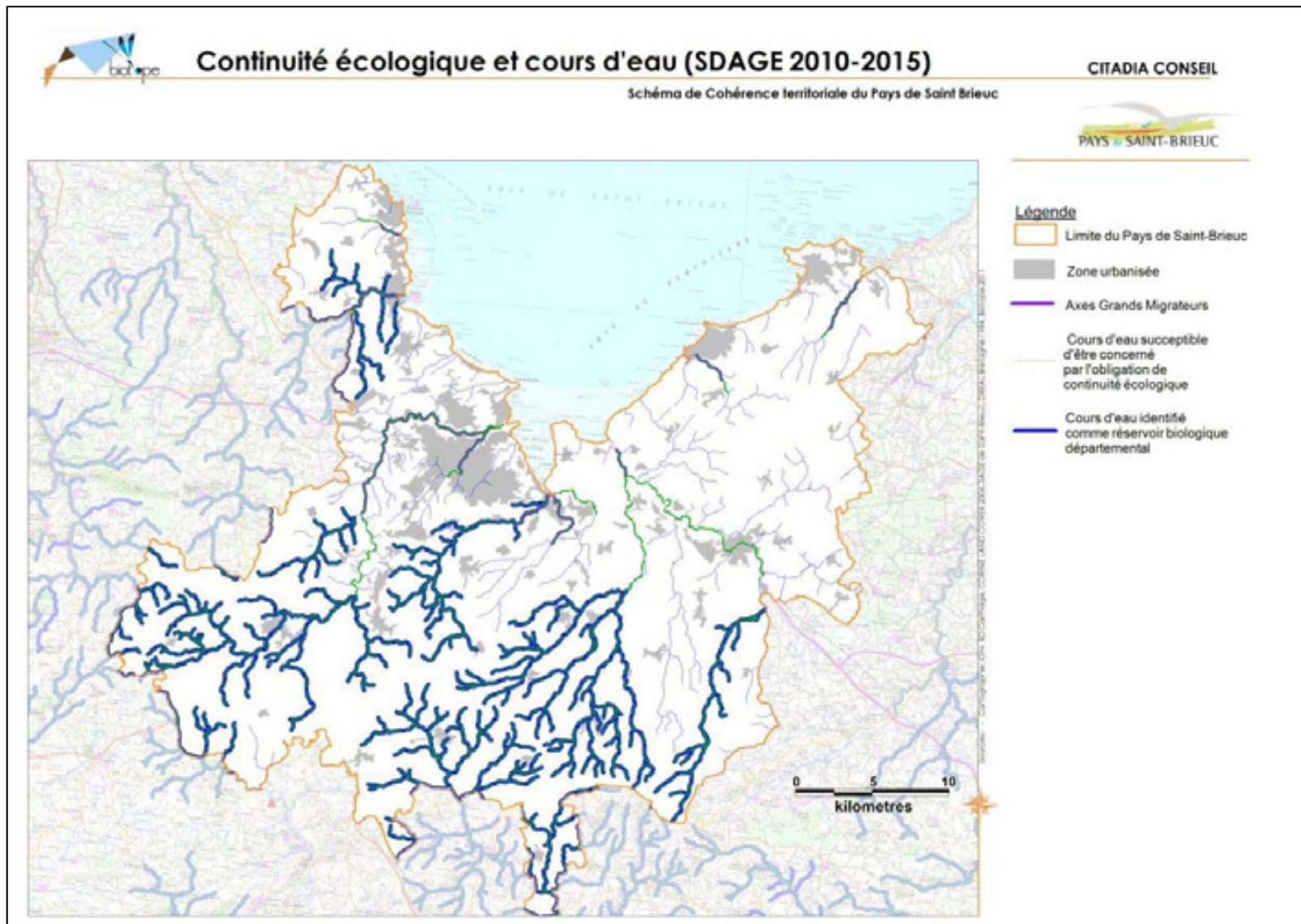
Liste 2 : Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire :

- d'assurer le transport suffisant des sédiments et
- la circulation des poissons migrateurs.

Sur ces cours d'eau, tout ouvrage doit être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant pour assurer ces deux fonctions dans un délai de 5 ans après la publication des listes. Les cours d'eau classés constitueront la base de la future trame bleue des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE).

Les données issues du SDAGE 2010-2015 concernant le pays de Saint-Brieuc sont reportées dans la carte ci-après.

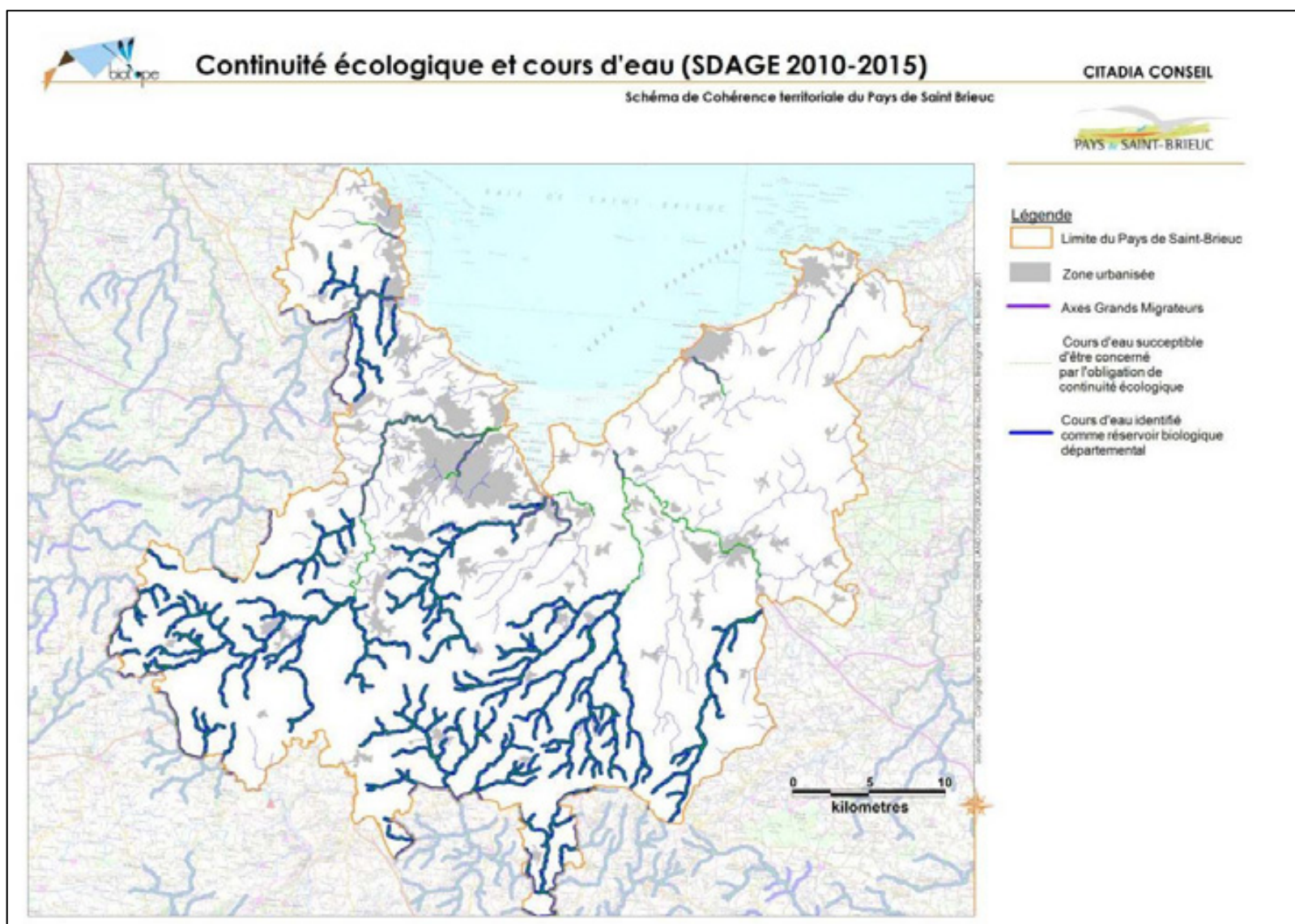




Le Pays de Saint-Brieuc est concerné par 4 SAGE. La majorité du territoire est concernée par le SAGE de la baie de Saint-Brieuc (cf carte du réseau hydrographique et des périmètres de SAGE).

L'état des lieux du SAGE de la baie de Saint-Brieuc a été validé le 11 février 2008. La Stratégie du SAGE a été adoptée par la CLE (commission locale de l'eau) le 9 octobre 2009.

L'inventaire des zones humides du SAGE du Pays de Saint-Brieuc est prévu pour 2012. D'ores et déjà un travail de pré-localisation des « zones à très forte probabilité de présence des zones humides » a été réalisé. Cette approche a été complétée par une approche paysagère d'insertion des vallées dans la TVB, réalisée en 2011 (BOURGET, 2011).





### État des cours d'eau

Pour l'ensemble des cours d'eau, l'état fonctionnel est considéré comme perturbé (à l'exception de la Maudove) voir dégradé (bassin du Gouedic). Les raisons de ses dégradations sont soit dues à une dégradation soit de la qualité des habitats, soit par la présence d'obstacles à la libre circulation. Malgré la mise en place de passes à poissons un grand nombre d'obstacles sont infranchissables.

Les obstacles recensés sur les cours d'eau principaux sont :

Les principaux obstacles infranchissables sur les cours d'eaux majeurs (SAGE baie de Saint-Brieuc, 2008)	
Cours d'eau	Obstacle
Flora	Retenue de la vallée
Islet	Barrage de Montafilan
Urne	Ouvrage ferroviaire
Gouessant	Complexe de pont-Roland
Gouët	Saint-Barthélémy, déversoir du Legué, étang de Quintin

Tableau 4 : Les principaux obstacles infranchissables sur les cours d'eaux majeurs (SAGE baie de Saint-Brieuc, 2008)

### Biodiversité associée

Sur le bassin versant du SAGE de la baie de Saint-Brieuc, la plupart des cours d'eau sont salmonicoles excepté les parties aval du Gouët, du Gouessant et de deux de ses affluents (Evron et Chiffouet) qui sont de type intermédiaire (SAGE de la baie de Saint-Brieuc). La proximité du milieu marin engendre la présence de plusieurs espèces piscicoles migratrices amphibiotiques<sup>3</sup> telles que le Saumon, l'anguille...

Depuis 2007, les populations d'anguilles font l'objet de protocole de suivi par pêches électriques sur la baie de Saint-Brieuc. L'ensemble de ces campagnes ont montré (Fédération des Côtes d'Armor pour la pêche et la protection du milieu aquatique, Contrat de projet État-Région, 2010) :

Suivi de la population d'Anguille des bassins de la baie de Saint-Brieuc (FDPPMA, 2011)	
Abondance	Cours d'eau
nulle	Douvenant

<sup>3</sup> Poissons amphibiotiques : espèces qui passent une partie de leur vie en eau douce et l'autre dans le milieu marin.

faible	Parfond de Gouët, le Merlet, le Saint René, l'IC amont et l'Urne amont
moyenne	L'ic aval, le Bachelet, le Gouédic, le Saint-Jean et l'Urne aval
Importante	Embouchure de l'urne

Tableau 5 : Suivi de la population d'Anguille des bassins de la baie de Saint-Brieuc (FDPPMA, 2011)

La Lamproie de Planer est présente en tête de bassin versant, l'écrevisse à pattes blanches est recensée sur le haut du bassin du Gouessant, de l'Evron et de la Truite.

La présence de la Mulette perlière au niveau des chaos du Gouët est à confirmer.

La Loutre a recolonisé une grande partie des cours d'eau du territoire, seuls deux cours d'eau, la Flora et Islet ne semblent pas investis par l'espèce, toutefois ces données sont à confirmer.

Les tourbières accueillent des cortèges floristiques et faunistiques très spécifiques. Les tourbières abritent plusieurs espèces végétales protégées au niveau national comme les droseras (*Drosera intermedia* et *Drosera rotundifolia*).

Comme mentionné précédemment, le maintien des continuités naturelles ou écologiques doit être pris en compte au travers des grandes orientations d'aménagement proposées dans le cadre du SCoT. Les cours d'eau et leurs prolongements (zones humides, prairies de fond de vallons) constituent sur le périmètre du SCoT les continuités ou « corridors » écologiques les plus évidents.

- **Milieux boisés**

Cf. planche graphique « milieux boisés du Pays de Saint-Brieuc »

### **Description et répartition**

La grande majorité des massifs boisés est privée.

Le bois de Plédran, dont la superficie est d'un peu plus de 130 ha, est communal et est géré par l'ONF.

Le bois de Plédran est doté, comme le prévoit le code forestier (article L.133-1), d'un aménagement forestier en cours de validité. Il s'agit de documents signés au niveau ministériel prévoyant, à moyen et long terme, la gestion globale de ces espaces naturels à conserver, améliorer et enrichir au nom de l'intérêt commun, dans le respect des principes de gestion durable et de protection de la biodiversité.

Une grande partie est dédiée à la production et à l'activité de chasse. La reconversion des forêts de feuillus naturelles en plantations à base d'essences introduites telle que l'Épicéa ou le Douglas plus rentables économiquement, a des conséquences négatives sur la biodiversité.

La carte présentée (Milieux boisés du Pays de Saint-Brieuc) ci-après a été élaborée à partir du croisement de la carte des entités paysagères (E. BOURGET, 2011) et de celle d'occupation des sols (CORINE LAND COVER, 2008). Elle sera affinée par photo-interprétation des orthophotos 2008.

À partir du zonage actuel, la superficie des boisements est de 8140 hectares dont 1702 hectares de résineux (20%).

Le massif le plus important à l'échelle du pays est la forêt de la Lorge située au sud.

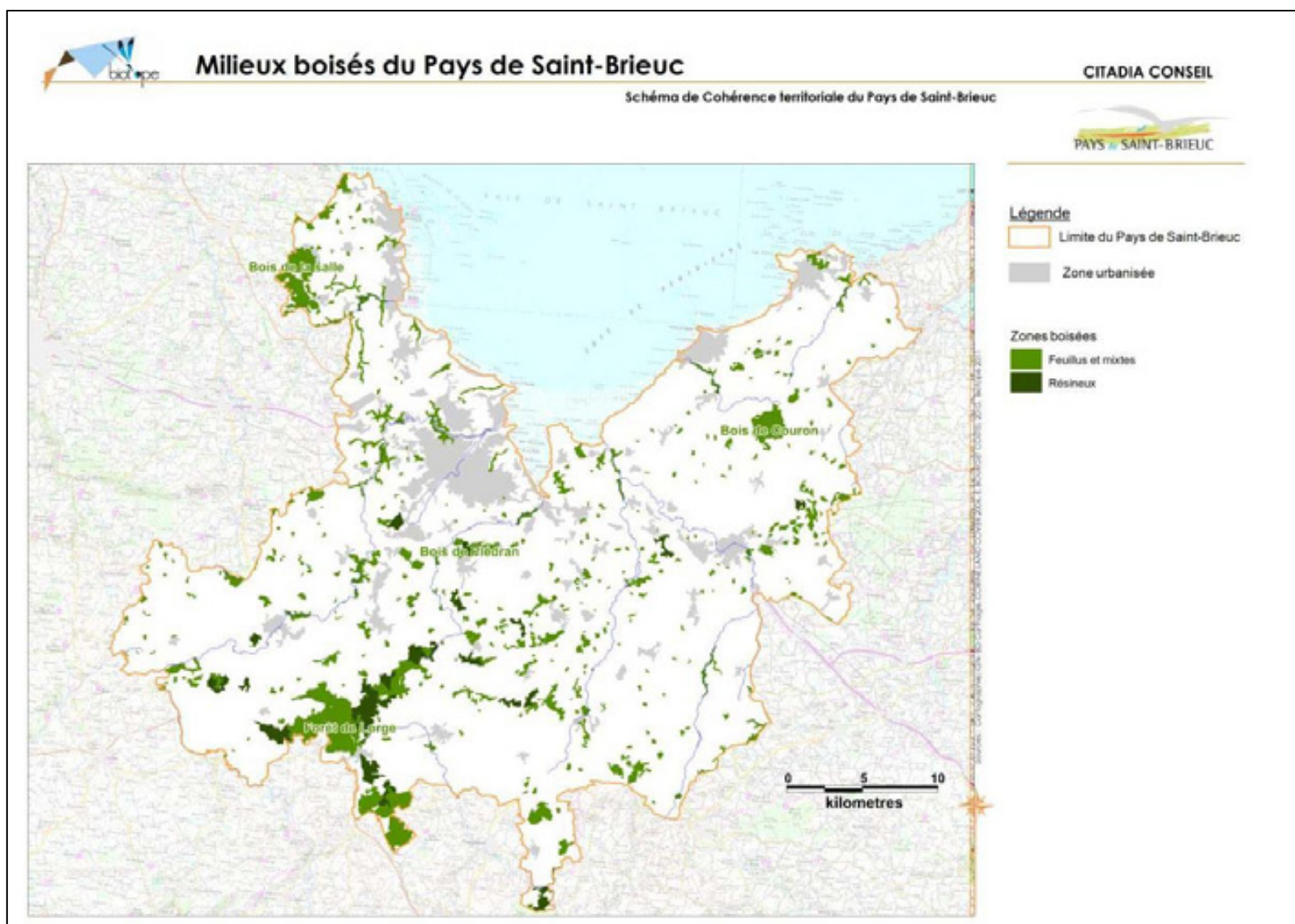
### **Biodiversité associée**

Les essences dominantes sont le Hêtre (*Fagus sylvatica*), le Chêne pédonculé (*Quercus robur*) ou le Chêne sessile (*Quercus petraea*) ; le Châtaignier (*Castanea sativa*), introduit de longue date caractérise également la forêt bretonne.

La présence de zones boisées de feuillus mais aussi de vieux arbres engendre une grande biodiversité. Les rôles de protection et de régulation thermique de ces zones en font l'habitat privilégié de nombreuses espèces animales et végétales. Plus le peuplement forestier est diversifié, plus le nombre d'espèces présentes est important.

Certaines espèces comme l'Escargot de Quimper (*Elona quimperiana*) vivent exclusivement dans le milieu forestier. L'aire de distribution de cette espèce est restreinte à la Bretagne, le Pays basque et à la partie atlantique de l'Espagne. L'Escargot de Quimper figure sur les annexes II et IV de la directive Habitats et est protégé nationalement. Toutefois il est relativement abondant dans le département.

Le Cerf est aussi présent sur plusieurs boisements.



## **Milieux bocagers**

### **Description et répartition**

Le maillage bocager est la matrice principale de la partie sud du territoire. Il est prédominant dans l'arrière-pays. Toutefois la qualité du maillage n'est pas homogène sur le Pays. Il est beaucoup plus dense à l'ouest du pays de Saint-Brieuc. La partie nord-est /est étant essentiellement recouverte par des zones cultivées où les haies sont rases ou inexistantes. À contrario, la partie sud /ouest du périmètre du SCoT est marquée par la présence d'un maillage bocager relativement dense présentant un intérêt pour de nombreuses espèces inféodées à ce milieu. Le zonage bocager a été défini à partir des images satellitaires et de « dire d'expert » (BOURGET, 2011). Le maillage est considéré comme à maille « serrée » lorsque la taille des parcelles était inférieure à 1 hectare (voir 0,5 sur certaines zones). Dès lors que la superficie des parcelles était supérieure 1 hectare, le maillage est considéré comme « élargi » (Cf. carte des zones bocagères du pays de Saint-Brieuc).

### **Biodiversité associée**

Du fait de la faible représentativité d'importants massifs forestiers, le bocage a une importance considérable pour le fonctionnement des écosystèmes. En effet, il constitue un véritable maillage entre les boisements morcelés.

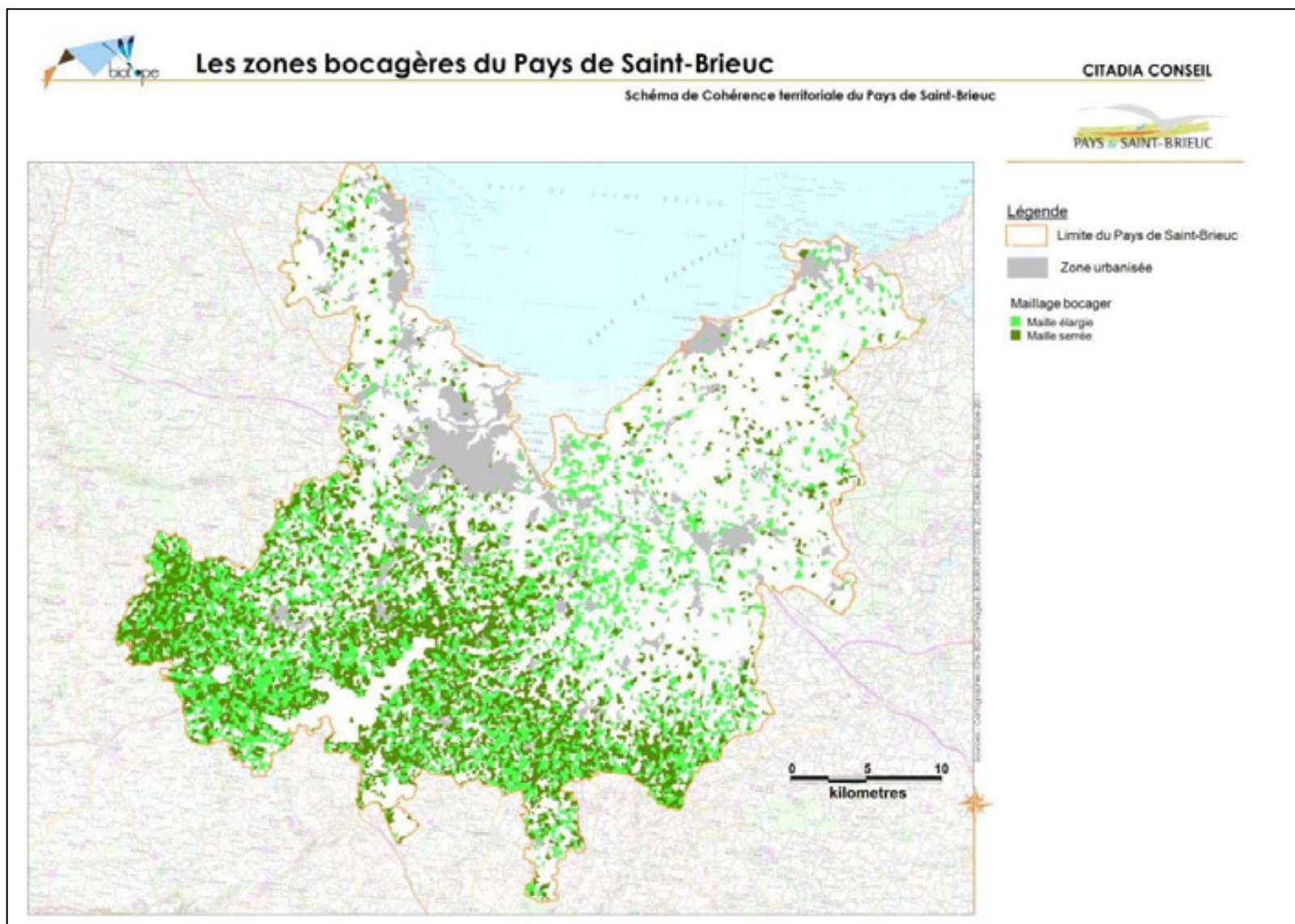
Les zones bocagères lorsqu'elles correspondent à un ensemble de prairies, mares et haies, renferment une grande diversité d'espèces pour de nombreux groupes faunistiques tels que les odonates, les amphibiens, les oiseaux et sont des zones de chasse et de refuge pour les chauves-souris arboricoles et une zone de chasse pour les espèces anthropophiles.

Les prairies et en particulier les prairies permanentes sont des milieux dont le potentiel d'accueil de la biodiversité varie selon les pratiques agricoles exercées (surpâturage, période de fauche, utilisation d'intrants...).

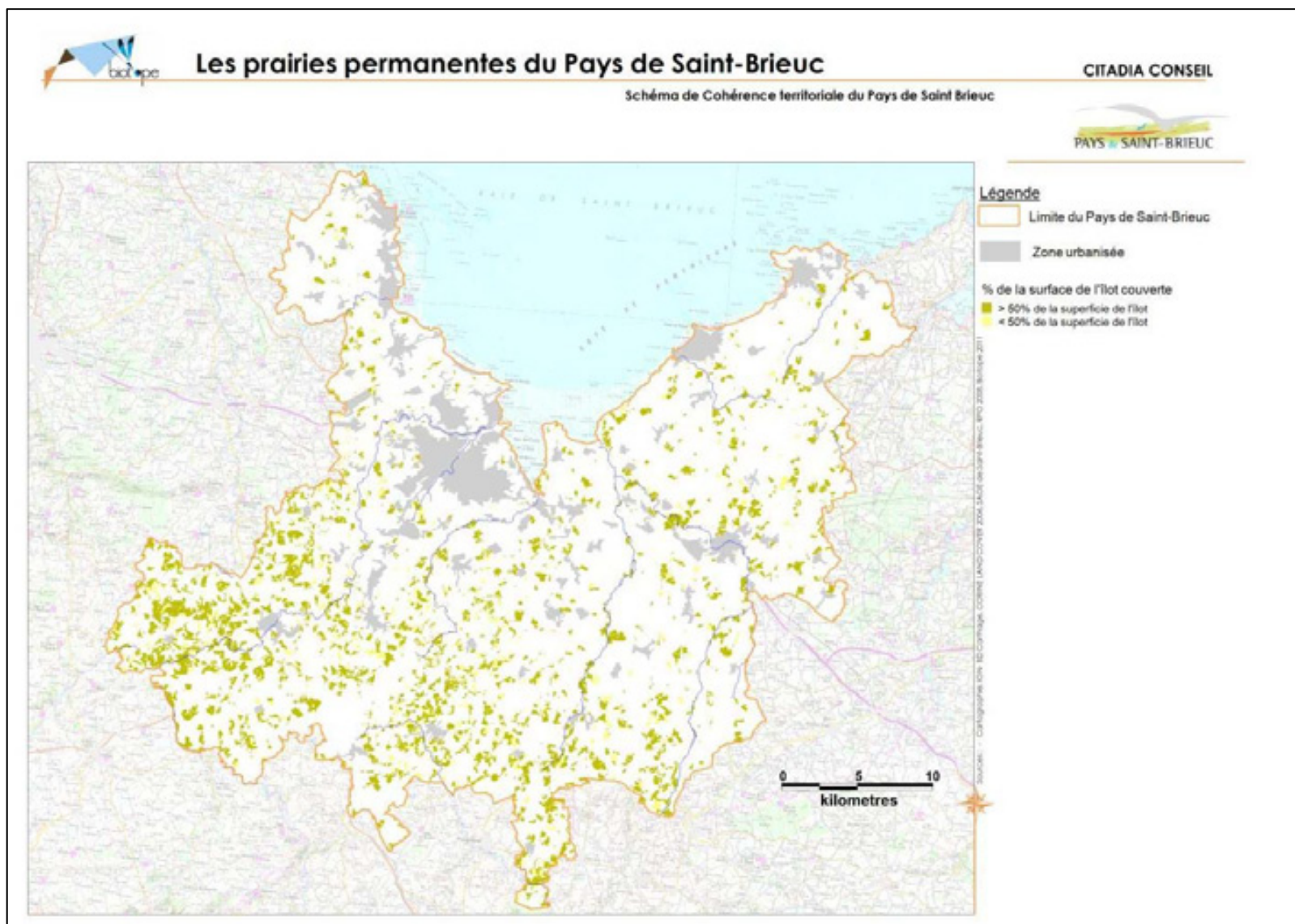
Dans le cadre de la politique agricole commune, chaque exploitant a constitué un registre parcellaire graphique permettant de caractériser les parcelles agricoles. À partir de ce registre (RPG, 2008) les prairies permanentes ont été localisées (cf. les prairies permanentes du pays de Saint-Brieuc).

La surface couverte par les prairies permanentes s'élève à 4 822 hectares. Les prairies sont présentes sur une grande partie du territoire (4,5%) et sont plus denses à l'ouest.









## **Les landes**

Les landes bretonnes sont des végétations régressives, issues de la déforestation des forêts acidiphiles. Elles sont constituées essentiellement d'arbrisseaux et de petits arbustes à feuilles réduites et persistantes et sont inféodés aux sols pauvres. On distingue deux types de landes : les landes primaires (celles des falaises maritimes et des dunes) dont la présence n'est pas liée aux activités humaines et les landes secondaires qui sont le résultat (direct ou indirect) de l'action de l'homme.

### **Description et répartition**

Les espèces caractéristiques des landes sont les bruyères et les ajoncs. Les différentes espèces de bruyères présentes dépendent des conditions écologiques :

- la Bruyère cendrée (*Erica cinerea*) sur les sols secs ;
- la Bruyère ciliée (*Erica ciliaris*) sur les sols mésophiles ;
- la Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*) sur les sols humides.

Les landes sont très morcelées sur le Pays de Saint-Brieuc. En grande partie littorales, les landes les plus étendues sont celles situées sur le cap d'Erquy. La carte ci-après représente les landes et les friches localisées à partir des images landsat (BOURGET, 2011). L'occupation des sols par les landes et les friches représente 1 880 hectares.

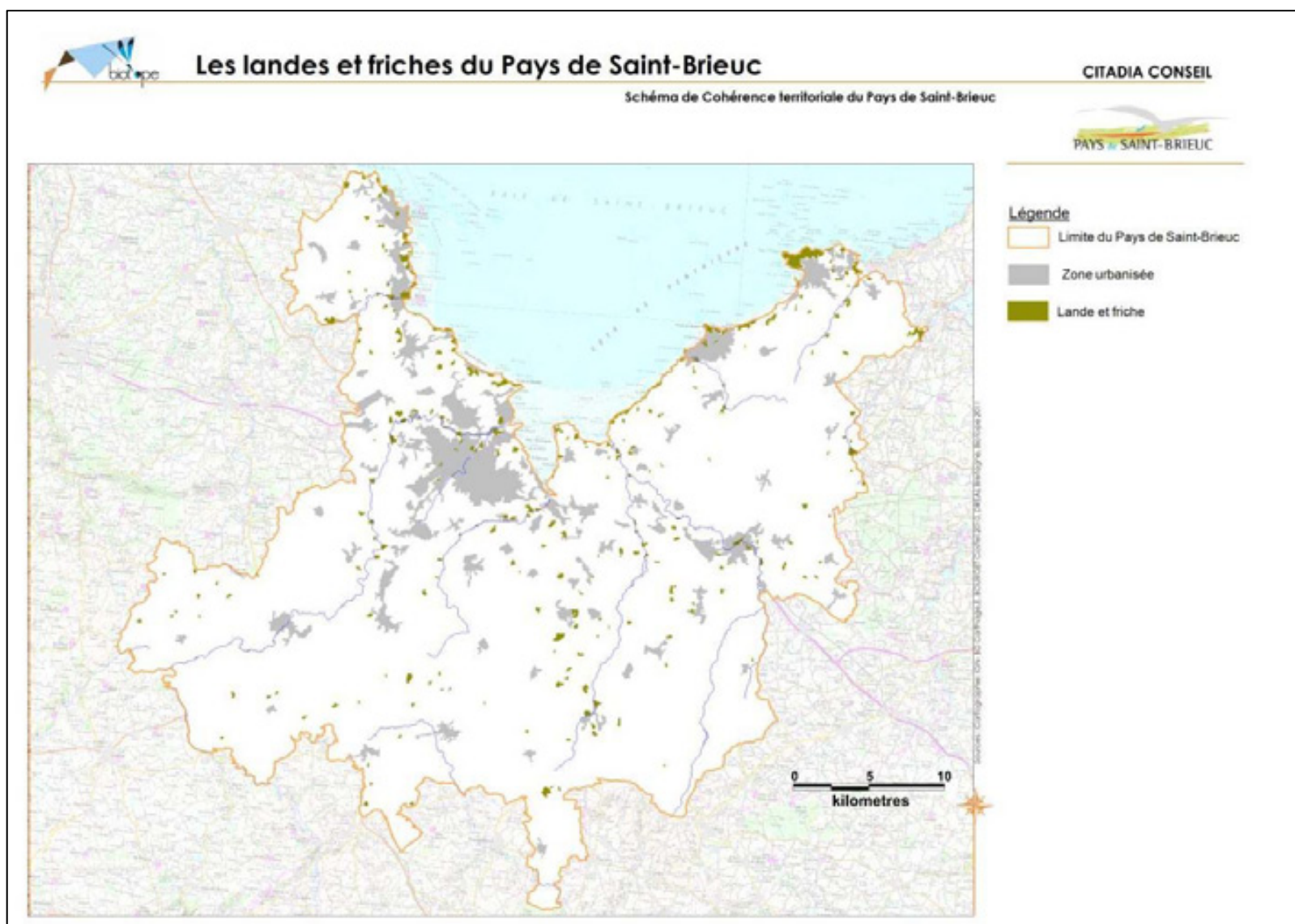
### **Biodiversité associée**

Les landes sèches accueillent des espèces patrimoniales comme le Criquet des ajoncs (*Chorthippus binotatus*).

Dans les landes humides pousse la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*), indispensable au cycle de vie du papillon, l'Azuré des mouillères (*Maculea alcon*).

La Fauvette pitchou (*Sylvia undata*) est une espèce caractéristique des landes.

Les landes ensoleillées sont aussi des habitats privilégiés pour de nombreux reptiles.



### **Principaux enjeux liés aux milieux naturels**

Le Pays possède de nombreux périmètres de protection et d'inventaire mettant en évidence la richesse de ses milieux naturels. Ces milieux diversifiés sont constitués principalement des milieux littoraux et intertidaux, des cours d'eau, des zones humides (dont des tourbières, dans landes humides), des zones boisées, ainsi que d'une trame bocagère préservée à l'ouest du territoire.

Ces milieux abritent de nombreuses espèces végétales et animales possédant un caractère patrimonial, parfois rares à l'échelle européenne. Divers outils et dispositifs de protection et de gestion existent d'ores et déjà sur le territoire (Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles, Loi littoral, etc.) et permettent de mettre en valeur ce patrimoine naturel).

Cette richesse constitue de fait un atout du territoire et participe à son attractivité pour les estivants et pour les résidents permanents, en complément de l'attractivité du littoral.

La pression touristique et urbanistique impose cependant une contrainte majeure à ces éléments naturels et plus particulièrement sur le littoral. Le reste du territoire est lui confronté à d'autres problématiques telles que la déprise ou l'intensification agricole, mais aussi la pression urbanistique (étalement de l'habitat individuel). L'expansion d'espèces invasives constitue de plus une contrainte importante pour le territoire en se faisant au détriment d'espèces à forte valeur patrimoniale.

Les milieux aquatiques et notamment les vallées encaissées de l'ouest du territoire sont envahis par des espèces invasives comme la Jussie. De nombreux obstacles sont présents sur l'ensemble des cours d'eaux qui compromettent la circulation des espèces aquatiques.

## IV.3 FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE DU PAYS DE SAINT-BRIEUC – LA TRAME VERTE ET BLEUE

### a. Principes généraux de la fonctionnalité écologique

#### Contexte réglementaire :

La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement dite "Loi Grenelle I", instaure dans le droit français la création de la Trame verte et bleue, d'ici à 2012, impliquant l'État, les collectivités territoriales et les parties concernées sur une base contractuelle.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite "Loi Grenelle II", propose et précise ce projet parmi un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant. Elle prévoit notamment l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, en inscrivant notamment les trames vertes et bleues dans les codes de l'environnement et de l'urbanisme.

#### Définition de la TVB

La trame verte et bleue (TVB) est constituée de l'ensemble des continuités écologiques du territoire.

Elle est une mesure phare du Grenelle de l'Environnement qui porte « l'objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ».

A cette fin, ces trames contribuent à :

- « diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique » ;
- « identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques » ;
- « Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface et des écosystèmes aquatiques et préserver les zones humides » ;
- « prendre en compte la biologie des espèces sauvages » ;
- « faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages » ;
- « améliorer la qualité et la diversité des paysages » (Art.L. 371-1.-I du Code de l'Environnement).

Si les limites et la compatibilité des usages humains au sein des corridors sont pris en compte, la multifonctionnalité de la trame verte et bleue fait de cet « outil » et des milieux qui la composent un réel atout d'aménagement du territoire.

Les documents d'urbanisme tels que les SCOT doivent ainsi intégrer les problématiques écologiques. Ils doivent permettre l'identification spatiale de la Trame verte et bleue sur le territoire et doivent permettre la conservation de l'affectation des sols au regard des enjeux de continuités écologiques.

### Objectifs de la trame verte et bleue :

Les objectifs de la Trame verte et bleue sont tout d'abord écologiques :

- réduire la fragmentation des habitats ;
- permettre le déplacement des espèces ;
- préparer l'adaptation au changement climatique ;
- préserver les services rendus par la biodiversité.

Ces objectifs sont également socio-économiques :

- améliorer le cadre de vie ;
- améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- prendre en compte les activités économiques ;
- favoriser un aménagement durable des territoires.

### Principes de la trame verte et bleue :

Afin de répondre aux objectifs listés ci-dessus, la Trame verte et bleue se propose de distinguer une composante verte, caractérisée par :

- les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- les corridors écologiques permettant de relier ces éléments ;
- la couverture végétale permanente le long de certains cours d'eau.

Et une composante bleue caractérisée par :

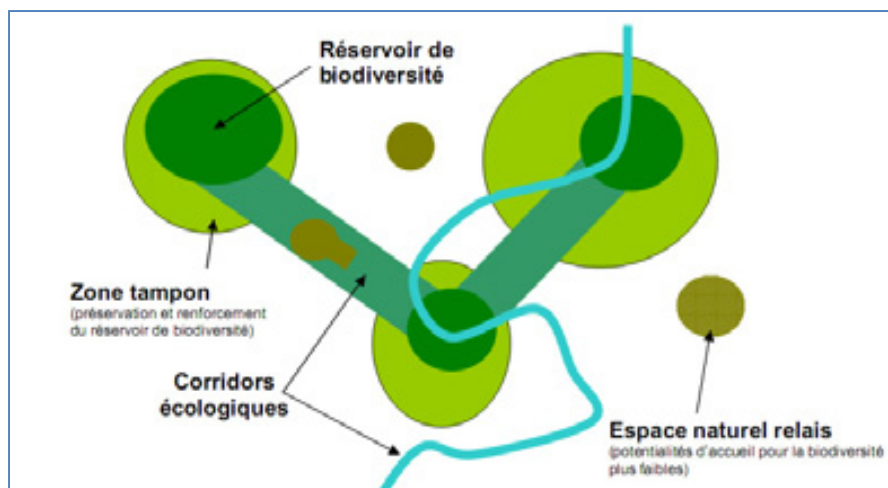
- les cours d'eau et canaux ;
- les zones humides

On distingue ainsi deux composantes : les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces naturels accueillant la faune et la flore, souvent remarquable, où les individus réalisent tout ou partie de leur cycle de vie (site de reproduction, d'alimentation, etc.).

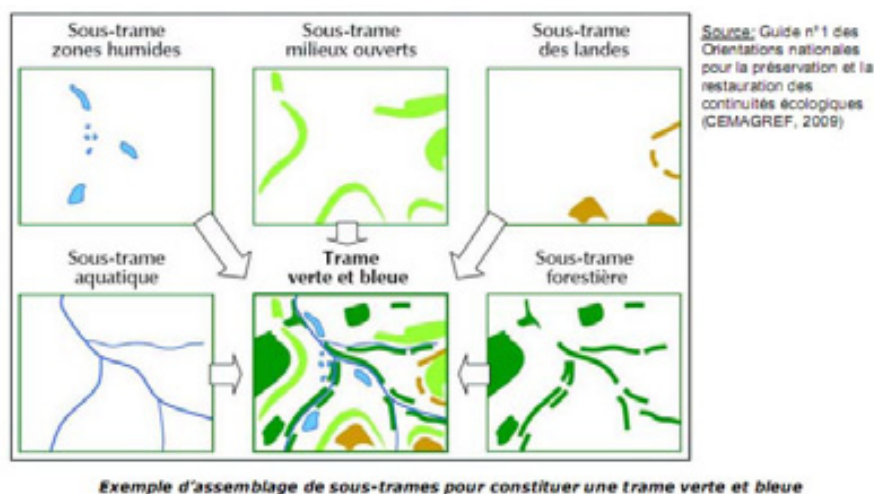
Les corridors écologiques (ou biologiques) sont des axes de déplacement, plus ou moins larges, continus ou non, empruntés par la faune et la flore et qui permettent de relier les réservoirs de biodiversité entre eux.





*Synthèse de l'approche écologique fonctionnelle*

En fonction des groupes et des espèces concernées, les capacités de dispersion et les habitats utilisés sont différents. On peut ainsi distinguer différents corridors en fonction des grands types de milieux (corridors boisés, corridors aquatiques, corridors liés aux milieux ouverts, etc.).



#### Méthodologie :

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) est un nouveau schéma d'aménagement du territoire qui a été proposé lors des tables rondes du Grenelle en 2007 et est inclus dans la loi Grenelle I. Ce schéma n'est pas opposable mais les documents d'urbanisme tels que les SCoT devront être conformes avec le SRCE.

Le SRCE Bretagne est en cours de réalisation. Ainsi pour la déclinaison de la trame verte et bleue du SCoT de Saint-Brieuc, aucune méthodologie et aucune trame n'ont été clairement édictées.

L'approche proposée dans le cadre du SCoT s'inspire de la méthodologie mise en place par le CEMAGREF en 2009 (guide des orientations nationales pour la préservation et la restauration des continuités écologiques) :



Cette méthode propose :

- d'identifier les réservoirs de biodiversité
- d'identifier les noyaux complémentaires
- d'identifier et de délimiter les grandes liaisons écologiques
- de définir des espèces parapluies et la perméabilité des trames au regard ces espèces
- de définir la fonctionnalité de ces trames

## b. Application au territoire du SCOT du Pays de Saint-Brieuc

Cf. planche graphique « Principaux éléments à prendre en compte dans le cadre de la définition d'une trame écologique »

L'élaboration de la TVB du SCOT du Pays de Saint-Brieuc est basée sur :

- sur une approche « écopaysagère » qualitative, mobilisant les données cartographiques d'occupation du sol
- sur les données d'inventaires et de protection du patrimoine naturels disponibles.
- sur des données relatives à une sélection d'espèces réelles (répartition, effectif, connaissance locale de l'écologie de ces espèces...) qui viendront compléter l'analyse
- sur la réalisation de missions de terrain qui viendront affiner le réseau écologique (réservoirs de biodiversité, corridors), et décrire et analyser les ruptures de continuités identifiées

### Choix de sous-trames

Quatre sous-trames ont été distinguées pour la prise en compte des grands types de milieux naturels présents au sein du territoire du Pays de Saint-Brieuc :

- la sous-trame (ou continuum) des milieux boisés;
- la sous-trame (ou continuum) des systèmes bocagers ;
- la sous-trame (ou continuum) des milieux humides ;
- la sous-trame des milieux ouverts

Une analyse spécifique des milieux littoraux, et de leur fonctionnalité en termes d'accueil et de déplacements d'espèces inféodées à ces espaces, est menée en parallèle.

De même, la fonctionnalité des cours d'eau dans son compartiment aquatique strict (enjeux piscicoles, transport de sédiments) est traitée séparément au regard des enjeux spécifiques liés aux espèces aquatiques.

### **Les éléments de fragmentation du territoire**

Deux types d'obstacles interrompent les continuités écologiques et contribuent de façon importante à la fragmentation du territoire (consommation d'espaces et isolement d'habitats et de population d'espèces) :

- L'étalement et le mitage urbain,
- Les infrastructures viaries.

Les points d'intersection entre les secteurs urbanisés (villes, hameaux et noyaux bâtis), le réseau d'infrastructures linéaires de transport (autoroute, routes nationales et certaines routes départementales, voies ferrées) et le réseau écologique identifié (la TVB du territoire) sont identifiés et définis comme obstacles aux continuités terrestres.

Les barrages et autres ouvrages réalisés sur les cours d'eau sont quant à eux des éléments de fragmentation des habitats aquatiques. Ces obstacles sont définis à partir du Référentiel national des Obstacles à l'Écoulement (ROE). Ce référentiel recense l'ensemble des ouvrages inventoriés sur le territoire national dans l'objectif de répondre aux objectifs environnementaux et réglementaires (Directive cadre européenne et bon état des eaux en 2015, circulaire du 25 janvier 2010 relative à la mise en œuvre du plan de restauration de la continuité écologique, plan de gestion anguille).

Afin de hiérarchiser les enjeux, le niveau de fragmentation des infrastructures existantes sur le territoire est lui-même hiérarchisé de la façon suivante :

Niveau de fragmentation	Routes	Voies ferrées	Canaux et principaux cours d'eau	Occupations du sol CORINE Land Cover
<b>I</b>	Autoroutes	LGV	-	Urbain continu dense
<b>II</b>	Routes nationales 2 à 4 voies Routes départementales principales	Voies ferrées (plus de 200 trains/jour)	Canaux	Emprises commerciales Emprises hospitalières Emprises industrielles Emprises scolaire et / ou universitaires Autres emprises publiques Habitat collectif haut Zones de stockage Décharges Plage
<b>III</b>	Routes départementales secondaires	Voies ferrées (100 à 200 trains/jour)	Aval des principales rivières naturelles	Habitat résidentiel Cimetières Infrastructures portuaires
<b>IV</b>	Routes départementales tertiaires	Voies ferrées (moins de 100 trains/jour)	Tronçons de Cours d'eau naturels d'au moins 15 mètres de large	Habitat rural Aéroports, aérodromes Equipements sportifs et de loisirs

Des expertises écologiques sont réalisées sur le périmètre du SCoT afin d'identifier et d'analyser les continuités écologiques existantes, leur qualité et les enjeux les concernant.

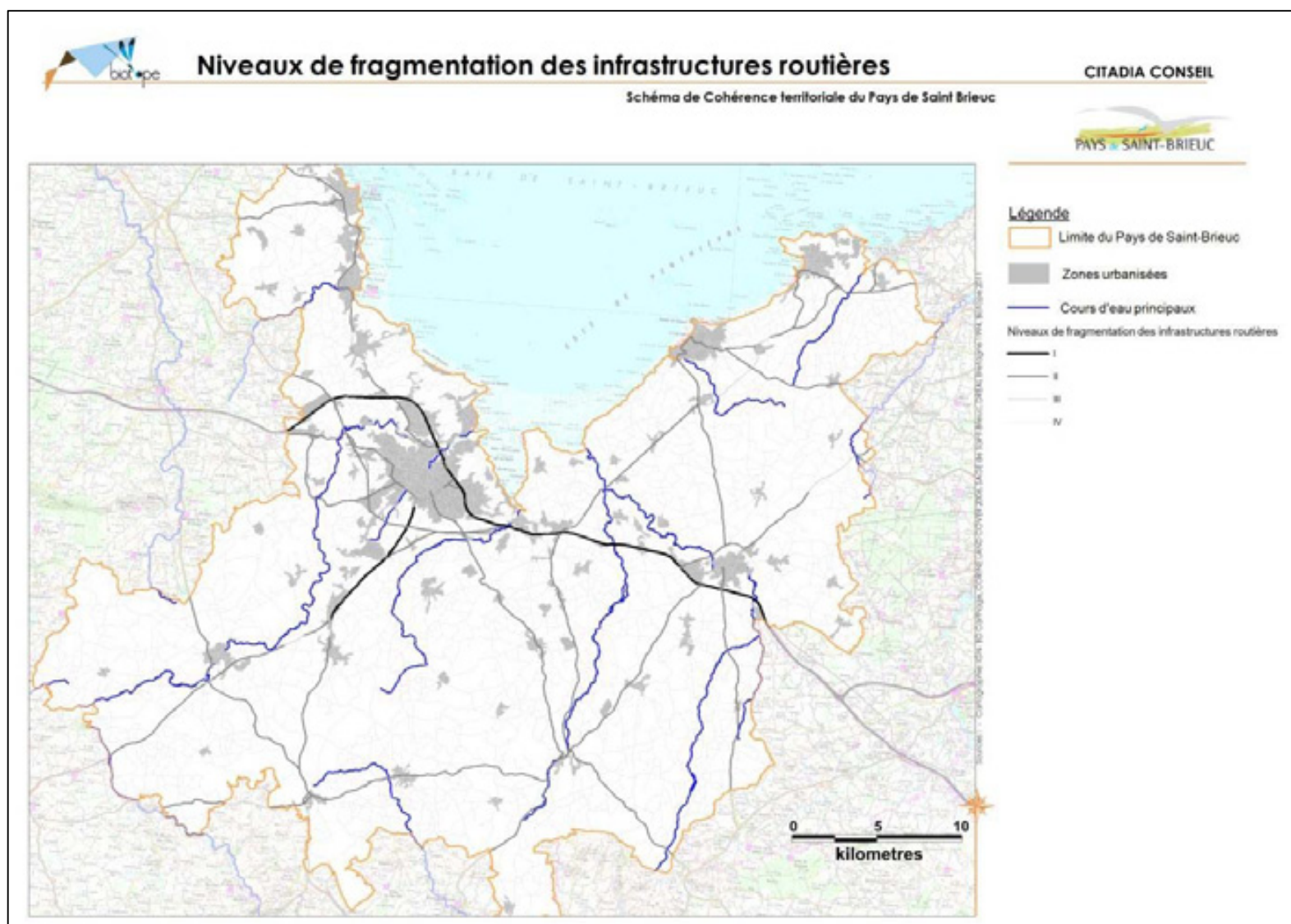
### Les infrastructures routières :

Le niveau de fragmentation des infrastructures routières a été défini à partir de la BD Carto de l'IGN.

Le tableau ci-après résume les divers niveaux affectés aux différentes voies :

Niveaux de fragmentation des infrastructures routières (Biotope, 2011)	
Niveau de fragmentation	Typologie route
I	type autoroutier
II	liaison principale à 2 voies larges et 3 voies
III	Départementales liaison principale
IV	Départementale liaison locale
Autre	sans classe administrative

Tableau 6 : Niveaux de fragmentation des voies routières (BIOTOPE, 2011)



### Les voies ferrées :

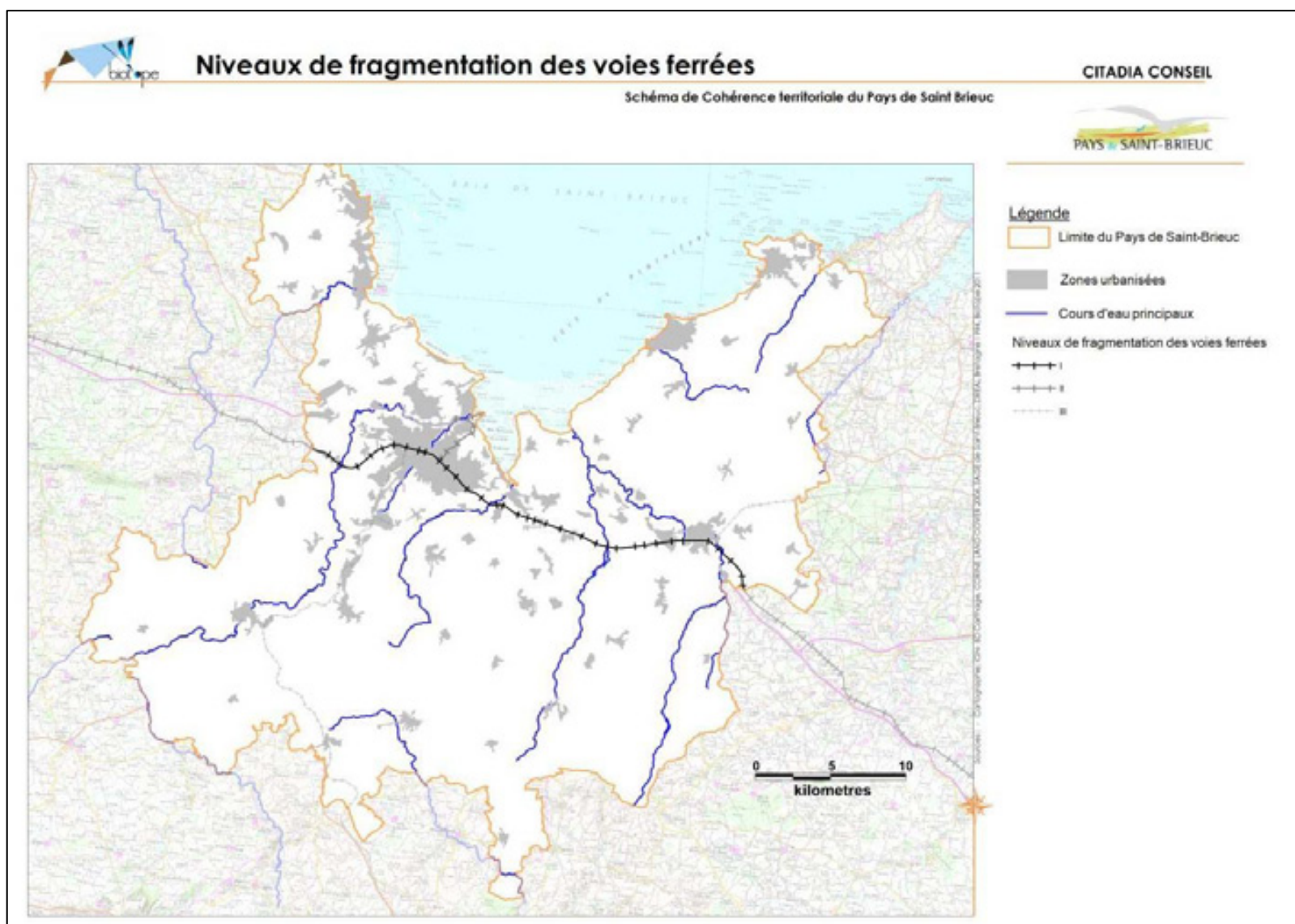
Le niveau de fragmentation des voies ferrées a été défini à partir de la BD Carto de l'IGN.

Le tableau ci-après résume les divers niveaux affectés aux différentes voies :

Niveaux de fragmentation des voies ferrées (Biotope, 2011)	
Niveau de fragmentation	Typologie voie
I	Voies Électrifiées composées de 2 voies ou plus
II	Voies Électrifiées composées d' une voie
III	Voies non électrifiées

*Tableau 7 : Niveaux de fragmentation des voies ferrées (BIOTOPE, 2011)*





## Les zones artificialisées :

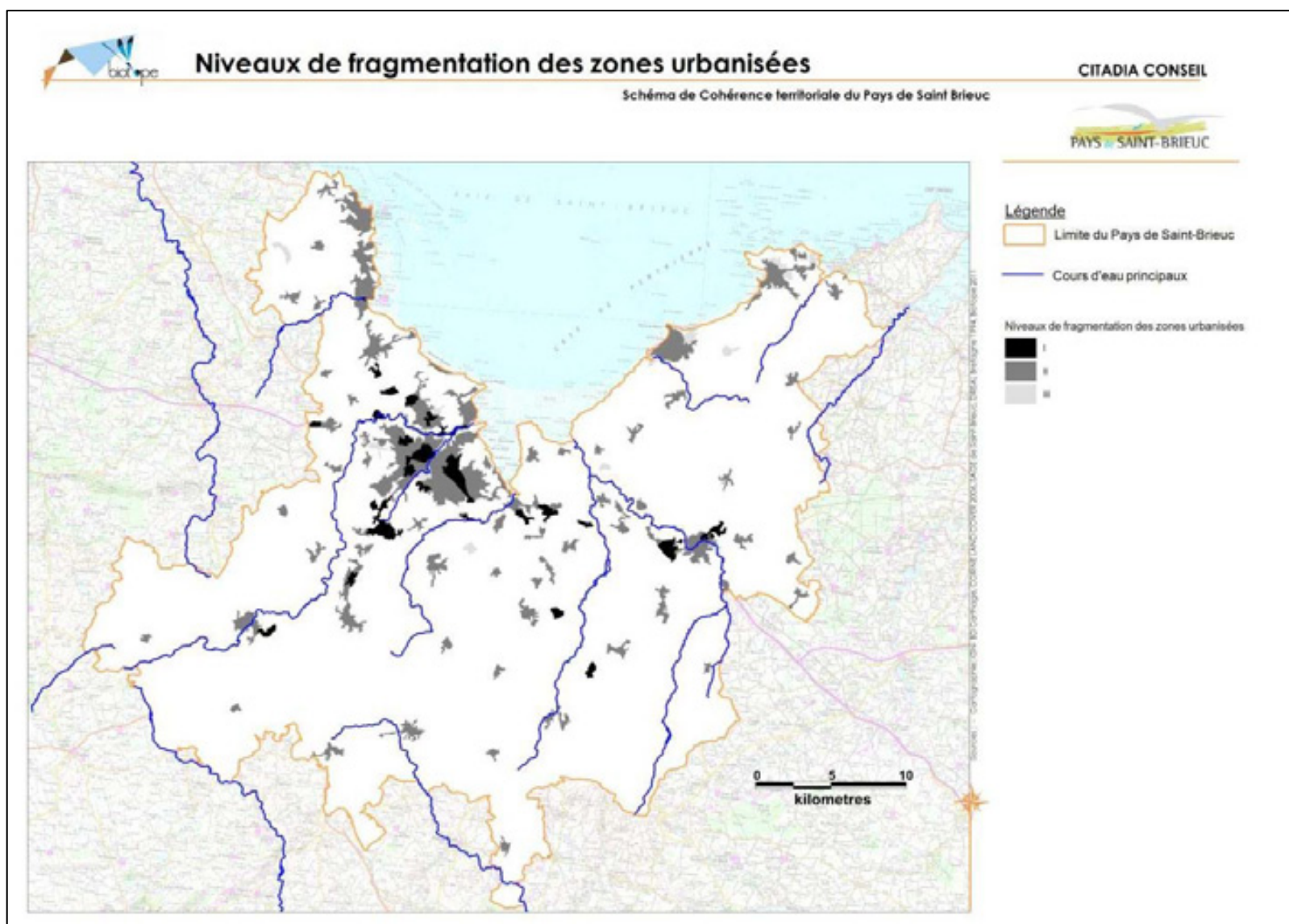
L'urbanisation participe à la fragmentation du milieu autant que les infrastructures linéaires.

À partir de l'occupation des sols Corine Land Cover 2006, il est possible de définir les différents niveaux de fragmentation des zones urbanisées. Cette approche permettra de définir plus localement (par exemple sur les zones qui subissent de fortes pressions d'urbanisation) l'état actuel de la fragmentation.

Le tableau ci-après résume les divers niveaux affectés aux différentes occupations du sol :

Niveaux de fragmentation des zones artificialisées (Biotopie, 2011)	
Niveau de fragmentation	Typologie CLC
I	Tissu urbain continu, zones industrielles ou commerciales, réseaux, zones portuaires, décharges, chantiers
II	Tissu urbain discontinu
III	Espaces verts urbains, équipements sportifs ou de loisirs

Tableau 8 : Niveaux de fragmentation des zones artificialisées (BIOTOPE, 2011)



### Les obstacles à l'écoulement des eaux :

Ces obstacles ont été recensés à partir du référentiel national des obstacles à l'écoulement (ROE).

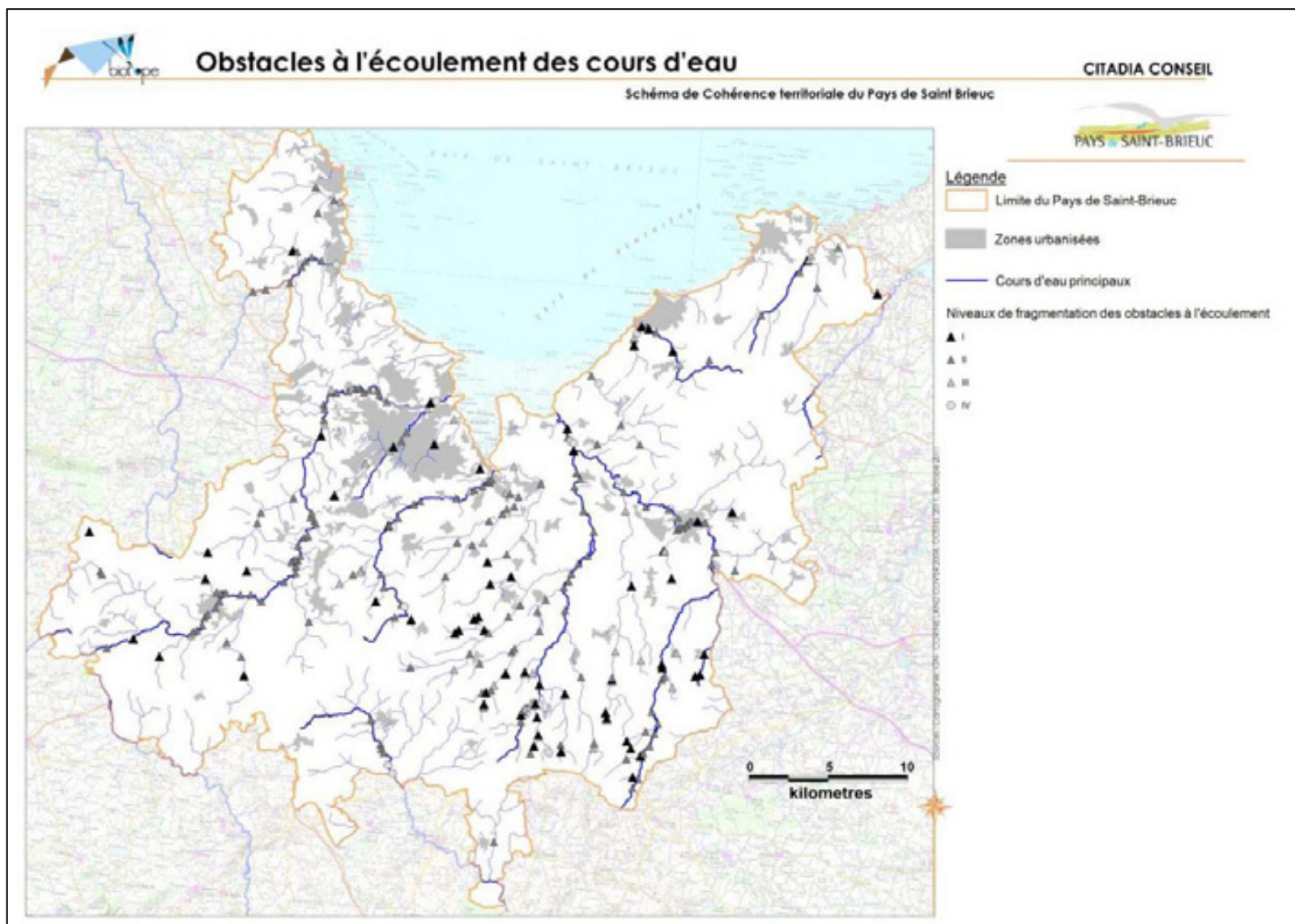
Le ROE recense l'ensemble des ouvrages sur le territoire national en leur associant des informations restreintes (code national unique, localisation, typologie) mais communes à l'ensemble des acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire.

Pour rétablir la continuité écologique, il est nécessaire d'inventorier l'ensemble des obstacles du territoire, de disposer de données fiables, consolidées et homogènes au plan national, ainsi que d'évaluer les risques d'impact sur les écosystèmes aquatiques (notamment sur l'état écologique des cours d'eau au sens de la DCE).

Les niveaux de fragmentation des divers obstacles ont été établis ainsi :

Niveaux de fragmentation des obstacles à l'écoulement des eaux (Biotope, 2011)	
Niveau de fragmentation	Type ROE
I	barrage
II	seuil
III	pont





### **La préfiguration des continuités écologiques**

La « préfiguration » des continuités écologiques permet de représenter par sous-trame :

- les postes d'occupation du sol constitutifs de la sous-trame considérée, au sein desquels seront identifiés les réservoirs de biodiversité et les corridors préférentiels, c'est l'armature du territoire ;
- Les réservoirs de biodiversité potentiels proposés par les périmètres d'inventaire et réglementaire (réseau Natura 2000, Réserve naturelle nationale, ZNIEFF 1 et ZNIEFF 2), classés par sous-trame en fonction des milieux et enjeux concernés. Ces réservoirs sont complétés selon les enjeux des sous-trames par des zones de « nature ordinaire » mais présentant soit de par leur occupation des sols, leur surface, leurs caractéristiques où les espèces qu'elles abritent, un intérêt pour la biodiversité locale.

Les récents travaux du COMOP (comité opérationnel pour la trame verte et bleue) en partenariat avec le Museum d'histoire naturelle ont permis de lister des déclinaisons régionales d'espèces pour la cohérence nationale de la trame verte et bleue. Les espèces sur lesquelles s'appuie la présente méthode sont toutes listées dans la liste régionale TVB.

### **La sous trame des milieux boisés :**

La sous-trame des milieux boisés du Pays de Saint-Brieuc a été définie à partir :

- des zones boisées de (CLC, 2006) ;
- des versants boisés (BOURGET, 2011) ;
- des boisements rivulaires (BOURGET, 2011) ;
- des zones boisées (BOURGET, 2011).
- Les réservoirs de biodiversité candidats associés aux milieux boisés se basent sur :
  - les zonages d'inventaires et réglementaires dont le milieu dominant est le milieu boisé (ZNIEFF1 et ZNIEFF2) ;
  - les zones boisées CLC 2006 feuillus et mixtes dont la superficie est supérieure ou égale à 50 hectares ;
  - seront complétés par les répartitions des espèces trames vertes et bleues associées aux milieux boisés (Cerf élaphe, Barbastelle d'Europe, Sittelle torchepot).

La carte ci-dessous représente la sous-trame des milieux boisés et les réservoirs de biodiversités identifiés.





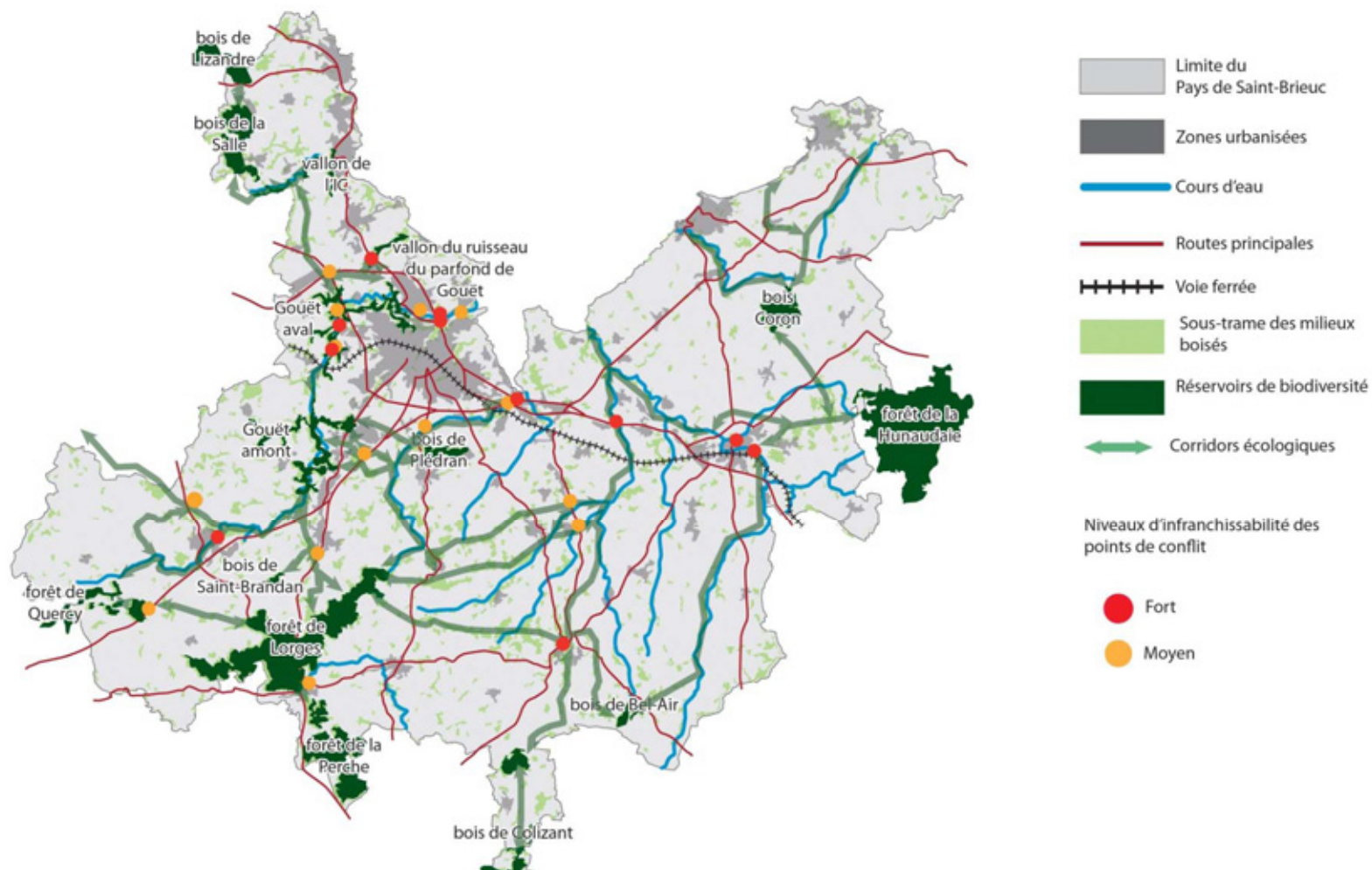
## Les continuités écologiques du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL

PAYS SAINT-BRIEUC

### Sous-trame des milieux boisés : le réseau écologique



**La sous trame milieux bocagers :**

La sous-trame des milieux boisés du Pays de Saint-Brieuc est construite à partir :

- du bocage à maille serrées (BOURGET, 2011) ;
- du bocage à mailles élargies (BOURGET, 2011) ;
- des prairies de fonds de vallons (BOURGET, 2011).
- Les réservoirs de biodiversité candidats associés aux milieux bocagers se caractérisent ainsi :
- du croisement entre les tables bocage à mailles serrées et les îlots PAC où la surface de prairie permanente est supérieure à 50% ;
- seront complétés avec données (consultation et terrain) relatives aux les espèces trame verte et bleue présentes sur le territoire (Triton marbré et Grand Rhinolophe).



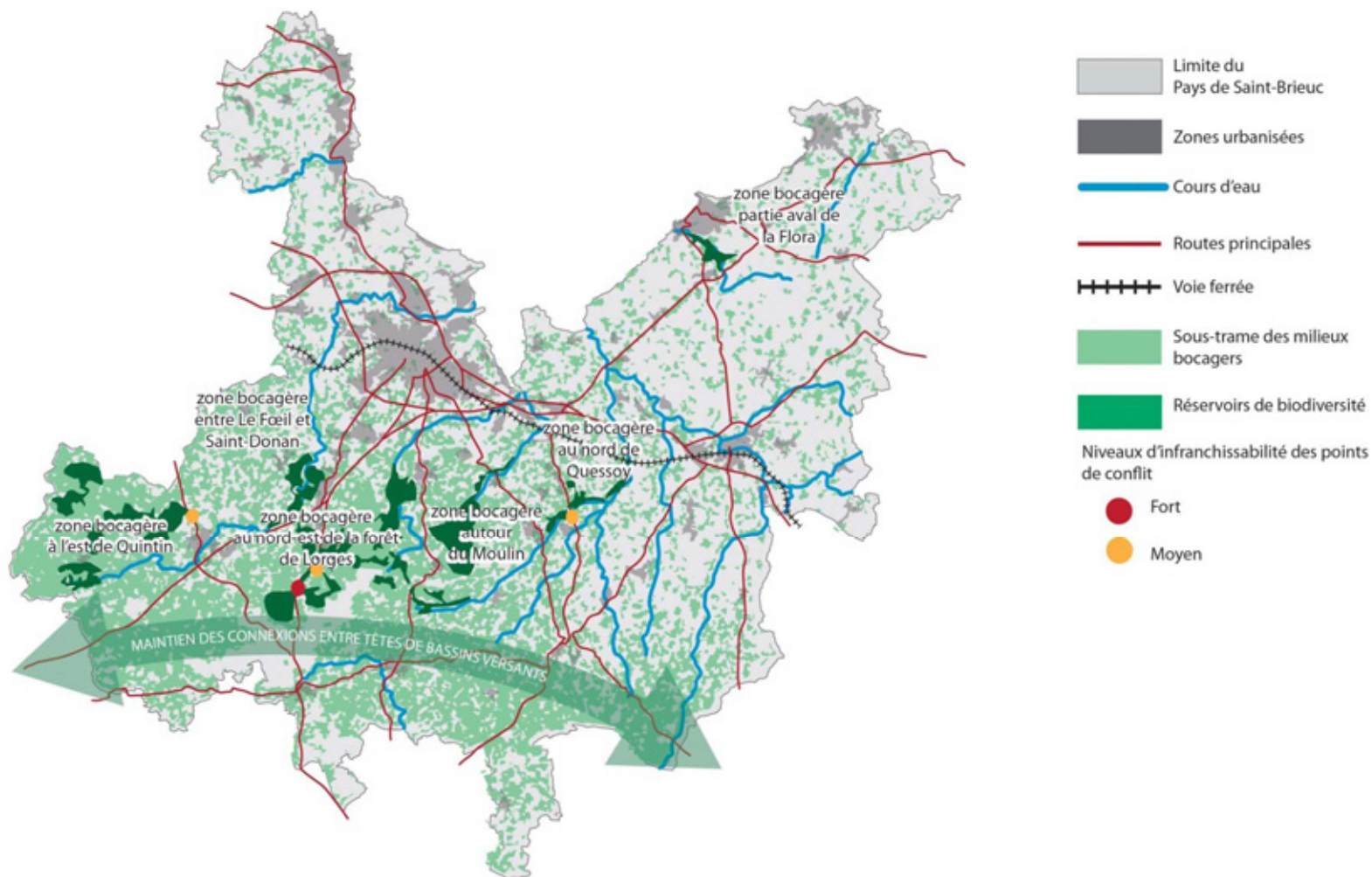
## Les continuités écologiques du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL



### Sous-trame des milieux bocagers : le réseau écologique



**La sous-trame associée aux milieux ouverts :**

Cette sous-trame est constituée par :

- les prairies de Corine Lande Cover 2006.
- Les réservoirs de biodiversité candidats associés aux milieux ouverts sont les suivants :
- les zonages d'inventaires et réglementaires dont le milieu dominant est associé aux landes (ENS, ZCS) ;
- les landes et friches (BOURGET, 2011) ;
- seront complétés avec les données de répartition du Pipit Farlouse.



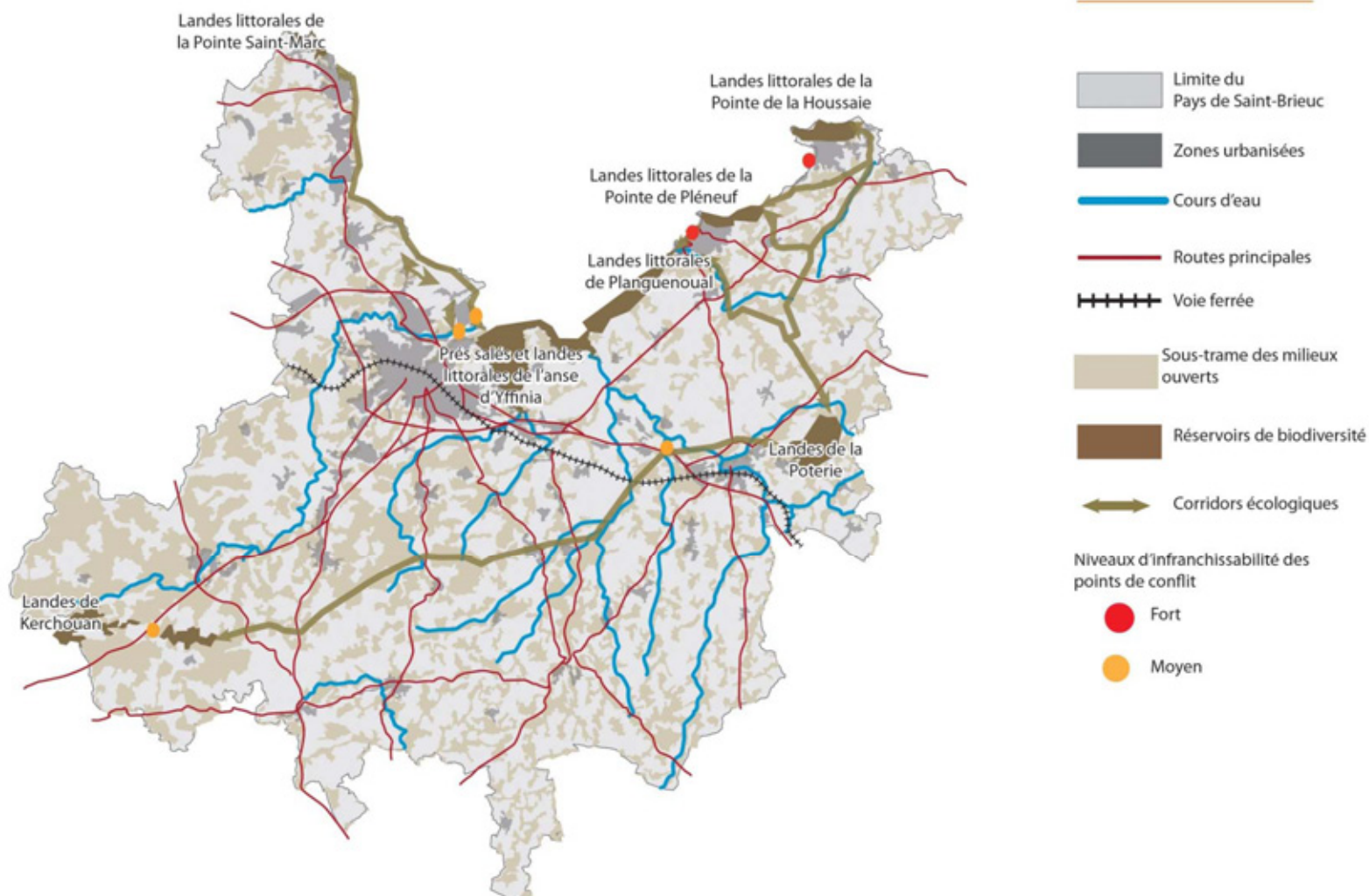
## Les continuités écologiques du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL



### Sous-trame des milieux ouverts : le réseau écologique





**La trame bleue :**

La sous-trame des zones humides a été élaborée à partir :

- de l'enveloppe des zones humides du SAGE de Saint-Brieuc validée en février 2009 (SAGE Saint-Brieuc) ;
- des boisements rivulaires (BOURGET, 2011) ;
- des prairies de fond de vallons (BOURGET, 2011).

Elle sera complétée par les données zones humides des SAGE limitrophes.

Les réservoirs de biodiversité candidats associés aux milieux humides se caractérisent ainsi :

- les zonages d'inventaires et réglementaires dont le milieu dominant est associé aux zones humides ;
- les cours d'eau identifiés comme réservoirs biologiques départementaux (Sdage 2010-2015) ;
- les axes grands migrants (Sdage 2010-2015) ;
- de l'inventaire des tourbières de Bretagne (DREAL Bretagne, 1994) ;
- seront complétés avec les espèces TVB (la Loutre, Campagnol amphibie, Bouscarle de Cetti, Bergeronnette des ruisseaux, pour les cours d'eau) et la Vipère péliade pour le compartiment zones humides) ;
- seront complétés par les listes 1 et 2 de classement de cours d'eau.



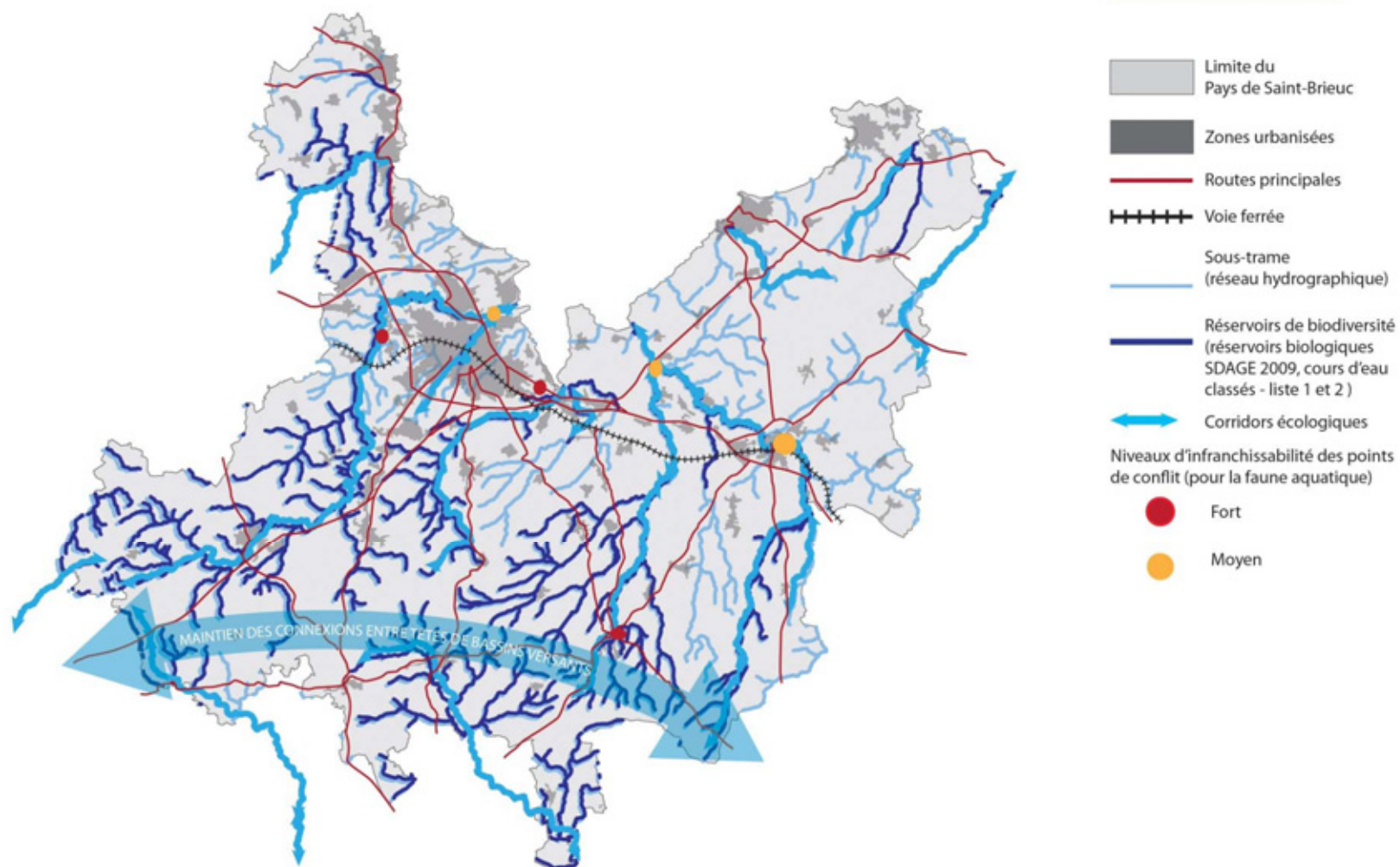


## Les continuités écologiques du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

La trame bleue : compartiment aquatique

CITADIA CONSEIL





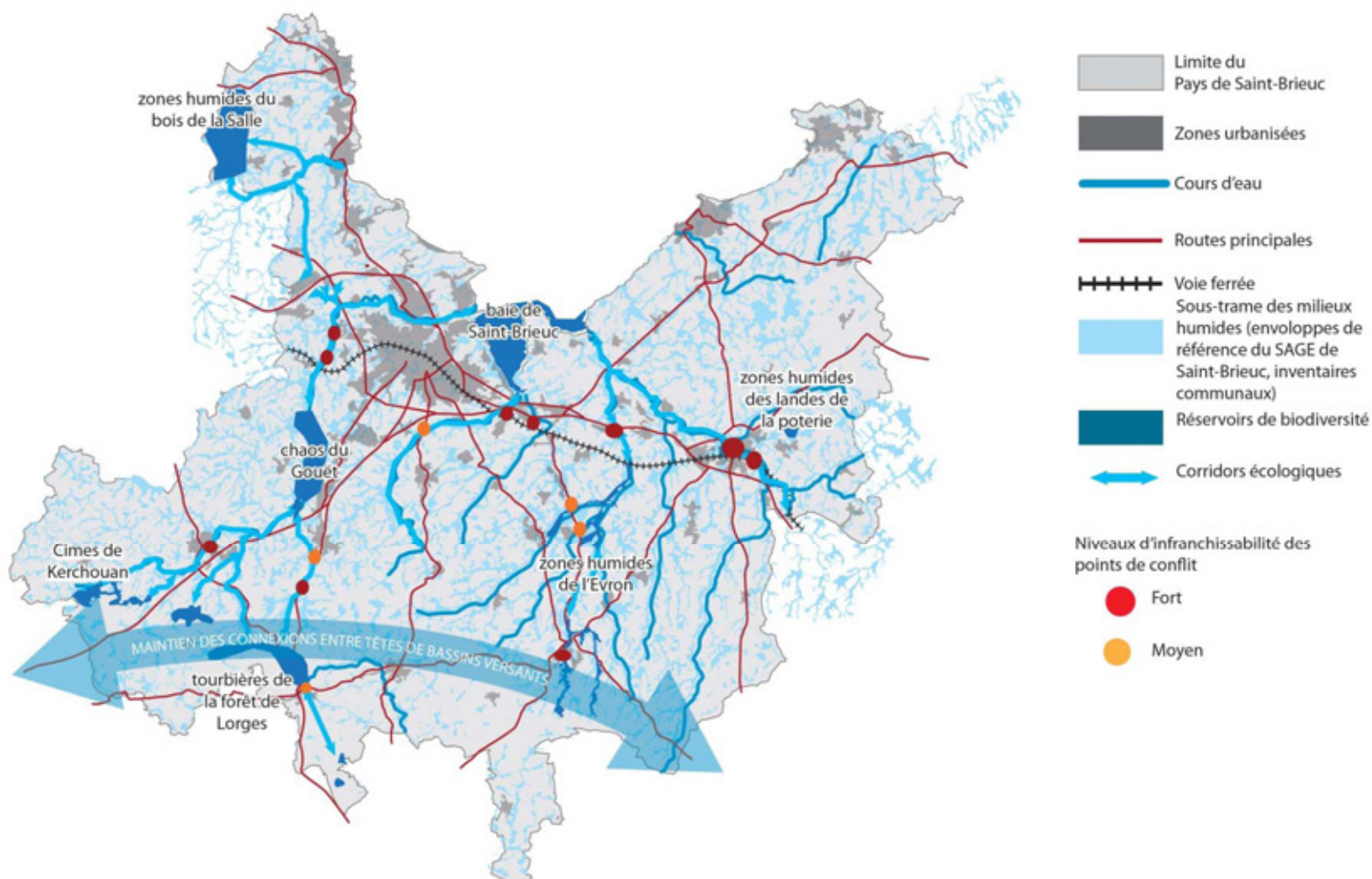
## Les continuités écologiques du Pays de Saint-Brieuc

Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Saint-Brieuc

CITADIA CONSEIL



### La trame bleue : les milieux humides



Ces cartes ont été élaborées suite à des consultations (notamment la fourniture de données sur des espèces réelles), à des relevés de terrains et des ateliers.

Les corridors écologiques ont été identifiés à partir de la couche élaborée de l'occupation du sol :

- Analyse de la perméabilité des milieux vis-à-vis du déplacement des espèces caractéristiques de chaque sous-trame :
  - Selon la difficulté de franchissement des milieux;
  - Selon le type d'occupation du sol;
  - Selon l'environnement direct: proximité de zones urbaines, densité du réseau hydrographique...;
- Analyse de la répartition et de l'écologie des espèces de cohérence TVB sélectionnées: données et synthèses fournies par les associations naturalistes locales
- Expertise de terrain par un expert fauniste (Biotope)

IV. L'ENVIRONNEMENT BIOLOGIQUE ET LES ESPACES NATURELS	
Etat actuel	- Des milieux naturels riches et diversifiés mais il existe un déséquilibre au sein du territoire entre les zones littorales siége d'espèces rares et protégées, ouest du territoire riche de vallées et zones bocagères dense et l'est de territoire où les milieux naturels se font plus rares.
Evolution depuis 5 à 10 ans	- déprise agricole, régression de certains milieux comme les landes ; - homogénéisation des milieux ; - artificialisation des zones bocagères.
Tendance récente	- augmentation de la fréquentation des sites naturels par des activités de loisir pas forcément compatibles avec la fragilité des milieux (quad, circuits de randonnées..) ;
Forces du territoire	- milieux diversifiés et présence d'espèces emblématiques ; - existence de nombreux périmètres d'inventaires et réglementaires ; - Présence d'une zone humide d'intérêt international mais aussi dans l'arrière-pays de zones humides d'intérêt patrimonial comme les tourbières ; - Un réseau hydrographique dense, dont certain cours d'eau sont considérés comme des réservoirs de biodiversité départementaux qui accueillent des espèces rares et menacées comme l'écrevisse à pattes blanches ou la mulette perlière - un maillage bocager dense à l'ouest qui permet de contre carrer le peu de surface boisée.
Faiblesses du territoire	- un réseau hydrographique ponctué de nombreux obstacles ; - pression touristique et urbanistique sur le littoral mais aussi dans les terres ; - présence d'espèces invasives ; - réactualiser et homogénéiser les connaissances sur les zones humides ; - régression de certaines zones naturelles notamment les landes par manque d'entretien.
Opportunités, si ...	
Menaces, si ...	
Enjeux	- Trouver un équilibre entre le maintien des espaces naturels, le développement économique, touristique, les activités agricoles et de loisirs - Protéger les zones humides et leurs fonctionnalités ; - Participer à la reconquête de la continuité des cours d'eau ; - Mettre en place une trame verte et bleue garante de la fonctionnalité et de la pérennité des milieux naturels sur l'ensemble du territoire.
Indicateurs	- Évolution de la surface espaces naturels protégés ; - Évolution de la surface des espaces classé N dans les plus ; - Évolution de la surface de zones humides ; - Évolution de la fréquentation des espaces naturels.

# 5.

## Les risques, contraintes et nuisances

*Les risques naturels*

*Les risques technologiques*

*Les sites et sols pollués*

*Les nuisances sonores*

*La gestion des déchets*

## LES RISQUES

Le territoire du Pays de Saint-Brieuc est marqué par la présence de nombreux risques naturels.

- Le risque d'inondation est bien connu des collectivités grâce notamment au Plan de Prévention des risques Inondation du Gouëssant. Le risque de submersion marine concerne les communes littorales.
- Le risque tempête qui concerne toutes les communes du Pays.
- Le risque mouvement de terrain dans lequel on retrouve le phénomène d'érosion du trait de côte qui touche souvent des sites protégés et/ou classés.
- Le risque feu de forêt et de landes touche également de nombreuses communes du Pays.
- Les risques technologiques sont moindres. Cependant, il existe sur le territoire de nombreuses ICPE liées notamment aux nombreuses exploitations agricoles (élevages). De plus, le territoire est sensible aux risques de pollution marine (marée noire) ; le littoral doit donc faire l'objet d'une surveillance particulière.

Face aux aléas naturels, l'enjeu pour ce territoire est de veiller à la sécurisation des personnes, des biens et de l'environnement en faisant face à l'accentuation aux pressions foncière et touristiques dans les zones à risques (littoral, pôles urbains). L'information et la communication de la population doivent faire l'objet d'actions.

## LES SITES ET SOLS POLLUES

Les activités actuelles et passées marquent et ont marqué le territoire sur lequel elles s'exercent. En effet, aujourd'hui en France et malgré un dispositif réglementaire strict, la présence d'activités industrielles en milieu urbain ou à proximité demeure une source importante de risques en terme de pollution des sols.

Il est dès lors primordial pour le territoire de poursuivre la résorption des sites et sols pollués existants et de veiller à leur non-développement. Cela implique une bonne connaissance des secteurs industriels en devenir et un suivi permanent d'analyses des risques potentiels de pollution.



### **LES NUISANCES SONORES**

Le territoire n'est pas particulièrement affecté par les nuisances sonores. Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement a classé seulement 2 axes comme voies bruyantes : la RD 700 et la RN 12.

Il est essentiel de mener des études acoustiques afin de mieux connaître les impacts du bruit sur le territoire.

Les nuisances sonores doivent faire l'objet de mesures curatives mais aussi être réduites à la source grâce à une gestion anticipée des nuisances, dès la conception.

### **LA GESTION DES DECHETS**

Sur le territoire du Pays de Saint-Brieuc, la gestion des déchets est globalement satisfaisante avec la distinction de l'agglomération de Saint-Brieuc qui obtient les labels Qualitri-QualiPlus.

La collecte sélective est en hausse générale et de nombreuses actions sont menées (porte à porte, distribution de bacs, de composteurs).

Les enjeux portent sur la poursuite des efforts engagés sur la collecte et le tri afin d'atteindre les objectifs du Ministère de l'Ecologie et du développement Durable pour 2015 (< 200 Kg de déchets/hab./an). De plus, il est essentiel de prendre en compte les disparités géographiques et saisonnières dans la collecte des déchets et d'anticiper les besoins futurs (création de nouveaux centres de traitement et/ou extension).

## V. LES RISQUES, CONTRAINTES ET NUISANCES

(Source Préfecture des Côtes d'Armor, Dossier Départemental des Risques Majeurs de 2006)

### **Rappel**

#### Le Dossier Départemental des Risques Majeurs - DDRM

Plusieurs risques naturels ont été recensés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs pour le département des Côtes d'Armor : les inondations (crues de cours d'eau, ruissellement, submersion marine), les mouvements de terrain, les tempêtes et les séismes. Ce document a été établi en décembre 2006 par la préfecture des Côtes d'Armor.

L'information des communes concernées est faite à partir du DM. La CARIP établit le Dossier Communal Synthétique – DCS expliquant la nature des risques encourus, les dispositifs d'information du public et la délimitation des zones où les aléas peuvent se manifester. A partir de ce document notifié par arrêté préfectoral, le maire établit le Document d'Information Communal sur les risques Majeurs – DICRIM.

#### Les Dossiers Communaux Synthétique – DCS DICRIM

Les DCS – DICRIM signés pour le Pays de Saint-Brieuc sont les suivants :

- Erquy : inondation, mouvement de terrain (le bourg, falaises),
- Hillion : inondation, mouvement de terrain (terrains en bordure de mer, falaises),
- Lamballe : inondation (berges et terrains urbanisés),
- La Méaugon : rupture de barrage (Barrage du Gouët),
- Pléneuf-Val-André : inondation, mouvement de terrain (Le Bignon, falaises),
- Plérin : inondation, mouvement de terrain, rupture de barrage, transport de matières dangereuses (terrains urbanisés le long du Gouët, les Rosaires, Tournemine, ancien site minier, barrage du Gouët, ammonitrates au port du Légué),
- Ploufragan : rupture de barrage (barrage du Gouët),
- Saint-Brieuc : inondation, mouvement de terrain, rupture de barrage, transport de matières dangereuses (terrains urbanisés le long du Gouët, plage du Valais, barrage du Gouët, ammonitrates au port du Légué),
- Trémuson : mouvement de terrain, rupture de barrage (ancien site minier, barrage du Gouët),
- Yffiniac : inondation (secteur des Grèves, rivière l'Urne et ruisseau de Penan).

Afin de diminuer les effets des risques majeurs, la **loi n°95 101 du 2 février 1995** a regroupé sous une procédure unique, les **PPR – Plan de Prévention des Risques**, les différentes règles de prévention mises en œuvre auparavant de manière sectorielle dans les différentes zones.

Les PPR sont prescrits par arrêté préfectoral. Ils ont objectifs de ne plus accroître le nombre de constructions et aménagements nouveaux dans les zones vulnérables, de réduire la vulnérabilité de ceux déjà réalisés dans les zones exposées, de ne pas aggraver les risques, ni d'en provoquer de nouveaux.

Le Pays de Saint-Brieuc est concerné par le **PPR Inondation du Gouëssant**, prescrit le 06 juillet 2011.

Dans les communes soumises à un risque naturel ou technologique prévisible, l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'aménagement de terrains de camping et de stationnement de caravanes fixe les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité de ces terrains.

Par arrêté préfectoral du 16 juin 2000, 24 terrains ou aires de camping situés en totalité ou en partie dans des zones soumises à un risque ont été inscrits sur le département.

Pour le Pays de Saint-Brieuc, il s'agit des communes de Binic, Erquy, Pléneuf-Val-André et Saint Quai Portrieux pour cause de risque dû à des mouvements de terrain.

Quelques communes ont déjà pris en compte des **zonages « inondation »** dans leurs documents d'urbanisme ; il s'agit de :

- Hillion, pour le risque inondation concernant les terrains urbanisés dans le secteur des Grèves,
- Lamballe, pour le risque inondation des berges et des terrains urbanisés,
- Plérin, pour le risque lié à la rupture du barrage du Gouet, inondations concernant les terrains urbanisés le long du Gouet, la submersion de la zone littorale aux Rosaires, rue du Phare et à Saint-Laurent,
- Ploufragan, pour le risque lié à la rupture du barrage du Gouet,
- Yffiniac, pour le risque inondation des terrains urbanisés dans le secteur des Grèves.

## V.1 DES RISQUES NATURELS MAJEURS PRESENTS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

### a. Le risque inondation

Une inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans la zone inondable pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.

On distingue **trois types d'inondations** :

- **La montée lente des eaux** en région de plaine par débordement d'un cours d'eau ou remontée de la nappe phréatique.<sup>2</sup>
- **La formation rapide de crues** torrentielles consécutives à des averses violentes.
- **Le ruissellement pluvial** renforcé par l'imperméabilisation des sols et les pratiques culturales limitant l'infiltration des précipitations.

Au sens large, les inondations comprennent également l'inondation par rupture d'ouvrages de protection comme une brèche dans une digue, la submersion marine dans les estuaires résultant de la conjonction de la crue du fleuve, de fortes marées et de situations dépressionnaires (fortes tempêtes). Ce phénomène aussi est possible dans les lacs, on parle alors de seiche.

Même si les inondations vécues dans le département n'atteignent pas l'ampleur des catastrophes des années passées dans d'autres départements, le risque est bien présent dans les Côtes d'Armor.

Le territoire du SCoT peut être concerné par plusieurs types d'inondation :

- **Les inondations de plaine**

La rivière sort de son lit mineur et peut inonder la plaine pendant une période dépassant rarement 72 heures. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur. Les nombreux cours d'eau qui parcourent le département peuvent être à l'origine de débordements plus ou moins importants et sont très localisés.

- **Les crues de rivière par ruissellements et coulées de boue**

Lorsque les précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes. Le lit du cours d'eau est en général rapidement colmaté par le dépôt de sédiments et des bois morts peuvent former des barrages appelés embâcles.

- **Le ruissellement pluvial en zone urbaine**

L'imperméabilisation du sol par les aménagements (bâtiments, voiries, parkings,...) et par les pratiques culturelles limite l'infiltration des précipitations et accentue le ruissellement. Ceci occasionne souvent la saturation et le refoulement du réseau d'assainissement des eaux pluviales dont la capacité est souvent insuffisante. Il en résulte des écoulements plus ou moins importants et souvent rapides dans les rues.

- **Submersion marine**

Le phénomène de submersion marine est dû à la conjonction d'une crue et d'une forte dépression lors de tempête, engendrant des débordements dans les zones basses situées en arrière du trait de côte, les estuaires et les ports. Les communes littorales et estuariennes sont concernées.

En date du 07 février 2011, la Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement a annoncé les Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) prioritaires devant être approuvés dans les 3 ans à compter de leur lancement (conséquence des circulaires post Xynthia des 07 avril et 20 décembre 2010). Pour la Bretagne 9 secteurs sont concernés :

- Saint Malo (1 commune, Ille-et-Vilaine) PPRL prescrit le 08 avril 2010
- Marais de Dol de Bretagne (22 communes, Ille-et-Vilaine) PPRL prescrit le 23 juillet 2010
- **Baie de Saint Brieuc (5 communes, Côtes d'Armor) PPRL non prescrit**
- Côte Sud (12 communes, Finistère) PPRL non prescrit
- Camaret (1 commune, Finistère) PPRL non prescrit
- Ploemeur (1 commune, Morbihan) PPRL non prescrit
- Petite mer de Gâvres (4 communes, Morbihan) PPRL non prescrit
- Carnac (1 commune, Morbihan) PPRL non prescrit
- Presqu'île de Rhuys (5 communes, Morbihan) PPRL non prescrit

#### Historique des principales inondations sur le territoire

Compte-tenu du réseau hydrographique fortement développé sur le territoire, de nombreuses crues ont été observées depuis 1983 à partir de différentes études ; elles concernent principalement les cours d'eau suivant :

- Le Gouët et les communes de Plérin, Saint-Brieuc et Trémuson,
- L'Urne pour les communes de Langueux, Yffiniac et Plédran,
- La Touche pour les communes de Yffiniac, Hillion et Pommeret,

- L'Evron pour les communes de Meslin et Quessoy,
- Le Gouessant pour les communes de Lamballe
- Les crues historiques recensées dans la bibliographie au niveau du territoire sont celles :
  - sur le Gouessant en 1773, 1974, 1978 et 1988, particulièrement à Lamballe,
  - sur le Gouët une crue historique (exceptionnelle) en 1773 a emporté le pont du même nom et en 1973 une crue notable,
  - sur l'Urne, en 1773 à Yffiniac ; en 1977, une crue dont se rappelle Hillion,
  - sur l'Ic en 1974.

Ainsi, les communes principalement exposées au risque inondation sont Binic, Plérin, Saint-Brieuc, Yffiniac, Hillion, Pléneuf-Val-André, Lamballe et Erquy.

L'important linéaire côtier du Pays de Saint-Brieuc rend également le risque submersion marine présent pour 10 communes : **Saint-Quay-Portrieux, Binic, Plérin, Saint-Brieuc, Langueux, Yffiniac, Hillion, Pléneuf-Val-André, Saint-Gildas et Erquy.**

## b. Le risque mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou humaine. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

On différencie :

- **Les mouvements lents et continus**
  - Les tassements et les affaissements de sols
  - Le retrait-gonflement des argiles
  - Les glissements de terrain le long d'une pente
- **Les mouvements rapides et discontinus**
  - Les effondrements de cavités souterraines ou artificielles (carrières, ouvrages souterrains)
  - Les écroulements et les chutes de blocs
  - Les coulées boueuses et torrentielles
- **L'érosion littorale**

Ce phénomène naturel affecte aussi bien les côtes à falaises taillées dans des faciès meubles (par glissement et effondrement de falaise) que les côtes sableuses, plages adossées et dunes littorales avec cordon de galets ou non soumises à l'érosion par les vagues et les courants marins. Certains secteurs littoraux sont soumis au problème des infiltrations d'eau qui finissent par déstabiliser les falaises meubles fortement représentées dans les Côtes d'Armor. Il s'agit de l'érosion continentale et non d'érosion marine. Celle-ci concerne les anses sableuses encadrées par des promontoires rocheux soumis aux fluctuations des profils de plage.

Les grands mouvements de terrain étant souvent peu rapides, les victimes sont peu nombreuses. En revanche, ces phénomènes sont souvent très destructeurs car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Les bâtiments, s'ils peuvent résister à de petits déplacements, subissent une fissuration intense en cas de déplacement de quelques centimètres seulement. Les désordres peuvent rapidement être tels que la sécurité des occupants ne peut plus être garantie et que la démolition reste la seule solution.

Les mouvements de terrain rapides et discontinus (effondrement cavités souterraines, écoulement et chutes de blocs, coulées boueuses), par leur caractère soudain, augmentent la vulnérabilité des personnes. Ces mouvements de terrain ont des conséquences sur les infrastructures (bâtiments, voies de communication, ...), allant de la dégradation à la ruine totale.

Les éboulements et chutes de blocs peuvent entraîner un remodelage des paysages, par exemple l'obstruction d'une vallée par les matériaux déplacés engendrant la création d'une retenue d'eau pouvant rompre brusquement et entraîner une vague déferlante dans la vallée.

#### Historique des principaux mouvements de terrain dans le département

- Février 1990 : glissement de terrain et coulées boueuses issues de glissements amont sur les communes de Penvenan, Plérin, Trébeurden, Trédez-Locquemeau, Trégastel ;
- Janvier 1995 : affaissement, glissement de terrain et éboulement de pierres et blocs sur les communes de Lamodez et Ploezal ;
- Octobre 2000 : mouvement de terrain à Saint-brieuc
- Janvier, mars et mai 2001 : mouvement de terrain, respectivement sur les communes de Plérin, Ploubazlanec et Saint-cast-Le-Guildo.

Les études relatives à l'évolution du trait de côte menées dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Mise en Valeur de la Mer de la Baie de Saint-Brieuc ont mis en évidence des problèmes d'équilibre littoral pour les communes de la Baie. (Sources : BONNOT-COURTOIS C., LAFOND L.R (1995). *Schéma de Mise en Valeur de la Mer de la Baie de Saint-Brieuc : Etude sur l'évolution des rivages de la baie de Saint-Brieuc entre Tréveneuc et Plurien – Rapport EPHE/DDE Saint-Brieuc, 128 p* et BONNOT-COURTOIS C., LANÇON G. (2004). *Erosion littorale – Evaluation du risque. Caractérisation de l'aléa érosion sur le littoral des Côtes d'Armor. Rapport UMR 8586 PRODIG/DDE 22. 30 p. 19 cartes.*)

Plusieurs types de vulnérabilité ont été repérés selon qu'il s'agisse :

- **d'érosion marine** dans les secteurs les plus exposés à la houle,
- **d'érosion continentale** au niveau des effondrements des falaises meubles de limons quaternaires,
- **d'érosion anthropique** par sur fréquentation des massifs dunaires,
- de la **fragilisation des plages** en avant des côtes bordées par des ouvrages longitudinaux de défense.

Les côtes formées de falaises taillées dans des roches dures sont généralement stables et très résistantes à l'érosion marine ou continentale.

Par contre, les falaises de limons sont instables et très sensibles à l'érosion, marine par sapement du pied de falaise ou continentale par ruissellement ou colluvionnement.



Les plages sont exposées à l'érosion marine, particulièrement sur la côte orientale qui reçoit directement les houles du nord-ouest.

Les massifs dunaires qui tapissent la majorité des fonds de plage sont souvent dégradés par suite d'une fréquentation trop importante et anarchique.

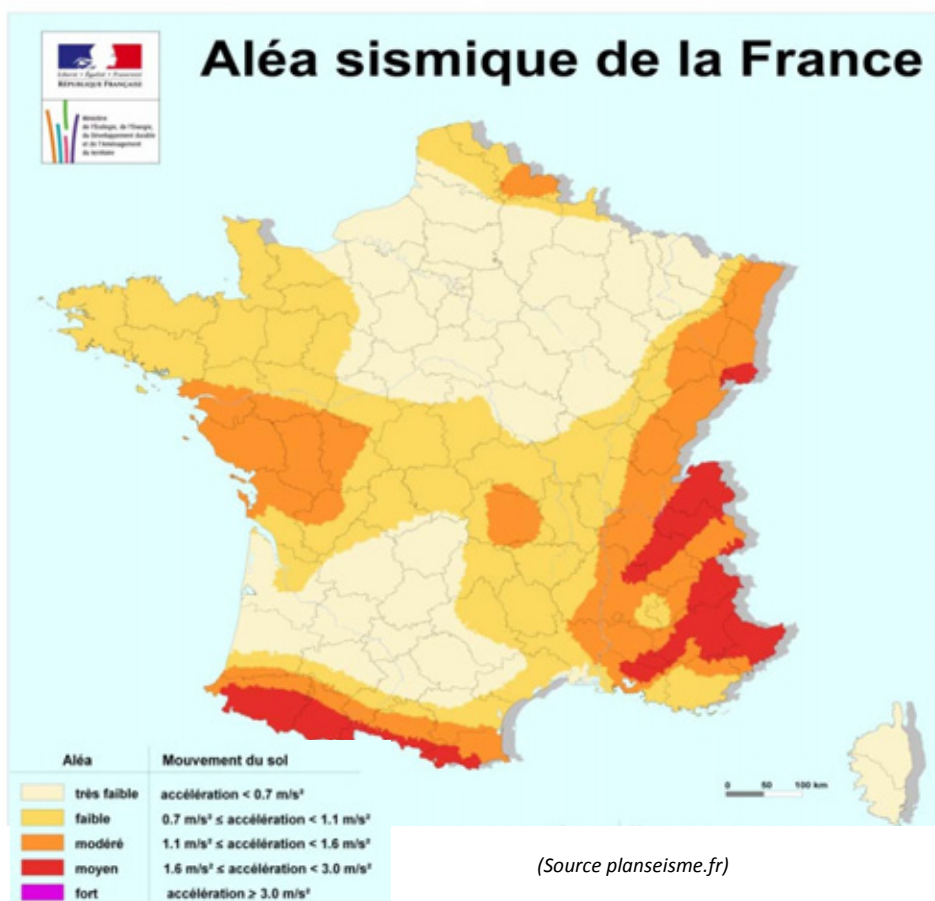
9 effondrements sur le tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral ont été recensés au niveau du Pays. Les dégâts repérés sont le plus fréquemment des effondrements du terrain d'assiette de la servitude dus au glissement d'une partie de falaise déstabilisée par le ruissellement et les eaux d'infiltration, très rarement par l'érosion du pied de falaise.

La quasi-totalité des secteurs dégradés fait partie d'espaces considérés comme remarquables au sens de la loi « littoral » et une grande partie d'entre eux est comprise dans un voisinage de site naturel ou de monuments classés ou inscrits.

### c. Le risque sismique

Un séisme est une vibration du sol transmise aux bâtiments, causée par une fracture brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface. D'une manière générale, les séismes peuvent avoir des conséquences sur la vie humaine, l'économie et l'environnement.

L'analyse de la sismicité historique (récurrence des séismes), de la sismicité instrumentale et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une région, c'est-à-dire la probabilité qu'un séisme survienne. Un zonage sismique de la France selon cinq zones a ainsi été élaboré à partir de l'étude de 7 600 séismes (décret du 14 mai 1991).



D'après le zonage sismique de la France, la totalité du département des Côtes d'Armor est classé en **zone d'aléa faible**, correspondant à une sismicité négligeable mais non nulle où il n'y a pas de prescription parasismique particulière.

#### Les séismes historiques du département

D'après les enregistrements de Laboratoire de détection et de géophysique du CEA entre le 01/01/2000 et le 06/04/2006, on recense :

- Une quarantaine de séismes de magnitude comprise entre 2 et 3
- Uniquement 3 séismes de magnitude supérieure ou égale à 3 dont celui du 19/11/2002 (MI = 3,45) localisé à 24 km au sud de St Héliier (Jersey).

### **d. Le risque feu de forêt et de landes**

On parle de feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. En plus des forêts au sens strict, les incendies concernent des formations subforestières de petite taille : le maquis, la garrigue et les landes. Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été, car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, viennent s'ajouter les travaux en forêt.

Bien que les incendies de forêt soient beaucoup moins meurtriers que la plupart des catastrophes naturelles, ils n'en restent pas moins très coûteux en terme d'impact humain, économique, matériel et environnemental. Les atteintes aux hommes concernent principalement les sapeurs-pompiers et plus rarement la population. L'impact environnemental d'un feu est également considérable en terme de biodiversité (faune et flores habituelles des zones boisées). Aux conséquences immédiates, telles que les disparitions et les modifications de paysage, viennent s'ajouter des conséquences à plus long terme, notamment concernant la reconstitution des biotopes, la perte de qualité des sols et le risque important d'érosion, consécutif à l'augmentation du ruissellement sur un sol dénudé.

Sur le territoire du SCOT, la superficie des boisements est de 8140 hectares dont 1702 hectares de résineux (20%). Le territoire est parsemé de petits boisements et de trois massifs forestiers plus importants : Bois de la Salle au Nord-Ouest, forêt de Lorge au Sud (massif le plus important à l'échelle du Pays) et la forêt de la Hunaudaye/St Aubin.

Sur le Pays de St Brieuc, 4 communes sont concernées par le risque feu de forêt : **Hillion, L'Hermitage Lorge, Plédran et Erquy.**

### **e. Le risque tempête**

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau). De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents moyens dépassent 89 km/h durant 10 mn. Les rafales peuvent atteindre 130 à 140 km/h.

D'une façon générale, du fait de la pluralité de leurs effets (vents, pluies, vagues) et de zones géographiques touchées souvent étendues, les conséquences des tempêtes sont fréquemment importantes, tant pour l'homme que pour ses activités ou pour son environnement.

Toutes les communes du département sont exposées à des vents plus ou moins violents. De plus, les communes littorales et estuariennes peuvent être touchées par l'amplification du mouvement des vagues et du niveau de la marée.

La violence des vents lors des tempêtes des années 1987, 1990 et 1999 a montré l'importance du risque tempête sur toutes les communes du département.

#### Les principales tempêtes dans le département

En moyenne et par an, on observe 3 à 4 situations donnant des rafales de vent dépassant les 100 km/h.

Les dernières tempêtes ayant provoqué des dégâts dans les Côtes-d'Armor sont :

- L'ouragan de la nuit du 15 au 16 octobre 1987 (rafales jusqu'à 172 km/h à Bréhat et 176 km/h à Trémuson,
- Des tempêtes de début 1990 (janvier et février) : 151 km/h en rafale à Bréhat,
- La tempête du 26 décembre 1999 : le vent maximum enregistré en rafales a été de 172 km/h à Trémuson.

### **f. Les autres risques**

Les communes de Plérin et Trémuson sont également concernées par un risque d'effondrement de galeries d'un ancien site minier à l'abandon.

On citera pour finir les communes de Lamballe, Lanfains, La Malhoure et Noyal concernées par le risque lié aux digues d'étangs et de plans d'eau.

## **V.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **a. Rupture de barrage**

Les barrages présents sur les grandes rivières servent principalement à l'alimentation en eau potable des villes, à la régulation des cours d'eau et à la production d'énergie électrique. Ces ouvrages font l'objet de visites et de surveillances régulières. Les ruptures de barrages sont des accidents rares et le risque d'une rupture brusque dans le département est aujourd'hui extrêmement faible.

Sur le territoire, 5 communes sont concernées par le risque rupture de barrage du fait du barrage St Barthélémy présent sur le Gouët : **La Méaugon, Plérin, Ploufragan, Saint-Brieuc et Trémuson.**

## b. Le risque Transport de Matières Dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses, ou risques TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

Les produits dangereux sont nombreux ; ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

On peut observer trois types d'effets, qui peuvent être associés :

- **Une explosion** peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles (notamment pour les citernes de gaz inflammables), ou pour les canalisations de transport exposées aux agressions d'engins de travaux publics, par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions. L'explosion peut avoir des effets à la fois thermiques et mécaniques (effet de surpression dû à l'onde de choc). Ces effets sont ressentis à proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres.
- **Un incendie** peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc avec production d'étincelles, l'inflammation accidentelle d'une fuite (citerne ou canalisation de transport), une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage. 60 % des accidents de TMD concernent des liquides inflammables. Un incendie de produits inflammables solides, liquides ou gazeux engendre des effets thermiques (brûlures), qui peuvent être aggravés par des problèmes d'asphyxie et d'intoxication, liés à l'émission de fumées toxiques.
- **Un dégagement de nuage toxique** peut provenir d'une fuite de produit toxique (cuve, citerne, canalisation de transport) ou résulter d'une combustion (même d'un produit non toxique). En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte, par la consommation de produits contaminés, par contact. Selon la concentration des produits et la durée d'exposition, les symptômes varient d'une simple irritation de la peau ou d'une sensation de picotements de la gorge, à des atteintes graves (asphyxies, œdèmes pulmonaires). Ces effets peuvent être ressentis jusqu'à quelques kilomètres du lieu du sinistre.

Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident TMD peut survenir pratiquement n'importe où dans le département. Cependant, certains axes présentent une potentialité plus forte du fait de l'importance du trafic et de leur proximité avec les principaux sites industriels ou d'habitation.

Sur le territoire, on note le classement **des lignes ferroviaires Saint-Brieuc – Loudéac** (12 trains transportant des ammonitrates par an, 20 000 tonnes par an ; 8 trains transportant des engrais NPK par an) et **Paris - Brest**. De même, la **route départementale 700** (près de 900 poids lourds par jour) et la **nationale 12** (Rennes – Brest) qui traversent le territoire.

Au total, ce sont **20 communes** du territoire qui sont concernées par **le risque TMD** par voie routière et/ou voie ferroviaire. Les communes de Saint-Brieuc et Plérin sont aussi concernées par ce risque, du fait du déchargement et du stockage provisoire d'ammonitrates dans le port du Légué. Cette activité a représenté en 2005 41 000 tonnes, soit le déchargement d'une vingtaine de bateaux.

A noter également que **13 communes** du territoire sont concernées par **le risque TMD lié au passage d'un gazoduc** (communes de Bréhand, Lamballe, Landehen, La Malhoure, La Meaugon, Meslin, Plédran, Ploufragan, Quessoy, Saint-Donan, Pommeret, Tréguen et Yffiniac).

Afin d'éviter la survenue d'accident lors du transport de marchandises dangereuses, plusieurs législations ont été mises en place :

- En ce qui concerne **le transport par route ou chemin de fer** :
  - Le transport par route est régi par le règlement européen ADR transcrit par l'arrêté français du 1<sup>er</sup> juin 2001 modifié.
  - Le transport par voie ferrée est régi de la même façon par le règlement international RID, transcrit et complété par l'arrêté français du 5 juin 2001 modifié.
- Le transport des matières dangereuses par **voie maritime** est régi par le code maritime international des marchandises dangereuses code IMDG) complété au niveau national par l'arrêté du 10 juillet 2011.

Ces réglementations, très semblables, comportent des dispositions sur les matériels, sur la formation des intervenants, sur la signalisation et la documentation à bord et sur les règles de circulation.

- **Le transport par canalisation** fait l'objet de différentes réglementations qui fixent les règles de conception, de construction, d'exploitation et de surveillance des ouvrages et qui permettent d'intégrer les zones de passage des canalisations dans les documents d'urbanisme des communes traversées (afin de limiter les risques en cas de travaux).

**Le risque de marée noire** concerne l'ensemble de la côte et est traité dans le cadre du **plan POLMAR**. Ce dernier est un plan d'intervention français qui est déclenché en cas de pollution marine accidentelle. Il a été institué en 1978, à la suite de la catastrophe de l'Amoco Cadiz sur les côtes de Bretagne en France. Il sert à coordonner les hommes et à mobiliser les moyens de lutte.

Le plan POLMAR comprend un volet marin et un volet terrestre.

- Le plan **POLMAR Mer** est déclenché par les Préfets maritimes lorsqu'une intervention en mer est nécessaire.
- Le plan **POLMAR Terre** est déclenché par les préfets des départements concernés par la pollution, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur, lorsque la pollution atteint les côtes. Lorsqu'une coordination est nécessaire, elle est pilotée par les préfets de zone de défense.

Le retour d'expérience de la gestion de la crise de l'Erika a permis d'actualiser et d'améliorer la réglementation POLMAR. L'instruction du 2 avril 2001 du Premier ministre fixe les grands principes d'organisation des pouvoirs publics en cas d'accidents maritimes majeurs. Elle prend en compte les principaux enseignements de la crise de l'Erika : la nécessité de coordination, tant interministérielle qu'interdépartementale (développement du rôle du préfet de zone), l'intérêt des exercices à fréquence régulière, la nécessité d'identifier les sites potentiels de stockage des polluants. Elle rappelle que les préfets doivent engager une concertation avec les collectivités territoriales. Elle favorise une meilleure gestion de l'interface mer-terre. (Source Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement)

### c. Le risque industriel

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Les générateurs de risques sont regroupés en deux familles :

- Les industries chimiques produisent des produits chimiques de base, des produits destinés à l'agroalimentaire (notamment les engrais de type ammonitrates ou ammoniac), les produits pharmaceutiques et de consommation courante (eau de javel, etc.).
- Les industries pétrochimiques produisent l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essences, goudrons, gaz de pétrole liquéfié).

Les principales manifestations du risque industriel sont regroupées sous trois typologies d'effets :

- **Les effets thermiques** sont liés à une combustion d'un produit inflammable ou à une explosion ;
- **Les effets mécaniques** sont liés à une surpression, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion. Celle-ci peut être issue d'un explosif, d'une réaction chimique violente, d'une combustion violente (combustion d'un gaz), d'une décompression brutale d'un gaz sous pression ou de l'inflammation d'un nuage de poussières combustibles ;
- **Les effets toxiques** résultent d'une inhalation d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, ...) suite à une fuite sur une installation.

Afin de limiter la survenue d'accident et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers.

Chaque installation classée est ainsi potentiellement susceptible de développer un risque industriel. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'Etat a répertorié les établissements les plus dangereux, les a soumis à réglementation et les contrôle en permanence. Certains d'entre eux, particulièrement dangereux en raison de la nature des produits qu'ils utilisent, traitent ou stockent, sont par ailleurs soumis à la Directive « SEVESO 2 ».

La directive 96/82/CEE du 9 décembre 1996, appelée SEVESO 2 reprend les exigences de la première directive et renforce les dispositions relatives à la prévention des accidents majeurs. Les exploitants des établissements visés par ce dernier texte ont l'obligation de mettre en place une politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) et pour certains d'entre eux, un système de gestion de la sécurité (SGS) en application d'un arrêté du 10 mai 2000 qui constitue le texte principal de transposition de la directive dans le droit français.

La Directive SEVESO 2 prévoit, selon la quantité de produits toxiques, inflammables ou explosifs utilisés ou stockés, deux seuils :

- Un seuil haut soumettant l'établissement à servitude d'utilité publique dit « seuil haut » ;
- Un seuil plus faible dit « seuil bas ».



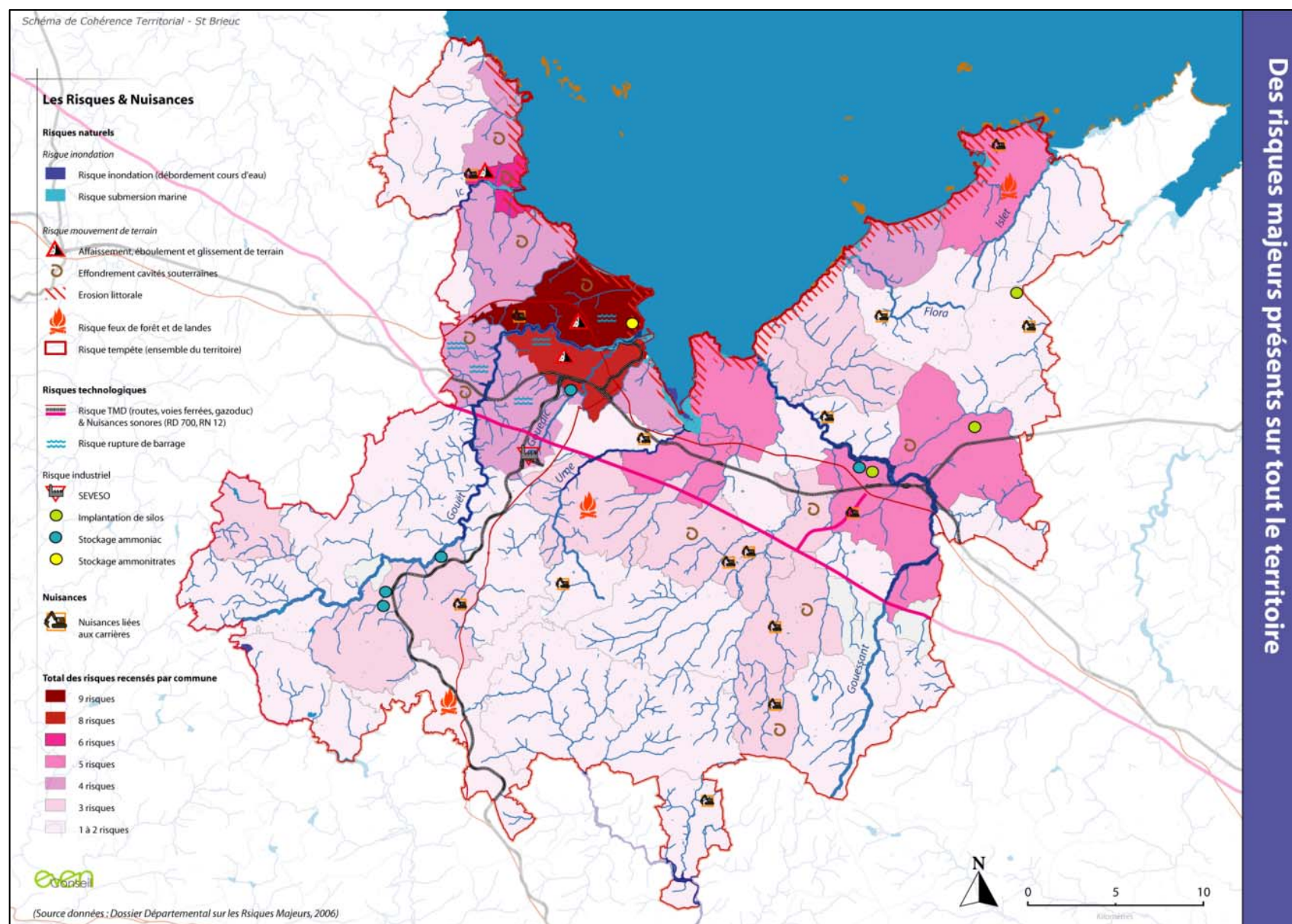
## Les établissements SEVESO

Un site SEVESO est répertorié sur le territoire :

- **Un site seuil haut à Ploufragan** : SOCIETE PETROLIERE DE DEPOTS (stockage d'hydrocarbure liquide) dont le risque concerne également la commune voisine de Trégueux.

Les communes de **Yffiniac, Saint-Brieuc et Lamballe** sont concernées par le risque lié au stockage d'ammoniac. De même ; on compte un lieu de stockage d'ammonitrates à **Plérin** et un risque lié à la présence de silos sur les communes de **Lamballe et Hénansal**.

Le territoire du SCoT compte également de nombreuses **ICPE (Installations Classées Pour l'Environnement)** composées en grande partie par les exploitations agricoles (élevages porcins, volailles), les sociétés de traitement des déchets, de métaux, les carrières, ...



### V.3 SITES ET SOLS POLLUES

La dégradation de la qualité des sols est généralement liée aux activités industrielles, parfois commerciales, qui ont pu être développées. Celle-ci peut avoir des incidences de plusieurs natures :

- la dégradation de la qualité des sols et des eaux souterraines peut engendrer des contraintes pour les constructions envisagées, contraintes se traduisant toujours par des coûts supplémentaires liés à l'adoption de mesures compensatoires,
- la charge polluante éventuellement contenue est susceptible d'engendrer un risque sanitaire via la migration des polluants le long de voies de transfert (eaux souterraines, eaux superficielles, ...).

Il n'existe pas de loi en terme de pollution des sols, les dispositions à appliquer dans le cas des sites dégradés voire pollués sont alors à rechercher dans différentes législations et réglementations distinctes. Les actions entreprises en milieu industriel (études, travaux) relèvent généralement de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, ou d'autres législations et réglementations connexes (législation sur les déchets, sur l'eau, ...). Si le contexte industriel est réglementé, on ne peut toutefois exclure que des actions (études et travaux) puissent être entreprises dans le cadre de transactions privées sans que les autorités administratives ou les collectivités territoriales n'en aient eu connaissance.

#### **Bases de données nationales sur les sites et sols pollués**

Deux bases de données distinctes peuvent être utilisées pour appréhender la qualité des sols du territoire du Pays.

Il s'agit de la base de données des sites et sols potentiellement pollués (**BASOL**) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif et de celle des anciens sites industriels et activités de services (BASIAS) susceptibles d'avoir généré une pollution. La première regroupe des sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est suspectée ou prouvée, alors que la deuxième rassemble des informations relatives aux activités d'une région, sans présomption de pollution.

**11 sites** sont inscrits, au 28 septembre 2004, dans la base de données BASOL pour le département des Côtes d'Armor, dont 8 situés sur le Pays de Saint-Brieuc. Il s'agit des sites suivants :

- Trémuson : ancienne mine : pollution métallique (plomb, zinc, arsenic, ...) : aucune action en cours
- Plérin : traitement de surface : pollution non avérée mais risques possibles compte tenu de l'activité et de la sensibilité du milieu proche : évaluation simplifiée des risques réalisée et étude approfondie en cours
- Binic : dépôt d'hydrocarbures : expertises réalisées mais pas de traitement réalisé à ce jour
- Saint Quay Portrieux : usine de gaz : diagnostic à réaliser
- Saint-Brieuc : ancienne décharge : suivi régulier depuis 1995 mais aucune action de réhabilitation en cours  
décharge de sables de fonderie : études de sol en cours
- Ploufragan : ancien laminoir : remise en état à terminer, ancienne savonnerie : mise en sécurité du site et diagnostic à réaliser.

Pour la majeure partie des sites, des études restent à réaliser et aucun travail de réhabilitation ou de traitement n'a encore été lancé.

## V.4 NUISANCES SONORES

### ***Les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du réseau routier national***

*(Source DREAL Bretagne)*

Le Grenelle de l'Environnement a donné un nouvel élan à la lutte contre le bruit. L'Etat y contribue, en tant que maître d'ouvrage du réseau routier national. Sa politique est guidée par la directive européenne sur le bruit dans l'environnement.

Cette directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement définit une approche commune à tous les états membres de l'Union Européenne visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement.

Cette approche est basée sur une cartographie de l'exposition au bruit, sur une information des populations et sur la mise en œuvre de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) au niveau local.

En application de cette directive transposée en droit français dans le code de l'environnement (L.572-1 à L572-11 et R572-1 à R 572-11), des cartes de bruit ont été établies pour les grandes infrastructures routières concernées par un trafic de plus de 6 millions de véhicules par an par les services de l'Etat.

Sur la base de ces cartes, chaque gestionnaire de réseau routier doit établir des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE). Ils concernent les bâtiments d'habitation, d'enseignement et de santé située dans les zones où les valeurs limites suivantes sont dépassées (68 dB(A) en Lden et/ou 62 dB(A) en Ln) et qui répondent à un critère d'antériorité : il s'agit des Points Noirs du Bruit (PNB).

C'est le Préfet de Département qui est en charge, en s'appuyant sur les Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDTM), de l'élaboration des PPBE pour les grandes infrastructures routières du réseau routier national.

Les grandes étapes d'élaboration du PPBE sont :

- identification des zones bruyantes
- définition des mesures de réduction
- élaboration du projet de PPBE
- Approbation et publication du PPBE

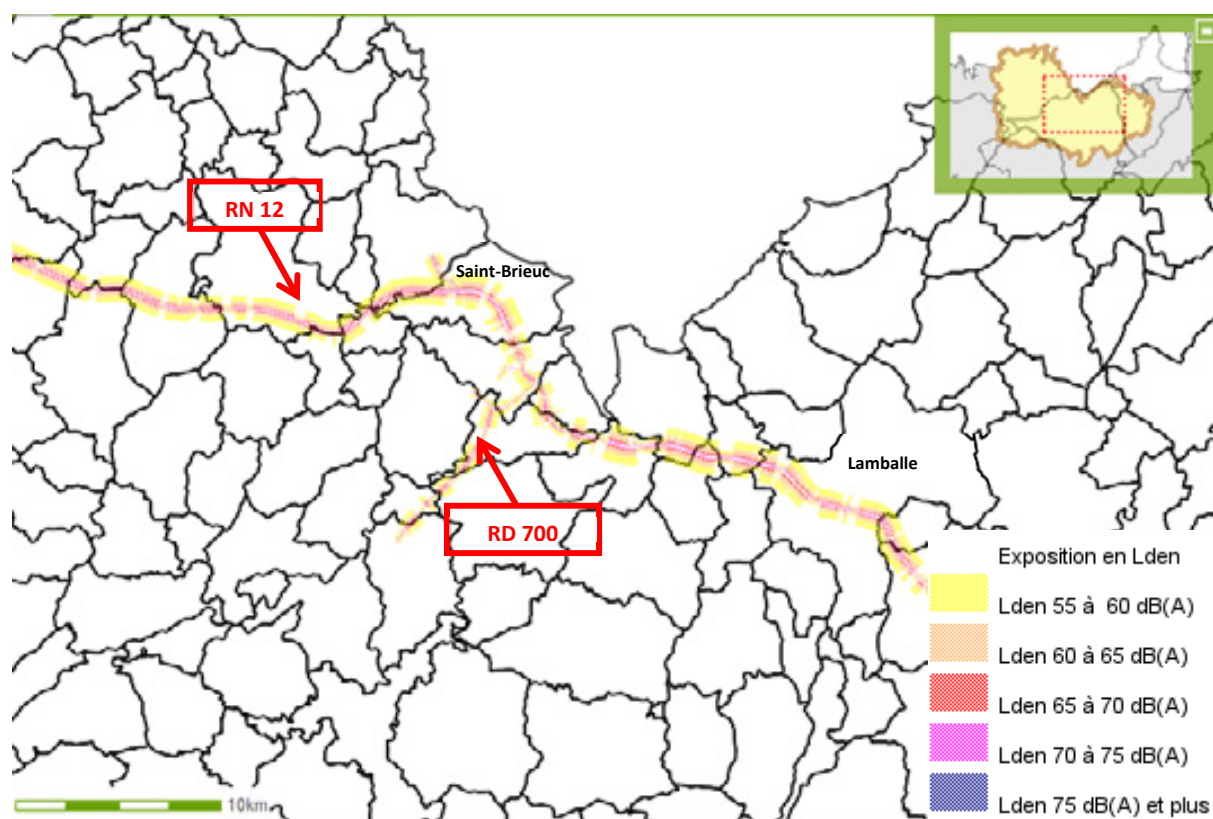
Les mesures de réduction du bruit envisagées dans les PPBE Etat pour traiter les Points Noirs Bruit (PNB) identifiés sont :

- d'une part, des actions de réduction du bruit à la source de type écrans ou merlons acoustiques, avec possibilité d'associer des isolations de façades aux protections à la source si nécessaire (opérations mixtes),
- d'autre part, des actions de réduction du bruit strictement par isolations de façades.

Les actions de protection à la source seront financées dans le cadre du Plan de Modernisation des Itinéraires (PDMI) 2009-2014, et les travaux à réaliser consistant uniquement à un renforcement des isolations acoustiques des façades sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des propriétaires concernés et subventionnés à hauteur de 80 à 100% (en fonction des conditions de ressource).

Pour chaque département de la région Bretagne, la Division Maîtrise d'Ouvrage Intermodale de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne en lien avec la Direction Interdépartementale des Routes Ouest (DIRO) a défini les mesures de réduction du bruit à la source (écrans et buttes anti-bruit) à prévoir dans le cadre du PPBE État à partir de l'identification des zones bruyantes. Les DDTM élaborent actuellement les projets de PPBE en vue de leur approbation dans chaque département par le préfet puis de sa publication. Avant l'approbation, une phase importante consistera en la mise à disposition du public du projet de PPBE durant 2 mois, afin de recueillir ses observations.

Pour le département des Côtes d'Armor, 2 axes routiers sont classés comme voies bruyantes : la RN 12 qui traverse le territoire d'Ouest en Est et qui relie les pôles urbains de Saint-Brieuc et Lamballe, et la RD 700 qui rejoint la RN12 au niveau de la commune de Saint-Brieuc.



Carte d'exposition au bruit en Lden – Côtes d'Armor (Source Application cartelie, equipements.gouv.fr)



## V.5 GESTION DES DECHETS

### a. Les plans régionaux et départementaux de gestion des déchets

La gestion des déchets est un enjeu majeur de l'aménagement du territoire, compte tenu notamment des nuisances environnementales qui y sont liées.

La gestion des déchets est ainsi inscrite dans un cadre législatif strict, qui s'applique à toutes sortes de déchets, à travers la Loi Cadre du 15 juillet 1975, modifiée par les Lois du 13 juillet 1992 et du 2 février 1995.

La loi de 1992 pose la notion de déchet ultime, comme déchet ne pouvant pas être valorisé en fonction des conditions techniques et économiques du moment. Il s'agit donc d'une notion pouvant évoluer suivant l'apparition de nouvelles méthodes de valorisation économiquement réalisables.

Selon cette loi, les déchets ultimes ne sont plus enfouissables. Il est ainsi nécessaire de valoriser au maximum les déchets recueillis.

Les différents plans permettent de coordonner les politiques de gestion de tous les types de déchets aux bonnes échelles. Le SCoT doit intégrer ces documents et leurs orientations, il devra en particulier tenir compte du nouveau PDEDMA de 2008.

#### ***Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)***

Le dernier PDEDMA, plan préfectoral en date de 1996, avait fixé un certain nombre d'objectif à échéance 2003 en matière de valorisations matière et organique (20 % de valorisation matière, 66 000 t/an de capacité de compostage) et d'incinération (objectif de valorisation énergétique atteint). Tous ont été atteints voire dépassés. Par ailleurs, ce plan définissait cinq zones de gestion pour le traitement (secteurs nord-ouest, central, est, Rostrenen-Callac et Caulnes). C'est en janvier 2004 que le Conseil Général des Côtes d'Armor a décidé de prendre en charge l'élaboration du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers, comme la loi de 1995 le lui permettait.

Le nouveau plan en vigueur depuis le 3 novembre 2008, a été élaboré selon trois axes majeurs :

- la poursuite de la dynamique engagée par le Conseil Général dans la gestion des déchets, notamment dans leur maîtrise et leur valorisation,
- la prise en compte du développement durable, concrétisée par la mise en place d'un Agenda 21 local qui prévoit un renforcement des actions de prévention,
- le recours à la démocratie participative par la mobilisation de tous les acteurs concernés dans des ateliers de travail préparatoires aux décisions.

Dans ce nouveau plan, la priorité est donc donnée à la prévention : pour 2015, le département veut diminuer de quelques 40 000 tonnes la quantité totale annuelle de déchets ménagers et assimilés à traiter. Le compostage domestique (25 000 composteurs financés fin 2008), le développement des recycleries, les nouvelles collectes (bois, polystyrène, plastiques, déchets d'équipements électriques et électroniques...) qui viennent d'être mises en place permettront d'atteindre ces objectifs. Pour 2015, 31 % des ordures ménagères (emballages) devront être collectées pour un recyclage matière. Enfin, le plan a été évalué pour son impact environnemental : s'il est mené à bien, il permettra de réduire de 80 % les quantités de gaz à effet de serre émises et de limiter l'impact sur l'eau par rapport au plan précédent.



Ce PDEDMA s'inscrit donc dans le moyen terme en planifiant les actions sur une période de 10 ans (2006-2015).

*Rappel*

*Objectif du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable pour 2015 : < 200 Kg/hab./an pour les ordures ménagères résiduelles.*

**Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD)**

Depuis 2002, les conseils généraux doivent planifier la gestion des déchets dangereux.

Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (Predd) coordonne à l'échelle de la Bretagne les actions des organismes bretons qui produisent des déchets dangereux et ceux qui assurent leur élimination ainsi que les actions des collectivités locales ou des administrations pouvant intervenir dans ce domaine.

Les déchets dangereux sont d'origines très variées, produits par les industries, les artisans, les ménages, et les gisements peuvent être diffus ce qui rend l'exercice difficile. Ils regroupent les déchets de soins - anciennement gérés par le biais du plan d'élimination Predas – et les déchets industriels spéciaux – gérés auparavant par le Predis. On évalue à près de 177 000 tonnes le gisement actuel de déchets dangereux en Bretagne.

Les objectifs de ce plan sont de contribuer à :

- la prévention et la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets produits ;
- la limitation des transports de ces déchets ;
- une meilleure valorisation ;
- l'information du public sur le sujet.

**Le Plan Départemental des déchets du Bâtiments et des Travaux Publics**

Comme pour les déchets ménagers et assimilés, il existe un plan départemental des déchets du bâtiment mis en place à l'échelle du département. C'est l'Etat qui anime ce dispositif. Dans les Côtes d'Armor, ce plan a été publié en 2002.

Il estime la quantité de déchets produite par canton, recense les sites de traitement existants et potentiels, met en avant les zones du territoire sur lesquelles il en manque.

Le plan préconise également certains aménagements pour les sites de classe 3 qui accueillent les déchets inertes ; il propose enfin de tenir compte des déchets du bâtiment dès la phase de construction.

**b. Situation départementale**

En comparaison avec les ratios nationaux, le ratio moyen de production d'ordures ménagères brutes en Côtes d'Armor est relativement haut à 415 kg/hab./an en 2007. Cependant, ce taux est stabilisé depuis 1999, notamment du fait de l'augmentation constante du tri sélectif.

Les Déchets Industriels Banals (D.I.B). s'élevaient à 370 431 t en 2005 (travail du bois, du commerce et des industries agricoles et alimentaires principalement). Ces déchets font l'objet d'une valorisation matière importante, de 51,2 % pour les papiers cartons à 84,5 % pour les métaux.

### c. La collecte des déchets sur le territoire du SCoT

*(Rapport de synthèse, 2010, Conseil de développement de l'agglomération briochine et du Pays de Saint-Brieuc)*

*Remarque : de récentes modifications ont eu lieu dans l'organisation de la gestion des déchets à l'échelle du Pays.*

Dans le pays de Saint-Brieuc, la collecte des déchets est assurée par les **communautés de communes**, soit en régie, soit en gestion déléguée (elle est alors confiée à un opérateur privé, ou à un syndicat mixte de collecte et de traitement).

Sur chaque commune, la collecte peut être organisée différemment. Celle-ci peut en effet se faire :

- soit **en porte-à-porte** : les ordures sont collectées devant chaque habitation. Ce type de collecte est plus adapté au milieu dense, où le passage du camion est plus rapidement rentabilisé.

- soit **en apport volontaire** : chaque ménage apporte ses différents déchets dans des points de collecte mutualisés. En milieu peu dense où l'habitat est dispersé, ce type de collecte est souvent préféré, parce que moins coûteux.

Depuis plusieurs années, **les collectes sont sélectives** : les ménages opèrent un **tri** entre les différents déchets, afin que ceux-ci puissent être recyclés. Le nombre de poubelles dépend alors du degré de tri opéré par la collectivité. Il peut ainsi varier entre un et cinq. Le développement de certaines technologies va permettre de recycler de nouveaux matériaux, qui devront alors être triés. Le développement du compostage nécessitera également de prévoir une poubelle supplémentaire.

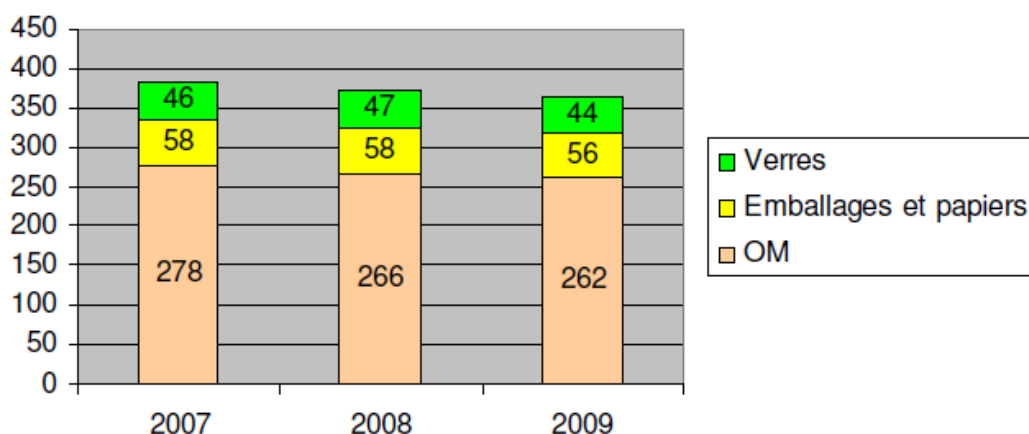
La collecte sélective est en place sur 52 communes (soit **82 %**) sur l'initiative de 7 structures intercommunales avec des taux de collecte satisfaisant : 26 % de la collecte générale en secteur urbain (20 % de refus). Ces chiffres sont très satisfaisants et encourageants.

L'ensemble des données fournies par les collectivités ont permis d'estimer la quantité de déchets collectés en Kg par habitant et par an. Ainsi, le Pays de Saint-Brieuc affiche un **total de 495 kg (391 kg d'ordures résiduelles + 104 kg de déchets en collectes sélectives)**. Ces chiffres sont encore au-dessus des objectifs fixés par le Grenelle de l'Environnement.

En 2009, sur l'Agglomération de Saint-Brieuc, principal pôle urbain du pays, la tendance à **la baisse des tonnages d'ordures ménagères** tous flux confondus est confirmée.

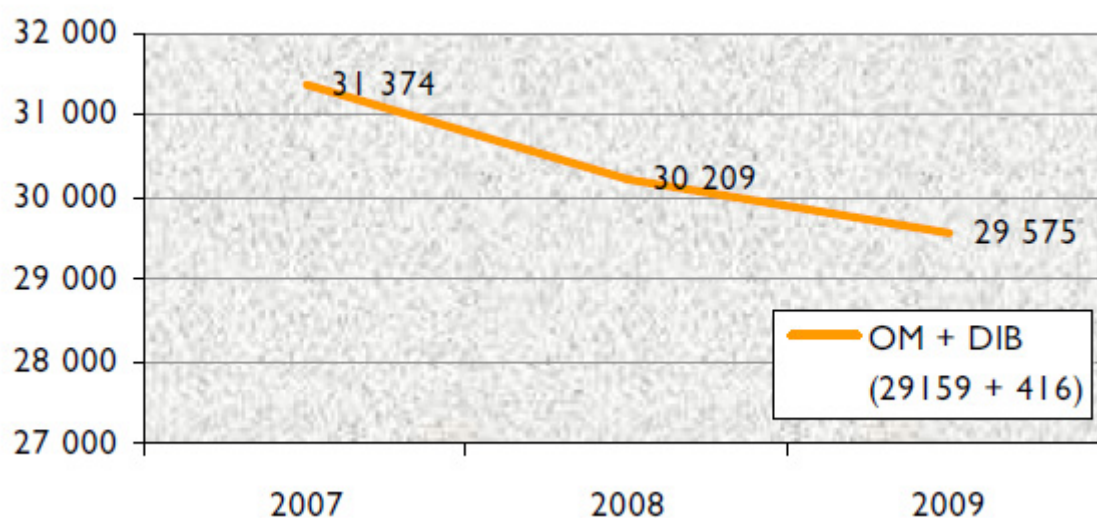
En effet, la production totale des déchets ménagers collectés par l'agglomération de Saint-Brieuc s'élève à **40 311 tonnes** en 2009 contre 41 455 tonnes en 2008 (hors cartons, DIB et déchetteries), soit **361 Kg par habitant par an**.

### Part recyclée en kg/hab Saint Brieuc Agglo moyenne



(Source Rapport annuel service déchets 2009 Saint-Brieuc Agglomération)

De même, les ordures ménagères résiduelles représentent **72,35%** du total des déchets ménagers collectés soit 262 kg/habitant, soit une **baisse de 2,09%** par rapport à 2008.



Evolution du tonnage d'OMR collectées (Source Rapport annuel service déchets 2009 Saint-Brieuc Agglomération)

La même tendance est observée pour la collecte des emballages et papiers recyclables (-3,79%) et celle du verre (-7,07%)

En février 2009, Saint-Brieuc Agglomération a voté la **généralisation du tri en porte à porte**, inscrite dans son projet de territoire. La collecte en porte à porte contribue à un meilleur tri et par voie de conséquence, elle permet d'augmenter le tonnage des déchets recyclables. Elle évite les déplacements aux éco-points, génère des emplois et suit les préconisations du Grenelle de l'Environnement.

Ce sont ainsi plus de 30 000 habitants des communes de **Trégueux, Langueux, Yffiniac, Hillion, Plédran, Trémuson, Tréméloir et Saint-Donan** qui ont été équipées courant 2010.

De plus, une opération initiée par le Conseil Général des Côtes d’Armor et suivie par le SMICTOM des Châtelets propose des **composteurs individuels** aux particuliers. En 2005, plus de 4 000 composteurs avaient été distribués sur le SMICTOM. Les déchets organiques des particuliers représentent environ 30 kg/hab./an, soit environ 7 % des ordures ménagères.

La mise en place de ces composteurs permet là encore d’apporter une capacité supplémentaire de traitement pour les sites de compostage.

### **Label Qualitri et Qualiplus**

Qualitri est un label mis en place depuis 2007 au niveau national par l’Ademe et Eco-emballages. Saint-Brieuc Agglomération s’est vue attribuer ce label il y a trois ans, gage de la valeur et de la qualité du service rendu, notamment pour :

1. la qualité de service aux usagers
2. la maîtrise des coûts de gestion
3. la limitation des impacts environnementaux
4. l’amélioration des conditions d’hygiène et sécurité

En 2011, l’Agglo obtient le label « Qualiplus », véritable reconnaissance des nouveaux efforts réalisés par la collectivité, l’implication des agents et l’efficacité du service. L’obtention de ce deuxième label révèle le nouveau degré d’exigence atteint par l’Agglo, notamment en matière de performance de collecte, de politique de réduction des émissions de Co2, d’achat responsable.

L’obtention de ces deux labels par Saint-Brieuc Agglomération met en valeur les efforts réalisés par la collectivité. Cela s’inscrit dans sa volonté permanente de rendre la meilleure qualité de service aux usagers de son territoire.

### **Les déchets industriels**

9 établissements industriels sont producteurs de DIS (Déchets Industriels Spéciaux) soumis à autosurveillance déchets (dont 5 à Saint-Brieuc et Plérin), pour un tonnage annuel de 2 774 tonnes.

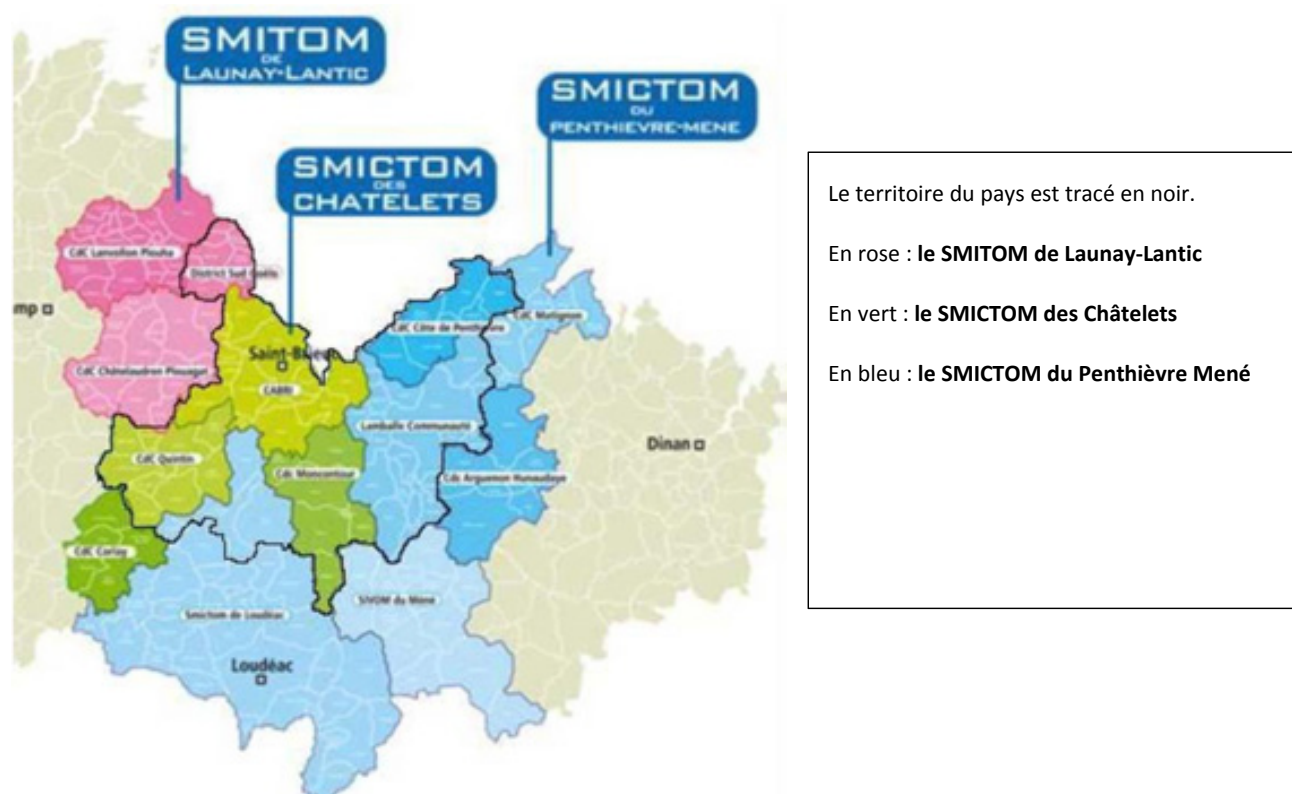
L’UIOM de Planguenoual en produit à elle seule 1 466 tonnes par an.

#### d. Le traitement des déchets sur le Pays de St Brieuc

Une fois collectés, les déchets sont acheminés vers des lieux de traitement ou de recyclage.

Les communautés de communes sont regroupées au sein de syndicats mixtes pour traiter les déchets qu'elles produisent.

A l'échelle du pays de Saint-Brieuc, **quatre syndicats mixtes** interviennent, mais le périmètre d'intervention de chacun dépasse celui du pays.



*Les territoires du pays et des syndicats mixtes de traitement (carte extraite du site internet du SMETTRAL)*

Ces trois syndicats sont regroupés au sein de la « zone centrale des Côtes d'Armor » sur laquelle intervient le SMETTRAL.

Les quatre structures ne disposent pas toutes des mêmes compétences :

- le **SMICTOM Launay Lantic** possède la compétence « Collecte sélective, déchetterie et traitement ordures ménagères » ; la collecte des ordures ménagères est de la compétence des EPCI adhérentes.
- le **SMICTOM des Châtelets** possède la compétence « Déchetterie et traitement des ordures ménagères » ; la collecte des ordures ménagères et la collecte sélective sont de la compétence des EPCI adhérentes.
- le **SMICTOM de Penthievre Mené** possède seulement la compétence « Traitement des ordures ménagères » ; la collecte des ordures ménagères, la collecte sélective et les déchetteries sont de la compétence des EPCI adhérentes.
- le **SMETTRAL** possède la compétence tri sélectif et celle de « l'étude des solutions de traitement de déchets (OM et algues vertes) de la zone centrale des Côtes d'Armor dans le cadre du plan départemental d'élimination des déchets ». Le SMETTRAL dispose également, depuis octobre 2001, d'un centre de tri, **Généris**, capable d'accueillir et de traiter les déchets

ménagers issus des collectes sélectives de près de 285 000 habitants des Côtes d'Armor, soit 65 % de la population du département ; ce qui représente une capacité de tri de 15 000 tonnes annuelles de déchets d'emballages ménagers.

### **Les sites de traitement**

Plusieurs sites de traitement sont répartis sur l'ensemble du territoire du SMETTRAL :

Territoire du SMETTRAL : **1 centre de tri GENERIS** à Ploufragan (20 000 t/an)

### Territoire du SMICTOM des Châtelets

#### **- une usine de tri-compostage à Ploufragan**

Le SMICTOM a pris en charge 39 166 tonnes d'ordures ménagères résiduelles (OMR) et de déchets « assimilables » aux OMR (dont 32 250 tonnes pour l'agglomération de Saint-Brieuc), ainsi que 2 050 tonnes de Déchets Industriels Banals en 2002.

Sur les 39 166 tonnes d'OMR collectées par le SMICTOM, 34 200 tonnes ont été traitées en 2004 sur l'usine de compostage des Châtelets.

Mise en service en 1986 et dotée d'une capacité nominale de traitement de 25 000 tonnes, cette usine sépare mécaniquement les déchets bruts en deux fractions :

- la matière organique qui deviendra le compost
- les résidus de compostage (plastiques, incombustibles) qui sont dirigés vers des installations extérieures au SMICTOM disposant des capacités de traitement

Les 34 200 tonnes de déchets réceptionnés sur l'usine produisent :

- 21 250 tonnes de compost commercialisé en grandes cultures
- 1 825 tonnes de refus lourds non combustibles enfouis sur le CTED II de Ruca
- 10 350 tonnes de refus légers combustibles incinérés pour la moitié sur l'UIOM de Taden, ou enfouis sur le CEDT II de Changé (Mayenne) pour l'autre moitié.

Les 5 980 tonnes de déchets en excédent collectés en 2004, refusées par l'usine des Châtelets, faute de capacité de traitement sont envoyées différents sites de traitements :

- les 3 930 tonnes d'ordures ménagères résiduelles ont été envoyées vers l'UIOM de Planguenoual,
- les 2 050 de DIB sont enfouis dans le CTED de Changé (Mayenne).

Le taux de dépendance du SMICTOM des Châtelets était d'environ 61 % en 2002 ; il est passé à 55 % en 2003. Les besoins du SMICTOM en capacité de traitement représentent entre 81 et 87 % des besoins de la zone centrale selon les hypothèses d'évolution des tonnages et de 61 à 71 % des besoins départementaux.

L'usine des Châtelets vieillissante, nécessitera une modernisation pour permettre la production d'un compost de meilleure qualité ouvrant de meilleur réseau de valorisation.

#### **- 6 déchetteries sur le territoire du Pays et 1 déchetterie hors pays**



Les communes de Plérin, Saint-Brieuc, Yffiniac, Ploufragan, Hénou et Quintin sont équipées de déchetteries fixes et un point éco-mobile assure le service sur le SMIEOM.

22 000 tonnes ont ainsi été prises en charge en 2002.

#### Territoire du SMICTOM de Launay-Lantic

##### **- une usine de tri-compostage à Lantic**

L'usine de tri-compostage a reçu en 2003, 13 150 tonnes d'ordures ménagères et environ 1 000 tonnes de DIB. L'ensemble a été composté et a généré 7 050 tonnes de refus qui sont enfouis dans le CTED de classe II présent sur le site.

##### **- un centre technique d'enfouissement des déchets de classe II à Lantic**

Si le rythme actuel se poursuit, le CTED de Lantic a une espérance de vie de 25 ans.

##### **- 4 déchetteries, dont 1 sur le territoire du pays**

#### Territoire du SMICTOM de Penthièvre Mené

##### **- une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) avec récupération d'énergie à Planguenoual**

L'UIOM dispose d'une capacité de traitement de 40 000 tonnes par an (ordures ménagères brutes et déchets industriels banals (DIB)) mais c'est en fait plus de 43 000 tonnes qui sont incinérées chaque année dont près de 2000 de DIB.

En 2003, les 43 828.93 tonnes de déchets reçus à l'UIOM proviennent à 77 % du territoire du SMICTOM : Lamballe Communauté et C.C. Côte de Penthièvre représentent environ 13 000 tonnes de déchets, soit 30 % du tonnage global.

L'UIOM reçoit également des déchets du SMICTOM des Châtelets (7 456 tonnes en 2003, soit 17 %) et du SMITRED Ouest Armor (1 395 tonnes, soit 3.8 %).

Les résidus de l'incinération sont traités en partie à l'extérieur du département :

- les mâchefers (5 571.66 tonnes en 2003) sont dirigés vers les CTED de Ruca et de Launay Lantic puis utilisés en matériaux de carrière,
- l'acier (1 195.22 tonnes en 2003) est repris par PRE FER NORD,
- les REFIOMS (Résidus d'épuration des fumées issues de l'incinération) (1 982.82 tonnes en 2003), seuls déchets ultimes, sont envoyés dans un CETD de classe I situé en Maine-et-Loire

L'énergie électrique produite par l'UIOM est revendue à EDF : 315 Kwh/tonne incinérée, soit 13 091 991 KWh pour 2003.

##### **- un centre technique d'enfouissement des déchets de classe II à Ruca (hors Pays)**

D'une superficie totale de 12 ha 50 (dont 5 ha seuls réservés strictement à l'enfouissement), le Centre Technique d'Enfouissement des Déchets de classe II (CTED) de Ruca dispose d'un nouvel arrêté préfectoral d'exploitation en date du 6 décembre 1999 lui permettant un flux annuel de déchets de 15 000 tonnes en provenance uniquement des collectivités adhérentes au SMICTOM.

Seuls sont autorisés les déchets suivants :

- les refus de compostage lourds et légers,

- les mâchefers non valorisables et les refus de criblage des mâchefers,
- les objets encombrants d'origine domestique,
- les boues issues de stations de traitement eau potable, les résidus de curage d'égouts (siccité > 30 %)
- les déchets inertes.

La fin de l'exploitation du site est prévue au cours du premier semestre 2009.

#### **- 9 déchetteries sur le territoire du SMICTOM**

On compte notamment 2 déchetteries sur Lamballe Communauté (Planguenoual et Bréhand), 1 déchetterie pour la Communauté de Communes de la Côte de Penthièvre (Erquy) et 6 pour le SMICTOM de Loudéac, dont 1 sur le territoire (L'Hermitage Lorge).

#### **Les déchets organiques**

La Chambre de Commerces et d'Industrie des Côtes d'Armor a récemment mené une étude sur la thématique des déchets organiques, intitulée « Structuration de filières de traitement pour les déchets organiques de l'industrie agroalimentaire, de la restauration et de la grande distribution du département des Côtes d'Armor – Etude technico-économique préalable ».

L'étude montre qu'une grande partie du gisement de déchets organiques compostables du département se situe sur le Pays de Saint-Brieuc (48 % avec 11 284 tonnes/an). Il en est de même pour les déchets organiques des effluents, avec 38 % du gisement départemental, soit 4 986 tonnes.

Deux types de filières apparaissent appropriés pour ces déchets présentant d'intéressantes qualités agronomiques :

- le compostage des déchets organiques plutôt solides : soit avec des déchets verts, soit en mélange avec des fractions fermentescibles d'OM triées et déchets verts,
- la méthanisation des déchets organiques plutôt liquides, dont les effluents gras.

L'importance des gisements identifiés est telle que les installations de traitements existantes s'avèreraient à peine suffisante pour tout composter ou méthaniser.

L'étude fait apparaître deux importantes potentialités pour les composts issus de ces déchets : les cultures légumières et l'aménagement des voies de communication. Les débouchés seraient également assurés pour les sous-produits de méthanisation.

L'étude propose la mise en œuvre d'un plan d'action destiné à structurer deux types de filières de traitement :

- approvisionnement d'unités collectives de traitement déjà créées ou en projet
- création d'unités pilotes, intégrées à des exploitations agricoles.

#### **Les algues vertes**

Les algues vertes, fléau majeur sur la Bretagne et sur le Pays, posent également un problème de traitement. Les algues ne sont pas des déchets ménagers : aussi, elles ne peuvent normalement pas suivre les filières classiques de traitement des ordures ménagères. Le problème n'est pas la technique de traitement en soit (possibilité de compostage mais problème ensuite de devenir) mais plutôt un problème de prise en charge et de compétence.

Dans le secteur Saint-Brieuc/Binic/Etables, une filière spécifique de traitement des algues vertes a été mise en place au sein de l'unité de compostage des ordures ménagères du SMITOM de Launay-Lantic. Dans le secteur baie de Saint-Brieuc/Saint-Brieuc Est/ Hillion, une plate-forme privée de compostage pour 6 000 m<sup>3</sup> d'algues a été mise en place. Quant à la baie de la Fresnaye, une plate-forme gérée par une société privée a été réalisée à Pluduno pour produire du compost à partir de ces algues.

Le SMETTRAL 22 a mené une étude sur « L'analyse du traitement des algues vertes dans la zone centrale des Côtes d'Armor » comprenant 3 phases : un état des lieux, les débouchés du compost, le montage juridique et financier.

Si la quantité d'algues tend à diminuer, il reste encore des volumes importants à traiter.

Les principales filières de gestions actuelles sont l'épandage agricole (52 % des flux ramassés, soit plus de 8 000 m<sup>3</sup>/an), le compostage pour 30 % des algues collectées (plate-forme de Launay-Lantic et d'Hillion), la stabilisation et la mise en décharge.

Parallèlement, près de 30 000 t/an de déchets verts sont collectées dans le réseau de déchetteries existant.

Trois filières de gestion des algues peuvent être envisagées à long terme : **l'épandage à l'issue d'une stabilisation en mélange avec un structurant, le compostage et la méthanisation.**

L'étude des débouchés du compost d'ordures ménagères sur le territoire du SMETTRAL fait apparaître des besoins estimés à plus de 60 000 tonnes/an. Ce flux représente plus de trois fois la production future du SMETTRAL. Les cultures légumières constituent les débouchés de masse avec près de 35 000 t/an de besoins potentiels, sous réserve que les composts répondent à la certification CERAFAEL.

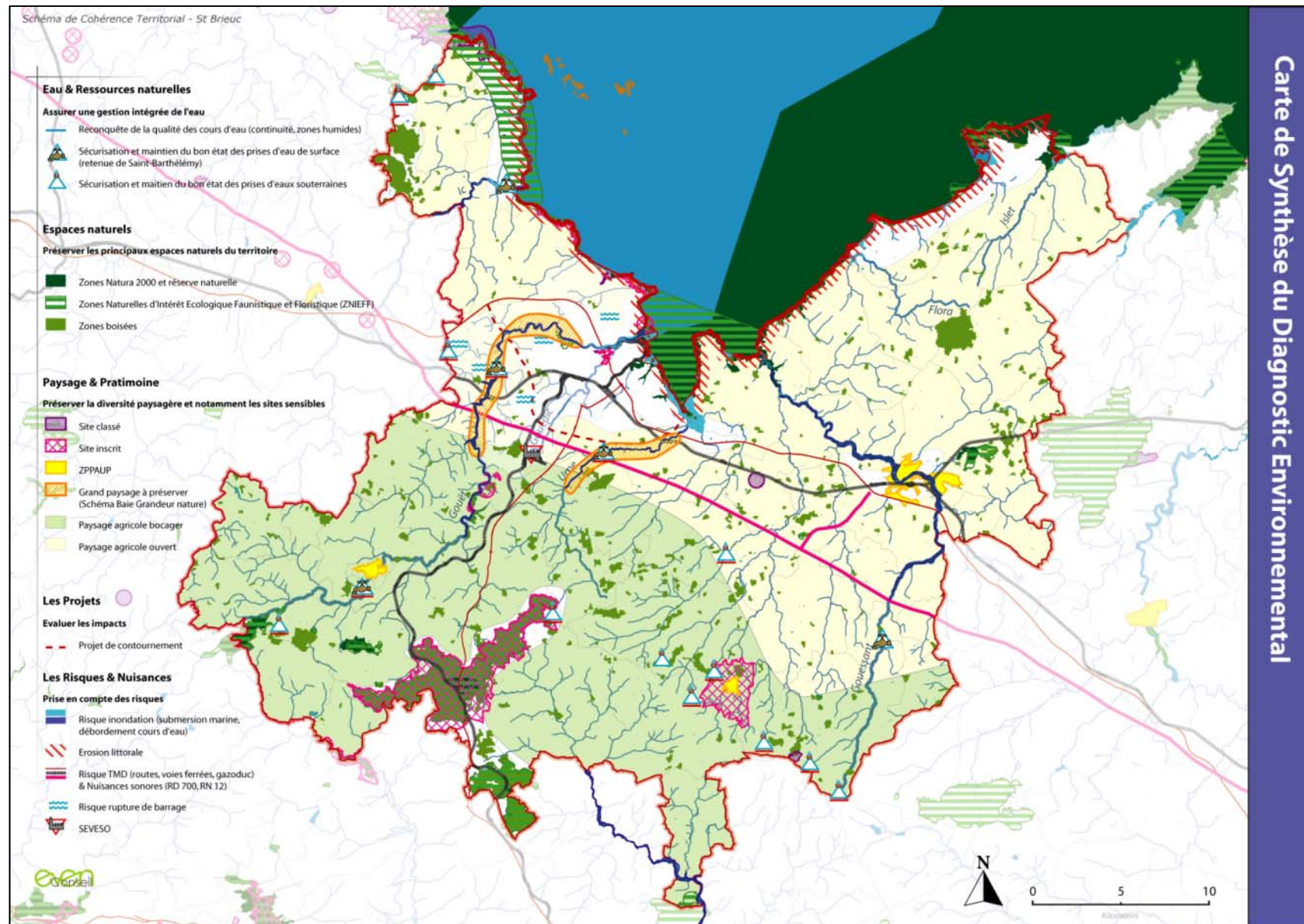
Les espaces verts publics et les usagers domestiques restent des débouchés potentiels importants avec près de 15 000 t/an.

V. LES RISQUES, CONTRAINTES ET NUISANCES		
	VI.1. LES RISQUES	VI.2. LES SITES ET SOLS POLLUES
Etat actuel	<b>Les risques naturels</b> - PPRI du Gouessant prescrit le 6 juillet 2011 - Risque tempête présent sur tout le territoire - Risque érosion du trait de côte - Risque mouvement de terrain - Risque feu de forêt <b>Les risques technologiques</b> - Risques rupture de barrage, « marée noire », minier - 1 SEVESO (seuil haut) : dépôt pétrolier - Nombreuses ICPE (élevages agricoles en particulier, stockage) - Risque de transport de matières dangereuses	- 11 sites répertoriés (base de données BASOL)
Evolution depuis 5 à 10 ans	- PPR récents	- Prise de conscience du monde agricole (améliorations quant aux excédents d'azote)
Tendance récente	- 1 nouveau PPR (Inondation du Gouessant) - Création des PPRL : 5 communes concernées mais PPRL non prescrit	-
Forces du territoire	- Risques naturels présents mais des enjeux relativement faibles : inondation, mouvement de terrain - Prise en compte des risques naturels dans les PLU de plusieurs communes - Risque technologique présent mais bien identifié	- Prise en compte de la nécessité d'une réhabilitation des sites
Faiblesses du territoire	- Sensibilité du littoral : forte vulnérabilité au phénomène d'érosion du trait de côte, aux pollutions marines - Manque de documents réglementaires : PPR	- Territoire totalement en zone d'excédent structurel
Opportunités, si ...	- Information et sensibilisation de la population (DICRIM) - Actions volontaristes de prévention et protection - Entretien des aménagements - Anticipation de l'urbanisation future - Sensibilisation du public saisonnier (fréquentation du littoral augmente le risque d'effondrement) - Sensibilisation et information des usagers de la mer	- Politique de renouvellement active des sites abandonnés - Poursuite des actions de sensibilisation auprès de l'ensemble de la population
Menaces, si ...	- Non prise en compte du phénomène d'érosion du littoral : touche souvent des espaces remarquables, classés et/ou protégés	- Pollution des sols et des eaux
Enjeux	- Prise en compte du risque inondation même si enjeu faible - Prise en compte du risque submersion marine - Prise en compte du caractère vulnérable de la côte face aux rejets maritimes (dégazage, déchets, ...)	- Remise en état progressive des sites et sols - Politique de reconquête et de renouvellement active
Indicateurs	- Fréquence des inondations/ Nombre de PPR/Surface imperméabilisées dans les opérations d'aménagement/Nombre d'installations SEVESO, ICPE	- Nombre de sites et sols pollués (BD BASOL)/Nombre de réhabilitation

V. LES RISQUES, CONTRAINTES ET NUISANCES		
	VI.3. NUISANCES SONORES	VI.4. LES DECHETS ( <i>SYNTHESE A MODIFIER SUITE AUX RECENTES EVOLUTIONS DE GESTION</i> )
Etat actuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement</li> <li>- Classement de la RD 700 et la RN 12</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une gestion des déchets satisfaisante et exemplaire</li> <li>- PDEDMA arrêté le 3 novembre 2008</li> <li>- Plan Départemental des déchets du Bâtiments et des Travaux Publics en 2002</li> <li>- Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux en 2002</li> <li>- Collecte par les communautés de communes</li> <li>- 82% des communes en collecte sélective (52 communes)</li> <li>- 3 syndicats de gestion des déchets : SMITOM de Launay-Lantic, de Penthièvre-Mené et des Châtelets</li> <li>- Regroupés au sein du SMETTRAL</li> <li>- Production de déchets du SCoT : 391 Kg/hab./an (2009)</li> <li>- 2 usines de tri-compostage (Ploufragan et Lantic)</li> <li>- 1 centre de tri GENERIS (Ploufragan)</li> <li>- 1 usine d'incinération (Planguenoual)</li> <li>- 1 centre technique d'enfouissement des déchets (Lantic)</li> </ul>
Evolution depuis 5 à 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préoccupation croissante avec une prise en compte des impacts non négligeables sur la santé</li> <li>- Augmentation générale du trafic</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse des tonnages des OM (Saint-Brieuc Agglomération)</li> <li>- Nombreuses actions menées en faveur du tri sélectif (porte à porte, distribution de bacs, ...)</li> <li>- Augmentation de la fréquentation des déchetteries</li> </ul>
Tendance récente	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvelles déchetteries, extension de STEP (Saint-Brieuc)</li> <li>- Extension de la collecte sélective en porte à porte à toute les communes de Saint-Brieuc Agglomération</li> </ul>
Forces du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des nuisances sonores connues pour la RD700 et RN12, des mesures correctives visibles (murs anti-bruit, talus, ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseau de collecte sélective bien développé</li> <li>- Bonne répartition du réseau de déchetteries</li> <li>- Prise de conscience du problème de la gestion des déchets</li> <li>- PDEDMA, PREDD</li> <li>- Label de qualité obtenu par Saint-Brieuc Agglomération (gestion de qualité reconnue)</li> <li>- Mise en place du compostage individuel</li> <li>- Concentration des acteurs de la filière déchets sur la ZI des Châtelets</li> </ul>
Faiblesses du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de connaissance des nuisances sonores pour le reste du réseau</li> <li>- Des zones de projet localisées dans les espaces concernés par les nuisances sonores (notamment le long de la RN12 et RD700)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certains déchets traités hors du territoire (déficit de capacité de traitement)</li> <li>- Problèmes du stockage et de la valorisation des algues verts</li> </ul>
Opportunités, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures des niveaux de bruit avec des cartes de bruits</li> <li>- Anticipation et localisation des zones de développement de l'habitat</li> <li>- Mesures correctives (talus, ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Généralisation des meilleures pratiques éprouvées</li> <li>- Sensibilisation citoyenne en marche</li> <li>- Développement du réseau des déchetteries</li> </ul>
Menaces, si ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non prise en compte de la gêne sonore et de l'augmentation générale du trafic</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse de l'engagement collectif et individuel</li> <li>- Augmentation des besoins de traitement liée à la croissance de l'urbanisation</li> </ul>

Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'ambiance acoustique dans la ville</li> <li>- Préserver et améliorer le confort acoustique des riverains</li> <li>- Maîtrise des flux automobiles et poids lourds dans les centres (aménagement spécifiques)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif du Ministère de l'Écologie et du développement Durable pour 2015 : OMR &lt; 200kg/hab./an</li> <li>- Poursuivre les efforts menés sur la collecte pour chaque structure</li> <li>- Augmenter la capacité de traitement sur le territoire (extension et/ou création de centres, développement de filières de valorisation)</li> <li>- Développer des moyens de stockage et traitement des algues vertes</li> <li>- Limiter les apports en déchetteries notamment par la gestion individuelle des déchets verts (distribution de composteurs individuels)</li> <li>- Prise en compte des disparités géographiques et saisonnières : besoins plus importants des pôles urbains et des secteurs touristiques</li> </ul>
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trafic (nb véhicules ou type véhicule/jour)</li> <li>- Linéaire de voies classées pour les nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volume de déchets collectés par habitant/tonnages collectés et traités/taux de collecte sélective/distance moyenne des habitants vis-à-vis d'une déchetterie</li> </ul>









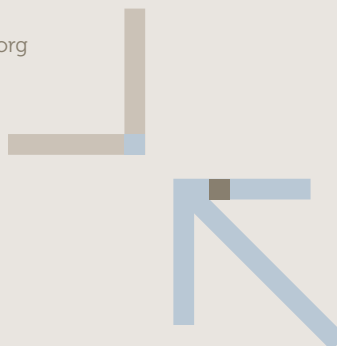
Pour en savoir plus :



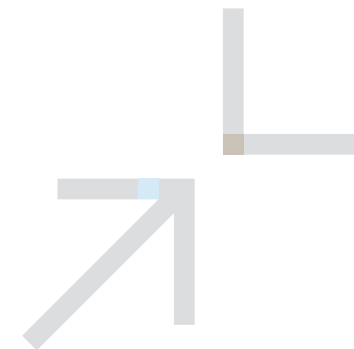
## Pour nous contacter :

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural  
du Pays de Saint-Brieuc

Centre HEMERA • CS 40532  
8 rue des Champs de Pies  
22035 SAINT BRIEUC  
Tél. • 02.96.58.08.08  
@ • [contact@pays-de-saintbrieuc.org](mailto:contact@pays-de-saintbrieuc.org)  
[www.pays-de-saintbrieuc.org](http://www.pays-de-saintbrieuc.org)



# Rapport de présentation



**SCOT**

Document approuvé  
par Le Comité Syndical  
du Pays de Saint-Brieuc  
le 27 février 2015  
et rendu exécutoire

# Sommaire

1 / CONTEXTE REGLEMENTAIRE	3
2 / LA DEMARCHE D EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	4
3 / ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN UVR E AU SCOT ET PRESENTATION DES MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER SES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES	5
III.I - Milieux naturels & biodiversité	5
III.II - Paysage & patrimoine	8
III.III - Ressource en eau	10
III.IV - Mer gie	12
III.V - Risques naturels et technologiques	14
III.VI - Nuisances sonores et autres impacts potentiels sur la santé	16
III.VII - Gestion des dechets	17
4 / ANALYSE DES SITES SUSCEPTIBLES D ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE PAR LA MISE EN UVR E AU SCOT	19
IV.I - Grands qu ipements et projets d l l helle du pays	19
IV.II - Zones d am ag ement commercial (zacom)	23

5 / V ALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 DU SCOT DU PAYS SAINT BRIEUC	26
V.I - Le reseau natura 2000 et le scot	26
V.II - ZPS FR5310095 d caps d r q uy et frehel	32
V.III - Le site de la baie de saint-brieuc Est SIC FR5300066 et ZPS FR5310050	34
V.IV - Le site des landes de la poterie : ZSC FR5300036	36
V.V - Le site de la foret de lorge, landes de lanfains, c l me de kerchouan	38
V.VI - Le scot et le projet de parc eolien en mer	39
V.VII - Bilan des incidences du scot sur natura 2000	41
6 / INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN UVR E AU SCOT	42
THEME 1 - Population	43
THEME 2 - Habitat	43
THEME 3 - Transport et d p lacements	45
THEME 4 - Am ag ement num r ique	46
THEME 5 - o nomie et emploi	46
THEME 6 - u ipements et services	48
THEME 7 - Milieux naturels et biodiversité	48
THEME 8 - Paysage et patrimoine	49
THEME 9 - Espace littoral	50
THEME 10 - Exploitation durable des ressources	50
THEME 11 - Risques	51
THEME 12 - Mesure et suivi de la consommation fonci re	52



## I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'évaluation environnementale a pour objectif d'apprécier la cohérence entre les objectifs et les orientations du SCoT et les enjeux environnementaux du territoire identifiés par l'état initial de l'environnement. Elle doit identifier les incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCoT, en apprécier l'importance et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser. Elle doit aussi contribuer à informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

La directive européenne n° 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004. Deux décrets de mai 2005 ont complété les dispositions applicables pour les plans et programmes d'une part, et pour les documents d'urbanisme d'autre part.

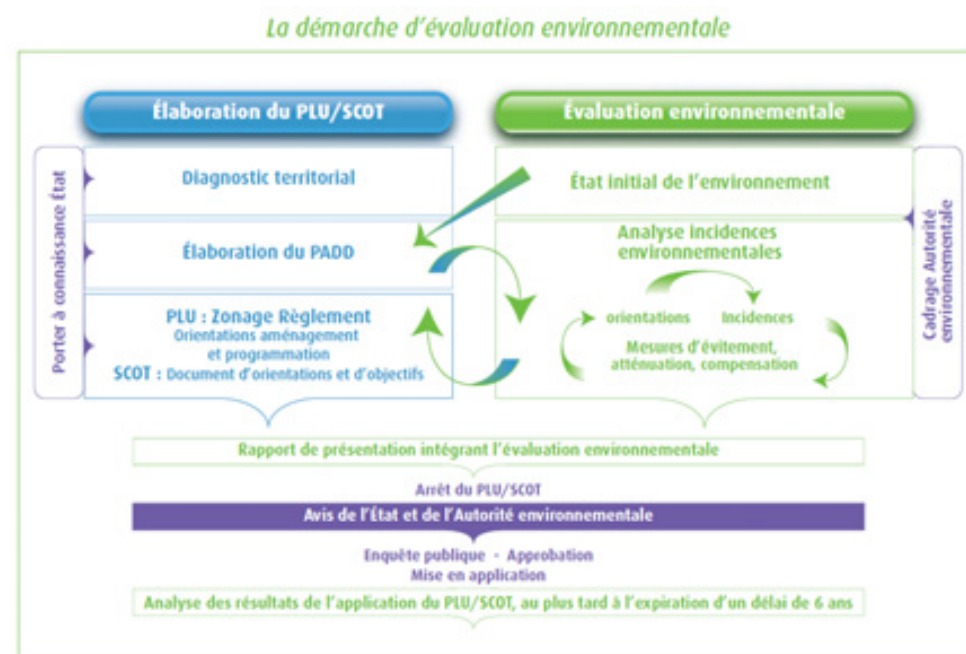
D'une manière générale, l'évaluation environnementale a plusieurs finalités :

- s'appuyer sur une connaissance approfondie et formalisée des territoires par une analyse de l'état initial de l'environnement et de son évolution ;
- s'assurer de la pertinence des choix effectués en mesurant les impacts et en vérifiant régulièrement la cohérence ;
- informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

Le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement en précise les conditions de réalisation par le maître d'ouvrage et de validation par le Préfet de département. Ce texte, qui a fait l'objet d'une circulaire du ministère de l'Équipement du 6 mars 2006, prévoit que l'avis du Préfet est préparé sous son autorité par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, en liaison avec les services de l'État concernés. L'avis porte à la fois sur l'évaluation

environnementale contenue dans le rapport de présentation, et sur l'intégration de l'environnement dans le projet d'urbanisme.

L'élaboration de l'évaluation environnementale du SCoT du Pays de Saint-Brieuc, s'est faite conjointement au projet (Diagnostic – PADD- DOO), permettant ainsi des réajustements permanents au vu des choix effectués suite aux comités de pilotage successifs, au gré des nombreuses évolutions législatives liées, aux lois Grenelle 1 et 2.



Source : L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme -, décembre 2011, commissariat du développement durable



## II. LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Celle-ci est basée sur :

- **Un rappel des constats et enjeux** identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement,
  - **L'analyse des incidences** du projet sur les thématiques environnementales, qu'elles soient positives ou négatives, sur la base des objectifs du PADD et du DOO,
  - **L'analyse des incidences des sites susceptibles d'être touchés** de manière notable par le projet,
  - la mise en évidence **des mesures prises** par le SCoT dans le DOO (prescriptions et recommandations) pour éviter, réduire ou compenser les incidences
  - la mise en place **d'indicateurs de suivi** pour chaque thématique afin de permettre la réalisation de bilan et du suivi de l'évaluation environnementale du SCoT sur la prise en compte des orientations du projet.
- un état initial préalable, une synthèse et l'analyse de 3 scénarios de développement permettant de hiérarchiser les enjeux sur le territoire réalisé entre novembre 2011 et avril 2012,
  - Des apports plus spécifiques et des échanges pour l'appropriation de la trame verte et bleue à plusieurs moments (point méthode avec la DREAL en mars 2012, une présentation élargie de la TVB en tables rondes en juin 2012, point méthode avec les services de l'Etat, du Conseil Général et du Conseil Régional sur la TVB en octobre 2012 puis en comité de pilotage en novembre 2012). La démarche est décrite en détail dans le rapport TVB intégré au rapport de présentation.
  - Des Comités de pilotage dédiés aux problématiques environnementales ont été intégrés à chaque étape du projet (diagnostic, PADD et DOO).
  - La commission « Energie » du Pays s'est également mobilisée dans le cadre du SCoT pour approfondir le sujet transversal de l'Energie et des impacts GES du projet de SCoT.

Différents bureaux d'études ont participé à son élaboration : EVEN Conseil est coordinateur de la mission d'évaluation, Biotopie a élaboré la Trame verte et bleue et l'analyse des incidences sur le réseau Natura 2000 (comprenant des inventaires de terrain sur la biodiversité) et Energies Demain a assuré le suivi des aspects Energies/GES (notamment par l'animation de commissions « Energie », et l'utilisation de l'outil GES SCoT).

De nombreuses réunions spécifiques ont permis d'échanger sur les choix et de proposer des améliorations au projet de SCoT, ceci à chaque étape de l'élaboration du SCoT (cadrage de l'étude, état d'avancement, identification des enjeux et des orientations, définition des scénarios du PADD, etc.).

### III. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE AU SCOT ET PRESENTATION DES MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER SES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

Ce chapitre présente les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement. Cette analyse est organisée par thématique environnementale. Pour chacune de ces thématiques est exposé : un rappel des enjeux, les objectifs du SCoT, les incidences notables prévisibles positives et négatives du SCoT et enfin les mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement.

#### III.1. Milieux naturels & Biodiversité

##### Rappel des enjeux du territoire

Atouts	Contraintes	Enjeux
Des milieux diversifiés associés à la présence d'espèces emblématiques	Une pression touristique et urbanistique sur le littoral mais aussi dans les terres	Trouver un équilibre entre le maintien des espaces naturels, le développement économique, touristique, les activités agricoles et de loisirs
Présence de nombreux périmètres réglementaires et d'inventaires	La présence d'espèces invasives	Protéger les zones humides et leurs fonctionnalités ;
Présence de zones humides d'intérêt international mais également patrimonial (tourbières)	La régression de certaines zones naturelles notamment les landes par manque d'entretien	Participer à la reconquête de la continuité des cours d'eau ;
Un réseau hydrographique dense et qui accueillent des espèces rares et menacées	Un réseau hydrographique ponctué de nombreux obstacles	Mettre en place une trame verte et bleue garante de la fonctionnalité et de la pérennité des milieux naturels sur l'ensemble du territoire.
Un maillage bocager dense à l'ouest	Un manque d'homogénéité et une actualisation des données sur les zones humides	

##### Objectifs du projet de SCoT

En réponse aux enjeux énoncés précédemment, l'axe 3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable « Respecter les équilibres environnementaux du territoire » comprend les objectifs suivants concernant la thématique « Milieux naturels & Biodiversité » :

- Préserver les richesses écologiques du territoire :
  - En affirmant la protection des espaces à forte valeur écologique au regard de la biodiversité (réservoirs de biodiversité) : préserver les réservoirs correspondant aux zonages réglementaires, préserver les réservoirs de biodiversité complémentaires ;
  - En favorisant les continuités écologiques et en garantissant leur fonctionnalité : maintenir et conforter les continuités écologiques existantes et en créer de nouvelles, restaurer la fonctionnalité écologique au niveau des zones de conflit, favoriser la reconnexion des têtes de bassin versant, maintenir et reconstituer la densité la densité du réseau bocager ;
  - En garantissant la plurifonctionnalité de la trame verte et bleue.

##### Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur les « milieux naturels et la biodiversité » :

- Préservation de la trame verte et bleue du territoire : **le SCoT identifie et cartographie sur son territoire les différents éléments constitutifs de la trame verte et bleue : réservoirs de biodiversité** liés aux zonages réglementaires, les **réservoirs complémentaires** ainsi que **les corridors écologiques**. Ces éléments constitutifs ont été définis et **cartographiés sous SIG selon 5 sous-trames** (milieux aquatiques, humides, boisés, bocagers, ouverts). Ces espaces d'accueil de la biodiversité, englobant la nature dite « ordinaire » sont protégés de l'urbanisation afin de préserver les espèces. Les communes sont invitées lors de la révision

de leurs documents d'urbanisme à **approfondir la reconnaissance des « réservoirs complémentaires », à préciser les autres corridors connus localement.**

- De plus, les élus affichent la volonté de préserver et restaurer les corridors écologiques identifiés. Le SCoT identifie également des enjeux de reconnexion des têtes de bassin versant et de maintien du réseau bocager en cohérence avec les enjeux du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc. **Les principaux points de conflit** ont également été décrits sous forme de tableau suite à une visite de terrain de manière à **mieux connaître la qualité des continuités** et orienter les élus sur les éventuels travaux de **restauration à entreprendre.**
- La définition de la trame verte et bleue est un outil qui doit permettre la **mise en cohérence** des enjeux de continuité d'une commune à l'autre en accord avec le SRCE, mais aussi il est à **visée pédagogique** pour une meilleure reconnaissance du patrimoine vivant sur le territoire.
- **La maîtrise de l'étalement urbain et la moindre consommation d'espace ont un effet significatif positif sur la préservation globale de la perméabilité des milieux :** le SCoT prône la réduction de la consommation d'espace, notamment pour l'habitat. La stratégie d'aménagement du Pays privilégie le développement des centralités, au sein des enveloppes urbaines en priorisant la densification et le renouvellement urbain aux projets d'extension, tout en respectant les équilibres environnementaux.

Rappels : Consommation d'espace	Période de référence – Fil de l'eau	Objectifs de consommation maximale du SCoT Entre 2014 et 2030
HABITAT Entre 2000 et 2010	1260 ha ont été consommés (soit 114 ha / an) Densité moyenne : 14 logts/ha	1 270 hectares (soit 75 ha / an) Objectif de Densité moyenne : 24 logts / ha
ACTIVITES Entre 2003 et 2010	180 ha ont été consommés (soit 22 ha / an).	340 hectares (soit 20 ha / an)

#### Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur les « milieux naturels et la biodiversité » :



- **Développement résidentiel et économique :** de manière générale, les objectifs de croissance démographique et de développement du territoire énoncés par le SCoT entraîneront de façon inévitable une augmentation des pressions sur les milieux naturels. La densification et le remplissage des dents creuses à l'intérieur de l'enveloppe urbaine peuvent présenter un risque de perte de la qualité paysagère et éroder de manière importante la place de la « nature en ville », sous toutes ses formes (pelouses, alignements, jardins), qui participent abondamment à la qualité de vie en ville (santé, bruit, pollutions, gestion du ruissellement et non aggravation des risques, support de biodiversité...).
- **Hausse des pollutions et sur fréquentation potentielle induites par l'augmentation de la population :** la fréquentation et l'aménagement d'espaces nouvellement urbanisés risquent d'engendrer des nuisances environnementales à long terme (rejets d'effluents, pollution aux hydrocarbures aux abords des voies de circulation, ...), impactant le milieu dans un périmètre parfois très étendu autour de la zone aménagée. De même, en favorisant la vocation touristique de l'espace agricole, il existe un risque de conséquences néfastes pour les milieux par l'augmentation de la fréquentation et par l'aménagement des structures d'accueil de ce nouvel afflux. Le développement du littoral souhaité par le SCoT peut avoir les mêmes incidences, sur des milieux déjà fortement sous pression.

#### Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation suivantes concernant la thématique des « milieux naturels et la biodiversité » :

- **Plurifonctionnalité de la trame verte et bleue :** Afin d'éviter la « mise sous cloche » des milieux naturels, le SCoT autorise les aménagements légers au sein des espaces de la TVB mais conditionne leur installation au respect de l'intégrité des habitats et de la fonctionnalité de la trame verte et bleue. Il s'agit de préserver l'ensemble des éléments de la trame verte et bleue en y limitant l'urbanisation tout en permettant sa plurifonctionnalité. Il s'agira notamment :

- de **justifier de la prise en compte des continuités lors des aménagements** (OAP dédiée dans les PLU, protections graphiques, etc...),
  - de **permettre le maintien de bonnes conditions d'exploitations pour les acteurs agricoles et sylvicoles** (la gestion pouvant participer de la diversité des milieux observés, ...),
  - **d'autoriser, sous condition, la valorisation en espaces de loisirs, ballades par des aménagements légers** (cheminements doux), tourisme vert, lieux de sensibilisation aux problématiques environnementales, ... Le SCoT rappelle que la réalisation de ces activités ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité.
- Les élus du Pays souhaitent également porter l'attention sur la **protection des espaces de nature en ville, une contrepartie à l'effort d'intensification urbaine** : les communes du SCoT devront privilégier la réalisation d'opérations de renouvellement urbain à celles nécessitant la consommation de nouveaux espaces. L'étalement urbain se veut limité, en continuité de l'existant et en profondeur et **doit tenir compte des sensibilités environnementales des lieux ainsi que des éléments naturels préexistants**. De plus, le DOO instaure des objectifs de production de logements différents sur le territoire permettant de s'adapter aux différents contextes (urbain, littoral, rural). Le DOO encourage à la **prise en compte du rôle de nature en ville** par la protection au sein de l'enveloppe urbaine des espaces verts, jardins, alignement et la mise en œuvre d'une gestion adaptée (plans verts, gestion différenciée, ...).

### III.2. Paysage & Patrimoine

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
Des paysages de qualité, diversifiés et encore bien préservés	Une problématique paysagère qui pourrait être plus abordée lors des études et projets du territoire	Préserver la diversité paysagère : instaurer des conditions de préservation des sites particulièrement sensibles
Un patrimoine bâti reconnu et protégé	Des transitions espaces urbains, espaces agricoles et naturels qui pourraient être embellies (notamment zones d'activités)	Traiter qualitativement les entrées de ville, les abords des grands axes du territoire et plus généralement les lisières urbaines
Des actions de sensibilisation et de préservation engagées	Une connaissance limitée du petit patrimoine (croix, lavoir, ...)	Mettre en place des prescriptions et recommandations dans les documents d'urbanisme
Une valorisation touristique du patrimoine		Faire connaître, entretenir et valoriser le patrimoine du territoire (tourisme, nouveaux usages ...)
		Développer des villes et villages dans le respect de l'architecture vernaculaire et poursuivre les efforts de restauration du bâti ancien (selon la morphologie des centres et des hameaux, la préservation des matériaux ainsi que les volumes et le choix des sites d'implantation)

#### Objectifs du projet de SCoT

En réponse aux enjeux énoncés précédemment, l'axe 3 « Respecter les équilibres environnementaux du territoire » du PADD comprend l'objectif suivant pour la thématique environnementale « Paysage & patrimoine » :

##### ➤ Respecter l'identité paysagère du territoire :

- En valorisant les paysages du Pays ;
- En préservant le patrimoine bâti ;
- En favorisant la bonne intégration paysagère des projets : favoriser une prise en compte optimale des caractéristiques du site dans lequel s'intègre le projet, encadrer le développement économique et urbain en linéaire le long des axes majeurs du territoire.

#### Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur « le paysage et le patrimoine » :

- **Protection et valorisation du paysage** : le SCoT affirme l'objectif de préservation des entités paysagères, et particulièrement au sein des projets d'aménagement, qu'ils soient en renouvellement urbain ou en extension. **Des fiches « Paysages » figurent en annexes du DOO** et décrivent les caractéristiques de chaque entité paysagère, ou développent des problématiques d'insertion particulières à mettre en œuvre.

##### 6 Fiches Unités Paysagères :

- Agglomération de Saint-Brieuc
- La Baie de Saint-Brieuc
- Côte et arrière-pays de Goëlo
- Côte et arrière-Pays de Penthièvre
- Pôle de Lamballe
- Arrière-pays bocager

- Les élus insistent tout particulièrement sur la **prise en compte des « fenêtres paysagères »** le long des axes majeurs (RN12, RD786 et RD700) afin de limiter l'urbanisation linéaire et souhaitent la bonne intégration paysagère des projets lors de leur mise en œuvre. Ainsi, le développement des zones d'activités en linéaire le long de ces axes est proscrit au profit d'un développement en profondeur.
- Le SCoT identifie en **annexe cartographique du DOO** ainsi des coupures paysagères à préserver le long des axes principaux (RN 12, RD 786 et RD 700). Les perspectives sur la mer doivent particulièrement faire l'objet d'attention, également les vues depuis le train.
- **Une protection « à la carte » du patrimoine** : conscient de l'importance de son patrimoine, notamment bâti, le SCoT affiche l'objectif d'identifier et de préserver le patrimoine au-delà des monuments connus et reconnus ensembles urbains ou bâti pittoresques ou identitaire d'une époque, bâtiments signaux dans la ville, notamment dans un objectif d'évolution et de transformation de ce bâti.

#### Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur « le paysage et le patrimoine » :

- **La réalisation de projets de développement** nécessaire à l'accueil des 30 000 habitants d'ici à 2030 peut engendrer une modification des paysages : extension des zones urbaines et économiques, réalisation de nouveaux équipements et infrastructures. Cette dégradation risque de toucher plus particulièrement les zones rurales ou péri-urbaines, les abords des grands axes ou des échangeurs. De la même façon, un encadrement strict de la densification urbaine est nécessaire afin de préserver les marqueurs identitaires du territoire : typologie du bâti, conservation d'espaces verts, préservation des ouvertures visuelles, paysages agricoles, ...
- **L'évolution des pratiques agricoles** : Les paysages sont façonnés par l'homme, l'évolution accélérée des pratiques agricoles ont des impacts plus ou moins directs sur les motifs du

paysage (entretien du bocage, embroussaillage par abandon, augmentation des parcelles labourées, etc...) et peuvent conduire à des déséquilibres dans le choix d'affectation des sols en frange périurbaine (concurrence avec les loisirs ou occupation para agricole, etc...).

#### Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation suivantes concernant la thématique « des paysages et du patrimoine » :

- Le SCoT invite également à la **réalisation de diagnostics de paysage (si possible intercommunaux)** lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, notamment pour la prise en compte des co- visibilités qui peuvent concerner plusieurs communes pour un même projet.
- Les **secteurs de projet en extension urbaine** (pour l'habitat et l'économique) devront également être accompagnés d'une **analyse préalable des potentialités et des contraintes en matière de paysage** et veilleront à la préservation des éléments préexistants. Le SCoT porte une attention particulière sur les espaces économiques. Ces derniers devront afficher des **objectifs de qualité en termes d'intégration paysagère**. De même, un traitement paysager des entrées de ville sera recherché.

Par ces mesures, le SCoT du Pays de Saint-Brieuc affiche une réelle volonté de protection de ces paysages et de son patrimoine et il permet une application concrète dans les documents d'urbanisme du territoire.



### III.3. Ressource en eau

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
<p>Des programmes d'actions pour la gestion de l'eau sur tout le territoire</p> <p>Des ressources importantes : eaux de surface et eaux souterraines</p> <p>Le SAGE Baie de Saint-Brieuc approuvé</p> <p>Un territoire bien équipé en STEP</p>	<p>Une qualité des cours d'eau moyenne : exposition aux rejets divers (agriculture, agro-alimentaire)</p> <p>Non-atteinte des objectifs européens DCE pour 2015 sur tous les cours d'eau</p> <p>Une qualité de l'eau distribuée encore fragile (90% en eau de surface) : présence de nitrates, pesticides</p>	<p>Assurer une gestion intégrée de la ressource en eau (implication de tous les acteurs concernés)</p> <p>Assurer une gestion quantitative et qualitative de la ressource (diminution des consommations individuelles, disparités géographiques des besoins)</p> <p>Maintenir des ressources diversifiées</p> <p>Maintenir le bon état de la retenue de Saint-Barthélémy</p> <p>Veiller à la qualité des eaux littorales et continentales</p> <p>Réduire les apports en nitrates, pesticides et azote</p> <p>Informier et sensibiliser les acteurs (agriculteurs, industriels, consommateurs...)</p>

Le diagnostic environnemental a permis de mettre en évidence un enjeu fort lié à l'assainissement collectif du territoire. En effet, la carte ci-dessous issue du diagnostic du SAGE Baie de St Brieuc montre que la majorité des stations d'épuration du bassin versant (périmètre proche de celui du Pays) affiche des surcharges occasionnelles ou récurrentes perturbant le fonctionnement. Il est donc essentiel pour le SCoT de prendre en compte cet enjeu afin

d'améliorer le réseau actuel et d'assurer une gestion anticipée pour l'accueil des 30 000 habitants d'ici à 2030.



#### Objectifs du projet de SCoT

Afin de répondre aux enjeux liés à la ressource en eau, l'axe 3 du PADD comprend l'objectif suivant :

- Promouvoir une exploitation durable des ressources en maîtrisant l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (dans le respect des orientations du SAGE) :
  - En contribuant à l'amélioration de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;
  - En limitant l'imperméabilisation des sols ;
  - En protégeant les zones humides et les cours d'eau.

Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur la « ressource en eau » :

- La **Trame Verte et Bleue du territoire** du SCoT identifie au sein des milieux humides et aquatiques des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques à préserver.
- Le PADD affiche une réelle volonté de favoriser les objectifs des SAGE et notamment du **SAGE Baie de Saint-Brieuc** qui concerne la majeure partie du territoire. Le SCoT rappelle ainsi la nécessaire compatibilité avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les SAGE et le SDAGE.
- La **gestion anticipée de la localisation des projets de développement à proximité de réseaux existants** (eaux pluviales, usées, potable) et leur **mise en adéquation avec les capacités épuratoires du secteur** permet de limiter les rejets directs sans traitement vers les milieux naturels récepteurs. La prévision d'un accueil de 30 000 habitants supplémentaires d'ici à 2030 sur le territoire nécessite cette prise en compte anticipée des besoins en réseaux (assainissement, pluvial, ...).
- De même, **limiter l'imperméabilisation des sols** participe à l'amélioration de la qualité de la ressource en eau et limite les ruissellements directs vers les milieux naturels.
- Les **zones humides** jouent un rôle fort dans la gestion de la ressource en eau, que ce soit d'un point de vue quantitatif ou qualitatif : épuration des eaux, rétention, ... **Leur protection est donc un enjeu fort** pour l'amélioration de cette ressource.

Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur la « ressource en eau » :

- L'augmentation de la population va entraîner une **hausse des besoins de prélèvement**. Cette augmentation de la population et des besoins supplémentaires liés aux nouvelles

activités aura également pour effet **d'engendrer un surplus d'eaux usées à traiter** et donc un **coût** pour la collectivité (réseaux et nombre de contrôles à réaliser sur les installations autonomes).

- Le développement de l'urbanisation engendrera une **augmentation des surfaces imperméables lessivées** par les eaux de pluie et rejetées vers les cours d'eau et exutoires. Ceci aura pour conséquence une augmentation des pollutions d'origines urbaines (intrants, rejets d'assainissement, capacités épuratoires).
- Les pressions sur l'activité agricole avec notamment une perte de terres peuvent maintenir, voire accroître les pressions sur la ressource en eau (modifications des modes de production visant à maintenir la rentabilité des exploitations).

Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation suivantes concernant la thématique « Ressource en eau » :

- **L'imperméabilisation des sols** induite par la hausse de la population sera limitée par la prescription du DOO qui vise à **réduire ce phénomène** dans les documents d'urbanisme ou dans les secteurs de projet. De plus, le DOO réaffirme l'objectif de **maintien des éléments préexistants tels que la végétation**, favorisant ainsi l'infiltration des eaux sur la parcelle. Il rappelle également que la localisation des secteurs de projet devra être en lien avec la présence de réseaux et d'infrastructures de traitement des eaux de capacité suffisante. Ces prescriptions et recommandations du DOO permettent de limiter les impacts du projet ou du document d'urbanisme sur la ressource en eau (pollution des eaux de ruissellements, des eaux usées, ...). De la même manière, le SCoT identifie les principaux pôles de développement du territoire où la concentration de population est et sera la plus forte. **Ceci limite les besoins en assainissement autonome.**

- Le SCoT réaffirme la volonté de protection des zones humides identifiées selon les méthodes préconisées dans les SAGE dans un souci de préservation et de maintien du rôle essentiel joué par ces dernières dans la gestion de la ressource.

### III.4. Energie

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
<p>Des atouts à valoriser tant pour la production d'énergie renouvelable que pour la maîtrise de consommations d'énergie</p> <p>Des potentiels de valorisation : solaire, gisements déchets organiques agricoles et industriels, éolien, bois énergie</p> <p>Une structuration du territoire basée sur des pôles de proximité, rend possible le développement d'équipements, de l'emploi local, de lignes de transport en commun afin de réduire les émissions de GES</p> <p>Un vivier d'entreprises du bâtiment sur le territoire sur lequel il est possible de s'appuyer pour engager une véritable reconversion énergétique du parc bâti en créant localement de la richesse.</p>	<p>L'inversement des dynamiques engagées est confronté à certaines résistances assez fortes : les coûts du foncier près des pôles d'attractivité, la réhabilitation énergétique ou les constructions énergétiquement performantes nécessitent la montée en compétences des entreprises, les énergies renouvelables pas jugées suffisamment compétitives au regard des investissements nécessaires</p>	<p>Réduire les distances de déplacement, développer les modes de transports en commun ou mutualisés tels que le covoiturage, faciliter les modes doux ; l'ensemble de ces enjeux nécessitant une densification de l'urbanisation autour des principaux pôles existants.</p> <p>Réhabiliter les bâtiments existants, accompagner la production de bâtiments neufs pour assurer leur performance et permettre/ne pas obérer un déploiement des EnR, limiter le développement de l'usage de l'électricité en particulier pour le chauffage</p>

Objectifs du projet de SCoT

Le SCoT fixe l'objectif suivant dans son PADD sur la thématique « Energie » :

- Promouvoir une exploitation durable des ressources en limitant les besoins en énergie et les émissions de gaz à effets de serre :
  - En réduisant les émissions de gaz à effets de serre liées à l'aménagement du territoire ;
  - En luttant contre la vulnérabilité énergétique des ménages et des entreprises : réduire les besoins et favoriser la production locale d'énergies renouvelables ;
  - En adaptant le territoire au changement climatique.

Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives sur « l'énergie »

- **Réduire les besoins en énergie et les émissions de gaz à effets de serre** : Le SCoT donne la priorité aux aménagements permettant une desserte performante des transports en commun et des modes doux. De plus, en concentrant la population et les activités au sein des pôles identifiés, le SCoT tend à réduire les déplacements pendulaires ou vers les commerces, loisirs, ... au sein du territoire.
- **Réduire les besoins et favoriser la production locale d'énergies renouvelables** : le SCoT favorise la production de bâtiments énergétiquement performants et la réhabilitation thermique massive du parc existant lors d'opérations d'amélioration. Dans ce même objectif, les élus du SCoT souhaite poursuivre et renforcer le développement des énergies renouvelables telles que l'éolien, le solaire, les unités de méthanisation, ...
- **Adapter le territoire au changement climatique** : afin de faire face aux évolutions du climat et à ses conséquences, le SCoT affirme sa volonté d'anticiper ces changements notamment par la prise en compte des nouvelles contraintes prévisibles lors des aménagements. Dans

ce cadre, le SCoT insiste sur l'intérêt de localiser et préciser le risque submersion marine sur le territoire.

Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur l'« Energie » :

- La croissance démographique entraînera une inéluctable augmentation de la demande énergétique et du kilométrage parcouru chaque jour sur le territoire, ce qui implique un accroissement de la consommation en énergies fossiles.

Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation suivantes concernant la thématique « Energie » :

- Réduction des déplacements / Développement des transports alternatifs : les prescriptions du DOO prévoient notamment de privilégier les dessertes des nouvelles opérations par les modes de transports alternatifs à la voiture.
- Réduction de la consommation en énergie / Développement des énergies renouvelables : le SCoT permet la réduction de la consommation d'énergie notamment concernant l'habitat, en recommandant la promotion des énergies renouvelables mais également en favorisant les nouvelles formes urbaines en zone urbaine, moins consommatrices en énergie (habitat collectif, intermédiaire). Ainsi, tout projet devra tenir compte des caractéristiques énergétiques du secteur (bioclimatisme, relief, ...) et prévoir l'utilisation d'énergies renouvelables au sein des constructions. Cette volonté est la même en ce qui concerne les futures zones économiques. Dans ce même objectif, le SCoT veille à ce que les PLU n'empêchent pas de recourir aux énergies renouvelables dans leur règlement. Les zones de gisements potentiels comme les secteurs favorables au grand éolien doivent être

préservées. La réhabilitation thermique est un autre point marquant du DOO : en effet, le SCoT en fait une priorité dans les documents d'urbanisme.

Par ces mesures, le SCoT assure la réduction des besoins en énergie, que ce soit dans les nouvelles opérations ou par la réhabilitation du parc existant. Le SCoT incite également par des prescriptions et des recommandations à la poursuite des efforts en matière d'énergies renouvelables.

### III.5. Risques naturels et technologiques

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
Des risques naturels présents mais des enjeux relativement faibles (inondation, mouvement de terrain)	Une forte vulnérabilité du littoral au phénomène d'érosion du trait de côte, aux pollutions marines	Prendre en compte les risques inondation et submersion marine
Prise en compte des risques naturels dans les PLU de plusieurs communes	Un manque de documents réglementaires (PPR)	Prendre en compte le caractère vulnérable de la côte face aux rejets maritimes (dégazage, déchets, ...)
Des risques technologiques présents mais connus	Un territoire totalement en zone d'excédent structurel	Veiller à la remise en état progressive des sites et sols pollués
Prise en compte de la nécessité d'une réhabilitation des sites pollués		Mener une politique de reconquête et de renouvellement active de ces sites

#### Objectifs du projet de SCoT

L'axe 3 du PADD traite de la thématique environnementale « Risques naturels » comme suit :

- Limiter la vulnérabilité du territoire face aux risques :
  - En limitant l'accentuation des pressions foncières dans les zones à risques ;

#### Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur les « Risques naturels & technologiques/Pollution des sols » :

- Sécurisation des biens, des personnes et de l'environnement : le SCoT met en avant la nécessité d'une gestion anticipée des risques sur le territoire, particulièrement dans le choix de localisation des secteurs de projet, permettant ainsi d'encadrer l'urbanisation et de limiter les risques.
  - Information, sensibilisation aux risques : les actions de pédagogie à l'attention du grand public ou encore des élus permettent une meilleure appréhension et une prise en compte accrue dans les documents d'urbanisme.
- particulier dans les secteurs soumis aux risques. De plus, le SCoT favorise une gestion des eaux pluviales à la parcelle. Ces prescriptions et recommandations du DOO permettent de limiter les impacts du projet sur la gestion des eaux pluviales et donc sur le risque inondation.
- Le SCoT rappelle aux communes les obligations en matière d'information préventive et de sensibilisation de la population.

#### Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur les « Risques naturels & technologiques » :

- L'augmentation de population va entraîner une augmentation des surface imperméabilisées et donc des eaux de ruissellement. Ceci pourrait avoir un impact sur le risque inondation.
- Le développement économique du territoire pourrait voir les risques technologiques augmenter.

#### Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation suivantes concernant la thématique « Risques naturels & technologiques » :

- Sécurisation des biens, des personnes et de l'environnement : afin de limiter le ruissellement direct des eaux vers les milieux, le SCoT prescrit la limitation de l'imperméabilisation des sols en favorisant également l'infiltration à la parcelle des eaux pluviales et l'aménagement de noues, parking enherbé, ... Cette prescription permettra de faire face en partie à la hausse de l'imperméabilisation des sols induite par l'augmentation de population sur le territoire. La limitation de l'urbanisation est également prescrite, en



### III.6. Nuisances sonores et autres impacts potentiels sur la santé

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
Des nuisances sonores connues pour la RD700 et RN12, des mesures correctives visibles (murs anti-bruit, talus, ...)	Un manque de connaissances des nuisances sonores pour le reste du réseau  Des zones de projet localisées dans les espaces concernés par les nuisances sonores (notamment le long de la RN12 et RD700)	Améliorer l'ambiance acoustique dans la ville  Préserver et améliorer le confort acoustique des riverains  Maîtriser les flux automobiles et poids lourds dans les centres (aménagement spécifiques)

#### Objectifs du projet de SCoT

Afin de répondre aux enjeux liés aux nuisances sonores, l'axe 3 du PADD comprend l'objectif suivant :

- Limiter la vulnérabilité du territoire face aux nuisances :
  - En tenant compte des nuisances sonores dans les projets d'aménagement.

#### Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur les « Nuisances sonores » :

- Le SCoT rappelle la mise en œuvre du PPBE (plan de prévention du Bruit dans l'environnement) et l'importance d'identifier au préalable les zones impactées par le bruit et les zones de « calme » afin de les préserver.
- Le SCoT souhaite limiter les populations exposées aux nuisances sonores en réduisant fortement les possibilités d'urbanisation dans les zones impactées (mesures d'évitement).

Les mesures compensatoires (type mur anti-bruit) seront utilisées en dernier recours uniquement.

- Le SCoT rappelle la prise en compte de la santé comme un préalable aux choix d'aménagements urbains (secteurs soumis à des polluants (type particules fines)/ localisation par rapport aux vents, distances à prévoir à proximité des lignes HT et THT, notamment pour les établissements sensibles).

#### Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur les « nuisances sonores » : l'augmentation de population va entraîner une augmentation des déplacements, la possibilité d'installation de nouvelles activités et la construction de nouvelles infrastructures qui seront générateurs de nouvelles nuisances sonores ou d'intensification des gênes perçues.

#### Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation suivantes concernant la thématique « Nuisances sonores » :

- En prescrivant la limitation de l'urbanisation linéaire le long des principaux axes et la préservation des coupures paysagères, le SCoT limite l'exposition de la population aux nuisances sonores.
- Le SCoT insiste sur la gestion anticipée des nuisances dans la localisation des secteurs de projet. Il permet également de réduire ses nuisances en favorisant la lutte contre le bruit à la source, lors de la conception des projets.
- Enfin, le SCoT recommande une meilleure connaissance des secteurs soumis aux nuisances sonores sur le territoire.

### III.7. Gestion des déchets

#### Rappel des enjeux

Atouts	Contraintes	Enjeux
<p>Un réseau de collecte sélective bien développé</p> <p>Une bonne répartition du réseau de déchetteries</p> <p>Une prise de conscience du problème de la gestion des déchets</p> <p>La présence de plans de gestion : PDEDMA, PREDD</p> <p>Un label de qualité obtenu par Saint-Brieuc Agglomération (gestion de qualité reconnue)</p> <p>La mise en place du compostage individuel</p> <p>Une concentration des acteurs de la filière déchets sur la ZI des Châtelets</p>	<p>Certains déchets traités hors du territoire (déficit de capacité de traitement)</p> <p>Problèmes du stockage et de la valorisation des algues vertes</p>	<p>Respecter l'objectif du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable pour 2015 : OMR &lt; 200kg/hab./an</p> <p>Poursuivre les efforts menés sur la collecte pour chaque structure</p> <p>Augmenter la capacité de traitement sur le territoire (extension et/ou création de centres, développement de filières de valorisation)</p> <p>Développer des moyens de stockage et traitement des algues vertes</p> <p>Limiter les apports en déchetteries notamment par la gestion individuelle des déchets verts (distribution de composteurs individuels)</p> <p>Prendre en compte les disparités géographiques et saisonnières : besoins plus importants des pôles urbains et des secteurs touristiques</p>

#### Objectifs du projet de SCoT

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc fixe l'objectif suivant concernant la thématique « Gestion des déchets » :

- Limiter la vulnérabilité du territoire face aux risques :
  - En adaptant la collecte, le traitement, la valorisation et le stockage des déchets ménagers.

#### Incidences notables prévisibles positives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences positives suivantes sur la « Gestion des déchets » :

- La valorisation des déchets est encouragée dans le SCoT ainsi que les actions de sensibilisation de la population et des acteurs économiques.
- Le SCoT souhaite une prise en compte anticipée de ces enjeux lors des nouvelles opérations d'aménagement.

#### Incidences notables prévisibles négatives du projet

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc se caractérise par les incidences négatives suivantes sur la « Gestion des déchets » :

- L'augmentation de la population et le développement urbain prévus par le SCoT entraîneront une augmentation du volume des déchets ménagers et industriels produits.

Mesures prises par le SCoT pour éviter, réduire et compenser

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation suivantes concernant la thématique « Gestion des déchets » :

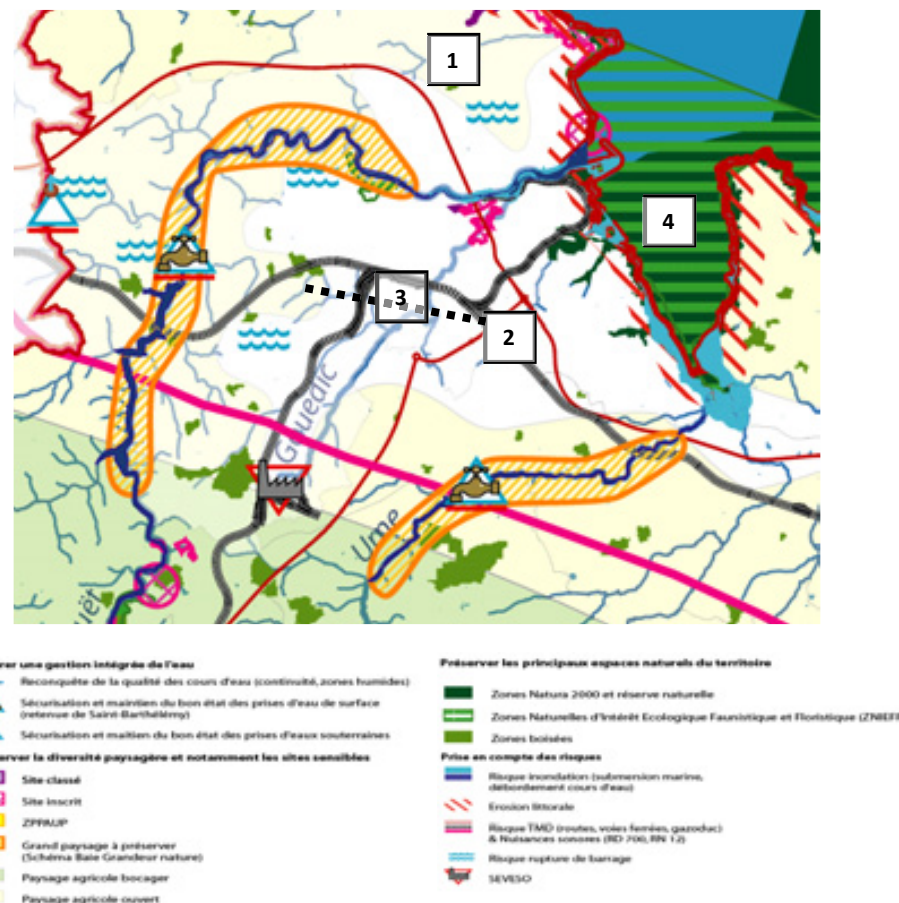
- Les documents d'urbanisme ne devront pas empêcher l'installation d'unité de traitement de déchets, participant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.  
Le SCoT assure ainsi l'évolution vers une plus grande valorisation des déchets dont les volumes augmenteront en lien avec la hausse de population prévue.
- Le SCoT recommande la prise en compte de la problématique des déchets lors de la conception des nouveaux projets afin de limiter le problème de collecte et inciter au tri.
- Sensibilisation de la population accrue : le SCoT recommande la mise en place d'outils de connaissance mais aussi des actions de sensibilisation (ambassadeur du tri pour les déchets, ...).

## IV. ANALYSE DES SITES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

### IV.1 - Grands équipements et projets à l'échelle du Pays

Dans son Document d'Orientations et d'Objectifs, le SCoT du Pays de Saint-Brieuc liste les projets d'envergure sur son territoire :

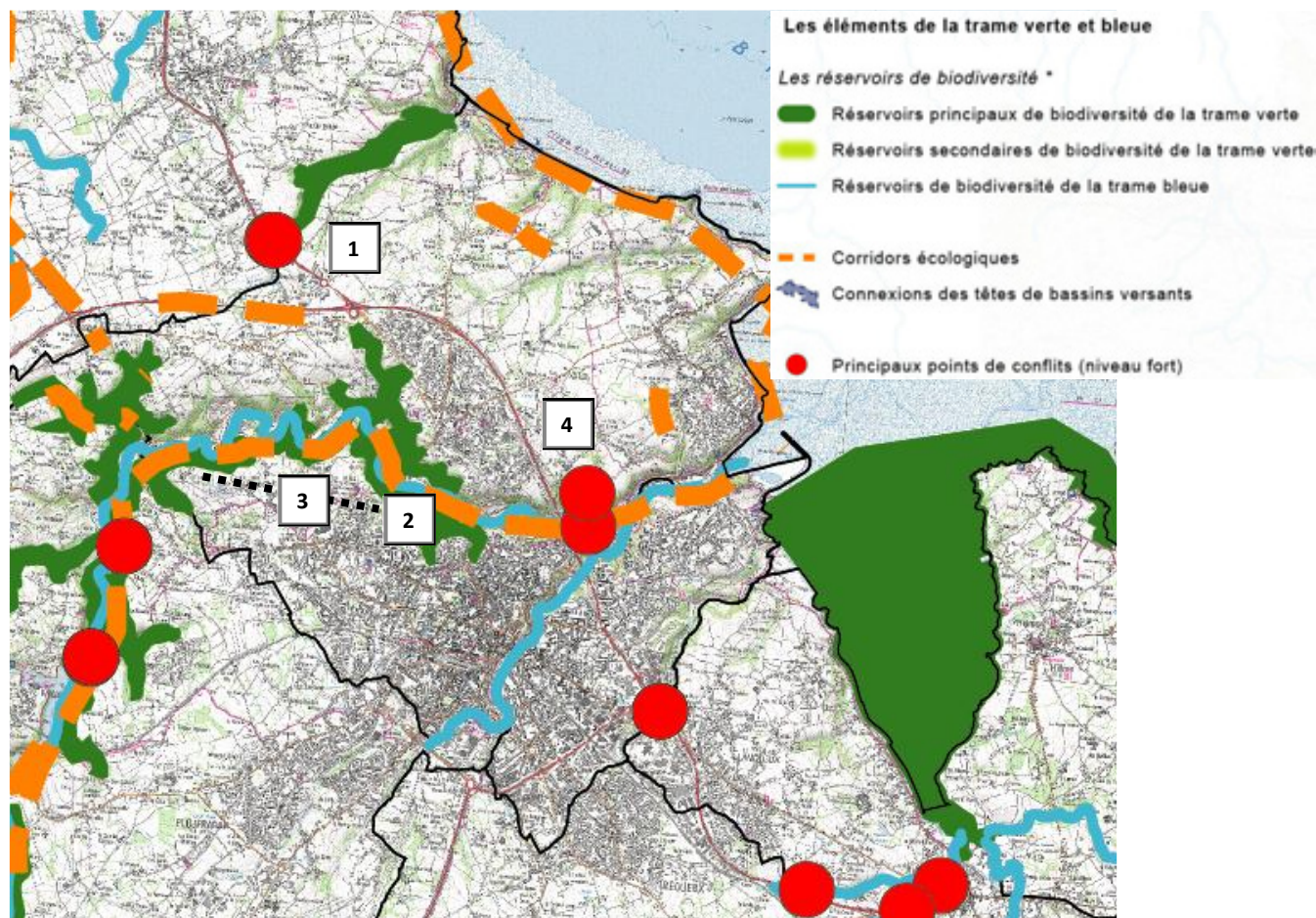
- La création du Centre Hospitalier Privé de Saint-Brieuc sur la zone d'arrivée à Plérin, en bordure de la RN12 **(1)** ;
- la poursuite de l'aménagement de l'espace portuaire du Légué, la requalification des sites industriels (friches, locaux vacants...) de ce quartier, et sa liaison avec le centre-ville de Saint-Brieuc **(2)** ;
- l'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal autour de la gare de Saint-Brieuc, dans le cadre de l'arrivée de la LGV (Ligne à Grande Vitesse) **(3)** ;
- le développement d'un transport Est Ouest (TEO) sous forme de Bus à Haut Niveau de Service, du quartier de Chaptal à Saint-Brieuc au quartier des Plaines Villes à Ploufragan **(4)** ;
- le projet de création d'un parc éolien off-shore en baie de Saint-Brieuc, et le port de maintenance (du parc) de Saint Quay Portrieux ;
- la création d'un collège à l'Est de l'agglomération briochine entre Lamballe et Saint-Brieuc.



Localisation des projets sur un extrait de la carte de synthèse de l'EIE

A noter que les impacts potentiels de ce dernier projet situé dans la baie de Saint-Brieuc sera traité au sein de l'étude d'incidence Natura 2000 (partie V).



Les projets ont été localisés sur deux extraits de cartes : celle de synthèse de l'état initial de l'environnement et celle de la trame verte et bleue.




Localisation des projets sur un extrait de la carte de synthèse de la trame verte et bleue



Le tableau ci-après présente une description des projets et des incidences potentielles sur l'environnement.

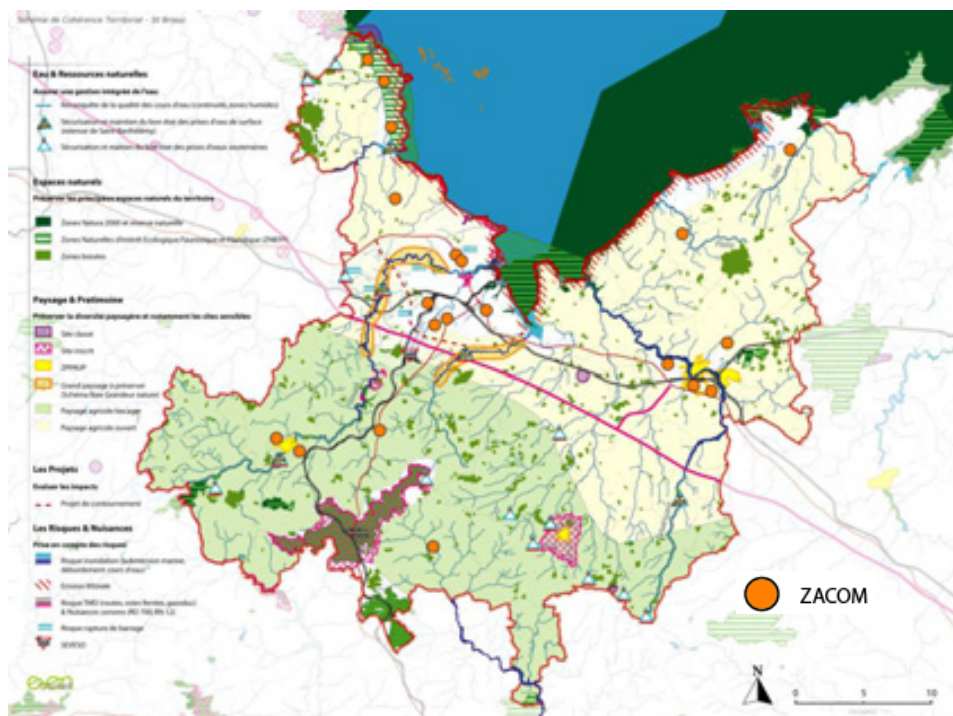
Projet	Description / Etat d'avancement	Incidences potentielles / préconisations
<p>Création du Centre Hospitalier Privé de Saint-Brieuc (1)</p>  <p>(source : centre hospitalier St Brieuc)</p>	<p>Zone de l'Arrivée à Plérin, le long de la RN12</p> <p>11 ha de terrain dont 6 ha uniquement pour l'hôpital</p> <p>Travaux actuellement en cours (démarrage juin 2013) / ouverture prévue en janvier 2016</p> <p>Création de bureaux à proximité du pôle</p>	<p>Peu d'enjeux environnementaux dans le secteur</p> <p>La proximité avec les principaux axes de transport offre une facilité d'accès</p> <p>Veiller à la limitation de l'imperméabilisation</p> <p>Veiller à la prise en compte de l'aspect paysager afin d'éviter l'impression d'urbanisation linéaire le long de la RN12</p> <p>Prendre en compte des nuisances sonores dues au trafic routier à proximité (à noter que le futur hôpital se situera en retrait et perm et de limiter ces nuisances)</p>
<p>Aménagement du Pôle d'Echange Multimodal autour de la gare de Saint-Brieuc (2)</p>  <p>(source : St Brieuc Agglomération)</p>	<p>Réaménagement du secteur déjà urbanisé de la gare de St Brieuc</p> <p>Objectifs :</p> <p>Accompagner les hausses de trafic du TER</p> <p>Favoriser l'accès à la gare par les différents modes de transports</p> <p>Faciliter les échanges intermodaux</p> <p>Favoriser les liens avec les quartiers à proximité</p>	<p>Pas de consommation d'espace car réaménagement d'un secteur déjà urbanisé &gt; Principe de renouvellement urbain, également promu dans le SCoT</p> <p>Incidences limitées : Absence d'enjeux environnementaux identifiés</p> <p>Permet de limiter l'impact des déplacements sur la qualité de l'air en facilitant et en développant l'accès aux modes doux</p>
<p>Développement d'un transport Est-Ouest sous forme de bus à haut niveau de service (St Brieuc/Ploufragan) (3)</p>	<p>Début du chantier sur le 1er tronçon (Pont d'Armor – Place de la Cité) en octobre 2013</p> <p>Aménagement de la ligne en site propre</p> <p>Renforcement de la qualité et de la régularité du</p>	<p>Absence d'enjeux environnementaux</p> <p>Limitation de la consommation d'espace : réaménagement de voies existantes au sein d'un tissu urbain</p> <p>Incitation aux modes doux / limitation des déplacements en voiture : amélioration de</p>



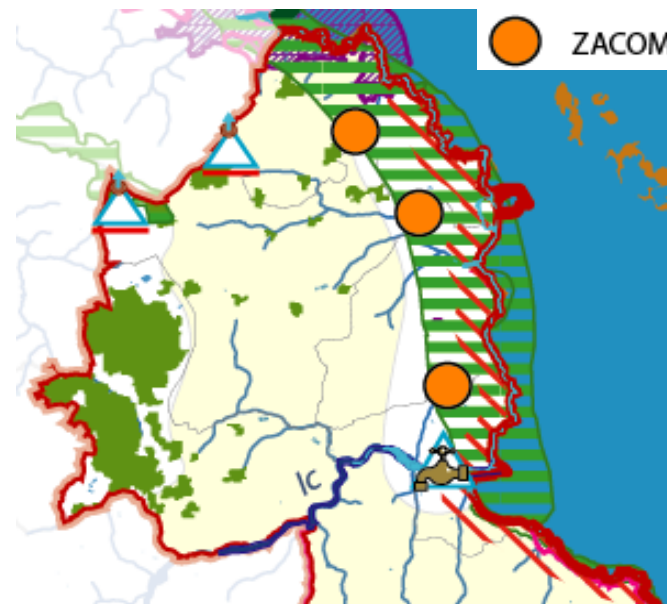
	<p>service de bus</p> <p>Renforcement de la cohésion urbain et sociale</p>	<p>la qualité de l'air</p> <p>Connexion entre modes de déplacements (lien avec le PEM) et entre secteurs d'habitat, équipements, zones d'emploi et cœur d'agglomération</p>
<p>Réaménagement de l'espace portuaire et industriel du port du Légué <b>(4)</b></p>	<p>Réalisation d'un 4<sup>ème</sup> quai en 2014 à l'avant-port adossé à un nouveau terre-plein d'environ 30 000 m<sup>2</sup></p> <p>Etudes en cours</p> <p>Liaison vers le centre-ville en cours de réflexion</p>	<p>Projet en cours d'étude</p> <p>Réalisation prévue en 2014</p> <p>Peu d'enjeux identifiés à l'échelle du SCoT</p> <p>Veiller à la qualité paysagère des aménagements</p>
<p>Création d'un collège entre Lamballe et Saint-Brieuc</p>	<p>Projet en cours de réflexion / Pas de localisation définie</p> <p>Ouverture prévue rentrée 2018/2019 (source : CG 22)</p>	<p>L'état d'avancement de ce projet ne permet pas de définir les incidences sur l'environnement ni de préconisations appropriées.</p>

## IV.2. Zones d'Aménagement Commercial (ZACOM)

Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc comprend un Document d'Aménagement Commercial comprenant 20 ZACOM délimitées à la parcelle. La carte ci-après permet de croiser les enjeux environnementaux du territoire avec la localisation des ZACOM (point orange). Situées majoritairement le long des grands axes routiers du territoire, au sein de zones d'activités existantes, La majorité de ces sites ne présente pas d'enjeux environnementaux majeurs. Seuls 3 ZACOM situées sur les communes de Saint-Quay-Portrieux et Etables-sur-Mer présentent une sensibilité particulière

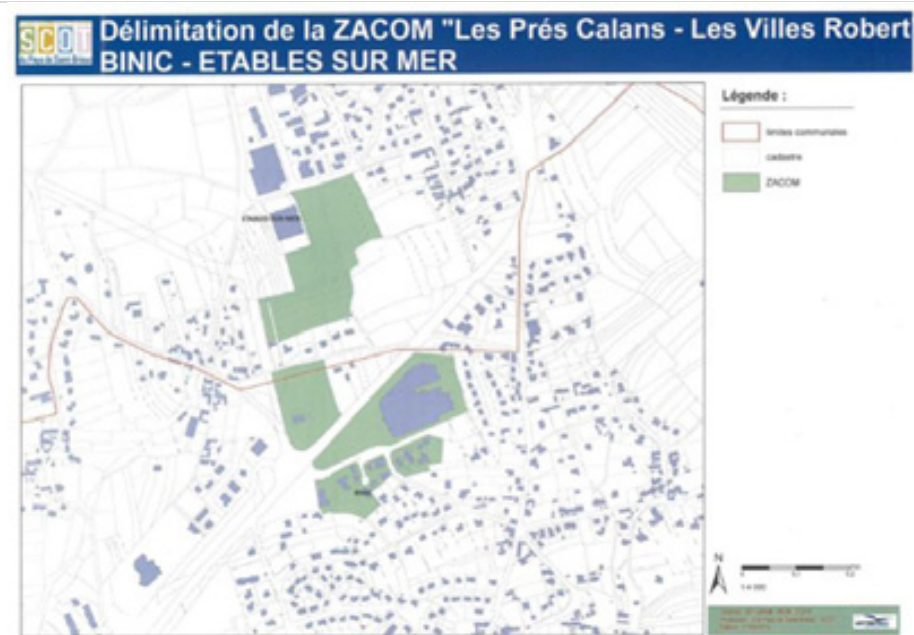
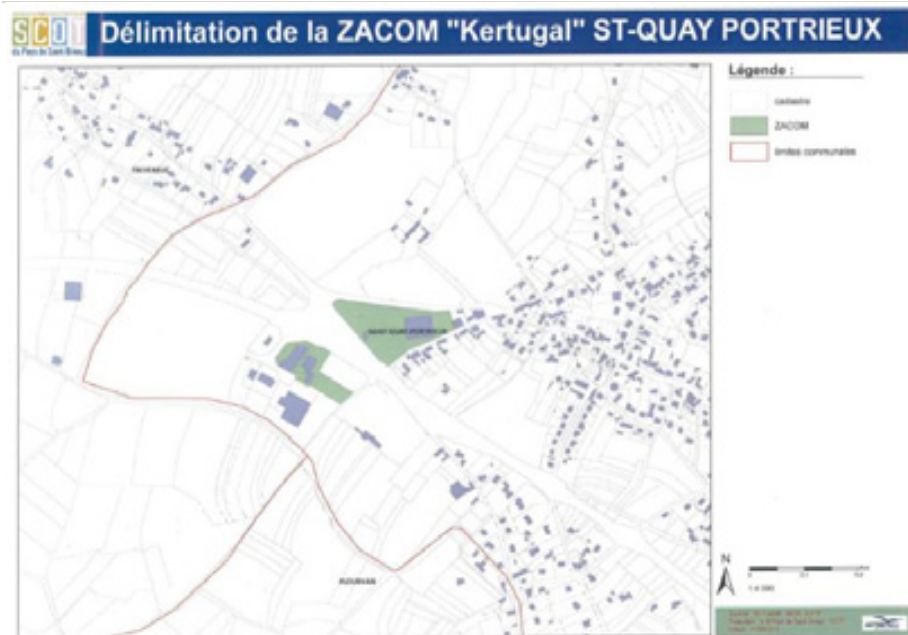


Localisation des ZACOM selon les enjeux environnementaux

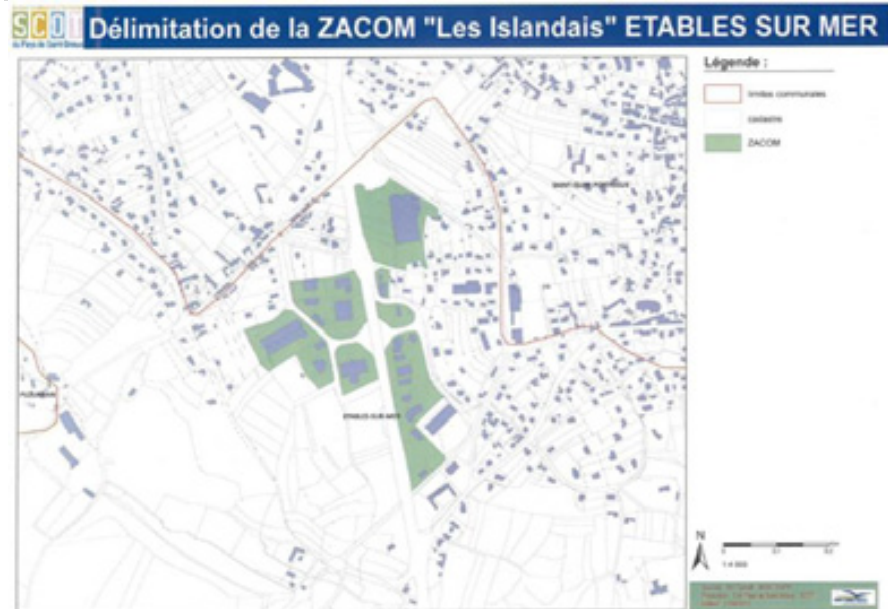


Cet extrait de la carte permet de mettre en évidence l'enjeu sur ces 3 sites. En effet, les ZACOM « Kertugal », « Les Islandais » et « Près Calans – Villes Robert » sont concernées par la ZNIEFF de type 2 « Falaises de Plouha ».

Ci-dessous figurent la délimitation précise de ces ZACOM, issue de l'annexe du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoT.







Ces 3 ZACOM situées sur des zones d'activités existantes appartiennent à un tissu urbain parfois dense, le long d'un axe routier structurant (RD 700). De plus, la délimitation des sites sur la photo-aérienne montre que seul la ZACOM des « Prés Calans » prévoit une extension significative, sur des parcelles cultivées.

Il conviendra donc de porter une attention particulière sur ces sites lors de la mise en œuvre de projet, notamment sur la présence potentielle des habitats pour lesquels la ZNIEFF a été désignée (« côtes rocheuses et falaises maritimes », « landes, fruticées, pelouses et prairies »).



## V. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 DU SCOT DU PAYS SAINT BRIEUC

### V.1. Le réseau Natura 2000 et le SCoT

#### 1. Législation en vigueur

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels créé par la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 dite directive « Habitats / faune / flore » avec pour objectif de préserver des espèces et de conserver des milieux d'intérêt communautaire tout en tenant compte des activités humaines et des pratiques qui ont permis de les sauvegarder jusqu'à ce jour. La directive « Habitat / faune / flore » vient compléter la directive 2009/147/EC, dite directive « Oiseaux ». Les sites du réseau Natura 2000 sont proposés par les Etats membres de l'Union européenne sur la base de critères et de listes de milieux naturels et d'espèces de faune et de flore inscrits en annexes des directives. La directive européenne a été transposée dans le droit français en introduisant les articles L.414-1 à L.414-7 du code de l'environnement. Le réseau Natura 2000 comprend deux types de sites :

Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs.

Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

Par ailleurs, l'article 6 de la directive « Habitat / Faune / Flore » introduit la notion d'évaluation des « incidences » Natura 2000 pour les plans et programmes. En effet, *« tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative, individuellement ou en conjonction avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site »*. Les conclusions émises par l'évaluation environnementale sont soumises aux autorités

nationales compétentes qui marquent leur accord sur le plan ou projet après s'être assuré qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site.

Dans ce cadre-là, le code de l'environnement intègre l'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences Natura 2000 aux plans et programmes désignés dans l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Les dispositions régissant l'évaluation des incidences Natura 2000 sont explicitées dans les articles R. 414-19 et suivants du code de l'environnement. Le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est lui-même précisé dans l'article R.414-21.

L'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 sont donc conduites conjointement. Il s'agit en fait d'approfondir l'évaluation environnementale, plus globale, en fonction des enjeux spécifiques liés aux espèces animales et végétales et habitats d'intérêt communautaire qui ont présidé à la désignation des sites Natura 2000.

#### 2. Caractéristiques du réseau Natura 2000 sur le territoire

Le Pays de Saint Briec est concerné par un Site d'Importance Communautaire (SIC) (futur ZSC) et trois Zones Spéciales de Conservation (ZSC) au titre de la directive « Habitat ».

Ce réseau est complété par deux Zones de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive « Oiseaux ».

- Sur la limite nord-est du Pays de St Briec, la ZSC FR5300011 et la ZPS FR5310095 « **Cap d'Erquy – cap Fréhel** » s'étendent sur la partie nord de la commune d'Erquy ;
- le SIC FR5300066 et la ZPS FR5300066 « **Baie de Saint-Brieuc est** » intéressent les parties côtières d'Erquy, Pléneuf-Val-André, Planguenoual, Hillion, Saint-Brieuc. Plus largement la SIC s'étend aussi sur les communes de Plérin, Saint-Donan, Plaine haute et Ploufragan. Cette partie plus terrestre a été intégrée au site en 2005 et correspond aux rives de Gouët (fond de l'étang du barrage de Saint-Barthélémy).

Ces deux zonages sont principalement marins (97% de surface marine) et s'étendent sur le littoral des communes concernées.

Les zonages Natura 2000 uniquement terrestre sont constitués de deux ZSC :

- À l'est du territoire, la commune de Lamballe abrite la ZSC FR5300036, « **landes de la poterie** »;
- au sud -ouest du territoire, les communes de Saint-Bihy, La Harmoye, Lanfains et L'Hermitage-Lorge chevauchent la ZSC FR5300037 « **Forêt de Lorge, landes de Lanfains, cîme de Kerchouan** ».

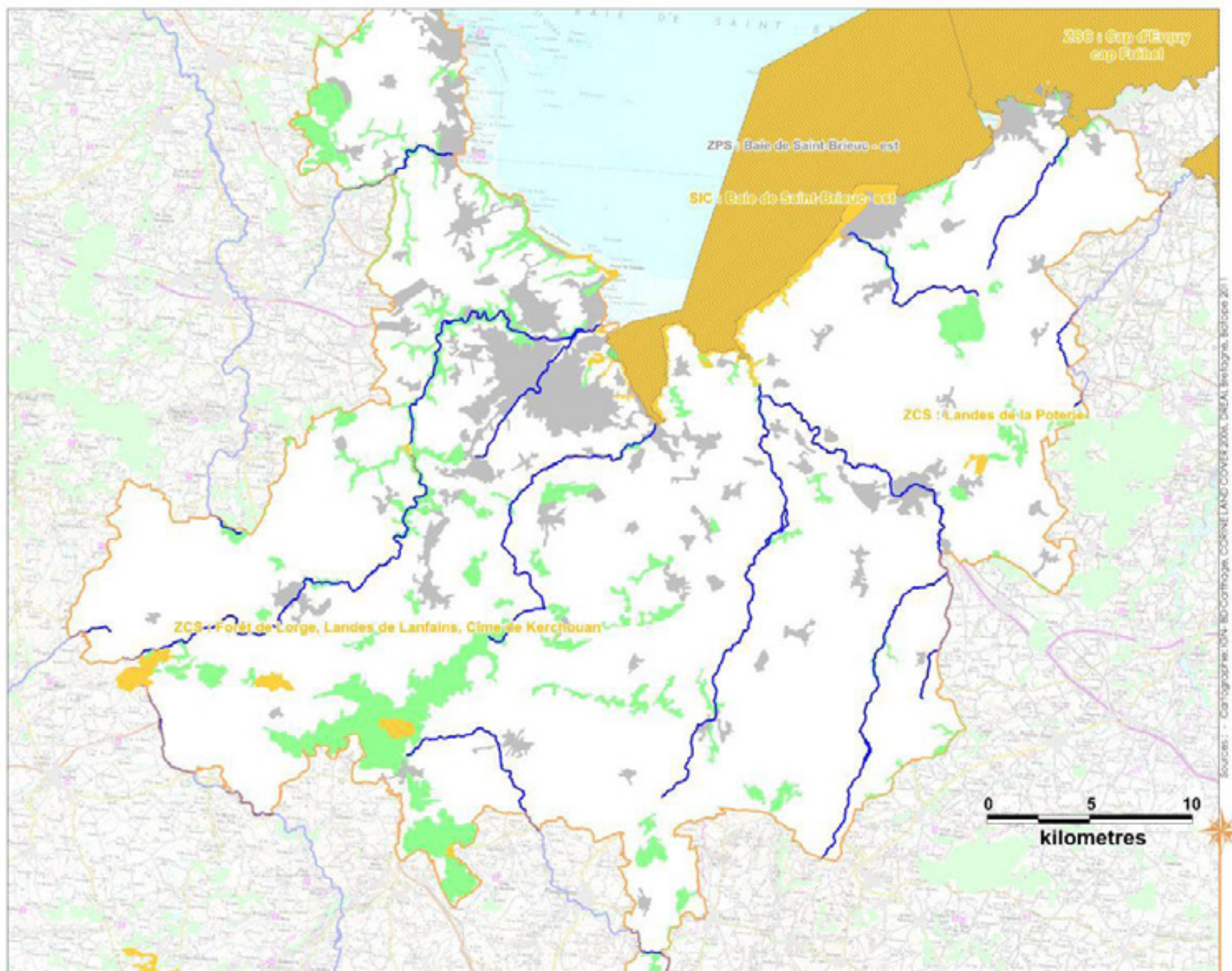
Les sites « Cap-d'Erquy- cap Fréhel » et « Landes des poteries » ont fait l'objet de Documents d'Objectifs (DOCOB).

Les sites Natura 2000 du SCoT de St Brieuc				
Code	Nom	Superficie (ha)	Milieu dominant	Communes concernées
FR5310050				noual, Pléneuf-Val-André, Saint-Brieuc, Yffiniac

Tableau: Caractéristiques des sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 du SCoT de St Brieuc				
Code	Nom	Superficie (ha)	Milieu dominant	Communes concernées
ZSC FR5300036	Landes de la Poterie	60	Landes	Lamballe, Maroué, Poterie, Saint-Aaron, Trégomar
ZSC FR5300037	Forêt de Lorge, Landes de Lanfains, Cîme de Kerchouan	507	Bois et landes	Gausson, Harmoye, Haut-Corlay, Hermitage-Lorge, Lanfains, Saint-Bihy, Vieux-Bourg
ZSC FR5300011 ZPS FR5310095	Cap d'Erquy-cap Fréhel	ZSC : 55 870 ZPS : 40 434	Littoral et marin	ZSC : Erquy, Fréhel, Plurien ZPS : Erquy, Fréhel, Matignon, Notre-Dame-du-Guildo, Pléboulle, Plévenon, Plurien, Saint-Cast-le-Guildo
SIC FR5300066 ZPS	Baie de Saint-Brieuc - Est	ZSC : 14 391 ZPS : 13 487	Littoral et marin	SIC : en cours de validation ZPS : Erquy, Hillion, Langueux, Morieux, Planguen





## Légende

- Limite du Pays de Saint-Brieuc
- Zone urbanisée
- Cours d'eau principaux
- Zone boisée
- Zone spéciale de conservation (ZSC)
- Zone de protection spéciale (ZPS)

Sources : - Cartographie : IGN, BD Carthage, CORINE LAND COVER 2006, DREAL Bretagne, biotope 2011

### 3. Rappel des grandes orientations du SCoT

L'évaluation d'incidence Natura 2000 porte sur deux documents constitutifs de base du SCoT qui portent les ambitions et les projets du territoire à long terme : le PADD et le DOO.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT de Saint Brieuc a pour vocation de porter la stratégie territoriale partagée par l'ensemble des collectivités. Quatre grands axes stratégiques de développement ont été retenus dans le PADD et sont récapitulés dans la figure 1 et 2. Le PADD a fixé les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements de personnes et de marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), quant à lui, est la déclinaison opérationnelle du PADD. Les projets inscrits au DOO seront repris sous forme de carte pour définir les incidences possibles sur les sites Natura 2000.

Au titre de l'évaluation d'incidence Natura 2000, il s'agit de repérer les enjeux de développement qui concernent les sites Natura 2000 et d'évaluer l'incidence potentielle positive ou négative du SCoT.



Figure 1 : Axes de développements du PADD





## Evaluation des incidences Natura 2000

Comme le souligne les textes législatifs et les fiches référentes du Commissariat général au développement durable<sup>1</sup>, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne porte pas sur les effets du projet sur l'environnement dans son ensemble. Elle est ciblée sur l'analyse de ses effets sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire faisant objet de la désignation des sites Natura 2000.

Les incidences sont mesurées sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

- La destruction ou dégradation d'habitats s'évalue sur les sites de repos des espèces, les sites de reproduction et de nourrissage. La déstructuration d'un habitat peut engendrer une incapacité du milieu à supporter les espèces et les communautés écologiques qui y vivent et par conséquent une diminution ou extinction probable des espèces. L'habitat peut être modifié par de nombreuses activités humaines directement ou indirectement via les pollutions, fragmentation du territoire, changement climatique, introduction d'espèces invasives, etc.
- La destruction d'espèce comprend le fait de porter atteinte aux individus adultes et juvéniles, aux pontes et aux semences. La faible intervention sur leur habitat constitue une précaution efficace à leur préservation.

L'évaluation des incidences Natura 2000 du SCoT du Pays de Saint Brieuc s'attèlera à reprendre les caractéristiques des sites Natura 2000 (d'après les DOCOB, les fiches Natura 2000 de la DREAL Bretagne et le Formulaire Standard de données FSD), d'afficher leurs objectifs en terme de gestion et de conservation pour conclure sur les incidences prévisibles de chaque site au regard des intentions affichées par le SCoT.

<sup>1</sup> Commissariat général au développement durable – Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, Fiche 4 : l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme en présence de sites Natura 2000, Décembre 2011

## V.2. ZPS FR5310095 « Caps d'Erquy et Fréhel »

### 1. Caractéristiques du site

Côte littorale au nord-est de Saint Brieuc, cette ZPS présente un intérêt avéré pour l'avifaune en termes de représentativité et de qualité de milieu qui sert notamment de site de reproduction pour le Pingouin torda. Ce site est d'une richesse faunistique, floristique et paysagère exceptionnelle. Les habitats naturels sont principalement représentés par des massifs dunaires, les coteaux de l'estuaire de l'Islet, des marais dont le marais des sables d'or, des falaises et îlots rocheux, des landes littorales.

La surface continentale et maritime totalise environ 4050 hectares :

- le Domaine Public Maritime couvre 3079 hectares soit 76 % de la surface totale de la ZPS.
- le domaine terrestre couvre 972 hectares, soit 24 % de la surface totale de la ZPS.

Le périmètre Natura 2000 couvre le territoire de 3 communes (Fréhel, Plurien, Erquy), avec une superficie variable d'une commune à l'autre.

Habitats et espèces justifiant la désignation (d'après le FSD)	
<p><b>Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE justifiant la désignation :</b> Fulmarus glacialis, Morus bassanus, Morus bassanus, Phalacrocorax carbo, Phalacrocorax aristotelis, Branta bernicla, Falco peregrinus, Haematopus ostralegus, Haematopus ostralegus, Charadrius hiaticula, Calidris alpina, Tringa tetanus, Larus fuscus, Larus argentatus, Larus marinus, Rissa tridactyla, Uria aalge, Alca torda, Caprimulgus europaeus, Sylvia undata, Puffinus puffinus mauretanicus</p>	
Activités socio-économiques	Etat de conservation
- Pratique agricole	Le site fait état de nombreuses dégradations des massifs dunaires et

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pêche professionnelle, conchyliculture</li> <li>- Carrière</li> <li>- Extraction de Maërl</li> <li>- Camping</li> <li>- Sapinière</li> <li>- Apiculture</li> <li>- Sylviculture</li> <li>- Activités de loisirs : nautisme, randonnées, pêche à pied, escalade, plongée</li> </ul>	<p>hauts de falaise du principalement aux piétinements, accueil des touristes mais également à l'artificialisation des terres et plantations de résineux.</p> <p>L'enjeu de préservation réside dans la conservation de l'habitat favorable à l'avifaune. Par ailleurs, un intérêt particulier sera à apporter à la préservation des bancs de maërl de l'îlot St Michel.</p>
---	--

### Objectifs de conservation (DOCOB)

Proposition faite pour la réalisation du DOCOB

- Maintien et restauration des populations d'oiseaux en lien avec la préservation des habitats, de leur tranquillité et des ressources.
- Suivi et gestion des ressources alimentaires.
- Suivi de la qualité des eaux et de la problématique de bassin versant : le lien terre-mer oblige à une démarche intégrée concernant la politique de l'eau que le document d'objectifs reprendra mais qui repose sur d'autres instruments réglementaires que Natura 2000.
- Développement de suivis scientifiques à une échelle pertinente, tant en termes d'espèces qu'en termes de relation espèces/habitats.
- Sensibilisation à une échelle élargie et ciblée de la richesse avifaunistique du territoire, des problématiques associées et des problèmes de partage de l'espace, notamment auprès des conchyliculteurs.
- Veille et interventions appropriées en cas de pollution par hydrocarbures

## 2. Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCoT

### Volontés affichées du SCoT

- Le secteur d'Erquy est inscrit dans le secteur littoral Est du DOO qui prescrit une diversification des fonctions du site afin d'éviter la monospécification des territoires.
- Les pôles littoraux sont également concernés par une densification de l'urbanisation avec un seuil à 25 logements à l'hectare.

### Bilan des incidences

Au regard des axes de développements fixés par le PADD et des projets émis par le DOO, le SCoT n'affecte pas la bonne fonctionnalité du milieu et participe à la diversification des activités du site. En effet, une diversification des activités entretient aussi une pluralité d'habitats et favorise ainsi la biodiversité.

Le SCoT participe également à la protection du site en affichant une densification du pôle littoral d'Erquy évitant ainsi une consommation foncière du littoral.





fruticosi)

2110 : Dunes mobiles embryonnaires

2120 : Dunes mobiles du cordon littoral à *Ammophila arenaria* (dunes blanches)

2130 : Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)

2180 : Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale

2190 : Dépressions humides intradunaires

3130 : Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des *Littorelletea uniflorae* et/ou des *Isoeto-Nanojuncetea*

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de l'*Hydrocharition*

4030 : Landes sèches européennes

8330 : Grottes marines submergées ou semi-submergées

9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*

**Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE justifiant la désignation SIC :** *Rhinolophus hipposideros*, *Rhinolophus ferrumequinum*, *Barbastella barbastellus*, *Myotis bechsteini*, *Tursiops truncatus*, *Phocoena phocoena*, *Lutra lutra*, *Halichoerus grypus*, *Rumex rupestris*, *Coleanthus subtilis*

#### Activités socio-économiques

#### Etat de conservation

- Pêche professionnelle

- Myticulture

- Pâturage

- Activités sportives et de loisirs (équitation, sports de plage, randonnée)

Le site est fortement soumis à la pression des activités de loisirs qui perturbent l'avifaune et portent atteinte aux milieux fragiles, notamment aux dunes.

La fragilité du site réside donc dans la forte pression humaine et les différentes activités qui s'accumulent et fragilisent le fonctionnement du site.

#### Objectifs de conservation (DOCOB)

Objectif A : Maintenir en bon état de conservation ou restaurer les habitats

Objectif B : Conserver et gérer les habitats d'espèces

Objectif C : Informer et sensibiliser à la préservation des habitats naturels et des espèces

## 2. Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCoT

### Volontés affichées du SCoT

- Le SCoT prévoit une centralisation des équipements et une densification de l'existant.
- Les documents locaux devront également prendre en compte les spécificités du territoire briochin : paysage de la vallée, sensibilité du littoral, etc)
- L'agglomération de Saint Brieuc est concernée par une densification de 35 logements à l'hectare.

### Bilan des incidences

Le SCoT affiche un enjeu fort autour de pôle central de Saint Brieuc en termes de développement et d'intensification des réseaux. Une attention particulière devra être portée sur les incidences indirectes que peut engendrer un pôle urbain d'une ampleur telle que St Brieuc : pollutions, nuisance visuelle et sonore, artificialisation des territoires, etc.

Toutefois, les projets prennent en considération les spécificités du territoire notamment les sensibilités fortes du littoral en terme paysager et de biodiversité. L'axe 3 du PADD souligne également l'importance de préserver le littoral briochin ce qui va dans le sens des objectifs affichés par le DOCOB du site.

## V.4. Le site des landes de la Poterie : ZSC FR5300036

### 1. Caractéristiques du site

L'arrière-pays recèle aussi des sites de grand intérêt comme celui des landes de la Poterie sur la commune de Lamballe.

Autrefois exploitées pour l'extraction d'argile, ce site est composé malgré sa surface réduite, de plusieurs milieux d'intérêt imbriqués les uns aux autres. Les habitats les plus remarquables sont les tourbières, les landes humides à Bruyère à quatre angles, les landes mésophiles à Bruyère ciliée et les landes sèches à Bruyère ciliées et Callune.

Les 60 hectares de la ZSC abritent des espèces végétales d'intérêt communautaires comme le Flûteau nageant (*Luronium natans*) ou des espèces animales comme le Triton crêté (*Triturus cristatus*) visées par l'annexe II de la directive Habitat.

Deux espèces d'intérêt patrimonial sont également remarquables (liste rouge nationale), le Triton de Blasius (*Triturus x blasii*) et le Sympetrum noir (*Sympetrum danae*).



Le Triton crêté (photo : Biotope)

#### Habitats et espèces justifiant la désignation (d'après le FSD)

##### Habitats inscrits à l'annexe I de la directive habitats 92/43/CEE

3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (*Littorelletalia uniflorae*)  
 4020 : Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix*  
 4030 : Landes sèches européennes  
 6410 : Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)  
 7230 : Tourbières basses alcalines

##### Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE : *Triturus cristatus*, *Luronium natans*

Activités socio-économiques	Etat de conservation
<p>- Jusqu'au milieu du XXème siècle, les potiers extrayaient sur leurs landes l'argile nécessaire à leur ouvrage (création de mares pour l'exploitation d'argile, fauche et mise en pâturage).</p> <p>- Abandon des activités humaines aujourd'hui</p>	<p>Problématiques autour des mares qui sont asséchées et comblées aux dépens de populations d'amphibiens, des libellules et des espèces végétales aquatiques.</p> <p>L'habitat de landes, riche en biodiversité, est menacé par le développement d'une végétation arborée moins riche (pins, saules).</p> <p>L'extension des lisières type ronces et fougères provoque une uniformisation et une banalisation de la végétation du site.</p>
Objectifs de conservation (DOCOB)	
Données non disponibles	

## 2. Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCoT

### Volontés affichées du SCoT

- Les landes de la Poterie font partie du pôle secondaire de Lamballe défini par le SCoT.
- Ce pôle vient renforcer celui de St Brieuc en prévoyant une densification du centre aggloméré à 30 logements à l'hectare et une centralisation des activités et services.

### Bilan des incidences

Le pôle secondaire de Lamballe est voué à devenir un pôle dynamique et structuré pour soutenir le développement de Saint Brieuc. Le site Natura 2000 n'est toutefois pas concerné par ces projets qui se concentrent dans le cœur de Lamballe.

Une réflexion particulière devra toutefois être menée sur chaque projet du pôle de Lamballe ayant des impacts indirects (pollutions) et paysagers.

Une attention devra également être maintenue sur le site d'un point de vue paysager et écologique afin de conserver le caractère « ouvert » de ces milieux de landes qui demandent un entretien et une gestion particulière.

Le SCoT participe par ailleurs à la bonne conservation du site avec l'axe 3 de développement du PADD qui vise à respecter les équilibres environnementaux.

## V.5. Le site de la forêt de Lorge, landes de Lanfains, cîme de Kerchouan

### 1. Caractéristiques du site

Le site de 507 hectares est caractérisé par un complexe de landes sèches sur sol superficiel, landes humides tourbeuses (habitat prioritaire), de tourbières et d'hêtraie (notamment hêtraie de l'Asperulo-Fagetum).

Onze habitats d'intérêt communautaire sont présents sur ce site et une espèce animale est citée en annexe II, l'Ecaïlle chinée (*Euplagia quadripunctaria*)

Plusieurs espèces d'intérêt patrimonial comme les Drosera (*Drosera intermedia* et *rotundifolia*), le Triton marbré (*Triturus marmoratus*) sont présentes sur le site...



L'écaille Chinée (photo : Biotope)



La Drosera intermédiaire (photo : Biotope)

#### Habitats et espèces justifiant la désignation (d'après le FSD)

##### Habitats inscrits à l'annexe I de la directive habitats 92/43/CEE

3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae)  
 4020 : Landes humides atlantiques tempérées à Erica ciliaris et Erica tetralix  
 4030 : Landes sèches européennes  
 6410 : Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)  
 6430 : Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin  
 7110 : Tourbières hautes actives  
 7120 : Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle  
 7140 : Tourbières de transition et tremblantes  
 7150 : Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion  
 9120 : Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)

9130 : Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum

Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE : Euplagia quadripunctaria

Activités socio-économiques	Etat de conservation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture</li> <li>- Sylviculture</li> <li>- Activités industrielles</li> <li>- Activités de loisirs (chasse et pêche)</li> </ul>	<p>Cet habitat nécessite un entretien voir une restauration des secteurs de landes.</p> <p>Une progression des plantations notamment des résineux pourrait porter atteinte au secteur des cîmes de Kerchouan</p>
Objectifs de conservation (DOCOB)	
<p>DOCOB non disponible. Toutefois ce site requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un entretien approprié (fauche)</li> <li>- la restauration de certains milieux (landes),</li> <li>- le maintien du fonctionnement hydrologique naturel en amont et au sein des milieux tourbeux</li> </ul>	

### 2. Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCoT

#### Volontés affichées du SCoT

- Ce secteur est qualifié de zone rurale ouest par le SCoT.
- Le SCoT prévoit une densité de 15 logements à l'hectare pour les secteurs ruraux.
- Les projets menés seront en concordance avec les spécificités rurales des sites (qualité paysagère, vocation agricole des sites, etc).

#### Bilan des incidences

Le site Natura 2000 fait partie d'une zone rurale qui ne manifeste pas d'aménagement spécifique ou de projet pouvant porter atteinte à la fonctionnalité du site. Le SCoT favorise par ailleurs le maintien de cette zone à travers son axe 3 de développement précédemment cité.

## V.6. Le SCoT et le projet de parc éolien en mer

Le projet de parc éolien en mer en baie de Saint-Brieuc soulève des enjeux environnementaux complexes. En effet, ce projet de grande ampleur est mené sur un milieu fragile avec une flore et une faune qui lui sont propres et des caractéristiques biologique, halieutique et morpho-sédimentaire particulières.

### Le SCoT et le projet éolien en mer

L'espace maritime du territoire du SCoT du Pays de Saint-Brieuc lui confère dynamisme et attractivité, mais cet espace doit également pouvoir concilier le maintien et le développement des activités avec la préservation de l'environnement. Le SCoT du Pays de Saint-Brieuc souligne d'ailleurs cette double responsabilité vis-à-vis du projet de parc éolien à travers ses axes de développement et d'objectifs :

Axe 2 : Créer des conditions de développement économique valorisant les ressources du territoire

A travers l'objectif de « Valoriser la fonction économique de l'espace maritime et littoral tout en assurant sa préservation »

Axe 3 : Respecter les équilibres environnementaux du territoire

Ainsi, le SCoT du Pays de Saint-Brieuc mesure très justement les enjeux en termes de développement qu'induit un parc éolien tout en identifiant les impacts potentiels de ce type de projet sur le milieu marin et la ressource halieutique notamment.

### Un écosystème marin remarquable et protégé

Une grande partie de la baie est aujourd'hui protégée : proximité de sites Natura 2000 notamment (Cap d'Erquy-cap Fréhel, Baie de St-Brieuc), le projet de parc naturel marin du Golfe Normand-breton et le fond de la baie qui est une réserve naturelle d'intérêt national auxquelles s'ajoutent des mesures particulières pour la conservation de la ressource halieutique comme la coquille Saint-Jacques.

Au-delà des avantages et retombées positives de ce projet sur diverses thématiques, les impacts environnementaux et paysagers sont non négligeables, étant donné l'implantation et l'importance du futur parc (cf tableau).

Thèmes liés à l'environnement	Impacts potentiels en phase de travaux et/ou d'exploitation
<b><u>Milieu physique</u></b> (vents, climatologie, géologie, bathymétrie, données océanographiques, nature des fonds)	Arasement des fonds, excavation, modification de la distribution des sédiments, étouffement des fonds, turbidité accentuée
<b><u>Qualité du milieu</u></b> (pollution des sédiments, qualité de l'eau de mer, qualité de l'air, niveaux sonores)	Nuisances : pressions, bruits, vibration, pollution (engins, matériaux)
<b><u>Ecosystèmes</u></b> Marin : ressource halieutique Végétations benthiques Poissons Mammifères marins	Dérangement, perte d'habitat (aire de repos/alimentation), mortalité





## V.7. Bilan des incidences du SCoT sur Natura 2000

A travers le renforcement des pôles urbains au niveau de l'habitat, les équipements et les services à la population, le PADD et le DOO traduisent la volonté du territoire de développer de manière intelligente et durable l'urbanisation en privilégiant notamment les principes du renouvellement urbain, en favorisant un urbanisme économe en espace, en énergie et respectueux des sites.

Par ailleurs, il est important de souligner que l'identification de la Trame verte et bleue aura une incidence positive sur le fonctionnement des écosystèmes et évitera l'isolation des habitats, source reconnue de perte de la biodiversité.

La préservation des espaces à forte valeur écologique se décline par les prescriptions suivantes : « les documents d'urbanisme devront préserver les réservoirs de biodiversité identifiés dans la trame verte et bleue du SCoT de toute urbanisation afin d'assurer l'accomplissement du cycle de vie des espèces de faune et de flore qui y vivent ». Le SCoT de St Brieuc remplit ces conditions puisque l'ensemble du réseau Natura 2000 notamment est intégré aux réservoirs de biodiversité principaux donc préservé d'urbanisation.

De plus, le DOO intègre pleinement le réseau Natura 2000 notamment dans **l'axe 3 : « respecter les équilibres environnementaux du territoire »** (cf encadré).

### III.1 - Préserver les richesses écologiques du territoire

1. Préserver les espaces à forte valeur écologique : les réservoirs de biodiversité
2. Garantir la fonctionnalité des corridors écologiques
3. Assurer la plurifonctionnalité de la trame verte et bleue en évitant les conflits d'usage

Ces orientations assurent non seulement la protection des éléments naturels qui jouent un rôle important dans la qualité de l'eau, des sols et dans le maintien de la biodiversité mais également la garantie d'un territoire attractif conjuguant développement et respect des ressources.

Ainsi, malgré la pression touristique et urbanistique non négligeable sur le littoral et en dépit des problématiques de déprise agricole ou d'expansion des espèces invasives, le SCoT constitue une planification forte du territoire et inclut une prise en compte des espaces naturels à enjeux dans documents d'urbanisme locaux.

Cette évaluation a fait état des incidences potentielles du SCoT sur les sites Natura 2000. La nature des futurs projets proposés dans le SCoT et la localisation de ces aménagements ne semblent pas entacher les objectifs de conservation des sites dans le respect des axes de développement et objectifs du SCoT. Toutefois, tout projet pouvant avoir des effets directs ou indirects sur les habitats et espèces d'intérêt communautaires qui ont justifié de la désignation du site Natura 2000, devra faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences.

La force du document de planification du territoire qu'est le SCoT garantit un certain respect des caractéristiques des sites Natura 2000 et participe à la bonne gestion et conservation de ces derniers.

## VI. INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

En application de l'article 122-13 du Code de l'Urbanisme, qui stipule que six ans au plus tard après la délibération portant approbation du Schéma de Cohérence Territoriale, l'établissement public procède à une analyse des résultats de l'application du schéma en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète.

L'évaluation du Schéma de Cohérence Territoriale présente une double dimension :

- quantitative, en mesurant les effets de son application notamment par la mise en œuvre d'indicateurs de suivi. Il s'agit de comparer les résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre.
- qualitative, en jugeant de la pertinence des orientations générales du SCOT et en mettant en évidence les évolutions à donner à ces orientations.

L'évaluation ne peut être facilement et correctement réalisée que s'il y a eu au préalable un suivi rigoureux. En effet, l'évaluation s'effectue en s'appuyant sur l'exploitation des informations générées par les instruments mis en place par le système de suivi du projet et les résultats obtenus par le système d'évaluation auront une forte corrélation avec ceux du système de suivi. Dans ce sens, le suivi est un outil au service de l'évaluation, interne, mixte ou externe.

A cette fin, le présent chapitre identifie les indicateurs de suivi de mise en œuvre du SCOT.

Un indicateur est une donnée quantitative ou un ensemble de données permettant de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux), une action ou les effets d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer, à leur état, à différentes dates.

Un indicateur pertinent permet d'établir un lien de causalité direct et certain entre un phénomène observé et le document d'urbanisme qu'il s'agit d'évaluer. Il doit aussi être raisonnablement simple à mettre en œuvre, et suffisamment bien défini.

Une réflexion scientifique et critique peut être utile sur les indicateurs que l'on souhaite utiliser. A titre d'exemple, il convient de faire attention à la notion d' « espèce indicatrice »<sup>2</sup>, dont les fluctuations d'effectifs ou de distribution peuvent n'avoir aucun rapport avec la politique qu'il s'agit d'évaluer.

En outre, les indicateurs objectifs, reposant essentiellement sur des chiffres, sont peu adaptés à un thème subjectif comme le paysage, pour lequel le recours à l'enquête peut en revanche être une excellente solution. Enfin, l'existence de mesures de protection n'est pas en elle-même un indicateur de qualité de l'environnement; elle est avant tout un indicateur de l'effort consenti par les pouvoirs publics pour prévenir ou régler des problèmes d'environnement ou d'aménagement du territoire.

---

<sup>2</sup> Une espèce indicatrice qualifie un organisme dont la présence fournit de l'information sur la condition totale de l'écosystème et sur les autres espèces de cet écosystème

**THEME 1 : POPULATION**

## 1.1 &gt; poids démographique du Pays de Saint Brieuc

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre d'habitants	INSEE	181 107 habitants en 1999 195 681 habitants en 2008
Taux de croissance annuel moyen TCAM	INSEE	+0.86 % entre 1999 et 2008
Indice de jeunesse (et pyramide des âges)	INSEE	0.96 en 2008

## 1.2 &gt; répartition géographique et densité de population

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Part du nombre d'habitants des pôles dans la population totale	INSEE	46% : Pôle Saint-Brieuc - Plérin - Ploufragan – Tréguen – Langueux – Yffiniac et communes associées 6% : Pôle Lamballe (ville) 4% : Pôle littoral Est : Erquy – Pléneuf-Val-André 5% : Pôle littoral Ouest : Binic – Etables sur Mer – Saint-Quay Portrieux 3% : Pôle rural Sud-Ouest : Quintin – Saint-Brandan 7% : Pôles ruraux Sud-Est : Plaintel – Ploeuc sur Lié – Quessoy – Moncontour - Trédaniel
Nombre d'habitants par km <sup>2</sup>	INSEE	168 habitants par km <sup>2</sup> en 2008

## 1.3 &gt; taille des ménages

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de ménages	INSEE	88 043 ménages en 2009
Nombre moyen de personnes par ménage	INSEE	2.3 personnes par ménage en 2008

**THEME 2 : HABITAT**

## 2.1 &gt; structure et diversité du parc de logements

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de logements total par EPCI	Sit@del2 INSEE	105 615 logements en 2008 répartis : 53% sur Saint-Brieuc Agglomération 12% sur Lamballe Communauté 12% sur la CDC Côte de Penthièvre 10% sur la CDC Sud Goëlo 5% sur la CDC Pays de Moncontour 5% sur Quintin Communauté 3% sur Centre Armor Puissance 4
Nombre de résidences principales, de résidences secondaires et de logements vacants par EPCI	Sit@del2 INSEE	Structure du parc de logements en 2008 : 82% de résidences principales 12% de résidences secondaires 6% de logements vacants
Nombre de logements locatifs sociaux par EPCI	Sit@del2 INSEE	8 093 logements locatifs sociaux en 2011 - 9,4% du parc de logements, répartis : 81.8% sur Saint-Brieuc Agglomération 7% sur Lamballe Communauté 1.9% sur la CDC Côte de Penthièvre 4.7% sur la CDC Sud Goëlo 0.6% sur la CDC Pays de Moncontour 2.8% sur Quintin Communauté 1.2% sur Centre Armor Puissance 4

## 2.2 &gt; dynamique de construction et typologie des logements neufs

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de logements neufs « commencés » par an par EPCI	Sit@del2	1 783 logements commencés (moyenne annuelle entre 1999 et 2008) dont : 49% sur Saint-Brieuc Agglomération 16% sur Lamballe Communauté 13% sur la CDC Côte de Penthièvre 11% sur la CDC Sud Goëlo 4% sur la CDC Pays de Moncontour 4% sur Quintin Communauté 3% sur Centre Armor Puissance 4  Dynamique de construction entre 1999 et 2008 : +14.2%
Typologie des logements neufs « commencés » par an	Sit@del2	en 2008 Résidence : 158 Collectifs : 444 Individuels groupés : 196 Individuels purs : 983

## 2.3 &gt; politiques locales de l'habitat

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de PLH (programme local de l'habitat)	EPCI	4 PLH : Saint-Brieuc Agglomération (2012-2017) Côte de Penthièvre (2001-2009) Lamballe Communauté (2005-2012) Sud Goëlo (2005-2012)

## 2.4 &gt; programmes de rénovation du parc de logements

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre d'OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) Nombre de PIG (programme d'intérêt général)	EPCI Communes ANAH ADIL 22	1 OPAH sur CDC Côte de Penthièvre (2011) 1 OPAH sur CDC Pays de Moncontour (2010) 1 OPAH sur Saint-Brieuc Agglomération 1 PIG sur Lamballe Communauté (2012-2013)
Autres programmes de rénovation des logements	EPCI Communes ALE ANAH	« Vir'Volt Ma Maison » (Pays de Saint-Brieuc/ALE) « Renov'action » (Saint-Brieuc Agglomération) « Habiter Mieux » (ANAH) « Programme ANRU » Ville de Saint-Brieuc

**THEME 3 : TRANSPORT ET DEPLACEMENTS**

## 3.1 &gt; modes de déplacements

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Répartition des déplacements par mode de transport	INSEE	En 2000 : 59% voitures particulières 9% transports collectifs 3% deux-roues 27% marche à pied
Taux d'utilisation des modes de transport par motif (travail, loisirs, scolaires, achats...)	INSEE	2008 : Voiture = 75% des déplacements liés au travail
Nombre d'abonnements aux transports en commun par type de transport (train, bus, TAD)	CR Bretagne CG 22 EPCI	

## 3.2 &gt; offre en déplacements alternatifs à la voiture et inter-modalité

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre d'itinéraires cyclables	Communes EPCI CG 22	415 kms en 2011 Vélo-route voies vertes Schéma de directeur cyclable de Saint-Brieuc Agglomération Autres itinéraires et pistes cyclables
Nombre d'itinéraires inscrits au PDIPR (plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée)	CG 22	
Nombre de parkings relais et d'aires de covoiturage aménagés	CG 22 Communes EPCI	19 en 2012
Taux d'occupation des parkings relais et des aires de covoiturage	CG 22	

Nombre et type de projets améliorant l'inter-modalité autour des points de mobilité (dont gares)	Communes EPCI CG 22	
Taux d'occupation des espaces de stationnement dans le cadre du projet de PEM (pôle d'échanges multimodal)	Ville de Saint-Brieuc Saint-Brieuc Agglomération	
Taux d'abonnement aux places de stationnement du PEM	Ville de Saint-Brieuc Saint-Brieuc Agglomération	
Nombre d'actions innovantes mises en place en faveur des déplacements doux	Communes EPCI CG 22 Côtes d'Armor Développement	Schéma vélo départemental (2004) Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération (2006 - 2016) Plan de Déplacements des Administrations Plan de Déplacement des Entreprises Pédibus TAD

## 3.3 &gt; amélioration et sécurisation des axes routiers

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de projets de contournements routiers	Commune CG 22	3 projets recensés : Rocade de déplacements briochine Contournement de Binic Contournement de Plédran
Nombre de projets de mise en sécurité des échangeurs routiers	CG 22	
Trafic moyen journalier RN12 et autres axes routiers structurants	DIR Ouest CG 22	En 2011 : entre 50 000 et 65 000 véhicules autour de Saint-Brieuc entre 30 000 et 50 000 véhicules entre Saint-Brieuc et Lamballe



**THEME 4 : AMENAGEMENT NUMERIQUE**

## 4.1 &gt; niveau de service ADSL théorique

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Débit ADSL par zone	Région CG 22 Opérateurs SM PSB	2013

## 4.2 &gt; déploiement du très haut débit

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de linéaires de fourreaux d'attente de fibre optique posés	Communes EPCI SM PSB	Etudes d'ingénierie 2013
Nombre de prises FTTH et FTTO déployées et localisation	CR Bretagne CG 22 EPCI Opérateurs	

**THEME 5 : ECONOMIE ET EMPLOI**

## 5.1 &gt; dynamique de création d'emplois

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre d'emplois créés et localisation des emplois créés	Pôle emploi MDEFPI	12070 (ou 120260) emplois créés entre 1999 et 2008
Indice de concentration de l'emploi par pôle	INSEE	130% pôle aggloméré de Saint-Brieuc et communes associées 187% pôle de Lamballe (ville) 106% : Pôle littoral Est : Erquy – Pléneuf-Val-André 89% : Pôle littoral Ouest : Binic – Etables sur Mer – Saint-Quay Portrieux 114% : Pôle rural Sud-Ouest : Quintin – Saint-Brandan NC : Pôles ruraux Sud-Est : Plaintel – Ploeuc sur Lié – Quessoy – Moncontour - Trédaniel
Nombre de demandeurs d'emplois	Pôle emploi	12 814 demandeurs d'emplois en 2011

## 5.2 &gt; dynamique commerciale des centralités

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre et localisation des centralités délimitées dans les documents d'urbanisme	Communes	
Nombre de mètres carrés commerciaux en centralités	CCI Communes	
Nombre de commerces implantés en centralité	CCI Communes	

Nombre de mètres carrés commerciaux autorisés par an par la CDAC et localisation	CDAC Communes	
Densité commerciale : nombre de m <sup>2</sup> de commerce par habitant sur un territoire donné	CCI Communes	
Nombre d'activités tertiaires implantées dans les centralités et surface concernée	communes EPCI	

## 5.3 &gt; implantation commerciale dans les ZACOM

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de mètres carrés de surface de vente totale par ZACOM	CCI Communes EPCI	
Nombre de mètres carrés de surface de vente de chaque commerce par ZACOM	CCI Communes EPCI	
Nombre de mètres carrés commerciaux autorisés par an par la CDAC et localisation	CDAC Communes EPCI	

## 5.4 &gt; offre d'espaces d'activités économiques

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre de schémas concertés de zones d'activités économiques	EPCI	
Nombre d'espaces d'activités économiques, surfaces concernées et localisation	EPCI Communes	En 2011 : 173 espaces d'activités représentant 1 673 hectares

## 5.5 &gt; dynamique des exploitations agricoles

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Nombre d'exploitations	Recensement général agricole – AGRESTE	RGA 2010 : 1790 exploitations
Nombre d'emplois agricoles	Recensement général agricole – AGRESTE	3950 emplois agricoles
Surface agricole utile en hectare par an	Recensement général agricole – AGRESTE	74 664 ha en 2000 71 461 ha en 2010

## THEME 6 : EQUIPEMENTS ET SERVICES

### 6.1 > répartition des équipements et des services sur le territoire

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT)
Niveau d'équipements et de services par commune	INSEE	2 pôles d'équipements supérieurs : - Saint-Brieuc : 28% - Lamballe : 8% 12 pôles intermédiaires 19 pôles de proximité
Nombre d'hébergements touristiques (capacité d'accueil)	Côtes d'Armor Développement	
Nombre de projets économiques et touristiques structurants réalisés	Communes EPCI CG 22	Liste des projets identifiés dans le DOO

## THEME 7 : MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

### 7.1 > éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue (forme, état et évolution)

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de réservoirs de biodiversité identifiés dans les documents d'urbanisme	SM PSB Communes	Données géo-référencées de l'étude Trame Verte et Bleue de l'EIE
Nombre et type de mesures de gestion adaptée mises en place au sein des réservoirs de biodiversité principaux	SM PSB Communes	
Nombre de corridors écologiques identifiés dans les documents d'urbanisme	SM PSB Communes	Données géo-référencées de l'étude Trame Verte et Bleue de l'EIE
Surfaces en hectare des espaces protégés et inventoriés dans les documents d'urbanisme	SM PSB Communes DREAL	

### 7.2 > fragmentation du territoire : évolution des points de conflits

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de points de conflits identifiés par sous trame	SM PSB Communes	Données géo-référencées de l'étude Trame Verte et Bleue de l'EIE
Nombre d'actions et de mesures de restauration favorisant les continuités écologiques	SM PSB Communes	Evolution des points de conflit

### 7.3 > caractéristiques des milieux humides et des milieux bocagers

Les indicateurs de suivi et d'évaluation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Baie de Saint-Brieuc, porté par le Syndicat Mixte du Pays de Saint Brieuc, permettront une analyse quantitative et qualitative de ces milieux et notamment les indicateurs suivants (extraits du tableau de bord du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc – annexe PAGD):

- > Préservation et reconquête des zones humides
- > Continuité transversale entre têtes de bassins versants

Cette analyse sera complétée par les éléments photographiques de l'Observatoire Photographique du Paysage, mis en œuvre, depuis 2012, par le Syndicat Mixte du Pays de Saint Brieuc.

### 7.4 > occupation du sol

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Surfaces en hectares des terres arables, prairies, systèmes culturels parcellaires complexes	SM PSB Corine Land Cover	Changements d'occupation du sol entre 2000 et 2006

Changements d'occupation du sol entre 2000 et 2006 (CLC 2006)			
Données extraites de l'Etat Initial de l'Environnement			
Occupation en 2000	Occupation en 2006	Surface concernée (ha)	% du territoire
Terres arables	Territoire artificialisé	195	0,16%
Terres arables	Prairies	16	0,02%
Prairies	Territoire artificialisé	26	0,02%
Prairies	Terres arables	46	0,04%
Systèmes culturaux parcellaires complexes	Territoire artificialisé	231	0,19%
Systèmes culturaux parcellaires complexes	Terres arables	28	0,02%

#### 7.5 > politiques d'aménagement en faveur de la fonctionnalité écologique du territoire

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre et type d'outils et mesures d'accompagnement des projets urbains prenant en compte la TVB (OAP, plans verts, atlas de la biodiversité dans les communes...)	SM PSB Communes EPCI	
Nombre d'actions réalisées par les acteurs publics ou privés (collectivités, gestionnaires d'infrastructures, agriculteurs, associations...)	SM PSB Communes DDTM Autres acteurs	

## THEME 8 : PAYSAGE ET PATRIMOINE

### 8.1 > unités paysagères du territoire

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Clichés annuels et décennaux	Observatoire photographique du paysage Ortho-photographie	Campagnes 2012 : 40 prises de vues annuelles et 10 PV décennales Campagnes 2012 et 2013 : 40 prises de vues annuelles

### 8.2 > qualité et intégration paysagère des projets

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Clichés annuels et décennaux	Observatoire photographique du paysage	Campagnes 2012 : 40 prises de vues annuelles et 10 PV décennales Campagnes 2012 et 2013 : 40 prises de vues annuelles
Nombres et localisation des fenêtres paysagères identifiées dans les documents d'urbanisme	SM PSB Communes	Carte annexe du DOO : identification de fenêtres paysagères à préserver
Nombre de démarches de type « AEU »	Communes EPCI	
Nombre de règlements locaux de publicité	Communes EPCI	1 à Lamballe (2010)
Nombre de « chartes paysagères » des espaces d'activités économiques	Communes EPCI	
Nombre de documents d'urbanisme comprenant un diagnostic paysager	Communes EPCI	

### 8.3 > identification du patrimoine bâti urbain et rural

**THEME 10 : EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES****Energie**

## 10.1 &gt; émission des gaz à effet de serre

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Emissions globales et répartition par secteur	INSEE Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne ALE du Pays de Saint Brieuc	1 404 milliers de teq CO2 Résidentiel+déplacements = 40% des GES Activités productives (agriculture et industrie) = 41% des GES Autres activités (tertiaire+fret) = 16% des GES
Distance de trajet entre domicile - travail	INSEE Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne	2008
Volume des émissions de GES par mode de transport	INSEE Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne	2008
Volume des émissions de GES des déplacements quotidiens (flux entrants, sortants et internes)	INSEE Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne	2008

**THEME 9 : ESPACE LITTORAL**

## 9.1 : identification des coupures d'urbanisation

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de coupures d'urbanisation locales identifiées dans les documents d'urbanisme (limites, classement et vocation)	Communes	Carte annexe du DOO : identification de 16 coupures d'urbanisation majeures

## 10.2 &gt; consommation énergétique du territoire

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de GWh consommés et répartition par secteur en énergie finale (EF) et en énergie primaire (EP)	Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne ALE du Pays de Saint Brieuc	2009 : 4 873 GWh en EF et 585 Ktep (équivalent pétrole) en EP : Bâtiment = 52% de l'EF et 57% de l'EP Transport = 28% de l'EF et 21% de l'EP Industrie = 15% de l'EF et 18% de l'EP

## 10.3 &gt; bouquet énergétique

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Puissance et production des énergies renouvelables (EnR) par filière et leur couverture énergétique	Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne ALE du Pays de Saint Brieuc	Production des EnR : - 5% de la consommation finale - 4.8% de la consommation d'électricité  Source de l'énergie finale : - 48% des produits pétroliers - 25% de l'électricité - 18% du gaz

## Ressource en Eau

La mise en œuvre des indicateurs de suivi et d'évaluation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Baie de Saint-Brieuc, porté par le Syndicat Mixte du Pays de Saint Brieuc, permettra l'analyse quantitative et qualitative de la ressource en eau (extraits du tableau de bord du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc – annexe PAGD) :

## 10.4 &gt; qualité des eaux

## 10.5 &gt; qualité physique des cours d'eau

## 10.6 &gt; préservation et reconquête des zones humides

## 10.7 &gt; continuité transversale entre têtes de bassins versants

## 10.8 &gt; usages littoraux

## 10.9 &gt; approvisionnement en eau potable

## 10.10 &gt; gestion des eaux pluviales et des eaux usées et capacités de traitement

## Ressources minérales : carrières

## 10.11 &gt; production des carrières

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de tonnes autorisés par an et superficie concernée	Observatoire de l'Energie et des GES en Bretagne ALE du Pays de Saint Brieuc	15 carrières : 3 000 000 tonnes autorisés par an 230 hectares

## THEME 11 : RISQUES

## 11.1 &gt; prévention des risques naturels et technologiques

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Nombre de commune disposant d'un dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et d'un plan communal de sauvegarde (PCS)	Communes DDTM Portail DICRIM	DICRIM réalisé : La Méaugon – Ploufragan – Trémuson
Nombre de plan de prévention des risques (PPR) prescrits	DDTM Site national PPRT	- PPRI Le Gouessant prescrit le 22/12/2010 modifié le 6/07/2011



	(Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)	- PPRL- i Baie de Saint-Brieuc prescrit le 14/10/2011 - 2 PPRT : L'Hermitage Lorge et Ploufragan/Trégueux (1 site SEVESO seuil haut) - Cartographie de l'aléa « submersion marine » dans les Côtes d'Armor (DDTM 22)
Nombre de sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) (sites industriels et activités de services) et nombre de sites réhabilités	Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie / BRGM – BD BASIAS BASOL	2004 : 8 sites inscrits dans la BD BASOL

## 11.2 &gt; qualité de l'air et de l'environnement sonore

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Indice de qualité de l'air	Air Breizh	2003 : qualificatif « bon » : 295 jours qualificatif « moyenne » : 35 jours qualificatif « médiocre » : 15 jours
Indices Lden et Ln : indicateurs d'évaluation des niveaux de bruit par les trafics routiers, aériens et ferroviaires	DDTM	Cartes de bruit et Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement

## 11.3 &gt; production et traitement des déchets

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Volume annuel de déchets par habitant par type de déchets	EPCI et autres groupements GIP Bretagne environnement	2009 : 391 kg ordures ménagères résiduelles (OMR) par habitant 104 kg par habitant déchets en collecte sélective

Nombre d'actions / politiques visant la réduction et la valorisation des déchets	EPCI et autres groupements GIP Bretagne Environnement	
--	--	--

## THEME 12 : MESURE ET SUIVI DE LA CONSOMMATION FONCIERE

Compte tenu de la complexité de la démarche, la définition d'une grille d'indicateurs de mesure et de suivi de la consommation foncière fera l'objet d'un projet, à part entière. Le tableau de bord qui sera mis en place permettra d'assurer un suivi de la consommation d'espaces par l'urbanisation mais également de qualifier les espaces urbanisés afin d'analyser et comprendre les mutations en cours sur le territoire. Par ailleurs, il permettra d'apprécier l'impact du SCOT sur les objectifs fixés en la matière. Ce tableau de bord s'appuiera sur les indicateurs suivants (liste non exhaustive) :

## 12.1 &gt; consommation d'espace par l'urbanisation

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Volume en hectare et par destination	Observatoire à mettre en place à l'échelle du Pays	Analyse de la consommation d'espace établie sous format SIG dans le cadre de la révision du SCOT

## 12.2 &gt; surfaces réservées à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Volume en hectare, par destination et par type de zonage (1AU/2AU)	Observatoire à mettre en place à l'échelle du Pays à l'occasion de l'association du Pays en tant que PPA dans le cadre des révisions des PLU(i)	Etat 0 établi dans le cadre de la révision du SCOT

## 12.3 &gt; potentiel de renouvellement urbain

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Conclusions des analyses de type « référentiel foncier » du territoire	Observatoire à mettre en place à l'échelle du Pays à l'occasion de l'association du Pays en tant que PPA dans le cadre des révisions des PLU(i)	Inexistante

## 12.4 &gt; densité des opérations dans les espaces urbanisés et en extension urbaine

Type de données	Sources	Données de référence (diagnostic du SCOT et EIE)
Densité moyenne par opération	Observatoire à mettre en place à l'échelle du Pays à l'occasion de l'association du Pays en tant que PPA dans le cadre des révisions des PLU(i)	Orientations d'Aménagement et de Programmation des PLU



Pour en savoir plus :



## Pour nous contacter :

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural  
du Pays de Saint-Brieuc

Centre HEMERA • CS 40532  
8 rue des Champs de Pies  
22035 SAINT BRIEUC  
Tél. • 02.96.58.08.08  
@ • [contact@pays-de-saintbrieuc.org](mailto:contact@pays-de-saintbrieuc.org)  
[www.pays-de-saintbrieuc.org](http://www.pays-de-saintbrieuc.org)

